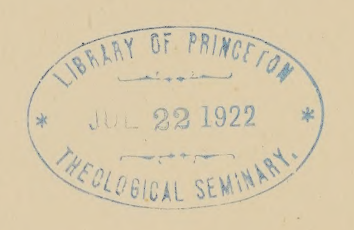
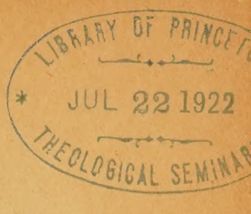


LIBRARY OF PRINCETON
JUL 22 1922
THEOLOGICAL SEMINARY.

ÉVOLUTION
INTELLECTUELLE ET RELIGIEUSE
DE
L'HUMANITÉ



ÉVOLUTION

INTELLECTUELLE ET RELIGIEUSE

DE

L'HUMANITÉ

PAR

LE DOCTEUR PH. HAUSER

TOME DEUXIÈME

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, VI[e]

20

ÉVOLUTION
INTELLECTUELLE ET RELIGIEUSE
DE
L'HUMANITÉ

CHAPITRE PREMIER

LE MOYEN AGE REPRÉSENTE UN RECUL DE L'HUMANITÉ VERS LE CHAOS ET LA BARBARIE

Nous avons vu dans les premiers chapitres du tome Ier que l'âge antique, qui constitue la première époque de l'évolution de l'humanité en Europe, a donné naissance à trois peuples dont chacun a contribué d'une manière différente au progrès de la raison et du sentiment humains. Par contre le moyen âge, qui a débuté par la dissolution de l'empire romain et l'invasion des barbares du Nord, constitue plutôt une époque de recul de l'humanité vers le chaos et la barbarie. La culture gréco-romaine resta confinée à l'extrémité de l'Europe

orientale, devenue le centre d'un vaste empire avec Byzance pour capitale, tandis que l'Europe centrale et méridionale est devenue le siège de la barbarie.

Cependant les peuples de l'Orient qui constituaient le nouvel empire, étant de race et de mentalité différentes ne purent se mettre d'accord sur les principes de gouvernement. Il y eut trois éléments hétérogènes qui se disputèrent le pouvoir : d'abord, *l'élément grec* représenté par l'aristocratie, les intellectuels et les corps municipaux; ensuite *l'élément chrétien* dirigé par les prêtres qui ne pensaient qu'à la propagande de leurs doctrines ; *troisièmement l'élément barbare* constitué par les chefs des peuples asiatiques convertis au christianisme, dépourvus de toute espèce de culture et par conséquent, superstitieux et fanatiques.

Les chefs chrétiens en profitèrent pour les gagner à leur cause et s'emparer du pouvoir. Ayant réussi, grâce à une active propagande, à exercer une grande influence sur l'Empereur Constantin, auquel ils firent comprendre qu'il était de son intérêt de favoriser la croyance de la majorité de ses sujets, ils convoquèrent sous son patronage en 324 le concile de Nicée. Ce fut le premier concile œcuménique, qui vota les dogmes principaux, destinés à régir désormais l'Eglise catholique, devenue ainsi une institution politique plutôt que religieuse ; l'établissement de ces dogmes était contraire à l'esprit de tous les chrétiens sincères, défenseurs ardents de l'enseignement des Apôtres, enseignement basé sur les

préceptes du Maître, car tandis que ce dernier avait prêché la fraternité entre les hommes, l'amour du prochain et de la justice, la charité envers les pauvres, la tolérance, l'humilité et le pardon des païens, les évêques du concile avaient déclaré hérétiques tous ceux qui ne se soumettaient pas aux dogmes établis par eux.

Il en résulta que le catholicisme, autrefois persécuté, devint à son tour persécuteur avec l'aide du pouvoir civil.

Un esprit hostile se manifesta aussitôt dans la législation impériale envers les nombreuses sectes qui se formèrent parmi les chrétiens d'Orient et se refusèrent à reconnaître les décisions du concile. Ce fut surtout contre les juifs que furent édictées des lois draconiennes, les privant des droits qui leur étaient accordés sous la domination del a Rome païenne. En outre on leur imposa des charges onéreuses et on les déclara inaptes à posséder des biens immeubles. On leur interdit l'accès à toutes les fonctions publiques, civiles ou militaires; même la liberté de culte ne fut pas respectée ; les anciennes synagogues furent tolérées moyennant un impôt, mais il leur fut défendu d'en ériger de nouvelles.

Au fur et à mesure que les Empereurs se familiarisaient avec la mentalité des évêques, ils se déclaraient chefs de l'Etat et de l'Eglise catholique. Cependant, assis sur un trône d'or et vêtus de pourpre ils représentaient plutôt l'esprit oriental que l'esprit chrétien et ne faisaient que fomenter par leur exemple l'amour du

luxe et des plaisirs. Les intrigues se poursuivaient à la cour et les conspirations militaires, stimulées par l'or de quelques ambitieux, aboutissaient à des révolutions et au renversement des dynasties. Sous la dynastie des Héraclides, Byzance fut, pendant soixante-dix ans, le théâtre de massacres et de cruautés de toute sorte. La corruption de la société était telle que les hommes animés de l'esprit chrétien se retiraient des villes pour se soustraire à la contagion et menaient une vie solitaire dans le désert, dans les grottes et dans les cabanes construites au milieu des forêts, afin de consacrer leur âme à Dieu. L'habitude d'une vie austère s'était tellement répandue parmi les solitaires qu'ils considéraient leur propre corps comme un ennemi qui empêchait l'âme de s'élever vers Dieu. Pour dompter le corps, ils se refusaient toutes les jouissances terrestres, même la nourriture. Saint Paumé chercha tellement à mortifier sa chair qu'il dormit pendant quinze années debout, appuyé contre le mur.

De ce qui précède, il résulte que l'esprit de domination qui animait tant les pères de l'Eglise que les Empereurs du Bas-Empire les amena à conclure une Alliance entre le trône et l'autel et à s'appuyer mutuellement pour subjuguer les peuples, en les privant de toute sorte de liberté. C'est ainsi que l'Eglise, devenue une institution politique sous l'Empereur Constantin, décida d'imposer l'observance des dogmes établis par le Concile à tous les chrétiens par la force dont

disposait l'Etat; mais loin d'y réussir, elle ne parvint qu'à semer parmi les croyants des germes de discorde qui aboutirent à la formation d'un grand nombre de sectes, dont la plus forte était celle des Ariens, qui niait la divinité de Jésus-Christ et admettait que le Verbe et le Fils étaient inférieurs au Père.

La multiplication des sectes brisa d'abord l'unité du christianisme, puis elle amena une série de luttes acharnées et de persécutions sanglantes qui se prolongèrent pendant deux siècles. D'autre part le fanatisme religieux, associé au despotisme de gouvernants ambitieux, engendrait la haine de races et le mécontentement des classes laborieuses, donnant lieu en même temps à l'émigration des classes intellectuelles et libérales en Asie Mineure et en Perse, pays qui se trouvait toujours en guerre avec les Byzantins. Ce furent d'abord les Nestoriens, secte chrétienne qui, pour échapper à la persécution de l'Eglise orthodoxe de Constantinople, se réfugia dans la vallée de la Mésopotamie où elle fonda l'école d'Edesse, puis, de nombreux savants et philosophes grecs persécutés par l'empereur Justinien qui émigrèrent en Perse où ils répandirent les semences de la civilisation grecque. Les Juifs persécutés également par les Empereurs byzantins se refugièrent tant en Asie Mineure qu'en Perse ainsi que dans la Péninsule arabique.

Les choses n'allèrent pas mieux du côté de l'Occident. Depuis que l'empire romain s'était écroulé sous

la pression de l'invasion des barbares du nord, l'anarchie avait régné dans tous les pays de l'Europe, jusqu'au VIIIe siècle ; car les envahisseurs, les Goths, les Vandales et les Francs qui ne vivaient que de la chasse, de la guerre et de la dévastation des pays envahis, ne suivaient leur roi à la guerre que pour acquérir un riche butin. Des bandes armées parcouraient le pays en brûlant les villes, en dévastant les champs et en détruisant les monuments. Après avoir consommé leur œuvre de destruction en Espagne, les Wisigoths ne savaient que faire. Alors l'Eglise, le seul pouvoir organisé, en profita pour leur offrir son aide et les convertir au catholicisme ; elle leur prodigua toute espèce d'indulgence et ne s'opposa pas aux formes de leur culte intérieur pourvu qu'ils les appliquassent avec les symboles du catholicisme ; elle s'occupa plutôt du culte extérieur que d'enseigner les principes moraux de l'Evangile.

Tous ces procédés de conversion ne modifièrent cependant en rien le sort des habitants de l'ancien empire romain. Avec l'entrée en scène des tribus germaines, la civilisation romaine périt entièrement. Il n'y avait plus de science, ni de philosophie, ni d'art, ni de commerce, ni d'industrie, ni de théâtres, ni d'écoles, ni de bains, et les habitants indigènes finirent par devenir semblables aux barbares. Ce fut seulement au VIIIe siècle que le génie créateur de Charlemagne fit surgir du chaos germain un nouvel empire ayant l'Allemagne

pour centre et la ville de Rome pour capitale. Bien que cet empire ait cessé d'exister après la mort de son fondateur, les traces qu'il a laissées dans l'histoire sont tellement profondes qu'elles méritent bien d'être relevées.

En premier lieu, les successeurs de Charlemagne n'ont songé qu'à imiter son exemple, ayant ressuscité à plusieurs reprises l'idée de la fondation de l'empire romain par les armes allemandes. *En second lieu,* Charlemagne pour réaliser le rétablissement de l'ancien empire romain s'est servi de la religion comme moyen d'unification des peuples de race et de langue différentes. Dans ce but, après avoir vaincu les Lombards et dominé l'Italie divisée, il vint à Rome pendant les fêtes de la Nativité et confirma les donations de son père au Pape, puis, au moment de visiter le Sépulcre des Apôtres, le Pape Léon III plaça sur sa tête un diadème d'or, ce qui lui valut le titre d'Empereur de l'Occident européen. C'est ainsi que fut signé le pacte entre le trône et l'autel.

La conséquence immédiate de ce pacte fut la reconnaissance officielle du pouvoir spirituel de la papauté et jusqu'à un certain degré le droit du Pape au pouvoir temporel sur les Etats reçus soit en fief, soit en donation ; mais au fur et à mesure que l'influence morale de l'Eglise grandissait, les successeurs de Léon III ne se contentaient plus de la protection d'une puissance étrangère. Ils voulurent s'imposer par leur pouvoir

spirituel aux empereurs d'Allemagne, ce qui amena une luttre très âpre entre Grégoire VII et l'Empereur Henri IV d'Allemagne, à la suite de laquelle le premier lança une bulle d'excommunication contre l'empereur, le déclarant déchu et déliant ses sujets du serment de fidélité, et lui fit subir une humiliation comme jamais souverain n'en avait subi auparavant.

Depuis lors, l'Eglise, dont l'influence grandissait sans cesse, s'est constamment efforcée de s'imposer à la conscience universelle. Grégoire VII profita de la circonstance que les Turcs s'étaient emparés de Jérusalem et menaçaient en même temps Constantinople pour proposer au roi de France d'envoyer une armée en Orient afin d'arracher aux Turcs le Saint Sépulcre, mais en vain. Ce fut son successeur Urbain II, Pape français qui présidant en 1095 le Concile de Clermont y prêcha la Croisade et confia à Pierre l'Ermite la mission de soulever l'enthousiasme populaire en faveur de cette expédition. En effet, l'année suivante eut lieu la première croisade, qui fut suivie de sept autres, de 1147 à 1270, ayant un caractère plutôt politique que religieux ; mais malgré les efforts de tous les peuples de la Chrétienté, les croisades n'eurent d'autre résultat que la perte de centaines de mille hommes, sans parler des pertes matérielles considérables qu'éprouva l'Europe du fait de l'abandon de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. Quant au but même des croisades, il ne fut pas atteint, car Jérusalem et le Saint Sépulcre restèrent

aux mains des Turcs, ce qui porta une sérieuse atteinte au prestige du Catholicisme vis-à-vis de l'Islamisme victorieux.

Les Papes contrariés de l'échec des croisades en Orient redoublèrent leurs efforts pour relever le prestige de l'Eglise et prêchèrent dans ce but les Croisades contre l'Islamisme en Occident, à savoir, contre les Arabes d'Espagne. Au fur et à mesure que les Rois de Castille et d'Aragon repoussaient et subjuguaient les Arabes en Andalousie, le Pape créait des tribunaux d'inquisition contre les infidèles et les hérétiques, tribunaux qui intervenaient aussi dans toutes les questions ayant trait aux rapports entre l'Etat et l'Eglise.

Après que les rois catholiques eurent conquis le royaume de Grenade, l'inquisiteur général, Thomas Torquemada, insista auprès des monarques pour qu'ils ordonnassent l'expulsion des Arabes et des Juifs du territoire espagnol. Et pour justifier le manquement à la parole donnée et aux promesses consignées par écrit dans l'acte des capitulations par les Rois Catholiques, de respecter la religion, les mœurs et les coutumes ainsi que les propriétés des Maures qui voudraient rester dans leur terre natale, il mit en avant le prétexte que les Arabes ne cessaient de conspirer contre le nouvel ordre de choses. Depuis lors le régime de l'Inquisition, consistant en tortures et autodafés, continua à régner en Espagne pendant plus de trois siècles, avec la circonstance que les autres gouvernements d'Europe suivirent

souvent l'exemple de l'Espagne, bien que sous une forme plus mitigée.

En résumé, le moyen âge, loin de continuer à marcher dans la voie du progrès initié par l'Antiquité représentant la grande œuvre des Grecs, des Juifs et de l'Etat Romain, a au contraire employé ses forces brutales pour détruire la culture gréco-romaine et le développement du monothéisme mosaïque. Le moyen âge ne représente qu'une longue nuit d'une obscurité extrêmement dense, où on a allumé des bûchers pour brûler la chair humaine, faite selon la Bible à l'image de Dieu. On a invoqué pour justifier ces crimes le nom de Dieu qu'on a rendu complice des aberrations de l'esprit et du sentiment humains. Ce fait acquiert d'autant plus de gravité si l'on considère qu'il y eut déjà au VIII[e] siècle un coin de l'Europe où la culture grecque se trouvait en pleine floraison, car c'est grâce à l'invasion de l'Espagne par les Arabes au VIII[e] siècle que des germes de la culture de l'ancienne Grèce, recueillis par eux en Perse et en Asie Mineure, furent importés sur le sol de l'Espagne, qui était au X[e] siècle le seul pays d'Europe où prospéraient la science et la philosophie religieuse, ainsi que l'agriculture, l'industrie et le commerce avec l'Asie et l'Afrique, tandis que les autres pays de l'Europe chrétienne se trouvaient toujours en guerre entre eux et les combattants de part et d'autre se livraient aux pires dévastations.

L'Eglise de son côté au lieu de leur enseigner les

principes de la morale chrétienne ne leur a apporté que l'intolérance et la superstition, fruits naturels de la Théologie que l'on enseignait aux Universités, lesquelles n'étaient que des annexes des cathédrales. Plus tard ce furent les hommes les plus marquants de la Scolastique qui considérèrent la Théologie comme la science maîtresse, dont la philosophie n'était que la servante.

En même temps, les rois et les princes d'accord avec l'Eglise et avec l'aide du féodalisme imposaient l'absolutisme à tous les peuples d'Europe. C'est seulement vers la fin du moyen âge, que beaucoup de villes allemandes, hollandaises, belges et italiennes s'organisèrent en toute liberté et indépendance pour former des flottes armées, dans le but de transporter leur main-d'œuvre aux ports d'Alexandrie et de Constantinople et d'importer chez elles les épices et les soieries de l'Orient. Elles réussirent ainsi à devenir florissantes et puissantes, notamment les villes de la Hanse telles que Brême et Hambourg en Allemagne, ainsi que Venise et Gênes en Italie.

Cependant l'organisation intérieure de ces villes n'était pas en harmonie avec leur richesse et leur puissance ; les maisons des notables ressemblaient à de petites forteresses et les autres avaient l'aspect de simples maisons de campagne avec une cour au centre et des greniers, tandis que les hommes exerçant le même métier se groupaient tous dans une même rue. Chaque patron avait au rez-de-chaussée sa boutique

qui lui servait d'atelier et où on travaillait sous les yeux du public. Les rues n'étaient pas alignées, elles étaient tortueuses, mal pavées, pleines de flaques et encombrées par les marchandises dans les quartiers commerçants ; dans quelques-unes les vaches et les porcs se promenaient librement. On ne sentait pas le besoin de la propreté, on ne demandait qu'à s'enrichir et à vivre tant bien que mal.

Malheureusement après la prise de Constantinople par les Turcs, les villes d'Italie telles que Gênes et Venise et celles de la Hanse durent cesser tout à fait leur commerce avec l'orient, par suite de l'attitude hostile des vainqueurs. Le moyen âge a eu beau construire des cathédrales monumentales ornées d'admirables sculptures, statues et bas-reliefs, tous ces chefs-d'œuvre n'ont pas contribué à élever le sentiment populaire ni à donner une valeur éthique aux procédés d'intolérance de l'Eglise ni à diminuer la gravité des Autodafés, véritable crime de lèse-humanité. En un mot, le moyen âge, non seulement n'a réalisé aucun progrès dans le domaine de la raison et du sentiment humain, mais il représente un grand recul au delà de l'âge antique vers la période de la sauvagerie ; car les Autodafés exécutés au nom de la religion surpassent en sauvagerie les actes d'anthropophagie commis par les tribus primitives au début de l'âge historique.

Le seul progrès réalisé en Europe pendant le moyen âge à l'avoir de la raison humaine fut l'introduction

en Espagne de la culture gréco-romaine par les Arabes et le développement des sciences sous leur domination qui ont survécu à leur expulsion d'Espagne pendant tout le XVIe siècle, pour le plus grand bien de l'humanité en général. Cependant pour nous conformer à l'enseignement de l'histoire et à la réalité des faits, nous sommes forcé de reconnaître que si le moyen âge a péché en détruisant la culture gréco-romaine et en anéantissant ainsi cette création de l'intelligence et du sentiment des peuples païens de l'antiquité, il a eu par contre, le mérite d'avoir jeté les fondements de l'édifice des âges modernes et de constituer le berceau des différentes nationalités qui forment les Etats actuels de l'Europe. Le moyen âge a en outre substitué au pouvoir militaire du peuple romain le pouvoir spirituel de l'Eglise romaine, avec cette circonstance, que celle-ci aspire, à l'égal de sa devancière, à la domination universelle au moyen de l'absolutisme religieux.

CHAPITRE II

LE XVI[e] SIÈCLE REPRÉSENTE LE RÉVEIL DE LA RAISON HUMAINE ET L'ENTRÉE EN LUTTE OUVERTE DE LA SCIENCE CONTRE LA THÉOLOGIE

I

Après dix siècles de chaos et d'obscurcissement de la raison humaine, la lumière commença à poindre dans tous les pays d'Europe, au cours du XVI[e] siècle. Grâce à un concours favorable d'évènements indépendants les uns des autres, le vieil édifice vermoulu du moyen âge finit par s'écrouler et de ses ruines surgit un édifice nouveau, basé sur les fondements solides de la science et de la raison humaine devenue consciente de sa valeur éthique et de la force matérielle dont elle était douée pour lutter avantageusement contre l'esprit de domination de l'Eglise.

Celle-ci eut beau vaincre les Arabes d'Espagne et les chasser du sol européen, elle ne put empêcher une autre puissance musulmane plus jeune et plus vigou-

reuse de venir les remplacer ; ce furent les Turcs qui venaient de s'emparer de Constantinople et menaçaient d'envahir la Hongrie et l'Autriche. D'ailleurs la prise de Constantinople par les Turcs eut une heureuse répercussion sur la renaissance de la culture greco-romaine en Europe par suite de la rentrée en Italie des savants byzantins qui rapportèrent un trésor inestimable sous forme de documents et de manuscrits originaux des écrivains célèbres de l'ancienne Grèce en Italie, siège de la Grecia Magna d'autrefois ; en sorte que l'Italie fut la première étape de la Renaissance de la Culture grecque en Europe. Elle fut la première à donner naissance à des hommes qui brillèlèrent d'un vif éclat dans le domaine de la peinture, de la poésie et de la sculpture. Il est vrai que l'Italie avait déjà produit au XIVe et XVe siècles des hommes supérieurs dans la littérature et dans les arts, tels que Dante, Pétrarque, Boccace, Léonard de Vinci, Raphaël et Michel Ange, mais l'idéal dont ces auteurs s'étaient inspirés était d'ordre religieux, le sujet de leurs œuvres étant tantôt tiré de la vie du Christ et des Apôtres, tantôt de la Sainte Ecriture, car alors il n'y avait pas d'autre idéal que celui de la religion. L'idéal de la beauté de la nature ne vint qu'après que les savants grecs eurent rapporté de Constantinople les travaux originaux d'anciens artistes et écrivains grecs qui avaient divinisé la nature et l'homme héroïque dans sa lutte contre les forces de la nature. C'est aussi grâce à l'atavisme, de

même qu'à la disposition naturelle du milieu méditerraneen que les Italiens eurent toujours le sens du beau et que les princes italiens se firent les protecteurs de l'art et des artistes. Les Médicis de Florence, les Sforza de Milan et même les papes Jules II et Léon X appelaient les artistes à leur cour pour jouir de leur société, tandis que les princes d'Allemagne du Nord qui ne connaissaient que l'exercice des armes et le culte de la force, traitaient les artistes et les savants comme des ouvriers et des domestiques.

Bien que le réveil de l'art et la renaissance de la culture greco-romaine d'abord en Italie, ensuite dans les autres pays d'Europe n'aient pas exercé une influence directe sur le développement de la science, la coïncidence de la découverte de l'imprimerie par Gutenberg et la réimpression des anciens manuscrits grecs contribuèrent à répandre la connaissance de la culture païenne et à vulgariser les notions scientifiques modernes parmi le public intellectuel, fatigué de la vie contemplative et las des subtilités de la Scolastique. C'est ainsi que l'Italie a vu surgir au XVIe siècle des hommes de science et des philosophes, tels que Galilée, Torricelli et Giordano Bruno qui se sont rendus immortels par leurs doctrines. Alors l'Eglise dans sa toute puissance ne tarda pas à faire sentir son pouvoir temporel, condamnant Giordano Bruno au bûcher et obligeant Galilée à se présenter sans défenseur ni conseiller devant le tribunal du Saint Office qui le con-

damna dans sa soixante-dixième année à abjurer à genoux l'hérésie de sa doctrine du mouvement de la terre autour du soleil.

Cependant malgré les bûchers, les supplices et les persécutions de toute sorte, la doctrine de Galilée ne tarde pas à s'imposer comme une vérité incontestable aux Universités en général et finalement à l'Eglise même. L'évolution de la science suivit son cours ; rien ne l'arrêta plus dans sa marche progressive, bien que cette marche fût extrêmement lente, au point que dans la première moitié du XVIIe siècle, l'Europe entière était encore couverte des débris des préjugés et de l'intolérance du moyen-âge et que les défenseurs à outrance de la théologie ne se donnèrent pas un moment de répit pour lancer des invectives contre les hommes de science et les philosophes les plus accrédités.

Cette lenteur même prouve que la raison comme fonction du cerveau est soumise, de même que celui-ci, aux lois de l'évolution, d'après lesquelles tout ce qui naît, grandit, se développe avec le temps et arrive un jour à son apogée. Quant à la raison collective comme fonction cérébrale d'une collectivité, elle est forcément plus lente dans son évolution que celle de l'individu qui parcourt le cercle de la vie dans un nombre d'années limité, tandis que celle-là non seulement ne connaît pas de limite temporelle, mais embrasse en même temps des centaines de millions d'individus, de culture et de capa-

cité différentes. Cependant, cela n'empêche qu'avec l'avancement et la multiplication journalière de nos connaissances générales, la raison se perfectionne et le progrès des idées de liberté et de justice s'accentue chaque jour davantage. Il est très probable que l'Eglise finira par se rendre compte qu'elle n'a rien à gagner en poursuivant sa lutte contre la science et qu'il est de son intérêt de signer la paix définitive et de limiter son œuvre à la propagation de la morale chrétienne et de l'idée de fraternité.

II

La Réforme, c'est-à-dire le mouvement religieux survenu en Allemagne au début du xvie siècle qui a brisé l'unité catholique en Europe, est certainement un phénomène social important, inhérent à l'évolution du sentiment religieux, qui fut sans doute favorisé par l'ébranlement de la mentalité moyenageuse à la suite des progrès de la renaissance de la culture gréco-romaine dans tous les pays d'Europe, mais il y eut d'autres circonstances déterminantes qui contribuèrent à l'explosion de ce sentiment de révolte contre la politique envahissante de la cour pontificale.

Celle-ci, qui a toujours cherché à puiser sa force dans la crédulité publique, n'a pas manqué d'en abuser d'une manière scandaleuse. Le Pape Léon X ayant

projeté de construire la basilique de Saint-Pierre, mais manquant d'argent, envoya en Allemagne des Dominicains avec mission d'accorder des indulgences aux fidèles qui aideraient de leurs deniers à sa construction. La vente publique de ces indulgences fit beaucoup de scandale parmi les gens sincèrement chrétiens et finit par provoquer une protestation bruyante de la part de Martin Luther, moine Augustin et ses partisans qui se mirent à prêcher dans les Eglises contre le Pape et les Dominicains. Luther, une fois engagé dans la lutte, brûla la bulle d'excommunication et les Décrétales sur la place publique à Wittemberg et se déclara ouvertement hostile à plusieurs dogmes catholiques. Rien n'est vrai, dit-il, que ce que contient la Sainte Ecriture et les pères de l'Eglise auteurs des dogmes n'ont fait que dénaturer et altérer la parole du Christ. Par conséquent il faut rejeter les doctrines et les cérémonies qui ne se trouvent pas dans l'Evangile, telles que les *indulgences*, *la purgation*, *l'autorité du pape*, *le célibat des prêtres*, *la Messe*, *les images*, *le culte de la Vierge et des Saints*, *les reliques* et la plupart des *Sacrements* de même que *les pèlerinages*, *les jeûnes*, *les chapelets* et la *confession*. Il ne resta guère d'autres exercices de piété que *la lecture de la Bible et la prière*.

Toutefois nous tenons à rappeler que Luther ne fut pas le premier initiateur de la Réforme ; il eut des prédécesseurs : Jean Huss en Bohême Wicleff en Angleterre et

Zwingle en Suisse. Mais ceux-ci avaient échoué dans leur mission à cause de l'hostilité du milieu social dans lequel ils vivaient, tandis que Luther sut profiter d'un concours de circonstances politiques, morales et matérielles favorables à l'exécution de ses projets depuis longtemps mûris dans son cerveau. *En premier lieu*, la noblesse allemande avait tout intérêt à se délivrer du clergé qui la gênait et à secouer le joug du pape fortement redouté des princes à cause de son pouvoir spirituel, qui lui donnait le droit d'excommunication ; *en second lieu*, les princes en adhérant aux doctrines de Luther augmentaient non seulement leurs domaines, mais aussi leur autorité morale, car à leur ancien pouvoir temporel ils joignaient le pouvoir spirituel des évêques ; *en troisième lieu*, il s'agissait d'une réaction du sentiment national allemand contre la monarchie papale étrangère, et *finalement*, l'octroi abusif des indulgences joint à l'immoralité du clergé de l'époque soulevèrent l'indignation du peuple allemand froissé dans ses sentiments religieux.

Luther avait en outre sur ses prédécesseurs le grand avantage de posséder le don de vulgarisation en même temps qu'une grande habileté pour traiter les questions religieuses dans sa langue maternelle ce qui rendait ses enseignements accessibles aux intelligences les plus médiocres. Il était de plus excellent orateur et possédait une imagination tellement vive et féconde qu'à mesure qu'il recevait les impressions il les transmettait

sous une forme très prenante à son auditoire, qu'il ne tardait pas à captiver, soit qu'il fut composé d'intellectuels, soit de personnes dépourvues de culture.

Ce qui le posa surtout aux yeux de l'autorité, ce fut la protection que lui accorda l'Electeur de Saxe, lequel, après le vigoureux réquisitoire que fit Luther contre le Pape et l'Empereur Charles-Quint devant la diète de Worms, le conduisit à l'insu de tout le monde au château de Wartburg où il le tint caché pendant plusieurs mois, non seulement pour le soustraire aux mauvais desseins de ses ennemis, mais surtout pour le protéger de ses propres imprudences, effet de son impétuosité.

C'est dans cette retraite que Luther termina la traduction de la Bible en langue allemande. Après avoir quitté son asile, il reprit sa campagne active contre le pape et les abus du clergé et ne tarda pas à gagner beaucoup de terrain tant dans le nord de l'Allemagne qu'en Suisse et en Hollande. Cependant à mesure qu'il réalisait ses projets et qu'il avançait en âge la fougue de son activité diminuait d'intensité. Il se sentit de plus en plus fatigué après de nombreuses années de luttes physiques et morales et ses facultés intellectuelles commencèrent à perdre de leur ancienne vigueur au point que lui, qui autrefois avait raillé les préjugés de son temps, finit par croire aux sortilèges et aux maléfices du diable et par éprouver des hallucinations des sens. C'est ainsi qu'il vit une fois des noisettes danser sur son assiette et qu'il entendit le fracas de 300 barri-

ques roulant de haut en bas des escaliers poussées par une main infernale, enfin il entendit le diable dont le pas ressemblait au pétillement d'une bourrée jetée au feu. Plusieurs fois le diable lui fit passer de mauvaises nuits.

Quoiqu'il en soit, il faut reconnaître que Luther malgré l'imperfection de son œuvre, malgré ses contradictions fréquentes et en dépit de sa conception erronée des principes moraux et religieux, a rempli une grande mission dans l'histoire du mouvement intellectuel et religieux du xvie siècle, par ses luttes incessantes contre l'Eglise catholique qui avait aspiré à la domination universelle de la conscience humaine et à l'asservissement de la pensée scientifique au bénéfice de la théologie. Pour Luther, la théologie doit être limitée à l'interprétation philologique de la Bible, la raison doit s'abstenir d'intervenir dans les choses sacrées où elle ne peut apporter que de l'obscurité et de la confusion, tandis qu'il lui est permis d'expliquer les phénomènes de la nature selon la méthode et le progrès de la science, persuadé qu'il était, que la religion n'avait rien à craindre de la vraie science, car la raison, émanation de la divinité, ne saurait rabaisser l'œuvre de Dieu.

En résumé : l'œuvre de Luther avait pénétré graduellement dans la conscience de presque tous les pays du Nord de l'Europe, d'abord dans toute l'Allemagne du Nord et la Hollande, ensuite dans les pays scandi-

naves et l'Angleterre. Alors l'Eglise menacée de la perte de son pouvoir spirituel poussa l'Empereur d'Autriche Ferdinand II, qui était également empereur d'Allemagne, à déclarer la guerre aux pays protestants. Cette guerre qui ne dura pas moins de trente ans se termina, grâce à l'intervention de la France sous le gouvernement du cardinal Richelieu, en faveur de la Suède et de la cause des protestants contre l'Autriche, par la paix de Westphalie qui établit ; 1° La liberté de conscience dans tous les Etats de l'Empire ; 2° L'agrandissement de la France par l'Alsace et celui de la Suède par la Poméranie à gauche de l'Oder ; 3° L'affaiblissement de l'autorité impériale, l'Allemagne ayant formé une confédération de 360 Etats.

III

LA DÉCOUVERTE DE L'AMÉRIQUE PAR CHRISTOPHE COLOMB ET L'AIDE DE L'ESPAGNE

Parmi les grands évènements qui se sont produits vers la fin du XVe siècle et dont les conséquences se sont fait sentir au courant du XVIe siècle figure au premier rang *la découverte du nouveau monde.* Elle a non seulement changé les conditions de la vie matérielle et morale des nations européennes en élargissant leur champ d'activité et en donnant une nouvelle

direction à l'esprit d'investigation des classes intellectuelles, mais elle a aussi contribué à enrichir nos connaissances cosmographiques et anthropologiques de même que nos connaissances nautiques et astronomiques. Elle a enfin donné un nouvel essor au commerce et à l'industrie.

On aurait pu supposer que l'Espagne, qui sous la domination arabe représentait le seul foyer de la science et du progrès en Europe et qui sut profiter de la décadence du peuple arabe pour fonder son unité nationale, aurait également profité de la découverte du nouveau monde pour y fonder un empire colonial très étendu et pour développer ses énormes richesses naturelles, au profit de la nation conquérante aussi bien que des pays conquis. Malheureusement les rois d'Espagne, qui présidaient alors aux destinées de la nation, n'ont pas été à la hauteur de leur mission, car loin de favoriser les intérêts matériels et moraux des peuples sous leur domination, ils n'ont fait que commettre des erreurs politiques et accumuler faute sur faute contribuant ainsi à accroître les malheurs de la patrie et à arrêter le progrès de la raison et du sentiment humains en Europe.

Il suffit pour s'en convaincre de jeter un coup d'œil sur l'histoire de l'Espagne depuis son unification nationale jusqu'à notre époque. Commençons par les Rois catholiques. Ceux-ci se sont considérés, à la suite de leurs succès séculaires dans leurs guerres contre les

Arabes, comme les champions du christianisme contre l'islamisme et suggestionnés par les évêques inquisiteurs, ils ont inauguré leur règne par un acte *antisocial, antipolitique* et *antimoral* : l'expulsion des juifs et des arabes du territoire espagnol.

L'Espagne avait en effet tout intérêt à les conserver dans le pays comme forces productrices car ils représentaient les trois grandes sources de la richesse nationale : *l'Agriculture, l'Industrie et le Commerce,* qui se sont taries après leur expulsion du pays natal, alors que les espagnols pendant trois siècles de guerre constante contre les Arabes, s'étaient d'une part habitués à détruire les propriétés arabes, aussi bien la terre cultivée que les établissements industriels, et n'ayant pas d'autre part, acquis l'amour du travail, ils n'aimaient que la guerre et les aventures. C'est pourquoi après la conquête de l'Amérique, ils sont partis pleins d'enthousiasme vers les pays nouveaux pour y chercher fortune sans travailler au lieu de cultiver les terres en friche, abandonnées par les Arabes.

Si les rois catholiques, respectant leur promesse solennelle, avaient ménagé les Arabes en protégeant leurs vies et leurs biens et avaient de plus conclu un traité de paix avec le Maroc, l'Espagne aurait connu une ère de prospérité sans précédent, car elle aurait entretenu par la voie méditerranéenne un commerce actif non seulement avec le Maroc mais aussi avec l'Algérie, la Tunisie et tout l'Orient, tandis qu'à la

suite de l'expulsion des Maures de l'Espagne, qui provoqua chez les Musulmans une explosion de haine envers les Chrétiens, la piraterie s'établit dans la Méditerranée rendant ainsi tout commerce impossible ; les Marocains réussirent même assez souvent à débarquer dans les ports espagnols de Malaga et d'Almérie où ils pratiquaient le pillage et le meurtre.

L'expulsion des Arabes du territoire espagnol constituait également un acte de félonie, car dans les capitulations conclues entre les rois catholiques et le roi Boabdil et les chefs musulmans, il fut stipulé que les musulmans conserveraient en toute liberté leur culte, leur croyance, leurs biens, leurs usages, leurs mœurs, leur langue et leur manière de se vêtir, qu'ils seraient régis par les Alcaïdes de leur nationalité, qu'ils seraient exempts de payer des tributs pendant trois ans ; enfin qu'ils auraient la faculté de se rendre en Afrique avec leurs mobiliers sur des navires du gouvernement, sans payer les frais de voyage. Mais en dépit des capitulations et des garanties solennelles, les rois catholiques s'arrogèrent le droit d'employer des procédés vexatoires et de commettre des actes d'intolérance, poussés qu'ils étaient par l'influence toute-puissante du confesseur de la Reine Isabelle, l'archevêque de Tolède, Jimenez de Cisneros.

Tout en protestant, au début, contre la conduite de Cisneros, les Rois catholiques ne tardèrent pas à se laisser convaincre par lui de ce que les Maures ne faisaient

que conspirer contre l'Espagne ; ils donnèrent alors des ordres pour restreindre la liberté d'exercice du culte et des manifestations publiques de leur croyance. Ceux qui se convertirent furent favorisés au détriment des autres qui conservaient leur religion. Isabelle leur défendit de porter de la soie, de l'or, de l'argent, du drap écarlate,ils devaient porter de plus sur les épaules une bande rouge avec une capuce verte sur la tête en signe d'infériorité. En 1501, on interdit à tous les Maures l'entrée dans le royaume de Grenade, finalement les rois catholiques ordonnèrent que tous les hommes âgés de plus de quatorze ans et les femmes au-dessus de douze ans devaient recevoir le baptême ou quitter Grenade. Un grand nombre d'entre eux, entraînés par des motifs humains,tels que l'amour du sol natal, de la famille, de la richesse et du repos acceptèrent le baptême, ce qui ne les empêchait pas d'observer en secret les pratiques et les prières musulmanes. La Reine Isabelle avait hésité longtemps avant de se décider à manquer à sa parole et à permettre l'établissement en Espagne des tribunaux d'Inquisition, mais le fait d'avoir reçu du pape Alexandre VI le titre de *Reine catholique* joint au milieu qui l'environnait, milieu hostile aux Arabes, et enfin la popularité dont jouissait le Cardinal Jimenez de Cisneros exercèrent sur elle une pression morale telle, qu'elle ne put s'y soustraire.

IV

Le successeur des rois catholiques, Charles Quint, était fils de Jeanne la folle et petit-fils de Maximilien, Empereur d'Autriche, homme ambitieux et à l'esprit autocratique en même temps qu'ardent défenseur du Catholicisme, il combattit à la fois l'invasion de l'Autriche par les Turcs et l'extension du Protestantisme en Allemagne. Son premier acte d'autocrate contre les Cortes d'Espagne fut la guerre aux communaux et la suppression de l'autonomie municipale si chère aux fils de Castille. Dans les derniers jours de sa vie il recommandait à son fils Philippe II de ne pas accorder de quartier aux hérétiques et de faire tout son possible pour les exterminer avec l'aide de l'Inquisition. Ce dernier en effet, dès son avènement au trône, s'érigea en paladin du Catholicisme contre le Protestantisme, et se proposa de catholiciser tous les pays d'Europe, ayant pour devise *qu'il valait mieux ne pas régner que de régner sur des sujets hérétiques*. Heureusement, il finit par échouer dans son entreprise, malgré sa toute puissance. D'abord la grande flotte, la *Invencible armada* qu'il avait construite pour débarquer sur les côtes d'Angleterre fut incendiée dans sa rencontre avec l'escadre anglaise, ensuite la grande armée, qu'il envoya sous le commandement de son meilleur géné-

ral, le duc d'Albe, aux Pays-Bas, fut vaincue malgré sa grande supériorité numérique et la qualité supérieure de son armement et fut obligée de rentrer en Espagne dans des conditions physiques et morales absolument déplorables.

Il en résulta que la Hollande ayant conquis son indépendance servit de refuge aux penseurs les plus distingués de l'époque, tandis que l'Espagne entrait dans la période de décadence, allant de Philippe II jusqu'à Charles II, c'est-à-dire pendant tout le XVIIe siècle. Les ressources de l'Etat étant complètement épuisées, le pays, sans commerce, sans industrie, sans armée et sans marine s'est trouvé dépourvu de toute protection, au point que les puissances étrangères crurent pouvoir disposer de l'Espagne sans même la consulter, comme s'il s'agissait d'une terre abandonnée et dépourvue de maître.

* * *

Si l'on pense que l'Espagne du XVIe siècle avait produit des hommes qui ont brillé par leurs découvertes dans la Cosmographie, la Nautique, la Mécanique, la Zoologie, la Botanique, la Minéralogie, et dans l'exploitation des mines de mercure, on est étonné de constater que vers la fin du XVIIe siècle elle est tombée dans la marasme et devenue la proie de l'ignorance et de la superstition, à cause de l'intolérance religieuse et de la soif de domination universelle.

Pour qu'on se rende mieux compte de la profondeur de cette chute nous tenons à rappeler les faits historiques que nous avons exposés avec certains détails au dix-neuvième chapitre du premier volume, relatifs à la contribution de l'Espagne aux progrès des sciences au cours du XVIe siècle à la suite de la découverte de l'Amérique, faits qui prouvent d'une manière incontestable que l'Espagne a contribué pendant le XVIe siècle, plus qu'aucune autre nation, aux progrès des sciences au point que les défenseurs de l'intolérance de l'Eglise s'en servent comme argument en faveur de leur thèse. Pour prouver l'inanité de leur raisonnement il suffit de leur opposer le fait historique de la décadence terrible de l'Espagne vers la fin du XVIIe siècle, après avoir vu disparaître ses savants, ses travailleurs, ses trésors, sa prospérité commerciale et industrielle, son armée et sa marine et avoir subi la perte d'une grande partie de ses anciennes possessions en Europe.

Personne ne saurait nier aujourd'hui que la décadence de l'Espagne au cours du XVIIe siècle était due d'abord à sa politique absurde, à savoir : l'intolérance religieuse de ses gouvernements, l'expulsion arbitraire du territoire espagnol de 3 millions de travailleurs qui représentaient l'agriculture, le commerce et l'industrie ; ensuite la nécessité de peupler avec une population réduite un vaste continent américain. En dernier lieu, la convoitise déraisonnée de ses rois, voulant enrichir l'Espagne dépourvue de travailleurs avec l'or

des indigènes du nouveau continent, au lieu d'exploiter des terres vierges par le travail, bref, un ensemble de causes qui ont plutôt engendré la misère, l'ignorance et la décadence morale, intellectuelle et matérielle de l'Espagne.

CHAPITRE III

PROGRÈS DES SCIENCES AU COURS DU XVIIe SIÈCLE

I

Grâce au progrès des lettres et des arts pendant le XVIe siècle, à la vulgarisation de la culture de l'antiquité et à l'acquisition des connaissances scientifiques au moyen de l'imprimerie, un esprit nouveau d'investigation pénétra dans les classes intellectuelles qui se groupèrent autour des hommes de génie doués de la faculté créatrice. Dans tous les pays de l'Europe, excepté en Espagne, surgirent des hommes supérieurs qui prirent la tête du mouvement intellectuel. Ce fut encore l'Italie qui, après avoir inauguré la Renaissance des lettres et des Beaux-Arts au XVIe siècle, fournit un large tribut à l'évolution de la Science pendant le XVIIe siècle, en produisant des hommes de génie qui innovèrent dans le domaine des Mathématiques, de l'Astronomie et de la Physique. Galilée inaugura l'application à la recherche de la vérité d'ins-

truments de précision inventés par lui et de l'observation scrupuleuse des phénomènes de la nature et remplaça le raisonnement par l'expérimentation. Il fut le premier à considérer le doute comme la source des inventions. C'est ainsi qu'il réussit à établir les lois de la Statistique et de la Dynamique, à inventer le thermomètre et la balance hydrostatique. C'est lui qui construisit la première lunette astronomique et proclama que le soleil et non la terre est le centre du monde planétaire. Plus tard ce furent ses élèves Castelli et Torricelli qui créèrent l'hydraulique, et ce dernier, après avoir reconnu l'influence de la pression atmosphérique découvrit le baromètre. Ce furent également les naturalistes italiens qui firent connaître au XVI[e] siècle le rôle de l'humeur cristalline dans la vision servant de milieu de concentration aux rayons lumineux dans leur action sur la rétine. L'Italie a également produit au XVI[e] siècle des hommes qui brillèrent dans les sciences naturelles, surtout en Anatomie et en Médecine. Alexandre Benedetti de Legnano construisit le premier amphithéâtre anatomique où l'on disséquait des cadavres humains et animaux. Un autre anatomiste Gabriel Fallope se rendit célèbre par la découverte des osselets frêles de l'appareil acoustique, par la description des fosses nasales et des trompes collatérales de l'Utérus qui portent encore son nom. Son élève *Julien Fabricius Aguapendiente* fut le premier à publier un traité d'Anatomie com-

parée basée sur les observations recueillies sur les cadavres humains et animaux disséqués par lui et ses élèves.

Un autre anatomiste italien qui a laissé un nom dans l'histoire de la médecine du XVIIe siècle est *Marcelo Malpighi*. Le premier qui cultiva l'histologie en se servant pour ses études du microscope et des injections capillaires des organes et tissus sur des préparations cadavériques. C'est ainsi qu'il arriva à découvrir les papilles de l'enveloppe cutanée et à mettre à nu la couche profonde de l'épiderme. C'est aussi à lui que l'on doit la première connaissance de la structure du rein, ayant démontré, que le rein est formé par la réunion de plusieurs lobes et que la substances corticale est essentiellement constituée par la circonvolution des tubes urinifères. C'est lui qui a signalé le premier la texture intime des glandes urinaires qui portent encore son nom. Bien que l'Italie fût le siège de la papauté et le centre d'organisation de toutes les congrégations des propagateurs les plus actifs de l'œuvre de l'inquisition, elle produisit sans cesse des hommes à l'esprit indépendant qui cultivèrent la science et la philosophie avec un esprit critique d'investigateurs, ce qui prouve bien que l'Italie n'a jamais renié son origine de *Grecia magna*, ayant toujours conservé sous une forme latente l'esprit païen et le génie grec, à savoir le culte de la raison. Comme preuve à l'appui nous allons citer l'historien italien le

plus distingué du XVIIe siècle, *Jean Baptiste Vico* de Naples, homme de grande érudition qui se consacra d'abord à l'étude de l'histoire romaine laquelle, dit-il, renferme les lois universelles qui régissent le développement des autres nations.

Rome, dit-il, a commencé par la violence, faisant à ses voisins des guerres de conquête, mais après avoir incorporé à son domaine les Sabins, les Latins et les Etrusques, elle cacha son origine sous des formules solennelles dans les XII tables et devint par la suite équitable sous le régime démocratique. Pour justifier ce changement de politique, Vico eut recours à une thèse un peu mystique, celle de *l'harmonie préétablie par Dieu*, entre la matière et l'esprit, entre la nécessité et l'utilité, entre les passions et les intérêts, au moyen du principe de justice ; car d'après lui ce sont les intérêts qui contribuent à développer l'idée de justice. Vico admet pour l'histoire d'une nation la nécessité d'une évolution progressive caractérisée par l'âge divin, l'âge héroïque et l'âge humain. Dans chacun de ces âges les hommes ont des idées et des langages propres, une religion et une jurisprudence particulières. Pour Vico, le hasard est banni de l'histoire de même que l'influence des grands hommes ; tout est providentiel, tout est préétabli. Malheureusement le Déisme de Vico est la négation du libre arbitre et son admiration pour le passé de Rome est en pleine contradiction avec les progrès des XVIe et XVIIe siècles réalisés par suite

d'un concours de circonstances fortuites et sous l'influence incontestable des découvertes scientifiques sur le perfectionnement du sentiment humain et sur les principes moraux des différentes couches sociales. On voit bien que Vico quoique déiste des plus exaltés au sens chrétien, conservait dans la profondeur de son âme la croyance au dogme polythéisme grec, à la force aveugle *du destin* appelé *Fatum* qui tenait enchaînées les actions des dieux et des hommes au joug d'une nécessité inexorable, à laquelle les peuples mêmes ne peuvent se soustraire, et sa théorie de l'harmonie préétablie n'est que le travestissement d'une croyance païenne.

Après l'Italie c'est l'Angleterre qui donna naissance au XVIIe siècle à de grands penseurs et à des hommes de science qui par leur esprit innovateur, leurs conceptions hardies et leurs découvertes mémorables ont révolutionné le monde intellectuel et la conscience des croyants de toute l'Europe. Le premier des innovateurs dans le domaine de la Pensée fut François Bacon, Garde des Sceaux du gouvernement de la reine Elisabeth puis grand chancelier. C'est lui qui offrit à l'intelligence humaine une méthode et un ordre propre à faire progresser les sciences et à analyser les idées fournies par les sensations. C'est aussi lui qui, par ses efforts incessants, a su soustraire le courant des idées en Angleterre à la mentalité du moyen âge prédominante en Europe. Les contemporains lui attribuent le mérite d'avoir fondé la philosophie expérimentale. En

effet, il démontra que le seul moyen d'arriver à la vérité c'est d'observer la nature non seulement dans les phénomènes qu'elle présente à nos regards, mais encore dans ceux qu'on peut découvrir par la voie de l'expérience. Son esprit ingénieux embrassa intuitivement le cercle de toutes les connaissances humaines et lui fit toucher du doigt les grandes découvertes faites plus tard par Galilée, Torricelli et Newton dans son *novum organum*. Il a brillé non par les découvertes faites par lui mais plutôt par la méthode qu'il a révélée et exposée dans tous ses détails, traçant les règles qui devaient servir à faire des découvertes. C'est par la méthode d'induction qu'il se propose de monter des faits aux lois et de descendre des lois aux applications pratiques. Les philosophes qui se formèrent à l'école de Bacon sont Hobbes et Locke, mais chacun d'eux a suivi une voie distincte de celle du maître et a établi un nouveau système philosophique bien caractéristique de la mentalité anglaise.

Parmi les hommes supérieurs de l'Angleterre qui ont brillé au XVIIe siècle dans le domaine de la Science figure au premier rang William Harvey qui s'était consacré à l'étude de l'anatomie sous la direction de l'anatomiste italien Aguapendiente. A son retour en Angleterre il fut nommé professeur d'Anatomie au collège royal des médecins où à la suite de longues recherches et de nombreuses expériences il réussit à découvrir la circulation générale du sang. Bien que longtemps avant lui Servet et Colombo eussent déjà émis cette opinion, ce n'était

d'abord que théoriquement et ensuite ce n'était que la petite circulation cardio-pulmonaire que Servet avait en vue, tandis que Harvey avait démontré expérimentalement la grande circulation devant un public de médecins, mettant ainsi fin aux dissertations métaphysiques de l'époque. A partir de 1620 le fait de la circulation du sang s'imposa comme une vérité incontestable dans toutes les recherches biologiques aux Universités anglaises et françaises, malgré l'opposition de quelques autorités médicales attachées à la tradition.

Un autre savant anglais qui s'est rendu célèbre au XVII[e] siècle par ses nombreuses expériences de physique est William Gilbert, médecin de la Reine Elisabeth. Il fut un des premiers à découvrir les propriétés de l'aimant qui sont encore admises aujourd'hui. La théorie du magnétisme terrestre lui appartient tout entière. Nous allons encore rappeler le nom d'un des plus illustres savants anglais qui a brillé vers la fin du XVII[e] siècle : c'est Isaac Newton qui par une coïncidence particulière naquit la même année où mourut Galilée (1643), dont il compléta l'œuvre par sa découverte des lois de la Gravitation, du calcul infinitésimal et des principales lois de l'optique et de l'astronomie.

Son contemporain Halley, célèbre astronome, s'inspira de l'enseignement de Newton et prédit le retour d'une comète à laquelle il donna son nom.

II

Après l'Angleterre ce fut la France qui au XVIIe siècle produisit des hommes qui firent progresser la science et donnèrent un essor vigoureux à la pensée. Au premier rang figure la haute personnalité de René Descartes dont l'œuvre fut immense, car elle servit de départ aux progrès de la philosophie et de la science physique. Il commença par délivrer la physique des dernières hypothèses de la Scolastique, par dévoiler au monde contemporain le secret de la formation des êtres et par décrire l'origine des minéraux comme celle des animaux ; puis il exposa les lois du mouvement du monde des corps et du monde des esprits. Descartes par sa méthode renouvelle la métaphysique et en découvre les racines dans les profondeurs de la conscience, dans le Moi, d'où il nous amène à la connaissance de Dieu. En mécanique c'est par l'énoncé de quelques lois, l'application de l'algèbre à la géométrie analytique et par la découverte des lois de la réfraction de la lumière, qu'il a immortalisé son nom. Descartes ne laisse rien sans explication, tant dans l'ordre physique que dans la métaphysique, grâce à la méthode qu'il a exposée en langage populaire dans son *Discours de la Méthode*. Dans ce travail écrit en langue française, dans un style attrayant et clair, il rejette les formules surannées et les subtilités de la Scolastique.

Toutefois Descartes bien qu'il ne cessât de proclamer son attachement à la religion et tâchât d'éviter toute discussion théologique, ne se croyait pas en sécurité en France, se sentant exposé à la colère de l'Eglise et des représentants du Saint-Office. Il préféra choisir pour résidence la Hollande afin d'y mener une vie indépendante et d'être libre de poursuivre ses études scientifiques et philosophiques. En effet il ne s'était pas trompé, car ses œuvres dénoncées à Rome furent mises à l'index, et lorsque après sa mort ses restes furent déposés dans l'église Sainte-Geneviève, au moment où le chancelier de l'Université de Paris s'apprêtait à prononcer l'oraison funèbre, un ordre de la cour vint s'y opposer. Le Parlement à l'instigation de la Sorbonne fut même sur le point de prohiber l'enseignement de la philosophie cartésienne, ce ne fut que grâce à l'intervention des personnes de bon sens influentes à la Cour que ce coup d'Etat put être empêché à temps. En tous cas les travaux souterrains des jésuites n'empêchèrent point que la philosophie cartésienne se répandit bientôt dans tous les pays d'Europe et constituât l'étape la plus glorieuse de la pensée humaine par le seul fait d'avoir délivré celle-ci du joug de l'Eglise et de la tyrannie de la Scolastique.

Un contemporain de Descartes qui se consacra également à l'étude de la philosophie et des mathématiques fut *Pierre Gassendi*. Bien qu'à l'âge de 25 ans il se fit prêtre, il ne tarda pas à occuper la chaire de

philosophie à l'Université d'Aix et en 1645 à l'instigation du Cardinal de Richelieu il accepta la chaire de mathématique au collège Royal à Paris. Dès 1624, à l'âge de 32 ans il publiait les *Excitationes paradoxicæ adversus aristoteleos*. Dans cet ouvrage il se plaignait amèrement de la stérilité du Syllogisme et gémissait sur l'ignorance de la Scolastique en même temps qu'il répudiait l'autorité d'Aristote. Il protesta contre la rêverie et la fausse mysticité de son époque, en leur opposant l'utilité évidente de l'expérience. Il révéla en même temps son inclination au scepticisme, ce qui est d'autant plus étrange que le Parlement venait de voter la peine de mort contre quiconque enseignerait des choses contraires aux dogmes et aux doctrines des pères de l'Eglise. Cependant les doctrines de Gassendi exposées dans son *Syntagma philosophia Epicurii* publié trois ans après sa mort par un de ses élèves François Bernier portent le cachet du sensualisme. Dans ce travail, Gassendi parle des trois systèmes du monde, celui de Ptolémée, de Tycho Brahé et celui de Copernic et sans oser de se prononcer ouvertement en faveur de ce dernier, il le considère comme le plus rationnel.

En morale, Gassendi déclare que la fin de la vie est le bonheur et que toute idée provient des sens ; par conséquent il se déclare partisan du sensualisme. Il recommande en effet la pratique du bien pour les avantages qu'elle nous procure. En même temps Gassendi

est le défenseur ardent de la doctrine *atomiste* d'Epicure, dans son ouvrage intitulé : *De la vie et des mœurs d'Epicure* où il réunit un grand nombre de passages épars dans ses différents écrits pour démontrer que sa doctrine a été altérée et qu'elle est parfaitement compatible avec les idées chrétiennes. C'est ainsi que, tout en admettant la théorie des atomes, il leur refuse l'éternité. Selon lui, leur ordre dans les corps révèle un ordonnateur, libre et intelligent, créateur des atomes qui est Dieu. Comme fondateur de la philosophie sensualiste en France il s'attaque aux doctrines de Descartes. A peine celui-ci eut-il fait paraître en 1641 *les Méditations*, que Gassendi publia *ses Objections* et ensuite ses *dubitaciones et instantiæ adversus Cartesii metaphysiam.*

D'après cet aperçu bien concis de la philosophie de Gassendi on ne peut être qu'étonné qu'un homme d'une si haute intelligence ait pu songer à combiner ses conceptions hardies de sensualiste à des principes spiritualistes chrétiens ; car vouloir paraître croyant comme prêtre en même temps que libre penseur comme individu est une contradiction trop frappante. En effet de ce mélange de foi et de liberté naquit un scepticisme hybride qui devait déplaire aux deux partis opposés. Toutefois on est forcé de reconnaître en lui le précurseur de Locke.

Un autre penseur français du XVII[e] siècle qui contribua à la propagation de la doctrine sensualiste fut

Pierre Bayle. Il avait d'abord enseigné la philosophie avec un grand succès à l'Université de Sedan, mais l'Université ayant été fermée à la suite de la révocation de l'Edit de Nantes, il émigra en Hollande et fixa sa résidence à Rotterdam où il fonda une école avec ses amis. Il enseignait la philosophie avec plus de liberté de jugement qu'auparavant, et ne tarda pas à attirer l'attention du monde intellectuel, enthousiaste de la philosophie de Descartes. Mais ses idées avancées lui suscitèrent des difficultés avec ses anciens amis et il se vit obligé de quitter sa chaire et de renoncer à sa pension de professeur. Grâce à la protection que lui accordait Lord Shaftesbury, également réfugié en Hollande, il échappa à la persécution. Dès lors il se consacra complètement à des travaux littéraires très importants ; il publia d'abord son *Dictionnaire historique* en trois volumes, puis d'autres ouvrages de critique et de controverse contre le système philosophique de Descartes, qu'il contredit ouvertement, cherchant à démontrer que nous ne savons rien de l'âme humaine, ni de sa nature ni de sa substance, et finissant par se prononcer en faveur des doctrines sensualistes. D'autre part, poussé par son esprit critique et son besoin de contradiction, il déclara que la raison et la révélation naturelle des choses créées attestent qu'il n'y a qu'un principe créateur et qu'il est impossible de concilier l'existence de ce principe unique avec les vicissitudes qui nous affligent de toutes parts et que par conséquent nous

devons nous soumettre à la foi. Cette manière de raisonner prouve clairement que Bayle n'était pas un homme profondément convaincu. Son esprit critique lui permit de voir les imperfections de tout dogmatisme et de toutes les doctrines philosophiques connues et il employa son talent d'écrivain et de polémiste à flageller du même coup les philosophes et les dogmaticiens de son époque. En tout cas il faut reconnaître qu'il a contribué à la propagation de la pensée libre et à l'élévation de la dignité de la personnalité humaine.

Le XVIIe siècle a non seulement donné naissance à des hommes supérieurs dans tous les pays d'Europe qui ont cultivé la science et la philosophie avec succès, mais il a encore fait sentir à ces hommes le besoin de l'association dans le but de se communiquer mutuellement leurs travaux, leurs théories et leurs découvertes. Ce furent d'abord les savants anglais, qui en 1645, au milieu des sanglantes agitations qui désolaient leur patrie, s'efforcèrent de créer un sanctuaire tranquille pour l'étude, et décidèrent de se réunir chaque semaine dans une maison de Londres pour s'occuper de la philosophie naturelle et surtout pour se livrer à des expériences. Les matières traitées dans ces réunions ainsi que les expériences furent exposées dans une revue intitulée *Philosophical transactions* et la société obtint le titre de *Royal society*. Chaque membre recevait un exemplaire de cette revue. En 1666 fut également fondée à Paris l'Académie des sciences sous le

gouvernement de Colbert. Les premiers membres en furent des mathématiciens ; il y entra ensuite des chimistes, des botanistes et des anatomistes. En Angleterre, les membres furent pensionnés par le gouvernement ; en échange ils avaient l'obligation de lire des mémoires et de rendre annuellement compte de leurs travaux. Ces hommes de science ayant ainsi assuré leur existence matérielle purent se consacrer à l'étude et à l'avancement de la science. L'Académie de Paris cultiva la Physique et la Chimie. Bayle disserta sur l'hydrostatique et fut un des premiers qui se livra à des travaux chimiques sans avoir en vue la pharmacie ni la médecine. Ses observations sur le froid, le phosphore et l'éther, l'élevaient au-dessus de ses contemporains. Il constata plusieurs propriétés de l'air, son élasticité, sa nécessité pour la combustion et la respiration et son action comme véhicule du son.

Après lui ce fut le physicien Denis Papin qui découvrit la force expansive de la vapeur d'eau et expérimenta un bateau à vapeur à 4 roues. C'est à lui qu'on doit la marmite appelée de Papin qui consiste en un vase clos muni d'une soupape de sûreté dans laquelle on peut chauffer l'eau jusqu'à donner à la vapeur une force élastique supérieure à la pression atmosphérique. Un contemporain de Papin, Mariotte, également physicien français, découvrit la loi qui porte son nom, selon laquelle une masse de gaz à température constante varie de volume en raison inverse de la pression

exercée sur elle. Il compléta également la loi de Galilée sur le mouvement des corps. Quant aux autres sciences telles que la Chimie, la Botanique et la Zoologie elles ne firent guère de progrès après la découverte de l'Amérique, époque qui avait fourni aux naturalistes espagnols l'occasion de découvrir et de réunir des animaux nouveaux et des plantes inconnues en Europe. Tant la Chimie que les sciences naturelles ne réalisèrent de progrès sérieux que vers la fin du XVIIIe siècle avec Linné, Buffon, Jussieu et Lavoisier.

III

Après la France et l'Angleterre c'est la Hollande qui contribua le plus aux progrès de la Science au cours du XVIIe siècle, surtout dans le domaine de la physique et des sciences naturelles. Nous allons citer les noms de quelques savants qui ont laissé une trace profonde dans l'histoire. En première ligne figure *Antoine Leuwenhoeck* né en 1632. Il se rendit célèbre par ses investigations microscopiques. Il fut le premier qui décrivit les globules du sang, la circulation du sang dans la patte de la grenouille, dans l'émail et les vaisseaux des dents, les stries des fibres musculaires, les cellules de l'épiderme, la structure des poils, enfin le névrilème et les fibres nerveuses. Bien que le microscope dont il se servit ne dépassât pas 200 grossissements il occupa

le premier rang parmi les micrographes de son époque.

Un autre naturaliste hollandais très distingué et contemporain de Leuwenhoeck fut *Swammerdam* qui dès sa jeunesse montra une prédilection pour l'étude des insectes, des plantes et des coquilles dont son père, pharmacien à Amsterdam, possédait une grande collection. Il se consacra d'abord à l'étude de la médecine et après avoir terminé sa carrière universitaire il s'adonna tout à fait à l'étude de l'anatomie des insectes au moyen du microscope et d'une aiguille en ivoire qu'il fabriqua lui-même, et il ne tarda pas à faire sur l'organisation anatomique des insectes des découvertes remarquables dont il rendit compte dans plusieurs mémoires. C'est ainsi qu'il découvrit dans le pou l'existence des nerfs, des viscères et de l'ovaire. Ce travail très remarquable fut considéré à son époque comme un chef-d'œuvre scientifique.

Les Hollandais ont également le mérite d'avoir fait connaître des plantes nouvelles de leurs colonies asiatiques. Rheede étant gouverneur dans la colonie de Malabare publia un livre intitulé *Hortus Indians Malabaricus* dans lequel il rend compte des nouvelles plantes découvertes par lui. Mais celui qui a ouvert une nouvelle voie à la Botanique c'est Nehémias Grew, membre de la Société royale de Londres, à laquelle il présenta en 1670 un livre, *Anatomia vegetalis* où il établit le premier la doctrine que les plantes offrent les mêmes dispositifs organiques que les animaux, possédant un

système nutritif et un système sexuel. Cette doctrine fut plus tard affirmée et démontrée par un botaniste allemand Rodolphe-Jacques Camerarius, professeur de Botanique à Tubingue, qui publia en 1685 un livre intitulé : *Epistola de sexu plantarum*, et plus tard un autre travail sous le titre *De convenientia plantarum in fructificatione et viribus* dans lequel il démontre les relations qui existent entre la forme extérieure des organes de la fructification et les propriétés des plantes, en s'appuyant sur le fait que les fleurs privées d'étamines ne donnent pas de semences fécondes. Depuis lors l'attention des botanistes de plusieurs pays d'Europe fut appelée sur la nécessité d'analyser méthodiquement les différentes parties constituantes des plantes telles que l'écorce, le tronc, les branches, le bourgeon, les feuilles, les fleurs, les fruits et les racines. Toutefois les éléments nécessaires à la connaissance intime de la structure végétale n'étaient pas encore assez connus pour permettre d'établir une classification sérieuse des plantes ni de connaître le caractère véritable des fonctions respectives de leurs organes. Néanmoins c'est au XVII[e] siècle que revient l'honneur de la découverte d'une plante importante et utile à l'humanité, reconnue aujourd'hui comme un remède souverain contre le paludisme : nous voulons parler du quinquina, et voici les circonstances qui en amenèrent la découverte. Cette plante est originaire du Pérou. C'est la comtesse de Chinchon, femme du vice-roi du Pérou, qui ayant été guérie en 1838 d'une fièvre

rebelle par la poudre faite de cette écorce, l'avait apportée à son retour en Europe et l'avait fait connaître sous le nom de poudre de la *Comtesse*. Plus tard, les Jésuites, qui en avaient fait usage au Pérou même, la mirent en vogue à leur rentrée en Europe en la répandant sur une large échelle ; on la dénomma alors poudre des Jésuites. Mais sa provenance restait encore inconnue ; on ne connaissait ni l'arbre ni l'écorce qui donnait la poudre. Ce n'est qu'en 1679, quand Louis XIV eut acheté le secret à un Anglais nommé Talbot, qu'on connut en France l'écorce.

Quant à l'arbre d'où elle provenait il ne fut connu qu'en 1737 par le savant académicien La Condamine, envoyé au Pérou pour mesurer un arc du méridien et qui en profita pour visiter Loxa, lieu d'origine des quinquinas. Il décrivit la plante d'après nature et donna le dessin de ses principaux organes. Joseph de Jussieu attaché à l'expédition de La Condamine comme botaniste, parcourut alors une grande partie de la région cinchonifère, tout le Pérou et une partie de la Bolivie et rapporta de ces pays des manuscrits et des renseignements très intéressants relatifs à la Cinchona. En 1776 le gouvernement français chargea Dombey de récolter les plantes du Pérou ; Dombey se joignit à une expédition botanique espagnole dirigée par Ruiz et Pavon, et rapporta des matériaux précieux pour la botanique et la médecine. Les derniers et les plus importants rapports sur les Cinchonas furent rédigés

par Humboldt et Bonpland à la suite de leur voyage d'exploration dans l'Amérique tropicale en 1801. Ils décrivirent de nouvelles espèces de ce genre de plantes et donnèrent d'utiles renseignements sur leur distribution géographique.

Nous tenons à mentionner encore deux savants hollandais qui ont contribué au progrès de la science pendant le XVII[e] siècle : Ce sont *Huyghens* et *Snell*. Le premier établit le rapport entre la longueur du pendule et le nombre de ses oscillations. En cherchant la courbe et son application aux horloges dans laquelle un corps suspendu rendrait les vibrations des arcs égales, il détermina la cycloïde, et en forma un pendule destiné à produire des mouvements isochrones. On doit aussi à ses expériences la découverte du centre d'oscillation qui contribua par la suite aux plus larges spéculations de la Mécanique analytique. Il fit également faire des progrès à l'optique ; c'est lui qui après Grégory démontra l'aberration de la sphéricité et indiqua le moyen de corriger ce défaut des lentilles. C'est lui qui fut le premier à comprendre que le pouvoir amplifiant du microscope dépend surtout de l'objectif, c'est-à-dire de la brièveté de la distance focale de la lentille. Il eut aussi le mérite de découvrir l'anneau de Saturne.

Quant à Wilbrod Snell, il détermina le premier la grandeur de la terre par la mesure géométrique et astronomique d'un arc de méridien. Il découvrit aussi la loi de la réfraction selon laquelle la déviation d'un rayon

réfracté est à la perpendiculaire et à l'angle d'incidence dans le rapport d'une raison constante entre les sinus des angles formés par les rayons incidents et réfractés. Bien que Descartes s'attribue dans sa *Dioptrique* la découverte de cette loi, c'est à Snell que revient le droit de priorité en cette matière.

La Hollande du XVIIe siècle a encore eu l'honneur de briller dans la médecine ayant donné naissance à *Bœrhaave*, le médecin qui fut proclamé le premier médecin de l'Europe. Il se distingua de ses prédécesseurs, et contemporains en ce qu'il fut éclectique. Ayant cultivé toutes les branches du savoir humain, il n'adhéra à aucun système exclusif; il n'était ni iatrochimiste, ni iatromécanicien; il combina pour la guérison des maladies, les théories mécaniques, chimiques et humorales, bien qu'il admettait le rôle prédominant du mouvement musculaire sur les réactions chimiques et humorales dans l'organisme. Parmi ses élèves les plus distingués figurent Haller, de Haen et van Swieten médecins qui jouèrent un grand rôle au XVIIe siècle.

Il nous faut encore dire quelques mots sur l'Allemagne et l'Espagne du XVIIe siècle.

On comprendra facilement que l'Allemagne qui à la suite des progrès de la réforme avait perdu son unité politique, et était devenue le théâtre d'une agitation cruelle qui donna lieu au XVIIe siècle à une guerre civile très sanglante en même temps qu'à une guerre internationale de trente années de durée, dut passer par une

crise terrible qui paralysa ses forces physiques, morales et intellectuelles. Il est donc tout naturel qu'elle se trouvât d'autant moins dans le cas de participer aux progrès des lettres et des sciences au cours du XVIIe siècle de pair avec les autres peuples, qu'elle eut été forcée de rougir au spectacle des ruines causées par une guerre meurtrière entreprise pour la défense de l'intolérance religieuse.

Toutefois il serait injuste de vouloir prétendre que l'Allemagne du XVIIe siècle fût tout à fait privée d'innovateurs et de créateurs dans le domaine de la science; elle produisit Kepler et Leibnitz dont les noms sont restés immortels. Mais que sont deux ou trois hommes supérieurs pour l'Allemagne qui comptait alors au moins 20 millions d'habitants, si on la compare avec la petite Hollande qui a donné au monde une phalange d'hommes éminents et qui de plus a eu l'immense mérite de servir de refuge aux plus grands penseurs de l'époque pendant qu'en Allemagne protestants et catholiques étaient engagés dans une guerre fratricide d'extermination.

Quant à l'Espagne du XVIIe siècle, elle offre le spectacle d'un phénomène social très instructif. Après avoir été la seule nation européenne au XVIe siècle à briller par la découverte d'un nouveau monde et par le large tribut qu'elle fournit au progrès des sciences nautiques, astronomiques et cosmographiques ainsi que par le développement de la botanique et de la zoologie, elle

tomba en pleine décadence au cours du XVIIe siècle. Ses hommes de science du siècle antérieur avaient disparu sans laisser de successeurs et la lumière qu'ils avaient répandue sur toute l'Europe s'éteignit complètement avec eux. Grâce à l'intolérance religieuse qui dominait dans les sphères gouvernementales et à la persécution dirigée contre les hommes suspects de libre pensée, l'amour de la science et l'esprit ardent d'investigation s'éteignirent faute d'aliment. Le résultat de cette inertie intellectuelle fut de tarir également les sources de richesse nationale telles que l'agriculture, le commerce et l'industrie, ce qui prouve bien que le progrès ne peut être stable et continu qu'à la condition que les siècles qui se succèdent soient solidaires entre eux. Il suffit d'un arrêt prolongé occasionné soit par une longue guerre soit par un régime d'intolérance et d'oppression, pour que la collectivité en souffre, et loin de progresser ne fasse que rétrograder, jusqu'à tomber en complète décadence.

Un autre exemple de ce fait nous est offert par la France sous Louis XIV. Celui ci après avoir rendu la France grande et prospère commit un acte irréfléchi, immoral et impolitique par la révocation de l'Edit de Nantes, à la suite de laquelle plus de 500.000 protestants émigrèrent, emmenant avec eux non seulement une grande partie de la richesse du pays mais aussi le fruit de leur intelligence et de leur savoir. En même temps le Roi s'aliéna les sympathies de l'Europe pro-

testante et provoqua contre la France une coalition de presque tous les pays d'Europe qui dura depuis 1688 jusqu'en 1699 et prit fin par la paix de Ryswick à la suite de laquelle Louis XIV rendit toutes les conquêtes obtenues par la paix de Nimègue. Ce furent donc non seulement les intérêts moraux et intellectuels, mais aussi les intérêts matériels de la France qui subirent le contre-coup de cette erreur funeste.

CHAPITRE IV

NAISSANCE DU DRAME, PROGRÈS DE L'ART ET DE LA POÉSIE AU COURS DU XVIIe SIÈCLE

Nous savons que la renaissance de l'ancienne culture grecque après sa première étape en Italie, au commencement du XVIe siècle, gagna le midi de la France et l'Espagne vers la seconde moitié du même siècle et arriva à son apogée au XVIIe siècle, avec cette différence, qu'en France la langue et la littérature grecques furent cultivées avec ardeur, tandis qu'en Espagne, l'Eglise craignant l'influence de l'esprit païen, s'est opposée au progrès de la culture gréco-latine. Il s'ensuivit un arrêt de développement de l'esprit scientifique et la décadence graduelle du pays pendant le XVIIe siècle, tant au point de vue intellectuel qu'économique et social.

Maintenant la question se pose. Comment peut-on expliquer que la décadence de l'Espagne, qui eut pour résultat de rendre stérile le champ de culture de la

science, ait épargné celui de l'art et des lettres ? Car il est notoire que même au moment de sa plus profonde décadence, l'Espagne se trouvait en possession des peintres et des dramaturges les plus célèbres, tels que Murillo, Valdés Réal, Velazquez, Alonso Cano, et José Ribera ; puis Lope de Rueda, Lope de Vega et Calderon de la Barca. En voici l'explication : la science, qui embrasse l'ensemble de nos connaissances des faits et des théories relatives aux phénomènes de la nature et les lois qui la régissent de même que celles qui ont trait aux mathématiques, à la physique et à l'astronomie, ne s'acquiert qu'à la suite d'un enseignement sérieux et à force d'un travail assidu basé sur l'observation et l'expérience. Par conséquent, pour que la science prospère dans un pays, il faut d'abord que l'Etat dispose d'un nombre suffisant de maîtres pour l'enseignement et qu'il les rétribue selon leur mérite. Il est en outre indispensable qu'il dispose d'un nombre suffisant d'écoles pourvues du matériel nécessaire à l'enseignement. En échange, pour la culture de la poésie, de l'art, et des lettres, surtout pour le drame, il suffit que l'individu qui s'y adonne possède des qualités spéciales innées, à savoir, de l'intuition, de l'inspiration et une imagination féconde, lui servant de terrain de culture. Bien entendu, ces qualités sont le privilège d'un nombre limité de personnes spécialement douées par la nature pour créer des scènes appropriées à un but déterminé ou pour s'inspirer d'un idéal

plus ou moins élevé qui renforce la puissance des sens et la met au service des conceptions artistiques. C'est ainsi que l'on naît peintre ou poète et qu'on ne le devient pas par la volonté ni par le travail.

Quant au drame, il exige encore en plus de l'intuition et de l'inspiration, la faculté d'observation et la perspicacité nécessaire pour pénétrer la mentalité, les mœurs, et la manière de sentir de la collectivité au milieu de laquelle l'auteur vit, ainsi que la faculté de travestir le monde réel en un monde imaginaire possédant les mêmes défauts et les mêmes tares que celui qu'il se propose de mettre en lumière ou de tourner en ridicule. Il en résulte qu'un peuple peut être dépourvu de culture scientifique dans une période de son évolution et conserver néanmoins un idéal moral ou religieux capable d'inspirer ceux qui sont doués des dispositions poétiques ou artistiques et des facultés créatrices nécessaires pour créer des chefs-d'œuvre d'art et de littérature. C'est ainsi que nous voyons que l'Espagne du XVIIe siècle en pleine décadence scientifique est riche en peintres, en poètes et en écrivains célèbres, s'inspirant de l'idéal religieux exalté qui animait le milieu ambiant, avec la circonstance que les écrivains de l'époque étaient pour la plupart des prêtres ou des moines et d'autres s'étant fait ordonner prêtres après avoir fait la preuve de leur aptitude artistique. Au premier groupe appartiennent *Fray Luis de Leon*, *Baltazar Gracian*, *Tirso de Molina* et les frères *Argensola* :

dans le second groupe figurent *Lope de Vega* et *Calderon de la Barca*.

Il en fut de même pour la peinture. Le célèbre Murillo fut le plus haut représentant de la peinture de l'idéal religieux en Espagne. Son compatriote Valdes Real s'est distingué également par ses tableaux qui représentent des scènes de la Sainte Famille.

Ce qui est étrange chez les écrivains espagnols du XVI[e] et du XVII[e] siècles, c'est qu'ils se sont refusés à suivre l'exemple des Italiens, dont les grands poètes ont déployé une grande activité dans le domaine du théâtre lequel a brillé par la magnificence des décors à l'exemple de l'ancienne Grèce, tandis que le théâtre espagnol était pour ainsi dire abandonné à la merci des saltimbanques. A cette époque-là tout le bagage d'un directeur de spectacle tenait dans un sac contenant quatre habits de berger en fourrure blanche ornée de clinquants, quatre fausses barbes avec autant de perruques et quatre houlettes. Les Comédies consistaient en dialogues entre deux ou trois bergers et une jolie paysanne, et quant à la scène, elle consistait en quatre bancs carrés avec cinq ou six planches par dessus.

La scène avait pour tout ornement une vieille couverture soutenue par des cordes qui la séparait de la salle. Derrière la scène se plaçaient les musiciens, qui chantaient sur la guitare quelque vieille romance.

C'est Lope De Rueda qui a fait sortir le théâtre des

palais des magnats le convertissant en un spectacle populaire rétribué. Lui-même, agissant comme premier acteur, se rendait avec sa compagnie de village en village et donnait des représentations dans les grandes cours. Avec le temps la comédie s'est perfectionnée jusqu'à atteindre son apogée sous la direction du plus grand dramaturge espagnol *Lope de Vega*. Bien qu'il eût embrassé après la mort de sa femme, l'état ecclésiastique et qu'il fût pendant vingt ans chapelain d'une congrégation instituée pour secourir les prêtres pauvres en même temps que directeur des familliers du Saint-Office, il continua à composer des drames avec la même note voluptueuse et hardie. La fertilité de son imagination et la facilité qu'il avait pour exprimer ses idées en vers élégants tiennent du prodige. Souvent, un drame en deux mille vers parsemés de sonnets, de tercets et d'octaves ne lui prenait pas plus d'un jour. Plus de cent de ses drames passaient au théâtre sans que l'auteur eût le temps de les relire. Il composa 1.500 comédies et 300 actes sacramentels dont plus de la moitié s'est perdue. Il a écrit en outre 21 volumes de poésies dont 5 poèmes épiques.

Il est tout naturel qu'une production intellectuelle dépassant à un tel point les limites naturelles des forces humaines doive se ressentir d'un manque de profondeur de la pensée. En effet il n'y a qu'un nombre restreint de ses drames qui ait une valeur indiscutable ; mais toutes ses productions révèlent une con-

naissance profonde des ressources théâtrales, une maîtrise de l'art, de nature à impressionner et à émouvoir la multitude, une compréhension rapide des caractères divers et des situations les plus compliquées de la vie sociale, ce qui a donné à son théâtre un cachet ostensible d'originalité nationale.

Lope de Vega poussait si loin son goût de l'originalité, qu'il n'hésitait pas à violer sciemment les règles de l'art au point de s'en faire un mérite en disant : (1) « Les étrangers sauront qu'en Espagne les comédies « ne suivent pas les règles de l'art. Ce n'est pas que « je les ignore, mais celui qui les suivrait serait sûr « de mourir sans gloire et sans profit. J'ai parfois écrit « selon les préceptes de l'art, mais quand j'ai vu « d'autre part les monstruosités qui sont goûtées par « le vulgaire et les femmes, je me suis fait barbare « pour leur usage. En conséquence lorsque je dois « écrire une comédie, j'enferme les règles sous six « clefs et je mets dehors Plaute et Térence afin que « leur voix ne s'élève pas contre moi, attendu que la « vérité crie dans les livres muets... Je compose pour « le public, et puisqu'il paie, il est juste de lui parler « la langue des sots, qui lui plaît. »

Le successeur de Lope de Vega fut *Pedro Calderon de la Barca* qui éleva le drame à un niveau supérieur à celui dans lequel l'avait laissé son prédécesseur ;

1. Lope de Vega, *Arte nueva de hacer comedias.*

car loin d'écrire pour le vulgaire il préférait flatter les grands seigneurs qui le payaient et il ne changea point d'habitude, lorsqu'il fut ordonné prêtre et devint comme poète de la cour le favori de Philippe IV. Jouissant d'une position sociale très élevée, il ne se mêlait à la société que pour l'étudier de près ; bien qu'il ne laissât pas d'être national, il s'efforçait d'être plutôt universel, peintre moral de l'homme de tous les pays et de tous les temps, de même que Shakespeare.

En même temps, Calderon faisait honneur à son état ecclésiastique, s'étant révélé dramaturge catholique par excellence dans son drame mystique *la Vie est un songe,* et dans *le Magicien prodigieux ;* mais là où il se surpasse au point de devenir superstitieux c'est dans *la Dévotion de la Croix* et dans *le Purgatoire de saint Patrice*, qui sont plutôt des actes sacramentels. Dans tous les deux il se montre aussi superstitieux que l'homme le plus ignorant de son temps. De même dans son drame *le Siège de Breda* il se montre aussi intransigeant que l'inquisiteur le plus sévère. Toutefois son travail *la Dévotion de la Croix* a été considéré par le philosophe allemand Schlegel comme le chef-d'œuvre de Calderon et fut traduit par lui en Allemand. En effet, considéré comme œuvre poétique il renferme plus d'élévation d'idées, de beauté dans la conception et de charme dans l'expression qu'aucun des actes antérieurs, mais si l'on envisage ses tendances mystiques et son interprétation de scènes imaginaires

comme des faits miraculeux, l'auteur offense la raison, qui est contraire aux choses fantastiques. Toutefois, il faut reconnaître le service immense qu'a rendu Calderon au progrès véritable du drame espagnol au XVIIe siècle par l'exposition fascinante des actes passionnels, par la profondeur de pensée dans les dialogues entre ses héros, par la tendance didactique de ses productions, par la valeur éthique des protagonistes de ses drames, un ensemble de qualités qui place incontestablement Calderon au premier rang des dramaturges du XVIIe siècle.

Cependant, parmi une si grande richesse de comédies, les Espagnols n'eurent point de tragédies véritables sauf celles qui furent importées chez eux. Boscan commença par la traduction des œuvres d'Euripide, puis Fernando Perez de Oliva écrivit deux tragédies.

II

Il est incontestable que le drame espagnol du XVIIe siècle fut une mine féconde pour les auteurs français. Il suffit pour s'en convaincre de citer *le Cid*, *Heraclius* et *Don Sanche d'Aragon* de Pierre Corneille, puis le *Festin de Pierre et Don Garcie de Navarre* de Molière. Ce qui prouve bien que l'art, comme la science, constitue un patrimoine commun à tous les pays, qui sont obligés d'entrechanger leurs productions pour

participer au progrès général de la raison humaine, bien que chaque nation présente des aptitudes et des dispositions spéciales qui se développent à mesure que le milieu et les circonstances leur sont favorables.

En France, par exemple, la littérature a commencé à fleurir dans la seconde moitié du XVII[e] siècle, car pendant la première moitié du siècle la bravoure, le langage des gentilshommes étaient rudes, habitués qu'ils étaient à mener la vie de soldat qui consiste notamment à savoir bien manier les armes. Cette floraison littéraire n'était pas due seulement à la protection intéressée que lui accordait Louis XIV, mais surtout à la bonne société réunie dans les salons, qui décidait de la valeur des œuvres des poètes littérateurs.

Ce fut d'abord la marquise de Rambouillet qui donna des réunions régulières où l'on discutait sur des questions de littérature et de morale et où il était interdit d'employer des expressions triviales. Les dames cherchaient à épurer la langue et furent secondées dans leur besogne par les Grammairiens de l'Académie française fondée en 1634 par Richelieu. Ceux-ci aidés de la sorte par les grandes dames proscrivirent comme grossières un grand nombre d'expressions anciennes et comme pedantesques beaucoup de mots tirés du latin. La langue française ainsi épurée devint désormais la langue de la Cour et des salons. Il suffisait de l'emploi d'un de ces mots condamnés pour se faire mépriser dans un Salon. C'est le genre appelé classique

qui s'imposa aux écrivains, genre consistant à n'exposer que les idées faciles à comprendre, à les exprimer en termes clairs, précis et élégants, à n'employer ni termes populaires, ni scientifiques, ni techniques.

Le genre classique domina dans la seconde moitié du XVII[e] et pendant tout le XVIII[e] siècle. Toutefois l'amour de la lecture n'était pas encore assez répandu ; aussi le métier d'auteur était-il peu rémunérateur. Un auteur qui n'avait pour vivre que sa plume était obligé de produire beaucoup, mais la plupart des écrivains vivaient d'une pension que leur faisait le roi ou quelque grand seigneur. Ce fut le cas surtout pour les grands écrivains tels que Corneille, Racine et Molière. Il en résulta qu'ils dépendaient du souverain ou des grands seigneurs ce qui les privait jusqu'à un certain point de la liberté de dire ce qu'ils pensaient et de critiquer les actes du gouvernement et encore moins les habitudes et la conduite des hommes de la cour.

Corneille redoutait même la critique et au lieu de fustiger les courtisans qui le dénigraient, il modéra ses premiers élans et immola les idées aux formes organiques et aux règles qu'il avait déclarées auparavant être mal connues ou mal pratiquées. Mais plus il perdait en originalité plus il ennoblissait son style ; il exprimait des pensées hardies et parfois sublimes avec une concision et une clarté admirables. Il est incontestable que Corneille par son langage élevé, par ses belles sentences et par les sentiments généreux dont ses

œuvres sont imprégnées et qui gagnèrent toutes les sphères sociales exerça une heureuse influence sur le caractère de la nation et conquit l'admiration de ses contemporains. Mais en vieillissant il abandonna le théâtre et se mit à traduire en vers *l'Imitation de Jésus-Christ.*

Son successeur au théâtre fut un jeune poète *Jean Racine*, qui a réalisé mieux que lui l'idéal de la tragédie classique, tout en maniant la langue française avec un art et un goût inconnus auparavant. Son goût délicat lui faisait découvrir ce qu'il y a de plus fort dans le vrai et de plus exquis dans la nature. Il s'adaptait spontanément aux exigences de l'état social de son temps et de la constitution politique de la Cour, et les luttes que poursuivent ses protagonistes sur la scène sont des luttes entre les convenances et l'amour. Ses femmes sont toutes belles, gracieuses, et leur amour est une passion respectueuse. Après avoir puisé les sujets de ses drames dans l'histoire grecque il se décida, à la requête de Mme de Maintenon, à écrire *Esther* pour les pensionnaires de Saint-Cyr. Cette pièce fut admirée à cause de la moralité de son but et des allusions à Mme de Maintenon que l'on croyait y trouver. Encouragé par ce succès il fit *Athalie* (1691) chef-d'œuvre de grandeur, de simplicité et d'intérêt. Comme l'action se déroule dans le temple, elle revêt un caractère solennel. Racine a beaucoup contribué à la transformation de la langue française par son style

poétique, au moyen duquel il savait poétiser la prose et atteindre la perfection dans *l'Idylle* et *l'Elégie.*

Le XVII[e] siècle a eu le privilège de créer et de perfectionner l'art dramatique en France en donnant naissance non seulement aux hommes qui ont brillé dans la tragédie, mais aussi à ceux qui ont créé en France la Comédie, au premier rang desquels figure Molière incontestablement. Cependant, tandis que Corneille de même que Racine s'étaient déjà distingués à l'âge de 23 à 25 ans par leurs drames, Molière était arrivé à l'âge de 30 ans sans que ses propres camarades soupçonnassent son talent.

Bien que la conscience intime de sa vocation pour le drame le poussât de très bonne heure vers le théâtre au point qu'il s'enrôla dans une troupe de comédiens, ce n'est que plus tard qu'il se décida à écrire, et après s'être exercé pour commencer, à copier des scènes entières du théâtre italien, il finit par publier ses premières productions, *l'Etourdi et le Dépit amoureux* qui eurent un grand succès. C'est alors, qu'encouragé par ce succès il se fit introduire à l'hôtel de Rambouillet où il trouva un champ de culture favorable au développement de son talent. Il s'était proposé de peindre la nouvelle société et de tirer le comique du fond des caractères si variés. Il écrivit alors une pièce qui devait être représentée devant la compagnie de l'hôtel Rambouillet, intitulée les *Précieuses ridicules* et informa le public qu'il n'avait en vue que les imitations mala-

droites du meilleur ton. La pièce reçut un accueil des plus chaleureux, et tous les Parisiens ayant voulu la voir il y eut une telle affluence qu'il fallut doubler le prix des billets. Tout le monde admirait la hardiesse de l'auteur jointe à l'expression de la vérité.

Molière comprit alors que pour jouer devant un public éclairé il fallait s'instruire dans tous les éléments de l'art dramatique, tels que la danse, les intermèdes et les bouffonneries. Dans ce but il étudia à fond les auteurs espagnols et italiens, de même que les œuvres de Plaute et de Terence et finit par s'approprier toutes les ressources de la scène.

Tout en s'efforçant de contenter le public éclairé avide de critique, Molière était souvent obligé de produire rapidement pour ne pas laisser chômer sa troupe. Les trois actes des *Fâcheux* furent conçus, écrits, versifiés, répétés, et joués en quinze jours, ce qui prouve bien son génie et sa force de volonté. A mesure qu'il s'imposait au public et qu'il se familiarisait avec les besoins de la scène il s'efforçait de créer ses personnages et de les placer dans des situations propres à en faire ressortir les caractères ; il présentait les femmes de ses pièces avec dignité et avec des caractères bien marqués. Ce fut une nouveauté que de traîner l'hypocrisie sur la scène comme dans *Tartufe* où il sonde les plaies du cœur humain et met à nu les faiblesses de la société de son époque, de même que dans le *Misanthrope* et dans les *Femmes savantes* où il fait

voir le contraste entre les aspirations de l'homme et la réalité de la vie, montrant le côté comique que présentent souvent les situations les plus sérieuses. Molière est considéré comme le premier poète comique par sa force de caractère et sa maîtrise de l'art, par sa facilité d'exalter la vertu en mettant en lumière le côté comique et ridicule des vices.

Le XVII[e] siècle a également produit en France des poètes moralistes au premier rang desquels figure La Fontaine. C'est la Fable, que choisit ce poète comme moyen d'expression, faisant agir la nature humaine sous forme d'animaux ou de plantes, revêtues des défauts et des vices humains, qu'il montre d'autant plus saillants et piquants qu'ils sont jugés par des êtres irrationnels. Il s'en sert pour faire ressortir la morale du sujet. Ses fables sont originales, amusantes en même temps qu'instructives en sorte qu'elles devinrent en son temps la lecture la plus répandue aussi bien parmi les enfants que parmi les adultes. Nul écrivain n'a pu rivaliser avec cette bonhomie malicieuse et cette naïveté piquante. C'est pourquoi La Fontaine a été surnommé *L'inimitable.*

Quant à son évolution littéraire, il commença d'abord par s'essayer dans les différents genres mais sans résultat satisfaisant. Le hasard voulut qu'il attirât l'attention du financier Fouquet qui lui assigna une pension de mille francs à condition qu'il s'en acquitterait en consacrant une pièce en vers à chaque quartier

de Paris, ce qui le fit connaître parmi les cercles intellectuels de Paris. Après la disgrâce de Fouquet il se mit à composer des fables dont il publia, à l'âge de 43 ans, le premier recueil qui eut un immense succès. Le mérite de ses fables ne consistait pas seulement dans l'originalité et l'élévation de leur morale, mais aussi dans le style qui rehaussait le fond moral de la fable. On lui doit également quelques comédies, deux opéras et élégies dont une admirable où il se lamente de la disgrâce de Fouquet

Un autre poète célèbre du XVII[e] siècle qui a joué un grand rôle parmi les écrivains de son époque est *Nicolas Boileau.* Il débuta par des *Satires* en 1660 et obtint un succès prodigieux dû tant à la perfection de ses vers qu'à la malignité de ses critiques. Ensuite il se distingua par un autre genre littéraire, les *Epîtres* qui eurent également du succès ; finalement il publia l'*Art poétique* et le *Lutrin*, qui mirent le sceau à sa réputation et le placèrent au premier rang parmi les poètes modernes. Louis XIV le nomma son historiographe avec Racine et lui donna une pension, et l'Académie française l'admit parmi ses membres. Boileau a brillé plutôt par la raison que par le sentiment ; il fit la guerre par la satire aux défauts littéraires dominants, fit appel au bon sens et soumit la poésie à des règles précises fustigeant les rimailleurs qui chantaient l'amour sans être amoureux. Il a le mérite d'avoir ridiculisé les mauvais ouvrages en vogue et d'avoir fait

sentir au public la haute valeur des œuvres de Corneille, de Racine et de Molière.

Il est incontestable qu'en se proclamant protecteur des hommes de lettres Louis XIV porta préjudice à leur originalité et à l'indépendance de leur jugement ; mais par contre, la littérature française acquit sous son règne une grande pureté ainsi qu'une éloquence persuasive et une finesse qui n'ont pas été surpassées depuis lors. Bien que cette littérature tendît plutôt à flatter l'entourage du monarque et tirât parti de la frivolité de la société, elle révèle en même temps à un degré élevé le développement de la raison et la délicatesse du sentiment associés au bon sens. Elle a de plus produit d'excellents livres de morale et d'amusement, un ensemble de facteurs qui ont contribué à créer un nouvel état social, un nouveau terrain favorable à l'évolution progressive de l'intelligence humaine pendant le XVIIe siècle. En outre, le genre classique créé par les écrivains français a été partout accueilli avec admiration par la Cour et les Salons. Aucun pays, excepté l'Angleterre, n'a produit autant d'œuvres originales que la France du XVIIe siècle. C'est ainsi que le français devint la langue de la bonne société de tous les pays et la langue officielle de la diplomatie.

D'ailleurs l'influence qu'aurait pu exercer la protection de Louis XIV sur les lettres et les sciences est peu de chose en comparaison du mal qu'il a causé au progrès en général par le fait d'incarner l'absolutisme

politique et religieux, et d'avoir établi le principe que l'autorité royale émane de Dieu et que la personne du roi est sacrée. C'était aussi l'opinion de Bossuet, précepteur du Dauphin, opinion qu'il exposa dans son livre *la Politique tirée de l'Ecriture Sainte.* C'est ainsi que le roi pouvait disposer à son gré de la vie et des biens de ses sujets. Comme le roi de France était alors le souverain le plus puissant d'Europe, les autres souverains, le prenant comme modèle, se déclarèrent également absolus.

III

Quant à l'Angleterre, ses rois, surtout depuis l'avènement au trône de la famille Stuart, ne voulurent pas être moins que Louis XIV et représentèrent les mêmes principes que lui. Jacques Stuart Ier écrivit un livre où il défendit la théorie du droit divin des rois. *Dieu,* disait-il, *a institué lui-même la monarchie héréditaire et a chargé les rois de gouverner à sa place.* Mais le peuple anglais trouvait cette théorie contraire à ses anciennes coutumes et à la Grande Charte. Charles Ier lorsqu'il eut besoin d'argent convoqua le parlement et renouvela les engagements de la Grande Charte de ne pas lever d'impôts sans le consentement du parlement, de n'arrêter personne sans le faire juger et de ne pas établir des tribunaux militaires. Mais ne voulant pas admettre le droit du parlement de lui faire des remon-

trances, il prit le parti de ne plus réunir le parlement et de gouverner comme un roi absolu, non seulement en matière politique mais aussi en matière religieuse. Il prétendit imposer par la force et la persécution la religion anglicane tant aux presbytériens anglais qu'aux Ecossais, ce qui amena la Révolution de 1648, qui se termina par la victoire de l'armée puritaine sur celle du gouvernement et la capture du roi lui-même, qui fut jugé par un tribunal et condamné à mort.

Malheureusement, le gouvernement républicain qui s'établit ensuite sous la présidence de Cromwell ne se conduisit pas mieux. Les puritains persécutèrent à leur tour l'église anglicaine avec la même férocité que celle-ci employait avec eux auparavant. Il arriva alors qu'après la mort de Cromwell, son successeur le général Monk convoqua une Convention laquelle à l'unanimité décida de rappeler inconditionnellement le roi légitime Charles II, fils de Charles Ier. Alors la Restauration rétablit le pouvoir absolu du roi qui gouverna avec le même parlement pendant 18 ans sans la moindre résistance. Mais n'ayant pas eu de succession directe ce fut son frère Jacques II qui lui succéda. Or, celui-ci étant catholique, le peuple anglais se divisa en deux partis, le parti Tory qui soutenait le roi et le parti Whig qui lui était opposé.

Alors Jacques convoqua le parlement où les Tories étaient en majorité, ce qui lui permit de persévérer dans son régime despotique et de protéger les catho-

liques sous prétexte que la conscience doit être libre.

Ceci, toutefois n'empêcha pas le chef suprême de la justice d'exercer une pression violente sur le jury qui devait juger une dame respectable Alice Lisle, accusée d'avoir donné asile à deux fugitifs presbytériens. Après avoir abusé scandaleusement du jury pour obtenir un verdict de culpabilité il condamna lady Alice à être brûlée vive le même jour. A la suite d'un acte aussi brutal et inhumain un grand nombre de députés, par haine du catholicisme passèrent au parti Whig et les Tories mêmes commencèrent à considérer la résistance comme légitime.

Les Anglais profitèrent du débarquement du roi de Hollande, Guillaume d'Orange avec une armée hollandaise pour faire la révolntion de 1688 laquelle, victorieuse, convoqua un parlement, où les Whigs avaient la majorité, qui déclara le trône vacant et affirma son droit de juger le roi et de disposer de la couronne. Il nomma alors Guillaume III d'Orange, gendre de Jacques II, roi d'Angleterre. En outre le parlement, pour prévenir de nouveaux abus, rédigea un Bill au moyen duquel il renforça l'ancienne Charte du XIII[e] siècle qu'il fit contresigner par le Roi, lui donnant caractère d'une loi inviolable. Ce Bill énumérait tous les actes illégaux de Jacques II. Alors l'Angleterre devint le seul pays d'Europe où les droits de l'Etat étaient limités par les droits des individus. L'Anglais est protégé par la loi, même contre le gouvernement. Sa personne, ses

biens, son domicile sont à l'abri des caprices des agents de l'Etat. Les droits civils sont garantis à leur tour par un ensemble des droits politiques qui sont :

1° Le droit de pétition au parlement pour réclamer contre toute injustice.

2° Le droit de réunion d'un grand nombre d'individus pour manifester leurs sentiments politiques.

3° Le droit d'association permanente, de cotisation en vue de former une caisse commune pour des buts sociaux ou politiques.

4° Le droit de parler ou d'écrire dans un journal sans avoir besoin d'autorisation du gouvernement.

L'Angleterre a la gloire d'avoir créé au XVIIe siècle à la suite de longues luttes le régime parlementaire et avec lui un régime de liberté, pendant que les autres pays d'Europe, y compris la France vivaient encore sous le joug de l'Absolutisme. Elle a eu de plus l'honneur d'avoir produit en même temps des hommes supérieurs qui ont enrichi la science avec leurs mémorables découvertes tels que Harvey et Newton dont l'un a démontré la circulation du sang, et l'autre les lois de la gravitation universelle. Elle a également produit des écrivains éminents qui ont enrichi avec leurs œuvres immuables la littérature anglaise ; c'est ainsi que le XVIIe siècle fut pour l'Angleterre *le siècle d'or*.

Quant à la littérature de cette époque-là nous nous limiterons à citer les écrivains les plus remarquables.

Au premier rang figure la personnalité de Milton.

Celui-ci commença son instruction auprès des écrivains célèbres italiens et au moment des luttes entre la monarchie absolue et le parlementarisme anglais il adhéra au parti libéral et publia plusieurs brochures sur la réforme ecclésiastique et sur la liberté de la presse. Cromwell ayant eu connaissance de la propagande active de Milton en faveur de l'idée républicaine, le choisit comme secrétaire. Après la mort de Cromwell il eut le malheur de perdre la vue. Aveugle et sans amis il menait une vie retirée, abandonné à ses désillusions et à ses méditations et dicta à sa femme son fameux livre : *le Paradis perdu*. Lorsqu'il se mit à la recherche d'un éditeur il en trouva un qui lui offrit dix livres sterling dans le cas où il vendrait plus de mille exemplaires. Le sujet choisi par Milton était conforme à l'esprit des puritains, il s'agissait bien de la question *du Bien et du Mal dans les destinées humaines et du dogme de la chute de l'homme*. Il écrivit ensuite un second livre sur *la Création et la Rédemption* intitulé *le Paradis reconquis*. Bien que Milton s'inspirât des travaux analogues publiés par Dante, Grotius et le Hollandais Macropedius, la forme merveilleuse dont il a revêtu les protagonistes de son poème donna à son œuvre une originalité et une valeur incontestables. C'est ainsi que l'argumentation du Serpent, la prière d'Eve à son mari après son péché, le discours d'Adam à l'Ange sur la Création, sont des chefs-d'œuvre d'éloquence et de bon sens qui font encore aujourd'hui la gloire du Parnasse

anglais. Milton avait écrit également un *Compendium de l'histoire d'Angleterre*, un *Traité de logique* et un *Traité de la vraie religion*, mais aucun de ses ouvrages n'a atteint le niveau de son *Paradis perdu* et de son *Paradis reconquis*, d'abord à cause du grand intérêt que présente *l'Origine de l'homme, la lutte du bien contre le mal* et la chute de l'homme par suite de *sa désobéissance à son Créateur*, puis à cause de la vigueur des pensées exprimées dans les arguments de l'accusation et dans ceux de la défense. Malgré cela, il ne fallut pas moins de dix ans pour écouler les trois mille exemplaires de cette œuvre merveilleuse sous tous les rapports et encore fallut-il pour cela qu'Addison intervînt avec son prestige de maître en critique, et ressuscitât aux yeux du public anglais le mérite de l'œuvre de Milton.

Un autre poète célèbre et contemporain de Milton est *Samuel Butler*, qui, bien que puritain zélé et partisan de Cromwell fut le protégé de la duchesse de Kent après la restauration. Il se rendit célèbre par son livre le poème burlesque, d'Hudibras où il attaque par le ridicule les partisans du fanatisme religieux et politique, de quelque côté qu'ils se trouvent. Ce poème, écrit dans un style simple et attrayant fut le plus lu et le plus recherché de son temps et rendit un grand service à la cause de la paix civile et à celle du trône, ce qui n'empêcha pas Charles II de laisser cet homme, bon patriote, mourir dans la misère.

Il est incontestable que tant Milton que Butler dont

les écrits ont été très répandus dans toutes les classes sociales ont contribué efficacement au polissage de la langue anglaise, qu'ils purifièrent tant des phrases et des locutions bizarres que des latinismes.

Un autre poète de grand mérite et contemporain de Milton est *Dryden*. Il débuta par des poésies à la louange de Cromwell et après le retour de la restauration il composa en honneur de Charles II un poème intitulé *Annus mirabilis* et fut nommé en récompense poète lauréat. Il s'adonna ensuite au théâtre, écrivit des comédies et des tragédies et obtint une suite ininterrompue de succès pendant trente ans. Ses meilleures pièces sont *Don Sébastian* et *la Conquête de Grenade*. Il finit par se donner corps et âme aux Stuarts au point de se faire catholique. C'est ainsi qu'à l'avénement au trône de Guillaume d'Orange il perdit son titre et la pension de 100 livres sterling qu'il recevait comme poète lauréat. Dryden publia encore quelques poésies de mérite parmi lesquelles figurent *Absalon et Achitophel* ensuite *la Biche et la Panthère* qui est une allégorie satirique aux disputes religieuses où il met dans la bouche de la Biche les arguments en faveur des doctrines catholiques.

Cependant après la restauration, les théâtres se multiplièrent en Angleterre et les femmes elles-mêmes furent admises sur la scène. Charles II chargea Davenant, poète très en vogue, de se rendre en France pour étudier les améliorations des opéras en musique. Quelque temps après surgirent deux grands dramaturges qui

avaient pris pour modèle les œuvres de Shakespeare ; ce furent *Thomas Otway* et *Nicolas Rowe.* Le premier s'est rendu célèbre par ses tragédies *l'Orpheline* et *Venise sauvée,* pièces déclamatoires et attrayantes par l'intérêt pathétique qu'inspire l'héroïne succombant à des malheurs immérités. Quant aux tragédies de Rowe elle sont pleines de douceur et d'émotion ; il reçut le titre de poète lauréat à l'avénement au trône de Georges I et devint secrétaire du prince de Galles. Ses tragédies *Ulisse, Tamerlan* et *Jeanne Shore* eurent un grand succès.

Au fur et à mesure que le régime libéral se consolidait et que la paix et la liberté dominaient les esprits sous le règne de la reine Anne, l'enthousiasme littéraire grandissait de plus en plus et des écrivains de différent genre surgissaient au milieu de cette nouvelle société avide de savoir et d'amusement et tandis que les uns chantaient les louanges des hommes de la cour, les autres critiquaient ceux qui tenaient le gouvernail de l'Etat. Parmi ces derniers figuraient deux célèbres poètes, les plus beaux esprits de l'époque, *Alexandre Pope* et *Jonathan Swift.* Le premier se fit remarquer par un talent précoce : il faisait déjà de jolis vers à l'âge de douze ans et ne tarda pas à acquérir un renom. Il comptait parmi ses protecteurs Lord Bolingbroke. Ses principaux ouvrages sont : *Essai sur la Critique,* poème qui ressemble beaucoup à *l'Art poétique de Boileau, la Boucle de Cheveux enlevée,*

poème héroï-comique du genre du *Lutrin* puis *L'Epître d'Héloïse à Abélard* qui est un chef-d'œuvre d'éloquence et de sentiment, une traduction en vers de *l'Iliade* admirée surtout par la beauté des vers, qu'il publia à l'âge de trente ans, enfin *l'Essai sur l'homme* que l'on peut considérer comme un chef-d'œuvre de la poésie philosophique.

Quant à Swift, né en Irlande de parents pauvres, il passa de bonne heure en Angleterre où il ne tarda pas à trouver un protecteur puissant en Sir William Temple ; il entra ensuite dans la carrière ecclésiastique et obtint la prébende de Kilroôt et plus tard le doyennat de Saint-Patrick en Irlande, qui lui rapportait plus de mille livres sterling. Bien que Whig par l'éducation, il était Tory par principe ou plutôt par ses relations avec la Cour. Parmi ses ouvrages les plus connus figurent *les Voyages de Gulliver* et *le Conte du Tonneau*, le premier est un récit d'une naïveté et d'une malice si piquantes qu'il fit rire les enfants et gémir les grandes personnes auxquelles il fait allusion ; car ce n'est qu'une allégorie, une parodie sceptique et railleuse des personnages politiques de l'époque. Ses écrits burlesques et satiriques lui ont valu le titre de *Rabelais de l'Angleterre*. De même dans *le Conte du Tonneau* il déverse une ironie amère sur les Luthériens, les Calvinistes, les Catholiques, les Presbytériens, et les Quakers ; il en fait autant dans son ouvrage *Bataille des livres* sur les auteurs contemporains.

Dans une lettre adressée à Pope, il disait : « J'ai vu « parmi nous un tel mépris de la religion, de la mo- « rale, de la liberté, de la science, du sens commun « qui surpasse tout ce que j'ai jamais lu dans les « auteurs anciens et modernes. » Dédaigneux de la conduite immorale de certaines classes sociales il ne se fit pas faute de les critiquer et de fustiger leurs vices dans ses poèmes satiriques par un langage très mordant.

A la suite du rétablissement du parlementarisme dans toute sa pureté, l'éloquence acquit en Angleterre vers la fin du XVII[e] siècle une importance plus grande que chez les peuples de l'antiquité ; elle s'adressait plutôt à la raison qu'au sentiment, tandis que chez ces derniers, les orateurs cherchaient plutôt à émouvoir qu'à enseigner. Les Anglais se distinguaient aussi d'autres peuples modernes, tels que les Français en ce qu'ils honoraient par de hauts emplois leurs grands savants, leurs orateurs et même leurs journalistes. Prior fut ambassadeur en France, Rowe et Congrève occupèrent des charges très importantes, Locke fut président de l'officine du commerce et Newton directeur des monnaies et membre du parlement. Addison célèbre écrivain et fondateur du *Spectator* devint premier ministre par la voie du journalisme. Son journal qui paraissait deux fois par semaine tirait à trois mille exemplaires, et certains numéros avaient été tirés jusqu'à vingt mille exemplaires, ce qui donne une idée de l'influence

de la presse en Angleterre au XVIIe siècle sur l'opinion publique. Addison puritain d'origine, prêcha la tolérance et ses ouvrages se font remarquer par un goût délicat et par une grande élévation de vue.

Pour terminer, nous tenons à mentionner le fait que le siècle d'or de l'Angleterre n'a pas seulement brillé par de célèbres poètes et écrivains ; il a également donné naissance à de grands penseurs qui ont donné leur empreinte à l'époque dans laquelle ils ont vécu ; ce furent les philosophes Hobbes et Locke dont nous avons déjà rendu compte dans le premier volume. Nous nous limiterons à constater que Hobbes successeur de Bacon et précepteur pendant vingt ans du comte de Devonshire, ayant été révolté par les excès de la révolution se fit l'apôtre de l'absolutisme des rois. Considérant la nature humaine perverse il proclame la nécessité de la réfréner doublement. Hobbes, esprit observateur, ayant constaté que les nations et surtout l'Angleterre étaient uniquement préoccupées de leurs intérêts, de leur grandeur et de leur gloire, qu'elles complotaient sourdement les unes contre les autres et se liguaient souvent ensemble pour conquérir la plus faible, qu'enfin la société était divisée en classes qui se faisaient la guerre entre elles, il en conclut que la guerre était l'état naturel de la société humaine. On comprend bien que cette manière de raisonner est la négation de la perfectibilité de la nature humaine et du progrès indéfini de l'humanité.

Quant à Locke fondateur de la philosophie sensualiste il fut l'apôtre de la liberté et l'adversaire décidé des doctrines réactionnaires et matérialistes de Hobbes. Il défendit l'autorité paternelle basée sur la raison, comme fondement de la famille. D'après lui la loi de la nature est l'égalité et la liberté de tous les hommes, liberté limitée par les droits de chacun, et la société de son côté a le droit de punir les transgressions de la loi pour son propre compte; le but principal de la Société étant de jouir en sûreté des biens que chacun possède. En conséquence la loi fondamentale est celle qu'établit le pouvoir législatif. La liberté civile est selon lui l'indépendance de toute autorité. Locke démontre également le droit de propriété du travail, qui constitue en grande partie la valeur de chaque chose. Les pères acquièrent l'autorité sur leurs enfants, non par le fait de les avoir engendrés, mais à cause des soins qu'ils leur prodiguent. Lorsque les soins cessent, le pouvoir paternel finit. Une fois la communauté formée, le consentement de la majorité oblige la minorité. La monarchie absolue n'est pas une forme de gouvernement civil, parce qu'il n'y a pas d'autorité commune qui commande, et n'a pas le droit d'imposer sa volonté à la résistance populaire. En résumé, Locke animé de l'amour de l'humanité a contribué à répandre parmi ses compatriotes l'idée pratique de la liberté et une tolérance mutuelle envers les opinions contraires. Il fonda cette tolérance sur un contrat social par lequel l'homme

cède au magistrat le pouvoir nécessaire pour garantir, conserver et améliorer les intérêts civils, mais non pas ceux de l'âme. Par conséquent il est de l'intérêt de chacun de respecter la religion de son prochain au nom de la paix sociale.

CHAPITRE V

LE MOUVEMENT INTELLECTUEL ET RELIGIEUX EN FRANCE AU COURS DU XVIIIe SIÈCLE

Nous avons vu dans les chapitres précédents que deux grands événements survenus au courant du XVIe siècle ont secoué fortement l'édifice séculaire du moyen âge et ébranlé les fondements sur lesquels il reposait. Ce sont la philosophie de Descartes et l'apparition de la Réforme ; la première a démontré la fausseté des doctrines de la Scolastique et la mentalité théologique de la société chrétienne et la seconde est venue bouleverser complètement les assises du Catholicisme même, en niant l'autorité du pape et en déclarant les dogmes de l'Eglise comme des anthithèses de l'esprit et de l'essence du Christianisme de l'Evangile.

L'Eglise se voyant menacée dans son existence persévéra avec plus d'ardeur que jamais dans sa lutte contre le progrès, mettant en jeu les armes les plus terribles contre la science et la liberté de pensée, à savoir : l'inquisition et la persécution, ce qui aboutit à la guerre

de Trente ans qui se termina après l'épuisement des deux combattants, par le traité de Wesphalie, établissant définitivement la tolérance religieuse de deux cultes ; ceci n'empêcha pas toutefois le désaccord de continuer à régner entre les deux partis, qui refusaient mutuellement les mêmes droits civils et politiques à leurs compatriotes de religion différente, en sorte que la lutte entre catholiques et protestants, entre la théologie et la science continua à se poursuivre par la voie de la presse encore pendant tout le XVIIIe siècle, la propagande active en faveur de la libre pensée se faisant au moyen des pièces de théâtre et de la publication de livres satiriques contre le régime absolutiste et l'intolérance religieuse.

Il s'ensuivit que la philosophie de Descartes ne répondait plus aux exigences de ceux qui s'étaient nourris au sein de la science, car ils la trouvaient aride et pas assez tranchante dans ses conclusions. C'est précisément la cause pour laquelle la doctrine de Locke fut saluée avec enthousiasme tant en Angleterre qu'en France, car elle s'efforçait de concilier les résultats de l'expérience et les exigences de la raison avec la foi, en cherchant un point d'appui dans l'opinion générale du pays, qu'elle appelait le bon sens. Alors, l'école française tout en ayant l'air de poursuivre le même but, comptait dans son sein un certain nombre des personnes les plus autorisées, qui n'hésitaient pas à rompre avec le passé au risque de dépasser le but.

Le représentant le plus éminent de cette école fut *Etienne B. de Condillac*, lequel, bien qu'ayant pris les ordres et reçu l'abbaye de Mureaux, montra une grande prédilection pour la philosophie et entra en rapports avec d'Alembert, Diderot et Rousseau et finit par se familiariser avec le système philosophique de Locke en 1746. Quelques années plus tard il publia son *Traité des sensations*, où il exposait ses propres idées sur l'origine de nos connaissances qui attirèrent beaucoup l'attention ; car il ne se limite pas, comme Locke, à placer à côté de la sensation la réflexion, qui deviendrait virtuellement une faculté préexistant à la sensation ; il va plus loin, en considérant la réflexion, de même que le jugement, les désirs et les passions comme des *transformations différentes de la sensation*, qui à leur tour se divisent en *facultés intellectuelles* et *facultés affectives*, et il conclut en établissant la thèse suivante : « si les différentes manières d'être attentif et de dési-« rer ne sont dans l'origine que *sentir*, il en résulte que « la sensation enveloppe toutes les facultés de l'âme, en « d'autres termes : L'âme contient en germe toutes les « facultés. » Nous tenons à ajouter qu'en dépit de son sensualisme raffiné, Condillac dans son *Traité sur les animaux*, fait une distinction entre les vérités métaphysiques *à priori* et les vérités expérimentales. « Par les « premières, dit-il, nous avons l'évidence de la raison « et par les secondes l'évidence du sentiment et du fait. » C'est par la combinaison de ces deux sortes de vérités

qu'il prétend démontrer la spiritualité de l'âme, l'existence de Dieu et celle des corps.

Grâce à cette concession aux croyances de l'époque il réussit à installer son enseignement dans les chaires officielles et à propager ainsi parmi la jeunesse ses doctrines sensualistes.

L'école française du sensualisme comptait un nombre considérable de membres qui se sont proposé de défendre le libre examen de la pensée et les droits de la raison, que les nobles avaient asservis et les prêtres assujettis au joug de la théologie. Nous citerons seulement ceux qui ont figuré en première ligne, tels que Montesquieu, d'Alembert, Diderot et Voltaire.

Ch. Montesquieu, né d'une famille noble en 1689 au château de la Brède, près de Bordeaux, montra depuis son enfance un grand amour pour l'étude et fut nommé conseiller au Parlement de Bordeaux et plus tard président. Il se fit connaître par ses *Lettres persanes*, ouvrage léger en apparence mais qui constitue une critique acerbe contre le despotisme de Louis XIV et contre les mœurs de la cour et qui eut un grand succès. Les gens graves goûtèrent cette façon de discuter les actions des grands et des puissants et de montrer du doigt la frivolité de la société.

Exclu de l'Académie française pour avoir critiqué le gouvernement de Louis XIV, il fit un autre acte de hardiesse en réclamant des réformes, à savoir : l'éloignement des favoris, une meilleure distribution des emplois

publics et l'institution d'une haute académie destinée à désigner au roi les Ministres à choisir. Dans son projet de paix perpétuelle il se propose de réformer radicalement la société. En 1748 il publia son livre devenu célèbre, *L'Esprit des lois,* auquel il avait travaillé pendant plus de vingt ans et qui mit le sceau à sa réputation. Le succès fut tel qu'il eut 20 éditions en dix-huit mois.

Bien qu'il n'ait pas manqué de gens pour le critiquer, le public, avide de curiosité et séduit par l'ampleur de ses vues, par la clarté de sa parole et par son interprétation sagace de l'histoire, n'a pas cessé de le lire avec intérêt. Montesquieu a le mérite de rechercher le sens des faits historiques dans la nature de l'homme qui les a inspirés et de définir les lois comme des rapports nécessaires entre la nature des choses et les lois de l'univers.

Montesquieu était supérieur à ses contemporains en ce qu'il envisageait les phénomènes politiques comme étant soumis, de même que les autres phénomènes, à des lois naturelles et inévitables. Son type idéal de gouvernement était la constitution parlementaire de l'Angleterre, dont il fit connaître les ressorts compliqués ainsi que la garantie qu'elle procure à ses sujets par la loi de l'*Habeas Corpus,* par le Jury, par l'opposition, par la liberté de la presse et par le droit d'accusation judiciaire contre tout individu et même contre l'Etat.

Il n'y a pas de doute que le régime parlementaire

implanté en Angleterre et entouré de toutes les garanties possibles, n'ait exercé une influence profonde sur les classes intellectuelles en France et surtout sur les écrivains moralistes et n'ait ébranlé sérieusement le régime absolutiste du gouvernement.

Un autre membre de cette école était *Jean d'Alembert*, un des hommes les plus célèbres du XVIII[e] siècle. Il éprouva de bonne heure une vive passion pour les mathématiques et se fit connaître à l'âge de vingt-deux ans par ses travaux mémorables sur les mathématiques, que l'Académie des sciences jugea d'une telle valeur qu'elle décida de l'admettre dans son sein.

Quelques années plus tard il publia un traité sur *La mécanique* qui le plaça au premier rang parmi les géomètres de l'époque. Il n'avait que vingt-six ans lorsqu'il publia son traité *sur la dynamique* où, le premier, il posa le théorème que dans le mouvement il y a à chaque instant égalité entre les changements de celui-ci et les forces qui l'ont produit, ce qui a permis de résoudre certains problèmes de géométrie et d'astronomie. D'Alembert se distingua également comme écrivain classique. Dans son *Esssai sur les gens de Lettres* il retrace les turpitudes auxquelles s'abaissent ceux qui recherchent l'intimité des grands et s'élève contre la niaiserie des Epîtres dédicatoires. Il s'efforce dans ses *Eléments de Philosophie* d'établir le raisonnement de la morale au moyen des démonstrations géométriques.

Plus tard il fut chargé de collaborer avec Diderot dans *L'Encyclopédie* où il publia plusieurs articles sur des questions scientifiques de même que sur la littérature. Dans le but de donner une méthode à L'Encyclopédie, d'Alembert redigea le discours préliminaire où il a tracé le tableau des connaissances humaines et montré le progrès général dans le progrès partiel de chaque science. Ensuite il passe en revue les grandes conquêtes du dernier demi-siècle. Jamais on n'avait vu un tableau philosophique d'une telle vigueur et d'une intelligence si facile, sans déclamation et sans étalage scientifique.

En 1754 il fut élu membre de l'Académie française et en 1772 il devint secrétaire perpétuel de cette compagnie. Les belles qualités morales qui le distinguaient comme philanthrope, lui avaient valu l'admiration générale, mais, sa modestie était telle, qu'il refusa l'offre de Frédéric le Grand de le nommer président de l'Académie des Sciences de Berlin et qu'il résista aux instances de Catherine II de Russie qui désirait lui confier l'éducation de son fils. Ayant appartenu à l'école sensualiste sous la présidence de Condillac, il était naturellement défenseur de la libre pensée contre les dogmes catholiques, bien qu'il n'ait jamais cessé d'être déiste comme son ami Voltaire.

Quant à Voltaire et Diderot nous avons donné quelques notices biographiques de leur vie et de leurs œuvres dans le premier tome. Nous nous limiterons

donc à constater à nouveau dans quelle mesure ils ont tous deux contribué au progrès de la littérature et à la vulgarisation de la science au XVIIIe siècle.

Voltaire non seulement a brillé par sa grande érudition, mais il a également excellé dans toutes les branches de la littérature, aussi bien en poésie qu'en tragédie, dans l'Histoire que dans la philosophie, dans le roman que dans le genre épistolaire. Dans tous ses écrits il a défendu la raison et la liberté, la justice et la morale contre l'intolérance et l'oppression de l'Eglise et de l'autocratie. Tout le monde est unanime à reconnaître qu'il représente le plus grand génie de la France, à laquelle il a donné pendant plus d'un demi-siècle la prépondérance en Europe tant par la pureté de sa langue, par la fécondité et l'éclat de ses travaux littéraires que par le développement de l'esprit philosophique, conformément aux données de la Raison et de la Science.

Quant à Didérot, de même que Voltaire et d'Alembert, il se distingua par ses travaux scientifiques et littéraires et par sa puissance énorme de travail. Il publia d'abord une étude sur le Mérite et la Vertu, puis, ses *Pensées philosophiques*. Ces deux travaux où il défend avec ardeur le Déïsme pur contre l'exaltation religieuse de l'Eglise ont été condamnés à être brûlés par le Parlement, mais son ouvrage postérieur intitulé *La lettre sur les aveugles à l'usage de ceux qui voient* lui a valu plusieurs mois de prison à Vincennes. A sa sor-

tie de prison il entreprit la publication de *L'Encyclopédie*, après s'être assuré la collaboration de plusieurs savants et écrivains célèbres tels que d'Alembert, Helvetius, Holbach. Lametrie, Condorcet, Volney et Danton, et plusieurs autres.

Il va de soi que tous ceux qui ont participé à cette grande œuvre de vulgarisation n'étaient pas d'une valeur scientifique ou littéraire égale à celle des savants et écrivains que nous venons de mentionner, mais il faut tenir compte du fait que L'Encyclopédie avait plutôt pour but de vulgariser les notions scientifiques parmi les classes populaires avides de s'instruire, que de publier un ouvrage purement scientifique ou philosophique destiné aux savants spécialistes. En conséquence toute personne d'esprit impartial reconnaîtra que cet ouvrage comptant 28 volumes (17 de texte et 11 de planches) constitue une œuvre monumentale pour l'époque, tant par le nombre de matières traitées que par leur qualité ; car on y trouve à côté des problèmes les plus transcendantaux, ceux d'une grande utilité publique écrits tous dans un style simple et plein de clarté, accessible à toutes les intelligences. C'était précisément le mérite des Encyclopédistes d'avoir compris que pour sortir victorieusement de la lutte engagée depuis des siècles entre la science et la théologie, entre la raison et la tradition, il fallait répandre la lumière à flots dans toutes les classes sociales, leur ouvrir ensuite les yeux et leur faire comprendre la valeur

de la science et la dignité de la personnalité humaine.

En dehors des écrivains philosophes qui voulaient gouverner la société au moyen de la raison et de la science il y eut un autre écrivain moraliste, Jean-Jacques Rousseau, qui au nom de la Nature attaqua l'ordre social existant, aussi bien le gouvernement que la religion chrétienne, qu'il trouve mauvais tous deux parce qu'ils sont l'œuvre des hommes et contraires à la nature. Il part du principe que l'homme est un être naturellement bon, aimant la justice et l'ordre, et que c'est la société qui l'a dépravé et l'a rendu misérable. La société est injuste parce qu'elle n'accorde pas à tous les hommes les mêmes droits et les mêmes avantages. La propriété est injuste parce qu'elle est prise sur les fonds communs appartenant à l'humanité ; le gouvernement est injuste parce qu'il permet qu'un enfant commande à un vieillard et qu'un imbécile conduise les hommes sages. Il faut donc supprimer toutes les causes d'injustice et revenir à la nature ; alors les hommes s'entendront mieux, pour fonder une société qui reposera sur un *contrat social* et au lieu de la souveraineté du roi on aura la souveraineté du peuple, tous les citoyens seront égaux et auront les mêmes droits et le gouvernement élu par le peuple recevra l'autorité absolue. Il réglera la fortune, l'éducation et même la Religion, qui sera le culte de Dieu, l'Etre suprême.

II

La France du XVIIIe siècle n'a pas seulement brillé dans la Littérature et la Philosophie, elle a également donné un vigoureux essor au progrès de la science, grâce à des hommes éminents qui ont surgi dans ce nouveau milieu, et qui, doués du génie créateur et de l'esprit d'invention, ont exploré tous les domaines et fait d'admirables découvertes qui ont ouvert des champs nouveaux à l'activité humaine. Ce sont en premier lieu *Buffon*, fondateur de l'histoire de la zoologie et de sa classification, dont le continuateur fut Laccépède. Puis, *Bernard et Antoine de Jussieu*, fondateurs de la méthode naturelle de classification de la botanique, et le minéralogiste *Haüy*, créateur de la Cristallographie, *Cuvier* créateur de l'Anatomie comparée et de la Paléontologie, *Geoffroy-Saint-Hilaire* et *Lamark*, créateurs de la philosophie biologique et fondateurs de la doctrine de l'Evolution, qui fut complétée ensuite par *Laplace* et *Lagrange*, deux astrosnomes célèbres par leurs innovations dans la mécanique céleste. Le premier fut de plus l'inventeur du système cosmogonique et le second l'inventeur de la méthode de résolution numérique d'équations par des fractions continues.

Pour terminer nous allons encore citer quelques savants qui se sont immortalisés par leurs découvertes : l'un est *Lavoisier*, fondateur de la chimie

moderne, qui découvrit l'oxygène et la composition de l'air, ainsi que la loi de la conservation de la matière ; un autre est *Jean-Noël Hallé*, fondateur de l'hygiène et de la médecine publiques en France, le premier qui a enseigné cette science en 1794 à la Faculté de médecine de Paris ; enfin les frères *Montgolfier*, inventeurs de l'aréostat, qui utilisèrent comme force motrice l'air raréfié produit par un brasier fixé au-dessous du ballon. Ce procédé fut ensuite modifié par le physicien Alex-Charles, qui remplaça l'air raréfié par le gaz hydrogène, ce qui lui permit de faire une ascension fort hardie et permit à l'aréonaute Nic-Blanchard de traverser la Manche en 1785 entre Douvres et Calais. Cette invention fut pour la première fois utilisée dans un but pratique dans la bataille de Fleurus en 1794 par le général Jourdan qui s'en servit pour observer la position des impériaux et put ainsi les dérouter complètement.

III

L'Etat qui après la France a le plus contribué au progrès de la science au XVIIIe siècle est l'Italie. Elle a d'abord eu de grands médecins qui ont enrichi l'anatomie pathologique, tels que Morgani, Ramazzini et Lancisi, puis elle a contribué au progrès de la physique par des inventeurs tels que Volta et Galvani au premier desquels on doit la pile électrique qui porte son nom et

au second la découverte de l'électricité animale et des courants continus, qui depuis lors ont réalisé de grands progrès.

Volta a en outre inventé l'électrophore perpétuel, ensuite le condensateur, puis en associant celui-ci aux électromètres de Carvallo et de Saussure il en obtint un appareil plus parfait qui lui permit de diriger ses investigations sur l'électricité atmosphérique et de rechercher comment se forment la grêle, les aurores boréales et d'autres phénomènes météorologiques. Lorsque furent connues les propriétés de l'électricité animale on en fit emploi en physiologie et en médecine. Alors Mesmer, médecin autrichien, se servit de l'aimant pour guérir les maladies nerveuses ; toutefois ses observations l'amenèrent bientôt à comprendre que ses guérisons n'étaient pas dues à l'action de l'aimant, mais bien au magnétisme animal excité par le toucher, pratiqué de certaine manière. C'est ainsi qu'il réussit à rendre la vue au professeur Bauer de Vienne et à guérir d'une paralysie le directeur de l'Académie des Sciences de Berlin. Mesmer fatigué de la guerre que lui faisaient ses confrères de Vienne, se rendit à Paris où il ne tarda pas à obtenir un grand succès. On accourut à ses réunions où il magnétisa soit un seul sujet soit plusieurs ensemble en leur faisant former la chaîne dans la chambre des crises, autour d'un baquet d'où sortaient des tiges de fer par lesquelles le magnétisme parvenait aux sujets.

D'après ce qui précède on constate que, vers la fin du XVIIIe siècle, la méthode expérimentale et l'esprit d'observation ont conduit à de nombreuses découvertes dans les différentes branches de la science dans tous les pays d'Europe, mais c'était la France qui exerçait la suprématie sur les autres pays.

Grâce à l'activité déployée par les Encyclopédistes pour vulgariser les notions scientifiques et économico-sociales, les faisant pénétrer dans les différentes classes de la société au moyen de brochures ou de romans à tendance politico-sociale ainsi que par le théâtre et grâce aussi à la divulgation par les journaux des actes d'injustice du gouvernement et de la corruption des gens de la cour, ainsi que du gaspillage des deniers publics par les hauts fonctionnaires et l'Aristocratie, le public fut mis au courant de la gravité de la situation économique du pays et mit en demeure les hommes d'Etat de méditer sur l'origine du mal et d'adopter les mesures énergiques que comportait la gravité de la situation.

Alors surgirent deux économistes, l'intendant Vincent de Gournay et A. de Quesnay médecin de Louis XV. Le premier démontra la nécessité d'une répartition plus utile et plus juste des impôts et de la suppression des monopoles et de tous les obstacles à la production et à la circulation des produits industriels et territoriaux, tandis que Quesnay, qui plaçait toute la richesse dans la terre demandait une contribution foncière plus éle-

vée. De cette manière les économistes collaborèrent à l'œuvre révolutionnaire des Encyclopédistes.

La situation économique de l'Angletterre était analogue à celle de la France, car après avoir accompli sa révolution politique au siècle précédent, l'acquisition de ses vastes colonies, les grandes spéculations des compagnies et les abus de l'administration avaient produit un grand déficit, dans les finances publiques. Un changement radical du système économique étant devenu nécessaire, l'économiste écossais Adam Smith se rendit en France pour étudier la question avec les économistes français au moment où Turgot, appelé au ministère des Finances, proposait d'adopter les mesures économiques nécessaires. Smith, peu satisfait du résultat de cette entrevue, retourna dans son pays et, s'étant livré à une longue méditation, il arriva à la conclusion que la terre, pour riche et féconde qu'elle soit, ne saurait rien produire sans le travail; *donc le travail est la véritable richesse*: avec le travail la terre produit largement et les manufactures fleurissent également. *Le travail annuel d'une nation est la source des productions nécessaires à la consommation, ainsi que de celles avec lesquelles elle se procure les produits des autres pays.* La richesse consiste dans la *valeur échangeable* des choses, mais la valeur échangeable est différente de la valeur utile, car avec la première on peut se procurer beaucoup de choses utiles, tandis que la seconde ne peut être donnée en échange; c'est ainsi que

le diamant, si peu utile en soi, peut servir pour acheter beaucoup de choses utiles. Smith établit que la terre n'est qu'une source de travail, de même que les produits manufacturés accumulés créés par le travail. Ce n'est pas seulement l'argent, ce sont également les produits créés par le travail et accumulés qui constituent les capitaux. C'est *la demande et l'offre*, qui règlent les prix des produits du travail qui s'échangent au moyen de l'argent.

Passant ensuite aux revenus du souverain et de l'Etat, Smith détermine que tous ceux qui créent des valeurs au moyen du travail doivent à l'Etat des subsides et des taxes en retour de la pleine liberté accordée au travail. Pour lui, l'intérêt individuel est le mobile de chacun et la concurrence, le meilleur des encouragements. Les doctrines de Smith furent accueillies sans difficulté en Angleterre par les hommes de l'industrie et du commerce et leur application a contribué sans doute à l'augmentation de la richesse nationale, bien qu'elles aient également donné lieu à une augmentation de la misère des classes prolétaires. Elles n'ont pas tardé à pénétrer en France pour le plus grand bien de l'industrie et de l'agriculture, en même temps qu'elles contribuaient à augmenter les revenus de l'Etat.

Les philosophes et les encyclopédistes profitèrent de l'introduction des réformes pour réclamer un nouveau Code de commerce, l'abolition des entraves des douanes,

de la main morte, des fidei-commis ainsi que l'égalité des droits, la justice dans la répartition des impôts et plus d'économie et de probité dans l'administration publique. Et bientôt ces principes moraux sur les questions d'intérêts publics commencèrent à se traduire en actes ; plusieurs sociétés économiques et agricoles se fondèrent en France ; l'Académie des Sciences en 1787 chargea Bailly, maire de Paris de faire un rapport sur la construction des hôpitaux réunissant les meilleures conditions pour le soulagement de l'humanité souffrante, l'Académie de Besançon proposa un prix à celui qui trouverait un nouvel aliment à l'usage du peuple. Ce fut *Parmentier* qui le trouva dans la *Pomme de terre*, qu'il plantait dans la plaine de sablons et pour démontrer sa valeur nutritive il donna un repas auquel prirent part Franklin, Lavoisier et plusieurs autres célébrités, et il leur fit goûter la pomme de terre préparée de nombreuses façons.

L'abbé de Lassalle chanoine de Reims fonda l'école des Frères pour combattre l'ignorance des enfants du peuple. *L'abbé de l'Epée* fonda l'institution des sourds-muets auxquels il donna un langage de signes conventionnels et une instruction élémentaire. *Montyon* fonda trois prix, le premier destiné à récompenser des découvertes utiles aux arts ; le second qui devait être attribué à l'œuvre littéraire la plus agréable à la société; le troisième à celui qui découvrirait et le moyen de rendre moins nuisible les opérations mécaniques et à l'artisan

qui réussirait à simplifier un procédé industriel. Il en résulta une amélioration sensible du bien-être social et une augmentation du nombre des machines. On installa dans les villes l'éclairage public, on construisit des pompes à incendie et on éloigna des villes les cimetières, qu'on construisit désormais en plein air.

Les savants publièrent plusieurs ouvrages de *médecine populaire*. La petite vérole devenue endémique en Europe depuis plusieurs siècles y causait annuellement plus d'un demi-million de victimes. Les Grecs furent les premiers à essayer l'inoculation du virus, et ce fut la femme de l'Ambassadeur anglais à Constantinople, M. Montagne qui fit connaître l'utilité de ce procédé en Angleterre, ayant fait pratiquer cette opération sur son fils, ce qui décida la princesse de Galles à y soumettre son fils également. Cet exemple l'emporta sur les préjugés de l'époque. L'Ambassadeur d'Autriche à Londres essaya ce procédé sur ses enfants et Catherine II de Russie suivit son exemple. En 1777 Washington soumettait toute son armée à cette opération.

Néanmoins en France, l'Académie de Médecine repoussa ce remède comme inefficace et dangereux ; en attendant, la petite vérole continuait à sévir avec une telle fureur que Louis XV lui-même en fut victime. Alors Louis XVI cédant aux prières de sa femme, se laissa inoculer, ce qui provoqua une grande émotion dans les centres scientifiques français. Gatti, professeur italien à la Faculté de Médecine à Pise pour triompher

des hésitations du public français offrit de donner un prix de douze cents livres à celui qui présenterait un seul cas où la petite vérole se serait manifestée après l'inoculation du virus et obtint du roi l'autorisation d'inoculer les élèves de l'école militaire (1779).

En attendant, un médecin anglais, Edouard Jenner observa que ceux qui trayaient les vaches atteintes de *cowpox*, soit de pustules sur le pis, restaient indemnes de la petite vérole au point que même l'inoculation de la variole n'exerçait aucun effet sur eux. Il multiplia ses observations et en 1796 il publia une brochure à ce sujet établissant comme un fait démontré l'action préventive de la vaccination du *cowpox* contre la variole, procédé qui fut accepté et pratiqué ensuite avec succès dans tous les pays civilisés.

L'esprit philanthropique propagé avec ardeur par les Encyclopédistes finit par pénétrer dans toutes les classes sociales et les œuvres de philanthropie augmentaient de plus en plus non seulement en France mais aussi dans d'autres pays d'Europe. C'était précisément la grande force morale des Encyclopédistes d'avoir remplacé l'ancienne charité chrétienne par la Philanthropie, soit par l'amour de l'homme, reconnaissant la bienfaisance non comme une charité mais comme un devoir de la fraternité humaine. En résumé, on peut dire que le XVIII[e] siècle fut le siècle d'or pour la France.

IV

Il est incontestable que la supériorité acquise par la France du XVIIIe siècle dans la littérature et le perfectionnement de la langue, dans la philosophie et dans les Sciences naturelles et exactes sur les autres pays d'Europe a augmenté le prestige de la nation au dedans et au dehors et a contribué à répandre les idées de liberté et de justice parmi les autres pays d'Europe.

* * *

Il y eut encore une autre circonstance qui favorisa dans la seconde moitié du XVIIIe siècle le réveil de l'esprit libéral non seulement en France mais aussi dans la plupart des pays d'Europe ; ce fut l'impression produite par le fait que les pays protestants, tels que l'Allemagne, la Hollande et l'Angleterre prospéraient et s'agrandissaient aux dépens des pays catholiques. Ce fait indiscutable suffit pour faire comprendre aux gouvernements des pays catholiques la nécessité de réformer l'édifice vermoulu survivant du moyen âge, le rempart derrière lequel se retranchait la coalition de l'Eglise et du trône.

C'est ainsi que Portugal, gouverné en 1756 par le marquis de Pombal, ayant voulu introduire quelques réformes rencontra une vive résistance de la part de la noblesse et des Jésuites. Alors il adopta des mesures

très sévères contre la première et profita d'un attentat contre le roi, ourdi par les Jésuites pour les expulser du pays et confisquer leurs biens. Une conduite analogue fut observée par Charles III roi d'Espagne en 1767 qui aidé par son ministre le comte d'Aranda limita la puissance de l'Eglise et la juridiction du tribunal de l'inquisition et ordonna l'expulsion des Jésuites d'Espagne. Charles III, qui avant de ceindre la couronne d'Espagne était roi de Naples depuis 1735, fit également chasser les Jésuites des Deux Siciles et fit soumettre à l'impôt les propriétés de l'Eglise.

Joseph II, Empereur d'Autriche, fils aîné de Marie-Thérèse, aussitôt après la mort de sa mère (1780) appliqua avec ardeur des réformes radicales dans l'Empire. Il remplaça l'esprit ecclésiastique par un esprit laïque, supprima les abus féodaux par un système d'administration uniforme et intelligente. Il décréta la liberté de culte et de conscience ; il osa même instituer le mariage civil.

Frédéric II de Prusse, ami de Voltaire et connaisseur de la langue et de la littérature françaises, amena à sa cour et à l'Académie de Berlin les philosophes et les savants français et s'érigea en défenseur de la tolérance et de la liberté de conscience, ce qui ne l'empêchait pas, d'ailleurs, de gouverner arbitrairement et de n'avoir en vue que les intérêts de l'Etat, considérant la religion uniquement comme un moyen efficace pour maintenir la discipline sociale.

Même sous le gouvernement despotique de Louis XV le Ministre Choiseul obtint du roi la suppression de l'ordre des Jésuites en 1764 et en 1773 cet ordre fut aboli dans toute la chrétienté par le pape Clément XIV.

Les écrivains qui ont le plus contribué à répandre les connaissances scientifiques et philosophiques et à les vulgariser parmi les différentes classes sociales furent *Voltaire, J.-J. Rousseau et Diderot*, le premier ayant cultivé avec succès tous les genres littéraires, et ayant dominé toutes les branches de la connaissance humaine. En outre il brillait par la clarté du style et la finesse d'esprit ainsi que par la verve pétillante qu'il apportait dans la défense des droits de l'homme et de la liberté de pensée. Quant à Jean-Jacques Rousseau il fut un grand lutteur à sa manière contre les hommes et les idées régnantes et contre les circonstances hostiles. Malgré son caractère bizarre et son hostilité ouverte contre l'Eglise il attira l'attention des grands penseurs de l'époque par trois de ses ouvrages qui sont restés longtemps en vogue: *La Nouvelle Héloïse*, *Le Contrat social* et l'*Emile*. Le premier est un roman épistolaire plein de sentimentalité romanesque et d'un amour très vif de la nature où il traite les questions morales avec une véritable éloquence. Dans le second, Rousseau se propose de fonder une nouvelle société basée sur un contrat social qui établira l'égalité des droits de tous les citoyens et qui élira le gouvernement chargé de régler la fortune, l'éducation et la religion du peuple.

Le troisième est un roman philosophique où il demande le retour de l'homme à la nature. L'école ne doit avoir d'autre but que l'enseignement des lois de la nature.

Bien que tous ces travaux soient en opposition avec la réalité de la vie et avec les exigences d'une société moderne, ils furent accueillis avec grand enthousiasme par le public parce qu'ils contenaient un grand nombre de vérités et des critiques à l'adresse des gouvernements et des classes élevées, qui lui valurent une popularité égale à celle de Voltaire. Quant à Diderot, c'est par son *Dictionnaire encyclopédique* qu'il a vulgarisé tant les connaissances scientifiques nécessaires à la vie de tous les jours que les doctrines de liberté et des droits de l'homme en même temps qu'il contribuait à faire apprécier la valeur de la science et à propager la culture de la raison et du sentiment humains parmi les classes populaires.

Toutefois il faut reconnaître que si l'influence de la propagande des Encyclopédistes et des Economistes avait suffi pour faire connaître au pays les injustices sociales commises par le Gouvernement et lui faire comprendre la nécessité d'un changement de régime pour satisfaire aux besoins moraux et matériels des classes bourgeoises et ouvrières, il manquait encore un facteur essentiel pour assurer le triomphe définitif de l'idéal de liberté, c'est l'accord entre le peuple, victime de l'oppression des classes dirigeantes et les chefs de l'armée qui étaient jusqu'alors le soutien de l'aristo-

cratie et du régime absolutiste. C'est alors qu'intervint une circonstance providentielle ayant eu pour effet de réaliser cet accord : ce fut le soulèvement des colonies anglaises d'Amérique contre la métropole qui les avait grévées d'impôts exorbitants. Alors la France de Louis XVI conclut un traité d'alliance avec Washington, chef du mouvement de l'indépendance et envoya en Amérique quelques régiments bien organisés aux ordres de Lafayette et de Rochambeau, qui contribuèrent au succès définitif des Américains sur l'armée anglaise dans la bataille de Jorktown en 1781. A la suite de cette victoire, l'indépendance des Etats-Unis fut assurée par le traité de Versailles en 1783. Mais ayant mis leur épée au service de la cause de l'indépendance, Lafayette et ses officiers rapportèrent dans leur cœur à leur retour en France l'amour de la liberté du peuple et la haine des oppresseurs.

CHAPITRE VI

LE MOUVEMENT INTELLECTUEL ET RELIGIEUX EN ALLEMAGNE AU COURS DU XVIII[e] SIÈCLE

Nous avons vu dans le tome premier de cet ouvrage qu'en dépit du triomphe éclatant de la Philosophie sensualiste tant en France qu'en Angleterre, les penseurs allemands, trop attachés aux doctrines mystiques de Leibnitz, opposèrent une vive résistance à un système philosophique basé sur les données de la science et de l'expérience. C'est alors qu'en vertu d'un accord tacite les professeurs de philosophie et ceux de théologie se prononcèrent en faveur du Spinozisme préconisé comme un idéal supérieur par des écrivains jouissant d'un grand prestige tels que Gœthe et Lessing et par le théologien Schleiermacher.

Au milieu de cette crise surgit un grand penseur allemand ; le fameux *Kant* qui devait révolutionner l'Allemagne par un nouveau système philosophique, et qui, bien qu'il s'inspirât des idées de l'école sensualiste,

y ajoutait un nouveau principe, celui de l'activité désintéressée ou de l'action morale, dont il se servit comme point de départ pour son impératif catégorique, conduisant à la reconnaissance de l'immortalité de l'âme et de l'existence de Dieu dirigeant les destinées de l'humanité. En même temps que l'esprit philosophique de Spinoza et de Kant pénétrait dans les classes intellectuelles, l'esprit d'investigation s'emparait des hommes de science, et l'histoire et la philologie devenaient l'objet d'études sérieuses ; on commença à interpréter la Bible selon la méthode scientifique basée sur l'observation des faits et sur l'expérience. C'est ainsi qu'au XVIIIe siècle les progrès des études historiques concernant l'antiquité donnèrent naissance à la critique et au scepticisme vis-à-vis de la tradition. L'exégèse précisant des mots et des dates détruisit la confiance dans les versions traditionnelles des Saintes Ecritures. Le besoin d'expliquer les points obscurs de la Bible se fit sentir de plus en plus avec l'accroissement des connaissances historiques et philologiques. D'ailleurs Luther lui-même, tout en reconnaissant l'Ecriture Sainte comme source de la foi, permit aux bons croyants de cultiver l'exégèse, à savoir : l'interprétation de la Bible d'après les données de la science. En effet J. Semler et Auguste Ernesti, professeurs de théologie, l'un à l'Université de Halle et l'autre à celle de Leipzig remplaçaient par l'interprétation grammaticale et historique les explications fondées sur la tradition et affirmaient en même temps que les

livres de la Bible et de l'Evangile s'expliquent mieux par les idées et les besoins de l'époque à laquelle ils furent écrits. Lessing prétendit que les miracles accomplis par Jésus-Christ et ses disciples constituaient l'échafaudage et non l'édifice. On démolit l'échafaudage dès que l'édifice est achevé. Voilà où conduisit la liberté accordée par Luther à la raison de tout bon chrétien d'interpréter la Bible selon son jugement et ses connaissances. L'étude de la critique des Saintes Ecritures basée sur les investigations historiques et philologiques amena les savants consciencieux à écarter de la Bible tout ce qui est irrationnel, à expliquer les miracles comme des illusions ou des fraudes pieuses et à atténuer le caractère divin du Christ, en le considérant plutôt comme un homme supérieur. D'autre part le philosophe Reimarus, disciple de Christian Wolf et professeur de philosophie à Hambourg, argumentait sur les avantages d'une religion naturelle sans dogmes et Eberhardt, professeur de philosophie à Halle, dans son apologie de Socrate, s'attaquait au péché originel, à la conversion par la grâce, à la Trinité, à l'éternité des peines futures. Mosheim, savant théologien à l'université de Gœttingue, démontra par des faits historiques le rôle important que les passions humaines et les circonstances ont joué dans l'établissement des articles de foi. Eichhorn (1), professeur de

1. J. Godfin Eichhorn, *Repertorium fur biblische und morgenlaendische Litteratur*, 4. Theil. Leipzig, 1779.

philosophie à Gœttingue, s'exprime dans les termes suivants : « Si l'exégèse fait déjà sentir combien l'authenticité d'une création en quelques jours est peu défendable, comment l'historien accepterait-il l'illusion de ce dogme ? »

Les Revues littéraires de l'époque favorisèrent beaucoup la vulgarisation de ces opinions innovatrices. *La Bibliothèque allemande universelle* devint le rendez-vous des Théologiens érudits qui tendaient à ébranler la foi en la Bible et à affaiblir la discipline ecclésiastique, de manière que la tendance à l'institution d'une religion naturelle sans dogmes et sans révélation s'affermit graduellement au sein du clergé protestant allemand entre 1760 et 1770. Des sociétés de libre penseurs se formèrent dans les différents centres universitaires où figuraient comme chefs des hommes de prestige, tels que Sœmmering, professeur d'Anatomie à Mayence, Hermes, professeur de Théologie à Kiel, qui s'efforçaient de répandre la lumière et d'abolir l'absolutisme religieux. Cependant cette propagande contre la foi chrétienne ne tarda pas à provoquer une réaction dans toute l'Allemagne, non seulement parmi les bon croyants, mais aussi parmi les libéraux et les professeurs de philosophie aux Universités. Un cri d'alarme fut poussé par les deux partis ; les uns voyaient dans la liberté de critique en matière religieuse un danger pour le maintien de l'ordre social et les autres craignaient que la menace de ruine de la foi religieuse

protestante n'amenât à la longue le retour au catholicisme d'un grand nombre de protestants. Ce double danger détermina les deux partis contraires à établir un accord définitif sur la base d'une discipline sociale contrôlée par l'Etat.

Les ultra-libéraux eurent beau protester que par cet accord le protestantisme se transformait en une religion d'Etat et les serviteurs du Christ et les prédicateurs en serviteurs de l'Etat, et réclamer l'indépendance de la parole et la liberté de conscience, la raison d'Etat l'emporta et finit par commander en souverain au nom de l'Utilité publique et de la défense des intérêts inaliénables de l'Etat. De son côté, Frédéric II, sceptique pour sa part, se fit le défenseur de la religion dans l'intérêt de l'Etat, considérant que l'idée religieuse ayant une action sur le peuple, la haute surveillance de cette action devient un devoir impérieux pour l'Etat. En d'autres termes, lorsqu'un prédicateur ou un maître d'école abordait une question religieuse en public, il lui était défendu de raisonner pour son compte ou d'exprimer une autre opinion que celle qui était autorisée par l'Etat, bien qu'il fût libre de penser et de raisonner à son aise dans la vie privée. Alors se posa forcément la question suivante : Est-il permis de maintenir le public dans l'erreur sans que l'individu chargé d'enseigner la vérité du haut de sa chaire manque à son devoir en cachant la vérité ?

En effet, l'Académie royale de Berlin mit en 1789 au

concours la question suivante : « Est-il utile au peuple d'être trompé soit qu'on l'induise en de nouvelles erreurs ou qu'on l'entretienne dans celles où il est ? » Pour bien préciser le sens de cette question Johann Friedrich Gillet, l'un des lauréats de l'Académie ajoutait : On ne « demande pas si l'erreur est avantageuse pour l'homme « en général ; mais seulement si l'erreur est utile pour « *l'homme du commun, la multitude, le peuple* ? Et à cette « question je réponds avec assurance : Oui, pour des « motifs importants et suffisants selon mes idées. Le « peuple est toujours peuple ; il le restera éternellement « et il doit le rester et puis l'histoire de tous les temps « prouve par des centaines d'exemples que le peuple « étant trompé, le peuple lui-même et ses conducteurs « s'en sont bien trouvés. Il n'est pas nécessaire que « l'homme du commun acquière une connaissance rai- « sonnée de la vérité, qu'il entende beaucoup parler « d'effet et de cause, qu'il reçoive une éducation semi- « philosophique. Il ne doit pas savoir, il doit croire. » Un autre membre de l'Académie Jean Georges Gebhard fut également d'avis que l'erreur est bonne pour le peuple, les illusions anciennes doivent être maintenues. Un autre membre Féder va encore plus loin. Il recommande vivement l'Etatisme, et reconnait comme utile tout ce qui profite à l'Etat dont le premier devoir est de maintenir l'autorité de l'Eglise.

Il est donc tout naturel que sous l'inspiration du roi, le gouvernement prussien après avoir entendu l'opinion

unanime de l'Académie sur la nécessité de maintenir la religion comme discipline sociale dans l'intérêt de l'Etat, considérât l'Etat comme le symbole de la discipline qui assure l'union entre la religion et l'ordre social parfait. Cette mentalité gagna progressivement du terrain parmi les classes intellectuelles de l'Allemagne et lorsque Kant publia son premier livre : *La critique de la raison pure* l'impression produite sur les savants allemands fut tellement forte que le roi Frédéric II se crut obligé d'adresser à Kant un rescrit lui reprochant d'abuser de sa position de professeur de philosophie pour défigurer et rabaisser le dogme fondamental de l'Ecriture Sainte. Dans sa réponse, Kant, tout en se défendant avec dignité d'avoir jamais manqné à son devoir de fonctionnnaire de l'Etat, promit comme très fidèle sujet de sa majesté royale de s'abstenir dorénavant tant dans ses conférences que dans ses écrits de tout exposé public concernant la religion. En même temps, pour atténuer l'effet déplorable produit par son ouvrage *La critique de la raison pure,* Kant publiait un second livre sous le titre *La critique de la raison pratique* où, tout en soutenant son principe que la connaissance de Dieu est absolument interdite à la raison pure, il revendiquait la nécessité de la loi morale basée sur la Raison pratique qui nous impose le sentiment du devoir, appelé par lui *l'impératif catégorique*, pour établir l'existence de Dieu et l'Immortalité de l'âme, comme condition nécessaire à l'accomplissement de notre destinée

morale. Kant s'avance même jusqu'à faire dire au juste : « Je veux qu'il y ait un Dieu et que mon existence « dépasse l'enchaînement de la nature et que ma durée « soit sans fin » (1).

Kant ne connaît d'autre guide pour l'homme individuel et collectif que la Raison pratique, base de la morale et de la Religion, vrais auxiliaires de la discipline sociale, et c'est l'Etat qui doit être chargé de sa surveillance.

Les Philosophes *Fichte* et *Schelling* qui ont succédé à Kant adoptèrent le même principe, celui de la Raison pratique. « L'humanité, dit Fichte, devrait former une « communité unique purement morale et croyante et s'il « était possible un seul Etat absolu et juridique en « sorte que son bien suprême soit de nature politique. « La Raison pratique détermine le surnaturel qui est « en nous, notre faculté supérieure de désirer, à devenir « cause dans le monde sensible. » Quant à Schelling, il prétend que le système parfait de la Science émane du Moi absolu et s'identifie avec lui. Par conséquent il doit être libre et capable de soumettre toute puissance hétéronome à son autonomie et à sa volonté.

En résumé, vers la fin du XVIII[e] siècle, la religion traditionnelle fut restaurée pour le peuple allemand, tandis que pour l'élite éclairée c'est l'Etatisme qui était le symbole de l'ordre social parfait basé sur la

1. Kant, *Kritik der praktischen Vernunft*, 1778. Berlin.

discipline et l'organisation sociale, qui sont les ressorts de la vie nationale. C'est Fichte qui fut l'artisan passionné de l'Etatisme et du germanisme. Toute son activité dans la dernière phase de sa vie se concentra sur la propagation de l'idée de la supériorité de la nation allemande qu'il appelle la nation élue, la race type représentant l'humanité. Toutefois il faut reconnaître que l'Etatisme était le fruit de l'accord tacite entre les classes intellectuelle et orthodoxe, lequel fut défendu ensuite avec fermeté par le gouvernement prussien. Bien qu'après le triomphe de la Révolution française et la déroute de l'armée prussienne à Iéna, l'Etatisme eût perdu beaucoup de terrain, avec la chute de l'Empire napoléonien et la rentrée de la Prusse dans ses anciens domaines, le régime féodal prospéra de nouveau dans les Etats du Nord de l'Allemagne et surtout en Prusse, et l'Etatisme fut imposé par le gouvernement prussien comme une institution de droit divin. Pour justifier sa décision il s'appuyait sur l'autorité de Hegel, alors professeur de philosophie juridique à l'Université de Berlin, d'après lequel l'Etat *est l'incarnation du droit de tous ses membres, la substance même de ses individus et la réalisation de l'Idée morale*, étant en même temps la providence et le protecteur des intérêts individuels, et le défenseur naturel des droits du corps social contre les individus. Dès lors l'Etat n'est plus soumis aux principes religieux et moraux qui régissent la conduite des individus, car l'Etat est impeccable et

agit sous l'inspiration du droit divin. Il en résulte que la Prusse après avoir réalisé par la force des armes l'idéal de l'Unité nationale de l'Allemagne, fit un effort pour transformer l'Etatisme en *germanisme* d'abord et en *pangermanisme* ensuite, investi de toutes les prérogatives du pouvoir de l'Etat (1).

* * *

De ce qui précède il résulte que dans la seconde moitié du XVIII[e] siècle, l'Allemagne ne manqua pas d'esprits supérieurs et d'innovateurs dans le domaine de la philosophie, mais les classes intellectuelles, de crainte que l'influence de la vérité scientifique sur les masses populaires ne troublât l'ordre social et ne portât préjudice au prestige de l'Etat, s'opposèrent à l'enseignement des doctrines qui ne sont pas d'accord avec les préceptes de la Sainte Ecriture, et il en résulta que tant Kant que ses successeurs à l'Université se virent obligés de sacrifier leur indépendance et l'intérêt scientifique à l'opinion publique et à l'Etatisme prussien. Il en fut de même des écrivains allemands de la même époque tels que *Schiller*, *Lessing*, *Gœthe*, *Wieland* et *Mendelssohn*, qui brillèrent aussi bien dans le drame, dans la poésie, dans le roman que dans l'histoire, prêchant la tolérance,

1. *Note de l'auteur.* — Des détails très intéressants à ce sujet se trouvent exposés dans le travail remarquable de M. René Lote, intitulé *Du Christianisme au Germanisme* auquel nous avons emprunté les données qui précèdent.

la liberté, la justice et l'amour du prochain, mais leur influence sur les mœurs et la mentalité du peuple fut contrariée par les partisans du Romantisme qui s'efforçaient de rétablir le spiritualisme du moyen âge et de prendre pour modèle l'art chrétien et même la poésie de la même époque.

Quant aux savants allemands du XVIIIe siècle, ils étaient assez nombreux, mais brillaient plutôt par leur érudition et leurs connaissances archéologiques que par leurs investigations scientifiques. Cependant il y en eut quelques-uns qui se sont distingués par leurs travaux biologiques tels que *Blumenbach* initiateur de l'Anthropologie, puis *Sœmmerring*, *Wrisberg* et *Meckel*, célèbres anatomistes. Il y eut encore des médecins qui ont brillé comme chefs d'école et innovateurs, tels que *Stahl* et *Hoffmann* qui établirent l'influence prédominante en médecine du Dynamisme et qui s'intitulèrent *Animistes* par opposition aux iatrochimistes et iatromécaniciens, dont les théories étaient alors en vogue en Europe. Toutefois l'Allemagne n'a pas produit au courant du XVIIIe siècle des hommes supérieurs, des génies créateurs, pas même dans les sciences naturelles. Le fait que Frédéric le Grand fit appel aux Savants français pour occuper la présidence de l'Académie des Sciences à Berlin, et que l'Université de Vienne eut recours à des médecins hollandais, De Haen et Van Swieten, élèves distingués de Bœrhaave, pour réorganiser sous la direction des chefs autorisés, l'école

de médecine de Vienne, est une preuve éloquente de l'infériorité des sciences biologiques au XVIII[e] siècle en Allemagne par rapport à l'état florissant des sciences en France et en Hollande.

CHAPITRE VII

INFLUENCE DU TRIOMPHE DES PRINCIPES DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE SUR LE PROGRÈS DES SCIENCES EN FRANCE ET SA RÉPERCUSSION SUR LE RESTE DE L'EUROPE DÈS LES DÉBUTS DU XIXe SIÈCLE

I

Nous tenons d'abord à constater qu'aucun événement historique soit d'ordre politique, social ou religieux n'a jamais exercé une influence aussi puissante et aussi radicale sur la vie de l'homme, envisagé aussi bien collectivement qu'individuellement, que la Révolution française, car elle a, non seulement modifié complètement la nature et le but de l'activité de la société humaine, mais elle a changé du même coup les conditions de son existence matérielle et morale ; en effet, se trouvant désormais en possession de la plénitude de ses droits civils et politiques, l'homme a vu son horizon s'élargir devant les aspirations inhérentes à sa nature et n'a eu d'autre pensée que celle d'améliorer sa position sociale par le travail et le dévelop-

pement de son intelligence, sachant que dorénavant son travail et ses efforts intellectuels seraient protégés par la loi contre les abus de l'autorité et des classes privilégiées.

Chacun s'est efforcé de contribuer pour sa part au progrès de la prospérité nationale, les uns par la culture de la science et des arts, les autres par le développement du commerce et de l'industrie, et d'autres par l'invention d'instruments et de machines pour suppléer aux bras qui ne suffisaient plus pour satisfaire aux besoins de la vie sociale. C'est ainsi que les nombreuses branches de l'activité humaine se sont multipliées comme conséquence des dispositions intellectuelles variées des individus, et à mesure que les éléments du travail se perfectionnaient, les arts techniques progressaient de plus en plus jusqu'à atteindre un degré inconnu jusqu'àlors.

Le travail ne se faisait plus uniquement à bras d'homme et à l'aide d'animaux ; la pensée humaine y avait substitué la vapeur et l'électricité, en sorte que dans le siècle du travail, penser était travailler et travailler était penser. Le matérialisme de notre époque se distingue de celui des siècles antérieurs en ce que le premier avait matérialisé les idées tandis que celui-ci idéalise la matière en étudiant ses propriétés physiques et chimiques pour les utiliser au bénéfice de l'industrie. C'est grâce au progrès scientifique que s'est élevée la conscience de la personnalité humaine

laquelle a réussi à libérer l'esclave et à émanciper le serf. C'est grâce à l'application de la science à l'art et à l'industrie que l'homme est parvenu à multiplier les sources de production et les richesses nationales. D'autre part, l'ouvrier pourvu de connaissances scientifiques inhérentes à son métier, au lieu d'être un simple appendice à la machine s'applique à réfléchir, à discuter, s'intéresse au progrès et arrive à perfectionner sa machine.

L'invention de la vapeur et de l'électricité et leur application au commerce et à l'industrie, en abrégeant les distances du temps et de l'espace ont donné une impulsion vigoureuse à toutes les manifestations du mouvement humain et les forces vives et inépuisables du mouvement en racourcissant les distances et en multipliant les voies de communication ont facilité les rapports en un moment donné entre les antipodes du globe qui échangent mutuellement leurs pensées, leurs actions et leurs progrès. En outre, le génie explorateur de l'homme non content de l'invention du télégraphe et de la machine à vapeur, a percé des tunnels à travers les montagnes gigantesques, construit des canauxà travers les déserts et assainï les régions marécageuses pour faciliter les communications entre les divers continents et favoriser ainsi l'échange des produits de la terre, du travail et de l'intelligence.

II

Il y a un fait qui caractérise l'époque de la Révolution française, c'est qu'elle a non seulement produit des hommes qui ont renouvelé l'ordre social et politique de la France en l'asseyant sur une base solide, celle de la liberté et de la justice, mais elle a également produit des hommes qui par leurs merveilleuses découvertes ont révolutionné la science en perçant le voile qui cachait les secrets de la nature et en faisant connaître les lois qui la gouvernent.

Parmi ces hommes célèbres figure en première ligne : *Lavoisier* qui a découvert la composition de l'air et l'oxygène, ainsi que le rôle de ce dernier dans la respiration et les combustions organiques, et ses propriétés biologiques. On lui doit également la nomenclature des corps simples et des oxydes métalliques, de même que la loi de conservation de la matière par sa fameuse devise : *Rien ne se perd, rien ne se crée.*

Les hommes saillants de l'époque de la Révolution française, les auteurs des grandes découvertes ont déployé leur activité dans tous les champs de culture scientifique, aussi bien dans le domaine des sciences naturelles que dans celui des sciences exactes avec la circonstance particulière, qu'en l'an X de la République, c'est-à-dire en 1803, Napoléon, étant Consul, demanda à l'Institut un rapport sur les travaux accom-

plis en France dans chaque science depuis 1789. Alors, l'Institut nomma Cuvier et Delambre rapporteurs pour les sciences physiques et naturelles. Napoléon qui aimait les sciences positives voulait se mettre au courant des progrès réalisés par l'esprit humain dans les dernières années du mouvement intellectuel en France. Nous inspirant du rapport de Cuvier et des travaux analogues faits ultérieurement à ce sujet, nous allons donner un résumé des travaux des hommes illustres qui ont enrichi la science depuis la Révolution française jusque vers la moitié du XIX[e] siècle. D'après le principe de la hiérarchie des sciences établi par Auguste Comte nous allons commencer par les mathématiques, d'autant plus que Gauss, le célèbre astronome et mathématicien allemand, considère la mathématique comme la reine des sciences et l'arithmétique comme la reine des mathématiques.

Parmi les mathématiciens français, figure au premier rang, *Pierre Laplace* (1749-1827) appelé le Newton français. Il fut nommé comte par l'Empire et marquis par la Restauration. Il prit part à la création de l'Ecole Polytechnique et de l'Ecole Normale. Il s'occupa surtout des questions de mécanique céleste, réunit en un corps de doctrine les travaux épars de Newton, de Halley, de Clairaut, de d'Alembert et d'Euler sur les conséquences de la gravitation universelle, et y ajouta de nombreux travaux personnels relatifs aux variations du mouvement de la lune (notamment aux variations

dues à l'aplatissement de la terre et à l'excentricité de l'orbite terrestre), aux perturbations des planètes Jupiter et Saturne, à la théorie des satellites de Jupiter, à la vitesse de rotation de l'anneau de Saturne, aux mouvements des comètes et aux marées. En plus de son ouvrage célèbre, *Le système du Monde*, Laplace crut pouvoir soumettre au calcul de la probabilité tous les événements, en les dégageant de l'accident, nom qui exprime uniquement l'ignorance des causes. Au moyen des dits principes, il soumet au raisonnement les espérances, démontre la fausseté de certaines illusions et des préjugés vulgaires, surtout ceux relatifs aux jeux de hasard et fait voir que la prudence est un calcul dans lequel on tient compte de toutes les particularités éventuelles.

Un autre mathématicien célèbre est *Joseph-Louis Lagrange*, né en 1736 à Turin de parents français et mort à Paris en 1813. Déjà à l'âge de dix-huit ans, il figurait parmi les premiers savants de l'époque, ayant envoyé à Euler la réponse à dix questions dont on cherchait en vain la solution depuis dix ans. A l'âge de dix-neuf ans, il était nommé professeur de mathématiques à l'école d'artillerie à Turin. Il remporta cinq fois le prix de mathématiques décerné par l'Académie des sciences de Paris. En 1766, il fut appelé à Berlin par le roi Frédéric II pour y remplacer Euler comme président de l'Académie et séjourna vingt ans dans cette ville. A la mort de Frédéric II, il quitta la Prusse

et se fixa en France où il fut nommé professeur à l'Ecole Normale, puis à l'Ecole Polytechnique. Napoléon le fit entrer au Sénat et le combla de dignités. Lagrange porta l'analyse pure au plus haut degré de la perfection. Parmi les nombreuses méthodes qu'il a découvertes, celle du calcul des variations, soit la résolution numérique des équations par des fractions continues suffirait pour l'immortaliser. Parmi les nombreux ouvrages qu'il publia, figurent en première ligne *La Mécanique analytique* (1811), *la Théorie des fonctions analytiques* (1813) puis les *Leçons d'arithmétique et d'algèbre à l'Ecole normale.* Tous ses ouvrages sont des modèles de clarté, d'exposition et d'élégance de style.

Un autre mathématicien non moins célèbre que le précédent est *Gaspard Monge* (1746-1818), fils d'un colporteur bourguignon. Il s'adonna à l'étude des mathématiques de très bonne heure et fut chargé d'enseigner les mathématiques et la physique à l'école de génie de Mézières. Pendant la Révolution, il fut appelé comme professeur à l'Ecole Normale, et fut un des fondateurs de l'Ecole Polytechnique ; il accompagna Napoléon en Egypte.

A son retour en France Napoléon le nomma Sénateur et comte de Péluse. En 1792, il créa une branche nouvelle, la *Géométrie descriptive*, dont il définit ainsi les deux objectifs : « Le premier est de donner les méthodes pour représenter sur une feuille le dessin qui n'a que deux dimensions, savoir ; longueur et lar-

geur, tous les corps de la nature qui en ont trois : longueur, largeur et profondeur, pourvu que ces corps puissent être définis rigoureusement. Le second objet est de donner la manière de reconnaître, d'après une description exacte, les formes d'un corps et d'en déduire toutes les vérités qui résultent de leur forme et de leurs positions respectives ». En outre, il a établi des méthodes générales pour construire tout ce qui résulte de la forme et de la position respective des corps, en prouvant que toute construction de géométrie descriptive peut être traduite en analyse, et lorsque les questions ne comportent pas plus de trois inconnues, chaque opération peut être regardée comme l'écriture d'un spectacle en géométrie. Ce nouveau langage imitatif donnait la possibilité d'écrire au moyen de l'algèbre tous les mouvements imaginables dans l'espace, et d'en rendre fixe le spectacle changeant. Hachette mit en ordre les leçons qui composaient son cours, et les développa surtout par les solutions de la pyramide triangulaire, réduites à de pures constructions géométriques ; de plus, il poussa la géométrie descriptive jusqu'à des recherches qui semblaient réservées à l'analyse transcendante. Et comme conséquence de ces idées, Monge, en 1805 et 1807, publiait ses *Applications de l'Algèbre et de l'Analyse à la Géométrie.* Ses élèves, Hachette, Schreiber, Claude Crouzet, vulgarisèrent ses travaux dans le monde entier.

Avec la Restauration, il perdit tous ses honneurs, ce

qui n'a pas empêché son œuvre de rester immortelle. Les principaux travaux qu'il a publiés sont : *Traité élémentaire de Statique* (1786 et 1813) ; *L'art de fabriquer les canons* (an II) ; *Géométrie descriptive* (an III et 1813) ; *Application de l'analyse à la géométrie des surfaces* (1809).

Un autre mathématicien de renom fut *Dominique François Arago* né en 1786. A dix-sept ans, il entra à l'Ecole Polytechnique, après un brillant examen. A vingt-trois ans, il devenait membre du Conseil Supérieur de cette Ecole ; il devint successivement Directeur de l'Observatoire et du Bureau des Longitudes, et enfin secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences (1830). Il rendit de grands services à la science, plus comme physicien que comme mathématicien. Il adopta et fit triompher la théorie de *l'ondulation* de la lumière en détruisant par des faits celle de l'émission ; il découvrit la *polarisation colorée*, inventa un ingénieux *polariscope* et divers instruments qui donnèrent plus de précision aux observations astronomiques ; il compléta les travaux d'Œrsted et d'Ampère sur les rapports du magnétisme et de l'électricité, et découvrit, en 1824, le *magnétisme par rotation*, découverte, pour laquelle la Société Royale de Londres lui décerna la médaille de Copley. Arago possédait à un rare degré le talent d'exposer la science avec clarté et de la mettre à la portée du plus grand nombre : la foule se pressait pour l'écouter soit à l'Institut, où il rendait compte, comme

Secrétaire perpétuel, des travaux présentés à l'Académie des Sciences, soit à l'Observatoire, où il faisait un cours populaire d'astronomie.

Un célèbre mathématicien allemand est *Charles Frédéric Gauss*, né en 1777 et mort en 1855. Il fut directeur de l'Observatoire de Goettinge. Il brilla dans les mathématiques et avait également une grande érudition en sciences physiques ; en outre, il parlait presque toutes les langues modernes et anciennes. Il inventa l'héliotrope, instrument au moyen duquel on peut envoyer les rayons du soleil à grande distance. Il inventa également le magnétomètre ayant pour but de mesurer les variations de la déclinaison de l'aiguille magnétique. Ses œuvres les plus remarquables sont : *Des investigations arithmétiques ; Théorie du mouvement des corps célestes ; Théorie du mouvement des équations algébriques ; Investigations sur la géodésie supérieure ;* note scientifique sur *le magnétisme terrestre.*

Un mathématicien français non moins célèbre est *N. Sturm*, né en 1804 et mort en 1855. Il enseigna l'analyse et la mécanique à la Faculté des Sciences de Paris et à l'Ecole polytechnique. On lui doit d'importants travaux sur les mathématiques pures et appliquées, notamment un beau théorème d'algèbre connu sous le nom de *Théorème de Sturm* qui facilite singulièrement la solution des équations numériques et qui lui fit décerner par la Société Royale de Londres la

médaille de Copley. Il fut reçu membre de l'Académie des Sciences en 1836.

La France compte une phalange de mathématiciens célèbres qui ont laissé une place dans l'histoire des mathématiques par leurs remarquables travaux. C'est ainsi que *Louis Cauchy* qui fut élu à l'âge de vingt-sept ans membre de l'Institut, a écrit un grand nombre de Mémoires parmi lesquelles méritent d'être cités : sa *Théories des ondes*, couronnée en 1815 par l'Institut ; ses *Mémoires sur la polarisation de la lumière et sur la théorie des nombres ; Cours d'analyse à l'Ecole polytechnique ; Leçons sur les applications du calcul infinitésimal à la géométrie ; Exercices de mathématiques.*

Un autre mathématicien bien connu, qui s'est distingué surtout par ses travaux de géométrie, est *Denis-Simon Poisson*, professeur de Mathématiques à la Faculté des Sciences de Paris. On lui doit : *La théorie mathématique de la chaleur*, un *Traité de mécanique* qui est devenu classique, sa *Nouvelle théorie de l'action capillaire* et celle *du calcul des probabilités.* Il est né en 1781 et mort en 1840.

La physique

Après les mathématiques, c'est la physique qui constitua le champ de travail de nombreux investigateurs français. D'abord dans le domaine de l'optique ce furent *Fresnel* et *Arago* qui adoptèrent et propagèrent

la théorie des ondulations, comparant les phénomènes lumineux à ceux du son et les expliquant par la transmission à travers l'éther, des mouvements vibratoires dont seraient animées les molécules des corps doués de lumière. Ils admettaient que dans tout l'univers est répandue une matière infiniment subtile et élastique appelée *l'éther* dans laquelle flottent les atomes de la matière pondérable. Ces atomes, en se groupant sous forme tantôt solide, tantôt liquide, tantôt aérienne, constituent les corps et en s'attirant mutuellement ils déterminent des ondulations plus ou moins intenses et rapides dans la substance éthérée. De là, résultent comme effet tous les phénomènes de la radiation, de la lumière, du calorique, tous ceux de la dilatation, de la conductibilité, de la chaleur latente et de la chaleur spécifique ; tous ceux qui se rattachent aux actions chimiques, électriques et moléculaires.

Arago trouva que le rayon réfléchi n'est jamais aussi blanc que le rayon incident, mais d'une couleur ou d'une autre, il relève de l'angle sous lequel le miroir est présenté, ce qui est un moyen de décomposer la lumière ; il reconnut aussi la propriété singulière de la tourmaline, qui sépare en deux tout rayon quelconque qui vient à la traverser. Si ce rayon émane d'un corps opaque, la lumière est identique dans cette double irradiation ; si c'est d'un corps gazeux, il se réfléchit en deux couleurs différentes. Il appliqua cette expérience aux corps célestes, et arriva à la conclusion que

les comètes n'ont pas de lumière propre, et que le soleil est un amas de gaz agglomérés dans l'espace. Ce fait, s'il se confirmait, changerait la face de la science.

Le calorique se propage aussi, comme *la lumière*, par ondulations ; il a sa polarisation et son interférence. Le physicien allemand Seebeck réussit, en 1823, à démontrer que la simple application de la chaleur, dans certains points d'un circuit entièrement métallique, peut y développer un courant électrique. Becquerel généralisa ce théorème, jusqu'au point d'affirmer que la propagation de la chaleur est toujours accompagnée d'un développement d'électricité. Léopold Nobili profita de cette découverte pour inventer la pile thermo-électrique, plus sensible que tous les thermoscopes aux différences imperceptibles du calorique.

Arago s'occupa à la fois de la lumière et de l'électricité. Avec Ampère il étudia l'électro-magnétisme et le fit progresser. C'est lui qui remarqua qu'un aimant en rotation placé au-dessus d'une plaque de cuivre s'arrête, et que réciproquement, une plaque de cuivre en rotation sous un aimant immobile l'entraîne et le fait tourner. Le magnétisme de rotation, et celui d'induction qui fut repris et complété par Faraday, constituent la base de tous les grands progrès réalisés dans le domaine de l'électricité vers la fin du XIXe siècle.

Ampère (*André-Marie*), né à Lyon en 1775 et mort à Marseille en 1836 a découvert les lois si belles et si

simples de l'électro-magnétisme. A dix-huit ans, il avait déjà inventé une langue universelle destinée, en remplaçant le nombre infini des idiomes en usage dans le monde, à rapprocher les hommes et à consolider la paix. Les Savants du XIXe siècle ont largement prêté leur appui à son œuvre ayant créé le Volapuck, le Spokil, l'Esperanto, le Bolak, mais l'Esperanto du Dr Zamenhoff seul a survécu. En 1793, à la mort de son père, monté sur l'échafaud, il en éprouva un tel chagrin qu'il faillit perdre la raison. Pour se consoler, il se plongea avec ardeur dans l'étude de la botanique, la poésie et la musique. Professeur au collège de Bourg, en 1801, il y développa ses *Considérations sur la théorie mathématique du jeu.* Il reçut bientôt de nombreux titres, ce dont il était fort embarrassé car il ne se trouvait à l'aise que dans son petit laboratoire de la rue des Fossés-Saint-Victor. C'est là qu'après la confirmation de la découverte d'Oerstedt, il fit maintes découvertes et construisit de nombreux appareils électro-magnétiques. Ses distractions sont légendaires, plus encore que celles de Newton (la montre mise dans l'eau bouillante à la place de l'œuf, les deux trous dans sa porte, parce qu'il avait deux chats).

En 1816, il publia un travail remarquable, intitulé *Essai sur la classification des corps simples.* Il s'est rendu surtout célèbre par le développement qu'il donna à la découverte d'Oerstedt sur l'électro-magnétisme dans son livre *Théorie des phénomènes électro-dyna-*

miques, déduite de l'expérience (1826). En 1834, il publia son *Essai sur la philosophie des sciences* où il traite aussi bien les sciences psychologiques et morales que les sciences mathématiques et naturelles, dont la seconde partie a été publiée après sa mort par son fils, professeur de *littérature au Collège de France.*

Un autre savant, célèbre physicien danois, est *J. Christian Oerstedt* contemporain d'Ampère. Né en 1774 à Rudkidebing, dans l'île de Langeland et mort en 1851, il était le fils d'un pharmacien et occupa une chaire de physique à l'Université de Copenhague. Dès 1802, il avait déjà soupçonné l'identité du magnétisme et de l'électricité. Mais ce n'est qu'en 1820 qu'il réussit à en fournir la démonstration ; il prouva par des expériences irréfutables qu'une aiguille aimantée placée sous un fil métallique communiquant par ses extrémités avec une pile voltaïque était affectée par le courant qui parcourt ce fil ; il reconnut aussi que durant l'action de la batterie, le fil devenait magnétique et affectait une aiguille aimantée à travers le verre ou tout autre corps non conducteur. C'est ainsi qu'Oerstedt fut le fondateur d'une branche nouvelle de la physique, *l'Electro-magnétisme* dont Ampère donna ensuite la théorie. En 1807, il publia un travail intitulé *Considérations sur l'histoire de la chimie* où se trouve le premier germe du système dynamique. En 1812, il publia ses *Recherches sur l'identité des forces chimiques et électriques*. En 1824, il fonda à Copenhague une société pour les pro-

grès de la science et y fit créer l'école polytechnique. Lors de ses voyages en France et en Angleterre, il fut élu membre de l'Institut de France et de la Société Royale de Londres. Ces deux Sociétés lui accordèrent en outre les prix *décernés aux plus grandes découvertes.*

Un autre physicien célèbre et contemporain de ces deux derniers est *Gay-Lussac* (*Joseph Louis.*) Né en 1778 à Saint-Léonard (Haute-Vienne) et mort en 1850, il fit ses études à l'école Polytechnique et ensuite à celle des Ponts et Chaussées; de bonne heure il appela l'attention du célèbre chimiste Bertholet qui le dirigea dans ses premiers essais. Il débuta en 1802 par un beau travail sur la loi de la dilatation des gaz. Ensuite, il executa en 1804 avec Biot d'abord, puis seul, deux célèbres ascensions aérostatiques où il s'éleva jusqu'à 7.000 mètres et fit dans ces hautes régions d'intéressantes observations de physique; il voyagea en 1805 et 1806 avec Alexandre de Humbold pour recueillir des observations magnétiques ; il entreprit en 1808, avec Thénard, au moyen de la pile galvanique, des recherches sur le potassium, le sodium et le bore récemment découverts par Davy et publia en 1811 le résultat de ses travaux sous le titre *Des recherches physico-chimiques* (2 volumes). Il fit dès 1813 une étude approfondie de l'iode et fit la lumière, à la suite d'une savante analyse, sur une foule de sujets de chimie et de physique. Il étudia l'expansion de la vapeur, l'hy-

grométrie et la capillarité des corps. Il inventa l'alcoolomètre, le chloromètre, l'alcalimètre, et l'acidomètre, construisit un baromètre transportable, trouva des méthodes plus sûres pour essayer l'or et l'argent et apporta dans les procédés et dans les instruments de la science une rigueur et une précision inconnues jusque-là ; il contribua puissamment au progrès de la physique et de la chimie. Il fut nommé professeur de physique à la Faculté des Sciences, et professeur de chimie à l'Ecole Politechnique et au Muséum.

Melloni (*Macédoine*) célèbre physicien italien est né en 1801, à Parme, et mort en 1853. Il enseigna la physique à l'Université de sa ville natale. En 1831 il se vit obligé de quitter l'Italie à cause de ses idées politiques avancées. Il se réfugia d'abord à Genève et ensuite à Paris où il se consacra à l'étude de la chaleur rayonnante des corps. Il perfectionna la pile thermo-électrique inventée par son compatriote Léopold Nobili. Il reconnu le premier que la chaleur ordinaire se propage lentement et par contact tandis que la chaleur rayonnante se communique instantanément et toujours en ligne droite comme la lumière. Si elle rencontre un verre noir, elle le traverse comme la lumière traverse un cristal limpide, ce qui n'a pas lieu pour les verres de couleur verte accouplés et séparés par une couche d'eau ; l'eau et l'alcool lui livrent passage, mais en la décomposant comme les verres prismatiques décomposent

la lumière. Les plaques métalliques polies la réverbèrent; le noir de fumée l'absorbe ; le papier et la neige reflètent quelques-uns de ses éléments et absorbent les autres. Ce fut à l'aide de ces instruments que le célèbre physicien *Becquerel* détermina la manière dont la chaleur se divise entre deux corps qui s'entre-frottent. Soumettant au calcul les phénomènes du calorique qu'on avait cru jusque là rebelles, il évalua combien il a fallu de temps pour que le globe terrestre parvînt de l'état d'incandescence à la solidité actuelle et quelle température résulte de l'irradiation de tous les corps de l'univers en supposant que l'espace dans lequel la terre fait le tour du soleil soit à 40 degrés au-dessus de zéro ; ce qui expliquerait pourquoi la variation de chaleur entre le jour et la nuit, comme entre l'hiver et l'été, n'est pas plus grande et plus subite. Par là il explique également pourquoi le feu central n'élève plus la température de la surface du globe. A l'aide du thermomètre de contact, Becquerel détermina pour les différents corps le degré de transmissibilité de la chaleur et appliqua sa doctrine à divers usages pratiques.

La chaleur, connue surtout par la vapeur qu'elle génère, a bouleversé le monde avant que l'électricité n'ait été appelée à la remplacer. On la mesure au moyen de thermomètres variés. Il en est qui vont chercher la température au fond des abîmes, des gouffres et des profondeurs de la mer, inaccessibles à l'homme; une simple fissure du sol permet au thermomètre à maxima ou minima

de Walterdin de déterminer la chaleur d'un volcan ou le froid de la mer polaire. D'autres thermomètres, appelés pyromètres, indiquent la température de la porcelaine et des métaux en fusion. La vapeur utilisée comme force motrice était déjà connue à l'école d'Alexandrie lorsque Héron faisait tourner une petite sphère sur son axe au moyen d'une marmite chauffée, mais ce n'est qu'en 1690 que le génie de *Denis Papin* eut la grande conception de la force élastique de la vapeur d'eau et dix ans plus tard cette pensée théorique trouvait son application dans l'industrie de Savery et de Newcomen, consacrant la machine atmosphérique à l'épuisement des eaux dans les mines de houille.

James Watt, ayant eu à réparer une de ces machines pour l'Université de Glasgow, en 1765 y introduisit de telles modifications qu'il doubla la force de la vapeur en la dirigeant alternativement au-dessus et au-dessous du piston, de manière à provoquer par la seule action de la vapeur, son élévation et sa chute. Graduellement, Watt parvint à modifier le mécanisme trop élémentaire de son appareil par un mécanisme plus compliqué, mais en le débarrassant des autres inconvénients qui empêchaient les balanciers de communiquer les deux mouvements ascendant et descendant.

On vit aussitôt les applications de cette découverte se réaliser sur une échelle immense. On fit de nouvelles expériences, tant en France qu'en Angleterre et en Amérique, mais tous les tâtonnements et tous les

efforts faits pour réaliser un progrès pratique demeuraient stériles. Ce n'est qu'en 1801 que deux mécaniciens de Cornouailles, *Trévitick et Vivian,* construisirent des machines à vapeur à haute pression. Cependant, malgré l'avantage qu'offrait leur appareil pour la locomotion, ils ne purent vaincre l'obstacle du frottement énorme qui s'opérait à la circonférence des roues. C'est alors qu'ils eurent l'idée de faire rouler leur appareil sur des rails de fer. L'emploi de cette machine qui au commencement n'était employée qu'aux mines de charbon de Cornouailles finit par se généraliser dans la plupart des exploitations houillères de la Grande-Bretagne. Ce n'est qu'en 1830 que *Georges Stephenson* réussit à construire des locomotives qui servirent au transport de la houille entre Darlington et Stockton. C'est à lui que revient l'honneur d'avoir créé, en dépit de difficultés sans nombre et d'obstacles inouïs le premier chemin de fer à grande vitesse, faisant de 40 à 50 kilomètres par heure, lequel servit ensuite de modèle pour la construction de tous les autres chemins de fer de l'Europe.

Moins difficile était l'application de la vapeur dans la locomotion sur l'eau, car déjà en 1776 le premier bateau à vapeur fonctionnait sur le Doubs et en 1783 sur la Saône à Lyon. En 1803, le bateau de Fulton navigua et évolua sur la Seine devant une Commission de l'Académie des Sciences. En 1819, le *Savannah* allait de New-York en Angleterre et *l'Entreprise* partit de

Falmouth en 1825 pour aller aux Indes, se servant alternativement du vent et de la vapeur et mettant quarante-sept jours pour aller du cap de Bonne-Espérance à Calcutta ; un bâtiment hollandais employa le même temps pour aller d'Amsterdam à Curaçao dans les Antilles.

Nous tenons à constater que les progrès des sciences exactes pendant la première moitié du XIX[e] siècle se distinguaient de ceux du siècle antérieur par leur tendance pratique, par l'application des nouvelles connaissances acquises à l'aide de l'expérience, de l'observation et de l'esprit d'invention de quelques hommes d'élite aux besoins de la vie journalière, au profit de l'industrie et à l'amélioration du sort de la classe ouvrière. On s'est efforcé d'inventer des instruments de précision destinés à vérifier et à consolider les conquêtes scientifiques. C'est ainsi que la découverte du goniomètre réflecteur, des balances sensibles jusqu'à un millionnième de milligramme, des chronomètres servant à évaluer des intervalles d'un millième de seconde, a donné une valeur positive aux nouvelles découvertes et a rehaussé le mérite des expériences réalisées à cet effet. Le sphéromètre arrivant à diviser un centimètre de longueur en vingt mille parties, substitue le sens du toucher à celui de la vue pour les menus objets ; le levier du contact est plus puissant encore ; la balance de torsion de Coulomb (1736-1806) mesure avec précision les degrés d'une force imperceptible. Il en est de

même du galvanomètre. Arago et Fresnel ont enseigné à calculer les pouvoirs réfractifs des milieux transparents au moyen de la diffraction ; la sonde a fait connaître la construction géologique du sol, le microscope d'Ehrenberg révèle la vie cachée partout dans la matière, en découvrant des animaux infusoires siliceux jusque dans le tripoli et l'opale.

III

La chimie

Après la Physique, c'est la Chimie qui est entrée dans une nouvelle ère vers la fin du XVIIIe siècle et au commencement du XIXe. Bien que les alchimistes, avec leur outillage bizarre, doivent être considérés comme les initiateurs de la chimie, puisque les Arabes avaient déjà connu l'acide sulfurique, l'acide azotique, l'eau régale, le mercure, l'antimoine, l'argent, l'or, l'ammoniaque et au XVIe siècle, on avait eu déjà connaissance du bismuth, du zinc, du phosphore, de l'ammoniaque, de la chaux, de la poudre à canon, de la porcelaine et des sels métalliques, il est incontestable que *Lavoisier* est le créateur de la chimie moderne. Avant Lavoisier, beaucoup de chimistes et Priestley en premier lieu, avaient reconnu que la calcination des métaux à l'air libre augmentait leur poids, mais ils attribuaient ce phénomène à la combinaison des métaux avec la cha-

leur, alors considérée comme un fluide merveilleux, pondérable qu'ils appelaient *phlogistique*. Lavoisier fut le premier qui prouva que dans la combustion, ce n'était pas la chaleur qui augmentait le poids des substances en les transformant, mais bien un des éléments de l'air, *l'oxygène*. Lavoisier ne se contenta pas d'isoler l'oxygène (nom qu'il donna à ce gaz) ; il détermina ses propriétés et les lois de ses combinaisons avec les corps métalliques et non métalliques dont voici les conclusions :

1° Les corps ne brûlent que sous l'influence de l'oxygène ;

2° L'oxygène est absorbé pendant la combustion et se combine au corps combustible, dont le poids augmente par là d'une quantité égale au poids de l'oxygène utilisé ;

3° La combustion engendre soit un acide avec les corps non métalliques, soit un oxyde salifiable avec les métaux. La première partie de cette proposition absorbait tellement Lavoisier et s'était emparée de son esprit avec tant de force, qn'il recherchait avec soin l'acide qui pouvait se former dans la combustion de l'hydrogène, alors que Cavendish avait déjà reconnu qu'il ne se formait que de l'eau.

4° Dans la combustion d'un corps, il y a dégagement de lumière et de calorique ; mais ceux-ci sont sans poids. Lavoisier le démontre par l'expérience directe. La chaleur dégagée est due à la mise en liberté du calorique

latent par volatilisation de l'oxygène si le produit de la combustion est solide, ou à un changement dans la capacité calorifique si le produit de la combustion est un gaz ;

5° Un sel est formé par l'union d'un acide avec un oxyde.

Dans un mémoire présenté à l'Académie des Sciences, Lavoisier compare le phénomène respiratoire à la combustion. « L'air pur, dit-il, en passant dans les poumons éprouve une décomposition analogue à celle qui a lieu dans la combustion du charbon où l'oxygène de l'air est converti en acide carbonique. Or, comme dans toute combustion il y a un dégagement de calorique, il en est de même dans les poumons, d'où il se distribue avec le sang dans toute l'économie animale et entretient une chaleur constante de 37 degrés. Plus tard, Lavoisier développe et complète l'ensemble de ses idées sur la *respiration* et la graduation de la chaleur animale, et il arrive aux conclusions suivantes : la machine animale est gouvernée par trois régulateurs principaux : la respiration qui consomme l'oxygène de l'air et rend, en échange, l'acide carbonique ; la *transpiration* qui augmente ou diminue suivant qu'il est nécessaire d'emporter plus ou moins de calorique ; la *digestion* qui rend au sang ce qu'il perd par la respiration et la transpiration.

Un contemporain de Lavoisier fut *Humphry Davy* chimiste anglais, né en 1778 dans le comté de Cor-

nouailles et mort à Genève en 1829. Il montra de bonne heure une passion pour la chimie. Etant placé comme aide chez un pharmacien, il se consacra aux études chimiques et quelques petites découvertes qu'il fit alors, attirèrent sur lui déjà l'attention des hommes de métier au point qu'il fut attaché à l'Institut pneumatique de Beddoes, à Bristol ; il ne tarda pas à être appelé à Londres à l'Institution royale créée par Rumford, où ses leçons de chimie eurent un grand succès. Plus tard, il fut chargé d'enseigner l'application de la chimie à l'agriculture. En 1823, il fut nommé membre de la Société royale de Londres.

S'étant épris de bonne heure des principes et des découvertes chimiques de Lavoisier, il commença d'abord par faire des analyses de l'air et étudia particulièrement le gaz azote qui lui fit découvrir le protoxyde d'azote ou gaz hilarant. Ayant remarqué que les plus grandes combinaisons chimiques étaient influencées par l'action de la pile, Davy imagina de l'employer sur des substances non décomposées jusque-là ; telles que l'alcali, l'éther et d'autres oxydes métalliques. Il vit alors, en les soumettant à la pile, l'oxyde se porter au pôle négatif, et il fit connaître le premier, sous le nom de potassium et de sodium, un métal à tel point inflammable que, pour brûler, il décompose jusqu'à l'eau. En démontrant ainsi la véritable composition des alcalis et des éthers il prouva contre Lavoisier que l'oxygène n'est pas seulement acidifiant, mais qu'il est le prin-

cipe constituant des bases et que les oxydes sont des combinaisons variées de l'oxygène avec des bases métalliques. Il trouva aussi que l'acide muriatique et l'acide prussique n'avaient pas d'oxygène, de manière que la théorie trop exclusive de Lavoisier fut momentanément ébranlée jusqu'à ce que l'on eut admis qu'il y avait deux sortes d'acides, les uns formés d'oxygène et les autres d'hydrogène. Il était également opposé à la théorie de Lavoisier d'après laquelle le développement de la chaleur et de la lumière dans la combustion des métaux ne peut naître que sous l'influence de l'oxygène. Il s'inclinait à croire que la chaleur et la lumière sont engendrées par la neutralisation de deux électricités contraires, Davy est également l'inventeur d'une lampe de sûreté pour les mineurs, qui porte son nom.

Un autre chimiste célèbre, suédois, également contemporain de Lavoisier est *Berzélius* (*Jacques*), né en 1779 et mort en 1848. Envoyé à l'Université d'Upsal pour y étudier la médecine, il fréquenta le laboratoire du chimiste Afzélius et prit un goût marqué pour la chimie. Il se fit connaître bientôt par ses observations très remarquables sur les eaux minérales de Suède et par ses recherches sur les effets du galvanisme, recherches qui le conduisirent à la même conclusion que Davy, savoir, que la chaleur et la lumière qui se produisent sous l'influence de la combustion des métaux ne sont pas dues simplement à l'influence de l'oxygène, mais

bien à l'action électro-chimique des corps. En conséquence, il proposa la classification chimique des substances en électro-négatives (acide et oxygène) et en électro-positives (hydrogène, alcali, bases salifiables). Pendant son voyage en Egypte il vit le carbonate de soude se produire par la décomposition du sel marin sous l'action des rochers calcaires qui entourent les lacs du désert, et il en déduisit sa statique chimique où les lois de l'affinité sont nettement posées, bien qu'il ne s'aperçût pas de la stabilité des proportions dans la plupart des combinaisons, Les poids atomiques des divers éléments chimiques furent déterminés exactement par Berzélius avec un soin admirable ; d'autres savants suédois ou allemands le suivirent dans cette voie, ainsi que l'anglais Thomson, qui fonda cependant un système opposé au sien. Il reconnut que les gaz étaient un état particulier des vapeurs, en conformité avec les expériences de Faraday sur leur condensation et de celles de Gay-Lussac et Dalton sur les lois de leur expansion.

Berzélius fut le premier analyste du XIXe siècle. Outre un grand nombre d'analyses faites avec la plus grande précision, on lui doit la découverte de plusieurs corps simples tels que le *cerium*, *selenium*, *zirconium*, *thorium* ; la connaissance des combinaisons du soufre avec le phosphore, l'étude du fluor et des fluorures, la détermination d'un grand nombre d'équivalents chimiques ; il fut presque le créateur de la chimie organique. Phi-

losophe non moins qu'expérimentateur il consolida la théorie atomistique ainsi que celle des proportions chimiques ; il inventa, pour exprimer la composition des corps, des formules chimiques analogues aux formules algébriques ; enfin il adopta pour expliquer les phénomènes, la célèbre théorie du dualisme électro-chimique et fit au moyen de cette théorie de nombreuses réformes dans la nomenclature et dans la classification des substances minérales ; il fut aussi un des premiers à baser la minéralogie sur la connaissance des éléments chimiques du corps.

Toutefois nous tenons à constater que les chimistes célèbres qui ont fécondé le champ de la chimie pendant les premiers vingt-cinq ans du XIX[e] siècle n'ont pas toujours réussi à se mettre d'accord sur l'interprétation des phénomènes chimiques relatifs aux combinaisons et décompositions de certains corps métalliques mis en contact. Cette divergence de jugement obéissait à la diversité des théories que chacun de ces expérimentateurs adoptait pour expliquer les faits nouveaux qui se révélaient à lui à la suite de nouvelles expériences. C'est ainsi que les chimistes du XVII[e] siècle avaient déjà constaté que lorsqu'on met en présence d'un composé binaire tel que le chlorure d'argent, un troisième élément tel que le zinc, celui-ci se combine avec le chlorure aux dépens de l'argent, formant le chlorure de zinc. On a convenu alors d'attribuer ce phénomène à l'*affinité* plus grande du chlorure pour le zinc que pour l'argent. Nous tenons à ajouter que l'idée d'affinité

était pour ces chimistes un terme corrélatif à celle de parenté. En effet, on admettait alors comme principe fondamental en chimie que l'union de deux corps ne peut avoir lieu que s'ils ont un principe commun et on est arrivé à classer les métaux d'après leur ordre de solubilité dans les acides. C'est ainsi que l'acide sulfurique met en liberté l'acide nitrique lorsqu'il se trouve en combinaison avec les métaux, et que l'acide nitrique dégage l'acide chlorhydrique des sels correspondants.

Joffroy se basant sur ces principes dressa les premières tables des rapports ou des affinités des bases pour les acides, de même que celles des alcalis fixes et des métaux pour le soufre. D'autres chimistes, tels que *Stahl* en Allemagne, et *Baumé* en France, ont établi la distinction entre l'affinité révélée à la température ordinaire et celle qui se manifeste à chaud, de même que la distinction entre l'affinité qui se manifeste en certains corps par la voie humide et celle qui se révèle à la suite du contact des corps par la voie sèche. Vers la fin du XVIIIe siècle c'est un chimiste suédois, *Bergmann*, qui trouva que l'attraction entre deux corps est une grandeur constante. De même, il constata que le poids d'une base nécessaire pour attirer une quantité déterminée d'acide est constant.

D'autre part, un chimiste allemand appelé *Wenzel* mesurait en 1777 l'affinité d'un corps pour un dissolvant d'après le temps nécessaire pour en opérer la dissolution. Un peu plus tard, en 1802, *Richter* de

Breslau, s'occupa de questions analogues touchant la composition des sels et arriva à la conclusion que le poids du métal précipité et celui du métal précipitant qui entrent en jeu sont en raison inverse du poids d'oxygène que ces métaux sont susceptibles d'absorber ; en d'autres termes, pour attirer une même quantité d'acide les deux métaux exigent les mêmes quantités d'oxygène.

Ce n'est que vers le commencement du XIXe siècle que *John Dalton* (1766-1844), professeur de chimie à Manchester, étudiant la composition des deux seuls carbures d'hydrogène connus alors sous le nom *de gaz des marais* et *gaz oléfiant,* trouva que pour un même poids de carbone, ces deux gaz renferment des poids d'hydrogène qui sont dans le rapport d'un à deux. Cette loi si simple fut vérifiée presque immédiatement pour les oxydes du carbone et les composés oxygénés de l'azote. Un esprit aussi perspicace et aussi éclairé que Dalton devait chercher une explication à cette loi remarquable par sa simplicité ; il la trouva en reproduisant sous une forme rajeunie l'hypothèse des atomes déjà proposée par Leucippe et Epicure. Les corps simples sont, à ses yeux, formés de particules indivisibles ou *atomes.* Pour chaque matière élémentaire, l'atome possède un poids invariable. La combinaison entre deux ou plusieurs éléments résulte, non d'une pénétration de leur substance, mais de la juxtaposition de leurs atomes.

Cette hypothèse, ainsi posée, rend également bien compte de la loi des proportions multiples et de celle des proportions définies. En prenant, avec Dalton, l'hydrogène comme terme de comparaison et en admettant que son atome pèse *un*, les poids des divers corps simples qui se combinent avec un atome d'hydrogène seront les poids relatifs des atomes de ses corps. C'est ainsi que le chimiste anglais construisit en 1807 la première table des poids atomiques relatifs. Dalton montre de plus que le poids atomique d'un composé (poids moléculaire) est égal à la somme des poids des atomes élémentaires. Ces tables sont aussi connues sous le nom de tables des équivalents. En 1810, *Thomson*, publia une table des poids atomiques pour les acides et les bases. En 1814, *Wollaston* (1) fit paraître une table d'équivalents en prenant comme unité comparative deux parties d'oxygène. Toutefois, les tables de Berzélius sont reconnues comme les plus exactes ; elles ont fait loi jusqu'à ces derniers temps et n'ont subi que quelques rectifications de détail, dues aux importantes recherches de Dumas exposées dans son Mémoire sur les équivalentes où il confirme la loi établie par Proust, d'après laquelle les poids atomiques des éléments sont des multiples des poids atomiques de l'hydrogène.

Wollaston qui s'est consacré également à la chimie

1. Wollaston, né à Londres en 1776 et mort en 1828.

et à la physique et qui, grâce à son mérite, fut admis à l'âge de vingt-sept ans comme membre de la Société royale de Londres, se distingua par ses découvertes chimiques et par l'invention d'instruments ingénieux, tels que le microscope à lampe, la camara lucida, la chambre obscure périscopique, le goniomètre à réflexion. Dans le domaine de la chimie, il découvrit deux métaux, le rhodium et le palladium, indiqua le curieux phénomène de la rotation des aimants et le moyen de rendre le platine malléable.

D'autre part, la loi de Gay-Lussac sur la combinaison des gaz en volumes confirme ce que Dalton avait trouvé pour les poids et prête un appui efficace à la théorie atomique en montrant que la densité des gaz offre un moyen de déterminer les poids atomiques. La loi de Gay Lussac fut plus tard interprétée par *Amadeo Avogadro*, chimiste italien, d'après lequel les gaz sont formés de particules matérielles assez espacées pour être complètement affranchies de toute attraction réciproque et ne plus obéir qu'à l'action répulsive de la chaleur. Ces petites masses, il les nommait molécules intégrantes ou constituantes. En prenant la forme gazeuse, la matière se résout en molécules intégrantes, dont le nombre est le même pour des volumes égaux. Il en résulte que dans les gaz, les poids des molécules intégrantes sont proportionnels aux densités.

Ampère a adopté et défendu avec chaleur la théorie d'Avogadro. Toutefois, il a eu le tort de confondre les

atomes avec les particules dont ils font partie. Le grand promoteur de la théorie atomique, fut Berzélius ; il distinguait deux espèces d'atomes, des *atomes simples* et des *atomes composés*. Ces derniers s'appliquent aux particules d'Ampère. Quant aux atomes simples, la loi de Berzélius, selon laquelle deux volumes égaux de gaz renferment un nombre égal d'atomes, dans les mêmes conditions de température et de pression, n'est vraie que pour un certain nombre de gaz simples : l'oxygène, l'hydrogène, le chlore, l'azote, etc. ; elle est inexacte si on l'applique à tous les corps simples et aux corps composés pris à l'état de gaz ou de vapeur. Nous savons aujourd'hui que la vapeur de phosphore, d'arsenic et de mercure ne renferme pas sous le même volume le même nombre d'atomes. De même, le gaz ammoniaque renferme un atome d'azote et trois atomes d'hydrogène, alors que le gaz chlorhydrique ne renferme sous le même volume qu'un atome d'hydrogène et un atome de chlore, en tout, deux atomes. Pour Berzélius, les atomes représentent les volumes gazeux et les poids atomiques ne sont autre chose que les poids relatifs des volumes égaux de gaz, mais pour un grand nombre de corps gazeux, un équivalent est formé de deux atomes, tels que l'hydrogène, l'azote, le chlore, le brome et l'iode, dont le poids atomique représente le poids d'un volume ; mais comme il faut deux volumes d'azote, de chlore, etc., pour former avec un volume d'oxygène, le premier degré d'oxydation, il est clair que le poids de

deux volumes d'azote et de chlore représente l'équivalent de ces corps par rapport à l'oxygène, et il les supposait unis d'une façon indissoluble de manière à représenter précisément l'équivalent de ces gaz, c'est-à-dire la plus petite proportion capable d'entrer en combinaison. Ainsi, l'eau renfermait, d'après lui, un atome d'oxygène uni à un atome double hydrogène; l'acide chlorhydrique renfermait un atome double d'hydrogène uni à un atome double de chlore; l'ammoniaque était formé d'un atome double d'azote uni à trois atomes doubles d'hydrogène.

Berzélius a en outre le grand mérite d'avoir été l'auteur d'une notation propre à indiquer la composition atomique des corps. Il eut l'idée de représenter les atomes par des lettres, initiales de noms latins de tous les éléments : O signifiait un atome d'oxygène, H un atome d'hydrogène, K un atome de Kalium ou potassium, Sb un atome de stibium ou d'antimoine, et ainsi de suite. Une combinaison formée de deux atomes différents était représentée par deux lettres juxtaposées; renfermait-elle plusieurs atomes d'un seul et même élément, le symbole de celui-ci était affecté d'un coefficient qui en indiquait le nombre. Ainsi l'acide sulfurique était représenté par la formule SO^3, l'ammoniaque par la formule $Az^2 H^4$. Ce système de notation, si simple dans son principe, se prêtait dans l'application à toutes les hypothèses sur le groupement des atomes et à l'interprétation des réactions les plus com-

pliquées. Berzélius a également étendu son système de dualisme aux combinaisons de sels. Il admet que pour chaque genre de sel il existe un rapport constant et simple entre l'oxygène de la base et celui de l'acide. Dans les sulfates, l'acide renferme trois fois plus d'oxygène, dans les carbonates deux fois plus et dans les nitrates cinq fois plus d'oxygène que la base, avec la particularité que la loi de composition des sels découverte par Berzélius se dégage d'elle-même par l'inspection de leurs formules établies par lui.

Il y a encore d'autres chimistes français qui ont contribué aux progrès de la chimie pendant la première moitié du XIXe siècle bien qu'à un moindre degré que ceux que nous venons de citer. C'est d'abord : *Claude-Louis Berthollet* (né en 1748 en Savoie et mort en 1822). On lui doit des travaux théoriques sur l'affinité, ensuite la découverte de l'acide chlorique, la préparation de l'oxygène par le chlorate de potasse, l'analyse de l'ammoniaque et de l'acide sulfurique, les éléments de l'art de la teinture ainsi que les propriétés décolorantes du chlore et l'application de cette découverte au blanchiment des toiles. On lui doit aussi l'emploi du charbon pour purifier l'eau et la fabrication de plusieurs poudres fulminantes. Il accompagna Bonaparte en Egypte où il fit d'importantes recherches sur la soude.

Joseph-Louis Proust, né à Angers en 1755 et mort en 1826, fit de nombreuses découvertes et réussit à faire

triompher malgré l'opposition de Berthollet, le grand principe que les corps en se combinant s'unissent en proportions fixes et obéissent à la loi d'élection qui préside à toutes les combinaisons. On lui doit de nombreux travaux sur l'étain, le cuivre, le nickel, l'antimoine, le cobalt, l'or, l'argent, le mercure et leur combinaisons. Il fut le premier qui distingua le sucre de raisin du sucre de canne. Il étudia aussi l'urée, la caséine et l'acide prussique.

En 1779, il fut appelé en Espagne pour enseigner la chimie à l'école de Vergara appelée *Real Seminario Patriotico*, fondée par la Société basque, ensuite en 1784, il fut appelé par Charles III à l'école d'artillerie de Ségovie et plus tard à Madrid. Pendant le temps de son activité en Espagne, Proust s'est consacré à l'étude analitique des minerais de divers métaux, tels que le fer, le cuivre, le cobalt, l'arsenic et l'argent. Un de ses derniers travaux qui ont attiré l'attention de tous les chimistes est son *Etude analytique de la bile*. Bien que cette analyse soit encore un peu grossière, elle porte un cachet d'originalité et des détails techniques admirables. D'abord, il définit la bile comme un savon naturel contenant deux substances, l'une saline et l'autre huileuse, qu'il appelait résine, laquelle, après avoir été évaporée contient en plus, le chlorure de sodium. Nous tenons à ajouter que Proust reçut un accueil très bienveillant de la part de Charles IV qui lui accorda non seulement des appointements élevés, mais fit mettre

à sa disposition un beau laboratoire muni du matériel scientifique nécessaire, ce qui était dû en grande partie à la recommandation chaleureuse de Lavoisier.

Il nous reste encore à parler de deux autres chimistes français qui ont laissé un nom dans l'histoire de la chimie. Le premier est *Louis-Nicolas Vauquelin*, né en Normandie 1763 et mort en 1829. Ayant appartenu à une famille très pauvre, il entra comme domestique chez un pharmacien à Rouen, qui enseignait la chimie à quelques uns de ses amis et ayant assisté, en qualité d'aide, aux expériences techniques, il prit un goût particulier à la chimie. Obligé de quitter le service du pharmacien il se rendit à Paris où il tomba malade, et manquant de ressources, il entra à l'hôpital. Après sa guérison, il chercha un emploi chez un pharmacien de la rue Saint-Denis, qui le recueillit et l'employa dans son laboratoire. Là, il se consacra avec une grande ardeur au travail et ne tarda pas à attirer l'attention de son maître par les progrès qu'il fit en peu de temps.

Le pharmacien fit part des aptitudes de son employé à son cousin Fourcroy, professeur de chimie au Musée du Jardin des Plantes. Celui-ci l'appela à son service, se chargea de son éducation et l'associa à ses travaux. Vauquelin ne tarda pas à appeler l'attention par ses travaux et il fut nommé pharmacien de l'hôpital militaire de Melun. En 1795, au moment de la réorganisation de l'enseignement supérieur en France, il occupa

la place d'inspecteur et professeur de chimie à l'Ecole des Mines, et plus tard il fut nommé directeur de l'Ecole spéciale de Pharmacie ; finalement, il obtint la chaire de chimie à la Faculté de Médecine de Paris. On lui doit la découverte du chrome, de la glycine, des travaux sur la combustion des végétaux et des analyses de la matière cérébrale.

Le second est *Louis-Jacques Thénard*, né en 1777 près de Nogent-sur-Seine et mort en 1857. Il prit ses premières leçons chez Vauquelin et fut ensuite préparateur de chimie, d'abord à la Faculté des Sciences, ensuite au Collège de France et finalement à l'Ecole Polytechnique. Il fut admis en 1810 à l'Institut et devint en 1821 doyen de la Faculté des Sciences. On lui doit un grand nombre de recherches, de découvertes et d'applications de la chimie. Parmi ses nombreux travaux, méritent d'être mentionnés ceux *sur l'acide acétique*, *le protoxyde de fer*, *le sulfure d'arsenic*, *les éthers* ; ses recherches, faites avec Gay-Lussac, sur le *potassium*, le *sodium*, le *bore*, et sur les moyens de les obtenir ; en outre la découverte de *l'eau oxygénée*, les expériences sur le *phosphore*, l'invention du *bleu dit de Thénard* (à base de cobalt) et *d'un mastic hydrofuge*. Après avoir consigné les résultats de ses travaux dans un grand nombre de mémoires détachés il entreprit le travail de réunir en un seul corps toutes les connaissances qu'on possédait sur la science à laquelle il s'était voué : il fit paraître dans ce but, de 1813 à 1816, son

grand *Traité de Chimie*, qui fut longtemps l'oracle de l'étudiant et qui eut de nombreuses éditions.

Ce n'est qu'à la suite de grands efforts et à force de bonne volonté, inspirée par l'amour du progrès de la science que l'accord s'est établi parmi les chimistes les plus célèbres de l'époque sur la constitution et la combinaison des sels et des acides selon les poids atomiques et les équivalents. Alors les recherches des chimistes s'orientèrent de plus en plus vers l'application des déductions théoriques de leurs découvertes aux questions pratiques les plus intéressantes dans le domaine de la chimie organique.

Il est incontestable que bien avant l'époque de Lavoisier, beaucoup de composés organiques étaient déjà connus dans un état de pureté plus ou moins grande. C'est ainsi que l'alcool avait été déjà découvert en 1300 par *Arnaud de Villeneuve* ; l'acide benzoïque fut connu en 1600 sous le nom de fleur de benjoin et l'acide acétique tiré du bois sous le nom d'acide pyroligneux, de même que l'acide oxalique et l'acide formique ; plus tard, ce fut *Scheele*, célèbre chimiste suédois ayant vécu de 1742 à 1786, qui fit une série de découvertes en chimie organique, telles que la glycérine, les acides tartrique, malique, citrique, lactique, urique, cyanhydrique ; mais ce n'est qu'après Lavoisier qu'on a pu établir que les corps organiques se distinguent en ce qu'ils renferment du carbone, de l'hydrogène, de l'oxygène et quelquefois de l'azote, que les uns jouent

le rôle d'acide et que d'autres sont neutres. A partir de ce moment les procédés d'analyse immédiate se perfectionnèrent ; on sut de mieux en mieux extraire, séparer, et purifier sans les altérer, les divers corps mélangés dans les tissus végétaux et animaux, en même temps qu'on étudiait avec plus de succès leurs dérivés sous l'influence de la chaleur, des oxydants, des acides et des alcalis.

Plus tard, on eut recours à l'analyse élémentaire organique grâce à *Liebig* qui, en 1830, imagina un procédé d'analyse qui a permis d'établir que les composés organiques obéissent à la loi des proportions définies et à celle des proportions multiples, de même que les corps inorganiques et que les différences de propriétés dépendent plutôt de la composition quantitative que de la nature des éléments combinés. L'analyse élémentaire ne permit pas seulement de classer les principes immédiats d'après leur composition et de les représenter par des formules analogues à celles de la chimie minérale ; elle établit aussi un lien numérique et régulier entre ces corps et les nombreux termes dérivés sous l'influence des agents physiques et chimiques dont la réaction peut être représentée par des équations.

Il en résulta, que lorsqu'on eut soumis les principes immédiats aux actions décomposantes de la chaleur des oxydants, des acides et des alcalis, on les vit se transformer en produits plus simples dans leur

composition jusqu'aux éléments constitutifs et on se demanda si on ne pourrait pas remonter l'échelle que l'on venait de descendre et reconstituer par des réactions inverses et progressives les composés complexes contenus dans les organes vivants. En effet, en 1828, le célèbre chimiste allemand, *Frédéric Woehler*, professeur de chimie à Berlin réussit à préparer l'urée au moyen du cyanate d'ammoniaque, ce qui fut le premier exemple de synthèse d'un composé organique. Toutefois, cette branche de la chimie organique connue sous le nom de synthèse organique est restée encore longtemps sans avancer, grâce à une idée superstitieuse qui prédominait dans la sphère des hommes de science, que les composés organiques étaient formés sous l'influence d'une force vitale propre aux êtres vivants et que les procédés artificiels seraient impuissants à la remplacer. Ce n'est qu'en 1837, que le célèbre chimiste français, *Dumas*, dans une note intitulée *De l'état actuel de la chimie organique*, de même que Liebig et son école protestèrent contre cette manière de raisonner et se prononcèrent catégoriquement en faveur de l'idée, qu'il est réservé à la science de dévoiler les mystères de la vie animale et végétale.

En effet, un chimiste français également célèbre, *Gerhard*, définit la chimie organique comme « l'étude « des lois d'après lesquelles se métamorphosent les « matières qui constituent les plantes et les animaux. « Elle a pour but la connaissance des moyens propres

« à composer les substances organiques en dehors de « l'économie vivante ».

Malgré ces prévisions,la synthèse organique a fini par constituer un chapitre important et intégrant de la Chimie organique vers l'année 1850, lorsqu'un jeune chimiste français Marcelin Berthelot révéla toute une série nouvelle de réactions qu'il dirigeait dans cette voie avec autant de succès que de logique. Il commença par former de toutes pièces, au moyen de composés minéraux et d'éléments eux-mêmes, les principaux carbures d'hydrogène, qu'il considérait comme les composés binaires fondamentaux de la chimie organique. Les carbures d'hydrogène devinrent à leur tour le point de départ de la synthèse des alcools, d'abord de l'alcool ordinaire, ensuite de l'alcool méthylique, des alcools propyliques, amyliques, capryliques, éthyliques. Vint ensuite la synthèse des corps gras naturels par l'intermédiaire des acides gras et de la glycérine.

Très nombreuses sont les découvertes de Berthelot relatives à la constitution des corps organiques par la méthode de la synthèse ; celle de l'acide formique par la combinaison directe de l'oxyde de carbone et de l'eau ; celle du gaz des marais, de l'éthylène, du propylène par la distillation sèche du formiate de baryte. La synthèse de l'acétylène par combinaison directe du carbone et de l'hydrogène, sous l'influence de l'arc voltaïque, celle de la benzine et du styrol par condensation de l'acétylène sous l'influence de la chaleur.

A l'époque où Berzélius dirigeait tous ses efforts pour poser les fondements de la chimie organique, surgit un jeune chimiste français qui appela l'attention par ses recherches sur divers sujets de physiologie qui ne devaient pas manquer d'exercer une influence sur la chimie organique : c'était *Jean-Baptiste Dumas.* Il naquit à Alais (Gard) en 1800 et fit ses études de pharmacie dans sa ville natale. En 1817, il se rendit à Genève où il entra comme élève chez un pharmacien et s'adonna avec ardeur à l'étude de la botanique, de la physique et de la chimie. Il y eut pour maître de Candolle qui lui ouvrit sa bibliothèque, ses herbiers et lui prodigua ses conseils. Pictet lui enseigna la physique et De La Rive la chimie. Théodore de Saussure lui prodigua ses conseils. Un entourage aussi distingué ne pouvait qu'exercer une influence très favorable sur l'éducation de Dumas. En effet, il avait à peine vingt ans, il se lia avec Prévost et en commun ils entreprirent des recherches expérimentales sur le sang, sur sa transfusion, sur la sécrétion urinaire, sur les animalcules spermatiques et la génération. L'un des résultats les plus remarquables de leurs travaux, fut la découverte que le rein n'est pas l'organe de la sécrétion de l'urée. En 1821, il se rendit à Paris où il se voua entièrement à la chimie et fut bientôt en état d'entreprendre et de publier les travaux les plus importants.

Il s'est entouré de puissants auxiliaires, parmi lesquels brillèrent au premier rang Laurent et Gerhard,

et de là sortit la nouvelle école française dont il était le chef. Ses premières recherches qui ont exercé une influence sur la chimie furent celles sur les densités des vapeurs qui ont fourni à la physique une nouvelle méthode et à la chimie de riches matériaux pour les discussions de l'hypothèse d'Avogadro et d'Ampère. Mais les découvertes les plus importantes de Dumas datent de 1834. Il commença par étudier l'action du chlore sur la cire et constata qu'elle perd l'hydrogène et gagne pour chaque volume de ce gaz un volume de chlore. En multipliant ses recherches sur d'autres corps organiques, il eut la chance de découvrir les *lois de la substitution* et en groupant toutes ses observations, il posa les règles suivantes :

1° Quand un corps hydrogéné est soumis à l'action déshydrogénante du chlore, du brome, de l'iode, de l'oxygène, pour chaque atome d'hydrogène qu'il perd, il gagne un atome de chlore, de brome, d'iode ou un demi-atome d'oxygène ;

2° Quant le corps hydrogéné renferme de l'eau, celle-ci perd son hydrogène sans que rien ne le remplace et à partir de ce point, si on lui enlève une nouvelle quantité d'hydrogène, celle-ci est remplacée comme précédemment.

Cette nouvelle théorie eut beaucoup de difficulté à gagner du terrain, car elle heurtait les idées courantes représentées par Berzélius, défenseur de la théorie électro-chimique selon laquelle le chlore, élément élec-

tro-négatif, serait incapable de jouer dans un composé le même rôle que l'hydrogène, élément électro-positif, à la suite de quoi, une lutte acharnée s'engagea entre Berzélius, fondateur de la théorie électro-chimique, et Dumas, fondateur de la théorie de substitution, lutte qui se termina par le triomphe de Dumas à la suite de la découverte de l'acide trichloracétique qui diffère de l'acide acétique par trois atomes de chlore substituant trois atomes d'hydrogène.

Il s'agit en espèce d'un nouvel acide organique dans lequel il entre une quantité de chlore très considérable et qui n'offre aucune des réactions du chlore et n'a éprouvé à la suite de ces substitutions si étranges qu'un léger changement dans ses propriétés physiques. Berzélius, toutefois, ne se tint pas pour battu. Ne pouvant nier les faits, il les interpréta d'une manière très ingénieuse. En attendant, l'école de Dumas partant du principe de la substitution, entreprit de nouvelles recherches sur la naphtaline, ayant réussi à enrichir la science d'un grand nombre de composés formés par substitution. D'autres chimistes, tels que Laurent, Regnault et Malagouti, également de l'école de Dumas, poursuivirent des recherches analogues au sujet de l'action du chlore sur les éthers et ne tardèrent pas à établir de nouveaux faits qui corroborèrent la théorie de Dumas. Celui-ci encouragé par ses succès, fit un nouvel effort pour élargir la base de sa théorie par des développements plus importants. En effet, il finit par

découvrir la possibilité de substituer des groupes d'atomes, des radicaux composés à des corps simples, tels que l'hydrogène. Au commencement, les partisans de Berzélius combattirent les doctrines de Dumas, mais peu à peu leur opposition faiblit devant l'évidence des faits, et surtout devant l'autorité d'un chimiste qui a puissamment contribuée à l'avancement de la chimie, *Justus Liebig*, qui, en 1839, a déclaré que l'interprétation donnée par Dumas aux faits relatifs aux substitutions lui paraissait donner la clef d'un grand nombre de phénomènes en chimie organique. Alors, la cause était gagnée et Berzélius lui-même finit par faire des concessions.

Un des chimistes de plus de mérite du XIX[e] siècle est *Justus Liebig*. Il naquit en 1803 et mourut en 1873. Il peut être considéré comme un des principaux créateurs de la chimie organique. Il s'est consacré de bonne heure à l'étude de la chimie au point qu'à l'âge de vingt-trois ans, il était nommé professeur de chimie à Giessen, où il brilla par son enseignement et par ses découvertes continuelles dans le domaine de la chimie organique. En 1852 il fut appelé comme professeur de chimie à l'Université de Munich, à la suite de l'intervention pressante de Pettenkofer auprès du gouvernement de Bavière. Là il ne cessa pas de déployer son activité jusqu'à sa mort, survenue en 1873. Il découvrit d'abord la présence de l'acide hipurique dans l'u-

rine de cheval. En 1832, ses investigations sur l'alcool et l'éther, lui firent découvrir le chloral anhydrique et ensuite le chloroforme (1). Il a publié un grand nombre de travaux sur la chimie organique en rapport avec la pharmacie, la physiologie et la pathologie animale. Ses principaux ouvrages sont : 1° *Des instructions sur l'analyse des corps organiques*; 2° *Dictionnaire de Chimie*; 3° *Manuel de Pharmacie*; 4° *La chimie organique appliquée à la physiologie végétale et à l'agriculture*; 5° *Eléments de chimie*; 6° *Manuel de chimie organique appliquée à la Pharmacie*; 7° *Des investigations sur la Chimie alimentaire*; 8° *Théorie pratique de l'économie agricole.* De plus, il soumit à une analyse minutieuse tous les sucs organiques, tant végétaux qu'animaux. En même temps, il examina avec soin la composition des alcaloïdes dans leurs rapports avec la physiologie. Dans ses études expérimentales sur l'alcool, il constata que l'éther ne contenait pas d'eau et seulement de l'oxygène, et il le considéra comme l'oxyde d'un radical qu'il dénomma éthyle et qui consiste en carbone et en hydrogène $C_4 H_5$ de manière que la composition de l'éther est une combinaison du radical avec l'oxygène $C_4H_5 + O$ et l'alcool est une hydrate d'éther, selon la formule suivante : $C_4H_5 + O + HO$. Cette manière de voir fut bientôt adoptée par tous les

1. Le chloroforme fut découvert en 1831 par Soubeiran presque simultanément.

chimistes. Il trouva ensuite en distillant l'alcool qu'il perdait deux atomes d'hydrogène dont il appela le produit, *Aldehyde.*

Ce qui caractérise les travaux de Liebig, c'est leur tendance éminemment pratique. Ses théories ayant été toujours basées sur des faits positifs, lui ont permis de les appliquer sur un terrain très vaste et d'en déduire des résultats pratiques. Elles ont, de plus, conduit à la découverte de nouvelles lois qui régissent la vie animale et végétale, dont il a profité pour une application avantageuse aux besoins naturels de l'homme. C'est ainsi que ses mémorables découvertes relatives à la végétation ont rendu un service immense à l'agriculture. Il a commencé d'abord par faire de nombreuses analyses chimiques de l'air et des cendres des plantes, qui ont prouvé : 1° que les principes nutritifs d'une plante sont l'acide carbonique, l'oxygène, l'ammoniaque, et l'eau et qu'elle les emprunte à l'air atmosphérique ; 2° que les cendres des plantes renferment de la potasse, de la chaux, de la soude, et de la magnésie, de l'acide sulfurique, de l'acide phosphorique et de la silice, et que c'est le sol qui fournit à la plante ses principes minéraux. Or, étant donné que les principes constituants de l'air sont constants, tandis que ceux qui proviennent du sol varient avec la nature géologique du terrain et avec l'intensité de la végétation, Liebig arrive aux conclusions suivantes :

1° L'air atmosphérique et le sol constituent les

milieux naturels fécondants de la plante et l'origine de la vie végétative ;

2° Chaque plante à besoin d'un sol dont les conditions géologiques soient appropriées aux principes minéraux constituants de la plante ;

3° La culture intensive et ininterrompue pendant plusieurs saisons diminue les conditions de fécondité du sol ;

4° Pour le maintien de l'équilibre de la culture, il est nécessaire de renouveler pour chaque nouvelle semence, les principes minéraux propres du sol ;

5° L'assimilation du nitrogène et du carbone de l'air par la plante dépend absolument de la présence d'une quantité déterminée de sels minéraux dans le sol, car les feuilles et les fruits qui puisent les principes inorganiques du sol constituent un laboratoire chimique qui reçoit selon ses besoins les principes oxydants de l'air et de la chaleur du soleil.

6° Pour maintenir la fertilité du sol, il est nécessaire de recourir aux engrais qui rendent à la terre les éléments constitutifs qu'elle a perdus pendant le temps de la culture.

7° A défaut d'engrais, on peut employer avec succès un mélange de sels calcaires et alcalins, tels que le phosphate de chaux et le nitrate de potasse.

Bien que ces procédés se soient perfectionnés avec le temps, Liebig a le mérite de les avoir inventés et de leur avoir donné une base scientifique.

Il nous reste encore à parler d'un éminent chimiste français qui a brillé dans la seconde moitié du XIXe siècle, tant par son enseignement à la Faculté de Médecine et à la Faculté des Sciences de Paris que par ses découvertes mémorables : c'est *Charles-Adolphe Wurtz*. Après avoir fini ses études médicales dans sa ville natale, à Strasbourg, il se rendit à Paris en 1845 et devint préparateur du cours de chimie organique de Dumas, à la Faculté de Médecine. Après la retraite de Dumas, il devint professeur de chimie à la Faculté en 1854, et en 1855 il fut nommé professeur de chimie organique à la Faculté des Sciences.

Pour ce qui est de son œuvre, il fut un des plus brillants fondateurs de la théorie atomique. De plus, il a puissamment contribué à transformer la théorie des types de Gerhard et à établir le système actuel de notations atomiques. Une de ses plus importantes découvertes est celle des ammoniaques composés ou *amines*, ayant trouvé qu'elles ont toutes les propriétés générales des alcaloïdes. C'est surtout la découverte des amines tertiaires qui constitua un acheminement vers la reproduction synthétique des alcaloïdes naturels. On lui doit également la découverte du glycol ou alcool diatomique. C'est d'elle que dérive la théorie des alcools polyatomiques. Depuis lors, on conçoit l'existence des alcools d'une atomicité quelconque, des alcools à fonctions simples, doubles, triples, quadruples, etc... Parmi les autres découvertes de Wurtz,

méritent d'être mentionnées les urées composées, l'alcool butylique, les radicaux mixtes, les bases organiques oxygénées artificielles, les pseudo-alcools, la formation des phénols par leurs hydrocarbures, la synthèse de la névrine, l'aldol et ses dérivés. En outre, Wurtz a publié un *Traité de chimie biologique et un Dictionnaire de chimie pure et appliquée*. Il naquit en 1817 et mourut en 1884.

Nous tenons encore à mentionner deux chimistes célèbres français qui ont occupé tous deux une chaire à la Faculté de Sciences de Paris. L'un est *Sainte-Claire Deville* et l'autre *Henri Moissan*. Les deux se sont occupés plutôt de chimie minérale que de chimie organique. Le premier a décrit une nouvelle méthode d'analyse minérale appelée *par la voie moyenne*. Il a découvert également une nouvelle méthode pour produire le carbone cristallisé et a fait connaître de nouvelles propriétés chimiques de la silice et de l'aluminium. Le second s'est rendu célèbre par l'invention du four électrique au moyen duquel il a réussi à fabriquer des cristaux microscopiques de diamants.

***

Après avoir rendu compte des progrès réalisés dans les sciences mathématiques et physico-chimiques à l'époque de la révolution française et pendant la pre-

mière moitié du XIXe siècle, nous tenons à appeler l'attention sur le fait que, parmi les nations qui ont contribué à ces progrès, c'est la France qui occupe le premier rang, tant par le nombre que par la valeur de ses hommes supérieurs. On dirait que le vent révolutionnaire qui soufflait en France avait poussé les penseurs français à créer, à découvrir et à renouveler la science de fond en comble dans le domaine de la libre pensée. Il est vrai que l'Allemagne avait donné naissance à un homme doué de génie créateur dans le champ de la chimie, mais il ne parut sur la scène qu'en 1831-1832 par ses premiers travaux sur l'alcool et l'éther et d'ailleurs il a commencé par puiser aux sources françaises, ayant travaillé pendant deux ans (1820-1822) dans le laboratoire et sous la direction de Gay-Lussac et Thénard auxquels il fut recommandé chaudement par A. Humboldt. C'est seulement après s'être assimilé les méthodes des chimistes français qu'il retourna en Allemagne où tant ses leçons que ses travaux originaux ont attiré sur lui l'attention des savants de toute l'Europe.

CHAPITRE VIII

ECHEC DU RÉGIME IMPÉRIALISTE DE NAPOLÉON ET DES REPRÉSENTANTS DU POUVOIR ABSOLU AU CONGRÈS DE VIENNE DE 1815 DANS LEUR LUTTE CONTRE LES PRINCIPES DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Grâce au concours des diverses circonstances que nous venons d'exposer dans les pages précédentes, le roi Louis XVI se décida à convoquer le 5 mai 1789 les Etats généraux, composés de la noblesse, du haut clergé et des bourgeois distingués appelés *le tiers État*. Cependant ces trois ordres qui devaient représenter la nation, étaient inégaux en droits, les deux premiers ayant en le privilège de recevoir beaucoup de l'Etat et de payer peu de contributions, tandis que le troisième jouissait du privilège de payer beaucoup et de recevoir peu de l'Etat. En échange, dans la représentation nationale au nouveau parlement, le tiers État eut l'avantage de compter deux fois plus de représentants que les deux autres ordres. Il en résulta qu'en vertu du droit de la majorité des suffrages il se proclama Assemblée nationale et invita les deux autres ordres à se

joindre à lui. Ceux-ci n'y consentirent que quelques jours après, sur l'ordre du Roi. Mais la réunion des troupes autour de Paris et le renvoi du ministre Necker rendit suspecte la bonne foi du roi et le peuple se souleva et attaqua la Bastille qui fut prise d'assaut et détruite. Alors Necker fut rappelé et la garde nationale s'organisa sous les ordres de Lafayette.

Le premier travail de l'assemblée fut la *déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, qui sont la *liberté personnelle* et la *garantie de la propriété*, *la souveraineté du peuple*, *l'unité de la législation pour tous les français*, *l'égalité de l'impôt selon la faculté des individus. La liberté de conscience et de la presse et la liberté politique.* Telle fut la base de la constitution de 1791.

Malheureusement la violence de la presse et des discours dans les clubs ainsi que les émeutes dans les provinces donnèrent lieu à l'émigration de la noblesse et du clergé. Le roi lui-même se croyant menacé dans sa sûreté, se décida à quitter la France avec sa famille, mais il fut arrêté à Varennes, ramené à Paris et suspendu de ses fonctions. On élut alors une nouvelle Assemblée législative, laquelle à son tour fut remplacée par la *Convention Nationale*, qui dans sa première séance décréta la suppression de la Royauté et proclama la République. Elle ne tarda pas à décréter l'accusation du roi, qui fut jugé par un haut tribunal et condamné à mort en 1793.

La condamnation à mort de Louis XVI par la Convention fut considérée par les puissances européennes comme un défi jeté à leur face par la France républicaine. En effet toutes les monarchies de l'Europe se coalisèrent pour déclarer la guerre à la France ; l'Angleterre elle-même qui, un siècle auparavant, avait commis un acte pareil contre Charles I[er] en le faisant juger par une Haute Cour et condamner à mort, prit une part active dans la coalition contre la France. Ceci prouve bien que la Révolution anglaise en 1648 et en 1668 avait été purement anglaise, l'aboutissement d'une longue lutte entre la royauté absolue et le droit parlementaire représenté alors principalement par la noblesse et le clergé, tandis que la Révolution française, condamnant le roi pour violation des droits de l'homme, avait agi au nom de la défense des droits sacrés de l'humanité. En effet ni la Révolution anglaise ni la République de Cromwell, n'exercèrent une influence quelconque sur le développement de l'esprit de liberté chez les autres peuples de l'Europe, tandis que la Révolution française, préparée de longue main par les encyclopédistes qui firent une propagande active en faveur de l'affranchissement du peuple du joug de la tyrannie royaliste et cléricale, secoua les piliers du régime absolu en Europe, au point que toutes les grandes puissances européennes se crurent menacées dans leur sécurité monarchique par l'exemple de la France républicaine et se coalisèrent contre elle.

La Convention loin de se laisser intimider, décréta la levée en masse et mit sur le pied de guerre onze armées organisées sous la direction intelligente de Carnot et commandées par des généraux improvisés. Ces armées réussirent à remporter des victoires éclatantes sur les armées coalisées et, circonstance remarquable, deux des généraux qui se distinguèrent le plus étaient de jeunes officiers de l'armée royale âgés de 23 à 24 ans, Hoche et Napoléon Bonaparte. Le premier n'était même que sous-officier, mais le succès extraordinaire qu'ils obtinrent les fit arriver rapidement au rang de général et de commandant des armées. Le fait important est que les armées improvisées de la France triomphèrent sur tous les champs de bataille des meilleures armées de l'Allemagne, de l'Autriche et de l'Angleterre supérieures en nombre et en matériel de guerre. La Convention créa également le grand livre de la dette publique, organisa l'enseignement national, établit le système métrique et l'unité des poids et mesures et réussit non seulement à vaincre l'ennemi extérieur mais aussi à supprimer la guerre civile. Hoche pacifia définitivement la Vendée. Malheureusement le rêve caressé par Napoléon d'affaiblir la puissance anglaise lui fit entreprendre une expédition militaire en Egypte, où l'escadre française fut battue par celle de l'Angleterre dans le port d'Aboukir, Napoléon se voyant obligé de rentrer en France où il se vit menacé par une nouvelle coalition et eut en même temps à lutter contre les

royalistes et les révolutionnaires à l'intérieur. A son retour en France Napoléon, pour rétablir l'ordre et sauver le prestige de la nation, crut bien faire en recourant au coup d'Etat. Le 18 Brumaire il dissolvait par la force le conseil des Cinq Cents, réuni à Saint-Cloud et confiait le pouvoir provisoire à trois consuls qui élaborèrent une nouvelle Constitution, laquelle fut votée dans un plébiscite par 3 millions de citoyens. Napoléon ayant été nommé premier Consul, s'associa comme auxiliaires Cambacérès et Lebrun qui n'avaient qu'une voix consultative. Il inaugura son gouvernement par le rétablissement de l'ordre et par la réconciliation des partis en ouvrant les portes de la France aux émigrés, aux proscrits, et en rendant les Eglises au culte. Il organisa ensuite le département et la commune à l'image de l'Etat. Il maintint l'organisation judiciaire établie par la Constituante. Puis il réorganisa les finances comme une des fonctions principales de l'Etat telle qu'elle existe aujourd'hui. Il créa la Banque de France sous le double contrôle des actionnaires, qui nommaient le Régent et du Gouvernement qui nommait le Gouverneur général. La Banque de France avait pour fonction principale l'escompte des effets de commerce et le privilège d'émission des billets comme monnaie. Enfin il nomma une commission formée des jurisconsultes les plus compétents pour rédiger un Code civil ayant pour base l'unité de la loi et l'égalité des droits pour tous les citoyens. Finalement il signa avec

le pape Pie VII un concordat qui rétablit en France la paix religieuse. Toutefois il conservait la liberté des cultes et le mariage civil.

Napoléon réorganisa également l'instruction publique; le seul tort qu'il ait eu fut de s'occuper beaucoup trop de l'enseignement supérieur et de l'enseignement secondaire et de négliger l'instruction élémentaire. En résumé, Napoléon, bien qu'ayant aspiré à la dictature militaire et politique comme chef d'Etat, eut soin de maintenir les conquêtes civiles de la Révolution telles que l'organisation judiciaire établie par l'Assemblée Constituante, le principe d'un code civil basé sur l'unité de la loi et l'égalité des droits pour tous les citoyens, le jury pour les procès criminels, la liberté des cultes et la liberté de conscience de même que la création d'un corps législatif avec deux Chambres. Ce fut certainement un grand progrès moral pour la personnalité humaine et une grande gloire pour la France d'avoir été non seulement la première des nations européennes à proclamer les droits de l'homme mais encore d'avoir consacré dans les différentes constitutions votées ultérieurement par les divers régimes politiques les conquêtes civiles de la Révolution, telles que l'égalité des droits civils et de l'impôt pour tous les citoyens et la liberté de conscience, car même l'Angleterre, qui avait déjà établi au XVIIe siècle la souveraineté parlementaire et la tolérance religieuse avait refusé le droit de siéger au parlement aux catholiques et aux israélites ; ce n'est qu'en 1828 sous

le ministère Wellington que l'admission des catholiques comme membres du parlement fût votée et ce fut seulement en 1858 que le baron Lionel de Rothschild, après avoir été élu pendant plusieurs années Lord-Maire de Londres fut admis comme membre du parlement représentant la ville de Londres à la Chambre des Communes, celle-ci s'étant vue obligée à cette occasion de supprimer dans la formule du serment les mots : *Sur la bonne foi de chrétien.*

Napoléon après avoir rétabli l'ordre à l'intérieur annonça aux puissances européennes son avènement au pouvoir, mais l'Angleterre de même que l'Autriche se refusant à le reconnaître comme chef de l'Etat français, Napoléon franchit les Alpes par le Saint-Bernard et en une seule bataille à Marengo il conquit l'Italie. L'Autriche se vit alors forcée de signer la paix de Lunéville en 1801 qui confirma à la France tous les avantages acquis par le traité de Campo-Formio en 1797. Il signa également avec l'Angleterre le traité d'Amiens, par lequel elle restituait à la France la plupart de ses conquêtes antérieures. Toutefois, l'Angleterre n'étant pas disposée à accepter sa défaite, forma une nouvelle coalition avec l'Autriche et la Russie contre la France. Napoléon s'empressa d'envahir l'Allemagne, fit capituler Ulm et marcha ensuite contre l'armée autrichienne qui se trouvait à Austerlitz. Il entra en contact avec elle à la fin de novembre et engagea le 2 décembre 1805 une bataille formidable contre les armées russes et

autrichiennes leur infligeant une sanglante défaite qui aboutit au traité de Presbourg, en vertu duquel l'Autriche abandonna au royaume d'Italie, les Etats vénitiens, la Dalmatie et l'Istrie, et céda le Tyrol au duc de Bavière et la Suabe à la maison de Wurtemberg, tandis que l'Allemagne organisée sur une nouvelle base formait la Confédération du Rhin sous la protection de la France. Les projets ambitieux de Napoléon qui disposait des peuples comme d'une marchandise provoquèrent une quatrième coalition dans laquelle entrèrent la Prusse, la Russie, la Suède et l'Angleterre. Napoléon réussit encore une fois à prendre l'offensive, d'abord contre la Prusse, dont l'armée fut écrasée dans les batailles d'Auerstædt et d'Iéna en 1806 ; puis il avança sur la Vistule et battit l'armée russe à Eylau et à Friedland et lui fit signer la paix de Tilsitt.

Toutefois les victoires de Napoléon ne découragèrent pas l'Angleterre. Celle-ci profita de la campagne malheureuse de l'armée française en Espagne pour prêter secours à cette dernière et pour entraîner l'Autriche dans une nouvelle guerre (1809) : Napoléon porta aussitôt son armée sur le Danube où se trouvait l'armée autrichienne sous les ordres de l'archiduc Charles. Il engagea plusieurs batailles avec elle, d'abord à Landshut, puis à Eckmühl et enfin à Wagram et la vainquit complètement. L'empereur d'Autriche se vit forcé de signer la paix de Vienne par laquelle l'Autriche cédait les provinces

Illyriennes à la France et l'archevêché de Salzbourg au roi de Bavière.

Malheureusement, après la bataille de Wagram, l'Etoile de Napoléon pâlit et avec son éclipse la gloire de la France commença à perdre de son éclat. Ses victoires d'autrefois se transformèrent en déroutes, sa campagne malheureuse d'Espagne, puis sa désastreuse retraite de Russie provoquèrent une nouvelle coalition de l'Europe où il se vit abandonné par ses alliés d'hier dans la dernière bataille qu'il livra à Leipzig, et fut battu, ce qui entraîna la chute de l'empire français.

Voici les causes qui ont amené rapidement un changement aussi radical. Tant que la France défendit les principes de la révolution, elle put braver avec succès toutes les coalitions déchaînées contre elle par l'Angleterre, car elle luttait pour la défense d'un idéal supérieur de l'humanité contre lequel les forces brutales finissent toujours par se briser, et Napoléon bien qu'il eût l'ambition des conquêtes, ne provoqua pas la guerre; elle lui fut imposée, et il profita de la victoire pour se garantir contre une nouvelle guerre en diminuant les forces de ses ennemis. Cependant il eut tort de se montrer trop égoïste en plaçant ses frères à la tête des pays conquis. Il arriva forcément un moment où, aveuglé par ses succès et animé d'un esprit de vengeance contre l'Angleterre qui fut l'âme de toutes les coalitions contre la France, il commit de grandes fautes et des actes criminels dont le plus honteux fut

celui contre l'indépendance de l'Espagne et du Portugal. Il exigea du Portugal d'adhérer au blocus continental, de retenir comme otages les sujets anglais résidant dans son territoire et de séquestrer leurs biens. Le Portugal s'étant refusé à ces actes, Napoléon ordonna qu'il fût envahi par des troupes françaises. Quant à l'Espagne sa conduite envers elle fut des plus cyniques. Il entra d'abord en négociations secrètes avec Charles IV, pendant que le fils de celui-ci Fernando adressait une lettre au vainqueur à l'insu de son père pour réclamer sa protection, en même temps qu'il demandait en mariage une princesse de sa famille. Sans attendre l'issue de ces négociations, l'Espagne fut envahie simultanément par la voie de Castille et par celle de Catalogne. L'opinion courante en Espagne était que Napoléon se proposait de protéger le prince d'Asturies contre le Duc de la Paz au point que les portes de San Sebastian et de Port-Bou s'ouvrirent aux troupes françaises sur l'ordre du roi. Cette illusion s'évanouit bientôt au moment où l'armée française s'étant approchée de Madrid, l'Infant Fernando et toute la famille royale furent amenés traîtreusement à Bayonne où Fernando dut abdiquer en faveur de son père et celui-ci en faveur de Napoléon qui nomma ensuite son frère Joseph roi d'Espagne. C'est certainement l'acte le plus ignominieux et le plus perfide qu'ait jamais commis un chef d'Etat envers un souverain étranger en temps de paix. Considéré avec un esprit

impartial, cet acte apparaîtra non seulement comme dénotant de la part de son auteur une absence de sens moral mais aussi comme une faute au point de vue politique et comme une conception mesquine de la part de l'homme de génie que fut Napoléon, car il ne pouvait ignorer l'existence en Espagne d'un parti politique libéral assez nombreux qui sympathisait avec la France, appelé *el partido afrancesado*.

Il aurait suffi de stimuler ce parti et de lui fournir les ressources nécessaires pour faire de la propagande en faveur d'un régime libéral et des intérêts français. L'intervention militaire n'ayant pas été nécessaire il eût évité les capitulations honteuses du général Dupont à Bailen et du général Junot en Portugal et de plus, la France aurait conservé la sympathie et la neutralité bienveillante de l'Espagne. Une autre faute politique commise par Napoléon, fut son divorce d'avec l'impératrice Joséphine et le choix d'une princesse autrichienne pour satisfaire sa préoccupation dominante, celle d'avoir un héritier légitime de son trône glorieux comme si une nouvelle femme choisie parmi les vieilles dynasties de l'Europe, tout en lui donnant un héritier, pouvait lui servir de talisman pour concilier ses intérêts dysnastiques avec la bonne volonté de ses anciens adversaires dépouillés par lui de leurs territoires. Bien qu'en épousant une princesse autrichienne il adoucit un peu la haine violente de l'Autriche, celle-ci ne put jamais oublier les pertes matérielles qu'elle avait subies.

Quant à la Prusse, la rancune qu'elle gardait à la France et surtout à l'empereur Napoléon était telle qu'elle se souciait fort peu du mariage de son adversaire avec une princesse autrichienne ou russe ; l'Allemagne ne se sentait pas moins humiliée pour cela d'avoir une grande partie de son territoire occupée par des troupes françaises. Pour ce qui est de la Russie, non seulement elle s'est sentie blessée par les procédés employés par Napoléon envers le tzar à l'occasion de son mariage, mais son refus altier de souscrire à la convention relative à la Pologne proposée par la Russie lui avait aliéné la sympathie du tzar. L'Italie de son côté gardait rancune à l'Empereur qui s'était approprié la Toscane, les légations et Rome même. D'autre part l'occupation de l'Espagne par des troupes françaises était une plaie saignante toujours ouverte et la haine implacable de l'Angleterre restait toujours une cause de nouvelles hostilités. En quoi le mariage de Napoléon avec une princesse russe ou autrichienne pouvait-il contribuer à consolider sa dynastie s'il était obligé par ailleurs de lutter contre un grand nombre d'obstacles créés par lui-même et rendus insurmontables à la suite de son orgueil et de son ambition démesurée ? Il y avait d'ailleurs encore une circonstance assez grave, inhérente à la grande extension des pays conquis, qui compromettait sa dynastie, c'était la nécessité pour la France de maintenir indéfiniment une grande armée sur pied de guerre en temps de paix pour l'occupation

des provinces italiennes, autrichiennes et allemandes, de la Vistule au Tage, sans parler de l'Espagne où les guerrillas ne cessaient de harceler l'armée française. Tout cela pesait sur le trésor français et sur la population, qui manquait de bras pour l'agriculture et pour les œuvres de la paix.

* * *

Quoi qu'il en soit, la vie et l'œuvre de Napoléon remplissent une page très instructive de l'histoire de l'humanité ; en effet, il a commencé par consolider la grande œuvre de la Révolution de 1789 ; ensuite il a institué le code civil qui demeura toujours comme une œuvre grandiose et impérissable ; finalement il a prouvé que chaque fois qu'il se vit obligé de défendre la France et les conquêtes de la révolution contre la force brutale de ses ennemis il a toujours été victorieux contre des forces supérieures mais dès que ses guerres n'eurent pour but que la défense de ses intérêts dynastiques et la satisfaction de sa soif de domination, ses armées furent impuissantes à triompher des forces de la coalition. C'est ainsi qu'à la suite de ses guerres offensives contre l'Espagne et la Russie qui n'avaient pour but la défense d'aucun idéal humanitaire ou national, il fut abandonné par ses anciens amis tels que la Suède, la Bavière et la Saxe. Alors il dut partager le sort de tous les grands conquérants tels qu'Alexandre le Grand,

Rome impérialiste, Charlemagne et Philippe II d'Espagne dans sa lutte contre les Pays-bas, et comme eux il succomba victime de sa soif de domination universelle et de la manie des grandeurs.

Cependant il faut reconnaître que si l'œuvre de Napoléon, comme homme politique et guerrier a disparu avec son auteur, son œuvre comme continuateur de la révolution française lui a survécu, et a exercé une influence considérable sur les pays de l'Europe qui eurent à subir l'autorité du gouvernement français, tels que la Belgique, la Hollande et les provinces rhénanes qui furent annexées à la France. Il en fut de même de l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne jusqu'à l'Elbe, auxquelles Napoléon imposa des souverains français et des administrations françaises. En effet partout où il y avait une administration française on abolissait les droits des seigneurs, les corporations et les anciens règlements du commerce. On y établissait la liberté des cultes, l'impôt égal pour tous, le service militaire obligatoire. On remplaçait les coutumes provinciales par des lois générales, souvent par le Code civil de Napoléon. On abolit la procédure secrète qu'on remplaça par le jury dans les affaires criminelles.

Ces réformes devinrent par la suite définitives dans certains pays. La Belgique et les provinces rhénanes conservèrent après la chute de l'Empire, le Code Napoléon. Les français avaient supprimé aussi un grand nombre de petits Etats allemands, n'en laissant sub

sister que 35 sur 300. Cette réforme a subsisté même après 1814. Les avantages des réformes introduites par l'administration française furent tellement frappants que les Etats allemands délivrés de la domination française, les adoptèrent pour leur propre compte. C'est ainsi que l'idée de liberté, issue de la Révolution française, a survécu à l'esprit de Restauration qui prétendait faire revivre la monarchie absolue ; car dans tous les pays d'Europe il se forma un parti plus ou moins nombreux qui s'intitula le *parti constitutionnel* par opposition au parti absolutiste qui admettait le droit divin de la Monarchie, d'après lequel le roi tenait ses droits de Dieu et ne devait rien à ses sujets, faisait la loi et fixait les impôts. Le parti absolutiste avait pour lui la noblesse, le haut clergé et la plupart des paysans, tandis que le parti constitutionnel, partant du principe de la souveraineté du peuple, reconnaissait au roi le droit de régner et de gouverner seulement avec le consentement du Parlement élu par la nation, lequel avait seul le droit de faire des lois et de voter ou de refuser les impôts. Et pour garantir les droits de la nation, ce parti exigeait une constitution écrite et réclamait pour les citoyens le droit de parler, d'écrire, et de se réunir ainsi que la liberté de conscience et du culte.

Malheureusement, les absolutistes ayant accaparé le pouvoir après la restauration des Bourbons en France aussi bien que dans la plupart des pays d'Europe, ils poursuivaient devant les tribunaux les écrivains libé-

raux et interdisaient les livres et les journaux étrangers, osant même mettre en prison ceux qui les lisaient. Alors les libéraux pour se défendre organisèrent des sociétés secrètes et ourdirent des complots ou des insurrections pour renverser le gouvernement ou le forcer à accorder une Constitution. Il est vrai que le gouvernement de Louis XVIII n'osant pas restaurer en France la monarchie absolue, créa à l'exemple de l'Angleterre une Chambre des députés élue par la nation et une chambre des Pairs nommée par le roi ; mais on n'admettait comme électeurs que ceux qui payaient 300 francs d'impôt direct par an ; il s'ensuivit que la première chambre élue était plus absolutiste que les ministres du roi. Elle vota des lois contre la liberté de la presse et demanda des poursuites contre les partisans de l'empire. Du coup les ultra-royalistes devinrent les maîtres de la situation sous le ministère de Villèle, qui avec l'aide des jésuites et des cléricaux rêvait de réaliser l'alliance du trône et de l'autel. L'abbé Frayssinus, grand maître de l'Université, nommé sur ces entrefaites ministre de l'Instruction publique, soumit l'enseignement à la surveillance des évêques, supprima l'école normale, et suspendit les cours de Guizot, de Cousin et de Villemain à la Sorbonne. En même temps, le ministère Villèle offrait à la Sainte Alliance de l'argent et une armée pour combattre en Espagne la révolution contre Ferdinand VII.

La mort de Louis XVIII ne fit qu'aggraver la situa-

tion, car son frère le comte d'Artois qui lui succéda sous le nom de Charles X fit voter par la Chambre : *premièrement* la loi accordant des indemnités jusqu'à concurrence d'un milliard pour les émigrés victimes de l'Empire, *secondement* la loi du sacrilège, punissant de mort la profanation des vases sacrés et les blasphémateurs, *troisièmement* la loi autorisant l'établissement en France des communautés religieuses.

Alors l'opposition libérale qui était impuissante à la Chambre des députés, triompha à la Chambre des pairs avec Chateaubriand en tête, ce que voyant, le Ministère Villèle fit nommer 76 nouveaux pairs très réactionnaires et décréta la dissolution de la Chambre des députés. Fort heureusement, l'excitation croissante de l'opinion publique exerça une influence salutaire sur le corps électoral, et fit remporter le triomphe au parti libéral avec une écrasante majorité. Villèle se vit donc contraint de démissionner; mais le roi ne se tint pas encore pour convaincu et nomma un nouveau Ministère, plus réactionnaire que l'antérieur, présidé par le prince de Polignac, ce qui fut considéré comme un défi lancé par Charles X à la France libérale. En effet, à l'ouverture de la Session de la Chambre, celle-ci vota une adresse souscrite par 221 députés déclarant que l'accord n'existait plus entre le gouvernement et la nation. Le roi pour toute réponse prorogea d'abord la Chambre et décréta ensuite sa dissolution, mais les nouvelles élections amenèrent une majorité libérale

encore plus grande que la dernière. Devant un pareil résultat le ministère Polignac décida une fois de plus la dissolution de la nouvelle Chambre avant même sa constitution, suspendit la liberté de la presse et modifia par un décret la loi électorale. Alors, la population de Paris se souleva et après trois jours de luttes acharnées dans les rues de Paris, l'armée se retira à Saint-Cloud où se trouvait le roi. Puis une commission de députés et de conseillers municipaux sous la présidence du banquier Laffitte et du général Lafayette proclama à l'Hôtel de Ville la déchéance de Charles X et la nomination comme Lieutenant général du royaume du Duc d'Orléans Louis-Philippe, qui fut plus tard proclamé par les chambres réunies, Roi de France.

* * *

De ce qui précède il résulte :

1° Qu'après la Restauration, l'esprit d'absolutisme s'est emparé de tous les gouvernements d'Europe. Tous les monarques représentés au Congrès de Vienne, sous la présidence du prince Metternich se sont mis d'accord pour combattre les principes de la Révolution française par des mesures restrictives et pour imposer leur système absolutiste aux peuples sous leur domination, les monarques de la Sainte Alliance s'étant engagés en cas de révolte, à envoyer leurs troupes pour aider leur allié voisin à triompher des insurgés. C'est

en effet ce qui arriva lors des mouvements révolutionnaires en Espagne et en Italie lorsque l'armée française accourut au secours de Ferdinand VII et l'armée autrichienne intervint pour juguler la révolution de Naples et de Piémont.

2° Tous les efforts de la Sainte Alliance se sont brisés contre la force morale des droits de l'homme proclamés par la Révolution française. Bien qu'ils aient réussi momentanément à dominer le mouvement populaire en Espagne et Portugal, en Italie et en Pologne, ce triomphe apparent de la force contre le droit ne fit que ralentir, mais pas arrêter, la marche progressive des idées de liberté et de justice des peuples ; car l'expérience nous enseigne que tout progrès étant obligé de lutter contre la tradition et la routine, a besoin pour se réaliser, et pour se consolider ensuite, du concours d'un millieu et de circonstances favorables à son développement.

Malheureusement tous les peuples n'ont pas la maturité d'esprit nécessaire pour comprendre la valeur de la liberté et la haute portée d'un idéal humanitaire, dont le triomphe exige de chacun le sacrifice de ses intérêts matériels. Ce fut le cas des nations européennes qui refusèrent leur appui à la Grèce lorsqu'elle parvint en 1822 à arborer le drapeau de l'Indépendance nationale et à secouer le joug séculaire de la Turquie. Ce fut en vain que le peuple grec s'adressa au Congrès de Vérone et lui exposa ses griefs légitimes dans les termes émouvants que voici : « Nous demandons que

« notre religion soit libre, que nos femmes soient en
« sûreté, que la chasteté de nos enfants soient respec-
« tée. Nous avons versé déjà des torrents de sang. Il
« n'est plus possible que nous subissions de nouveau le
« joug des ennemis du Christ et de la civilisation.
« Voudriez-vous permettre que nos femmes soient de
« nouveau livrées aux harems et nos fils aux bagnes.
« Si nous ne sommes pas écoutés par vous, nous recom-
« mencerons à combattre pour mourir chrétiens ou
« pour vivre avec le Christ. »

Les rois chrétiens ligués pour dompter les révolutions de leurs sujets n'hésitèrent pas à défendre à Melaxas, porteur des vœux helléniques de se présenter au Congrès. En échange, ils invitèrent le grand Seigneur à envoyer un représentant au Congrès, mais le sultan déclina cette proposition.

Alexandre, Tsar de Russie, quoique bien disposé en faveur des Grecs céda aux arguments de Metternich qui ne voyait dans le soulèvement des Grecs qu'une des têtes de l'hydre révolutionnaire, et de concert avec l'Autriche désavoua les insurgés raffermissant ainsi l'autorité du grand Seigneur. En attendant les chefs de l'insurrection grecque s'organisaient pour la lutte, décidés qu'ils étaient à résister jusqu'au bout. Ils promulguèrent une Constitution qui prévoyait un corps législatif composé de députés élus par les provinces et un conseil exécutif de cinq membres. Les anciennes lois byzantines furent remises en vigueur. Quant au

commerce, le Code français devait régir les transactions et la liberté religieuse ainsi que l'égalité des droits pour tous les citoyens furent proclamées. Corinthe devint le siège du gouvernement et l'indépendance fut proclamée officiellement.

L'insurrection s'étendait de plus en plus; l'Epire de même que le Péloponèse lui apportèrent leurs ressources en hommes et en matériel de guerre; de plus un grand nombre de philhellènes étrangers accoururent pour aider à la résistance des Grecs, qui après une lutte acharnée qui se prolongea pendant cinq ans finirent par se rendre maîtres de Napoli de Romanie, la place la plus forte de la Méditerranée où leur marine trouva un port sûr et un arsenal pour la flotte. L'Europe libérale applaudissait au point que les rois commençaient à éprouver des craintes sérieuses, car les philhellènes ne cessaient d'envoyer aux Grecs de l'argent, des munitions et des hommes courageux et pour empêcher des bâtiments anglais et autrichiens de secourir la Turquie, les insurgés se virent obligés de déclarer que tout navire portant des armes ou des munitions à la Turquie serait attaqué et son équipage passé par les armes.

Malheureusement, la prolongation de la guerre occasionnait une grande misère à la population grecque et d'autre part la participation de l'Egypte en faveur de la Turquie rendait la situation militaire de la Grèce très précaire. Alors les Grecs dont les chefs étaient en

désaccord entre eux, se sont entendus pour conférer la magistrature et le commandement suprême à des étrangers d'élite sous la présidence de Capo de Istria de Corfou, ami et protégé du Tsar de Russie, lequel, après avoir réorganisé les forces grecques et reçu de l'argent et d'autres ressources suffisantes de l'étranger s'entendit avec le Tsar et proposa au nom de la Grèce une réunion de cinq puissances à l'effet de concilier les divergences de vues qui existaient entre elles ; mais le Sultan, fort de l'appui de l'Autriche, répondit que le droit des gens ne lui permettait pas en tant que souverain, des négociations avec ses sujets. Alors la France et l'Angleterre, craignant que la Russie ne fît tourner les événements de la Grèce à son avantage sous prétexte de vouloir mettre fin à une lutte qui entravait le commerce de l'Europe, signèrent avec le Tsar un traité stipulant que, si dans le délai d'un mois la Porte n'acceptait pas la médiation proposée, elles se rapprocheraient de la Grèce.

Le sultan ayant maintenu son attitude intransigeante, les escadres des trois puissances commandées par l'amiral anglais attaquèrent l'escadre turque devant Navarin et la détruisirent entièrement (1827). La Turquie malgré ce désastre et la perte de sa flotte ne céda pas, prétendant que la Russie avait déclaré dans le traité d'Ankerman que le conflit avec la Grèce était une question intérieure dont elle ne se mêlerait pas. Par conséquent elle violait une promesse sacrée.

En raison de la mauvaise volonté de la Turquie, une importante armée russe franchit le Pruth, avança rapidement et après une lutte acharnée s'empara d'Andrinople. Grâce à l'intervention diplomatique de la France et de l'Angleterre, l'armée russe s'arrêta devant les portes de Constantinople, et le sultan se voyant vaincu, se résigna à signer un traité qui reconnaissait l'affranchissement de la Grèce et accordait à la Russie la liberté de la navigation sur la Mer Noire. Mais la Grèce, non contente du traité, fit entendre sa voix dans une assemblée convoquée à cet effet, prétendant que les frontières qui lui étaient assignées n'étaient pas susceptibles d'une défense suffisante et que c'était une dérision d'appeler Grèce, la Morée et la Livadie, le Péloponèse et l'Hellade, quand on en détachait les provinces les plus populeuses, telles que l'Epire, la Thessalie, la Macédoine, la Crête et Samos. Enfin la Grèce demandait un roi qui professât la même religion qu'elle. C'est ainsi que le sort de la Grèce restait en suspens après la bataille de Navarin. Les chefs de la révolution avaient perdu confiance, l'Angleterre hésitant longtemps devant l'idée de faire surgir une nation nouvelle qui pourrait un jour rivaliser avec elle pour la possession des nombreuses îles Ioniennes. La France amie désintéressée, étant impuissante à agir seule, la Grèce fut obligée de patienter et de s'organiser en attendant des circonstances plus favorables à la réalisation de son idéal national.

CHAPITRE IX

PROGRES DES SCIENCES NATURELLES EN FRANCE PENDANT LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XIXe SIÈCLE

Bien que les sciences naturelles aient déjà réalisé de sérieux progrès dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, la plupart des savants qui ont contribué au progrès de ces sciences ont prolongé leur fructueuse activité jusqu'aux premières années du XIXe siècle. Buffon est le seul qui soit né et mort dans le XVIIIe siècle (1707 à 1788) et son œuvre est tellement grande que ce siècle mérite bien d'être appelé le siècle de Buffon, car elle fut une des plus hardies et des plus fertiles par le fait d'avoir tracé le tableau fidèle de la nature entière ; l'*Histoire naturelle* de Buffon dont les premiers volumes parurent en 1749 a été regardée comme le plus beau modèle de description fidèle des mœurs et des traits caractéristiques des animaux. De plus, cet ouvrage est accompagné d'une théorie sur la formation de la terre et d'un discours sous forme d'introduction, ainsi que de divers suppléments parmi lesquels se trouvent

les Epoques de la Nature. Malheureusement la mort vint le surprendre en 1788 avant qu'il terminât son beau travail, qui fut continué et terminé après sa mort par Lacépède ; l'ouvrage entier se compose de 44 volumes.

Toutefois, c'est plutôt Cuvier qui doit être considéré comme le véritable continuateur de l'œuvre de Buffon. En effet, il étudia la structure intime des organes des animaux de même que les lois qui régissent la vie animale et la série des modifications qu'a subies l'organisme des animaux supérieurs à travers le temps et la simplification des fonctions organiques des êtres inférieurs. Voici quelques notices biographiques sur ce grand homme. *Georges Cuvier* est né en 1769 à Montbéliard. Après avoir terminé ses études au collège de sa ville natale il se consacra à l'étude de l'Histoire Naturelle et ne tarda pas à se distinguer par ses travaux, au point que Geoffroy Saint-Hilaire le fit venir à Paris en 1795 et le combla de marques d'amitié. Nommé successivement professeur d'Histoire Naturelle aux écoles centrales, suppléant de la chaire d'anatomie comparée au Muséum, professeur au Collège de France il fut élu membre de l'Institut, puis Secrétaire perpétuel de la Section des Sciences.

Quant à son œuvre, elle est immense. Il donna d'abord à la zoologie une classification naturelle qui lui manquait encore, ensuite il fit faire des progrès très importants à l'anatomie comparée par la découverte du

fait qu'il existe entre tous les organes d'un même animal une correspondance, une subordination telle que de la connaissance d'un seul organe, on peut déduire celle de tous les autres ; c'est ce qu'il a appelé *la loi des corrélations des formes.*

Plus tard il découvrit un monde nouveau, ayant établi par de nombreuses observations qu'il avait dû exister à la surface du globe des espèces d'animaux et de végétaux qui ont disparu depuis ou qui n'existent qu'à l'état de fossiles. Enfin, il donna à la Géologie de nouvelles bases fournissant les moyens de déterminer l'ancienneté des couches terrestres par la nature des débris qu'elles renferment. Ses principaux ouvrages sont : *Leçons d'anatomie comparée;* 5 vol. in-8° 1800-1805, ouvrage capital qui obtint en 1810, un des prix décennaux ; le *Règne animal distribué d'après son organisation,* 4 vol. in-8°, 1816, plusieurs fois réimprimés ; *Recherches sur les ossements fossiles,* précédés d'un *Discours sur les Révolutions du globe*, 5 vol. in-8°, 1812 et 1824, plusieurs fois réimprimées ; *Histoire naturelle des poissons*, 2 vol. in-8° 1828 (continuée par Valenciennes). On a en outre de lui un *Rapport sur les progrès des sciences naturelles depuis 1789 jusqu'en 1808.* Cuvier est mort à Paris en 1832.

Etienne Geoffroy Saint-Hilaire, célèbre zoologiste, né en 1772, à Etampes et mort en 1844. Issu d'une famille de savants médecins, il montra de bonne heure une grande prédilection pour les sciences naturelles

qu'il cultiva plus tard sous la direction de son maître Daubenton. Celui-ci le fit nommer ensuite démonstrateur au Jardin des Plantes dont il devint ultérieurement professeur et administrateur après avoir réorganisé cet établissement, où il enseigna avec grand succès la zoologie.

En 1794, il se consacra à créer d'immenses collections zoologiques, qui sont encore conservées aujourd'hui. A la même époque, il entra en relations avec Cuvier alors ignoré ; mais il devina bientôt son génie et établit avec lui des rapports très amicaux depuis 1798 jusqu'en 1802, lorsque Geoffroy partit avec l'expédition d'Egypte, d'où il rapporta une vaste collection scientifique. En 1807, il fut admis à l'Institut ; en 1809, il fut nommé professeur de zoologie et de physiologie comparée à la Faculté des Sciences. Quant à son œuvre, elle fut d'abord purement zoologique. Il travailla quelque temps de concert avec Cuvier jusqu'en 1807, lorsqu'il se sépara de lui et se livra presque entièrement à des spéculations sur *la philosophie des sciences naturelles*, science dont on peut le regarder comme le fondateur.

Il s'attacha d'abord à démontrer l'unité de composition organique entre les diverses espèces d'animaux et établit ensuite *la théorie des analogues*. La loi de l'unité de composition consiste dans l'identité entre les matériaux qui composent les organes des animaux de différentes espèces, matériaux qui, bien que diversifiés à l'infini dans leur forme, leur volume, leurs usages,

restent au fond les mêmes chez tous et révèlent un même plan ; *la théorie des analogues,* est la méthode par laquelle il arriva à démontrer l'unité de composition. Ce savant conçut aussi dès 1807 une idée qui est le complément des précédentes, celle de l'analogie qu'offrent les caractères permanents des espèces inférieures avec les caractères transitoires de l'embryon dans l'homme et les animaux supérieurs. Enfin, il se servit de sa doctrine pour expliquer heureusement des arrêts dans le développement chez les uns et chez les autres les inégalités des êtres et les monstruosités des individus. Un débat célèbre s'éleva en 1830, au sein de l'Académie des Sciences, entre Cuvier et Geoffroy, au sujet de l'unité de composition : le monde savant se partagea entre les deux antagonistes, soit entre le défenseur de la fixité et de la perpétuité des espèces et ceux du transformisme. Toutefois, il faut reconnaître que l'hypothèse d'une apparition brusque et définitive des êtres organisés soutenue par l'école orthodoxe a été renversée par les découvertes paléontologiques de Cuvier. Celui-ci, bien que partisan de la révélation biblique, ce qui était dû en partie à l'influence du milieu dans lequel il avait été élevé, et en partie à sa haute position sociale, s'efforça de substituer au dogme d'une création unique celui des créations multiples précédées des cataclysmes que Dieu lui-même aurait suscités, mais la fausseté de cette hypothèse des cataclysmes de Cuvier a été démontrée par les géologues modernes. Une chose

est certaine, c'est que la théorie du transformisme basée sur l'observation et l'expérimentation, défendue au sein de l'Académie des Sciences, par Geoffroy Saint-Hilaire, en 1830, a été compromise sous la pression despotique de Cuvier.

Antoine de Monet, chevalier de Lamarck, célèbre naturaliste, né à Bazenti (Somme) en 1744 et mort en 1829, s'occupa de bonne heure de la botanique. Il se fit connaître par ses travaux remarquables sur la zoologie, sous la conduite de Buffon qui le protégea. Il fut chargé d'abord de l'organisation du Muséum, et fut nommé membre de l'Académie des Sciences en 1779, ensuite professeur de zoologie au Muséum en 1794, et il conserva cette chaire jusqu'à sa mort. On lui doit d'abord la *Flore française*, 1778 en trois volumes, où il expose une méthode nouvelle d'analyse botanique dite *dichotomique*, ensuite *l'Histoire naturelle des animaux sans vertèbres*, en sept volumes (1815-1822). Mais l'ouvrage qui l'a rendu célèbre et immortel est la *Physiologie zoologique* où il expose avec de grands détails sa théorie de la transmutation des espèces, basée sur la conception d'une échelle des êtres présentant des embranchements irréguliers malgré sa gradation générale, idée qu'avait fait surgir en lui son étude approfondie des plantes et des formes inférieures de la vie animale. Ce naturaliste doublé d'un philosophe s'intéressa surtout à la question de l'origine des êtres vivants, et en pour-

suivant ses recherches sur les causes capables de produire la transformation d'une espèce dans une autre, il crut avoir trouvé dans la nature même de semblables causes suffisant à expliquer parfaitement tous ces changements.

C'est un fait physiologique, dit-il, que l'action fait augmenter la dimension des organes qui s'atrophient par l'inaction. Il est un autre fait physiologique, que les modifications produites se transmettent aux descendants. Par conséquent, si vous changez les actions d'un animal, vous changerez sa structure, soit en activant le développement des parties nouvellement mises en usage, soit en faisant diminuer celles qui ne sont plus employées : il arrive également que si vous modifiez les circonstances qui entourent l'animal, vous changez ses actions, d'où il s'ensuit qu'à la longue un changement de circonstances doit produire un changement d'organisation. Par ces motifs, toutes les espèces sont, selon Lamarck, le résultat de l'action indirecte des changements de circonstances sur ces germes primitifs qui s'étaient produits originellement, d'après lui, par générations spontanées au sein des eaux du globe.

Lamarck affirme également la coïncidence de l'ordre réel de classifications avec l'ordre de leur développement les unes des autres ; il insiste beaucoup sur la nécessité de plusieurs siècles de concours pour qu'il se produise un changement sensible dans l'organisation

des êtres organiques. Pour cela, il fait remonter toutes les variétés de l'instinct et de la raison aux causes mêmes qui avaient donné naissance aux espèces. Malheureusement, malgré la profondeur de ses pensées et son esprit d'investigation, Lamarck ne se rendit pas assez compte de l'influence des circonstances hostiles contre lesquelles beaucoup d'espèces avaient à lutter à travers les siècles et qui empêchaient leur développement. Il ne connaissait pas davantage l'influence de la sélection, deux principes qui constituent les fondements de la théorie évolutionniste de Darwin. C'est ainsi qu'on s'explique que le grand prestige de Cuvier fut suffisant pour combattre les idées de Lamarck qui tombèrent, de plus, comme hétérodoxes, sous le mépris des savants unis aux théologiens de l'époque.

II

La Botanique

Quant à la botanique, les progrès réalisés par elle vers la fin du XVIII[e] siècle ne furent pas moins grands que ceux de la zoologie. Il suffit de rappeler les travaux de Linné et de Jussieu qui peuvent être considérés comme les fondateurs de la botanique moderne, autant par l'unification du système du règne végétal que par la classification des plantes en genres, espèces et ordres. *Linné*, célèbre naturaliste suédois, est né

en 1707, de parents pauvres. Grâce à la protection que lui prêta un médecin ami de la famille, il put se vouer à l'étude du règne végétal, auprès d'Olaüss Rudbeck, professeur de botanique à Upsal. Les progrès qu'il fit dans cette science furent tels que déjà en 1730 il conçut l'idée de son système de classification. Ensuite il se rendit en Hollande où il étudia la médecine à Leyde, sous la direction de Bœrhaave qui sut l'apprécier, et passa trois ans près de G. Cliffort, riche amateur qui lui confia le soin de son cabinet et de ses jardins ; c'est là qu'il publia ses premiers ouvrages (1735-1738). Il visita ensuite l'Angleterre et la France. Il connut à Paris Bernard de Jussieu, avec lequel il se lia étroitement. A son retour dans son pays il fut nommé médecin du roi de Suède, et enfin professeur de botanique à l'Université d'Upsal (1741). Il occupa cette chaire pendant trente-sept ans, Linné donna à la botanique une classification méthodique qu'il fonda sur les organes sexuels des plantes ; il créa pour cette science une langue commode, régulière, uniforme, adaptée aux nouvelles observations qu'il avait faites, et définit chaque genre et chaque espèce par des phrases d'une brièveté et d'une précision admirables. Il étendit sa réforme aux deux autres branches de l'histoire naturelle, la minéralogie, et la zoologie, mais avec moins de bonheur. Malgré ses mérites, la classification de Linné a le défaut d'être artificielle et de rompre souvent les vrais rapports naturels des êtres ; elle rencontra, de plus, plusieurs

adversaires parmi les autres naturalistes, tels que Buffon et Haller et finit par céder le pas à la méthode naturelle de Jussieu.

Antoine-Laurent de Jussieu profitant des travaux de son oncle Bernard et après avoir fait de nombreuses recherches personnelles publia en 1789 une classification naturelle. Il démontra que les végétaux peuvent être divisés en trois groupes, selon que leur graine est pourvue ou dépourvue d'embryon et selon que cet embryon, lorsqu'il existe, présente, soit une ou deux feuilles cotylédonnaires, soit un ou deux lobes charnus qui enveloppent le radicule de la graine. C'est ainsi qu'il forma 3 grands groupes. *Acotylédons*, *Monocotylédons et Dicotylédons.*

Le premier ne comprenait qu'une classe, renfermant les cryptogames de Linné.

Le second était divisé selon l'insertion des étamines, qui peuvent être *épigynes*, *périgynes ou hypogynes*.

Le troisième, comprenant un plus grand nombre de plantes, fut subdivisé d'abord à l'aide d'autres caractères. Chose curieuse, ce n'est pas à un naturaliste sinon à un poète qu'a été réservé l'honneur de tracer les lois de l'embryogénie et de l'évolution de la plante : c'est Gœthe qui en eut l'intuition et qui prit l'initiative d'exposer sa thèse tout originale dans son *Essai sur la métamorphose des plantes* dans les termes suivants :

« La plupart des végétaux présentent deux feuilles « séminales ou cotylédons qui, destinées à nourrir la

« plante, disparaissent bientôt ; mais les organes qui « se développent ensuite avec tant de variétés ne sont « que des cotylédons transformés. Ils se déploient « d'abord en feuilles disposées le long de la tige, et aspi- « rent, à la manière de poumons, l'air qui modifie les « sucs distribués dans leur intérieur ; mais bientôt la « génération des feuilles s'arrête, leur volume diminue, « elles se contractent, et l'on voit se présenter comme « des feuilles plus petites, dites bractées, lesquelles « tantôt isolées tantôt en cercle, se modifient en for- « mant le calice ; puis les pétales de la corolle qui en « proviennent et se réduisent ensuite en étamines. Le « pistil lui-même est une nouvelle métamorphose de la « feuille, et lorsqu'il a grossi il constitue le fruit ; enfin « l'embryon s'entoure dans la semence d'enveloppes « qui, pour Gœthe, sont encore des feuilles modifiées. « Outre cette *métamorphose progressive*, il en distingue « une *rétrograde* qui n'est en réalité que l'absence de « métamorphoses. »

Quelques années après, est venu *Augustin de Candolle*, (né à Genève en 1778 dans l'année où mourut Linné) qui a démontré scientifiquement les faits que Gœthe avait bien interprêtés, en les complétant par la loi de la symétrie. Candolle ne se contenta pas d'adopter le système de Jussieu qu'il trouvait plus naturel et plus raisonnable que celui de Linné ; mais il invoqua de plus un fait à l'appui de sa thèse, savoir que les propriétés médicinales sont communes à tous

les individus d'une même famille, car dit-il, la nature a créé tous les êtres d'après un plan symétrique, bien qu'il y ait des exceptions, mais une telle déviation procède de causes générales d'où il est facile de remonter aux types primitifs, en calculant les accidents constants d'avortement, de dégénération ou d'adhérence. Cette loi de symétrie fut ensuite appliquée, tant à la botanique qu'à la zoologie, par les naturalistes les plus distingués.

Bien que les progrès de la botanique que nous venons de décrire aient été réalisés par les hommes nés au XVIIIe siècle, ceux-ci déployèrent leur activité scientifique dans les premières années du XIXe siècle, les vrais progrès scientifiques étant dus aux naturalistes du XIXe siècle, grâce à l'intervention de la microscopie et à des recherches expérimentales. C'est d'abord l'histologie qui a fait connaître non seulement la constitution cellulaire des plantes et les matières solides contenues dans les cellules, l'origine et la modification des cellules, mais aussi les différents tissus qui constituent les plantes, tels que les tissus fibreux et vasculaires. Puis, les botanistes se sont consacrés à étudier la physiologie des végétaux, les organes de la nutrition, la morphologie des feuilles et des racines et les organes de la respiration et de la reproduction des plantes.

Il en est de même de la zoologie. Elle aussi avait accompli des progrès très sensibles à la fin du XVIIIe siècle sous la direction de *Cuvier et Blainville*, dont les re-

cherches n'ont pas seulement porté sur les formes extérieures et la morphologie des animaux, ils ont également étudié leur structure et leurs fonctions, savoir, l'histologie et la physiologie. Cuvier notamment s'est consacré à l'étude de l'anatomie comparée, classifiant les animaux d'après la ressemblance et la différence de leurs organes. Partant de ce principe, ces deux savants ont adopté une classification basée sur les caractères essentiels communs à un certain nombre de groupes ou de familles qui, réunis, forment les *genres*, tels que le chien et le loup, le chat et le tigre, qui tout en appartenant à des types ou des familles différentes, sont néanmoins du même genre.

Au fur et à mesure qu'on a progressé dans l'étude des différences et des ressemblances entre les divers groupes d'animaux, on est arrivé à les classer selon leur organisation et selon la qualité et la quantité de leurs organes correspondant aux conditions de leur existence. En partant du protoplasme, substance gélatineuse qui constitue l'élément vital principal de toute cellule, tant végétale qu'animale, les naturalistes ont reconnu que les êtres monocellulaires, avec ou sans membrane enveloppante, sont à la base du règne animal. Ils les ont appelés *protozoaires*, *rhizopodes*, *ou infusoires*. Puis, en montant l'échelle des êtres, ils ont rencontré les *Coelentérés* qui comprennent les *méduses*, les *éponges* et les *coraux*, des êtres océaniques aux cellules phagocitaires. Ils arrivent ensuite aux *polypes*

qui se distinguent par leur multiplication indéfinie, car en les coupant et les recoupant on donne naissance à autant d'êtres vivants. A mesure qu'on s'élève sur l'échelle on rencontre les *acalèphes*, aux tentacules suceurs et nageurs, puis, les *echinodermes*, qui nous donnent les *astérides* ou *étoiles de mer*, ensuite les *oursins*, globules à coquille hérissées de pointes mobiles, qui sont comestibles, et les *holothuries*, d'enveloppe coriace et cylindrique. Ensuite, les *mollucoïdes* respirant avec des branchies extérieures ou intérieures.

Puis viennent les *Mollusques*, animaux à corps mou sans vertèbres, tels que les limaçons et les huîtres, qui possèdent un cœur, un appareil digestif et un cerveau avec système nerveux rudimentaire, presque tous ovipares, se divisant en *Céphalopodes* avec de véritables bras autour de la tête, en *Gastéropodes*, marchant sur le ventre (escargots), en *Ptéropodes* avec des nageoires, en *Acéphales* (huîtres) avec une tête distincte Ce sont ensuite les *Annelés* à corps formés d'anneaux dont quelques-uns prennent pour habitat le corps humain : ce sont des *vers* divisés en *rotateurs*, *helminthes* et *annélides* et les *articulés* à plus de six membres, qui respirent par des branchies (crustacés), par des trachés ou poches d'air (*myriapodes* et *arachnides*), et à six membres ou *insectes*. Viennent ensuite les *Vertébrés* à sang froid, d'abord les poissons, ensuite les *batraciens* et les *reptiles*, et finalement

les *Vertébrés*, à sang chaud, qui sont les *oiseaux* et les *mammifères* qui comprennent l'homme.

A mesure que les végétaux et les animaux ont été examinés de plus près, les naturalistes du XIXe siècle ont fini par trouver qu'entre le règne végétal et le règne animal il n'existe pas de cloison étanche ; la vie est une et indivisible ; la matière est donnée, il n'y a que les mutations et le renouvellement incessant des éléments constitutifs de l'être vivant par des échanges qui s'effectuent entre lui et le milieu ambiant, et ce sont les lois physico-chimiques qui régissent tant la vie animale que végétale.

Déjà, l'éminent physiologiste, *Claude Bernard* a reconnu aux êtres vivants sept caractères généraux : *L'organisation*, *la génération*, *la nutrition*, *l'évolution*, *la caducité*, *la maladie et la mort*. Le mouvement vital commence dans le protoplasme et selon la composition de la petite masse primitive, il donne naissance à un végétal ou à un animal élémentaire. L'organisation animale s'élève par degrés et se complique sans cesse. Il en est de même de l'organisation végétale qui prend son point de départ dans l'être monocellulaire et s'élève graduellement du type acotylédon à celui de dicotylédon. C'est ainsi que les botanistes du XIXe siècle ont adopté une classification analogue dans la botanique et dans la zoologie. Après avoir adopté les trois grands types : acotylédons ou cryptogames, monocotylédons et dicotylédons, ils ont admis dans le premier type plu-

sieurs groupes de végétaux d'organisation inférieure, les uns très simples, réduits à une seule cellule et les autres d'organisation plus compliquée, tels que les Champignons, les Lichens et les Algues, les Mousses et les Fougères, tandis que dans le type des monocotylédons figurent des végétaux d'organisation supérieure, tels que les Orchidées, les Graminées, les Palmiers, les Liliacées et les Iridées, toute plante herbacée ou ligneuse à pivot, remplacée de bonne heure par des racines adventives. Quant au type des *dicotylédons*, ils représentent les groupes qui se caractérisent par une organisation supérieure à celle du type précédent ; ce sont les Cycadées, les Conifères, les Crucifères, les Ombellifères, les Pipéracées et les Composées. Mais ce qui nous intéresse le plus, c'est précisément le type acotylédon qui représente l'organisation primitive du règne végétal. C'est lui qui a appelé le plus l'attention des naturalistes du XIXe siècle, par le fait même qu'il constitue le chaînon entre les êtres inférieurs du règne animal et ceux du règne végétal, au point qu'on a hésité longtemps sur la place légitime qu'on devait leur assigner dans un de ces deux règnes. C'est ainsi que *Schultze* et *Hæckel* ont comparé le sarcode formé par une substance amorphe et contractile placée dans la dernière échelle du règne animal avec le protoplasme des cellules végétales qui se meut également sous l'influence des réactifs chimiques. De plus, nous savons que les myomycètes appartenant à la classe des cham-

pignons lorsqu'ils arrivent à leur maturité, renferment une innombrable quantité de spores pourvus de filaments flagelliformes qui se meuvent en tournant autour de leur axe longitudinal, se courbent et se contractent à la façon d'un ver. Du reste, les deux règnes se ressemblent par leurs éléments histologiques qui peuvent être ramenés à trois titres : la cellule, la fibre et les vaisseaux. Toutefois, la meilleure démonstration que nous puissions fournir en faveur de l'unité de la vie végétale et animale, ce sont les bactéries, savoir, à les microbes ou ferments figurés qui sont aujourd'hui reconnus comme des êtres vivants placés aux confins des mondes végétal et animal.

Nous tenons à rappeler que les bactéries furent placées, encore en 1830, d'après les recherches d'Ehrenberg, dans la famille des Vibrions et considérées comme des infusoires ou des animalcules (Pasteur, Académie des Sciences, 1863, t. 56, p. 420). Cohn fut le premier qui en 1853 les rangea parmi les plantes ; Nægeli les joignit plus tard aux Champignons dont il fit trois groupes bien distincts et indépendants : *les moisissures, les saccharomycètes et les schizomicètes* (Bactéries, Vibrions), *les schizomicètes* jouissant presque tous des mouvements spontanés, ordinairement rapides, que Cohn attribue à des cils vibratils.

III

De ce qui précède il résulte que la nature est toujours à l'œuvre ; elle crée et développe sans cesse. L'organisation de la vie animale, de même que celle de la vie végétale, s'élève par degrés, se compliquant sans cesse. Les animaux et les végétaux ont le même point de départ, la cellule, et évoluent chacun de leur côté, parfois troublés dans leur développement par des circonstances accidentelles. C'est ce nouvel ordre d'idées qui a conduit les zoologistes à jeter les premières assises de l'embryologie. Bien que *Harvey* au XVII[e] siècle eût déjà formulé son fameux axiome : *Omne ovum ex ovo*, il régna encore une grande obscurité sur cette matière parmi tous les naturalistes du XVIII[e] siècle et les observations recueillies par les anatomistes et les physiologistes ne reposaient que sur des données purement spéculatives. L'embryologie qui a pour but la détermination des lois qui régissent les phénomènes du développement des êtres organiques est l'œuvre du XIX[e] siècle. C'est à *Christian H. Pander* (1) médecin et naturaliste russe, né à Riga en 1793, qu'on doit les premiers travaux sur l'embryologie. C'est avec eux que commence la véritable histoire du développement des vertébrés ; il est le premier qui ait étudié minutieusement le

1. Pander, *Entwickelungsgeschichte des Huehnchens im Eie*, Wurzburg, 1817.

développement du poulet à partir de son incubation. Ayant suivi exactement les changements subis par la cicatricule de l'œuf de poule dans les premiers temps de l'incubation, il reconnut qu'elle était formée par trois feuillets muqueux, séreux et vasculaires du blastoderme. Ensuite, son condisciple, *de Baer*, (1) démontra comment se constituent aux dépens du blastoderme tridermique un feuillet animal et un feuillet végétatif, et établit en même temps la dérivation systématique et régulière des principaux organes aux dépens de l'un ou de l'autre de ces feuillets. Toutefois le vrai progrès de l'embryologie n'a pu se réaliser qu'après l'apparition d'une science biologique nouvelle, *l'Anatomie générale*, appuyée sur l'histologie qui a révélé la composition élémentaire des tissus et montré comment les sphères de segmentation produisent, par voie de scissiparité, des cellules embryonnaires, destinées à fournir les éléments constituants des différents organes. Enfin, Kœlliker, en 1844, formula le principe que toutes les parties élémentaires du futur embryon sont des descendants immédiats de la première sphère de segmentation et par conséquent de l'œuf.

Depuis lors, l'*Embryologie* n'a cessé de progresser et ses données se sont également étendues à tout le règne organique, surtout depuis les travaux de Haeckel, selon lesquels tous les êtres, de même les plus élevés que les

1. Baer, *Entwicklungsgeschichte der Thiere*. Konigsberg, 1828.

plus inférieurs en organisation, passeraient par les stades d'évolution cellulaire qui se trouvent chez les protozoaires et les cœlentérés. Toutefois, à mesure qu'on descend l'échelle des êtres organisés, on en rencontre un grand nombre qui se reproduisent par bourgeonnement ou gemmiparité, par division ou scissiparité, parthénogenèse et métagenèse. Ces mêmes naturalistes pour mieux expliquer les transformations subies par l'embryon depuis la période de son incubation pendant tout son développement jusqu'à la terminaison de sa croissance, ont eu recours à l'atavisme et à l'hérédité, ce qui a fourni les arguments les plus puissants aux partisans de la doctrine d'évolution de Lamarck. Cependant, les partisans de l'évolutionisme trouvèrent une grande résistance dans l'autorité ombrageuse de Cuvier qui considérait tout être vivant comme créé pour une fin et pourvu d'un organe propre à l'atteindre. Pour lui, chaque animal forme un système complet en soi, et toutes ses parties sont tellement liées entre elles qu'une d'elles ne saurait se modifier sans que les autres s'en ressentent, il s'ensuit qu'une modification suffit pour les indiquer toutes. En établissant cette loi de la corrélation des parties il nia la continuité admise par d'autres dans l'échelle des êtres, et marqua des limites précises entre les quatre grandes classes des vertébrés, les mollusques, les insectes et les zoophytes. Il entreprit ensuite de reconstituer les races éteintes à l'aide des ossements fossiles, de telle sorte qu'avec une partie

d'un animal on pût en déduire ce qu'il était dans son intégrité. De cette manière, Cuvier parvint à recomposer avec les fragments retrouvés 168 animaux vertébrés qui constituaient 50 genres, dont 15 nouveaux. Alors Cuvier se demanda si ces espèces nouvelles étant dérivées, à travers les diverses transformations des temps, des anciennes espèces. Cuvier se refusa à admettre cette thèse, se basant sur le témoignage de momies trouvées en Egypte, qui, après trois ou quatre mille ans, étaient encore identiques aux espèces d'aujourd'hui. Cependant Cuvier n'a pas pu nier la perte de plusieurs anciennes espèces et il se réfugia dans l'hypothèse que les terres où habitaient ces espèces avaient été couvertes par la mer, hypothèse qui, aujourd'hui est repoussée par les connaissances modernes de la géologie.

La ténacité de Cuvier dans la défense de sa théorie de l'immuabilité des espèces finit par l'amener à rompre avec son ancien ami et protecteur, Geoffroy Saint-Hilaire, ces deux naturalistes de grande autorité, envisageant le développement des êtres organiques à un point de vue distinct ; tandis que Cuvier s'attachait particulièrement aux différences qui existent entre les différents groupes d'animaux, Geoffroy Saint-Hilaire fixait plutôt son attention sur la ressemblance entre eux. Dans le but de donner une base plus solide à sa manière de voir, Geoffroy entreprit de nombreuses recherches à ce sujet, qui l'amenèrent à découvrir des analogies fré-

quentes parmi les caractères généraux d'une grande série d'animaux et de végétaux. Il en conclut que les différences trouvées par Cuvier ne se sont révélées que ardivement à la suite d'un concours de circonstances particulières, mais qu'à leur origine, ils présentaient des analogies dans leur organisation et dans leurs caractères biologiques. Il en déduisit l'unité de composition organique en même temps que le principe du développement inégal, ce qui est opposé à la persistance du germe et à l'invariabilité des espèces zoologiques.

IV

Pour mieux préciser les causes de la lenteur du développement des idées évolutionnistes dans la nature au commencement du XIXe siècle, nous considérons utile de faire connaître les rapports qui existaient entre les grands naturalistes au commencement du XIXe siècle et l'esprit orthodoxe des savants chargés de l'enseignement officiel. Dans ce but, nous allons donner quelques notices biographiques des naturalistes les plus distingués de l'époque, en commençant par Bichat qui a étudié les lois de la vie, de l'homme et des animaux et qui par ses connaissances profondes des fonctions des organes et des tissus a répandu une vive lumière sur les liens qui unissent entre elles l'Anatomie, la Physiologie et la Médecine.

Marie-François-Xavier Bichat est né en 1771, à Thouaret, près de Bourg, où son père exerçait la médecine. Il commença ses études à Lyon et les termina à Paris. Là il eut la chance de rencontrer un maître, le célèbre chirurgien Dessault qui sut apprécier son talent précoce et devint son protecteur au point de l'associer à ses travaux. A la mort de Dessault il avait 23 ans, et pour s'acquitter de sa dette envers son maître, il réunit tous les mémoires et tous les travaux dispersés de Dessault pour les publier sous le titre : *Œuvre chirurgicale de Dessault.* Ensuite il se consacra entièrement à l'étude de l'anatomie et de la physiologie et appela beaucoup l'attention par ses leçons sur l'anatomie générale. En 1800, c'est-à-dire à l'âge de 29 ans, il fut nommé médecin à l'Hôtel-Dieu où il s'est efforcé de faire l'application de l'anatomie et de la physiologie à la médecine proprement dite, et avec une ardeur fiévreuse, il aborda l'étude de l'anatomie pathologique ayant ouvert plus de six cents cadavres dans l'espace de quelques mois dans le but de constater le tableau de la maladie qui avait causé la mort, ce qui lui permit de rédiger, quelque temps après, le plan d'un cours d'anatomie pathologique qui devait lui servir de programme à de nouvelles leçons.

Voici le nombre de travaux que, grâce à sa prodigieuse activité, il put mener à bonne fin en si peu de temps. Il publia d'abord son *Traité des membranes,* écrit sous l'inspiration des idées que Pinel avait émises sur

la flegmasie de ces tissus. Moins d'un an après, paraissent ses *Recherches sur la vie et la mort* (1800), où il développe ses vues neuves et élevées qui ont rendu son nom illustre. L'année suivante, il fit paraître *l'Anatomie générale*, c'est-à-dire l'histologie, qui constitue un monument impérissable. Le dernier de ses ouvrages est *l'Anatomie descriptive*, en cinq volumes, qui fut publiée après sa mort par ses élèves, car épuisé par ce travail surhumain, il fut pris d'une fièvre typhoïde à laquelle il succomba, en juillet 1802, entre les bras de ses élèves.

La place qu'occupa Bichat dans l'histoire de la médecine au XIXe siècle était avant tout une place d'honneur, celle d'un innovateur et chef d'école ; car à cette époque-là, l'Ecole de médecine de Paris, nourrie par les idées des savants naturalistes sous la République se déclara hostile à la doctrine vitaliste de l'école de Montpellier. Bichat, bien qu'il se soit élevé dans les principes de Bordeu et de Barthez qui admettaient qu'une force vitale présidait à toutes les fonctions organiques, ne cessait d'être un admirateur ardent des concepts modernes de Lamarck et de Geoffroy Saint-Hilaire sur la vie et l'évolution des êtres organiques. Il finit par établir un système intermédiaire qu'il exposa avec des détails dans ses *Recherches physiologiques sur la vie et la mort*.

Dans ce travail, il définit la vie comme *l'ensemble des fonctions qui résistent à la mort*. Cette définition, bien

que négative, est l'expression d'un nouveau concept considérant la vie comme un principe inconnu dans son essence et incessamment en lutte contre les influences extérieures qui tendent à le détruire. Quant à la vie considérée dans ses détails, elle nous offre, selon Bichat, deux sortes de manifestations. Dans l'une, l'être organisé transforme sans cesse en sa propre substance les molécules des corps externes et les rejette quand elles sont devenues hétérogènes. C'est cette vie de nutrition que Bichat appelle organique, parce qu'elle est commune tant aux végétaux qu'aux animaux. Dans l'autre, les manifestations vitales sont exclusivement propres à l'animal, ayant pour fonctions de le mettre en rapports avec le monde extérieur. Par elles, l'organisme sent, perçoit ce qui l'entoure, réfléchit ses sensations, se meut volontairement d'après leur influence, et le plus souvent peut communiquer par ses manifestations extérieures les sensations qu'il éprouve : c'est la vie animale ou de relation ; elle est l'attribut du règne animal.

« Enfin, la génération forme véritablement une classe « à part ; elle appartient à l'espèce et non à l'individu ; « aussi ne tient-elle que par des liens indirects aux « autres fonctions. Elle commence à s'exercer lorsque « les autres sont depuis longtemps en exercice, elle « s'éteint bien avant que celles-ci ne finissent.

« Les deux vies présentent chacune deux ordres de « fonction. Pour la vie animale, ce sont : 1° l'action des

« agents externes sur le cerveau par l'intermédiaire des « sensations (impression, transmission, perception); « 2° les actions successives du cerveau où nait la voli- « tion, à la suite des sensations ; puis la transmission « de celle-ci aux organes locomoteurs et vocaux, agents « de son exécution ; le cerveau en est le centre.

« Pour la vie organique, ce sont : 1° le mouvement « d'assimilation qui a pour instruments les organes de « la digestion, de la circulation, de la respiration, de la « nutrition ; 2° la désassimilation, qui a à son service « l'absorption, la circulation, l'exhalation, les sécré- « tions ; c'est le système circulatoire qui en est le centre.

« Les deux vies présentent des différences notables « dans la configuration extérieure de leurs instruments: « la symétrie dans la vie animale, l'irrégularité des « formes dans la vie organique. »

Quant aux propriétés vitales qui caractérisent les phénomènes de l'organisme, Bichat les ramène à deux : la sensibilité et la contractilité, qui diffèrent notablement dans les deux vies.

La *sensibilité organique* a pour caractère de se passer dans les diverses parties où elle existe, sans que l'être organisé en soit averti par une perception sensoriale. Ainsi l'estomac est sensible à la présence des aliments, le cœur à l'abord du sang, mais le terme de cette sensibilité est dans l'organe lui-même, elle n'en dépasse pas les limites. C'est sous son influence que s'accomplissent les fonctions de nutrition. Il n'en est

pas de même de la sensibilité animale, elle donne une sensation perçue par le cerveau, elle détermine les volitions, etc.

De même, pour la *contractibilité*, il y en a une particulière pour chacune des deux vies : l'une essentiellement soumise à l'influence de la volonté, a son principe dans le cerveau, reçoit de lui les indications qui la mettent en jeu, cesse d'exister dès que les organes où on l'observe ne sont plus en communication avec lui par les nerfs, participe constamment à tous les états où il se trouve, a exclusivement son siège dans les muscles qu'on nomme volontaires, et préside à la locomotion, à la voix, aux mouvements généraux de la tête du thorax, etc. L'autre, indépendante d'un centre commun, trouve son principe dans l'organe même qui se meut, échappe à tous les actes volontaires et donne lieu aux phénomènes digestifs, circulatoires, sécrétoires, absorbants, nutritifs, etc.

Dans tous ses travaux, Bichat s'est efforcé de mettre en harmonie les propriétés vitales avec l'organisation générale des animaux et avec la nature et la structure différente des divers tissus qui composent les organes. C'est ainsi que Bichat établit des distinctions de forme et de texture anatomiques des membranes. Selon lui, il y a des membranes simples et des membranes composées. Les premières sont désignées sous les noms de muqueuses, séreuses (ou sécrétoires) et fibreuses. Les membranes composées sont des fibro-séreuses, séro-mu-

queuses et fibro-muqueuses. Mais ces membranes résultent non de composition mais de juxtaposition. Bichat a reconnu dans le corps vingt et un tissus qui sont l'objet de son *Anatomie générale*, tandis que leurs combinaisons diverses, pour former des organes et des appareils, constituent le sujet de *l'Anatomie descriptive*. D'après lui, l'idée d'un organe entraîne nécessairement celle d'un composé de plusieurs tissus différents qui, isolés, seraient insuffisants pour les fonctions de cet organe, mais qui, par leur réunion, deviennent propres à les remplir. C'est ainsi que l'estomac est un assemblage de tissus muqueux en dedans, séreux en dehors, musculaires organiques au milieu. Quant au poumon, il est également composé de tissus séreux en dehors, muqueux dans les cellules, fibro-cartilagineux dans les bronches. Ce qui caractérise précisément l'œuvre de Bichat, c'est d'avoir démontré les activités vitales propres à l'économie animale ; en même temps, il a su mettre en lumière et développer l'idée féconde du rôle que chaque tissu est destiné à jouer dans l'économie, soit dans l'état de santé, soit dans l'état de maladie. Certes, son œuvre portait en elle les germes d'une révolution médicale qu'il eût sans doute accomplie si une cruelle destinée ne l'avait pas arraché sitôt à une vie aussi laborieuse et aussi féconde. Corvisart, pour communiquer la mort de Bichat au premier Consul, le fit dans les termes suivants : « Bichat vient de mourir « sur le champ de bataille qui compte aussi plus d'une

« victime. Personne, en si peu de temps, n'a fait tant « de choses et aussi bien. »

François Magendie, né à Bordeaux, le 6 octobre 1783 et mort à Paris le 8 octobre 1855, était fils d'un chirurgien. Il montra de bonne heure un grand intérêt pour la médecine ; il fit ses études à Paris, devint, à 20 ans, médecin des hôpitaux et soutint la thèse de doctorat en 1808. Ardent au travail, il se voua d'abord à la chirurgie, puis se tourna vers la médecine et finit par se consacrer complètement à l'étude de la physiologie. Il débuta par une critique un peu vive des travaux de Bichat ; il s'attaqua surtout à la doctrine vitaliste que celui-ci défendit pour expliquer quelques phénomènes bio-psychologiques. A cette occasion, Magendie exposa les principes philosophiques en rapport avec la biologie qu'il devait développer ensuite avec grande ampleur pendant toute sa carrière. Quoique fort jeune, il prit l'habitude de faire de nombreuses conférences à l'Académie des Sciences sur des questions de biologie qui intéressaient son auditoire au plus haut degré, et il ne tarda pas à être connu dans le monde savant, d'autant plus que Magendie avait pris l'habitude d'établir les lois biologiques et de vérifier les hypothèses qu'il avait formées à ce sujet au moyen d'expériences sur les animaux vivants, ce qui donna lieu à des protestations de la part de ses confrères protecteurs d'animaux. Ces protestations se renouvelèrent d'une manière plus accentuée au moment où il fit un

voyage en Angleterre où il répéta la plupart de ses expériences au milieu d'un grand nombre de savants. Alors, il fut accusé devant le Parlement par un ami trop zélé des animaux. Magendie fut éloquemment défendu par James Mackintosh et la plainte n'eut pas de suite.

Quelques années après son retour en France, la multiplication des vivisections pratiquées par Magendie fit revenir à la charge quelques membres de la Société protectrice des animaux, mais cette fois la cause fut portée devant l'Académie de Médecine, au sein de laquelle il se trouva quelques membres qui s'élevèrent avec violence contre les vivisections et les vivisecteurs. Heureusement, l'Académie, dans sa sagesse, donna gain de cause à la science et aux investigateurs scientifiques aux dépens des animaux. En 1821, les travaux de Magendie reçurent la plus belle et la plus légitime récompense. Il fut nommé la même année membre de l'Académie de Médecine et de l'Académie des Sciences. A la mort de Laënnec, il demanda la chaire de médecine au Collège de France, mais le gouvernement ne le trouva pas assez royaliste ni assez dévot, et lui préféra Récamier. Toutefois, après la révolution de 1830, celui-ci s'étant retiré, Magendie fut nommé à sa place et occupa jusqu'à sa mort cette chaire de médecine, dont il fit une chaire de physiologie expérimentale, ses cours étant suivis non seulement par ses nombreux élèves mais aussi par des savants illustres de France et d'Europe. Magendie

continua à cultiver avec grand succès ses travaux de physiologie expérimentale jusqu'en 1840, lorsque, sentant ses forces baisser, il se retira à la campagne où il se livra à des expériences de physiologie végétale. Mais en 1845, sa santé commença à décliner rapidement et il finit par mourir d'une maladie de cœur après d'horribles souffrances.

En ce qui concerne l'œuvre de Magendie, on peut dire qu'il a été non seulement un physiologiste éminent et habile, mais en même temps le chef d'une école féconde et le fondateur de la physiologie expérimentale, ayant formé une pléiade d'élèves remarquables qui ont continué son œuvre en la complétant et en la rectifiant dans certains cas. Il a eu surtout le mérite d'établir des méthodes pratiques dans les recherches biologiques. C'est ainsi qu'il a expliqué le mécanisme de l'absorption et établi qu'elle se fait par imbibition, tant par les vaisseaux lymphatiques que par les veines mésentériques ; bien que les idées de Magendie aient été modifiées après par des expériences nouvelles. Il étudia également la circulation et en particulier l'élasticité des artères qu'il démontra expérimentalement. Il étudia de même l'influence des mouvements de la respiration sur le cours du sang veineux. Une de ses recherches qui eut un grand retentissement fut celle sur les vomissements ; il démontra en effet, que les vomissements s'effectuaient sous l'action des muscles abdominaux sans le concours de l'estomac. A cet effet, il

enleva ce viscère après avoir lié les vaisseaux et le remplaça par une vessie remplie d'eau qu'il adapta à l'œsophage, puis ayant fermé la plaie de l'abdomen et injecté l'émétique dans les veines, il fit survenir des vomissements. Des expériences postérieures faites par Schiff ont démontré que les vomissements ne se produisaient que si la portion cardiaque n'est pas enlevée avec l'estomac, car ce sont les fibres longitudinales de la région cardiaque qui se contractent et favorisent le vomissement. De plus, Magendie a fait beaucoup d'expériences sur les poisons et leur action sur l'encéphale, mais ce qui constitue son plus beau titre de gloire, ce sont ses recherches sur le système nerveux, d'abord la section du nerf trijumeau qui donna lieu à la destruction de la cornée, ensuite la démonstration qu'il a fournie par de nombreuses expériences très ingénieuses à l'aide desquelles il démontra l'existence de deux ordres de racines qui partent de la moelle, l'une, l'antérieure étant destinée au mouvement tandis que l'autre, la postérieure, est destinée au sentiment. Bien qu'un très illustre anatomiste anglais, Charles Bell eût déjà fait la même découverte en 1811, les opinions de Bell reposaient seulement sur des raisonnements théoriques, alors que Magendie a eu le mérite de la démontrer d'une manière incontestable par des expériences très ingénieuses. Il avait d'abord coupé la racine antérieure du nerf par laquelle il n'avait aboli que le mouvement, ensuite, il n'avait coupé que la racine postérieure d'un

autre animal et il n'avait aboli que le sentiment. Magendie a été un expérimentateur de premier ordre ; il n'y a pas une branche dans le champ de la physiologie qu'il n'ait pas exploré. Ses leçons sur les phénomènes physiques de la vie, de même que celles sur les fonctions et les maladies du système nerveux professées au Collège de France, ont beaucoup contribué au progrès de la science médicale.

Un autre physiologiste très célèbre, contemporain de Magendie, est *Flourens* (*Jean-Pierre-Marie*) né à Thézan (Hérault en 1794. Il fit ses études médicales à Montpellier, qu'il termina en 1813 lorsqu'il se rendit à Paris, muni d'une lettre de De Candolle son maître, pour Cuvier qui ne tarda pas à reconnaître son talent et ses aptitudes pour les travaux biologiques. En effet ses recherches pyhsiologiques furent nombreuses, et bien habilement conduites. De plus, il unissait les ressources d'un esprit ingénieux aux vues larges d'un généralisateur. Il a ainsi popularisé la physiologie sans l'abaisser, l'ayant rendue accessible à toutes les intelligences par le charme de son style. Par ses travaux expérimentaux tout à fait originaux il devint un physiologiste des plus renommés et des plus populaires de son temps. Il fut professeur d'histoire naturelle au Jardin des Plantes. Il habitait au Muséum, où il occupait l'appartement de Buffon. En même temps, il était membre de l'Institut et secrétaire perpétuel de l'Aca-

démie des Sciences. En 1819, il publia un livre sur l'analyse de la physiologie anatomique. En 1823, il publia ses recherches sur les propriétés et les fonctions du grand sympathique et sur les fonctions spéciales des diverses parties qui composent la masse cérébrale. On lui doit des recherches expérimentales sur les fonctions du système nerveux chez les animaux vertébrés; en 1825, il publia ses expériences sur le système nerveux ; en 1836, ses leçons sur la génération, l'ovologie et l'embryologie ; en 1856, ses leçons de physiologie comparée et d'onthologie. On lui doit également un travail intitulé : *De la raison du génie et de la folie* (1861) ainsi que la *Psychologie comparée*. Un travail qui appela beaucoup l'attention, ce furent ses expériences sur l'indépendance relative des fonctions cérébrales ; ayant pratiqué l'ablation graduelle des hémisphères cérébraux chez les grenouilles, les oiseaux et les jeunes mammifères, il fut amené à constater la disparition des mouvements spontanés et volontaires. Les seuls mouvements qui se produisent alors, sont ceux qui sont sollicités par une action extérieure. C'est ainsi que les grenouilles ne mangent pas seules et ne cherchent pas à saisir les insectes qu'on place à leur portée, mais si on introduit un peu de viande dans le pharynx, elles l'avalent immédiatement. Placées dans l'eau, elles exécutent des mouvements de natation parfaitement coordonnés ; mises sur le dos, elles se retournent et conservent le sens de l'équilibre. De même, les

pigeons ; ils restent dans l'immobilité mais ils marchent quand on les pousse. En un mot, les sensations paraissent conservées comme le mouvement ; seulement la perception et la volonté sont abolies. Ils peuvent même vivre longtemps lorsqu'on les nourrit, On lui doit également un travail intitulé : *Examen du livre de Darwin sur l'origine des espèces :* en outre, on trouve dans les comptes rendus de l'Académie de Médecine un grand nombre de ses recherches sur les différentes questions relatives au système nerveux. Après une vie pleine de labeur au cours de laquelle il réalisa des travaux très utiles pour le progrès de la science en général et pour la physiologie en particulier, il mourut à Paris, en 1867.

Nous allons donner maintenant quelques notices biographiques sur le plus grand physiologiste du XIXe siècle : *Claude Bernard*. Bien que son œuvre ait brillé avec plus d'éclat dans la seconde moitié du XIXe siècle, nous croyons devoir lui donner la place d'honneur parmi les physiologistes de la première partie du XIXe siècle, du fait qu'il naquit en 1813, qu'il déploya une grande activité scientifique dans la première moitié du siècle dernier, et notamment qu'il fut l'élève préféré et préparateur de Magendie au Collège de France.

Claude Bernard est né à Saint-Julien (Rhône) en 1813. Après un court stage chez un pharmacien de

Villefranche, il se rendit à Paris en 1834 pour y étudier la médecine. Il fut reçu interne des hôpitaux en 1839 et en 1841 il était préparateur de Magendie au Collège de France. Mais ce n'est qu'après avoir été reçu docteur en médecine en 1843 qu'il se consacra définitivement à l'étude de la physiologie. En 1853, après avoir obtenu son titre de docteur ès sciences, il devint titulaire de la chaire de physiologie générale à la Faculté des Sciences, puis l'année suivante, titulaire de la chaire de physiologie expérimentale au Collège de France. Il fut nommé ensuite successivement membre de l'Académie française, de l'Académie de Médecine et de l'Académie des Sciences. Depuis lors, Claude Bernard figure au premier rang parmi les physiologistes de l'Europe.

Chacune de ses découvertes aurait suffi à rendre immortel son auteur. Mais son œuvre fut tellement féconde et la richesse de ses travaux tellement grande qu'il a projeté une vive lumière sur toutes les branches de la physiologie. Ses premières recherches furent dirigées sur le système nerveux et datent de 1843, lorsque ses travaux expérimentaux l'amenèrent à mettre hors de doute les propriétés du ganglion sous-maxillaire, agissant comme centre d'action réflexe. Ensuite, il démontra l'influence de la piqûre de la moelle allongée sur la sécrétion du sucre par le foie et sa présence dans les urines. En 1846, il commença ses études expérimentales sur la digestion. Il s'efforça d'abord de

mettre en évidence les rapports qui existent entre l'acidité et l'alcalinité du suc intestinal et celles de l'urine ; l'une et l'autre toujours acides chez les carnivores, sont alcalines chez les herbivores. Dans la même année, il montra que le suc pancréatique a pour fonction d'émulsionner les corps gras et que la salive est le produit de différentes glandes dont chacune sécrète un liquide doué de qualités particulières et de composition différente. En 1847, il publia en collaboration avec Barreswille une série de recherches sur les matières alimentaires. Les deux savants firent digérer du sucre, de l'albumine et de la gélatine dans du suc gastrique, puis après l'avoir injecté dans le sang d'un animal vivant ils virent disparaître le sucre et l'albumine et retrouvèrent la gélatine inaltérée dans l'urine. Ils en conclurent que tant le sucre que l'albumine sont digérés par l'estomac et brûlés dans le sang, tandis que la gélatine n'est digérée ni par l'estomac ni assimilée au sang et par conséquent elle est éliminée par l'urine comme un corps étranger sans être utilisé par l'organisme. En d'autres termes, la gélatine n'a pas de valeur nutritive. En poursuivant leurs expériences sur la digestion, ils arrivèrent à constater la présence de l'acide dans le suc gastrique.

En 1848, Claude Bernard et Barreswille trouvèrent qu'il existe dans le foie une substance fermentescible. Là s'arrête leur collaboration. Barreswille abandonna la chimie physiologique et Claude Bernard continua

pour son compte ses précédents travaux. C'est ainsi qu'en 1851, il reconnut, à la suite de plusieurs expériences, du sucre dans les veines sus-hépatiques et son absence dans le sang de la veine-porte. De là, il conclut que c'est le foie, l'organe qui produit le sucre. En effet, plus tard, en 1857, il réussit à isoler le glycogène du foie, découverte qui fut vivement contestée par d'autres physiologistes et donna lieu à des polémiques passionnées qui terminèrent par la confirmation du fait avancé par Claude Bernard. En 1852, Claude Bernard appela l'attention du monde médical par ses nouvelles expériences sur le nerf sympathique. Ayant coupé le filet de communication qui unit le ganglion cervical supérieur et le ganglion cervical inférieur, il constata une élévation de température dans l'oreille du côté correspondant accompagnée d'une dilatation paralytique des vaisseaux sanguins et d'un afflux plus considérable du sang, au point que les intermittences des impulsions cardiaques se faisaient sentir jusque dans les veines et alors le sang des veines au lieu d'être violacé apparaissait presque aussi rouge que du sang artériel. De plus, Claude Bernard montra que la galvanisation du bout supérieur ou céphalique du sympathique cervical coupé amenait une constriction des vaisseaux auriculaires, et, par suite, le retour à la température normale ou même à une température inférieure avec anémie. Cette expérience est une démonstration éclatante de l'existence des nerfs vaso-

constricteurs : leur excitation amène la constriction des vaisseaux et leur section ou paralysie amène par contre la dilatation vasculaire. Il en résulte que le grand sympathique joue le rôle de vaso-moteur. A Claude Bernard revient encore l'honneur d'avoir découvert d'autres nerfs vasculaires agissant en sens inverse, c'est-à-dire des nerfs vaso-dilatateurs. C'est en faisant ses études sur la sécrétion des glandes salivaires qu'il fut mis sur cette voie. C'est en 1858 que Claude Bernard constata, en excitant le bout périphérique de la corde du tympan sectionné, que la sécrétion salivaire est augmentée en même temps que les vaisseaux de la glande sont fortement gonflés; de petites artérioles, précédemment invisibles, deviennent alors rouges et turgescentes. De même, le tronc veineux principal de la glande, étant mis à nu, se gonfle ; en même temps le sang noirâtre avant l'expérience, devient rouge comme du sang artériel, et si la veine est sectionnée, le sang en sort par jets saccadés comme d'une artère. Tous ces phénomènes prouvent une dilatation des artérioles à la suite de l'excitation du nerf vaso-dilatateur.

En 1856, Claude Bernard détermina les variations de chaleur du sang prises dans les différents vaisseaux et il a pu distinguer l'existence des nerfs vasculaires et calorifiques. Dans ses expériences sur l'action des poisons sur l'organisme, il a constaté que le *curare*, connu comme un poison actif, a une inocuité pour le tube digestif et qu'il abolit les propriétés des nerfs moteurs

en conservant celles des nerfs sensitifs. Pendant les dernières douze années de sa grande activité mentale, il se consacra à l'enseignement de la physiologie expérimentale. C'est ainsi qu'il publia successivement les *Leçons de physiologie expérimentale appliquées à la médecine*, ensuite les *Leçons sur les effets des substances toxiques et médicamenteuses ; les Leçons sur la physiologie et la pathologie du système nerveux* et finalement *les Leçons sur les propriétés physiologiques et les altérations pathologiques des liquides de l'organisme* et *les Leçons sur les propriétés des tissus vivants.*

Après avoir rendu des services immenses à la médecine, particulièrement à la physiologie, par ses nombreuses découvertes il mourut au mois de février 1878. Il y a lieu de mentionner que le Parlement lui accorda des funérailles nationales.

CHAPITRE X

PROGRÈS DES SCIENCES NATURELLES EN ALLEMAGNE PENDANT LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XIXe SIÈCLE

A la suite du grand essor que les sciences naturelles prirent en France au cours des premiers vingt-cinq ans du XIXe siècle, grâce à la méthode expérimentale et surtout à celle de la vivisection inaugurée par Magendie et son école, l'activité intellectuelle en Allemagne, qui depuis Kant jusqu'à Hegel s'était concentrée sur des questions d'ordre spéculatif telles que les mathématiques et la méthaphysique, s'était portée après la mort de ce dernier vers les sciences naturelles avec cette différence que les savants allemands cherchaient à interpréter les phénomènes de la nature dans un esprit philosophique, au point d'appeler l'étude des sciences naturelles la philosophie de la nature.

Cet essor du mouvement intellectuel était dû en grande partie à l'influence puissante d'Alexandre de Humboldt qui était au courant du mouvement scientifique en France et qui était un grand patriote en même

temps qu'un grand savant. Pour atteindre le but qu'il s'était proposé, Humboldt engagea les savants allemands à organiser aux Universités allemandes de grands foyers scientifiques. Son appel trouva un vibrant écho, et tous unirent leurs forces pour éveiller l'amour de la science parmi la jeunesse. Bientôt après, les esprits les plus avancés proclamaient que c'est à la science qu'était réservée la mission de résoudre les problèmes de la vie. Voici les noms des savants allemands qui ont le plus contribué à l'avancement des sciences naturelles.

Christian-Gottfried Ehrenberg, un des plus célèbres naturalistes micrographes du XIXe siècle, naquit en 1795 à Delitch dans la Saxe prussienne. Il montra de bonne heure un goût marqué pour l'étude des sciences naturelles et de la médecine. Ses recherches sur les Cryptogames qu'il publia à l'âge de 23 ans attirèrent sur lui l'attention du monde savant, au point qu'Alexandre de Humboldt le trouva digne de son amitié et proposa au gouvernement de le charger d'une mission scientifique en Egypte en compagnie de plusieurs savants. Mais il arriva qu'à cette époque la peste sévit à Alexandrie, où la plupart des membres de l'expédition perdirent la vie. Ehrenberg explora ensuite les régions du Liban, du Sinaï, et plusieurs régions de l'Egypte. A la fin de 1825, il revint seul en Allemagne, ramenant 80.000 échantillons représentant 3.000 espèces de plantes et 4.000 espèces d'animaux. En 1827, il fut nommé

membre de l'Académie des Sciences de Berlin ; en 1838, il fit un voyage en France et en Angleterre, et à son retour, il fut nommé professeur à la Faculté de Médecine de Berlin et secrétaire perpétuel à l'Académie des Sciences.

Quant à l'œuvre d'Ehrenberg, en dehors de ses nombreux travaux sur les vertèbres, sur les coraux et sur les acalèphes de la mer Rouge, il consacra une grande partie de son activité scientifique à l'étude des animalcules microscopiques, tant d'Europe que d'Amérique. Son chef-d'œuvre dans cet ordre d'études est son ouvrage intitulé *Etudes microgéologiques* qu'il publia par séries en 1854, 1856 et 1876. En même temps que les organismes microscopiques de l'eau et de la terre, il étudia ceux de l'atmosphère ; on peut même le considérer comme le promoteur des recherches sur les poussières atmosphériques. On lui doit aussi une étude sur les *organismes de la poussière des maisons, des toits*, etc., entreprise en 1848. A l'occasion du choléra il publia à ce sujet: *Passastaub und Blutregen*, etc. (Berlin, 1847). *Uebersicht der seit 1847 Fortgesetzten Untersuchungen über das von der Atmosphære unsichtbar getragene reiche organische Leben* (ibid, 1871). *Nachtrag zur Uebersicht der organischen atmosphærilien* (ibid, 1872). C'est aussi Ehrenberg qui démontra que le phénomène de la phosphorescence de la mer est dû à la présence d'animalules (*Das leuchten des Meeres*. Berlin, 1834). Toutes

ses études sur les animaux inférieurs ont puissamment contribué à faire mieux connaître et à élucider l'ancien embranchement des zoophytes. Il est mort en 1876.

Un autre naturaliste allemand de grande valeur est *Henri Alexandre de Humboldt* connu moins par ses découvertes que par son immense culture intellectuelle et par l'influence qu'il a exercée sur les progrès de toutes les branches des sciences naturelles en Allemagne et dans toute l'Europe, tant par son prestige que par son activité, comme fondateur de la géographie climatologique et surtout de celle des plantes, à la suite de ses voyages dans les différentes parties du monde.

Il naquit en 1769 à Berlin. En 1804, il entreprit avec Bompland, naturaliste français, un voyage scientifique en Amérique du Sud, au Mexique et à Cuba, qu'il parcourut et explora pendant cinq ans. A son retour, il fit connaître ses nombreuses observations très importantes pour la géographie, l'ethnographie et l'histoire naturelle de l'Amérique. Il resta ensuite plusieurs années à Paris pour se consacrer à l'étude de la chimie sous la direction de Gay-Lussac. En 1829, il entreprit un nouveau voyage en Asie centrale, en compagnie, d'Ehrenberg pour explorer la géologie et la minéralogie de l'Ural et de l'Altaï. A son retour il publia de nombreux travaux sur toutes les branches de l'histoire naturelle : d'abord son grand ouvrage *Voyage aux*

régions équinoxiales en 30 volumes (1805-1829) ensuite ses travaux sur le *Voyage en Asie* (1837) ; *Essai sur l'analyse de l'atmosphère*; *Tableaux de la nature*; *Bases astronomiques de la géographie* et finalement, son ouvrage monumental, *le Cosmos*, en 4 volumes, ouvrage qui résume l'ensemble des connaissances humaines de l'époque sur la physique du globe, tant au point de vue géologique que géographique et climatologique, et qui conclut à l'unité dans la nature, la considérant comme un ensemble harmonieux gouverné par les forces dynamiques inhérentes à la matière, selon les lois physico-chimiques. On peut dire de Humboldt qu'il n'y a pas une branche des sciences naturelles qui n'ait été explorée par lui et qui ne porte le cachet de sa brillante mentalité. C'est pourquoi il fut appelé l'Aristote moderne. Il est mort à un âge très avancé en 1859.

Les quelques notices biographiques que nous venons de donner de Humboldt et de son œuvre sont trop succinctes pour permettre de se rendre un compte exact de cette haute personnalité qui réunissait des qualités intellectuelles et morales peu communes chez les hommes de science, jouissant en même temps d'une situation sociale privilégiée dans les plus hautes sphères gouvernementales ; car en plus de sa grande érudition, il se distinguait par un jugement critique très profond, par son caractère impartial et cosmopolite. De plus, sa connaissance parfaite des langues étran-

gères, son style clair et attrayant dans l'exposition de ses pensées, le rendaient apte à vulgariser les connaissances acquises relatives aux sciences naturelles et géographiques pendant ses nombreux voyages d'exploration aux différents pays d'Europe, d'Asie et d'Amérique. Il faut tenir compte encore d'une autre circonstance qui a contribué à augmenter son prestige et à le rendre populaire dans les hautes classes sociales. C'est qu'il avait pour frère Charles-Guillaume baron de Humboldt qui fut ministre d'Etat, chambellan et conseiller privé à la cour de Berlin. Ce dernier était en même temps un défenseur enthousiaste du classicisme. Ayant été ministre de l'instruction publique, il introduisit dans l'enseignement secondaire l'étude de la langue et de la littérature grecques.

Un autre naturaliste allemand de grande valeur qui a joué un grand rôle dans l'enseignement de la physiologie à l'Université de Berlin est *Jean Müller*. Né à Coblence en 1801, fils d'un cordonnier, il était destiné à suivre le métier de son père lorsque le directeur d'une école publique que fréquentait le jeune Müller, frappé de ses dispositions intellectuelles se chargea de son instruction. Mais ayant perdu son père il pensait embrasser l'état ecclésiastique pour soutenir sa mère, lorsqu'il fut obligé de faire son service militaire. Un an après, son protecteur le fit étudier la médecine à Bonn pour la terminer ensuite à Berlin où il suivit les cours du professeur Rudolphi qui voyant son ardeur

pour l'étude de la physiologie ne tarda pas à le prendre en affection. Grâce à son talent, à son amour de l'étude, surtout grâce à la protection de son maître, il fut bientôt connu dans le monde médical et fut appelé comme professeur d'Anatomie et de Physiologie à l'Université de Bonn où il resta à peu près une dizaine d'années jusqu'à la mort de son maître Rudolphi en 1832, auquel il succéda à l'Université de Berlin. Il ne tarda pas à attirer l'attention par son enseignement pratique en même temps que scientifique, car il fut le premier en Allemagne qui se servit de la méthode expérimentale physico-chimique pour enseigner les fonctions biologiques de l'organisme humain, les sciences physico-chimiques lui étant entièrement familières.

Ses travaux d'anatomie comparée et de zoologie sont considérables, mais c'est surtout son *Manuel de Physiologie*, dont la première édition date de 1831, qui a le plus contribué à sa réputation. La physiologie comparée y occupe, pour la première fois, une place importante. Dans ce livre, avancé pour son temps, l'auteur cherche à élucider les problèmes les plus difficiles de la biologie, et il appuie sur des observations peu connues, des théories nouvelles moins connues encore. Il a publié aussi des études originales sur la composition du sang et sur la lymphe. *Müller* a eu surtout le mérite d'avoir basé ses travaux originaux de biologie sur les lois physico-chimiques et sur les nou-

velles connaissances de la vie acquises dans la première moitié du XIXe siècle.

C'est à la suite de cette innovation qu'il réussit à fonder une nouvelle école en Allemagne, d'où sont sortis les plus célèbres physiologistes d'Allemagne, parmi lesquels figurent en premier rang *Dubois-Reymond*, *Helmholz*, *Brücke* et *Virchow*.

Emile Dubois-Reymond, né à Berlin en 1818 et mort en 1896, descendait d'une ancienne famille protestante française émigrée à la suite de la révocation de l'édit de Nantes. Il commença par faire des études théologiques dans sa ville natale et après les avoir terminées, il se consacra aux sciences naturelles, d'abord à la géologie, à l'Université de Bonn, ensuite il se rendit à Berlin pour y étudier la médecine, s'adonnant particulièrement à l'étude de la physiologie sous la direction de Müller. Ses premiers travaux datent de 1843 et se rapportent à l'influence des courants électriques chez la grenouille et les poissons doués de propriétés électro-motrices. En 1848, il commença ses recherches sur l'électricité animale qu'il poursuivit jusqu'en 1884. Ces travaux lui valurent d'être nommé professeur de physiologie à Berlin en 1858, quelque temps après la mort de son maître, Jean Müller. Après avoir été chargé de l'enseignement de la physiologie en plus de ses travaux sur l'électricité animale, il publia des recherches sur la physique générale des muscles et des nerfs en 1875, ensuite, ses leçons sur la nature physique de

l'échange des matières des êtres organiques. Ce travail figura plutôt parmi les œuvres posthumes, ayant été publié en 1900.

Comme Dubois s'était entraîné de bonne heure dans des questions théologiques, il conserva toujours un goût particulier pour les questions philosophiques. C'est ainsi qu'on s'explique qu'il ait consacré dans les dernières années de sa vie toute son activité intellectuelle aux travaux philosophiques et littéraires. En effet, il s'était rendu plutôt célèbre par ses considérations spéculatives sur les manifestations de la vie et ses vues philosophiques sur les phénomènes de la nature que par des investigations scientifiques. Déjà en 1880, il appela l'attention par son travail intitulé les *Sept énigmes de Monde*, où il affirme que parmi celles-ci trois seules sont susceptibles d'une solution : *l'Origine de la Vie*, *la Finalité dans l'organisme* et l'*Intelligence humaine*, tandis que les quatre problèmes restants sont insolubles ; ce sont *l'Essence de la force et de la matière*, *l'Origine du Mouvement*, *le Sentiment de la Conscience* et *la Liberté*. Un travail analogue qui a fait sensation dans le monde scientifique, ce sont ses conférences (*Ueber die Grenzen des Naturerkenntnisz*), sur « les limites de nos connaissances intimes de la nature » qu'il qualifia de *Ignorabimus*. Cette expression n'est rien moins qu'un défi jeté aux idées naturalistes alors très en vogue parmi les naturalistes allemands, mais elle est aussi une négation complète des progrès inces-

sants des sciences biologiques et tout à fait en opposition avec les doctrines biologiques que professait son maître Jean Müller, fondateur en Allemagne de la physiologie moderne qui applique les lois physico-chimiques à celles de la vie organique. On serait incliné à croire que Dubois-Reymond, malgré ses recherches constantes dans le terrain de la vie animale et ses connaissances profondes des rapports des lois physico-chimiques avec la vie animale, a conservé dans les replis de ses circonvolutions cérébrales quelques-unes des notions théologiques dont il s'est nourri pendant les premières années de ses études universitaires à la Faculté de Théologie de Berlin.

Un autre naturaliste allemand, également médecin, est *Laurenz Oken*. Il naquit en 1779 dans le grand duché de Bade et mourut en 1851. Après avoir fait ses études médicales à l'université de Fribourg et à celle de Gœttingue, il se fit connaître par ses travaux d'embryogénie et de morphologie. Quelque temps après, il fut nommé professeur d'anatomie comparée et d'histoire naturelle à l'Université d'Iéna, où son enseignement et ses vues nouvelles firent grande sensation au point de faire sentir son influence dans toutes les Universités d'Allemagne et de contribuer beaucoup à remettre dans la bonne voie les études anatomiques et physiologiques. En 1802, il avait déjà publié son *Abrégé de la philosophie de la Nature*, où il donne comme

point de départ à l'étude des phénomènes vitaux de tous les organismes un substratum commun, une sorte de substance vitale générale et simple, appelée par lui *substance colloïde primitive* (*Urschleim*), ayant le pouvoir de produire les formes les plus diverses par son adaptation aux conditions d'existence du monde extérieur et par l'action mutuelle entre cette substance et celui-ci. Dans le langage moderne, cette substance est remplacée par le mot *protoplasme* ou substance cellulaire. En 1817, il fonda un journal, *l'Isis*, consacré à l'histoire naturelle, qui exerça une grande influence sur le développement général des sciences naturelles en Allemagne.

Doué d'un esprit très libéral et indépendant, il publiait parfois dans son journal des critiques très acerbes contre les agissements des gouvernements allemands de l'époque, à la suite de quoi, il se vit dans la nécessité d'abandonner sa chaire officielle et continua à publier son journal à Leipzig. En 1822, il prit l'initiative de la réunion d'un premier Congrès de naturalistes allemands à Iéna, qui par la suite, continua à se réunir annuellement dans une ville allemande. En 1827, il fut nommé professeur de physiologie à Munich, et finalement il quitta l'Allemagne en 1832, en acceptant une chaire de philosophie de la Nature à l'Université de Zurich, qui venait de se fonder. Il y continua pendant vingt ans, jusqu'à sa mort en 1851.

Il est incontestable qu'Oken, en tant qu'innovateur

et par ses vues originales, a rendu de grands services à l'anatomie et à la physiologie, de même qu'à l'histoire naturelle. Malheureusement, tous ses efforts pour édifier un système complet et homogène de tous les règnes naturels n'ont pas abouti au résultat désiré, car au lieu de chercher des faits et des observations bien fondées à l'appui de ses hypothèses, souvent très hasardées pour l'époque où il vivait, il s'est servi de formules quelque peu mystiques et d'expressions parfois amphigouriques qui lui ont fait perdre le crédit aux yeux des amis de la science qui cherchaient la clarté dans les idées et la concision dans la manière de les exprimer.

Un autre naturaliste allemand qui a cultivé de même que son contemporain Oken la philosophie de la nature, est *Gottfried-Reinhold Treviranus*, de Brême (né en 1776 et mort en 1837). Il commença par faire des études médicales à Gœttingue. Là il se consacra avec beaucoup d'ardeur à l'étude de l'anatomie et de la physiologie. Déjà en 1802, il avait publié un ouvrage sur la biologie ou philosophie de la nature vivante, en 5 volumes. Dans le premier volume, qui parut en 1802, il exposait ses vues sur l'unité de la nature et la connexion généalogique entre les espèces organisées et s'y exprimait avec une hardiesse extraordinaire, au point qu'on y pouvait déjà reconnaître le précurseur de Darwin. Il commence par affirmer que « toute force

vivante peut être produite par les forces physiques de deux manières : elle peut provenir soit de la matière amorphe, soit par modification d'une forme déjà existante. Dans le dernier cas, la cause première de la modification peut être, soit l'influence d'une substance fécondante hétérogène sur le germe, soit l'influence d'autres forces apparaissant seulement après la fécondation. Dans tout être vivant réside la faculté de se plier à une foule de modifications ; chaque être a le pouvoir d'adapter son organisation aux changements qui se produisent dans le monde extérieur. C'est cette faculté mise en jeu par les vicissitudes survenues dans l'univers, qui a permis aux simples zoophytes du monde antédiluvien d'atteindre des degrés d'organisation de plus en plus élevés, et a introduit dans la nature vivante une variété infinie. »

En même temps, lorsqu'il parle des espèces, Tréviranus remarque que l'évolution de l'espèce est distincte de celle de l'individu qui meurt après avoir traversé les périodes de croissance et de vieillesse, tandis que l'espèce ne meurt pas, elle ne fait que se transformer ; même les grandes catastrophes géologiques n'ont pas exterminé tous les animaux antédiluviens : beaucoup de ces animaux ont survécu, mais ils se sont adaptés à un nouveau milieu et se sont fondus dans d'autres genres. Pour expliquer mieux sa pensée sur la connexion ethnologique unitaire entre tous les membres d'une espèce et le reste de l'univers, il dit : « L'indi-

vidu vivant dépend de l'espèce, celle-ci dépend du genre et celui-ci de toute la nature vivante. »

Un des plus grands naturalistes allemands de la première moitié du XIX[e] siècle est *Blumenbach* (*Johann Friedrich*), le créateur de l'anthropologie. Il naquit en 1752 à Gotha et mourut en 1840 à l'âge de quatre-vingt ans. Dès son enfance, il manifesta une véritable vocation pour les sciences naturelles. Il fit ses premières études à Iéna en compagnie de Sœmmering. Il passa de là à Gœttingue où il finit ses études médicales en 1775. Il choisit comme sujet de sa thèse de doctorat le thème *De generis humani varietate nativa*. A partir de ce moment il se mit à rassembler les documents et les pièces anatomiques qui devaient lui servir de base pour ses travaux sur la zoologie, et consacra désormais tout son temps à l'étude de l'histoire naturelle de l'homme et des races humaines. Ayant réuni une collection de crânes humains provenant de divers peuples de plusieurs continents, il réussit à constituer une espèce de musée d'anatomie comparée, unique dans son genre à l'époque où il vivait. Cette collection fut achetée quelque temps avant sa mort par le Gouvernement de Hanovre et forme aujourd'hui une partie du musée de Gœttingue. Profitant de cette grande collection, Blumenbach étudia le premier non seulement l'angle facial mais aussi la forme générale, la capacité et les dimensions du crâne. Toutefois, ce prin-

cipe de différenciation des types, quelque rationnel qu'il soit, n'a pas pu servir de base à la classification des races humaines au point de vue de l'histoire naturelle, car l'indice céphalométrique tel que la dolichocéphalie, la brachiocéphalie, le prognatisme et l'orthognatisme ne sont pas des traits assez caractéristiques et accessibles au jugement de tout le monde ; ils sont plutôt l'expression de l'évolution progressive de la culture humaine au point de vue morphologique. C'est pourquoi les naturalistes se sont vus obligés de baser la classification des races humaines d'après leur aspect extérieur sur le principe géographique et physique, considérant cette méthode comme la plus pratique et la plus naturelle. C'est ainsi que Blumenbach admettait cinq variétés ou races qui sont les suivantes : *La Caucasienne* ou *Blanche*, *la Mongole* ou *Jaune*, *l'Américaine* ou *Rouge*, *l'Ethiopique* ou *Nègre* et *la Malaïque* ou *Cuivrée* qui participe à la fois des types nègres et des mongols blancs. Mais il insistait particulièrement sur la thèse que, entre l'homme et les espèces supérieures des mammifères, il y a un abîme infranchissable. Toutefois, il faut reconnaître que les caractères distinctifs des races se modifient et se confondent souvent à la suite de la convivance et de l'entrecroisement.

Blumenbach n'a pas seulement le mérite d'être l'initiateur de l'anthropologie, il a également publié un traité d'anatomie comparée qui a eu plusieurs éditions et qui a été traduit en plusieurs langues.

Un des naturalistes allemands et condisciple de Blumenbach est *Sœmmerring* (*Samuel-Thomas*) né à Thorn (Prusse) en 1755. Il fit ses études médicales à Gœttingue et après les avoir terminées il visita la Hollande et l'Angleterre. A son retour en 1779, il enseigna l'anatomie au collège Carolin de Cassel. Sa thèse de doctorat sur l'origine des nerfs de la base de l'encéphale attira beaucoup l'attention des naturalistes. Son premier ouvrage sur *les Fonctions du système lymphatique dans l'état de santé et de maladie*, eut un énorme succès et il fut nommé, à la suite de sa publication, professeur d'anatomie à la Faculté de Médecine de Mayence, alors florissante. Sœmmerring, que l'on peut considérer comme l'un des premiers anthropologistes, dans le sens que l'on donne aujourd'hui à ce mot, prit une part décisive à la dispute qui agitait la philosophie sur la place qu'occupent les nègres dans l'humanité en publiant un volumineux mémoire sur les différences physiques et corporelles qui existent entre le nègre et l'européen.

D'autres mémoires suivirent bientôt : sur les nerfs optiques, le cerveau et la moelle épinière, la structure du corps humain, ainsi qu'un ouvrage ou manuel d'anatomie descriptive qui a été traduit dans la plupart des langues européennes. En plus de son mémoire sur l'abus des corsets, il publia, presque en même temps que son manuel un ouvrage de tétralogie que l'on cite toujours, en raison des descriptions des monstruosités

intéressantes qu'il contient et d'observations qui lui sont personnelles sur des cas d'acéphalie. Il publia, en outre, divers mémoires d'anatomie, de physiologie et de pathologie médicale et chirurgicale, sur les calculs vésicaux et les fractures des vertèbres. En outre, on lui doit un atlas avec de nombreux tableaux d'ostéologie, de squelettes féminins et d'embryologie humaine et un travail iconographique des organes des sens et l'anatomie comparée du cerveau chez l'homme et les animaux, travaux que l'on consulte encore aujourd'hui avec fruit.

Sœmmerring s'est également occupé d'électricité et a communiqué à l'Institut la description d'un appareil qui, au moyen d'une pile de Volta, transmettait la pensée à une distance de 500 mètres. Il a décrit aussi avec beaucoup de sagacité pour son époque, la structure des poumons et les affections de la vessie chez les vieillards. Grâce à sa réputation toujours grandissante, Sœmmering fut nommé successivement professeur d'anatomie à Heidelberg en 1803, et médecin du roi de Bavière en 1809. En 1820, après avoir perdu sa femme, il prit le parti de quitter Munich et de retourner à Francfort où il continua son activité intellectuelle, jusqu'à sa mort, survenue en 1830.

Nous tenons à ajouter que les progrès réalisés en Allemagne dans les sciences biologiques pendant la première moitié du XIXe siècle, grâce aux efforts et à l'initiative des naturalistes très distingués dont nous

venons de tracer la vie et l'œuvre, reçurent une grande impulsion du chef de l'inlassable activité et du prestige d'Alexandre de Humboldt qui profita de la création des Congrès annuels de biologie en Allemagne, pour se mettre à la tête d'un de ces Congrès, qui eut lieu à Berlin en 1828, ayant donné à ce Congrès, dans son discours d'ouverture un caractère national et l'ayant qualifié de noble manifestation de l'unité scientifique de l'Allemagne. « C'est la nation, dit-il, divisée en « croyances et en politique qui se révèle à elle-même « dans la force de ses facultés intellectuelles. »

En voulant rehausser le rôle ethnique de cette réunion d'hommes de science il insista sur la pensée que cette réunion devait avoir pour but non seulement d'établir des rapports amicaux entre les représentants scientifiques de l'Allemagne, mais aussi de faciliter l'échange de vues sur les différentes questions biologiques et de donner aux hommes de science, des mœurs de confraternité, de tolérance et de bienveillance mutuelles. Pour rehausser le caractère scientifique de cette Assemblée, Humboldt avait convoqué les naturalistes les plus distingués d'Allemagne, tels que Gauss et Olbers, célèbres mathématiciens et astronomes, en même temps que Gœthe, Blumenbach, Sœmmerring et Jean Müller.

Après avoir rendu compte des différentes phases d'évolution qu'a parcourues la théorie du transformisme

en France et en Allemagne pendant la première moitié du XIXe siècle, et après avoir constaté les services qu'a rendus la philosophie de la nature à l'établissement de la doctrine généalogique, nous arrivons à la dernière phase de la doctrine de ce grand problème scientifique qui a tant passionné les grands penseurs de l'Europe. Nous tenons à constater que ce sont les grands penseurs de l'Angleterre qui ont contribué le plus au couronnement définitif de la théorie de l'évolution comme une vérité scientifique au-dessus de toute discussion. Mais étant donné que cet événement ne s'est accompli que dans la seconde moitié du XIXe siècle, à la suite d'un grand mouvement intellectuel et politique en Europe, nous allons nous occuper d'abord du mouvement intense des idées politico-sociales en Europe, mouvement intimement lié à la dernière phase de l'évolution du darwinisme en Allemagne.

CHAPITRE XI

LE MOUVEMENT POLITICO-RELIGIEUX EN ALLEMAGNE PENDANT LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XIX[e] SIÈCLE

Nous avons vu dans un des chapitres précédents qu'après la mort de Hegel, son école s'était divisée en deux branches, l'une réactionnaire dirigée par Hengstenberg et l'autre radicale dirigée par David Strauss, Bruno Baur et Ludovic Feuerbach. Le parti conservateur était non seulement appuyé par le gouvernement mais aussi par tous les croyants, les pasteurs protestants et par tous ceux qui redoutaient un bouleversement de l'ordre social, tandis que le parti libéral ne comptait que sur ses propres forces c'est-à-dire sur une partie limitée des intellectuels. Ce dernier se décida alors à recourir à la publicité pour convaincre les hésitants de la bonté de la cause et du manque de solidité de la cause de l'adversaire.

Il commença par fonder un journal *les Annales de Halle* dont il se servit pour lancer un manifeste au public où il déclarait la guerre au *piétisme* et au parti réactionnaire en arborant le drapeau de la Science et de

la littérature classique et en défendant la liberté de la pensée et de l'investigation scientifique. Pour donner plus de force à leur thèse, Strauss et Baur invoquèrent l'axiome de Hegel *que tout ce qui est rationnel a le droit d'exister et tout ce qui est irrationnel doit disparaître.*

En même temps, soit en 1835, Strauss publia son livre devenu célèbre *La vie de Jésus* dans lequel il établissait la nature humaine de Jésus en ajoutant qu'il ne s'agissait pas en l'espèce de l'être individuel, mais bien de l'être collectif, car, dit-il, toutes les qualités et fonctions que l'Evangile attribue à l'homme-Dieu appliquées à un individu, n'ont pas de sens, tandis qu'elles en ont un si on les applique à la collectivité humaine, à savoir, à l'union de deux natures dans l'humanité. De même, il n'admettait la naissance mystérieuse du Christ, ses miracles, sa résurrection et son ascension que comme des vérités allégoriques se rapportant à l'humanité, mais exemptes d'une réalité historique, car les documents qui nous renseignent sur le fondateur du christianisme ne sont pas revêtus d'un cachet historique, ayant pris naissance à l'ombre d'une foi basée sur le miracle, et doivent être considérés comme des traditions orales, comme des mythes et des légendes sacrées. Partant de ce principe, il prétend que les auteurs du I[er] et du IV[e] évangiles, saint Matthieu et saint Jean, n'ayant pas été des témoins oculaires de l'œuvre de Jésus il faut considérer l'évangile comme une compilation des légendes populaires. Cette opi-

nion fut confirmée et renforcée plus tard par un autre représentant de l'école de Tubinguen, Ferdinand-Christian Baur, qui, dans son livre devenu classique, intitulé *Investigations critiques sur les Evangiles canoniques*, démontra par une méthode scientifique le manque d'authenticité historique des Evangiles.

Les livres de Strauss et de Baur, en même temps qu'ils rehaussaient la valeur scientifique de l'école de Tubinguen produisirent une véritable explosion de colère et d'indignation chez les croyants de bonne foi, et donnèrent lieu à des controverses et à la publication de nombreux ouvrages, non seulement de la part des piétistes, mais aussi de celle des rationalistes et de l'aile droite de l'école de Hegel qui rêvait encore d'une réconciliation entre la foi et la science. Le seul à se réjouir de cette bruyante rupture parmi les anciens disciples de Hegel était Hengstenberg qui dénonça le livre de Strauss comme le fruit naturel de la semence de la philosophie scientifique qui avait empoisonné la théologie. Toutefois, malgré les controverses et les nombreux écrits publiés par le parti conservateur en défense de son orthodoxie traditionnelle, l'esprit de combativité de Strauss et de Baur, leur vaste érudition en matière de théologie, la clarté de leur exposition en langue allemande et leur habileté de polémistes contribuèrent à ébranler la foi aveugle dans les Evangiles du public éclairé et toute la jeunesse avide de combat se mit du côté de Strauss et de son école, avec la circonstance aggravante que la ten-

dance à critiquer et à discuter les questions sacrées par le fait qu'elles manquaient de base scientifique ne restait pas confinée au terrain de la théologie ; elle envahit bientôt le domaine de la littérature et de la politique et finit par gagner à la suite d'une espèce de contagion mentale tous les esprits hésitants et par remuer même les classes populaires.

Le parti réactionnaire exaspéré du succès de Strauss et de Baur, profita de cette circonstance pour redoubler d'activité en les rendant suspects aux yeux du public et en dénonçant leurs doctrines comme dangereuses pour la jeunesse allemande. En effet, la croisade entreprise dans ce but ne manqua pas de porter ses fruits, car elle empêcha Strauss d'occuper une chaire de théologie non seulement dans toutes les Universités allemandes mais aussi dans les Universités suisses, son adversaire l'ayant dénoncé au chef du protestantisme de la nation voisine. Cependant, Strauss fut nommé professeur de philosophie à l'Université de Zurich. Alors, les pasteurs conservateurs du canton, stimulés par leurs coreligionnaires allemands excitèrent la populace contre lui, afin d'exercer une pression sur le gouvernement libéral et l'amener à priver Strauss de sa chaire. Celui-ci, pour répondre à cet acte d'intolérance, publia un autre livre où il ne se bornait pas à défendre ses droits d'historien en matière religieuse, mais où il attaquait à fond ses adversaires

en leur prouvant la fausseté de leurs croyances mêlées de superstitions.

A ce moment-là, un collaborateur de Strauss, Ludovic Feuerbach, également disciple de Hegel, prit part à la lutte, avec cette circonstance qu'ayant été philosophe et non théologien comme son ami, il se montra beaucoup plus radical dans ses opinions religieuses. En 1841, il publia un livre très remarquable sur *l'Essence du Christianisme*, où il démolit les bases idéalistes et transcendentales de toute théologie. Cependant, ce livre écrit dans un style élevé et dans un langage philosophique n'était pas à la portée de toutes les intelligences et par conséquent il ne produisit pas autant de sensation et de scandale que celui de Strauss écrit dans un style populaire. Toutefois, Feuerbach avait encore écrit un autre livre intitulé *Principes de la philosophie de l'avenir*, où il donne un exposé très clair de son système. Il affirme d'abord que les lois de la nature sont les mêmes qui régissent l'homme, indépendamment de toute idée métaphysique ; en outre, qu'au fond il n'y a de réel que la nature et l'homme et que nos conceptions religieuses ne sont qu'un produit de nous-mêmes. D'après lui, la réalité, la sensibilité et le monde des sens sont des termes identiques. Où il n'y a pas de sens, il n'y a pas d'êtres ni d'objets réels. Ce n'est que dans la sensation, dans l'amour, que l'individu a une valeur absolue, ce n'est qu'en eux que se trouvent réunis le fini et l'infini. De même que Strauss, il admet que ce n'est pas l'homme individuel-

lement mais l'humanité qui a créé Dieu à son image, donnant naissance à une morale humaine basée sur les principes du *tuisme* (altruisme) qui doit servir de contrepoids à l'effort égoïste qui n'aspire qu'au bonheur personnel. En d'autres tèrmes, il met en face de l'individu la collectivité, en face de l'aspiration au bien-être personnel, l'intérêt de l'espèce.

On voit bien que Feuerbach s'est servi de la dialectique de Hegel pour fonder sa philosophie naturaliste, ayant pour but de réhabiliter les droits de la matière et de rehausser la dignité de la nature et avec elle, celle dė la personnalité humaine. Il en résulta, que son système philosophique ne fut qu'une réaction contre celui de Hegel, qui s'est efforcé de diviniser l'idée et avec elle l'esprit humain aux dépens de la nature et d'établir le principe de l'Etat providence contre les droits de l'individu, tandis que, d'après Feuerbach, l'essence de l'homme se trouve dans l'union intime entre les hommes c'est-à-dire dans l'union du moi et du non-moi ; l'état social doit être considéré comme la cause et la source du bien-être et de la misère des individus.

Voici une phrase de lui, bien célèbre, qui est l'expression graphique de cette pensée : *Der Mench ist was er iszt* (l'homme est ce qu'il mange). Elle a plutôt un sens socialiste que matérialiste, renfermant l'idée que la misère sociale est la source du crime et de l'immoralité. Il est incontestable que la profondeur des pensées de Feuerbach, le caractère éthique de sa philosophie

naturaliste et sa doctrine considérant l'amour du prochain comme la base de toute religion, ont exercé une influence très profonde sur la plupart des penseurs d'Allemagne et l'ont fait considérer comme le fondateur du socialisme philosophique, ayant pour but la régénération de la société humaine. En tout cas, il a réussi à secouer de fond en comble l'édifice philosophique établi par Hegel au bénéfice de l'Etat prussien et en faveur de l'esprit réactionnaire qui régna en maître pendant plus de vingt ans dans les sphères gouvernementales et dans la plupart des Universités allemandes.

Il n'y a pas de doute que l'œuvre de Feuerbach fut favorisée par la coïncidence de la mort de Hegel avec un événement politique, la Révolution de juillet en France, qui remplaça le gouvernement absolutiste par un gouvernement constitutionnel, événement politique qui a non seulement réveillé l'esprit endormi des libéraux en France et en Europe, mais qui a donné plus de courage aux défenseurs de la liberté de la pensée, en même temps qu'il a produit un certain désarroi dans le camp des réactionnaires à outrance. Nous tenons à rappeler comme un fait historique que la Révolution de juillet 1830, qui a fait table rase des principes moyenageux introduits dans la législation française sous le gouvernement de la Restauration a trouvé son écho en Angleterre, où les principes de liberté ont fini par prédominer dans les sphères intellectuelles, malgré les

efforts du parti réactionnaire. Déjà en 1820, un courant puissant d'idées de justice et de liberté pénétrait dans les classes éclairées de la nation anglaise qui mirent en activité tous les moyens légaux possibles pour combattre les idées erronées et les sentiments égoïstes de l'aristocratie. C'est surtout lord Brougham (1) qui se signala dans cette tâche en répandant la lumière dans les classes sociales inférieures par la publication de milliers de livres élémentaires à très bas prix et en fondant des écoles pour les enfants, d'autres pour les ouvriers adultes (*mechanics institutions*) et l'Université libre de Londres, la première qui ait admis toutes les communions. Il considérait l'instruction comme le boulevard le plus solide contre la tyrannie du clergé, de l'aristocratie et du canon. Luttant avec sa fougue accoutumée contre le ministre Wellington, ultra-conservateur, il s'écria en plein Parlement : « Le maître d'école y pourvoiera », mot qui est devenu proverbial. Par son éloquence persuasive, il réussit à faire voter par le Parlement sous le ministère Wellington, en 1829, l'émancipation des catholiques et leur entrée au Parlement. Il fit également obtenir du ministre R. Peel l'introduction des céréales étrangères et la suppression des droits sur la viande, le poisson, le riz, le blé, les pommes de terre et toutes les matières premières destinées à la consommation. Les bourgeois, après avoir

1. César Cantu, *Histoire Universelle*. Trad. franç. par Lacomb, XIX[e] vol., p. 139.

fait la guerre aux privilèges politiques de l'aristocratie se mirent aussi à la faire à ses propriétés. Ses réformes firent non seulement triompher les principes économiques de Bentham, mais donnèrent également un grand essor au commerce et à l'industrie anglais.

Il n'en fut pas de même en Autriche et en Allemagne, où l'esprit féodal restait encore vivant et où les classes cultivées restaient imbues du *Romantisme*, surtout en Prusse qui se refusait à secouer la poussière médiévale et la mentalité d'une civilisation surannée. On avait pu espérer un moment, qu'avec l'avènement au trône de Frédéric-Guillaume IV, il y aurait un changement favorable dans le régime politique du pays. En effet, le peuple avait salué avec joie et plein d'espérance ce nouveau souverain qui était connu par son esprit artistique et son enthousiasme pour les beautés de la nature, mais il ne tarda pas à découvrir en lui son manque de caractère et de décision et de plus une tendance au mysticisme et aux idées piétistes, et un ennemi irréconciliable du rationalisme et de la philosophie de Feuerbach. C'est ainsi que quelque temps après son arrivée au pouvoir, il se jeta dans les bras des chefs du parti réactionnaire, tels que Hengstenberg et Bunsen, tous deux animés de sentiments piétistes qui tâchaient de le gagner en faveur des intérêts de l'Eglise. Il en résulta que la nouvelle situation n'apporta aucun changement dans la direction des affaires politiques et morales du pays. Comme d'autre part le nouveau roi était

complètement dépourvu de volonté et de la connaissance du monde, il lui manquait le tact nécessaire pour choisir les hommes qui devaient diriger les destinées du pays. C'est ainsi qu'il nomma ministre de l'Instruction publique et des cultes un certain Eichhorn, homme qui manquait des connaissances et des aptitudes nécessaires pour bien remplir ce poste, mais qui, en échange, avait des sentiments religieux exaltés, servant d'instrument au parti réactionnaire et aux penchants piétistes du roi. En effet, il ne tarda pas à provoquer le mécontentement de tous les esprits libéraux et également de tous les hommes de valeur des Universités allemandes.

Au milieu de ce mécontentement général apparurent les écrits de Strauss et de Feuerbach qui contribuèrent à réveiller de leur léthargie un grand nombre de penseurs intimidés par la rigueur des autorités prussiennes et à accélérer le mouvement libéral, tant dans le domaine politique que religieux. D'autre part, le parti réactionnaire, loin de transiger avec l'opinion du parti intellectuel et des classes les plus éclairées du pays, continua à exalter l'esprit d'intolérance et de mysticisme des masses ignorantes et superstitieuses. C'est ainsi que l'évêque Arnoldi en profita pour faire l'exposition de la Sainte-Tunique, à Trèves, en 1844. Cette exhibition avait non seulement excité les esprit éclairés des protestants des pays rhénans qui niaient l'authenticité des reliques, mais avait également surpris la bonne foi des croyants catholiques, au point que des prêtres de la Silésie, Johannès

Ronge et Czerzki, élevèrent la voix pour protester et adressèrent une lettre ouverte à l'évêque de Trèves, où ils l'accusaient de transformer le catholicisme en un culte idolâtre, La propagande active qu'ils firent contre les procédés de l'évêque eut pour conséquence la création d'une secte religieuse de 60 à 70.000 personnes qui constituèrent une nouvelle Eglise sous le nom de *catholiques chrétiens*. Toutefois ils finirent par se heurter à de grandes difficultés au moment où il fallut établir en termes clairs et concrets les articles de leur confession religieuse.

En attendant, Frédéric-Guillaume IV, loin de se décourager à la suite de cette dissidence religieuse, poursuivit avec ténacité son projet, ayant pour but d'introduire dans le royaume les principes du romantisme tant dans les arts que dans les sciences. Il fit appeler à Berlin le peintre Cornélius, chef de l'école romantique, d'abord à Rome et ensuite à Munich, pour y fonder une nouvelle institution en opposition à l'école réaliste des peintres d'histoire en vogue en France et en Belgique. C'est précisément contre cette tendance romantique que Heine et la jeune Allemagne s'inspirant de la philosophie de Feuerbach, se sont élevés de toutes leurs forces, réclamant l'émancipation de l'art et de la littérature du joug de l'absolutisme et de la mentalité moyenageuse.

Cependant, le roi, en dépit de ce mouvement de l'esprit libéral fit nommer à l'université de Berlin pour

l'enseignement du droit public, Frédéric-Jules Stahl, titulaire de la même chaire à Erlangen, car il avait été fasciné par la lecture de son livre sur le droit ecclésiastique dans le protestantisme où l'auteur cherchait à fonder le droit de l'Etat sur la révélation chrétienne. C'est ainsi que Stahl fut le chef du parti de la réaction en Prusse pendant plus de quinze ans. Il fut nommé également en 1849 membre de la Chambre des Seigneurs et membre du Conseil supérieur des affaires ecclésiastiques. Chose singulière ! Stahl chef du parti conservateur en Prusse, et défenseur à outrance des droits de l'Eglise protestante, n'a acquis cette mentalité ni par atavisme ni par l'éducation dans un milieu piétiste, car il était issu d'une famille juive orthodoxe, s'étant converti au protestantisme à l'âge de dix-sept ans, et même à l'époque où il fut professeur de droit public à Erlangen, il était connu par ses idées libérales. Quelle ironie de l'histoire ! On dirait même que Stahl dans son conservatisme à outrance a toujours conservé la mentalité juive, car il s'est plutôt inspiré de la théocratie juive hiérosolymite, immuable et intransigeante, prenant Dieu comme symbole et âme du droit divin de l'Etat, au lieu de favoriser l'esprit libéral du protestantisme basé sur le principe de la liberté individuelle et de la libre recherche, principe qui a pris un essor vigoureux dans le parlementarisme anglais, de même que dans l'évolution politique en Hollande et en Suisse.

Heureusement, tous les efforts de Frédéric-Guil-

laume IV et de ses collaborateurs du vieux parti conservateur échouèrent contre la coalition de toutes les forces vives de la jeune Allemagne. Les autorités du gouvernement eurent beau mettre en vigueur les mesures les plus sévères contre tout individu qui se rendait suspect d'amour de la liberté, soit par ses écrits, soit par ses actes ; la censure prussienne eut beau faire exercer la plus active vigilance contre l'introduction de livres et d'écrits de caractère révolutionnaire, tout fut inutile. Les hommes d'action, de même que ceux animés de l'esprit de libre pensée, s'exilèrent spontanément, se réfugiant dans les pays libres, tels que la France, l'Angleterre et la Suisse. C'est là qu'ils organisèrent par un travail très laborieux et très assidu, une propagande active en faveur du rétablissement du régime libéral en Allemagne, grâce à l'appui qu'ils rencontrèrent à l'étranger parmi les hommes de cœur et d'esprit élevé, et à la connivence de quelques libraires allemands qui réussirent à faire entrer clandestinement les ouvrages considérés comme séditieux par le gouvernement.

A Paris, ce furent Heine et Boerne ; en Suisse ce furent les poètes Georges Herwegh et Freiligarth, qui entonnèrent leurs chants patriotiques et lancèrent leurs appels révolutionnaires, lesquels traversèrent la frontière sans difficulté. Aussitôt entrés dans le pays par la voie clandestine ils coururent de bouche en bouche et agirent comme un ferment révolutionnaire parmi les

masses populaires. Tant Boerne que Heine furent l'objet de persécutions de la part des défenseurs du régime féodal prussien, et pour se soustraire à l'intolérance politique et religieuse de l'Allemagne ils s'exilèrent à Paris. C'est de là que Boerne envoya à la maison Cotta ses impressions sur Paris et sur la vie politique en France. Dans ses écrits il ne manquait pas de faire des allusions à la sécheresse et à l'étroitesse d'esprit des gouvernants de l'Allemagne, recourant à l'ironie dont il revêtissait son style littéraire. Il eut même le mérite d'élever ce genre de littérature à un art, qui le plaça au premier rang parmi les journalistes allemands. C'est précisément par cette critique littéraire mordante, toute particulière, que Boerne se constitua le champion des idées de liberté de la jeune Allemagne et l'enthousiasme qu'il éprouvait pour la grandeur et la liberté de la patrie allemande lui fit entreprendre une lutte vaillante et infatigable contre l'absolutisme de Metternich qui prépara le mouvement révolutionnaire de 1848.

De même Heine, avec son esprit moqueur, n'a pas cessé de traiter avec ironie l'empire séculaire du romantisme allemand dont il se dit, avec raison, être le dernier roi détrôné de la fable.

*
* *

Si l'on considère l'œuvre de Heine au point de vue de la culture allemande on est forcé de reconnaître son

influence sur le mouvement de la pensée et du sentiment en Allemagne ; car tout esprit impartial et connaisseur de la littérature allemande ne peut pas s'empêcher d'avouer qu'après Gœthe, Heine fut le plus grand poète lyrique de l'Allemagne du XIXe siècle. En effet, c'est seulement un poète lyrique d'une telle envergure qui a pu tuer le romantisme et ce n'est qu'un homme aussi frivole que Heine qui a pu mettre en lumière la frivolité contenue dans cette espèce de romantisme et l'exposer par sa verve piquante et sa manière gracieuse à la risée du public. Sa poésie a eu également le mérite de s'adapter à la forme des chants populaires, d'abord à cause de son rythme harmonieux, ensuite parce qu'elle était l'expression des sentiments et des intérêts du peuple allemand. C'est ainsi qu'elle s'harmonisait admirablement avec les mélodies des musiciens célèbres de l'époque, tels que Mendelssohn et Schumann. Bien que sa poésie eût des racines dans le romantisme, il ne s'est pas gêné pour employer son esprit sceptique et la flèche envenimée de l'ironie afin de rendre le romantisme ridicule aux yeux de ses compatriotes. On dirait même que l'auteur se réjouissait de sortir de l'atmosphère sentimentale déprimante pour prendre contact avec l'air libre et la réalité de la vie. Dès le moment où il fixa sa résidence à Paris, il ne cessa de diriger ses attaques contre le gouvernement despotique de l'Allemagne, flagellant les vices organiques de la situation politique, morale et intellectuelle

de son pays et critiquant avec verve et souvent avec des épithètes blessantes la patience et la résignation du peuple allemand à supporter le régime d'intolérance et d'oppression de ses gouvernants.

Quoi que l'on pense de la personnalité morale et de la versatilité de caractère de Heine, on ne saurait méconnaître son grand talent, sa vaste érudition, ses mérites de poète et de penseur et surtout la clarté avec laquelle il exprima ses pensées et ses sentiments et la forme élégante dont il les a revêtus et on sera même forcé de l'admirer à cause des services qu'il a rendus à sa patrie, d'abord par la défense des principes de la liberté politique, civile et morale, et ensuite par le courage qu'il a déployé en donnant un coup mortel au romantisme qui servait en tout temps et en tout lieu de refuge aux défenseurs du régime de l'intolérance politique et religieuse.

L'exemple de Boerne et de Heine fut suivi par d'autres auteurs de grande autorité, tels que Gutzkow et Fanny Lewald, qui, n'osant pas jeter le cri d'alarme contre la situation politique, se mirent à décrire dans des romans l'état misérable des classes populaires en Allemagne, se faisant les apôtres des idées socialistes. C'est surtout le roman de Gutzkow, intitulé *le Chevalier de l'esprit* qui devint très populaire. Le héros de ce roman est un prince allemand nommé Egmond de Hohenberg qui, séduit par les idées socialistes, se rendit en blouse d'ouvrier à Paris où il fit la connais-

sance de Louis Armand dont il devint l'ami intime au point de s'assimiler complètement ses idées. Après son retour en Allemagne, ayant voulu mettre en exécution les idées de son ami, dans le but d'améliorer les conditions matérielles et morales de son peuple, il se heurta dans son entourage à tant de difficultés qu'il fut obligé de renoncer à l'exécution de son projet, et, exaspéré de son désappointement cruel, il se retira du monde et dans sa solitude il se livra à de sombres méditations sur le sort de l'humanité.

Un autre roman très populaire est celui de Fanny Lewald, intitulé *les Transformations*, où elle raconte qu'un grand nombre d'ouvriers allemands qui avaient émigré à Paris et en Suisse pour y chercher du travail, s'y sont assimilé les idées socialistes qui se sont répandues ensuite en Prusse orientale et ont agité les cerveaux des milieux paysans contre les propriétaires. Ce fut encore Heine qui agit en intermédiaire entre les Saint-Simonistes et les ouvriers allemands, excitant ses compatriotes à la révolte, en des termes pleins d'ironie et de pitié. En Suisse, ce furent les poètes Georges Herwegh et Freiligarth qui entonnèrent leurs chants patriotiques et lancèrent leurs appels révolutionnaires. C'est surtout ce dernier qui décrivit la misère sociale en Allemagne dans un poème devenu célèbre qu'il adressa directement au roi de Prusse, le menaçant du courroux populaire.

CHAPITRE XII

LA FRANCE ET L'ANGLETERRE CENTRES DU MOUVEMENT ÉCONOMICO-SOCIAL PENDANT LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XIXe SIÈCLE

La constitution de 1789 en proclamant les droits de l'homme et en accordant des droits civils et politiques à tous les Français sans distinction de naissance, de race et de religion, renfermait déjà en elle-même le principe du droit au travail ainsi que le devoir de l'Etat de faciliter le travail et avec lui, les moyens de subsistance à la classe ouvrière. Malheureusement si la Révolution supprima les classes privilégiées telles que la noblesse de naissance et le haut clergé, elle créa par contre une autre noblesse représentée par la bourgeoisie capitaliste. Il en résulta que la classe ouvrière, après avoir secoué les chaînes du servage, resta soumise à la tyrannie du capitalisme qui arriva à un haut degré de développement sous le régime industriel qui naquit et grandit sous le règne de Louis-Philippe ; car avec le nouveau régime politique basé sur les principes de liberté et de justice sociales, le com-

merce et l'industrie avaient pris un grand essor et les conditions économiques de la nation avaient subi un changement radical. D'une part avec l'établissement de nombreuses industries il y eut une augmentation considérable d'ouvriers agglomérés pendant de longues heures de la journée dans des espaces confinés ; d'autre part, cette agglomération humaine dans les nombreux centres industriels créa des besoins nouveaux et des aspirations nouvelles. Il en résulta que les hommes de science qui cultivaient auparavant l'économie politique s'adonnèrent désormais à l'étude de l'économie sociale dans le but d'améliorer les conditions matérielles, morales et intellectuelles des classes inférieures, et Paris devint une vraie fournaise où s'agitaient les problèmes les plus ardus d'économie sociale.

Toutefois nous tenons à rappeler que déjà à l'époque de la Révolution il se trouvait en France des économistes réformateurs, tels que *Fourier* et *Saint-Simon*, dont l'œuvre fut interrompue, à la suite de la Restauration, mais finit par entrer en activité après la Révolution de Juillet. Ce sont les partisans de Saint-Simon (1760-1825) et de Fourier (1768-1837) qui ont fondé des écoles d'économie sociale.

Le premier, fondateur d'une école industrielle avait pour but d'améliorer, au moyen de la science et de l'industrie, le sort de l'humanité et surtout des classes pauvres. Dans ce but, il jugeait nécessaire de considérer les savants, les industriels, les artistes, les pro-

ducteurs de toute espèce, comme la seule aristocratie légitime à laquelle devrait être confiée la direction de la société nouvelle. Basé sur le même principe, il proscrivait les *oisifs*, prêchait *l'association*, et *l'organisation des travailleurs* et voulait que tous les efforts fussent dirigés selon une doctrine générale et vers un but commun.

Le second, fondateur de l'*école des économistes réformateurs*, se proposait de fonder un ordre social nouveau, ayant pour base l'association des hommes en possession de capital, de travail et de talent. Il les distribuait par *groupes*, *séries* et *phalanges*, au moyen de *l'attraction passionnée*, formule dont il se servait comme symbole d'une loi de l'humanité. Ces idées continuaient à évoluer progressivement en France au point de former corps de doctrine parmi certains hommes d'Etat.

Cependant ce n'était pas seulement en France que les questions sociales avaient gagné du terrain ; les doctrines d'économie sociale étaient déjà un objet de discussion en Angleterre vers la fin du XVIIIe siècle, parmi les hommes d'un esprit pratique et d'une haute compétence en la matière, tels que *Adam Smith*, *William Pitt et David Ricardo*. Le premier a établi que le travail d'une nation est la source d'où elle tire les choses appropriées aux besoins et aux commodités de la vie et dont le produit immédiat sert à acheter à d'autres nations les choses nécessaires à la consomma-

tion. Il établit également la valeur du crédit qui rapproche les deux éléments, trop souvent opposés : *le capital et le travail.* C'est grâce au crédit que les capitaux quoique employés, peuvent être encore placés utilement dans d'autres entreprises ; il anticipe sur l'avenir. *William Pitt* (1759-1806) soutient que le capital fictif créé par le prêt, se transforme en capital fixe et devient par là aussi avantageux au public qu'un nouveau trésor ajouté à la richesse publique. Sur ce principe fut basé en son temps le crédit de la Banque d'Angleterre.

David Ricardo (1772-1823) écrivit un livre sur les principes de l'économie politique et de l'impôt, prouvant que le revenu est indépendant des frais de production et que la hausse des salaires diminue le bénéfice, mais que le prix des denrées, les salaires, de même que les bénéfices sont déterminés par les frais de production et de ce qui est nécessaire aux besoins de l'ouvrier. Le produit brut tendant à augmenter en raison des terrains que la civilisation rend productifs, le salaire doit aussi renchérir et le bénéfice diminuer. Il prétend également que pour rendre un peuple actif et industrieux, il faut accroître le nombre de ses besoins. D'après lui, le problème capital de l'économie politique est de déterminer les lois qui régissent la transformation des produits en rentes, bénéfices et salaires. On voit bien que Ricardo a eu plutôt en vue la richesse collective des nations que le bien-être des individus qui n'est pas

toujours en rapport avec la prospérité des industries. C'est surtout après que les machines eurent remplacé les bras humains et que les grandes associations succédèrent aux petites manufactures que le sort des individus commença à sentir le joug du capital social.

Toutefois, les doctrinaires du socialisme français et anglais ne sont pas sortis du domaine de la théorie; ils se sont contentés de jouer le rôle d'apôtres en faisant la propagande en faveur de leurs doctrines basées sur un principe métaphysique : la croyance dans la bonté de Dieu ou de la nature. « Dieu, dit Fourier, est bon et le monde qu'il a créé ne peut être que bon. L'homme est perfectible et prétendre que la perfection n'est pas faite pour les hommes, c'est accuser Dieu de méchanceté. » Cabet, plus radical que Fourier, dit qu'il est impossible d'admettre que la destinée de l'homme soit d'être malheureux sur la terre. Lorsqu'on considère qu'il est essentiellement sociable, et par conséquent sympathique et affectueux, il n'est pas possible d'admettre qu'il soit naturellement méchant. Les troubles et les désordres, les vices et les crimes, les guerres et les révolutions, les catastrophes et les calamités ne sont pas l'effet d'un mouvement impulsif de la nature; leur cause est dans la mauvaise organisation de la société. Par conséquent, il faut changer l'organisation, ce qui est un problème de l'intelligence et de la raison qui doit établir un ordre social meilleur, conduisant

l'humanité au bonheur et à la perfection du sentiment de la solidarité.

Les socialistes anglais, de leur côté, tels que *Owen* et *Godwin*, étaient à peu près du même avis. Ils admettaient que l'état rationnel de l'existence humaine est basée sur les lois immuables de la nature et que l'ordre positif actuel est artificiel et ne peut être que préjudiciable à la société. Par conséquent, ce qu'il faut, c'est le retour à la nature. Au fond, ce n'était qu'un réveil de la théorie de Jean-Jacques Rousseau. Prudhomme, doué d'un esprit plus pratique, faisant abstraction du côté religieux et moral du problème, affirmait avec raison qu'il faut créer avant tout la science sociale, ce qui n'est qu'un fruit du temps, de l'expérience et de la patience.

En somme, ces doctrinaires placèrent leur espoir de découvrir la solution du problème social dans la propagation de leurs idées, aussi bien parmi les classes ouvrières qu'intellectuelles, parmi les pauvres comme parmi les riches. Ils espéraient que la propagande seule suffirait pour convertir l'humanité au régime socialiste et ils étaient tout à fait opposés à l'emploi des moyens violents pour imposer leur idéal.

Parmi les économistes anglais, il y en avait quelques-uns qui considéraient le problème social au point de vue philosophique, ayant emprunté leurs conceptions éthiques à la métaphysique de Locke. Parmi ces économistes figure en première ligne *Jérémie Bentham*

(1748-1832) dont la doctrine avait pour principe fondamental qu'en législation et en morale, on ne doit admettre que l'utilité, ce qui à fait donner à son école le nom d'*utilitaire*. Dans son livre, *Introduction aux principes de morale et de législation*, Bentham remonte aux principes philosophiques pour y chercher un point d'appui à sa doctrine. Pour lui, « la légitimité d'une action, sa bonté, sa moralité ne signifie que son utilité. » « L'intérêt de l'individu est la plus grande somme de bonheur à laquelle il puisse atteindre ; l'intérêt de la société est la somme de l'intérêt de tous ses membres. » — « La vertu n'est un bien que par le plaisir qui en dérive. » — Le vice n'est un mal que par les peines qu'il occasionne. » Pour démontrer son amour de l'humanité, il voulut en mourant lui être utile en abandonnant son cadavre aux anatomistes.

Un autre économiste anglais de la même école et contemporain de Bentham, c'est *Robèrt Malthus* (1866-1634). Celui-ci, au contraire de Bentham, prétend que l'origine du vice ne doit pas être cherché dans la société, mais dans les individus, surtout dans l'ignorance et la dégradation des classes inférieures. Dans son *Essai sur le principe de la population*, Malthus démontre que l'espèce humaine se multiplie suivant une progression géométrique, tandis que les moyens de subsistance croissent suivant une progression arithmétique, d'où il s'ensuit que ces derniers deviendraient insuffisants si les maladies et les guerres n'y pour-

voyaient et à leur défaut, c'est le vice et la misère qui augmentent avec la population. Il conclut que la tendance de la population à s'accroître indéfiniment doit être contrariée soit par un frein moral imposé à la faculté reproductive, soit par les causes diverses qui augmentent la mortalité tels que le vice, la misère et la maladie. Cette doctrine, qui, au commencement avait provoqué une certaine sensation dans les milieux populaires de même que dans les sphères gouvernementales et avait scandalisé en même temps les sentiments religieux et moraux de tous les hommes de bonne foi, a été combattue efficacement plus tard par les naturalistes et surtout par les Darwinistes lesquels, bien qu'ils admettent le fait de la lutte pour l'existence, sur lequel est basée la théorie de Malthus, le rectifient par le principe de la *sélection naturelle.*

La France, nation industrielle de même que l'Angleterre, ne pouvait pas rester étrangère aux doctrines des économistes anglais, Smith et Ricardo. Aussi, trouvèrent-elles un défenseur ardent en la personne de *Jean-Baptiste Say*, qui considérait l'économie politique comme la science de la production, de la répartition et de la consommation des richesses d'un pays. Malheureusement, étant un grand admirateur de l'industrie anglaise, il ne tenait pas assez compte des maux causés aux pauvres par un conquérant sans frein.

Au contraire, *Tocqueville*, admirateur de la démocratie américaine, s'élevait de toutes ses forces contre

les doctrines des économistes anglais, selon lesquelles le bien des pauvres est sacrifié à celui des riches, tandis que le devoir des gouvernements démocratiques est d'assurer le bien-être du plus grand nombre ; mais ce bien-être ne doit pas être limité à l'état matériel, il doit également s'étendre au développement de la raison et du sentiment humains. D'après lui, les démocraties peuvent être inférieures aux aristocraties par la richesse, le talent et les œuvres supérieures, mais chez elles tout le monde, même les humbles sont plus ou moins industriels, plus ou moins éclairés. Dans les Etats aristocratiques, les classes sociales se trouvent trop séparées les unes des autres ; d'un côté on voit l'opulence et le savoir ; d'un autre côté, la misère et l'ignorance tandis que dans les pays démocratiques, il arrive le contraire; si les classes les plus élevées perdent de leur élégance, les plus basses perdent de leur grossièreté et gagnent en même temps en conscience de la dignité de la personnalité humaine. De plus, elles témoignent de la sympathie envers la misère humaine, de la compassion envers les races lointaines opprimées et persécutées et éprouvent de l'horreur pour tout ce qui fait souffrir inutilement les hommes. Tels sont les traits les plus nobles et les plus élevés d'une société démocratique.

D'autres économistes anglais, tels que *Sismondi* et *Carlyle*, inspirés de sentiments philanthropiques et doués en même temps de sens pratique, s'élevèrent contre l'abus des doctrines industrielles ; ils considéraient

comme un bien social les moyens économiques qui contribuaient à augmenter la production, à condition qu'ils fussent en rapport avec la consommation, mais ils voyaient dans la production intensive basée sur le principe de la concurrence qui est la lutte de tous contre tous, un grand inconvénient, c'est la guerre faite à la petite industrie par les gros capitalistes qui accumulent des machines pour multiplier les marchandises; il arrive alors que l'accumulation fait baisser les prix, amène le chômage et occasionne de grandes crises qui sont la cause de la souffrance des grandes masses ouvrières. Partant de ce raisonnement, Sismondi exigeait l'intervention du gouvernement pour régulariser les conditions de production de l'industrie et du commerce.

Tous ces économistes, chefs d'écoles diverses d'économie sociale, bien qu'ils différent dans leur manière de voir, tant sur l'origine de la misère sociale que sur les remèdes à employer contre ce mal social, étaient convaincus de la possibilité de mettre en harmonie le système capitaliste avec les intérêts de la classe des travailleurs par l'introduction d'une réforme sérieuse dans les conditions de production. Mais il y eut un autre groupe d'économistes plus avancés qui demandaient, non la réforme du système capitaliste de l'économie sociale, mais sa suppression complète pour mettre à sa place un ordre social nouveau avec un programme économique et politique complètement distinct : ce sont les socialistes révolutionnaires qui s'appuyaient sur le

droit positif à la vie pour en jouir avec tous les avantages possibles ; ils rêvaient de réaliser le bonheur dans ce monde, alors que les premiers chrétiens rêvaient du bonheur de la vie future.

Pour atteindre ce but, les socialistes français les plus avancés aspiraient à étendre la même réforme à la politique, c'est-à-dire, à établir le suffrage universel comme base d'un gouvernement démocratique, ce qui leur facilitait le moyen d'arriver un jour à former partie de la chambre législative et à contribuer à faire voter les lois favorables aux classes ouvrières. Malheureusement, Louis-Philippe s'étant appuyé sur la classe bourgeoise et craignant qu'avec l'amoindrissement des droits et des intérêts de la bourgeoisie par des réformes politico-économiques la monarchie ne s'affaiblît, offrit beaucoup de résistance à l'introduction de pareilles réformes. L'exaspération de l'opinion publique contre la politique tout à fait personnelle du roi, qui était en outre accusé d'avoir favorisé la corruption politique dans le but d'obtenir une majorité à la Chambre, amena une agitation générale dans tous les cercles politiques qui aboutit finalement à la chute de la monarchie et à la proclamation de la République.

Avec l'avènement du nouveau régime, le règne de la bourgeoisie fut remplacé par celui de la démocratie. A peine le Gouvernement provisoire était-il installé, que Louis Blanc agitait la question de l'organisation du travail. Il commença d'abord par attaquer la libre concur-

rence à l'intérieur en établissant des ateliers nationaux, en supprimant la plupart des fabriques particulières et en employant les ouvriers suivant leur métier dans les ateliers subventionnés par l'Etat, les payant selon leur rang et leur capacité de deux à quatre francs par jour. Alors, il arriva qu'à mesure que le nombre d'ouvriers augmentait, la vente diminuait en même temps que les besoins du travail, au point que Blanc fut obligé de diminuer les salaires et de réduire à deux par semaine les journées de travail. Après avoir échoué dans cette tentative, Blanc, loin de se décourager, déclara que l'Etat ne serait plus entrepreneur d'industries, mais se bornerait à surveiller les industries privées et indépendantes.

Dès que la réalité des choses, vint démontrer l'inanité de cette conception, il imagina de nouveaux projets jusqu'à ce qu'il en vint à tomber en contradiction avec ses anciens principes de régénération sociale.

Bref, à la fin de mai les ateliers nationaux ayant déjà coûté quatorze millions à l'Etat, celui-ci décida de les fermer. Cette expérience manquée discrédita en France les doctrines socialistes. Avec raison, dit Yves Guyot, l'organisation du travail de Louis Blanc restera, comme une homélie éloquente, témoignage des aberrations économiques qui s'agitèrent en France de 1840 à 1850.

CHAPITRE XIII

INFLUENCE DES CHANGEMENTS DE RÉGIME POLITIQUE EN FRANCE PENDANT LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XIX[e] SIÈCLE SUR L'ÉVOLUTION DE LA PHILOSOPHIE

I

Nous avons vu dans les pages précédentes que sous l'influence des hommes de la Révolution française de 1789 s'est réalisée l'émancipation de la raison humaine du joug de l'absolutisme politique et religieux et que ce progrès s'est ensuite ralenti sous la restauration imposée à la France par les gouvernements de la Sainte Alliance, mais qu'il reprit un nouvel essor après la Révolution de Juillet sous le régime de Louis-Philippe, ayant donné lieu à un mouvement intense des idées aussi bien d'ordre économico-social que d'ordre moral et à une lutte acharnée entre les défenseurs du capitalisme représentant les intérêts de l'industrie et du commerce et les défenseurs du travail et des intérêts de la classe ouvrière. Nous nous proposons maintenant d'étudier l'influence qu'ont exercée les changements divers

de régime politique en France sur l'évolution de la Philosophie.

On comprend bien que le gouvernement de la Restauration avait pris toutes les mesures nécessaires pour rétablir aux Universités l'enseignement de la philosophie spiritualiste et écarter les maîtres qui professaient la philosophie sensualiste de Condillac et qu'il fit tous les efforts possibles pour déraciner les doctrines libérales léguées au XIXe siècle par les Encyclopédistes et les hommes de la Révolution. En effet le nouveau régime introduit par la Sainte Alliance dans tous les pays de l'Europe s'est également implanté en France dans toutes les sphères officielles et réduisit à l'impuissance les hommes de lettres et de sciences, aussi bien libéraux que révolutionnaires. Ce fut une crise générale à laquelle personne n'échappa. Une aboulie s'était emparée des hommes les plus hardis ; même les chefs de l'opposition libérale au Parlement se virent obligés de faire des concessions importantes au parti réactionnaire. Bien que *Laromiguière*, professeur de philosophie à la Faculté des Lettres, dans son cours de métaphysique combattît la doctrine sensualiste de Condillac, il n'offrait pas assez de garantie au parti réactionnaire. Il eut pour successeur *Royer Collard*, grand orateur parlementaire, qui, bien que défenseur du régime libéral contre le pouvoir absolu, représentait la philosophie de Reid contre l'école sensualiste écossaise, tenant le milieu entre le spiritualisme et le ratio-

nalisme. Quoique peu habitué aux controverses philosophiques, il parvenait à captiver l'attention de son auditoire par la beauté de sa diction et par des sentences d'une concision remarquable. Comme son enseignement était incolore, il n'occupa que trois ans la chaire de philosophie à la Sorbonne.

Il eut pour successeur *Victor Cousin*, homme d'une grande érudition et fort éloquent, qui a beaucoup écrit et parlé sur la philosophie des autres, mais n'a rien inventé en doctrine ni en méthode philosophique. Il avait la prétention d'appeler son système philosophie éclectique, mais loin d'avoir approfondi les différents systèmes philosophiques, basés les uns sur les investigations scientifiques et les autres sur des conceptions rationalistes et d'en tirer les vérités moyennes, il s'est borné à effleurer les diverses tendances distinctes des différentes écoles relatives à l'évolution de l'esprit humain, telles que le spiritualisme, le sensualisme, le scepticisme et le mysticisme. Son éclectisme n'est pas un syncrétisme qui cherche la part de vérité dans tous les systèmes. Après avoir parcouru toute l'échelle des systèmes philosophiques, depuis Kant jusqu'à Platon, il a fini par s'attacher à un moyen terme du christianisme et est mort catholique. Dans ses premiers temps, il n'a fait que réfuter la philosophie sensualiste de condillac, et plus tard, il s'est efforcé également de combattre la philosophie de Kant, mais il n'a pas tardé à prendre goût à la partie dogmatique des doctrines

hégéliennes. Son admiration pour Hegel fut tellement grande qu'il ne put s'abstenir de faire un voyage à Berlin pour étudier de près son système philosophique. Après son retour à Paris, il se rendit suspect au parti réactionnaire, au point que le ministre Villèle lui retira la chaire de philosophie à la Sorbonne.

Cousin ne tarda pas à prendre sa revanche. Huit ans après, c'est-à-dire en 1828, il publia des *Fragments philosophiques* et des *Leçons* sur la même matière, de caractère tout à fait panthéiste qui produisirent un effet extraordinaire dans les sphères intellectuelles. Mais il ne resta pas longtemps attaché aux doctrines spinozistes. Il s'appliqua à remonter l'histoire jusqu'à revenir à la métaphysique de Descartes. Là, il ne s'arrête pas davantage ; il recule jusqu'à Platon avec tendance à se rapprocher de plus en plus du catholicisme. Il publia pendant sa dernière étape d'évolution un livre sur *le Vrai, le Beau et le Bien*. Le premier est l'objet de la raison spéculative et des principes de la science ; le second, objet de la raison esthétique et des principes de l'art, et le troisième est l'objet de la raison pratique et des principes de la morale. Cette évolution miraculeuse de Cousin lui valut l'accès aux plus hautes fonctions de l'Etat. Il fut nommé successivement conseiller d'Etat, membre du Conseil supérieur de l'Université, membre de l'Académie française et des Sciences morales et politiques ; plus tard, il fut nommé directeur de l'Ecole normale et pair de France. De

temps en temps il faisait entendre sa voix en défense des principes éclectiques dominants dans les sphères gouvernementales. Finalement sous le ministère Thiers, en 1840, il fut nommé ministre de l'Instruction publique, mais malgré ses bonnes intentions de réformer l'Université dans un sens libéral, ses projets restèrent stériles, et malgré ses efforts pour se réconcilier avec le parti conservateur, il fut toujours combattu avec ardeur par les députés catholiques, qui n'avaient aucune confiance dans son caractère versatile. Pendant ses huit mois de ministère il écrivit un catéchisme éclectique intitulé *Livre d'instruction morale et religieuse à l'usage des écoles primaires élémentaires et supérieures*, mais dont la première édition fut détruite par ordre des évêques.

Quelle que soit la valeur morale de Victor Cousin, il faut reconnaître que, bien qu'il n'ait pas réussi à fonder une doctrine philosophique à lui, il a contribué efficacement à répandre un esprit rationaliste, parmi la jeunesse française, esprit qui a dominé toute une école et l'enseignement officiel pendant plus d'un quart de siècle. Un de ses plus grands adversaires, *Amédée de Margerie* avoue que, comme chef du rationalisme en France, Cousin avait réussi, dans des leçons demeurées célèbres, à faire entre la philosophie et le christianisme le partage des âmes, à celui-ci la plèbe, à celle-là les praticiens de l'intelligence. L'influence de l'école éclectique avait tellement grandi, aussi bien

dans les sphères intellectuelles que dans les cercles politiques, que les chefs catholiques n'hésitèrent pas à entrer en négociations avec les chefs de l'école pour arriver à un compromis entre les deux partis. L'école se prêta d'autant plus volontiers à une entente avec l'Eglise qu'un livre de Michelet intitulé *le Prêtre, la Femme et la famille*, avait produit un effet déplorable sur la plupart de ses membres qui craignaient les dangers sociaux et moraux d'une croisade anti-chrétienne de la part du parti démocratique. Quoiqu'il fut seulement question d'établir les préliminaires d'une entente, ce furent précisément les conditions posées par l'école éclectique qui firent échouer le projet, et voici quelles furent ces conditions : *respect pratique pour le christianisme ; liberté entière d'une éducation rationnelle de la jeunesse sur la base de la philosophie qui admet bien Dieu et la Providence en fait de surnaturel ; les miracles éternels et perpétuels propres de la création ; la révélation de Dieu par les lois de la nature qui témoignent de sa puissance, de son intelligence, de sa sagesse et de sa bonté.*

Les hommes de l'école éclectique ne tardèrent pas à se convaincre de ce que l'idée d'une entente entre la philosophie et l'Eglise, qui se reconnaît comme l'unique dépositaire des vérités révélées, était chimérique et ridicule.

Quant à l'œuvre de Victor Cousin, on a beau critiquer son manque de constance dans la défense des

principes qui formaient la base de son système éclectique, il faut reconnaître qu'il s'est efforcé de le corriger par la déclaration qu'il fit dans la préface de son dernier livre, où il dit (1) : « Je ne suis pas philosophe, « je suis prédicateur. Je n'apporte ni une vue nou« velle sur la nature des êtres ni sur la méthode des « sciences ; j'apporte une exhortation à la vertu. Ma « philosophie n'est pas une ouvrière de science, elle est « un instrument de la morale. Son but n'est pas de « découvrir le vrai quel qu'il soit, mais de faire des « honnêtes gens, quoi qu'il en coûte ; son caractère « est de subordonner le sens à l'esprit et de tendre, par « tous les moyens que la raison avoue, à élever et à « grandir l'homme. »

Ces paroles dans la bouche de Cousin ne sont nullement en harmonie avec ses vues philosophiques exposées dans ses Leçons en 1828, où il déclare « que le droit de même que le devoir de la philosophie est, sous la réserve du plus profond respect pour les formes religieuses, de ne rien comprendre, de ne rien admettre que ce qui est vrai en soi et sous la forme de l'idée ». C'est bien reconnaître la souveraineté de la philosophie et son indépendance de la religion. D'autre part, il faut tenir compte de l'esprit réactionnaire qui prédominait en France sous le régime de la Restauration, lorsque Cousin commença son enseignement, qu'il

1. *Les Philosophes classiques du XIXe siècle en France,* par H. Taine 9e édition, p. 144.

modifia ensuite sous le règne de Louis-Philippe, à mesure que s'accentuait le mouvement progressif des idées libérales. Bien que Cousin se soit senti supérieur au milieu dans lequel il a vécu, il n'osa pas rompre avec ses amis inclinés au maintien de l'éclectisme, de peur de perdre son prestige et les avantages d'une position officielle.

Si l'on considère que les représentants de l'école éclectique tels que Jouffroy, Saisset, Jules Simon et Janet, furent tous des hommes très pondérés, très savants et en même temps très chrétiens dans le sens de l'Evangile, reconnaissant Dieu comme principe supérieur d'amour, de justice et de bonté, et que malgré leur hautes qualités morales et intellectuelles, ils n'ont pas réussi à s'entendre avec les chefs catholiques, il est inutile d'espérer que cette entente puisse jamais se faire par un acte spontané inspiré par la raison et par l'amour de la paix sociale. La seule chose qu'il soit permis d'espérer, c'est qu'avec le progrès de la science, avec la diffusion de l'instruction parmi les masses populaires, la multiplication des œuvres de bienfaisance et avec l'exaltation du sentiment de la solidarité humaine, les différents gouvernements et parlements respectifs, conscients de leur mission, dirigeront leurs efforts vers une saine éducation de la jeunesse, vers l'établissement de la paix sociale, sur une base solide telle que la suppression des guerres internationales et des luttes de race, de classe et de religion, et le développement

du bien-être matériel, moral et intellectuel des peuples confiés à leurs soins paternels.

II

Quelle que soit l'opinion que l'on ait de l'école éclectique de Cousin, il est incontestable que le mouvement intense des idées tant dans l'ordre politique qu'économico-social, qui prit naissance en France sous le règne de Louis-Philippe, ne tarda pas à exercer une influence considérable dans le domaine de la Philosophie, car sous un régime gouvernemental qui s'appuyait sur la bourgeoisie, dont l'idéal ne visait qu'à l'accumulation des richesses et au développement du bien-être matériel, l'activité humaine ne pouvait avoir d'autre but que celui de l'utilité privée ; par conséquent, il était tout à fait logique que dans l'évolution de la philosophie, celle-ci s'inclinât plutôt vers la méthode objective et expérimentale que vers la méthode subjective et idéaliste. En effet, en plein règne de l'éclectisme de Victor Cousin, en 1839, Auguste Comte osa élever la voix pour déclarer que tous les systèmes de philosophie spéculative, aussi bien la métaphysique de Platon que la logique d'Aristote, n'avaient servi qu'à égarer l'esprit humain et que la philosophie ne doit avoir pour base que la science et les lois de la nature déduites de l'observation et de l'expérience ; qu'elle doit être la conception expérimentale de l'univers et de l'homme. Partant de ce point de

vue, il publia son livre *Cours de philosophie positive*, où il établit une concordance entre le développement historique et l'enchaînement des sciences et démontre la subordination de tous les êtres à leurs conditions d'existence et à la dépendance des propriétés particulières de l'individu des conditions biologiques de l'espèce. Quant à l'homme, il a fait des facultés ainsi que des institutions et des destinées humaines un chapitre de la biologie, de manière que l'individu et la société reçoivent de la biologie, leurs conditions d'existence et, de même que le reste des êtres vivants, ils sont régis par les lois physico-chimiques.

Il divise ensuite le développement des sciences en trois catégories : *physico-chimie*, *bio-physiologie* et *sociologie*. D'après lui, l'évolution des sociétés est régie par les lois de la dynamique sociale, laquelle, à son tour, est basée sur la loi des trois états successifs de l'esprit humain : *état religieux*, *état métaphysique* et *état scientifique*, c'est-à-dire que toutes les spéculations humaines ont passé nécessairement par les trois états successifs. Dans le premier, prédominent les fictions spontanées qui n'ont pas besoin de démonstration ; dans le second, les abstractions personnifiées et dans le troisième, la connaissance de la réalité ; en d'autres termes, il y a trois conceptions distinctes de l'esprit humain dont chacune correspond à une culture successive plus avancée. Quant à la dernière phase, elle est la résultante de tous les rapports possibles entre

les hommes, de même qu'entre les hommes et les milieux traversés par eux. D'après ce que l'on voit, c'est l'histoire qui sert d'introduction à la philosophie positive de Comte ; elle nous amène, à travers les ruines du passé, jusqu'à notre époque où il faut reconstruire le présent et préparer l'avenir. C'est aux sciences de tracer le plan de l'édifice; car la science, qui doit le progrès à l'expérience et à l'observation, a le plus de chance de réussir dans la construction solide de l'édifice. C'est tout d'abord le groupe mathématique, ayant pour objet le nombre, l'étendue et le mouvement, lequel se suffit à lui-même pour accomplir son évolution. A la mathématique succèdent l'astronomie, la physique, la chimie, la biologie et enfin la science sociale ; ensuite c'est la physico-chimie qui, au courant de son évolution, a fait partie de la biologie alors que celle-ci, à son tour, a complété le domaine de la psychologie.

Chacune de ces sciences est régie par des lois particulières en même temps que par celles du groupe précédent. La philosophie, de son côté, bien que science autonome, ne peut se rendre indépendante des sciences concrètes et obéit aux lois de la nature objective. C'est surtout la sociologie basée sur les faits de l'histoire et de la biologie qui est arrivée à se constituer en science autonome, ayant pour but de déterminer les rapports entre les hommes et entre les nations, de même que ceux entre les hommes et les milieux physiques et sociaux à travers le temps et l'espace. C'est le plus grand

mérite de l'école positiviste d'avoir considéré la sociologie en rapport avec l'histoire et la biologie et d'avoir montré la corrélation qui existe entre l'évolution intellectuelle et l'évolution sociale.

Malheureusement, à mesure que Comte avance dans le dédale du développement de ses doctrines, il fait fausse route et montre que dans son cerveau couvaient les germes théocratiques ; car outre l'admiration qu'il manifeste pour l'organisation du catholicisme il rêve d'un nouvel ordre de choses représenté par des oligarchies de lettres sous les ordres d'un pontificat investi du pouvoir spirituel à côté d'un pouvoir temporel conféré aux chefs d'industrie. C'est au fond une fausse copie des théories de Saint-Simon, dont il fut le disciple. Le grand naturaliste anglais, Th. Huxley, se scandalisa lorsqu'il lut à la première page du *Discours sur l'ensemble du positivisme*, par Comte, l'avis de l'auteur qui prétendait *réorganiser sans Dieu ni roi et seulement par le culte systématique* de l'humanité, la charpente ébranlée de la société moderne, et il qualifia la philosophie de Comte de *catholicisme sans christianisme*. En effet, Comte dans le cinquième volume de la *Philosophie positive*, s'exprime dans les termes suivants : « La seule « solution possible de ce grand problème historique, « qui n'a jamais pu être philosophiquement posé jus- « qu'ici, consiste à concevoir, en sens radicalement « inverse, des notions habituelles ; *que ce qui devait* « *nécessairement périr ainsi dans le catholicisme, c'est la*

« *doctrine et non l'organisation* qui n'a été passagère-« ment ruinée que par suite de son inévitable adhé-« rence élémentaire à la philosophie théologique, des-« tinée à succomber graduellement sous l'irrésistible « émancipation de la raison hnmaine ». En d'autres termes, il voulait le maintien de l'organisation catholique sans les doctrines du catholicisme.

Toutefois on ne saurait méconnaître qu'Auguste Comte était un des plus grands penseurs de l'époque, et qu'il a osé lever la voix pour protester contre le système philosophique éclectique de Cousin qui représentait une période de stagnation du progrès des idées réalisé sous la Révolution française. C'est lui qui a réintégré l'homme dans l'univers et qui a fait, comme dit avec raison André Lefèvre, des facultés, des institutions et des destinées humaines un nouveau chapitre de l'histoire des êtres vivants. Ce n'est que dans les dernières années de sa vie, qu'on peut appeler période pathologique, lorsque son cerveau se trouva affaibli à la suite des vicissitudes de la vie, que se révéla chez lui l'esprit de l'enseignement de Saint-Simon, son ancien maître. Mais tant qu'il conserva l'intégrité de puissance de son esprit scientifique, il exerça une grande fascination sur ses élèves et sur un grand nombre d'hommes de talent et de génie, tant en France qu'en Angleterre, tels que Blainville, Robin, Littré, Buckle, Lewis, Stuart Mill et Congrève. C'est surtout au caractère dogmatique de son système de philosophie et à la

forme autoritaire qu'il imprimait à sa morale positiviste qu'est dû le discrédit dans lequel est tombé tout son système philosophique. Cependant, si son système a failli, l'esprit qui le dirigeait est resté comme méthode scientifique, ayant exercé une influence très heureuse dans le *Dictionnaire de médecine* composé par Littré et Robin.

III

Un des disciples les plus distingués de Comte fut *Stuart Mill* qui occupa une place intermédiaire entre les psychologistes de l'école écossaise et les évolutionnistes modernes, car, avant de se rendre à Paris pour y suivre les cours de philosophie positiviste, il était déjà, comme son père, un disciple fidèle et un ami intime de Jérémie Bentham, c'est-à-dire un utilitaire en morale et en psychologie, ce qui fut la cause de sa séparation de Comte qui considérait la psychologie comme une chose secondaire dans la hiérarchie des sciences.

A l'envers de Comte dont la doctrine négligeait le sujet pour s'attacher plutôt à l'objet, Mill s'intéressait avant tout à la substance et au phénomène et surtout à la personnalité humaine, cherchant également à savoir s'il existe une réalité concrète extérieure à l'homme. Pour lui, la sensation est à la fois le sujet et l'objet ; la personne humaine représente une série de sensations et Dieu même ne peut être conçu que comme un ensemble de séries et de sensations. L'expérience

est l'unique fondement de sa psychologie et de sa logique. Toutefois, il est incontestable que Mill, malgré ses attaches positivistes, et malgré son culte pour l'expérience, n'a pas pu se détacher de l'ancienne école sensualiste anglaise. Stuart Mill écrit en 1840 (1) : « Tout Anglais d'aujourd'hui est implicitement ou *benthamite* ou *coleridgien*, c'est-à-dire qu'il n'y a que deux opinions sur les affaires humaines, soit celle de Bentham, soit celle de Coleridge ». Il paraît que Coleridge, distingué poète anglais, a propagé en Angleterre les théories principales du romantisme germanique, d'après lesquelles la nature et la société sont le produit d'une activité inconsciente, d'une force mystérieuse analogue à celle de la vie ; ce ne sont pas des mécanismes, mais des organismes, c'est-à-dire un ensemble de rapports dynamiques qui se développent du dedans au dehors, qui évoluent par l'action d'un principe de vie intérieure et inconsciente. Cette évolution qui est la vie de l'univers et de la société tend à la fois vers une coordination harmonique toujours plus parfaite des parties de l'ensemble vivant. Mais, comme doctrine conservatrice et religieuse, l'école romantique glorifie la puissance irréfléchie de la coutume et cherche dans la foi traditionnelle l'œuvre spontanée des sentiments, la plus sûre garantie de la stabilité des groupements humains.

A l'encontre de la doctrine germano-coleridgienne, les benthamites (2) représentaient une école de réfor-

1. *Dissertations et discussions*, I, p. 377-378.
2. *Evolutionisme et Platonisme*, par René Berthelot, p. 49.

mateurs libéraux et anti-cléricaux ; ils réclamaient la liberté de pensée, la liberté de conscience, la liberté politique et la liberté d'association, la liberté du travail et la liberté du commerce ; ils prétendaient réformer l'organisation juridique, politique, économique par la connaissance raisonnée de ses lois, fonder la société sur la science à l'exclusion du sentiment de la tradition, de la religion, et ramener toute sociologie comme toute morale à un calcul mathématique d'intérêt. Ils appuyaient leur libéralisme sur le même postulat que la philosophie sensualiste du XVIIIe siècle dont ils se donnaient comme les continuateurs ; comme eux ils croyaient possible de substituer la pensée réfléchie à l'instinct de la conservation physique et morale et aux principes de la justice dans la direction des sociétés humaines. Il en résulta que Stuart Mill, comme disciple de Bentham et comme défenseur de l'école sensualiste fut un des représentants les plus influents du parti libéral anglais. En effet depuis l'année 1835 jusqu'en 1840, il dirigea la *London and Wetsminter Review,* organe du parti libéral, et publia plusieurs ouvrages sur des sujets philosophiques et des questions d'économie politique qui l'ont rendu célèbre, tant comme philosophe que comme économiste.

Nous tenons à appeler l'attention sur le fait que c'est précisément au point de vue du concept de la morale que Stuart Mill diffère de son maître, car, selon Comte, toute morale est sociale, parce qu'elle est un traité entre deux intérêts et la garantie de deux droits. Aussi

le devoir était-il consécutif au Droit. Pour l'individu isolé, il n'y a ni droits ni devoirs. Le devoir commence au moment où l'individu entre en contact avec son prochain ; alors il se doit à ses semblables, à ses associés et à l'ensemble des relations qu'on appelle société, qui le protègent contre toute atteinte ; en échange il a le droit de concourir à l'œuvre commune, de subordonner aux intérêts d'autrui une partie des siens. Mais il paraît que Mill n'a jamais pu accepter pour la psychologie le rôle secondaire, auquel la réduisit la hiérarchie des sciences établie par Comte.

IV

Il en fut de même pour les lettres et les arts dont les aspirations ont changé avec les différents régimes politiques qui ont dominé en France pendant la première moitié du XIXe siècle.

Le Romantisme né en Allemagne vers la fin du XVIIIe siècle s'est propagé en France après la Restauration et l'établissement d'un régime absolutiste, tant politique que religieux. Les écrivains inspirés d'un idéal religieux éprouvèrent le besoin de mettre d'accord leurs aspirations littéraires et artistiques avec leur idéal, en substituant au culte de l'antiquité et à l'imitation servile des modèles classiques renfermée dans des règles exiguës, un élément nouveau et personnel, émanant d'une élévation du sentiment, à savoir, la prédominance du lyrisme dans le domaine des lettres et

des arts, et le développement des concepts variés de la personnalité humaine. Châteaubriand fut un des premiers qui combattit l'esprit dominant de la mythologie grecque dans les lettres et il marqua le retour à l'idéal religieux par son livre *Le génie du christianisme.* Un autre chef de l'école du Romantisme fut Lamartine, lequel, animé d'un esprit profondément religieux et d'un sentiment lyrique ardent, trouva dans la lenteur du perfectionnement de l'homme à travers les siècles, matière à une épopée biblique intitulée : *La chute d'un ange.* Sous le règne de Louis-Philippe il y eut un groupe d'écrivains et poètes romantiques, appelé *le Cénacle*, qui s'assembla autour de Victor-Hugo en 1839. Mais le romantisme en France comme école poétique, malgré son succès, sa rapidité de développement et la grande valeur de ses représentants n'eut pas une longue durée et ne forma qu'une étape vers le naturalisme et le réalisme, car, n'étant basé que sur l'imagination exubérante et le sentiment, à mesure que la science progressait et l'esprit scientifique pénétrait la conscience des écrivains, sa base s'élargissait sur des faits historiques et des observations des phénomènes de la nature, le lyrisme ne représentant que la forme, comme la musique exprime les sentiments. C'est ainsi que nous voyons Victor Hugo, qui écrivit avant 1840 les *Odes et Ballades*, les *Rayons et les Ombres*, se jeter ensuite dans le domaine de la politique pour influencer l'opinion publique en faveur de la liberté, bien que ses poésies

offrent toujours la plus haute expression des émotions humaines, avec la différence que celles-ci n'étaient plus individuelles mais plutôt collectives et souvent universelles, telles *les Châtiments*, *l'Expiation d'un crime, la Légende des siècles*. Cette dernière représente un cycle de drames plus symboliques qu'historiques, renfermant plusieurs époques de l'histoire de l'humanité, qui révèlent sa foi profonde dans la justice immanente et son amour du prochain, ainsi que son sentiment du devoir en faveur du faible, du pauvre et du délaissé.

Il y eut en France une phalange d'écrivains romantiques tels que Théophile Gauthier, Alfred de Vigny, Alfred de Musset, Leconte de Lisle. Scribe, Dumas père et fils et Balzac qui se sont immortalisés dans la défense des droits de l'homme. Les uns ont choisi le Théâtre, les autres le Roman, la Nouvelle ou le Dialogue comme champ d'activité, mais tous se sont voués à la peinture des coutumes populaires, des vices sociaux d'un pays ou d'une région ou d'un type de classe sociale. Bien que leurs travaux aient revêtu la forme lyrique, leur fond était l'expression graphique de la réalité du XIXe siècle.

Quant à l'art et la critique de l'art, elles ont suivi la même évolution que les lettres, c'est-à-dire qu'elles ont passé par la période du romantisme pur pour aboutir à celle du naturalisme et du réalisme, se consacrant à l'étude des phénomènes de la nature et du paysage pur et les interprêtant fidèlement tels qu'ils se présentent à notre vue.

CHAPITRE XIV

L'ANGLETERRE POURSUIT LENTEMENT SON ÉVOLUTION DANS LE DOMAINE DU SENTIMENT HUMANITAIRE AU COURS DU XIX[e] SIÈCLE.

Bien que les efforts des gouvernements de la Sainte Alliance aient été impuissants à arrêter la marche progressive des principes de la Révolution française, au courant du XIX[e] siècle, l'Angleterre ayant été l'âme de toutes les coalitions contre la France, fut *ipso facto* l'ennemie la plus tenace des principes de la Révolution française. Le gouvernement tory de même que l'aristocratie anglaise et le haut clergé, qui constituaient la majorité du parlement, firent tout leur possible pour se soustraire à l'influence des doctrines proclamées par l'Assemblée constituante française. Quoique l'Angleterre eût déjà fait une révolution sanglante à la fin du XVII[e] siècle au nom des droits parlementaires et des libertés publiques et privées, elle n'avait pas progressé depuis. Elle avait conservé son ancien régime parlementaire vicié dans son essence, car il était basé sur

un système électoral absurde et sur le droit exclusif de la propriété, qui mettait les trois quarts des sièges de la Chambre des communes à la disposition des 300 grands propriétaires et seigneurs des bourgs *pourris*, (noms des bourgs tombés en ruines depuis le XIIIe siècle, ne comptant qu'un petit nombre d'habitants) en sorte que la ville d'Edimbourg comptant plus de 100.000 habitants n'était représentée au parlement que par un seul député tandis que certains Lords, Seigneurs des bourgs pourris, disposaient de 10 à 15 sièges et 144 pairs et 124 gros propriétaires avaient dans leurs mains l'élection de 471 députés. En somme 330 membres de la Chambre des Communes étaient élus par 15.000 électeurs. L'aristocratie était ainsi arrivée à inféoder en plein XIXe siècle la députation du parlement ; elle en faisait même l'apanage des cadets. Les bourgs pourris se donnaient en dot et se transmettaient par héritage. Un siège au parlement s'achetait comme un immeuble. Il est donc tout naturel que le gouvernement anglais, de même que le parlement fissent de grands efforts pour se soustraire à l'influence des doctrines de la Révolution française ; mais il y eut en Angleterre un parti radical qui défendait les droits du peuple et réclamait une réforme radicale du parlement.

De plus, un autre problème politique avait surgi : celui de l'Irlande, pays catholique conquis par l'Angleterre en 1640 qui fut soumis à une servitude inhumaine sous la domination d'une poignée de conquérants pro-

testants, qui avaient accaparé toutes les propriétés du pays, en sorte qu'un indigène ne pouvait posséder des biens fonds. Comme les Irlandais expropriés s'opposaient résolument aux maîtres nouveaux des terres, ceux-ci les louaient à d'autres et s'en allaient ailleurs. Il ne resta aux vaincus d'autre moyen de subsistance que de labourer les terres comme colons ou ouvriers ou d'émigrer en Amérique. En même temps le peuple restait sans instruction par manque d'écoles. En 1822 il y avait en Irlande 2 millions de pauvres sur 7 millions d'habitants dont 5.750.000 étaient catholiques et sur 18.000 acres de terres, deux onzièmes seulement appartenaient au peuple catholique. La plupart des pauvres avaient à peine de quoi se nourrir. Leur aliment principal consistait en pommes de terre de qualité inférieure. Le parlement irlandais eut beau protester contre un tel état de choses, Pitt le supprima aussitôt sous prétexte qu'il compromettait l'ordre public et nomma Castelreagh secrétaire général de l'Irlande, lequel réprima avec vigueur et inflexibilité les mouvements révolutionnaires qui venaient d'éclater, sollicités d'après lui par les agents de la révolution française.

Ceci toutefois n'empêchait pas l'organisation de bandes armées ; au contraire, les arrestations ne faisaient qu'intensifier la résistance. Les Irlandais désespérés des mesures draconiennes du gouvernement, finirent par avoir recours aux moyens légaux pour influencer l'opinion publique, tels que la presse démo-

cratique, les associations, et les pétitions. Il se forma une association catholique ayant pour chef l'avocat O'Connel, un des hommes les plus extraordinaires de son époque, déclamateur bruyant, agitateur infatigable, tout à la fois rustique et courtisan, capable d'assister dans une même journée aux élections dans les localités les plus éloignées. Raisonneur et épris d'idéal il soulevait et maîtrisait les passions populaires. Il parlait, écrivait et imprimait avec la même fougue et entraînait à sa suite une centaine de mille d'auditeurs. Il possédait en même temps l'art de mesurer avec sang-froid ses paroles et ses pensées sans compromettre le peu d'indépendance qui restait à son pays. Sous sa direction l'association catholique acquit la force morale nécessaire pour une propagande active ; elle scruta tous les actes du gouvernement britannique non seulement par rapport à l'Irlande mais aussi en ce qui concernait le reste de l'Angleterre ; car en Angleterre même, les choses n'allaient pas mieux. La crise industrielle et la misère parmi les classes ouvrières avaient pris une grande extension surtout parmi les mineurs et les tisserands à la suite de la baisse des salaires et du chômage. Les radicaux organisèrent un meeting monstre à Manchester et préparèrent une pétition de réforme électorale. O'Connel profita de cette situation économique déplorable du pays pour demander non seulement l'émancipation des catholiques, mais aussi la séparation des deux pays et le rappel de l'Union. L'asso-

ciation catholique réussit à recevoir des contributions de toutes les paroisses par l'intermédiaire des curés sous la surveillance des évêques, et forma le centre des plaintes et des vœux des Irlandais.

Le roi, impressionné par ce mouvement religieux dans tout le royaume, appela d'abord Georges Canning favorable à l'émancipation des catholiques, mais il tomba malade et mourut au bout de quatre mois. Alors le roi appela le duc de Wellington, lequel ayant brillé par sa carrière militaire en Espagne contre l'armée de Napoléon et obtenu des titres nobiliaires du gouvernement espagnol était disposé en faveur des catholiques. Il commença par constituer un ministère mixte de Torys et de Whigs dans lequel Robert Peel occupa le ministère de l'Intérieur et lui-même celui des affaires étrangères. L'émancipation des catholiques fut alors l'objet de débats très vifs à la Chambre des Communes. Peel et Wellington appuyèrent par des raisons convaincantes la proposition, qui fut votée à une assez grande majorité. Grâce à la circonstance qu'un siège au parlement était devenu vacant, O'Connel fut élu avec de grandes démonstrations populaires. Cette circonstance impressionna tellement le gouvernement et la Chambre que les Torys mêmes se rendirent compte qu'il valait mieux accorder l'émancipation par la voie législative que de se la faire arracher par une révolte.

En résumé : c'est en 1828 que les deux chambres anglaises déclarèrent que tout catholique était

admissible aux emplois civils et militaires, sauf à quelques hautes fonctions. Toutefois la Chambre des Lords pour faire contrepoids, avait élevé le cens électoral de 40 shillings à 10 livres sterling. De cette manière elle enlevait le droit de suffrage à une foule de paysans qui auraient voté sous l'influence du clergé. Comme cette question électorale affectait également les catholiques et les protestants, le mécontentement fut général. Alors, au nouveau parlement, qui fut élu au moment où éclatait en France la révolution de Juillet, les Whigs pour accentuer leur décision se rangèrent du côté de l'opposition en refusant de voter le budget qui présentait un déficit de 500 mille livres sterling. De nombreux pamphlets excitèrent le peuple de Londres à imiter la ville de Paris et les ministres furent accusés de lâcheté et de bassesse. Alors Wellington se voyant en butte aux huées et poursuivi à coups de pierres, céda le portefeuille aux Whigs. Lord Grey qui lui succéda prit pour chancelier Lord Brougham, chef de l'opposition, et composa son cabinet avec des hommes d'opinions diverses. Lord Russel connu comme ancien défenseur de la liberté politique et religieuse proposa au parlement un système électoral tout à fait radical, d'après lequel tout bourg au-dessous de mille habitants perdait le droit de représentation et les grandes villes avaient le droit de nommer autant de députés qu'elles contenaient de milliers d'habitants, ce qui supprimait 178 membres des bourgs et augmentait le nom-

bre de ceux des grandes villes. L'opposition fit des efforts pour neutraliser ou retarder l'application de la nouvelle loi, mais l'exaspération du peuple avait beaucoup grandi et les assemblées politiques s'étaient répandues avec rapidité dans tout le royaume. On parlait avec véhémence des droits de l'homme, du suffrage universel, de l'abolition de la pairie et de tous les privilèges héréditaires. Il fut même question de refuser des subsides à la couronne. On préparait des drapeaux tricolores et des soulèvements éclataient sur divers endroits. L'Irlande réclamait d'une voix plus puissante un parlement à elle et le droit de s'administrer sous le patronage de la couronne d'Angleterre. Heureusement les hommes qui se trouvaient à la tête du gouvernement, ayant inspiré confiance au peuple, le calme ne tarda pas à renaître. En effet les réformes introduites dans le domaine judiciaire par Brougham, dans le domaine religieux et politique par Russel et dans le domaine de l'économie sociale par Peel avaient inspiré pleine confiance aux différentes classes sociales et à l'Irlande même. On peut dire que sous le ministère de Lord Grey, qui réunissait les Whigs les plus capables et les Torys les plus désintéressés, le pays s'achemina rapidement vers le progrès dans toutes les branches de l'administration. La représentation nationale fut étendue, la conversion des dîmes en une rente foncière devint permanente et obligatoire, cependant que l'introduction d'une réforme des lois municipales, con-

formément à la logique et aux intérêts de la collectivité, sans sacrifier les droits de l'individu, et finalement l'abolition de l'esclavage aux colonies satisfirent les exigences de tous les partis : aussi l'union ne tarda pas à régner entre eux.

Un groupe de Whigs fonda l'université de Londres et l'année suivante un groupe de Torys fonda le King's Collège, ce qui contribua à donner à l'Angleterre des centres de réunion des hommes de science et des hommes capables, convaincus de la nécessité de la liberté et de la justice pour la prospérité du pays. C'est précisément le sens pratique et la faculté de s'adapter aux circonstances qui distingue les hommes politiques d'Angleterre, au point que les réformes les plus radicales ont été souvent faites par le parti conservateur. C'est à Peel auquel on doit la diminution et la suppression des droits sur le blé, sur la viande, sur le poisson, sur les pommes de terre, le riz, le houblon et les bois de construction. C'est à lui qu'on doit que la vie économique soit devenue plus facile en Angleterre et que la situation du commerce et de l'industrie se soit améliorée. Toutefois il faut reconnaître que c'était l'influence de la révolution de Juillet en France qui a donné l'impulsion aux idées de liberté et de justice en Angleterre, par contagion mentale, et que la peur d'une révolte n'était pas étrangère à la décision unanime du ministère. D'ailleurs c'est un fait historique que la peur collective a joué un grand rôle dans le progrès de la

civilisation. Nous aurons encore l'occasion de revenir sur cette question au cours de notre travail. Pour le moment nous nous limiterons à constater que l'Angleterre du XIXe siècle a tardé longtemps à entrer dans la voie de la liberté, de l'égalité et de la justice sociale tracée par la Révolution française, ce qui prouve bien, que chaque peuple a une manière distincte de réagir et d'évoluer, selon son histoire, selon ses coutumes et ses mœurs et selon les dispositions ataviques égoïstes ou altruistes des classes dirigeantes. C'est ainsi que l'on s'explique pourquoi l'Angleterre, où l'esprit féodal et aristocratique s'est conservé plus longtemps qu'en France, et où les intérêts matériels des classes privilégiées ont prédominé sur les intérêts moraux de la nation pendant les années de guerre contre la France, a tardé assez longtemps à accorder au peuple le droit de participer au mouvement politico-économique, intellectuel et religieux. L'esprit de liberté à surtout tardé à se faire sentir dans le domaine religieux. En voici un exemple : peu de temps après que l'admission des catholiques au parlement anglais fut sanctionnée par un vote des deux chambres, les Israélites présentaient une pétition à la Chambre des Communes réclamant le droit, comme sujets anglais, de siéger au Parlement. Un grand nombre de députés ayant appuyé cette pétition, elle réunit, même, une petite majorité de voix en première lecture, mais elle fut repoussée en seconde lecture en 1830. Néanmoins la pétition s'est renouvelée dans chacune

des années suivantes et toujours sans succès. Ce n'est qu'en 1835, que le Parlement accorda aux Juifs le droit d'être élu magistrats ; alors la cité de Londres élut en 1847 le Baron Lionel de Rothschild comme Lord Maire et l'année suivante comme leur candidat à la députation du parlement.

La Chambre des Communes ayant compris qu'un Lord Maire de Londres avait bien le droit de siéger au Parlement comme représentant de la ville de Londres se prononça pour l'admission avec une majorité de 62 voix ; en échange la Chambre des Lords persista dans son refus sous prétexte de l'impossibilité pour un israélite de prêter le serment obligatoire pour tout député, consistant dans les mots : *Sous la foi de bon chrétien*, ce qui n'empêcha pas la ville de Londres de renouveler son mandat l'année suivante en nommant le même représentant. La lutte à la Chambre des Lords se poursuivit avec la même ténacité des deux côtés jusqu'en 1858, lorsqu'une commission mixte de deux chambres fut nommée pour chercher une nouvelle formule pour le serment à prêter. Il fut convenu de remplacer les mots « sous la foi de bon chrétien » par les mots : *Que Dieu m'aide.* Depuis lors, plusieurs autres israélites furent nommés membres du Parlement et le Baron de Rothschild ayant été nommé Lord, il finit par siéger à la Chambre des Lords.

Tout esprit impartial se demandera s'il n'aurait pas été plus logique et plus conforme au bon sens que la

Chambre des Lords eût commencé par adopter la mesure qu'elle prit dix ans après, ce qui démontre que, généralement, la sagesse des peuples n'est qu'une question d'opportunité et que ce sont les circonstances qui dirigent les nations de même que les individus, de manière que nous considérons souvent comme de grands hommes ceux qui savent profiter des circonstances. C'est tellement vrai qu'en 1890 un vote du parlement anglais avait supprimé toute espèce de restrictions tant pour les catholiques que pour les Juifs, leur ayant accordé le droit d'occuper les emplois les plus importants de l'empire britannique, excepté celui de monarque. Quoi qu'il en soit il est un fait incontestable, savoir qu'exactement un siècle auparavant, l'assemblée constituante française avait déjà proclamé les droits de l'homme, l'égalité de tous les citoyens devant la loi et devant les impôts, la suppression de la noblesse et de tous les privilèges de naissance, de culte et de religion, la liberté de conscience et des cultes. C'est la France qui constitua le berceau d'une humanité nouvelle ne faisant aucune distinction en faveur des classes privilégiées et n'aspirant qu'au perfectionnement de la raison et du sentiment humains et au bien-être moral intellectuel et matériel de toutes les classes sociales, pendant que l'Angleterre de la première moitié du XIXe siècle, dominée par une aristocratie égoïste et un clergé fanatique, n'a rêvé que de la conquête des riches colonies pour les exploiter à son avantage exclusif et

de l'anéantissement des principes de la Révolution française qu'elle considérait comme dangereux pour son existence nationale, au point qu'au moment où la Sainte-Alliance fut signée en 1815 entre la Russie, l'Autriche et la Prusse pour la défense commune de la monarchie et de la religion, l'Angleterre n'hésita pas à y adhérer dans le même but, formant ainsi la quadruple alliance

Cependant, tous les efforts combinés de cette alliance ont été impuissants à arrêter la marche progressive des doctrines de la Révolution française ; au contraire ce furent les mesures réactionnaires adoptées par le gouvernement de Charles X en France qui provoquèrent la révolution de Juillet et la disparition de l'absolutisme politique et religieux en France et réveillèrent du même coup les aspirations nationales de l'Italie. La Romagne s'est soulevée et le Duc de Modène fut chassé de son Etat. Les grandes puissances, alarmées du mouvement révolutionnaire, conseillèrent au Pape Grégoire XV d'introduire dans les Etats pontificaux quelques réformes, mais celui-ci s'étant opposé à les accorder, les Autrichiens occupèrent de nouveau les Légations. Alors la France fit occuper de vive force le port d'Ancône qu'elle n'abandonna qu'après que les Autrichiens eurent évacué les Légations.

En Allemagne le Duc de Brunswick est chassé et remplacé par son frère (1830). L'Electeur de Hesse-Cassel est forcé d'abdiquer en faveur de son fils. Les

rois de Saxe et de Hanovre sont obligés d'accorder une constitution à leurs sujets. La Suisse également fut, depuis 1830, le théâtre d'un mouvement révolutionnaire. Le parti avancé réclama la révision de la constitution, dans le but d'établir la liberté et l'égalité des droits politiques et civils pour tous les sujets suisses et une représentation proportionnelle au parlement des cantons, selon le nombre de la population. En même temps les passions religieuses dans les cantons catholiques se sont mêlées aux discussions politiques qui ont prolongé la lutte jusqu'en 1848, lorsque les unitaires, favorisés par les circonstances, ont remporté la victoire et réalisé les réformes demandées. Etant donné le triomphe des principes de la Révolution française en Suisse, l'Angleterre n'a pas pu rester indifférente au mouvement des idées de liberté et d'égalité qui agitaient l'Europe depuis la révolution de Juillet 1830 jusqu'à celle de février 1848. En effet après l'avènement au pouvoir en 1830 du ministère Whig présidé par Lord Grey avec Lord John Russel comme ministre de l'Intérieur, le bill de réforme électorale fut voté par les deux chambres en 1832 à la suite des émeutes populaires, et en 1834 un autre ministère Whig sous la présidence de Lord Melbourne fit voter la loi décrétant l'abolition de l'esclavage dans les colonies anglaises, la modification de la loi des taxes des pauvres et la loi de l'établissement des maisons de travail (Workhouses).

* * *

D'après ce qui précède on ne saurait douter que la révolution française de 1830, qui a entièrement démoli l'édifice politique soigneusement construit par le Congrès de Vienne, n'ait profondément impressionné le parti conservateur anglais, lequel pour éviter un mouvement révolutionnaire en Angleterre se décida à faire des concessions au parti réformiste, soit en introduisant lui-même les réformes, soit en cédant la place au parti Whig, surtout dans le domaine de la politique et de l'économie sociale. C'est ainsi que Robert Peel, après avoir combattu pendant longtemps les réformes politiques, engagea son parti à voter l'admission des catholiques au parlement, puis la liberté commerciale.

Bien que cette évolution du parti conservateur ait été très lente, il faut rendre cette justice au peuple anglais que, ni le parti libéral, malgré ses émeutes et ses menaces, ni le parti conservateur, malgré son intransigeance n'étaient disposés à recourir à la révolution pas plus qu'à la subir. Les ouvriers mêmes, mécontents du droit de suffrage restreint à un cens très élevé, ont eu beau former *la grande association des travailleurs* et demander que tous les hommes d'un certain âge eussent le droit d'élire et d'être élus membres du Parlement, ils ont eu beau signer en 1848 une

pétition monstre portant 5 millions de signatures, ils ne réalisèrent guère leur aspiration qu'en 1872, lorsque Gladstone fit établir le vote au scrutin secret et élargir considérablement le suffrage. Ce n'est qu'alors qu'il s'est formé à côté des deux anciens partis politiques, le parti irlandais et le parti radical et que le gouvernement parlementaire est devenu un gouvernement national représentant toutes les opinions de la Chambre. Quoi qu'il en soit, il est certain que le peuple anglais tant par son tempérament que par son éducation et par ses habitudes ataviques est plutôt incliné à progresser par la voie de l'évolution lente et pénible que par celle de la révolution.

C'est ainsi que l'Angleterre est arrivée à la suite de luttes qui se sont prolongées pendant tout le XIXe siècle, à être aujourd'hui le peuple le plus libre de l'Europe, où le pouvoir de l'Etat est le plus limité, où la liberté individuelle, les biens et le domicile de l'individu sont à l'abri des caprices des agents de l'Etat. En même temps l'individu jouit de droits publics importants. *En premier lieu,* tout Anglais a le droit de présenter des demandes ou des réclamations à l'Etat sous forme de pétitions au parlement sans être poursuivi pour ce fait. *En second lieu,* il a le droit de réunion, pouvant se réunir en aussi grand nombre qu'il veut pour manifester ses sentiments politiques. *En troisième lieu,* il a le droit de former des sociétés permanentes, de se cotiser pour former une caisse commune, de tenir des réu-

nions pour discuter toutes les questions, même politiques ou religieuses (droit d'association). *En quatrième lieu*, il a le droit de parler en public, d'écrire et d'imprimer un journal sans avoir besoin d'une autorisation du gouvernement. C'est précisément cet ensemble des libertés privées et publiques qui caractérise la liberté de l'Angleterre et qui forme la source de l'opinion publique avec laquelle doit compter tout gouvernement conscient de son devoir.

C'est de cette manière que l'on s'explique pourquoi l'Angleterre est le seul pays d'Europe qui se soit à peine ressenti de l'effet de la révolution française de 1848, tandis que l'Allemagne et l'Autriche ont été le théâtre d'une révolution très grave et très sanglante, avec la circonstance qu'après le triomphe de la révolution à Berlin le roi Frédéric-Guillaume IV fut obligé de se découvrir devant les cadavres des victimes et d'octroyer à son peuple une constitution libérale et consentir à la convocation d'un parlement allemand à Frankfort, élu par le suffrage universel. Il en fut de même en Autriche où l'Empereur Ferdinand Ier fut obligé de convoquer une assemblée constituante nommée par le suffrage universel et d'accorder à la Hongrie l'autonomie politique et administrative. Malheureusement tant en Autriche qu'en Allemagne la révolution fut vaincue par les gouvernants réactionnaires et le régime libéral fut remplacé par un régime absolutiste. En France même, grâce aux excès du parti révolutionnaire socia-

liste qui aboutirent à des journées sanglantes dans les rues de Paris, Louis-Napoléon fut nommé président de la République et ne tarda pas à faire un coup d'Etat et à rétablir l'empire et le régime absolutiste, tout en conservant les apparences d'un gouvernement libéral. La France continuait à avoir un gouvernement représentatif mais non parlementaire, le Ministère ne dépendant pas de la majorité de la Chambre mais seulement de la volonté toute puissante de l'empereur qui, selon la constitution de 1852, avait le droit de déclarer la guerre et de commander l'armée, de faire les traités de paix et de commerce. Toutefois, après la guerre victorieuse contre l'Autriche en 1859 la constitution de 1852 fut modifiée dans un sens libéral.

En échange, le régime absolutiste continua à régner en Allemagne depuis l'année 1850 jusqu'à 1870, bien que les idées libérales tant politiques qu'administratives eussent gagné du terrain tant en France qu'en Italie et en Autriche. Ce qui a surtout contribué à favoriser le mouvement des idées de liberté en France sous l'empire, c'est d'abord son alliance avec l'Angleterre contre la Russie dans la guerre de Crimée, à laquelle participait également le royaume de Piémont, puis la guerre de la France et de l'Italie contre l'Autriche, qui a donné lieu à la fondation de l'unité nationale italienne et a constitué en même temps la revanche de la France contre le Congrès de Vienne et la Sainte Alliance. Grâce à l'Alliance franco-anglaise, la liberté de com-

merce qui fut inaugurée en Angleterre en 1849 sous l'influence de Richard Cobden fut introduite en France en 1860 à la suite d'un traité de commerce conclu avec l'Angleterre dont Cobden fut un des négociateurs les plus importants. Depuis lors, les colonies françaises purent commercer librement et directement avec l'étranger. En 1864 les chambres françaises votèrent la loi sur les coalitions qui permit aux ouvriers de s'entendre pour régler entre eux et les patrons les conditions de leur travail. En 1865 les chambres ont également voté la loi de la liberté de l'enseignement primaire, à la suite de laquelle le nombre des écoles augmenta de 70 % et celui de leurs élèves dépassa 5 millions. La bonne entente entre la France et l'Angleterre a sans doute été bienfaisante tant au point de vue de l'échange réciproque de leurs produits naturels et manufacturés que des idées et de la pratique de la liberté individuelle et collective, mais il faut également tenir compte de l'influence des progrès scientifiques tels que l'application de la vapeur à la locomotion, l'invention de l'éclairage au gaz et de la télégraphie électrique qui ont facilité et multiplié les communications internationales et contribué à augmenter la richesse nationale des deux pays.

Malheureusement, la construction du canal de Suez par Lesseps et l'influence morale et politique gagnée par la France en Egypte ont un peu refroidi la bonne entente entre les deux pays, parce que les Anglais y

voyaient une menace éventuelle pour leur sécurité dans leurs possessions de l'Inde. En effet, le gouvernement anglais profita d'une circonstance favorable pour acheter au Bey d'Egypte une grande quantité d'actions du canal de Suez et arriver ainsi à en avoir la majorité. Grâce aux efforts du Ministre Disraeli l'Angleterre réussit à devenir maîtresse du canal même, mais depuis lors l'Egypte est devenu la pomme de discorde entre la France et l'Angleterre. Il y eut un moment où la guerre faillit éclater, entre les deux pays, lorsque les Français, après s'être appropriés le bassin du Niger, pénétrèrent dans la région du haut Nil. Grâce au bon sens du gouvernement français, le colonel Marchand reçut l'ordre d'évacuer Fashoda et les deux puissances signèrent un accord fixant leurs sphères d'influence respectives d'après lequel tout le bassin du Nil rentrait dans le domaine de l'Egypte, se trouvant sous le protectorat de l'Angleterre, et le bassin du Niger devenait du domaine de la France. Toutefois la blessure faite à la France par le procédé inamical du gouvernement anglais présidé par Lord Salisbury ne fut point fermée par l'accord diplomatique, d'autant plus que la France n'était pas disposée à sacrifier ses intérêts matériels et moraux acquis en Egypte au prix de grands sacrifices. Cette situation tendue entre les deux pays se prolongea jusqu'au moment de l'avènement au trône d'Angleterre d'Edouard VII qui, pendant ses fréquentes résidences à Paris, étant encore

prince de Galles, avait conservé une grande amitié pour la France où il comptait un grand nombre d'amis parmi les hommes d'Etat. C'est sous son règne que s'est établie une Entente cordiale entre les deux pays et un accord naturel entre leurs gouvernements pour le règlement définitif des intérêts coloniaux discutés jusqu'alors des deux côtés. C'est ainsi que la France renonça en faveur de l'Angleterre à tous ses privilèges historiques en Egypte. En échange, l'Angleterre abandonna à la France tous ses droits historiques sur le Maroc et promit d'appuyer par tous les moyens diplomatiques le protectorat français. Cette entente cordiale n'a pas tardé à faire sentir son influence sur le rapprochement définitif de ces deux pays qui sont arrivés à se connaître de mieux en mieux, à faire abstention de toute prétention à l'égard l'un de l'autre, et à comprendre que les deux peuples ont un idéal humanitaire commun, celui du culte de la liberté, de la justice et du respect de la personnalité humaine.

Après la France et l'Angleterre c'est l'Italie qui a établi comme base fondamentale de sa législation, l'égalité des droits et des devoirs de tous les citoyens italiens, au point qu'en 1910 M. Luzzati, appartenant à une des familles isréalites les plus distinguées de l'Italie fut nommé Président du Conseil des Ministres, ayant déjà rempli souvent la fonction du ministre des Finances dans les gouvernements précédents. Il en est arrivé de même en Angleterre où un Israélite, Sir Isaac Rufus,

mieux connu sous le nom de Lord Reading, fut chargé de la haute fonction de Lord Chief Justice, c'est-à-dire président du tribunal suprême de justice et pendant la dernière guerre représentait dignement l'Angleterre comme Ambassadeur aux Etats-Unis. Dernièrement il fut nommé vice-roi de l'Inde.

Quant à la France il est bien connu que les fonctions ministérielles ont été souvent occupées par des Israélites. Il nous suffit de rappeler qu'Adolphe Crémieux, un distingué jurisconsulte, avait occupé le ministère de la Justice sous la république de 1871. C'était lui qui avait décrété la naturalisation d'emblée de tous les Israélites d'Algérie, un décret qui ensuite fut sanctionné par les Chambres législatives. Lors de la dernière guerre et dans des circonstances très difficiles, nous avons vu M. Klotz chargé du ministère des Finances dans le ministère Clemenceau. En dehors de ces trois nations il n'y en eut pas d'autre en Europe au commencement du xx[e] siècle qui pratiquât sincèrement les principes des droits de l'homme tels qu'ils furent proclamés par la Révolution française en 1789. A côté de ces trois grandes nations il y a encore trois petits peuples chez lesquelles la liberté constitue un titre de noblesse et où le Code Napoléon est en vigueur ; ce sont la Suisse, la Hollande et la Belgique ; mais après que l'Allemagne eut acquis une prédominance en Europe à la suite de sa puissance militaire et industrielle, son influence s'est fait sentir dans ces petits pays voisins, à cause des rapports

industriels et commerciaux plus fréquents entre ceux-ci et l'Allemagne qu'avec la France. De plus l'influence de l'Ultramontanisme en Belgique a créé un certain antagonisme entre les libéraux et les conservateurs. Le reste de l'Europe comprenant la Russie, l'Allemagne et l'Autriche vivaient encore sous le régime de l'absolutisme politique, militaire et religieux, car s'il est vrai que ces deux dernières nations jouissaient d'une apparence de liberté, les Chambres (sauf en Prusse) étant élues au suffrage universel, et qu'une large tolérance en matière de cultes n'y manquait pas, il y avait cependant dans ces deux pays des circonstances qui rendaient l'existence d'un régime légal de liberté parfaitement illusoire. En Autriche c'était d'abord le manque complet d'esprit national, l'empire se composant d'éléments hétérogènes, de nationalité, de culture et de mentalité distinctes, ensuite c'était l'influence considérable des jésuites et d'autres congrégations sur les classes bourgeoises, puis l'aristocratie, attachée aux principes traditionnels de la souveraineté divine des princes, qui constituait une barrière infranchissable aux progrès des principes de liberté et des droits de l'homme, et en Allemagne c'était le gouvernement personnel de l'empereur et la prédominance de la mentalité prussienne représentant l'Etatisme d'origine divine qui paralysait tout progrès dans le domaine de la liberté politique et sociale. Ce n'est qu'après l'écroulement simultané de 4 empires que le régime libéral vient de s'implanter dans tous les Etats

européens, grâce à la victoire éclatante des alliés de l'Entente sur l'Allemagne prussifiée, l'Alma Mater de l'absolutisme militaire et politique.

CHAPITRE XV

L'ANTAGONISME ENTRE LA MENTALITÉ DU PEUPLE FRANÇAIS ET CELLE DU PEUPLE ALLEMAND S'ACCENTUE AVEC L'ENTRÉE EN SCÈNE DE LA PRUSSE ET ATTEINT SON APOGÉE AVEC LA PRUSSIFICATION DE L'ALLEMAGNE

S'il est vrai qu'au moment où Descartes eut le courage de déclarer la guerre aux préjugés régnant dans les sphères intellectuelles de tous les pays d'Europe et de délivrer la science des hypothèses erronées de la Scolastique, les savants allemands, se refusant à admettre des principes aussi tranchants que ceux de Descartes, les remplacèrent par la philosophie métaphysique et mystique de Leibnitz, accentuant ainsi l'antagonisme déjà existant entre la mentalité des peuples français et allemand, il ne faut pas perdre de vue que ce ne fut pas seulement en Allemagne, mais aussi bien en France que les doctrines de Descartes rencontrèrent une vive résistance de la part des dirigeants de la pensée, les professeurs de la Sorbonne les ayant considérées comme des hérésies. Le parlement même, à l'instigation de la Sorbonne et de l'Université, fut sur

le point de prohiber l'enseignement de la philosophie cartésienne. Ce fut seulement au cours du XVIIIe siècle que les classes supérieures de la société française pénétrées de l'esprit scientifique de la philosophie finirent par rendre hommage au génie de Descartes et que le gouvernement lui-même se décida à admettre aux Universités l'enseignement de la philosophie sensualiste de Condillac. Il n'y a pas de doute que le mérite en revenait aux encyclopédistes qui, par leur propagande active et habile, donnèrent une impulsion vigoureuse au mouvement intellectuel non seulement en France mais aussi dans d'autres pays de l'Europe et qui par la vulgarisation de la culture française, contribuèrent efficacement à l'émancipation de la pensée humaine du joug de l'Eglise. C'est également à l'œuvre colossale des encyclopédistes qu'est due la proclamation par l'Assemblée Constituante des droits de l'homme, de l'égalité des hommes devant la loi et de la fraternité entre toutes les classes sociales.

Si nous jetons maintenant un regard sur ce qui s'est passé en Allemagne pendant que les Encyclopédistes français travaillaient avec un zèle infatigable en faveur du perfectionnement de la raison et du sentiment humains, nous voyons que les savants allemands hésitaient à mettre la bourgeoisie dans le secret de leur aspiration vers un idéal supérieur, de peur de troubler l'ordre social, avec la circonstance aggravante que cette hésitation n'était pas spontanée, mais obéissait plutôt à

une intervention directe du gouvernement prussien, qui, d'une part, multipliait les mesures de rigueur pour empêcher les maîtres de l'enseignement supérieur et secondaire d'enseigner l'histoire d'après leurs propres vues, et d'autre part, imposait aux fonctionnaires le dogme de l'Etatisme, soit la reconnaissance de la prépondérance des droits et des intérêts de l'Etat sur ceux des individus, dénonçant, au nom de l'Etatisme, le rationalisme comme dangereux à l'ordre social.

Il se servait en même temps de la religion comme d'un auxiliaire de l'Etat pour maintenir la discipline sociale, considérant les pasteurs comme des fonctionnaires de l'Etat soumis à ses ordres. En effet le roi de Prusse Frédéric Guillaume II, dans son fameux édit de 1788, soutenait l'orthodoxie de même que l'autorité chancelante des « livres symboliques » du protestantisme au nom du bon ordre et de la tranquillité sociale. Ce même monarque adressait en 1794 à Kant un Rescrit lui reprochant d'abuser de sa philosophie pour défigurer et rabaisser les dogmes fondamentaux de la Sainte Ecriture et du Christianisme et lui rappelant son devoir d'éducateur de la jeunesse. Kant, bien qu'il se défendit avec dignité, prétendant qu'il n'avait jamais porté préjudice à la religion publique du pays, son livre qui était écrit en latin étant incompréhensible au public, n'hésita pas à faire une promesse solennelle au roi, dans laquelle il déclarait qu'en sa qualité de très fidèle sujet de Sa Majesté royale il s'abstiendrait tota-

lement désormais de tout exposé public concernant la religion (1). Kant s'est également efforcé d'atténuer l'impression troublante produite par son premier livre : *La Critique de la Raison pure* dans les classes croyantes, en publiant un second livre intitulé : *La Critique de la Raison pratique* où il s'efforce de démontrer, au nom de la morale et du bonheur humain l'existence de Dieu, l'immortalité de l'âme et le libre arbitre.

Ces faits, sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir au cours de ce travail, prouvent d'une manière incontestable, que le gouvernement prussien avait déjà exercé son influence sur la mentalité allemande dans la seconde moitié du XVIIIe siècle. Là se pose la question suivante : Par quels moyens la Prusse est-elle arrivée à imposer sa volonté à toutes les sphères sociales de l'Allemagne, tant dans l'ordre économique et politique que dans l'ordre intellectuel et religieux ? Pour répondre d'une manière satisfaisante à cette question, il est nécessaire de remonter le cours de l'histoire et de nous éclairer sur les faits qui ont accompagné les différentes phases d'évolution qu'a parcourues la Prusse depuis le XVIIIe siècle jusqu'à devenir de nos jours, une grande puissance directrice des destinées de l'Allemagne. Dans ce but nous allons donner un bref aperçu de l'évolution de ce petit peuple d'origine slave confiné à ses débuts à une région restreinte de la Mer Baltique, renfermée entre la Pologne et la Suède.

1. Kant, *Der Streit der Fakultæten*, 1798, 7 Band, Vorrede, p. 6 et 10.

D'après les données historiques les plus authentiques c'étaient les chevaliers teutoniques, qui après avoir pris une part active dans les croisades, à leur retour de l'Orient, s'établirent dans la région de la Vistule pour y propager le christianisme. Ils y fondèrent alors plusieurs villes prussiennes et étendirent leur pouvoir à plusieurs provinces. C'est ainsi que l'ordre teutonique reçut l'investiture du Saint Siège. La Pologne voyant d'un mauvais œil les progrès constants de ses voisins protégés par le pape, leur fit la guerre. Les chevaliers teutoniques s'étant empressés de faire la paix avec la Pologne, décidèrent alors d'élire leur grand maître parmi les maisons souveraines de l'Allemagne, ce qui eut pour résultat d'amener le parti régnant à adhérer à la Réforme et à reconnaître pour chef Albert de Brandenbourg, dont le successeur Sigismond fut électeur de l'Empire et possesseur en outre du duché de la Prusse orientale. Après sa mort et celle de son fils Georges Guillaume, le pouvoir passa aux mains de Frédéric Guillaume, le grand électeur et le vrai fondateur de la Prusse.

Dès son avènement au pouvoir il s'efforça de conclure avec la Suède un armistice de vingt ans. Profitant de la bonne entente entre les deux pays, Frédéric Guillaume s'unit avec la Suède contre la Pologne, laquelle, ayant été vaincue, reconnut la souveraineté et l'indépendance de la Prusse. Son fils Frédéric III profita de la circonstance que l'Empereur d'Allemagne en

coalition avec l'Angleterre, la Hollande et l'Espagne était engagé dans une guerre contre la France, pour mettre à sa disposition dix mille hommes, à condition qu'il lui accordât le titre de roi. Il s'engageait par contre à lui donner son vote pour l'élection impériale de son fils. Cet accord fut signé à Vienne en 1700.

Bien que le Pape Clément IX se prononçât contre cette élévation, prétendant que la Religion catholique n'avait pas de plus grand ennemi que le Margrave de Brandebourg, prince hérétique et de plus, possesseur illégitime de la Prusse, que ses prédécesseurs avaient ravie à l'ordre teutonique, Frédéric Guillaume se fit proclamer roi de Prusse le 16 janvier de 1701 sous le nom de Frédéric Ier.

Désirant rivaliser d'éclat avec les autres souverains, il déployait dans sa cour une grande ostentation, donnant des fêtes somptueuses ; il embellit Berlin, édifia des palais et fonda une Académie dans la Capitale. Son fils Frédéric Guillaume, qui lui succéda en 1713 signa le traité de paix d'Utrecht avec la France, en vertu duquel la Prusse agrandissait encore son territoire et Frédéric Guillaume était reconnu officiellement comme roi de Prusse.

Celui-ci inaugura son règne en s'appliquant à mettre de l'ordre dans le gouvernement de son royaume, à faire des économies dans les finances et à organiser la justice. Sur les cent chambellans de sa cour fastueuse il n'en conserva que douze et vendit sa riche

écurie et les meubles les plus somptueux. Il ne se montra prodigue qu'en une seule chose, l'entretien de son armée qu'il recruta par des moyens immoraux, en ce sens, qu'il défendit à ses soldats de se marier sans le consentement de leur capitaine, ce qui était une source d'abus et de vexations ; puis il obligea chaque district à lui fournir trente hommes en temps de paix et cent en temps de guerre. Frédéric Guillaume se complaisait surtout à voir sous les drapeaux des hommes de haute stature et il forma de ces colosses le régiment des grenadiers, avec la circonstance particulière que pendant que les princes de sa famille quittaient souvent la table à peine rassasiés, il dépensait pour les 43 grenadiers de la parade de Potsdam à raison de 1.000 francs par tête. Par ailleurs ce roi bizarre ne faisait pas de luxe et n'était guère soigneux de sa personne. Ses habitudes étaient vulgaires; il fumait et buvait à la taverne avec ses officiers. Il jouait au tric-trac à un sou la partie, frappait et injuriait le premier venu; il annula arbitrairement les contrats des propriétaires pour louer les mêmes terrains au plus offrant. Il vivait sans liste civile aux dépens de la Cour avec les rentes allodiales de la couronne.

Ces procédés, bien que capricieux et barbares, contribuèrent à la prospérité du pays. Pour pouvoir régler les impôts en raison de la valeur des terrains, il les fit mesurer et estimer par des experts ; il s'efforça de peupler au moyen de colonies les terres inhabitées ; il

dépensa dans ce but en dix ans cinq millions d'écus. Par ce moyen il attira en Prusse vingt mille familles émigrées de France après la révocation de l'Edit de Nantes sans compter dix-huit mille Luxembourgeois qui fuyaient les persécutions religieuses de l'Autriche.

En ce qui concerne les affaires de famille, il prit en aversion son fils Frédéric, surtout lorsque le bruit se répandit qu'il voulait épouser la fille de Georges II d'Angleterre. Il trouvait un malin plaisir à le contrarier dans tous ses désirs ; il lui arrachait ses livres, il lui brisa sa flute, il lui donnait des coups de canne, le menaçant de l'étrangler et le mettait aux arrêts pour les motifs les plus futiles. Lorsqu'il tentait de s'enfuir pour échapper à la tyrannie paternelle, il le faisait traduire comme déserteur devant un conseil de guerre. Un jour, il fut condamné à mort et n'échappa que parce que Charles VI le réclama comme prince de l'empire. En un mot : Frédéric Guillaume a prouvé par ses actes publics et privés qu'il n'était pas seulement un déséquilibré, mais bien un dégénéré manquant de sens moral et de sentiment paternel. Il mourut assez jeune, à l'âge de 52 ans.

Son fils lui succéda au trône à l'âge de 28 ans ; il fit preuve de beaucoup d'activité en même temps que de ruse dans sa politique. Il montra surtout, de même que son père, un grand penchant pour les armes. Il fit de grands efforts pour posséder une armée bien disciplinée, mais, à ces qualités, il joignait l'amour du travail

littéraire et de la philosophie qui avait été transplantée en Prusse par les Français fugitifs. Il fit venir à sa cour Voltaire qui le mit au courant de l'œuvre des Encyclopédistes français. Frédéric finit par écrire sous son inspiration *l'Anti-Machiavel* où il faisait une acerbe critique des perfidies, des astuces et des procédés arbitraires des rois. Cependant toute sa politique fut celle de l'intérêt. Il n'avait d'autre pensée que d'agrandir son royaume aux dépens de ses voisins par les moyens les plus cyniques. Il regardait la religion comme un préjugé utile pour le peuple et profitait de son ignorance pour l'opprimer. Il n'avait d'autre idole que le Dieu de la force et il se servait de l'intelligence pour la mettre au service de la conquête. C'est ainsi qu'à peine monté sur le trône, il profita de la mort de Charles VI pour réclamer à sa fille Marie-Thérèse, certaine partie de la Silésie usurpée par l'Autriche à la maison de Brandebourg, sachant qu'il pouvait compter avec un trésor bien garni et 72.000 soldats aguerris. Poussé en même temps par l'amour de la gloire et persuadé que les revenus du pays étaient à lui et qu'il pouvait en disposer à son gré, il n'hésita pas à violer les traités conclus par ses ancêtres, avec la circonstance aggravante, que pour atteindre son but, il s'entoura d'un grand mystère, ne communiquant ses projets ni à ses plus intimes, ni à ses ambassadeurs, et n'écoutant pas leur avis ; aussi en même temps qu'il envoyait à Vienne un délégué pour proposer un ac-

commodement, il lançait ses régiments sur la Silésie.

Pendant ce temps l'Allemagne était travaillée par des agents qui répandaient l'or pour faire élire empereur à la place de l'époux de Marie-Thérèse, Charles VII, électeur de Bavière. Marie-Thérèse vaincue après quelques années de guerre, demanda la paix, laquelle fut signée à Dresde en 1745. En vertu de ce traité la Prusse restait en possession de la haute et basse Silésie ; en échange, le roi de Prusse reconnaissait le mari de Marie-Thérèse, François Ier, comme empereur d'Allemagne. Depuis 1745 jusqu'en 1756, soit pendant onze ans, la Prusse jouit d'une paix complète, pendant laquelle Frédéric consacra tous ses efforts à organiser les Etats sous sa domination. Il prit toutes les mesures nécessaires pour faire prospérer l'agriculture, le commerce et l'industrie et répandre l'instruction publique dans le peuple. Mais le plus grand de ses efforts fut dirigé vers l'augmentation de l'armée et le perfectionnement des armements. Toutefois, il lui restait encore du temps pour favoriser les sciences et les arts. Dans ce but, il fit venir à sa cour des hommes célèbres étrangers, ce qui lui facilita les moyens de savoir ce qui se passait dans d'autres pays. Il paraît qu'il fut mis au courant d'une coalition projetée entre la Russie, l'Autriche et la Saxe contre la Prusse. Alors il décida de devancer ses ennemis en envahissant la Saxe. La méthode qu'il employa pour subjuguer les Saxons pendant la guerre de Sept ans présente une analogie tel-

lement frappante dans ses moindres détails avec celle employée dans la dernière guerre envers la Belgique, que nous ne pouvons pas nous empêcher de reproduire quelques passages de l'article que vient de publier dans *La Revue*, M. P. Pardiellan :

« De même que la Belgique de 1914, dit l'auteur, la « Saxe de 1756 était neutre. De même qu'à la Belgique « de 1914, la Prusse lui envoya son ultimatum, et dès « le lendemain procéda méthodiquement à l'invasion. Le « roi de Prusse ne laissa à l'électeur Frédéric Auguste II « que cette alternative : Ou se deshonorer en servant « les vues prusiennes, ou recourir aux moyens « extrêmes que lui dictait l'honneur. Ce fut ce dernier « parti qu'il choisit. S'étant retiré à Varsovie, l'élec- « teur dut abandonner la Saxe à la discrétion des Prus- « siens, et ce fut tout de suite la violence dans « toute sa barbarie. Les vexations infligées à la femme « de l'électeur, Marie-Josèphe d'Autriche, restée à « Dresde, les persécutions exercées contre les munici- « palités saxonnes, l'arrestation des magistrats et la « prise d'otages ; l'enrôlement forcé des recrues « saxonnes, les réquisitions, les exactions, les excès « abominables des officiers prussiens, les violations « constantes du droit des gens ; le 14 mars 1757, on « enrôla de force dans les rues de Dresde les hommes « de seize à cinquante ans ; la ville de Leipzig est frap- « pée de trois contributions successives, montant à « environ 1.800.000 thalers ; la communauté israélite

« de Dresde est frappée d'une contribution spéciale de « 20.000 thalers ; la noblesse du pays d'une première « contribution de 600.000 thalers et d'une autre de « 500.000 thalers. Il est curieux de voir qu'à un siècle « et demi de distance, les Saxons de nos jours ont « suivi les mêmes procédés prussiens en Belgique et « en France, dont ils furent les premiers à souffrir. »

Grâce à l'appui que prêta l'Angleterre à la Prusse par sa déclaration de guerre à la France, Frédéric put signer la paix avec l'Europe coalisée. A la suite de ce traité, la France perdit le Canada et presque toutes ses possessions coloniales de l'Amérique, tandis que la Prusse, qui semblait devoir succomber sous les coups de l'Europe conjurée, non seulement ne perdit pas un pouce de terrain mais elle grandit en prestige dans l'opinion générale au point de figurer au premier rang parmi les grandes puissances. Par contre sa jeunesse était anéantie et sa population appauvrie, car l'ennemi qui l'avait envahie lui avait estorqué tantôt à titre de contribution tantôt sous forme de pillage plus de 200 millions de thalers.

Dans les campagnes on ne trouvait plus ni chevaux, ni bœufs ; la population était décimée. Dans certaines provinces, on ne voyait plus que les femmes labourer la terre ; dans d'autres, personne n'était resté pour la travailler. L'argent avait disparu ; il n'y avait que du papier-monnaie. Les lois étaient oubliées. Frédéric fit paraître d'abord un projet de code de procédure, sur

lequel les meilleurs jurisconsultes durent donner leur avis après une année de pratique ; il fut suivi du *Corpus juris Friederich*, basé sur le droit romain. Toutefois, cette œuvre, bien qu'elle fût le résultat d'un travail très laborieux, portait le cachet d'un esprit mesquin et d'une grande étroitesse de vues. D'après César Cantu, dans ce code figurait une loi qui interdisait aux condamnés l'assistance d'un prêtre et le secours de la religion. Le ministère des avocats s'y trouvait aboli et les parties étaient obligées de plaider en personne. La procédure inquisitoriale était conservée, mais Frédéric se réservait le droit de réformer les sentences. Cette réserve suffisait pour révéler ses intentions despotiques. Du reste, il n'entendait rien à la légalité, ni aux formalités juridiques. Il traitait les juges d'ânes, et les déposait; il envoyait des officiers examiner des procès auxquels ils étaient complètement étrangers. En raison des objections soulevées par les jurisconsultes et de leurs lenteurs, il se crut en présence d'une conjuration tramée par eux et les prit en grippe. Un meunier, nommé Arnold, lui présente une réclamation contre une sentence qu'il prétendait injuste, sur quoi il condamne les juges à la prison, et lorsqu'ils furent déclarés innocents à la suite du procès, il n'en resta que plus persuadé de l'existence d'une conjuration générale, et il fit arrêter d'autres magistrats, jusqu'à ce qu'il arrivât à toucher du doigt l'erreur qu'il avait commise.

Les biographes de Frédéric II, même ceux qui l'ont admiré, sont tous d'accord pour reconnaître qu'il était dépourvu de tout sentiment moral, aussi bien dans sa vie publique que privée. De plus, le succès l'avait aveuglé à tel point qu'il se croyait non seulement omnipotent mais aussi omniscient, et capable de juger les choses dont il n'avait nulle connaissance. Doué d'un esprit absolutiste, tant en matière politique que militaire il absorbait en lui toutes les forces vives du pays. Il ne parlait que de ses droits sur le peuple comme représentant de l'Etat, tandis qu'il niait tout droit au peuple qui n'avait que des devoirs envers l'Etat. Après avoir employé une dizaine d'années à réorganiser le pays exténué par la guerre de Sept ans, sa mentalité héréditaire le poussa de nouveau à agrandir son territoire aux dépens de ses voisins ; aussi profita-t-il de l'anarchie qui régnait en Pologne pour s'entendre avec la Russie et l'Autriche afin de démembrer cet Etat dont l'unique tort consistait à ne pas savoir se gouverner lui-même. Enfin le traité de partage fut signé à Saint-Pétersbourg le 25 juillet 1772 entre Catherine II, czarine de Russie, Marie-Thérèse, impératrice d'autriche et le grand Frédéric. Le traité débutait par ces mots : « *Au* « *nom de la très sainte Trinité.* L'esprit de faction, les « troubles et la guerre intestine dont le royaume de « Pologne est agité depuis quelques années, et l'anar- « chie qui augmente chaque jour au point d'anéantir « toute autorité de gouvernement régulier font redou-

« ter que les intérêts des Etats voisins ne se trouvent « compromis et qu'une guerre générale ne vienne à « s'allumer. Les puissances limitrophes ont sur la « Pologne des prétentions et des droits aussi anciens « que légitimes, qu'elles n'ont jamais pu faire valoir et « qu'elles risquent de perdre si elles ne les assuraient « en rétablissant la tranquillité et le bon ordre dans « cette République. » C'est ainsi que la plupart des terres de la Pologne furent partagées entre la Russie, l'Autriche et la Prusse. Les patriotes polonais eurent beau protester contre cet attentat à leur indépendance et la noblesse polonaise eut beau se plaindre des manières brutales employées par les trois puissances pour priver les Polonais de toute liberté, ils furent obligés de se résigner à leur sort. Malheureusement, parmi les seigneurs polonais, les uns se donnèrent la mort, d'autres affrontèrent la pauvreté, laissant confisquer leurs biens par les envahisseurs plutôt que de consentir à leur prêter hommage. Les autres, remplirent l'Europe de plaintes et d'appels à la postérité.

Toutefois, il restait encore un petit noyau de l'ancienne Pologne avec le roi Stanislas à sa tête, qui gouvernait sous les auspices de la reine Catherine, laquelle lui avait imposé une Constitution. Stanislas profita d'une période de calme pour rétablir l'ordre dans l'armée et dans les finances. En attendant, la noblesse frémissante n'attendait que le moment de tenter de nouveau la fortune et l'espoir qu'elle nourrissait fut

encore stimulé par le successeur de Frédéric II, Frédéric-Guillaume II, neveu de ce dernier, dont le ministre, le comte de Herzberg, paraissait résolu à lui rendre l'indépendance. Les Polonais augmentèrent donc leur armée en 1789, et, malgré les réclamations de la Russie, ils convoquèrent une diète permanente pour mieux régler les affaires de l'intérieur ; ils abolirent le conseil permanent et travaillèrent à une constitution nouvelle d'après les idées qui venaient de s'éveiller en France, dans la mesure où cela était possible dans un pays où il n'y avait point de tiers état et où le paysan était serf. Stanislas, confiant dans la promesse du ministre de Prusse, escomptait déjà le moment de pouvoir secouer la servitude dans laquelle la Russie le tenait depuis vingt-cinq ans et de promulguer une Constitution nationale ; il s'animait à l'idée de devenir le législateur de son pays et de conquérir l'admiration de l'Europe, disposée alors à approuver de semblables mesures. Il rédigea donc lui-même une Constitution et déjoua les machinations mises en œuvre par le parti russe en convoquant la Chambre et promulguant la Constitution ; il prêta serment le premier, et tous les autres nobles suivirent son exemple au milieu d'une joie indescriptible. Cette Constitution confirmait les anciens droits de l'aristocratie comme principal soutien de la liberté, ainsi que les chartes accordées aux villes. Le pouvoir législatif devait résider dans les Etats, le pouvoir exécutif dans le roi et le Conseil d'Etat, gar-

dien des lois et le pouvoir judiciaire dans les tribunaux. En même temps le *veto* du roi fut aboli. Cependant l'inviolabilité du roi et l'hérédité du trône étaient consacrées.

Cette nouvelle Constitution avait le défaut d'avoir conservé le pouvoir tyrannique de l'aristocratie sur le peuple, en même temps qu'elle enlevait aux Seigneurs l'espoir d'arriver au trône par l'établissement d'une monarchie héréditaire. La tzarine Catherine désapprouva hautement ce qui s'était fait en Pologne, et pour pouvoir imposer sa volonté à la Pologne, elle se réconcilia avec la Porte; ensuite elle chargea son ambassadeur à Varsovie de dire au roi : « On ne cesse de m'engager à un nouveau partage ; je m'y opposerai lorsque je verrai que le roi et la nation polonaise ne me sont pas contraires. Autrement, il dépend de moi de rayer la Pologne de la carte de l'Europe. » Elle encourageait donc les Polonais à placer leur confiance dans sa magnanimité et son désintéressement, mais en même temps, elle déclarait, en sa qualité de protectrice des réfugiés, qu'elle allait faire entrer des troupes dans le pays pour rétablir l'ancien ordre des choses. Les Polonais, ne voulant pas abdiquer leurs droits de nation indépendante, s'apprêtèrent à combattre, firent appel aux puissances et conférèrent au roi une autorité dictatoriale. Mais les Russes ne tardèrent pas à entrer en Pologne et à l'occuper militairement, malgré la résistance et l'héroïsme des Polonais.

D'autre part le roi de Prusse déclarait que les maximes jacobines répandues dans la Grande Pologne l'obligeaient à agir d'accord avec la Russie et à incorporer Dantzig et Thorn dans ses Etats, avec la plus grande partie de la grande Pologne appelée aujourd'hui la Prusse méridionale. La conduite tyrannique, les poursuites cruelles et les confiscations nombreuses pratiquées par les Russes contre tous ceux qui s'opposaient à leurs vues provoqua une grande exaspération dans toutes les classes sociales, donnant lieu en 1793 à une révolte générale dans toutes les grandes villes de Pologne. Les Russes furent massacrés à Varsovie, à Vilna et à Grodno. Alors les troupes russes, prussiennes et autrichiennes marchèrent de concert sur la Pologne, qui fut vaincue de nouveau par la supériorité numérique de ses adversaires. L'Autriche s'entendit avec la Russie et la Prusse pour un troisième partage de la Pologne. En conséquence la Russie prit la Courlande et la Semigalle ; l'Autriche s'empara de Cracovie et de plusieurs Palatinats, et la Prusse augmenta également son territoire d'un millier de kilomètres carrés et d'un million d'habitants.

Non contentes d'avoir réalisé cet agrandissement territorial aux dépens de la Pologne, ces trois monarchies se sont efforcées depuis lors d'imposer aux pays conquis leur mentalité, leurs lois ainsi que leur langue, dont elles rendirent l'enseignement obligatoire dans tous les établissements d'instruction publique à l'exclu-

sion de la langue nationale. La Prusse, est allée si loin dans ces dernières années, qu'elle prit des mesures pour s'approprier les terres polonaises au moyen de fonds votés par les Chambres en faveur des Allemands qui voudraient en acheter à bas prix. Après avoir reconnu la stérilité de ses efforts, bien qu'elle eût sacrifié dans ce but 500 millions de marks, elle fit voter par le Reichstag une loi d'expropriation forcée dans les régions limitrophes de la Prusse. Le vote de cette loi produisit dans tous les Etats européens une impression très profonde, car tous ceux qui ont quelque sentiment humanitaire ont eu quelque difficulté à comprendre qu'une nation qui se prétendait à la tête de la civilisation pût admettre la sanction législative d'un projet de loi contraire au droit des gens et au droit humain. La seule explication qu'on puisse donner de ce fait si singulier est que toute la Chambre avait été hypnotisée par la voix impérative de l'empereur d'Allemagne, digne émule de son prédécesseur Frédéric II.

Il est donc tout naturel que la Prusse vers la fin du XVIII[e] siècle, ayant agrandi son territoire et augmenté sa population, ait joui d'un grand prestige en Allemagne et ait exercé une grande influence, tant sur les princes gouvernants que sur les classes intellectuelles du pays, d'autant plus que parmi les milieux savants se trouvaient des hommes très distingués qui, effrayés du courant envahissant des idées modernes de l'école sensualiste qui menaçaient de ruine l'ancien régime, avaient

décidé de prendre des mesures de défense et dans ce but ils avaient fondé l'école du Romantisme, laquelle cherchait le progrès et le perfectionnement du sentiment humain dans le culte du sentimentalisme instinctif et dans l'exaltation du lyrisme et s'efforçait de rétablir le spiritualisme du moyen âge en prenant pour modèle l'art chrétien et la poésie de la même époque.

Les membres de cette école mirent en honneur les antiquités indigènes et la connaissance des littératures étrangères du moyen âge ; on fit traduire les ouvrages espagnols de Calderon de la Barca pour faire admirer la poésie de la Chevalerie et du Monachisme. Il ne manqua pas de poètes allemands qui imitèrent la poésie espagnole en écrivant des drames, des romans et des poésies lyriques à tendance mystique, prétendant rajeunir la poésie nationale allemande en l'entraînant vers le spiritualisme du moyen âge. Les représentants de cette école se trouvaient tant à Iéna qu'à Berlin. Parmi eux figuraient en première ligne Tieck, Frédéric Schlegel, Novalis, Werner, etc., qui commencèrent par se consacrer à la traduction d'œuvres littéraires étrangères à tendance spiritualiste et finirent par embrasser le catholicisme.

Il s'ensuivit que les chefs de cette école, qui avaient au commencement pour but apparent de fortifier le sentiment religieux en Allemagne ont plutôt contribué à arrêter l'évolution de la liberté morale et de la liberté de la pensée. Ce n'est que plus tard,au commencement

du XIXe siècle, que l'influence croissante de Gœthe, de Schiller et de Lessing, enthousiastes du panthéisme de Spinoza réussit à ruiner complètement l'édifice du Romantisme élevé par Schiegel et Tieck, à rétablir l'école classique basée sur la culture gréco-latine et à inaugurer une ère nouvelle dans la littérature allemande.

Malheureusement, l'influence de Gœthe et de Schiller fut contrebalancée par le régime de despotisme et d'intolérance mis en vigueur vers la fin du XVIIIe siècle par les princes gouvernants de l'Allemagne, qui contribua grandement à entretenir la culture mystique dans certains milieux intellectuels et à conserver l'âpreté des mœurs populaires. En outre, le pouvoir féodal continua à s'affirmer en Allemagne, surtout en Prusse, même après 1799, c'est-à-dire dix ans après le vote des droits de l'homme par la Constituante française, au point que dans les duchés d'Oppeln et de Ratibor une ordonnance royale mit en vigueur une ancienne loi permettant aux seigneurs d'exproprier les paysans récalcitrants de leurs terres, et en cas d'absence de tout acquéreur, les seigneurs avaient le droit de rester maîtres de la terre pour les deux tiers de sa valeur. Il était également défendu aux paysans de vendre le produit de leurs terres avant la vente des produits des seigneurs, ce qui prouve bien l'état arriéré de la culture du peuple allemand et le peu d'influence qu'avait exercé sur l'esprit des classes intellectuelles le pres-

tige de leurs penseurs et de leurs écrivains les plus distingués, tels que Kant, Schiller, Gœthe et Lessing, qui n'ont pas manqué de rendre hommage aux conquêtes morales, sociales et politiques de la Révolution française.

Le fait qui mérite surtout d'appeler l'attention est que Frédéric II de Prusse, homme doué d'intelligence et admirateur des écrivains français, et en plus très au courant des œuvres des encyclopédistes, incarnait le despotisme politique au plus haut degré, ne tolérait d'autre opinion que la sienne et se croyait avoir le droit de disposer des biens et des corps de ses sujets, ne connaissant d'autre loi que la force et n'hésitant pas à mettre la force au service de l'Etat lorsqu'il jugeait qu'il était de son intérêt de violer le droit des peuples voisins. Il se servait habituellement du nom de l'Etat pour en revêtir son pouvoir royal. En échange, Frédéric II avait des idées assez larges en matière religieuse et accordait à la presse toute liberté de s'exprimer à sa guise, mais il n'a jamais permis à un écrivain de toucher à ses prétendus droits de roi absolu sous peine d'emprisonnement dans la forteresse de Spandau.

A la suite des victoires de l'armée française sur la Prusse en 1806, Napoléon détruisit la souveraineté divine des rois en même temps qu'il substituait à la notion de l'Etat-providence absorbant tous les droits des citoyens, celle de l'Etat purement humain et laïque, basé sur le contrat social, ne demandant pas compte

aux hommes de leurs croyances intimes ni de leur manière de penser et reconnaissant des droits égaux à tous les citoyens à condition qu'ils remplissent leurs devoirs civiques. Cependant, il faut regretter que Napoléon, malgré sa grande intelligence et son amour du progrès ne soit pas resté fidèle aux principes de la Révolution française, car, bien qu'il fût le défenseur des principes de l'égalité des droits de tous les citoyens, il était opposé au principe de la liberté au point de vue politique.

Enivré par ses succès militaires, il n'a pas su résister à la soif de conquête et de domination universelle. Cela n'a pas empêché toutefois le nouveau régime, inauguré par la Révolution française de jeter de profondes racines dans la vie et les habitudes du peuple français. Le code Napoléon publié en 1801 non seulement est resté en vigueur en France et dans tous les pays soumis à l'influence française pendant un grand nombre d'années, mais il a également servi de modèle à la plupart des Codes civils qui régissent les nations de l'Europe et de l'Amérique parce qu'il est basé plutôt sur le principe de la raison et du droit que sur les faits historiques.

Quant à l'Allemagne, le régime libéral y a seulement pénétré après la victoire de Napoléon sur la Prusse, à Iéna. En effet, il n'a pas trouvé de grandes difficultés pour s'y acclimater, car s'agissant d'un Etat gouverné par un régime despotique où la plupart des

citoyens ne jouissaient que de droits civils et politiques très restreints et où la volonté et l'arbitraire des princes avaient force de loi, il était tout naturel que l'armée française victorieuse y fût regardée plutôt avec sympathie par les classes populaires, opprimées sous le régime féodal. En échange, la classe intellectuelle n'avait pas perdu la confiance dans une Prusse bien organisée physiquement et intellectuellement pour créer une nouvelle patrie allemande sur une base plus raisonnable et plus scientifique. C'est ainsi qu'après la bataille d'Iéna une députation d'hommes d'élite de l'Université de Halle, à la tête desquels se trouvait Guillaume de Humboldt, se rendit à Berlin et se présenta au roi, lui exprimant en des termes très chaleureux ses sentiments patriotiques et lui faisant comprendre qu'un Etat, après avoir perdu ses forces physiques, devait les remplacer par des forces intellectuelles. Le roi, impressionné par cet appel patriotique, chargea Humboldt, de réunir tous les éléments nécessaires pour fonder une Université allemande à Berlin, et d'y concentrer toutes les forces vives du pays ; il le chargea également de réorganiser l'Académie des sciences sur une nouvelle base.

En même temps que Humboldt travaillait pour le progrès de la science, Schiller s'efforçait de faire prospérer la culture esthétique comme base d'une culture morale et politique en réorganisant sur le même principe tous les établissements d'enseignement secondaire

d'Allemagne. On aurait pu croire que l'heure de la justice avait sonné et que la Prusse était disposée à entrer dans la bonne voie pour arriver à la rénovation sociale. Mais il arriva que pendant que Humboldt et Schiller, animés d'un esprit de progrès et de liberté recherchaient la grandeur future de l'Allemagne dans l'élargissement du champ d'activité de la science et dans la culture du sentiment esthétique, les représentants du Romantisme profitaient de la situation malheureuse de l'Allemagne pour exhorter leurs concitoyens à retourner au régime de la piété et de l'autorité.

En même temps, les ministres de Prusse décidèrent de réorganiser entièrement le pays ; ils commencèrent par déclarer les paysans libres, en leur donnant le droit d'acquérir des terres et de se libérer de leurs redevances envers les seigneurs. On abolit le monopole des corporations en donnant aux artisans le droit de s'établir où ils voudraient. Pareillement, les bourgeois des villes reçurent le droit de régler les affaires de leurs villes et d'élire les municipalités. En même temps, on résolut de créer une armée nationale dans laquelle on n'enrôlerait que des Prussiens, et pour relever l'esprit des soldats, on abolit les coups de bâton et on établit la règle que tout soldat pouvait devenir officier. Bien entendu, toutes ces mesures libérales, dictées sous la pression des circonstances, n'eurent pas de lendemain, ayant été abolies bientôt après la chute de l'empire français, et le relèvement de la Prusse. Même

encore aujourd'hui, les soldats prussiens n'avancent guère au delà du grade de sous-officier; les officiers sortent directement de l'école des cadets appartenant à la noblesse. Dans la dernière guerre, où la plupart des anciens officiers ont été tués, sont disparus ou ont été mis hors de combat, on a été obligé pour combler les vides, de nommer un grand nombre d'officiers provenant de la classe bourgeoise ou israélite, mais leur nomination n'était que temporaire, étant limitée à la durée de la guerre.

Comme Napoléon interdisait à la Prusse d'entretenir une armée de plus de 35.000 hommes, le gouvernement décida de faire passer dans l'armée des recrues qui se renouvelaient au bout de trois mois. On organisa la *Landwehr* (défense du pays), d'après le principe que tous les habitants du pays, de 18 à 30 ans, devaient être prêts à le défendre; ceux qui n'étaient pas soldats formaient une réserve qui continuait à s'exercer et qu'on faisait partir au front en cas de guerre.

De même que la Prusse, qui se préparait pour la revanche, l'Autriche et la Russie se sont coalisées au nom des droits des peuples contre la France, surtout contre Napoléon qui aspirait à la domination universelle. C'est ainsi que la France qui s'était jetée dans le bras du césarisme pout conquérir l'ordre et la paix intérieure, désappointée et épuisée physiquement et moralement, car, non seulement elle avait perdu la liberté, mais elle voyait aussi diminuer progressivement le nombre

de ses hommes valides, par suite des guerres incessantes, accepta avec résignation la Restauration qui lui fut imposée par la coalition européenne.

II

Une fois la France écrasée, lès souverains qui formaient partie de la coalition convoquèrent un Congrès à Vienne dans le but de prendre des mesures qui devaient mettre la France dans l'impossibilité de recommencer la guerre, en lui enlevant les pays conquis sous l'Empire et en restaurant l'ancienne dynastie des Bourbons, soit la monarchie absolutiste. Cependant la Restauration se vit obligée de conserver une grande partie des réformes faites pendant la Révolution, surtout celles relatives à la liberté du commerce, de l'agriculture et de l'industrie, de même que celles se rapportant à l'unité des lois et à l'administration civile. En un mot, elle conservait le code Napoléon dans toute son intégrité. De même, le retour de la monarchie absolue en France n'a pas pu empêcher la formation dans un grand nombre de pays de l'Europe, d'un parti appelé constitutionnel qui avait pris pour modèle le régime parlementaire anglais, lequel, partant du principe de la *souveraineté de la nation* reconnaissait au roi le droit de régner mais seulement avec le consentement de la nation et en vertu d'un contrat, d'après lequel il n'avait

le droit ni de faire la loi ni de lever l'impôt ni de choisir ses ministres de sa propre volonté. Il ne pouvait gouverner que d'accord avec l'Assemblée représentant la nation et en cas de conflit entre le roi et la nation, c'était au roi à se soumettre. Pour garantir les droits de la nation, l'Assemblée rédige une Constitution écrite qui devient la loi fondamentale du pays, et comme le plus sûr moyen d'empêcher les abus du pouvoir, le parti constitutionnel exige d'abord l'immunité parlementaire, ensuite la liberté d'écrire, de parler et de se réunir, la liberté de conscience et l'égalité entre les cultes.

Quant au régime politique établi en France par la Restauration, ce ne fut ni la monarchie absolue ni le régime parlementaire anglais. On avait établi un Parlement formé d'une Chambre des Députés élus par la Nation et d'une Chambre des Pairs nommés par le Roi. Mais on n'admit pour électeurs que les *censitaires* c'est-à-dire ceux qui payaient au moins trois cents francs d'impôts directs par an. C'était réduire la nation aux riches propriétaires. Il en résulta que la première Chambre nommée en 1815 fut plus absolutiste que les ministres du roi. Elle demanda des poursuites contre les partisans de l'Empire et elle fit des lois contre la liberté de la presse. Alors, il se forma un petit groupe de députés surnommés *les doctrinaires* qui voulaient obtenir un gouvernement constitutionnel conforme à la doctrine libérale.

Cependant, l'épuisement du pays à la suite des longues guerres de l'Empire et le besoin de repos qu'éprouvaient tous les peuples de l'Europe, et notamment la France, permirent à l'Eglise de faire sentir son influence pendant quelque temps encore, au point que la Chambre française vota en 1825 la loi du sacrilège frappant de la peine de mort les sacrilèges commis sur les vases du culte et assimilant au parricide les sacrilèges commis sur l'hostie sacrée ; cette loi fut toutefois abrogée en 1830. A la même époque, il y eut une tendance, sous le règne de Fernand VII en Espagne, à rétablir l'Inquisition. Heureusement, à chaque renouvellement de la Chambre, malgré le régime électoral censitaire, le nombre de députés de l'opposition augmentait, au point que dans la Chambre élue en 1830 l'opposition formait une grande majorité. Alors Charles X rendit les fameuses ordonnances qui déclaraient la Chambre dissoute avant qu'elle ne se fut réunie, ce qui provoqua la Révolution de 1830 qui détrôna Charles X et mit à sa place Louis-Philippe. Celui-ci remplaça la *Charte octroyée* par Louis XVIII par la *Charte consentie*, reconnaissant à la nation le droit d'imposer au roi une Constitution. Du même coup, la presse fut déclarée libre et le cens nécessaire pour être électeur fut abaissé d'abord à 200 francs et ensuite à 100 francs. Le droit de vote fut accordé aux citoyens instruits.

Quant aux autres pays d'Europe gouvernés par les

souverains coalisés contre la France, ils conservèrent le régime absolutiste à la suite des traités internationaux conclus par les souverains réunis en congrès à Vienne, à l'effet de maintenir la bonne entente entre les gouvernements et de prendre des mesures contre le progrès des idées révolutionnaires. C'était le prince Metternich, premier ministre d'Autriche, qui dirigeait alors la politique de l'Europe. Le régime inauguré par lui fonctionna assez régulièrement pendant quinze ans, mais cessa après l'avènement du régime constitutionnel en France sous le règne de Louis-Philippe.

Au fur et à mesure que la bourgeoisie devenait plus nombreuse et plus riche, le parti constitutionnel grossissait et se renforçait dans tous les pays. En France, ce fut le parti radical de la Chambre, qui ne se contentant plus de réformes partielles, demanda un changement radical dans le système du gouvernement ; il exigea des règles nouvelles plus appropriées au nouvel état de choses, mais sous ce rapport les radicaux français n'étaient pas complètement d'accord entre eux quant à ce qui devait être le rôle de l'Etat et le but du gouvernement ; les uns appelés radicaux libéraux demandaient au nom de la liberté individuelle que l'Etat ne s'immisçât pas dans les questions qui n'intéressaient que quelques particuliers. En échange, ils admettaient que l'Etat avait pour mission, non seulement de maintenir la paix, mais d'entreprendre tous les travaux utiles à la société et que les particuliers

n'étaient pas en état de faire eux-mêmes, en sorte qu'il incombait à l'Etat de construire les ponts, les ports, les routes, de conserver les forêts, d'entretenir l'établissement de l'enseignement et de maintenir un nombre suffisant d'hommes pour cultiver les différentes branches de la science. Les autres appelés radicaux autoritaires, partaient de l'idée que l'Etat, ayant reçu son autorité du peuple souverain, avait pour mission de rendre les hommes heureux et de faire régner la justice. Par conséquent, il avait le droit de tout régler dans l'intérêt du plus grand nombre et n'était pas obligé de respecter la liberté des individus si elle le gênait pour remplir sa mission en faveur du plus grand nombre.

Bien que l'Angleterre eût servi de modèle à la France par rapport à l'application du régime parlementaire, les radicaux français trouvaient ce régime trop restreint par rapport au droit de suffrage limité aux habitants dont le cens était fixé par la loi ; ils demandaient que tous les habitants eussent le droit d'élire et que tous les électeurs eussent un droit de suffrage égal, tandis qu'en Angleterre ce n'étaient que les propriétaires et les gros fermiers qui votaient et le vote d'un électeur de bourg avait plus de poids que celui d'un électeur de comté. Le mouvement en faveur du suffrage universel gagnait tous les jours plus de terrain en France, ce qui produisit une agitation populaire. Plusieurs banquets de réformistes avaient été organisés par les chefs de l'opposition. Comme le gouvernement s'y opposait,

une collision se produisit entre la troupe et le peuple, qui amena la Révolution et la fuite du roi, en 1848. La République fut alors proclamée.

Il faut reconnaître que l'influence de la Sainte-Alliance s'était déjà beaucoup affaiblie à la suite de la Révolution de juillet 1830 en France, au point que le mouvement séparatiste de la Belgique contre la Hollande fut non seulement approuvé par les puissances européennes, mais que celles-ci reconnurent même le gouvernement constitutionnel établi en Belgique. Malheureusement, les efforts d'indépendance faits par de petits Etats italiens contre leurs oppresseurs en 1831 avaient échoué devant l'intervention autrichienne. Il en fut de même de la Pologne, qui malgré ses efforts héroïques, ses innombrables sacrifices et le courage de ses combattants ne réussit qu'à prolonger la lutte, et finit par succomber, grâce à la coopération de la Prusse et de l'Autriche et à la supériorité de leur artillerie, avec la circonstance aggravante que malgré les stipulations du Congrès de Vienne, le royaume de Pologne fut incorporé à l'empire russe à titre de conquête. De même la ville de Cracovie, qui devait rester libre sans qu'aucune puissance pût y tenir des troupes, fut néanmoins occupée définitivement par les Autrichiens en 1846.

Quant à l'Allemagne, le régime absolutiste s'y est maintenu, quoique un peu atténué, pendant tout le règne de Frédéric Guillaume III c'est-à-dire, depuis

1797 jusqu'en 1840, avec la circonstance aggravante que l'Etat prussien, après être entré de nouveau en possession de ses anciens droits à la suite de la cessation de la domination napoléonienne sur la rive gauche du Rhin, balloté entre l'influence puissante du parti réactionnaire, dirigé par Metternich et le parti national qui espérait obtenir, en récompense de sa coopération dans la lutte pour l'indépendance nationale, un régime politique plus libéral et plus en harmonie avec les aspirations de la nation, finit par marcher à la remorque du courant le plus fort ; et pour justifier sa conduite, il chercha un point d'appui dans le système philosophique, alors en vogue, de Hegel, d'après lequel l'Etat est l'incarnation du droit suprême de tous ses membres, la substance même des individus et la réalisation de l'idée morale, et en même temps qu'il est la providence et le protecteur des intérêts individuels, il est le défenseur des droits du corps social contre les individus.

Le gouvernement prussien ne se contenta pas de se couvrir moralement de l'autorité indiscutée de Hegel, comme professeur de philosophie du droit à la première Université allemande ; il chercha à lui faire jouer le rôle d'apologiste de l'idéal *d'un état prussien puissant formant le noyau de la future patrie allemande.* Dans ce but Hegel imagina un système de philosophie ayant pour but de faire harmoniser la réalité des choses avec l'idéal de l'évolution d'une nouvelle

société. Il pose comme axiome *que tout ce qui est réel est rationnel et tout ce qui est rationnel est réel*, en ajoutant qu'*il n'y a de réel que ce qui est nécessaire.* Il divise la philosophie en trois parties : *la logique*, science de l'idée pure dans son existence subjective, qui se confond pour lui avec la métaphysique ; *la philosophie de la nature*, science de l'idée dans son existence objective ; *la philosophie de l'esprit*, science qui explique comment l'idée s'élève à l'absolu en engendrant l'âme, la société et Dieu même.

Pour Hegel, il y a identité absolue entre l'esprit humain et la raison divine. L'esprit trouve en lui-même l'idée de l'absolu. Les lois de l'esprit sont les lois de l'univers. L'absolu est l'idée, et l'idée est la subtance.

D'après ce qui précède, le système philosophique de Hegel consiste dans la glorification de l'idée créée à son image et basée sur une dialectique tout à fait originale et assez confuse. Tous ses efforts tendaient à déterminer dialectiquement l'ordre des moments essentiels de l'idée, à mettre en harmonie les contradictions entre l'être et le non-être, et à mettre en lumière le lien qui relie les divers moments de l'idée, moments qui ne peuvent être séparés les uns des autres puisque l'idée ou raison en soi est précisément ce qui oblige à passer de l'une à l'autre ; la raison, en nous, c'est l'idée prenant conscience d'elle-même et de la réalité objective.

Cette métaphysique de l'idéalisme objectif lui fait considérer la moralité comme l'harmonie de l'homme

avec la nature. Quant à la religion, Dieu n'est pas pour lui, distinct du monde, attendu qu'il est la vie, l'âme, l'esprit et le mouvement universel ; il ne doit la conscience de lui-même qu'à la pensée humaine. C'est là du spinozisme pur. D'un autre côté, Hegel attribue à l'homme les « *prérogatives de la divinité*, bien entendu « à l'homme collectif. Or, étant donné que l'homme « collectif est toujours et partout constitué en sociétés « politiques appelées Etats, il en déduit sa théorie de « l'Etat-Dieu, dans laquelle l'individu est absorbé « comme les nations le sont dans le monde, et comme « le monde dans l'esprit (1) ». D'après lui, l'Etat est l'expression la plus élevée de la liberté et de la volonté.

Plus on s'enfonce dans le système philosophique de Hegel plus on reconnaît qu'il est très compliqué, constitué par un nombre considérable de thèses et de synthèses qui, au fond, ne sont que des abstractions de l'esprit, ayant souvent l'apparence de se contredire et faisant soupçonner une intention calculée de l'auteur de vouloir contenter les deux partis opposés ; car d'un côté il exprime des doctrines ayant le cachet d'un panthéisme déterministe, et d'un autre côté il reconnaît le christianisme comme la suprême expression du sentiment religieux. D'un côté il rend culte à l'Etat-Providence, tout puissant, susceptible de réaliser l'idéal national, et d'un autre côté, il reconnaît la liberté

1. César Cantu, *Histoire universelle*. Traduction française, par Lacombe, t. XIX, p. 143.

comme l'essence de l'esprit, et l'histoire universelle comme l'évolution de la conscience humaine et du concept de la liberté. En même temps il laisse entrevoir la possibilité de réconcilier les deux principes.

En résumé, le système philosophique de Hegel manque de clarté et de bon sens et couvre sous la marque de profondeur de la pensée un mysticisme théologique en faveur de la consolidation de l'absolutisme politique du gouvernement prussien. On aurait dit qu'il utilisait son talent et la puissance de sa riche imagination pour satisfaire son ambition de jouir de sa position privilégiée de professeur à l'Université de Berlin comme défenseur scientifique de l'Etatisme prussien ; en même temps que du principe de la liberté, car il ne se contentait pas du rôle de chef d'école et de la haute considération des cercles savants ; il aspirait également à jouir des honneurs et d'une grande influence à la cour et dans les sphères gouvernementales, faisant en même temps de grands efforts pour ne pas s'aliéner les sympathies des libres penseurs. Le résultat de ce double jeu fut que Hegel eut un grand nombre d'admirateurs de même qu'un grand nombre de détracteurs ce qui donna lieu après sa mort, en 1831, à la division de son école en deux branches, dont l'une représentait le parti réactionnaire et l'autre le parti radical matérialiste. Nous nous proposons de nous en occuper dans les pages suivantes ; dans ce chapitre nous n'avons d'autre but que d'exposer une série de

faits qui ont concouru à la création de l'Etatisme prussien comme principe dirigeant du gouvernement, et à l'établissement de l'influence prépondérante de la Prusse sur les autres Etats de la Confédération allemande, vraie cause déterminante de l'antagonisme entre la mentalité du peuple français, élevé à la source des principes des droits de l'homme et de la liberté de la pensée, et de la mentalité du peuple allemand qui a été élevé et a grandi sous l'hégémonie des Hohenzollern, fondateurs du culte de la force brutale.

Toutefois l'Etatisme resta limité pendant la première moitié du XIX[e] siècle à l'Etat prussien, pendant que les autres Etats confédérés de l'Allemagne subissaient l'influence de l'absolutisme de l'Autriche dont l'Empereur était également empereur d'Allemagne. Ce n'est qu'après l'avènement au trône de la Prusse de Guillaume I[er] que celui-ci, sous la main ferrée de Bismarck, a réussi à expulser l'Autriche du sein de la confédération germanique et à constituer l'unité nationale de l'Allemagne sous l'égide de la Prusse. A partir de ce moment, le gouvernement de Berlin n'eut d'autre pensée que d'inculquer à l'Allemagne la mentalité prussienne, savoir : le culte de la force brutale et le droit divin de l'Etat allemand.

Pour mieux réussir dans son entreprise, Bismarck considéra nécessaire de profiter de l'épuisement de la France, à la suite de l'expédition du Mexique, pour la provoquer sous un prétexte peu plausible et se faire

déclarer la guerre. En effet, Napoléon dans un moment de faiblesse mentale déclara la guerre à l'Allemagne en train de consolider son unité nationale. Grâce à cet idéal national, l'Allemagne remporta la victoire sur la France impériale démoralisée, sans idéal national ni humanitaire. Alors Bismarck en raison de son succès éclatant sur deux empires réputés puissants, demanda d'abord l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine à la confédération allemande, ensuite il imposa à la France un traité de commerce favorable à l'Allemagne ; le traité de Francfort, qui accordait à l'Allemagne le traitement de la nation la plus favorisée, ce qui lui permit d'exporter en France les produits de son industrie dans les meilleures conditions possibles. Il en résulta, qu'en face de la France républicaine, héritière des principes de la Révolution de 1789 et chargée de la mission de défendre les idées de liberté et de justice s'est élevée une autre puissance, l'Allemagne prussifiée, représentant l'absolutisme militaire et politique, foulant aux pieds les droits sacrés de l'humanité et violant avec préméditation les traités internationaux signés par elle. Le gouvernement impérial dominé par l'esprit de conquête profita des années de paix pour préparer la guerre, en fortifiant l'armée et en augmentant et améliorant ses armements. En même temps il prit des mesures destinées à développer son commerce avec l'étranger et à fonder, avec le concours de ses banquiers, ses savants et ses techniciens, un grand nombre

d'industries qui grâce à des procédés sans cesse perfectionnés fussent à même de combattre efficacement la concurrence sur les marchés étrangers. C'est ainsi que Bismarck réussit à faire de l'Allemagne une des premières puissances industrielles de l'Europe.

Il s'ensuivit que l'Allemagne, considérée désormais comme la première puissance militaire et figurant au premier rang des nations industrielles de l'Europe, changea son ancienne haine de Bismarck en admiration pour le vainqueur des deux plus grands empires de l'Europe et n'offrit plus de résistance à sa prussification, reconnaissant le culte de la force comme article de foi et l'Etat prussien comme une institution divine appelée par la Providence à faire la *Grande Allemagne*. C'était le *Germanisme* qui, sous l'influence de la propagande active des professeurs aux Universités s'est transformé avec le temps en *Pangermanisme*, ayant pour mission de répandre parmi les autres peuples la culture allemande et de faire sentir à chaque Allemand la nécessité d'un Etat fort et invincible tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, chargé de veiller sur la discipline sociale et de procurer au pays un bien-être matériel en même temps que les ressources nécessaires pour faire face aux frais d'armement et pour entretenir un grand nombre de combattants en cas de guerre avec un pays voisin. Personne ne caractérisera mieux en peu de mots les aspirations de la Prusse que ceux qui ont dirigé la politique de l'Empire ; ce sont le Prince

de Bulow et le comte d'Arnim. Le premier proclama dans une de ses harangues à l'occasion de l'anniversaire de naissance de l'Empereur. « *Nous voulons que le roi soit à la tête de la Prusse, la Prusse à la tête de l'Allemagne et l'Allemagne à la tête du monde. Vive sa Majesté l'Empereur roi.* « Le second en repoussant fièrement à la Chambre prussienne les réformes démocratiques déclara : « *Il faut que la Prusse reste prussienne et que l'Etat des Hohenzollern, fondé sur le Devoir et l'Autorité, demeure le noyau, l'épine dorsale de l'Empire.* »

En effet, à quoi a servi à l'Allemagne le suffrage universel qui permettait aux socialistes d'occuper plus de cent sièges au parlement, si les autres partis, les conservateurs, le centre et un grand nombre de libéraux nationaux constituaient une grande majorité et votaient en faveur du gouvernement ? Supposons même le cas qu'il y aurait eu une coalition des partis contre le gouvernement, celui-ci aurait fait usage du droit de dissoudre la Chambre autant de fois qu'il l'aurait jugé nécessaire pour obtenir le vote des subsides nécessaires à l'augmentation des forces terrestres et navales. D'ailleurs, les socialistes et les sociaux-démocrates n'ont jamais hésité à voter les milliards que demanda le gouvernement à la Chambre en 1911 et 1913 en pleine paix, sans qu'il existât la moindre menace du côté de la France, laquelle se borna à augmenter les années de service militaire comme une mesure de défense contre

les provocations incessantes du gouvernement de Berlin depuis 1905.

Il était tout à fait logique de prévoir que, s'agissant de deux nations voisines, de mentalité opposée, dont l'une professait le culte de la force et l'ambition des conquêtes, il devait fatalement arriver un moment où la guerre entre les deux pays deviendrait inévitable. C'est en effet ce qui arriva à l'occasion de l'attentat homicide commis sur le couple héritier du trône d'Autriche-Hongrie dans la capitale de la Bosnie. L'empereur d'Allemagne en profita pour pousser l'Autriche à la guerre contre la Serbie, ce qui entraîna nécessairement la guerre contre la Russie et son alliée la France. Comme cette guerre était préméditée par le gouvernement impérial depuis longtemps, l'état-major allemand avait également prémédité et établi le plan de campagne qui consistait dans l'invasion de la région du nord de la France la moins fortifiée à travers la Belgique, étant convaincue que celle-ci n'oserait pas s'opposer par les armes au passage des troupes allemandes et que l'Angleterre hésiterait longtemps avant de se lancer dans une guerre contre l'Allemagne, étant donné que la petite armée anglaise était incapable de lutter contre l'armée allemande mieux disciplinée, bien aguerrie et supérieure en armement et en nombre. Le gouvernement impérial en était tellement convaincu, que lorsque l'Ambassadeur d'Angleterre à Berlin informa le chancelier qu en cas d'invasion de la Belgique par l'ar-

mée allemande, l'Angleterre se mettrait du côté de la France, M. de Bethmann Hollweg lui répondit sur un ton aigre qu'il ne comprenait pas que le roi d'Angleterre songeât à faire la guerre à un proche parent, le roi de Prusse, pour un chiffon de papier, faisant allusion au traité de garantie de la neutralité belge signé par les deux Monarques. Mais ce qui est encore pire c'est la déclaration faite publiquement dans le Reichstag par le Chancelier dans les termes suivants : « *Je ne veux* « *pas nier que l'invasion de la Belgique par l'armée* « *allemande soit une violation du droit de la Neutralité,* « *mais nécessité ne connaît pas de loi.*

Nous jugeons superflu d'insister plus longuement sur les procédés immoraux et criminels dont s'est servi le gouvernement impérial pour préparer la guerre contre la France, pour la déclarer sans motif plausible, et pour l'organiser de la manière la plus sauvage et la plus cruelle qu'ait jamais enregistrée l'histoire. Nous en avons suffisamment rendu compte dans le premier volume. Nous nous limiterons à quelques considérations sur la fausse psychologie des Allemands, ainsi que sur les fautes politiques commises par le gouvernement impérial, de même que sur les complications imprévues qui ont surgi à la suite de la défection de la Russie révolutionnaire et de l'entrée en scène des Etats-Unis. Enfin nous envisagerons les conséquences politiques, économiques et morales qu'aura cette guerre pour l'avenir des peuples de l'Europe, de l'Asie et de

l'Afrique et surtout pour le progrès des sentiments spiritualistes de l'humanité.

En ce qui concerne la psychologie du gouvernement impérial, qui recevait ses inspirations et ses initiatives directement de l'empereur et de son entourage militaire, les faits ont prouvé qu'il n'a jamais vu les choses sous leur vrai jour et qu'il était complètement dépourvu des facultés nécessaires pour comprendre les aspirations et la mentalité des autres peuples, ce qui était dû à plusieurs circonstances :

En premier lieu à la conviction qu'avait la nation allemande de sa supériorité militaire et scientifique sur tous les autres peuples ; elle croyait donc qu'aucune autre nation n'oserait risquer sa sécurité et ses intérêts matériels dans une guerre contre l'Allemagne, réputée comme la première puissance militaire. Cette croyance était tellement profonde que les dirigeants de l'Allemagne interprétèrent les efforts de l'Angleterre pour éviter la guerre, comme un effet de la peur causée par le sentiment de sa faiblesse, car autrement elle aurait menacé l'Allemagne dès le début.

En second lieu au dédain qu'inspirait à l'état-major allemand la petite armée britannique. La psychologie allemande était incapable de comprendre que l'Angleterre ferait la guerre pour la défense des intérêts de l'humanité et de sa prospérité nationale qui dépendait de la paix. Le prince Lichnowsky, dernier ambassadeur allemand à Londres affirmait dans un mémoire publié en

1917, et intitulé *Ma mission à Londres en 1912-1914* que la politique anglaise était non seulement pacifique à l'égard de l'Allemagne, mais que l'Angleterre était même disposée à faire toutes les concessions possibles à l'expansion pacifique de l'Allemagne aussi bien en Afrique qu'en Asie, à la seule condition que celle-ci respecterait l'accord franco-anglais au Maroc. Cependant l'Angleterre désapprouvait l'alliance allemande avec l'Autriche et la Turquie contre les Etats balkaniques. C'est pourquoi le prince Lichnowsky était mal vu par le parti pangermaniste et l'entourage militaire de l'empereur qui faisaient tous les efforts possibles pour neutraliser son œuvre pacifiste auprès du gouvernement anglais.

Le prince Lichnowsky, qui était au courant des intrigues ourdies contre lui n'a pas hésité à déclarer dans son mémoire avoir appris pendant son court séjour à Berlin en juillet 1914, que dans la conférence qui eut lieu à Potsdam le 5 juillet entre l'Empereur Guillaume et les chefs de la diplomatie autrichienne, le premier avait donné carte blanche à l'Autriche pour procéder avec la dernière rigueur contre la Serbie sans tenir compte des conseils de modération ni de l'intervention des puissances de l'Entente.

Les révélations du prince Lichnowsky trouvèrent plus tard une confirmation dans les mémoires de M. de Muhlon, un des principaux directeurs de la fabrique d'armements de Krupp à Essen publiés ultérieurement. Dans ce rapport M. Muhlon rend compte d'un entretien

qu'il a eu avec M. Hellferich, alors Directeur de la Deutsche Bank puis vice-chancelier de l'Empire. Ce dernier lui aurait déclaré : « Les Autrichiens ont été « ces jours-ci chez l'empereur : Dans huit jours, Vienne « posera à la Serbie un Ultimatum sévère et n'accordera « que le plus bref délai, elle y exigera la punition d'une « série d'officiers, la dissolution d'Associations politiques, « des enquêtes faites en Serbie par des employés de la « double monarchie. D'une façon générale elle récla- « mera une série de satisfactions précises immédiates « et en cas de refus l'Autriche-Hongrie déclarera la « guerre à la Serbie. En effet, au jour précis indiqué « par Hellferich parut l'Ultimatum à la Serbie. J'étais « alors à Berlin et je ne cachai pas à Hellferich que le « ton et le contenu de l'Ultimatum me paraissaient vrai- « ment monstreux. M. Hellferich ajouta que l'Empereur « non seulement approuvait l'Ultimatum de l'Autriche, « mais qu'en outre, il considérait un conflit entre l'Au- « triche-Hongrie et la Serbie comme une affaire d'ordre « intérieur entre ces deux pays et qu'il ne permet- « trait à aucun autre Etat de s'en mêler. Si la Russie « mobilisait il mobiliserait lui aussi. Mais pour lui, « la mobilisation signifierait la guerre immédiate. »

D'après ce témoignage précieux il est démontré que l'Autriche n'aurait jamais osé déchaîner la guerre si elle n'avait pas été poussée par l'empereur Guillaume qui était décidé, depuis bien avant l'attentat contre le prince héritier de l'Autriche, à faire la guerre à la

France et n'a fait qu'exploiter cette circonstance comme un prétexte plausible.

Toutefois, malgré les preuves accablantes de la responsabilité du gouvernement impérial dans la préparation et la déclaration de la guerre, celui-ci n'a pas reculé devant les moyens les plus honteux pour tromper le peuple allemand en se servant du mensonge ou de l'hypocrisie pour lui faire croire que la guerre avait été imposée à l'Allemagne par les puissances de l'Entente, celle-ci ne faisant que se défendre contre ses ennemis.

Von Prager étant vice-chancelier de l'Empire osa prononcer un discours dans une réunion organisée par la Presse Wurtembergeoise, dans lequel il affirmait que la Belgique avait été complice de l'Angleterre dans ses projets d'isoler l'Allemagne ; par conséquent, loin d'être une victime elle devait être considérée comme agresseur et traitée sans pitié. Cette affirmation est non seulement fausse et absurde, mais elle est en contradiction avec le discours prononcé au parlement allemand en août 1914 par l'ancien chancelier Bethmann Hollweg qui déclara que *l'Allemagne avait commis une injustice en* violant la neutralité belge, *mais que nécessité ne connaissait pas de loi*. Le gouvernement impérial nous a tellement habitués à un nouveau genre de diplomatie, ayant recours selon les besoins et les circonstances tantôt à des thèses contradictoires, tantôt à des hypocrisies pour justifier les procédés criminels, qu'on est forcé d'admettre que les diverses manières de mettre à

exécution ses projets de grandeur forment partie intégrante de la mentalité prussienne, d'après laquelle tous les moyens sont bons lorsqu'il s'agit de l'intérêt de l'Etat, incarnation du droit et de l'idée morale.

C'est précisément l'orgueil national qui a aveuglé le peuple allemand jusqu'au point que beaucoup de maîtres d'écoles se sont donné pour mission de dénigrer les autres peuples et surtout la France dans les livres destinés à l'enseignement officiel. Il circule en Allemagne une géographie scolaire qui a atteint sa 232ᵉ édition, où on lit : « Les allemands sont le peuple le plus civilisé « de l'Europe et tout ce qu'il y a de véritable civilisa- « tion ailleurs, y compris la France où la cinquième « partie de la race est d'origine germanique, est dû au « sang allemand : « *Une goutte de sang allemand va* « *loin* » tandis que la partie qui est vraiment française, « c'est la farce du pâté français, ferment de pourriture « qui a fait lever et corrompre le reste. La légèreté, « l'inconstance et la folie gauloise se sont étendues et ont « gangrené les parties les plus saines de la France. « Quant à l'armée française elle manque de discipline « et est prête à se relâcher et à se démoraliser à la « première déroute » (1).

Heureusement, l'expérience de cette guerre a démontré d'une façon éclatante la fausseté du jugement allemand. Elle a prouvé que malgré la déroute de l'armée

1. Handbuch der Géographie v. Hummel, 1876.

française à Charleroi à cause de son infériorité considérable en nombre et en armements et sa retraite précipitée en France, le commandement français a su maintenir la discipline la plus rigoureuse et triompher de l'armée allemande, malgré sa discipline aveugle et malgré sa supériorité en nombre et en armements aussi bien sur la Marne que sur l'Yser, à Ypres et devant Verdun. En même temps que l'armée s'est distinguée par ses victoires, le peuple français a donné un exemple merveilleux de son patriotisme et de sa valeur morale en maintenant intacte l'union sacrée pendant quatre ans et demi de guerre, ce qui démontre la fausseté de l'idéologie des classes dirigeantes du peuple allemand, qui ont complètement méconnu les dispositions belliqueuses du peuple anglais, lequel malgré son amour de la liberté individuelle, s'est soumis sans protester au régime du service obligatoire ; mais l'erreur la plus grande, commise par les chefs militaires allemands, fut l'opinion qu'ils se sont formée sur la discipline et la cohésion morale de l'armée française et du peuple français ainsi que sur l'esprit de combativité du soldat français, sa constance et sa persévérance, et enfin sur la supériorité du commandement français au commandement allemand.

Un chef militaire allemand habitué à la discipline et à l'obéissance aveugle du soldat allemand ne pourra jamais comprendre que le soldat citoyen d'un peuple libre qui pense et raisonne se rend plus facilement

compte d'une situation dangereuse et est plus conscient de son devoir de prendre l'initiative et de se substituer a son supérieur immédiat, blessé ou mort sur le champ de bataille,en même temps que plus apte à le remplacer, que le soldat allemand, discipliné comme un esclave, qui n'agit que sur l'ordre de son supérieur, par suggestion, mais qui manque de toute initiative personnelle.

Quant aux généraux et officiers allemands il n'y a pas de doute qu'ils ont tous appris la science de la guerre et qu'ils connaissent à fond les plans de campagne célèbres de Napoléon 1er et de Frédéric-le-Grand. Mais la guerre n'est pas seulement une science, elle est plutôt un art, et ce n'est pas la science, qui fait l'artiste. Nous avons bien vu dans les guerres de la Révolution française contre la coalition de toutes les grandes puissances de l'Europe, Hoche, simple sous-officier dans l'armée royale nommé général sous la Révolution et commandant de l'armée de la Moselle, mettre en complète déroute les armées allemandes près de Wissembourg et de Landau. On a vu également le jeune Bonaparte, lieutenant d'artillerie, devant Toulon, arracher cette ville aux mains des Anglais, puis commander l'année suivante comme général en chef des corps d'armée en Italie et vaincre en plusieurs batailles l'armée autrichienne supérieure en nombre. Le soldat français est né soldat par atavisme, car ses ancêtres se sont toujours battus au cours de plusieurs siècles, tantôt contre les Anglais,

tantôt contre les Autrichiens et les Allemands. En outre, tout soldat français porte dans sa giberne le bâton de maréchal, tandis qu'en Allemagne ce n'est pas par le mérite seul qu'on arrive à être officier, c'est le titre de naissance qui en donne le droit et encore faut-il avoir l'agrément du corps des officiers du régiment, qui n'aiment à se laisser commander que par leurs égaux ou supérieurs dans l'échelle sociale.

Une autre confirmation du manque de psychologie du gouvernement impérial et de l'empereur lui-même, nous a été fournie par l'adhésion de l'Italie et les Etats-Unis à la cause des puissances de l'Entente. Ni le gouvernement impérial ni l'empereur n'avaient admis pour un moment la possibilité que l'Italie déclarât la guerre à l'Autriche et à l'Allemagne; ils comptaient d'abord sur les grand intérêts commerciaux existants entre l'Allemagne et l'Italie, puis sur l'absence d'une majorité à la Chambre des députés susceptible de voter un budget de guerre mondiale supérieur aux capacités économiques del'Italie. Cependant cette guerre est devenue très populaire en Italie et la chambre l'a votée à une grande majorité, malgré l'opposition de Giolitti et des socialistes. Quant aux Etats-Unis, non seulement le gouvernement impérial mais même les plus optimistes parmi les amis de l'Entente n'avaient osé espérer que Wilson réussirait à obtenir du congrès le vote du service obligatoire pour une guerre européenne. Mais là où les chefs militaires et civils alle-

mands se sont le plus lourdement trompés c'est en leur confiance illimitée dans le succès de la guerre sous-marine ; ils étaient en effet convaincus que non seulement elle empêcherait l'arrivée d'Amérique d'un grand nombre de combattants, mais qu'elle réussirait aussi à détruire d'assez nombreux navires marchands pour compromettre l'approvisionnement de l'Angleterre tant en matières premières destinées aux besoins de la guerre qu'en produits alimentaires.

Fort heureusement la guerre sous-marine n'a pas rempli le but que l'Allemagne avait escompté ; en effet, elle n'a pas empêché, d'une part, les millions de soldats et ouvriers mécaniciens américains de croiser l'Atlantique sans le moindre accident, de même que les millions de tonnes de munitions de guerre, de matériel de chemin de fer et d'approvisionnement de toutes sortes qui ont accompagné le corps expéditionnaire américain et d'autre part, elle n'a pas empêché davantage le commerce de l'Angleterre de se faire dans des conditions lui permettant de suffire au ravitaillement de sa population et à son approvisionnement en matières premières. S'il est vrai qu'un grand nombre de bateaux de commerce et de paquebots anglais et neutres ont été coulés, il n'est pas moins vrai que l'Allemagne, de son côté, a perdu des centaines de sous-marins. Le fait essentiel est que l'Angleterre n'a pas souffert de la famine ni des émeutes populaires à cause du manque de nourriture, comme l'Allemagne et l'Autriche. La seule satisfaction qu'a eue l'Alle-

magne c'est d'avoir causé beaucoup de dommages matériels et d'angoisses morales aux habitants des régions envahies, mais comme toute injustice renferme en elle le germe de la vengeance, les fautes, tant politiques qu'économiques, commises dans cette guerre par l'Allemagne auront sans doute des conséquences graves pour son avenir. La première de ces fautes fut la violation de la neutralité de la Belgique, garantie par la Prusse.

Quelle garantie offrira dorénavant la signature du gouvernement de Berlin dans un traité international, si pour lui un traité n'a pas plus de valeur qu'un chiffon de papier ? La seconde faute fut la cruauté, la violence et la perfidie avec lesquelles les chefs militaires allemands ont sévi contre la Belgique, d'abord les fortes contributions de guerre imposées aux villes pour la moindre manifestation hostile, ensuite le pillage des propriétés privées et publiques et les incendies des villes et des villages portés à la résistance et enfin les massacres en masse des civils, hommes, femmes et enfants, et la violation des femmes et des jeunes filles en présence de leurs maris et de leurs parents. La troisième se rapporte à la manière barbare dont les Allemands ont conduit la guerre, en utilisant comme boucliers les prisonniers civils lors de leur marche sur l'ennemi, en maltraitant les prisonniers militaires et les blessés, en bombardant les hôpitaux et les ambulances et en incendiant les musées et les bibliothèques, avec la circonstance aggravante que ces atrocités ont été commises

sur l'ordre des supérieurs ou tolérées par eux, lorsqu'elles étaient exécutées sur l'initiative des officiers ou de simples soldats.

Tous ces faits ont été constatés par des témoins oculaires et rapportés ensuite par deux commissions d'enquête anglaise et trois belges, composées de magistrats intègres, des hommes de loi et des universitaires, jouissant d'une réputation universelle comme hommes de science et de conscience. La commission anglaise frappée des atrocités commises par des hommes figurant à la tête d'une nation civilisée s'est efforcée de trouver l'explication de ces actes anti-humains, inconnus dans l'histoire des guerres modernes. En voici l'explication fournie d'après la déclaration des généraux allemands. Ceux-ci considéraient les cruautés contre la population civile comme le moyen le plus sûr d'abréger la guerre. D'après eux le terrorisme pratiqué envers une population pacifique et travailleuse doit influer sur leur esprit et la pousser à demander la paix. C'est pourquoi l'armée allemande n'a pas cessé d'employer la même méthode en Belgique, en France et en Russie pendant quatre ans et demi de guerre et, voyant échouer cette méthode, elle eut recours à une méthode encore plus barbare et plus anti-humaine, savoir les déportations de milliers de jeunes gens, hommes et femmes âgés de 15 à 25 ans, les envoyant loin de leurs familles dans des régions distantes pour faire travailler les uns dans les champs et les autres dans les

usines, les faisant vivre en promiscuité et sans communication avec leurs familles.

Cette manière de se venger d'un adversaire, qui ne fait qu'user de son droit de défendre le sol natal, est sans conteste le crime le plus abominable et l'acte le plus cynique qui soit contre la personnalité humaine et place ceux qui le commettent hors la loi commune leur enlevant le droit de vivre en communauté avec des gens honnêtes.

Le gouvernement impérial ne s'est pas arrêté aux déportations de familles entières dans les pays belligérants, il se proposa de faire sentir sa fureur même aux neutres qui étaient en rapports avec ses adversaires, en ordonnant le torpillage sans avis préalable des bateaux neutres de commerce ayant à bord des passagers non belligérants, ce qui occasionna des pertes matérielles considérables et couta la vie à de nombreuses personnes étrangères à la guerre, parmi lesquelles se trouvait un certain nombre d'américains du Nord. Le gouvernement des Etats-Unis eut beau protester au nom du droit de l'humanité, le gouvernement de Berlin persista dans ses pratiques criminelles malgré les promesses de leurs diplomates d'y mettre fin, ce qui amena d'abord la rupture des relations diplomatiques et finalement la guerre entre les deux nations.

Si vraiment les procédés barbares et sauvages des généraux allemands avaient pour but d'abréger la durée de la guerre, ils ont misérablement échoué ; en

effet, loin de l'abréger ils ont plutôt contribué à la prolonger, puisqu'au fur et à mesure qu'ils intensifiaient leurs méthodes de destruction, le nombre des belligérants adversaires augmentait. C'est surtout après la déclaration de guerre des Etats-Unis que les Etats de l'Amérique du Sud ont suivi leur exemple en déclarant eux aussi la guerre à l'Allemagne. D'un autre côté ces procédés barbares loin d'abattre l'esprit de résistance des peuples belge et français n'ont fait que les exaspérer davantage et rendre plus profonde leur haine des Allemands. Et grâce à la participation active des Etats-Unis dans la guerre mondiale, leurs ressources inépuisables en hommes, en argent et en munitions, ont permis aux puissances de l'Entente de poursuivre vigoureusement les hostilités avec grand avantage sur les Allemands dont les ressources ne faisaient que diminuer de jour en jour. De plus, les procédés inhumains employés par les chefs militaires contre les habitants pacifiques des régions envahies ont creusé entre l'Allemagne et la Belgique un fossé profond qui formera dorénavant une frontière infranchissable entre les deux pays, les cendres des villes et villages incendiés flotteront dans l'air pendant plusieurs générations, le sang innocent des enfants et des adultes tombés sur le sol belge criera vengeance et les survivants transmettront à leurs descendants, comme une tradition sacrée, les impressions terribles vécues par eux pendant la guerre.

Voilà le gain positif qu'aura retiré l'Allemagne de l'invasion de la Belgique.

On peut en dire autant des provinces françaises envahies et occupées pendant des mois et des années par les hordes prussiennes et allemandes prussifiées. Il est certain que la littérature et l'art français s'inspireront pendant des siècles de l'époque héroïque de cette guerre mondiale où tout le peuple français en armes a brillé par son héroïsme, par son abnégation et par ses éclatantes victoires remportées sur la Marne et devant Verdun sur le canal de l'Yser et devant Ypres sur l'armée allemande réputée invincible. Cette époque unique dans l'histoire de l'évolution de l'humanité figurera un jour dans l'histoire du monde comme la lutte la plus cruelle des défenseurs des droits de l'homme et de la liberté des petits peuples contre l'absolutisme militaire et politique de l'Allemagne prussifiée. Non seulement les écrivains français et belges, mais aussi les écrivains et artistes anglais, italiens et américains consacreront leurs pensées et leurs sentiments à la glorification de cette époque de luttes héroïques du droit humain contre la force brutale associée à la science ayant pour but la domination universelle. Cette vaste littérature internationale constituera un monument impérissable destiné à glorifier le progrès du sentiment de la solidarité humaine.

CHAPITRE XVI

LUTTE ACHARNÉE ENTRE LA POLITIQUE RÉACTIONNAIRE DU GOUVERNEMENT PRUSSIEN ET L'ESPRIT LIBÉRAL DES SAVANTS ALLEMANDS PENDANT LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XIX[e] SIÈCLE.

Nous avons vu dans les pages précédentes qne jusqu'à 1830, Hegel était le maître absolu de la pensée allemande, représentant le verbe et l'incarnation de l'Etat Providence contre les droits de l'individu ; mais après sa mort son édifice construit avec des éléments peu solides s'est écroulé et sur ses ruines s'est élevé le système de la philosophie naturaliste de Feuerbach, qui avait pour but de rehausser la dignité de la nature et, avec elle, celle de la personnalité humaine.

En dépit des efforts du gouvernement et des chefs du parti réactionnaire, la philosophie de Feuerbach gagnait tous les jours plus de terrain parmi la jeunesse avide de progrès et ne tarda pas à amener le réveil de la vie intellectuelle et la constitution de foyers scientifiques aux Universités allemandes. D'autre part, le triomphe des principes de liberté sous la seconde république

française en 1848 ne manqua pas de trouver un écho en Allemagne. L'ouragan révolutionnaire qui soufflait de la rive gauche du Rhin et qui venait de renverser la monarchie de Louis-Philippe produisit un grand mouvement politico-social dans toute l'Allemagne et ébranla le régime autocratique en Prusse à un tel point que Frédéric-Guillaume IV se vit obligé de renvoyer son ministère réactionnaire et de le remplacer par un autre ministère libéral qui dota la Prusse d'une Constitution garantissant toutes les libertés civiles et politiques, son exemple ayant été suivi par tous les gouvernements des Etats germaniques. Bientôt après, un Parlement allemand fut convoqué à Francfort avec mission de consolider le régime libéral, et les classes intellectuelles et bourgeoises commencèrent à rêver de la résurrection d'une vie constitutionnelle. A cet effet, le Parlement nomma une commission qui élabora un projet de Constitution sur le modèle de celui de la Constitution française, c'est-à-dire basé sur la liberté de conscience, la liberté de la presse, la liberté de réunion, l'enseignement primaire obligatoire, la suppression de tous les privilèges, etc... Le Parlement avait en outre un but politique élevé : celui de former l'unité nationale allemande. Malheureusement, privé de l'appui des gouvernements respectifs, bien qu'issu de la volonté nationale, le parlement, qui ne jouissait que d'une autorité purement morale, ne disposait pas de moyens efficaces pour assurer l'exécution de ses volon-

tés et pour faire respecter ses ordres par les gouvernements de Prusse, de Bavière et d'Autriche. Il ne lui restait qu'un moyen pour atteindre ce but, c'était de s'entendre avec le gouvernement prussien. Le Parlement se décida alors à offrir solennellement au nom du peuple allemand la couronne impériale au roi de Prusse. Celui-ci, toutefois, refusa la couronne qu'on lui offrait, d'abord à cause de l'antipathie qu'il ressentait pour la Constitution démocratique qu'on voulait lui imposer, ensuite à cause de la difficulté qu'il y avait à concilier les intérêts opposés de la Prusse et de l'Autriche, qui prétendait avoir des droits historiques sur la couronne d'Allemagne.

Il s'ensuivit que les différents partis du Parlement, conservateur, libéral et radical, décidèrent de ne pas prendre part au vote. Aussi y eut-il lors du vote 290 voix en faveur du roi de Prusse et 248 abstentions. En d'autres termes, une majorité favorable à la soumission du gouvernement à la volonté nationale et une minorité considérable qui par le nombre équivalait presque à la majorité, incapable de se prononcer ouvertement en faveur du régime libéral. Il est incontestable que le peuple allemand, habitué à vivre sous le joug d'un gouvernement personnel n'était pas préparé pour un régime démocratique, ni par ses mœurs, ni par sa mentalité. C'est ainsi que Frédéric-Guillaume IV de Prusse après avoir fait amende honorable en pleurant devant le peuple de Berlin en avril 1848, et promis

d'établir un régime libéral en Allemagne, profita du désaccord existant entre les membres du Parlement de Francfort et de l'insuccès de ses efforts en vue de fonder l'unité nationale sous l'égide de la Prusse (1842), pour imposer de nouveau à l'Allemagne l'ancien régime féodal et autocratique. A cette occasion, le roi de Prusse se vanta même, pour justifier cet acte brutal, *d'avoir réussi à nettoyer la Constitution allemande de la souillure démocratique qui s'y était infiltrée pendant l'année de la honte sous le gouvernement libéral.* Il poussa même le cynisme jusqu'au point de supprimer les droits du citoyen votés par le Parlement et de les remplacer par des décrets et ordonnances de police au préjudice du peuple allemand.

On nomma à Berlin un préfet de police avec des pouvoirs illimités et on ordonna aux tribunaux de poursuivre tous ceux qui étaient suspects de libéralisme. De même, on diminua de plus en plus l'autonomie municipale dans toutes les communes de l'Empire et on renforça l'influence de la noblesse dans l'administration civile. Les défenseurs de l'absolutisme, de la féodalité et du cléricalisme rivalisaient entre eux pour mettre à leur service les pouvoirs de la bureaucratie, et si avant l'année 1848, la Prusse, comme partie intégrante de la Confédération germanique, recevait le mot d'ordre de Vienne, vrai siège de l'empereur d'Allemagne, elle agira désormais pour son propre compte, ayant conçu le projet de se soustraire graduellement à l'influence de

l'Autriche et de mettre en pratique le régime de l'absolutisme prussien. Dans ce but, on commença par recourir aux persécutions de toutes sortes, fusillant à tort et à travers toutes les personnes ayant pris une part active à la défense d'un idéal national et on arriva à faire des procès politiques à tous ceux qui s'étaient signalés par des idées libérales, non seulement sur le terrain politique, mais aussi du haut de la chaire et dans les travaux scientifiques, au point qu'on révoqua de leurs fonctions les professeurs Reyscher, de l'Université de Tubingen, Mommsen de celle de Leipzig et plus tard Kuno-Fischer et Moleschott, de celle d'Heidelberg. Une légion d'hommes distingués d'Allemagne se virent obligés d'émigrer en Angleterre et en Suisse. Les tribunaux furent chargés de poursuivre les suspects. On restreignit l'indépendance des municipalités et on renforça les droits de la noblesse aux dépens de la bourgeoisie. En un mot, l'absolutisme, le régime féodal et le cléricalisme se donnèrent la main pour instaurer le régime de la réaction et de la bureaucratie. C'est ainsi que le retour de la réaction se fit sentir pendant les premières années dans toutes les branches de la culture allemande, de même dans la poésie que dans la philosophie, de même dans l'Université que dans l'enseignement secondaire. On s'efforça de bannir toute manifestation d'indépendance d'esprit et de sentiment libéral des centres d'instruction publique. Alors les professeurs des Universités, pour satisfaire les aspira-

tions de la jeunesse, se mirent à enseigner l'histoire romaine de Mommsen et l'histoire d'Angleterre de Macauley pour mettre en parallèle l'évolution de l'esprit démocratique sous la république romaine et le sentiment incarné de la liberté individuelle chez le peuple anglais avec l'infériorité du sentiment politique du peuple allemand, et en tirer les conséquences en faveur du triomphe de la liberté sur la tyrannie.

Il en fut de même dans le domaine des sciences naturelles. L'amour de la liberté ne pouvant pas se manifester dans l'ordre politico-social prit sa revanche dans le domaine scientifique. On commença d'abord par s'émanciper des doctrines métaphysiques en vogue qui voulaient mettre une limite à l'investigation scientifique. Les découvertes nouvelles sont invoquées à l'effet de renverser de fond en comble l'édifice ancien des sciences physico-chimiques et d'ajouter un chapitre nouveau à la physique, *la thermodynamique* qui a créé une nouvelle loi, celle de l'équivalence de la chaleur et du mouvement. Cette loi fut découverte simultanément par Joule en Angleterre et Robert Mayer en Allemagne, qui, ayant observé la transformation du mouvement en chaleur et de la chaleur en mouvement, déterminèrent l'équivalent mécanique de la chaleur. Elle fut plus tard élargie et généralisée par Helmholtz qui posa le principe de la conservation de l'énergie, c'est-à-dire qu'une quantité déterminée d'une forme d'énergie peut se transformer

en une autre forme suivant des rapports constants. Ces quantités déterminées d'énergie nous sont données sous des formes distinctes : énergie mécanique, énergie électrique, énergie chimique et énergie calorifique. C'est ainsi que les forces physico-chimiques mettent en jeu des quantités déterminées d'énergie en les transformant d'une forme dans l'autre. Mais cette loi de transformation des différentes formes d'énergie n'est que le complément de celle de la dégradation de l'énergie, découverte par Carnot en 1824, selon laquelle l'énergie développée par un travail quelconque se dégrade ; bien que la quantité en soit restée constante, sa tension a varié. Voici un poids qui meut une horloge, à mesure que les aiguilles tournent, le poids est descendu ; pour qu'une machine à vapeur travaille, il faut que la température du condenseur soit plus basse que celle du foyer, c'est-à-dire qu'il y ait une chute de température. Un moteur électrique ne pourra fournir un travail que grâce à une chute du potentiel. Ce principe étant appliqué à la loi de transformation de l'énergie, on peut dire que la quantité d'énergie capable de se transformer d'elle-même a diminué en tension. De plus, toute énergie mécanique tend à se dégrader par sa transformation en énergie calorique. La découverte de cette loi a bien fait concevoir l'espoir de pouvoir soumettre l'ensemble des forces de la nature à une unité donnée. En effet, on a déjà réussi à expliquer la lumière, la chaleur et l'élec-

tricité par les principes physiques communs à deux formes de mouvement, celui de masses matérielles ou d'atomes et celui de vibrations de l'éther, soit un milieu transmetteur universel. C'est précisément le mouvement continu de l'univers qui repose sur le principe de la différence de tension entre les distinctes formes d'énergie, car le nivellement de toutes les forces cosmiques conduirait à l'inertie, à un repos complet et à la mort.

Ce qui a contribué à corroborer le bien-fondé de cet espoir, c'est la fameuse découverte faite en 1859 par Bunsen et Kirchhoff, de l'analyse spectrale qui permet de déterminer la constitution d'un corps simple par l'étude du spectre auquel il donne naissance lorsqu'il est porté à l'incandescence étant solide ou, lorsqu'il est transparent, par l'étude des faisceaux du spectre qui le traversent. Elle fournit également des renseignements sur la constitution des astres ; elle rend surtout d'inappréciables services dans l'analyse qualitative des substances minérales, surtout à l'égard des composés divers des corps que l'analyse chimique ne permettrait pas de déceler. Cette découverte importante a démontré une fois de plus l'inanité de la prétention de ceux qui veulent mettre une limite aux découvertes éventuelles de la science physico-chimique. Elle a, au contraire, justifié l'opinion des naturalistes qui prétendent expliquer les phénomènes de la vie organique par les lois physico-chimiques. Pour les défen-

seurs de la théorie des rapports intimes entre la vie organique et la matière inerte, la science, qui n'a pour but que la recherche de la vérité, est le seul et unique guide de toute activité humaine et la seule voie pour arriver à la vérité est la méthode expérimentale associée à l'observation des faits. Pour elle, il n'y a que l'inconnu, mais point d'inconnaissable, et les problèmes qui sont encore aujourd'hui enveloppés d'obscurité peuvent être résolus demain à la suite de nouvelles recherches et de nouvelles découvertes. La science ne cesse de grandir et de se multiplier dans des branches tous les jours plus nombreuses, telles que la biologie, la bactériologie et la psychologie, qui ne sont que des enfants du XIX[e] siècle. Il est donc logique d'espérer qu'à mesure que la science éclairera les divers champs de connaissance de la matière, elle prouvera qu'il n'y a aucune différence de nature entre les phénomènes de la vie et ceux de la matière et que le mécanisme biologique, bien qu'il revête une forme d'énergie créatrice impondérable est régi par les mêmes lois physico-chimiques que la matière inorganique. C'est ainsi que s'est formée en Allemagne une école à tendance matérialiste, à la tête de laquelle se trouvaient Moleschott, professeur de physiologie à Zurich, Vogt, professeur d'histoire naturelle à Genève et Buchner, médecin et philosophe à Darmstadt. La premier défendait avec une grande habileté la prédominance des forces physico-chimiques dans le domaine de la vie organique, dans

son célèbre travail intitulé : *La Circulation de la vie* où il attaque avec vigueur les doctrines vitalistes de Liebig. Charles Vogt, qui se distinguait par ses travaux sur la zoologie, engagea une polémique restée célèbre avec Rodolphe Wagner, remplaçant de Blumenbach dans la chaire de physiologie à l'Université de Goettingen et défenseur ardent des doctrines vitalistes. A la suite de cette polémique un peu âpre, Vogt, un des chefs les plus marquants de l'école matérialiste, publia son fameux livre *Science et Superstition* où il combat vigoureusement les doctrines surannées de son adversaire. D'autre part Buchner publia un livre intitulé : *Force et Matière*, soit une étude sur la philosophie de la nature ; ce livre devint très populaire en Allemagne, tant à cause de son style vulgarisateur que par sa richesse en faits scientifiques, qui étaient autant d'arguments en faveur de la connexion intime qui existe entre la vie organique et les forces physico-chimiques, et démontraient que la vie est soumise aux mêmes lois que la matière. Le succès que cette école eut en Allemagne n'était pas uniquement dû à l'excellence de ses doctrines qui, au fond, ne différaient pas beaucoup du positivisme d'Auguste Comte ; c'est plutôt le milieu favorable dans lequel sont tombées ses idées qui a facilité leur fécondation, car les arguments dont elle s'est servie pour la défense de la force inhérente à la matière et de la supériorité de la science sur la philosophie rationaliste renfermaient les germes

du droit de la libre pensée et de la liberté politique.

Il est tout naturel que l'Allemagne, qui gémissait alors sous le joug de l'absolutisme prussien, reçût avec empressement toute manifestation de la libre pensée comme un baume-salutaire. De plus, les chefs de l'école matérialiste, et Moleschott à leur tête, publiaient des travaux scientifiques de vulgarisation et défendaient la doctrine naturaliste en même temps que les intérêts matériels du peuple. Dans son livre intitulé *Lehre der Narungsmittel für das Volk* (Leçons sur les aliments pour le peuple), il expose la valeur nutritive de toute espèce d'aliments et leurs rapports avec la santé physique et morale de l'homme en particulier et celle de la collectivité en général. L'autorité allemande ayant compris la tendance libérale et socialiste de l'école matérialiste, décida de supprimer les livres en même temps que leurs auteurs en destituant Moleschott, Buchner et Kuno Fischer de leurs chaires universitaires. Cependant, la lutte engagée par l'Etat contre l'école matérialiste, loin de porter préjudice, favorisa plutôt la propagande de ses doctrines dans les sphères intellectuelles de l'Allemagne, car la lutte continua à se poursuivre sur le terrain scientifique et il arriva que dans le Congrès annuel des naturalistes allemands à Gœttingen, en 1854, le chef de l'école spiritualiste, Rodolphe Wagner, donna une conférence sur le thème: *La Création de l'homme et la spiritualité de l'âme*, où il exposa les doctrines traditionnalistes de

la création mosaïque. Charles Vogt, polémiste très habile, et doué d'une éloquence persuasive, ne fut pas embarrassé pour réduire à néant les arguments de son adversaire et pour démontrer la stérilité de tout effort destiné à établir un accord entre la doctrine de la Création de la Bible et les conquêtes modernes de la science; c'est ainsi que le parti réactionnaire fut obligé de battre en retraite également sur le terrain scientifique. D'un effet plus puissant, et surtout plus digne pour la science, fut l'entrée en scène de la haute personnalité de Liebig qui prit la défense de la science contre le matérialisme dans la 4e édition de ses *Lettres chimiques*. Il commence par rendre justice aux découvertes des sciences naturelles et il admet même que toutes les forces de la matière prennent une part active dans le processus de la vie organique mais il repousse avec énergie l'idée que les forces physico-chimiques suffisent en elles-mêmes pour créer la vie, ainsi que le prétendaient les *dilettantes de la Science*. Puis, il déclare que notre raison reconnaît que les lois qui régissent le monde organique ont un auteur et que dans le corps vivant, il existe une cause qui domine les forces physico-chimiques de la matière; et il ajoute que bien qu'il ne puisse pas nier ce que les naturalistes avancent par rapport à l'origine de la vie, laquelle, à ses débuts, localisée sous la forme d'une simple cellule, comme représentant le premier échelon des organismes inférieurs, s'est par la suite multipliée,

groupée et organisée à travers les temps sous les formes les plus variées et les plus compliquées, supérieures à celles de ses devanciers jusqu'à arriver à composer les règnes végétal et animal, tels que nous les connaissons aujourd'hui, représentant une chaîne ininterrompue et formant entre les espèces des transitions graduelles depuis les organismes les plus inférieurs jusqu'aux plus supérieurs. Il ne juge pas les preuves qu'en fournit la science assez convaincantes pour admettre la thèse évolutionniste comme une connaissance positive démontrée par l'expérience.

Heureusement, la déclaration présomptueuse de Liebig ne tarda pas à recevoir un démenti avec l'apparition du livre de Darwin : *Sur l'Origine des Espèces au moyen de la sélection naturelle*, doctrine qui semble aujourd'hui dominer la science entière ; c'est celle de l'Evolution, car elle a introduit dans les sciences naturelles une unité, une continuité de la vie, une harmonie, un enchaînement dans la vie universelle que ne comportait guère la théorie de *la Fixité des Espèces*.

D'après Darwin toutes les espèces proviennent du développement de variétés sorties de souches communes, par la conversion de ces premières variétés en races permanentes, puis en espèces nouvelles, par le procédé de *sélection naturelle*, procédé essentiellement identique à celui de la sélection artificielle à l'aide duquel l'homme a donné naissance aux races d'animaux domestiques. Dans la nature, la *lutte pour l'existence*,

remplace l'homme et exerce, dans le cas de la sélection naturelle, l'action qu'il accomplit dans la sélection artificielle.

A l'appui de son hypothèse, Darwin apporte trois genres de preuves. D'abord, il cherche à montrer que l'espèce peut être produite par sélection ; en *second lieu*, il fait voir que les causes naturelles sont capables d'exercer une sélection, et en *troisième lieu*, il essaie de prouver que les phénomènes les plus remarquables et les plus anormaux en apparence, que présentent la distribution, le développement et les relations mutuelles des espèces, peuvent se déduire de la doctrine générale de leur origine, proposée par lui, en la combinant avec les faits connus de changements géologiques ; il établit enfin que si tous ces phénomènes ne sont pas actuellement explicables par sa doctrine, il n'en est pas qui la contredisent. Il est vrai que la théorie de la transformation des espèces basée sur le principe de l'adaptation au milieu a été déjà formulée et développée par Lamarck. La grande originalité de Darwin consiste à avoir introduit un élément nouveau. *la sélection sexuelle et la lutte pour l'existence*. La première dépend de l'avantage que certains êtres ont sur d'autres de même sexe et de même espèce sous le rapport exclusif de la reproduction, c'est-à-dire la puissance du germe. La seconde dépend de la faculté de résistance individuelle. A la différence de celle-ci qui agit sur l'individu, la sélection naturelle agit sur

l'espèce dont les êtres, d'ailleurs parfaitement armés pour les combats de la vie, pourront néanmoins disparaître parce qu'ils ne laisseront pas de descendants.

Les principes posés par le grand naturaliste anglais ont été non seulement discutés avec âpreté, mais ils ont été attaqués avec grande violence, tant par les naturalistes anglais que par les allemands. En effet, la théorie de Darwin explique bien la disparition de certaines espèces, mais elle n'explique pas d'une manière satisfaisante l'apparition des nouvelles. Pour la compléter, il faut forcément revenir à la théorie de Lamarck, soit à l'influence du milieu. Huxley, défenseur ardent de la doctrine de Darwin, après avoir exposé les arguments des adversaires de cette théorie, arrive à la conclusion suivante : « Bien que la doctrine de Darwin n'explique pas tous les faits relatifs à l'espèce, nous « affirmons « sans hésitation, que par l'étendue de la base d'obser- « vation et d'expérience sur laquelle elle repose, par sa « méthode rigoureusement scientifique, par la facilité « avec laquelle elle rend compte des phénomènes bio- « logiques, elle est supérieure à toutes les hypothèses « anciennes ou contemporaines, autant que l'hypothèse « de Copernic était supérieure aux interprétations spécu- « latives de Ptolémée. Néanmoins, il faut reconnaître « que malgré l'importance des services rendus à la science « par Copernic, il était nécessaire que Képler et Newton « vinssent ensuite la confirmer et l'élargir. »

Une chose est certaine, c'est que jamais une doctrine

n'a produit une sensation pareille et suscité autant de discussions, non seulement parmi les naturalistes, mais aussi dans toutes les sphères sociales ; car non-seulement elle a bouleversé les idées courantes sur la création des êtres organisés et sur l'origine des espèces, mais elle a soulevé la conscience de tous les bons croyants par sa théorie de la descendance de l'homme d'une race simienne, qui est en contradiction flagrante avec la cosmogonie de la Bible et avec les vues anthropocentriques sur la situation exceptionnelle de l'homme dans le règne animal. Toutefois, il faut reconnaître que Darwin lui-même n'avait pas formulé cette doctrine dans son livre *Sur l'origine des Espèces* paru en 1859. On ne trouve pas un seul mot dans ce livre, touchant l'origine animale de l'homme, ce qui prouve qu'il a bien compris, que cette appendice de la doctrine généalogique serait le plus sérieux obstacle à la propagande de sa doctrine évolutionniste.

C'est seulement douze ans plus tard, en 1871, que parut son travail *Sur la descendance de l'homme et la sélection sexuelle*. C'est là que Darwin a ouvertement proclamé cette conclusion si importante de son système et s'est déclaré pleinement d'accord avec les naturalistes qui regardaient l'origine animale du genre humain comme une conséquence forcée de la doctrine généalogique. Il est clair que cette doctrine de la descendance de l'homme a dû forcément exercer une grande influence aussi bien sur l'anthropologie que sur

la philosophie, et on peut dire qu'il faut la ranger parmi les grandes conquêtes de l'esprit humain et la placer immédiatement à côté de la doctrine newtonienne de la gravitation. En effet elle a trouvé dans tous les pays des défenseurs très ardents. En Allemagne ce fut Haeckel, professeur de zoologie à l'Université d'Iéna, qui en fut l'apôtre le plus actif dans son livre intitulé *L'Histoire de la Création Naturelle*. Dans ce livre, Haeckel s'efforce d'attacher un esprit philosophique à la doctrine généalogique de Darwin, en faisant voir que l'expérience scientifique et l'interprétation philosophique n'étaient au fond qu'un seul et même travail de l'intelligence. Ce système, il l'a appelé le *Monisme évolutionniste*, parce qu'il cherche l'unité et l'évolution dans la nature. En d'autres termes, selon lui, la conception du monisme représente l'*Unité de Dieu et du Monde*, à savoir Dieu n'est pas hors du monde, mais au sein même du monde, ce qui est au fond le spinozisme le plus pur. Ce qui n'a pas empêché que les travaux de Haeckel aient contribué beaucoup à la propagande des idées matérialistes en Allemagne, car il ne s'est pas contenté d'introduire l'esprit de l'évolution dans la philosophie, il s'est efforcé également d'appliquer la loi de la conservation de l'énergie aux problèmes psychologiques, car, dit-il, si sous certaines conditions le mouvement peut se transformer en chaleur, pourquoi ne se transformerait-il pas en sensibilité, sous l'influence du système nerveux qui lui

sert d'instrument ? En effet, nous voyons que lorsqu'on excite un nerf de la sensibilité, on produit un mouvement réflexe dans le muscle. D'un autre côté, si on excite un nerf du mouvement, on provoque une sensation en même temps que le mouvement et la chaleur dans le membre mis en mouvement. Quoi que l'on pense des vues ingénieuses de Haeckel, il est incontestable que la doctrine de descendance de Darwin a pénétré dans la science moderne et a été généralement acceptée comme un des concepts biologiques fondamentaux. De plus, on a fini par s'habituer, même dans le monde religieux, à considérer la théorie évolutionniste comme compatible avec les idées de création, de liberté et d'intelligence. Rien ne s'oppose plus aujourd'hui en principe à ce que l'on considère la totalité des espèces existantes comme s'étant produites par l'évolution. Il est même étonnant de voir le changement qui se produisit en peu de temps dans l'esprit des adversaires de la doctrine de Darwin. Si l'on pense qu'au moment de la publication de son livre *Sur la descendance de l'Homme,* la colère et l'exaspération s'étaient emparées de tous les esprits imbus de dogmatisme chrétien et que tous les professeurs de théologie, tant catholiques que protestants, avaient dénoncé les théories de Darwin, comme incompatibles avec la foi chrétienne, et que Gladstone même, dans une conférence faite à Liverpool, déclarait que d'après la théorie évolutionniste, Dieu était débarrassé du travail de la Création

et du soin de gouverner le monde, on est frappé de voir qu'aussitôt que Charles Lyell, le plus éminent des géologues de l'époque, connu en même temps pour ses sentiments religieux, s'est prononcé dans son livre *The Antiquity of Man* en faveur des idées fondamentales de Darwin, les théologiens, sous l'influence de ce coup terrible commencèrent à battre en retraite. Il en fut de même de Gladstone, lorsque Herbert Spencer lui fit remarquer que Newton avec sa doctrine de la gravitation et ses découvertes dans le domaine de l'astronomie physique, était passible de la même accusation que Darwin. Gladstone reconnut son erreur dans une de ses publications dans la *Contemporay Review* où il couvrit sa retraite par un nuage de mots qui lui étaient familiers. L'opinion publique finit, après de longues années de polémiques stériles, par se convaincre qu'on peut être en même temps bon chrétien et Darwiniste. C'est ainsi qu'à la mort de Darwin, tous les hommes éminents de l'Angleterre furent d'accord pour reconnaître que ses dépouilles devaient reposer à côté de Newton dans l'abbaye de Westminster.

CHAPITRE XVII

RÉPERCUSSION DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE DE 1848 SUR L'ITALIE ET LES ÉTATS BALKANIQUES

Le mouvement révolutionnaire qui prit naissance en France en 1848 avec le renversement de la monarchie de Juillet et la proclamation de la République ne s'étendit pas seulement à l'Allemagne et à l'Autriche, il gagna également la Péninsule italienne, avec cette différence que son évolution y fut beaucoup plus longue et beaucoup plus féconde, car l'Italie, tant par son origine que par son histoire et son évolution intellectuelle à travers les siècles, a été destinée par la nature à l'unité nationale. Il était donc tout naturel que l'ouragan de la liberté de pensée né en France, traversât les Alpes et réveillât le sentiment d'indépendance qui couvait depuis de longues années dans l'âme du peuple italien. En effet, le triomphe de la Révolution de février avait atteint déjà le 18 mars 1848 Milan, puis Venise d'où l'armée autrichienne se retira à Vérone. Il en fut de même à Parme et à Florence où les princes eux-mêmes se prononcèrent en faveur de l'indépendance

de l'Italie, ainsi qu'à Naples et à Rome au point que le pape, ne se croyant pas en sûreté fut obligé de s'enfuir à Gaéta.

Malheureusement, le manque d'organisation et de cohérence dans le commandement de l'armée italienne rendit stériles les efforts du roi Charles-Albert, qui fut vaincu à Novare par l'armée autrichienne sous le commandement du général Radetzky. Charles-Albert fut obligé d'abdiquer en faveur de son fils Victor-Emmanuel, et tout revint à l'état antérieur à la guerre. L'Autriche rentra de nouveau en possession de la Lombardie et le Piémont fut obligé de payer 75 millions de lires d'indemnité de guerre.

La ville de Venise, assiégée par l'armée autrichienne finit aussi par succomber après une longue et héroïque défense organisée par Daniel Manin, la guerre d'indépendance entreprise par la Hongrie ayant échoué, par suite de l'intervention de l'armée russe en faveur de l'Autriche; c'est ainsi que le régime libéral qui s'était implanté en Europe en 1848 avait cessé d'exister avant la fin de 1849.

Ce n'est qu'en France qu'il parvint encore à se maintenir jusqu'au 2 décembre 1851, lorsque le coup d'état de Napoléon III détermina la fin du régime républicain et son remplacement par l'Empire, qui fut inauguré par un régime d'absolutisme féroce. On aurait pu croire alors que l'alliance conclue entre l'autel et le trône avait banni de l'Europe pour toujours les droits de l'homme

et le sentiment de la dignité de la personnalité humaine. Cependant, la liberté de la pensée et de la presse, les habitudes d'un régime politique libéral, dont avaient joui la plupart des Etats de l'Europe pendant plus d'une année, avaient déjà jeté des racines dans l'âme des peuples, surtout en Italie où le sentiment national s'était fortement développé et n'avait cessé d'aspirer à l'unité et à l'émancipation du joug de l'étranger. Victor-Emmanuel se rendait parfaitement compte de la situation politique de l'Europe, qui n'était pas favorable à ses desseins, d'autant plus qu'avec le retour du régime absolutiste en Autriche et l'union conclue entre cet empire et celui de Russie à la suite de sa coopération contre l'indépendance de la Hongrie il y eut un réveil de la Sainte-Alliance, qui avait pour but la suppression de l'indépendance des peuples. Victor-Emmanuel, convaincu qu'une telle situation ne pouvait guère se prolonger, eut la patience d'attendre le moment favorable pour la réalisation de ses projets. Le premier événement propice fut la guerre de Crimée en 1854, lorsque la Russie décida d'envahir la Turquie et de s'agrandir à ses dépens, sous prétexte de défendre les droits de dix millions de sujets appartenant à l'église orthodoxe, ce qui provoqua une alliance franco-anglaise contre la Russie à laquelle adhéra plus tard le Piémont. La victoire des alliés sur les Russes ayant rehaussé le prestige de la France, contribua à augmenter la popularité de l'empereur Napoléon, d'autant plus que le Congrès

de la paix ayant été célébré à Paris en 1856 sur l'initiative de la France eut pour résultat l'amélioration de la situation des chrétiens dans l'empire turc, l'établissement d'un protectorat européen sur les Etats Balkaniques et la neutralisation de la mer Noire.

Mais la conséquence indirecte du Congrès de Paris, ne fut pas moins importante. Celui-ci non seulement affaiblit la force morale et matérielle de la Russie, mais il mit en lumière l'antagonisme de la politique poursuivie par la Russie et l'Autriche, ayant démontré que ces deux puissances avaient les mêmes aspirations, et cherchaient chacune d'elles à exploiter en sa faveur son influence dans les Etats balkaniques. De plus, le fait que le Piémont avait figuré comme belligérant contre la Russie, ayant envoyé vingt-mille hommes pour renforcer l'armée de Crimée, lui donnait le droit d'avoir une voix délibérante au sein du Congrès et un titre pour la défense éventuelle des droits d'indépendance de l'Italie ; il pouvait compter en outre sur l'appui des nations européennes en faveur desquelles il avait versé le sang de ses enfants. En effet, dans tous les cercles politiques de l'Italie prédominait le sentiment que le moment n'était pas loin où l'unité nationale allait se réaliser. Le parti exalté ayant perdu patience décida d'organiser un attentat contre la vie de l'empereur Napoléon, qui eut lieu le 14 janvier 1858 lorsque Orsini chargé de l'exécution, jeta une bombe sous le carrosse de l'empereur au moment où il se rendait à l'Opéra.

Heureusement, cet attentat échoua, et son auteur fut condamné à mort.

Cependant, l'opinion en Italie restait la même; en 1859 se fonda une association nationale à la tête de laquelle figuraient l'ancien dictateur de Venise, Daniel Manin et Garibaldi, qui avaient reconnu publiquement que l'Italie ne pourrait réaliser son idéal d'unité nationale que sous l'égide de la maison de Savoie. Grâce à la politique sage et prévoyante de Cavour, qui se trouvait à la tête du gouvernement du Piémont, il sut gagner la confiance de Napoléon qui se montra tout disposé à faire quelque chose en faveur de l'Italie. En effet, la première entrevue entre Napoléon et Cavour eut lieu à Plombières en juillet 1858, où fut décidé le mariage de son cousin, le prince Napoléon, avec la fille de Victor-Emmanuel. La bonne entente entre le gouvernement français et celui du Piémont continua à s'accentuer davantage au point que le 1er janvier 1859, au moment de recevoir le corps diplomatique, Napoléon adressa à l'ambassadeur d'Autriche les mots suivants : « Je regrette profondément que nos rapports avec votre gouvernement ne soient pas aussi cordiaux qu'avant » en ajoutant toutefois que cela n'altérait en rien ses sentiments personnels envers l'empereur François-Joseph.

En même temps, Victor-Emmanuel, dans le discours de la Couronne, déclarait le 10 janvier 1859, devant le Parlement que lui, de même que son peuple, n'était pas insensible aux cris de douleur qui partaient de plu-

sieurs côtés de l'Italie, et le 31 du même mois, eut lieu le mariage de la princesse Clotilde de Savoie avec le prince Napoléon ; le 17 février, le gouvernement du Piémont demanda à la Chambre un crédit de cinquante millions pour améliorer son état de défense, qui fut voté à l'unanimité. Toutefois, les gouvernements d'Angleterre, de Prusse et de Russie, à la demande de l'Autriche, songeaient à intervenir pour empêcher la guerre. L'Autriche consentait même à convoquer un Congrès de puissances pour arriver à un désarmement et Napoléon était disposé à accepter la proposition de l'Autriche, mais celle-ci voulant exercer en même temps une pression sur le gouvernement du Piémont envoya à Turin le baron de Kellersberg avec un ultimatum demandant le désarmement et la démobilisation de l'armée et n'accordant pour la réponse qu'un délai de trois jours. A cet ultimatum Cavour répondit qu'il n'avait rien à dire. Dès ce moment, l'Italie se trouvait en état de guerre avec l'Autriche. Immédiatement, Cavour demanda à la Chambre un pouvoir dictatorial pendant la durée de la guerre. Deux jours après, une partie de l'armée française avait passé la frontière du Piémont, mais ce n'est que le 20 mai qu'elle fut prêtre à livrer bataille aux Autrichiens. La première rencontre eut lieu à Palestro le 31 mai, mais la grande bataille ne fut livrée que le 4 juin, près de Magenta, sur la rive gauche du Tessin et elle finit par la déroute des Autrichiens.

Toutefois, cette bataille fut loin d'être décisive ; car l'Autriche comptait encore avec 200.000 hommes de réserve dans le quadrilatère. De plus, l'opinion en Allemagne commençait à s'inquiéter et la Prusse même se montrait disposée à venir en aide à l'Autriche. En effet, l'armée autrichienne se réorganisa et avança, sur la rive droite du Mincio où une nouvelle bataille s'engagea entre les deux armées le 24 juin, beaucoup plus sanglante que la première, dans laquelle l'armée française réussit à rompre le centre de l'armée autrichienne près de Solférino. Les pertes subies par l'armée autrichienne furent tellement considérables que celle-ci se vit obligée de se retirer, et le champ de bataille resta au pouvoir des Français. Déjà le prince Napoléon se préparait à attaquer Venise et le succès obtenu par les alliés en très peu de temps ne laissait pas de doute sur leur triomphe final. C'est précisément à ce moment-là, qu'à la surprise générale, arriva la nouvelle d'un armistice conclu entre les belligérants, qui fut suivi quelques jours après des préliminaires de paix, celle-ci ayant été signée le 12 juillet à Villafranca entre l'empereur d'Autriche et celui de France. Aux termes du traité de paix la Lombardie fut cédée à la France qui la transmit à son tour au roi de Sardaigne, tandis que Venise restait entre les mains de l'Autriche. De même, les ducs de Parme, de Modène et de Toscane rentraient en possession de leurs anciens domaines. Enfin, il était convenu que l'Italie, gouvernée par les rois de Sardaigne,

de Naples et par différents princes, formerait une Confédération italienne sous la présidence honoraire du pape et que même l'Autriche, par sa possession de Venise, aurait une voix dans la Confédération.

La conclusion prématurée de la paix entre l'Autriche et la France produisit naturellement un grand mécontentement en Italie qui espérait devenir bientôt maîtresse de la mer Adriatique. Mais Napoléon se vit obligé de conclure cette paix prématurée sans avoir obtenu le but qu'il se proposait de peur que l'intervention de l'Allemagne ne l'obligeât à envoyer une nouvelle armée sur le Rhin et à prolonger la guerre qui entraînerait de grandes dépenses en hommes et en argent et qui deviendrait impopulaire en France, un ensemble de circonstances qui pourraient bien mettre en danger sinon l'existence de l'Empire, du moins celle de sa dynastie.

Quoi qu'il en soit, il faut reconnaître que le triomphe matériel et moral des armées franco-italiennes sur l'Autriche avait d'une part complètement ébranlé la confiance des partis réactionnaires dans la puissance militaire de l'Autriche, et d'autre part renforcé la confiance du peuple italien dans la valeur morale de son idéal d'indépendance nationale. En effet, l'année 1860 a sans doute joué le rôle le plus important dans l'histoire moderne de l'Italie, grâce à la perspicacité de ses hommes de gouvernement, à la volonté et à la prudence du peuple et au patriotisme des différents partis politiques. Tous les acteurs qui ont joué un rôle dans ce grand

drame national ont été conscients de leur devoir. Chacun d'eux est intervenu dans un moment opportun et a cédé la place à un autre selon les exigences des circonstances. C'est ainsi que Cavour, après la conclusion de la guerre entre les deux empereurs, s'est retiré du ministère et a cédé la place au prince Ratazzi. Pendant tout l'hiver de 1860 il se forma une entente tacite dans les différentes classes sociales du Centre et du Midi de l'Italie. Les ducs de Modène, de Parme et de Toscane abandonnèrent spontanément le pays par crainte de se heurter à la malveillance de leurs sujets. Des réunions publiques furent convoquées partout sans rencontrer le moindre obstacle de la part des autorités respectives et on arriva, d'un accord unanime, à former une Ligue nationale ayant pour but de fonder l'union de tous les petits Etats avec le Piémont, dont le gouvernement finit par nommer un représentant avec le titre de gouverneur général de la Ligue de l'Italie centrale avec siège à Florence. A cette ligue, se joignirent plus tard la Romagne et la Bologne.

Comme ces Etats formaient partie des Etats de l'Eglise le cardinal Antonelli ne tarda pas à remettre ses passeports à l'ambassadeur du Piémont. Ce fut en vain que les hommes d'Etat de l'Autriche et de tous les autres pays catholiques protestèrent contre la conduite de l'Italie. Même en France, il y avait dans le parti légitimiste une tendance à élever la voix contre la conduite du gouvernement du Piémont, mais l'empereur Napo-

léon, pour calmer les esprits mécontents, crut mieux faire en faisant publier une brochure semi-officielle dans laquelle il conseillait au pape de limiter le patrimoine de Saint-Pierre, à Rome et ses environs. Le pape ne tarda pas à manifester à l'empereur son mécontentement en des termes peu respectueux. D'autre part le chef de la Ligue, Farini fit paraître un manifeste dans lequel il dénommait les anciens duchés de Parme, de Modène et Romagne, *les provinces royales d'Emilie* pour faire connaître au pays la volonté et la décision du gouvernement d'annexer ces provinces au royaume d'Italie, et afin de donner une sanction officielle à cette décision, le roi appela Cavour à former un ministère national dans lequel figurèrent les hommes les plus connus de toutes les provinces d'Italie. Le 12 mars, ce même gouvernement sur les conseils de Napoléon, eut recours à un plébiscite dans ces nouvelles provinces, qui se déclarèrent à une grande majorité favorables à leur union avec le royaume de Sardaigne. Le 2 mars, Victor Emmanuel avait signé avec Napoléon un traité par lequel il cédait à la France la Savoie et le Comté de Nice à condition que ce traité fût sanctionné ensuite par un plébiscite. En effet, le plébiscite eut lieu le 22 avril et le 29 mai, il fut approuvé par un vote du Parlement italien réuni à Turin par 229 voix contre 56.

Après la conquête pacifique de l'Italie centrale, l'idée de l'unité nationale sous le drapeau de Victor-Emmanuel gagnait tous les jours plus de terrain. Il s'agissait

d'abord de gagner le royaume de Naples aux idées libérales du nouveau régime. Le Roi de Naples était à l'époque François II qui avait succédé à son père Ferdinand II à la mort de ce dernier, survenue en 1859. François II avait été élevé à l'école de son père, qui, après avoir accordé une Constitution à son peuple en 1848, renvoya les nouvelles Chambres, abolit le régime constitutionnel, lança les troupes sur la foule et gouverna pendant dix ans, par la terreur et la cruauté. Son fils, François II, continua à pratiquer pendant un an le même régime d'absolutisme féroce que son père, mais le mouvement révolutionnaire qui venait de se produire en Italie ne tarda pas à gagner le royaume des Deux-Siciles. En effet, des comités secrets s'étaient formés tant à Palerme qu'à Messine et à Naples, qui finirent par donner lieu à des démonstrations publiques. Ce mouvement intérieur fut bientôt suivi d'un mouvement révolutionnaire extérieur initié par un homme très populaire, Garibaldi, qui, ayant enrôlé des milliers de volontaires s'embarqua avec eux à Gênes et se rendit à Marsala, sur la côte occidentale de Sicile où ils ne tardèrent pas à recruter de nombreux adhérents. Garibaldi après avoir réuni un certain nombre de troupes aguerries, entreprit une campagne contre les troupes royales envoyées contre lui, et les ayant battues, il entra victorieusement à Palerme le 27 mai. Le roi de Naples effrayé du succès de Garibaldi forma un ministère libéral et promit une nouvelle Constitution; le roi Victor-

Emmanuel ordonna même à Garibaldi de ne pas attaquer le territoire napolitain, mais celui-ci lui répondit ironiquement : « Sa Majesté me permettra de ne pas lui obéir cette fois-ci. » En effet, Garibaldi dont les partisans devenaient tous les jours plus nombreux, avança lentement, fit capituler le 28 juillet la ville de Messine, et le 19 août, débarqua sur le territoire napolitain avec 5.000 hommes qui s'accrurent encore considérablement à la suite de l'union des troupes royales envoyées pour les combattre, en sorte que le 6 septembre, le roi François II se vit obligé de quitter Naples, qui fut occupée par les troupes de Garibaldi.

Après la conquête du royaume de Naples par les troupes de Garibaldi et la déclaration de son union au royaume d'Italie symbolisé par Victor-Emmanuel, Garibaldi se disposa à envahir Rome. Le gouvernement de Cavour craignant un conflit ouvert avec les Etats catholiques et avec la France même, qui le menaçait de rompre ses relations diplomatiques, se décida à empêcher l'invasion des Etats de l'Eglise par les troupes garibaldiennes en les faisant occuper par celles du gouvernement piémontais sous les ordres des généraux Fanti et Cialdini, tandis que la ville de Rome et ses environs étaient occupés par les troupes françaises. De cette manière, le gouvernement de Cavour put éviter une collision entre les troupes françaises et celles de Garibaldi. En échange, les provinces des Marches et d'Ombrie, appartenant aux Etats de l'Eglise, devinrent

des provinces de l'Italie. Les troupes papales envoyées sous les ordres du général Lamoricière contre les troupes du gouvernement italien furent défaites à Castelfidardo, près d'Ancône. Bien que l'ambassadeur français à Turin abandonnât l'Italie, Cavour fit envoyer une armée à Naples pour s'unir avec les troupes de Garibaldi dans le but d'empêcher l'intervention des chefs républicains tels que Mazzini et Ledru-Rollin. Il ne restait plus de l'ancien royaume de Naples que deux forteresses qui résistaient encore aux troupes piémontaises : Capoue et Gaète où s'était réfugié le roi François avec sa femme, princesse bavaroise. La première avait capitulé le 2 novembre 1860 et la seconde se rendit aux troupes de Victor-Emmanuel après une défense héroïque, le 16 février 1861. Au commencement de mars, eut lieu un plébiscite à Naples, en Sicile, en Ombrie et dans les Marches, en faveur de l'unité italienne sous le gouvernement de Victor-Emmanuel et le 14 mars, Victor-Emmanuel prit le titre de roi d'Italie, qui comptait alors 22 millions d'habitants. Garibaldi, après avoir rempli sa mission, se retira comme simple particulier à l'île de Caprera.

L'Angleterre reconnut officiellement le royaume d'Italie le 30 mars et la France, le 15 juin. Le gouvernement de l'Italie ne pouvant pas réaliser son projet d'occuper la ville de Rome à cause des troupes françaises qui l'occupaient transféra sa capitale de Turin à Florence.

La proclamation de l'indépendance de l'Italie par la

voie pacifique avec le consentement du peuple ne manquait pas de produire une certaine impression en Europe, d'autant plus que l'Italie avait usurpé les droits du pape sur des Etats qui se trouvaient sous la domination directe de l'Eglise depuis plusieurs siècles, ce qui prouve bien que l'idée de l'unité nationale constituait un idéal supérieur à celui du pouvoir temporel du pape. Comme preuve à l'appui, il suffit de citer le fait que le roi de Portugal, Don Louis, épousa l'année suivante la fille de Victor-Emmanuel, excommunié par le Pape. La réalisation de l'unité italienne exerça également une influence bienfaisante dans le sens libéral sur le régime politique de la France, car Napoléon accorda d'abord, en 1860, une amnistie en faveur des condamnés pour causes politiques, et ensuite, il introduisit des réformes libérales dans le régime de la presse, ainsi que dans les règlements parlementaires, ayant accordé le droit au Sénat et au Corps législatif de répondre par une adresse au discours du trône qui pourrait être discuté librement dans les deux Chambres, députés et sénateurs pouvant exprimer sans contrainte leurs opinions sur la politique intérieure et extérieure du gouvernement. De même, le Corps législatif obtint un droit de contrôle sur les finances de l'Etat. Napoléon nomma aussi des ministres sans portefeuille qui avaient pour mission de défendre devant les Chambres les mesures administratives et politiques des ministres avec portefeuille. Par cette concession au régime parlementaire Napoléon

montrait sa volonté de s'appuyer désormais plutôt sur l'opinion publique que sur le parti clérical.

La réalisation de l'unité nationale dans la Péninsule italienne ne tarda pas à avoir un écho dans la Péninsule balkanique au préjudice de l'Empire turc. La première manifestation eut lieu dans les principautés danubiennes de la Moldavie et de la Valachie, en 1859, lorsque dans une Assemblée nationale, réunie d'abord à Jassy et ensuite à Bucarest, le prince Alexandre Cuza fut nommé hospadar des deux principautés, ces deux pays s'étant, en novembre de la même année, constitués en un Etat indépendant sous le nom de Roumanie, avec Bucarest pour capitale. Le Sultan de Turquie fut obligé de reconnaître en décembre 1861, l'indépendance de cet Etat, qui se détachait de sa souveraineté.

La Grèce fut un autre des Etats Balkaniques où l'esprit national se réveilla en 1862, contre le roi Othon, prince de Bavière qui était monté sur le trône en 1832, après que la Grèce eut secoué le joug de la Turquie ; le peuple grec estimant que son roi ne défendait pas avec assez d'énergie et de justice les intérêts du pays se souleva contre lui et le détrôna avec le consentement des trois puissances, la France, l'Angleterre et la Russie, qui se mirent d'accord pour le remplacer par un prince danois Guillaume-Georges Ier, fils de Christian IX, roi de Danemark. L'Angleterre, pour affermir son influence en Grèce, renonça spontanément à ses droits sur les îles Ioniennes en faveur de la Grèce.

Le principe du droit des nationalités qui s'est traduit en action dans les péninsules italienne et balkanique ne pouvait manquer de se réveiller sur le sol de la Pologne et de ranimer l'esprit de ses habitants, victimes de l'attentat criminel commis d'un commun accord par la Russie, l'Autriche et la Prusse. La première démonstration eut lieu en 1860 à Varsovie. Le tzar Alexandre II, bien que doué d'un esprit libéral et disposé à faire des concessions à la Pologne, échoua dans ses efforts devant les exigences de la noblesse polonaise qui demandait le rétablissement de l'ancien royaume de Pologne. A la suite de ce désaccord, la révolution ne tarda pas à éclater. Malheureusement, en dépit de tous les efforts et de tous les sacrifices faits par le peuple polonais, la supériorité du nombre et des moyens dont disposait l'empire russe finit par dominer le mouvement révolutionnaire et rétablir l'ancien régime autocratique, et ce, malgré l'intervention diplomatique de la France et de l'Angleterre en faveur de la Pologne.

Toutefois, l'empereur Alexandre II dut regretter la stérilité de ses mesures bienveillantes en faveur de la Pologne, car il était animé de sentiments profondément humanitaires ; il ne tarda pas d'ailleurs à en donner la preuve en décrétant l'abolition du servage dans son pays, acte d'une immense portée si l'on songe que sur les 66 millions d'habitants que comptait alors la Russie, 23 millions 600.000 étaient des serfs. Cette transformation radicale de la situation économique de

la Russie, amena bien quelque résistance de la part de la noblesse et des grands propriétaires, mais la volonté ferme de l'Empereur et les mesures de prudence adoptées pour concilier les intérêts des propriétaires et des cultivateurs de la terre finirent par triompher de tous les obstacles qui s'opposaient à la réalisation de ce grand projet. Le Tzar, pour consolider cette réforme, accorda une participation active dans l'administration aux représentants provinciaux et municipaux.

En résumé, le principe des nationalités commença par jeter ses racines parmi les sujets italiens qui se trouvaient sous la domination de l'Autriche, ainsi que parmi les sujets des Bourbons de Naples et des Etats pontificaux, ayant contribué à consolider l'unité nationale italienne. Il fit de même sentir son influence sur les habitants des Etats Balkaniques placés sous la domination de la Turquie, laquelle se vit obligée à rendre l'indépendance nationale à la Grèce et à la Roumanie. Il atteignit même Alexandre II de Russie qu'il détermina à affranchir 23 millions de ses sujets du joug de la servitude ; finalement il s'est frayé un chemin à travers l'empire d'Autriche, constitué par des peuples de races différentes, ayant amené l'empereur, conscient de l'état d'âme de ses sujets, à leur adresser en 1860 un rescript contenant les traits fondamentaux d'une constitution de l'empire et le statut de chacun des domaines de la couronne et à convoquer en 1861 la diète hongroise à Budapest. Celle-ci, ne se contentant

pas de cette concession minime, demanda la restitution de tous les anciens droits de la Hongrie et l'incorporation dans la Diète des députés, de la Croatie et de la Slavonie, et l'empereur se vit obligé de faire justice aux demandes de la Hongrie. Alors les voix des autres nationalités telles que la Galicie, la Bohème et le Tyrol se firent entendre pour demander une autonomie administrative avec leur diète respective. L'empereur d'Autriche comprit également la nécessité de prendre l'initiative, comme Empereur d'Allemagne, d'introduire des réformes dans la Constitution fédérale allemande.

CHAPITRE XVIII

LA RIVALITÉ DE LA PRUSSE ET DE L'AUTRICHE ABOUTIT A LA GUERRE DE 1866 ET A L'EXPULSION DE L'AUTRICHE DE LA CONFÉDÉRATION GERMANIQUE

Nous venons de voir que le Parlement de Francfort eut le premier l'idée d'offrir la couronne de l'empire allemand au roi de Prusse dans le but de constituer sous son égide l'unité nationale. Bien que Frédéric Guillaume eût refusé cette offre qui émanait d'une chambre démocratique, il se rendait compte de ce qu'une grande partie du peuple allemand estimait que la Prusse était plus indiquée que l'Autriche pour représenter la nation allemande. Toutefois il n'ignorait pas que les Etats catholiques de la Confédération étaient en faveur de l'Autriche et que leur consentement ne pourrait être obtenu qu'à la suite d'une victoire de la Prusse sur l'Autriche. La circonstance qu'attendait impatiemment le parti prussien se présenta bientôt par suite de la mort de Frédéric-Guillaume IV et de l'avènement au trône de son frère Guillaume Ier, en 1861. Celui-ci, homme ambitieux, à l'esprit militaire et autocratique,

décida de créer l'unité allemande selon ses vues par la force des armes. Dès lors tous ses efforts tendirent vers la réorganisation de l'armée sur une base solide lui permettant d'imposer sa volonté à son rival, l'empereur d'Autriche. Dans ce but, il s'adjoignit comme collaborateurs deux hommes d'une grande capacité et d'une volonté de fer : l'un était Bismarck, homme d'Etat perspicace et entreprenant, et l'autre le général Roon, militaire très énergique et doué d'un grand esprit d'organisation. Cependant, il se forma à Berlin un puissant parti libéral, intitulé « parti du progrès », qui s'opposa à la réforme militaire, considérée par lui comme une charge trop lourde pour les revenus de l'Allemagne, et fit repousser à une grande majorité aux Chambres prussiennes, le projet du gouvernement demandant une forte augmentation du budget de la guerre.

A la suite de la défaite du gouvernement, la Chambre fut dissoute et le ministère, modifié dans le sens réactionnaire, fut présidé par Bismarck, de manière qu'à la fin de 1863, il existait en Allemagne trois partis politiques avec un programme distinct quant aux moyens d'atteindre l'unité nationale : *le parti autrichien*, auquel s'était associée la Bavière, qui s'appuyait sur les ultramontains, représentait l'absolutisme religieux et politique ; *le parti prussien* qui s'appuyait sur les seigneurs féodaux, représentait l'absolutisme militaire ; *le parti démocratique*, composé des classes intellectuelles et d'une grande partie de la bourgeoisie, représentait

le parti de la réforme. Toutefois, bien que l'Allemagne fût divisée au point de vue politique en plusieurs partis, elle restait unie sur le terrain des intérêts économiques, surtout après que la Prusse eut fondé l'union douanière et eut signé un traité de commerce avec la France sur la même base. D'autre part, la Prusse nomma une Commission composée de techniciens des différents Etats confédérés, avec mission d'élaborer un code de lois commerciales qui fut distribué aux Etats constituant l'union douanière. Cependant, chacun des trois partis politiques tâchait d'exploiter la fédération douanière en faveur de son programme politique. L'empereur d'Autriche proposa à la Prusse un projet de réforme de la Confédération allemande qui se heurta à l'opposition de la Prusse et d'autres Etats confédérés. Alors, il fut décidé de convoquer une Chambre dans le but de mettre d'accord les intérêts économiques et politiques de l'Allemagne sur la base d'une nouvelle Constitution. Malheureusement dans cette nouvelle Chambre, l'opposition réunit une majorité considérable contre les projets de réformes fédérales proposées par l'Autriche.

Au milieu de cette situation politique, assez embrouillée, se produisit un événement imprévu qui constituait un danger d'une exceptionnelle gravité pour l'histoire d'Autriche aussi bien que pour l'avenir de l'Allemagne : cet événement fut la mort de Frédéric VII de Danemark, avec lequel s'était éteinte la lignée masculine de la maison d'Oldembourg. Selon le protocole de

Londres de 1852, le prince Christian lui succéda comme roi de Danemark, sous le nom de Christian IX ; il y a toutefois lieu de mentionner que deux jours avant la mort du roi, le Parlement danois avait voté à une forte majorité une nouvelle Constitution qui devait s'appliquer aussi bien au royaume de Danemark qu'au duché de Schleswig, ce qui était en contradiction avec la concession que fit le roi Frédéric II dans la protocole de Londres en faveur de la Confédération allemande. A ce moment-là, la Prusse prétendait faire valoir ses droits sur les duchés de Schleswig et de Holstein, mais le gouvernement danois refusa de reconnaître ces droits. En attendant, le duc Frédéric d'Augustembourg se présenta comme le seul ayant des droits sur les duchés de Schleswig et de Holstein et lança une proclamation dans ce sens aux Etats confédérés de l'Allemagne. En effet, la plupart des Etats confédérés reconnurent la légitimité de ses prétentions, refusant toute valeur légale au protocole de Londres qu'ils considéraient comme une imposition de l'étranger à l'Allemagne. Mais les deux grandes puissances, l'Autriche et la Prusse, qui avaient signé le protocole de Londres insistèrent pour le maintien de leurs droits. Cependant, la majorité de la Chambre prussienne se prononça en faveur des droits du prince d'Augustembourg, mais Bismarck d'accord avec l'Autriche mit son véto au vote de la Chambre. Alors la Chambre revint sur son vote et se prononça à une majorité considérable en faveur des prétentions de

l'Autriche et de la Prusse qui entendaient imposer par la force leurs revendications. Aussi, le Holstein fut-il envahi le 23 décembre au nom de la Confédération par les troupes de Hanovre et de Saxe, devant lesquelles les troupes danoises furent obligées de se retirer. Alors, l'Autriche et la Prusse exigèrent du gouvernement danois la mise en vigueur du protocole de Londres et la renonciation à ses droits sur le duché de Holstein, le menaçant, dans le cas contraire, d'occuper également le duché de Schleswig. Le gouvernement danois refusa de se soumettre à cette sommation. Malheureusement, en dépit d'une résistance héroïque, le Danemark succomba sous l'écrasante supériorité des deux grandes puissances en hommes et en matériel, et dut se résigner à la perte définitive du Schleswig, du Holstein et de Lauembourg.

Quelle triste gloire pour ces deux grandes puissances qui comptaient plus de 50 millions d'habitants, que d'avoir vaincu un petit Etat d'à peine 3 millions d'âmes, alors que les droits de ces duchés qu'elles invoquaient pour justifier leur agression n'étaient pas reconnus par la plupart des Etats confédérés allemands ! Par le traité de Vienne, conclu entre le Danemark et les deux grandes puissances, le roi de Danemark céda ses droits sur les duchés à l'empereur d'Autriche et au roi de Prusse sans faire mention de la Confédération, étant donné que ni les duchés ni les Etats confédérés n'étaient représentés à la conférence de Vienne qui décida du

sort des populations de ces duchés. Ce traité, une fois connu, produisit une très mauvaise impression dans les petits Etats confédérés qui le considéraient préjudiciel aux intérêts de la Confédération germanique. Il s'ensuivit que la Bavière et la plupart des petits Etats allemands se prononcèrent contre ce traité en reconnaissant au prince d'Augustembourg le droit de régner sur les duchés, mais Bismarck déclara ouvertement que le roi Christian n'avait pas cédé la souveraineté de ces duchés à l'Allemagne, sinon à la Prusse et à l'Autriche. Bismarck ne se contenta pas, d'ailleurs, de cette déclaration platonique ; il s'empressa de la traduire en actes et à cet effet donna l'ordre au commissaire royal des duchés de transférer à Kiel la marine royale prussienne. En même temps, le général Roon, ministre de la Guerre prussien, déclarait à la Chambre que Kiel était désormais un port prussien.

Cette manière d'agir de la Prusse produisit à Vienne une impression déplorable. Le gouvernement autrichien, cherchant à sortir de cette situation embarrassante, s'efforça de créer des difficultés à la Prusse du côté de la diète de Francfort dont la plupart des Etats confédérés étaient en sa faveur. Cependant les négociations entre la Prusse et l'Autriche se prolongèrent encore jusqu'en octobre 1865, lorsque les deux souverains eurent une entrevue à Gastein où fut signé un traité selon lequel la souveraineté du Holstein resta à l'empereur d'Autriche et celle du Schleswig au roi de Prusse. Ce traité, loin de

contenter l'Allemagne, contribua à rallumer les anciennes passions démocratiques, et dans toutes les grandes villes d'Allemagne, surtout à Francfort, on prononça des discours agressifs et violents contre le gouvernement prussien. Bismarck adressa alors des admonestations au Sénat de Francfort, le menaçant de mesures très sévères contre les agitateurs, et comme il soupçonnait avec raison que les intrigues de l'Autriche n'étaient pas étrangères à cette agitation, il envoya une note à l'ambassadeur de Prusse à Vienne, le chargeant de faire savoir au gouvernement impérial que la Prusse était à bout de patience et que le traité de Gastein, loin d'être au instrument de paix, s'était converti en une source de nouveaux conflits grâce à la mauvaise foi avec laquelle l'Autriche éludait ses obligations. Il ne restait plus d'autres moyens au roi de Prusse que de s'adresser directement à l'empereur pour savoir s'il entendait ou non rester fidèle à ses engagements. En même temps, Bismarck amenait, au moyen d'intrigues, une partie de la noblesse du Holstein à manifester contre l'Autriche et en faveur de l'annexion du Holstein à la Prusse. Toutefois, avant de prendre des mesures définitives, Bismarck se rendit en France en automne de 1865, sous prétexte de prendre des bains de mer à Biarritz, où se trouvait l'empereur Napoléon, avec lequel il eut un important entretien au cours duquel il obtint la promesse que la France resterait neutre dans le cas d'une rupture de la Prusse avec l'Autriche.

L'Italie, de son côté, s'adressait à la France avec laquelle elle était liée par le traité de Villefranche, pour lui demander si elle interviendrait dans une guerre avec l'Autriche. Elle reçut une réponse un peu évasive, disant que si elle était attaquée par l'Autriche, elle pourrait compter sur la France. Là-dessus, l'Italie signa le 8 avril 1866 un traité offensif et défensif avec la Prusse; Bismarck rassuré du côté de l'Italie et de la France, commença à mettre en jeu un de ses plans machiavéliques pour obliger l'Autriche à lui déclarer la guerre. Il commença par soumettre au Conseil fédéral un projet de réforme fédérale dans des termes inacceptables pour l'Autriche. Celle-ci fit d'abord dire par son ambassadeur au gouvernement de Berlin que si la Prusse voulait la guerre, elle le déclarât ouvertement. Depuis lors les rapports entre les deux gouvernements devenaient tous les jours plus tendus, et l'Autriche, ne pouvant plus supporter les provocations journalières de la Prusse, finit par rompre les relations diplomatiques avec elle. L'Autriche s'adressa alors au Conseil fédéral pour lui demander de défendre ses droits contre la Prusse. La proposition fut approuvée par la majorité, après quoi le représentant de la Prusse déclara par ordre et au nom du roi Guillaume le pacte fédéral rompu et la Confédération dissoute. Ce fut le 14 juin 1866 que prit fin cette fiction politique qui durait depuis 1815. Dès ce jour, l'état de guerre existait entre la Prusse et la Confédération germanique.

Bismarck, qui avait préparé de longue date le dénouement de cette comédie, donna l'ordre à son ministre de la Guerre d'envahir successivement la Saxe, le Hanovre et la Hesse électorale, et en peu de temps, tous les Etats allemands furent occupés par la Prusse, car les armées de Wurtemberg, de Bavière et de Bade ne montrèrent pas une grande ardeur belliqueuse, et d'ailleurs ne disposaient pas de moyens suffisants pour lutter avec succès contre une armée aussi bien organisée que celle de la Prusse. Une fois les Etats allemands mis hors de combat, la Prusse d'accord avec son alliée l'Italie, envahit l'Autriche. Cette campagne qui fut de courte durée, finit par la défaite de l'Autriche. Bien que l'armée italienne fût battue dans la bataille de Custoza le 24 juin et perdît également une bataille navale, près de Lyssa. l'armée autrichienne, par contre, commandée par le général Benedeck, après avoir subi plusieurs échecs dans sa défense vaillante contre l'invasion de Bohême par l'armée prussienne, finit par perdre une grande bataille à Sadowa, bataille engagée entre les deux armées, le 3 juillet; la nouvelle de ce désastre causa une grande panique dans la capitale de l'Autriche qui craignait de se voir occupée par l'ennemi. L'empereur d'Autriche, pénétré de la gravité de la situation, télégraphia à l'empereur Napoléon, lui demandant sa médiation pour stipuler la paix entre les belligérants et lui offrant comme gage la cession de Venise. Napoléon s'empressa de s'adresser aux rois de Prusse et d'Italie pour négocier

un armistice. Bismarck accepta l'intervention de l'empereur de France à condition que l'Autriche consentit à rester exclue de la Confédération germanique. Après avoir signé le traité de paix avec l'Autriche, Bismarck proposa de se réconcilier avec les anciens Etats confédérés de l'Allemagne à condition que le royaume de Hanovre, les duchés de Hesse et de Nassau, de même que la ville de Francfort, fussent annexés à la couronne de Prusse, au même titre que les duchés de Schleswig et de Holstein.

Le succès de la Prusse dans cette guerre préméditée, préparée de longue main, et conduite avec des moyens perfides par le roi et son ministre, produisit un revirement de l'opinion allemande en faveur de cet homme qui était auparavant détesté et considéré comme l'ennemi de la liberté et l'oppresseur du peuple allemand. C'est sans doute le succès et la satisfaction de l'amour-propre national qui fit oublier les moyens peu louables dont s'est servi le gouvernement de la Prusse, contre son rival de l'Autriche pour arriver à son but. Une telle conduite de la part d'un Etat qui se propose de réaliser un idéal par la force brutale et des moyens perfides ne peut avoir que des répercussions funestes sur le moral de la nation qui en bénéficie, car chaque individu a le droit de se demander pourquoi ce qui est permis à l'Etat ne serait pas également permis à l'individu, à condition de réussir.

CHAPITRE XIX

LE TRIOMPHE DE LA PRUSSE SUR L'AUTRICHE RENFORCE L'ANTAGONISME ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE AU POINT DE DÉTERMINER LA GUERRE

Le résultat immédiat du succès de la Prusse fut de placer celle-ci à la tête de la confédération du Nord, qui comptait trente millions d'habitants. Pour conserver l'esprit d'unité nationale, Bismarck convoqua un double Parlement ; l'un, limité aux Etats de la Confédération du Nord, qui était appelé à voter les lois sur l'armée, la marine, le commerce intérieur, les postes et télégraphes, et l'autre, embrassant toute l'Allemagne, qui avait à se prononcer sur des questions de douanes et du commerce extérieur ainsi que sur les traités de commerce. Bien que, suivant le traité de Prague, l'Allemagne fût divisée en deux tronçons, la Confédération du Nord et celle du Sud, le sentiment national s'y était tellement renforcé que l'Union douanière, qui embrassait tous les Etats allemands, suffit pour maintenir l'intimité entre les deux confédérations. D'autre part, l'Italie, bien qu'elle eut reçu Venise des mains de l'em-

pereur de France, se rendit bien compte qu'elle le devait au triomphe de l'armée prussienne sur celle de l'Autriche et que son aspiration de voir Rome devenir capitale de l'Italie ne pourrait se réaliser tant que la France serait la protectrice du Pape ; ceci détermina les hommes d'Etat d'Italie à maintenir de bons rapports avec la Prusse. Il s'ensuivit que les rapports entre la France et l'Allemagne cessèrent d'être cordiaux, d'autant plus que Napoléon estimant que sa neutralité bienveillante envers l'Allemagne lui donnait le droit de demander une compensation sur les provinces rhénanes, fit sonder Bismarck, à ce sujet, par le général italien Govone, et il lui fut répondu, que, même si ces provinces n'avaient pas un grand attachement pour leur gouvernement et leur souverain, elles ne renonceraient jamais à leur nationalité allemande.

Connaissant maintenant les intentions de Napoléon, Bismarck crut devoir faire des concessions à l'Autriche pour gagner sa bienveillance en cas de rupture avec la France. Il observa la même conduite vis-à-vis de la Bavière ; lors de la réception de l'ambassadeur bavarois Von Der Pfordten, il lui déclara : « La France nous demande les provinces du Rhin jusqu'à Mayence ; il faut que nous nous entendions ; il faut qu'il y ait une union intime entre le Nord et le Sud. » En effet, une alliance militaire fut signée entre la Prusse et la Bavière. Bismarck, non content de son triomphe moral sur la France, fit publier dans toute la presse euro-

péenne les prétentions de la France sur les provinces du Rhin et le refus de la Prusse.

Bien que Napoléon reconnût son erreur en acceptant la démission de son ministre des Affaires Etrangères, Drouyn de Lhuys, la blessure produite par l'arrogance de Bismarck restait saignante, et tout le monde était convaincu qu'elle finirait par engendrer la guerre entre la Prusse et la France. En effet, Bismarck, depuis 1867, n'avait d'autre idée que d'arrondir la frontière du Rhin par la conquête de l'Alsace et la Lorraine. Dans ce but, il s'efforça de gagner le bon vouloir des gouvernants de la Russie et de l'Angleterre, et d'alimenter les espérances des chefs révolutionnaires de l'Italie ; c'est au point que Mazzini entretenait une correspondance particulière avec Bismarck et que les agents de Garibaldi visitaient ouvertement la chancellerie du ministre des Affaires étrangères de Berlin. Aussi les rapports entre les cours de Berlin et de Paris devenaient-ils de plus en plus tendus. Et il suffit d'une circonstance en apparence insignifiante pour amener la rupture entre les deux pays. Pendant ce temps, la Prusse renforçait son armée et perfectionnait ses armements afin d'être prête pour l'offensive à un moment donné.

Cette circonstance se présenta à la suite de la Révolution qui éclata en Espagne en 1868. Le gouvernement provisoire qui avait dirigé le mouvement révolutionnaire, ayant déclaré la déchéance de la dynastie des Bourbons, convoqua une Constituante pour statuer sur

le régime politique futur de l'Espagne, et après de longues discussions, finit par se prononcer en faveur de la monarchie. Alors, on se mit à la recherche d'un candidat à la monarchie espagnole et après avoir écarté plusieurs candidats à la suite d'opposition des divers Etats européens, l'opinion se fixa sur un prince de Hohenzollern, qui avait l'avantage d'être catholique. Cette candidature fut repoussée par Napoléon et le cabinet de Berlin profita de ce refus pour chercher querelle à la France. Il est vrai que le roi Guillaume, se rendant aux désirs de Napoléon, obtint de son parent le prince de Hohenzollern la retraite de sa candidature au trône d'Espagne ; mais Napoléon ne se donnant pas pour satisfait, envoya un télégramme à Bénédetti, ambassadeur de France à Berlin, afin qu'il insistât auprès du roi pour obtenir la promesse qu'il ne donnerait jamais son consentement à cette candidature, si elle se présentait de nouveau. Cette entrevue eut lieu dans le parc d'Ems, où le roi faisait alors une cure thermale. Le roi, contrarié de cette insistance, manifesta à Bénédetti que cette demande était plutôt une question de gouvernement, et l'invita à cause de cela à s'adresser à son ministre. Bismarck, ayant pris connaissance de ce télégramme, fit publier le lendemain dans tous les journaux d'Allemagne et de l'étranger que le roi, après avoir consenti au retrait de la candidature au trône d'Espagne du prince de Hohenzollern, avait reçu en audience l'ambassadeur de France et que

celui-ci ayant insisté pour avoir une assurance définitive à ce sujet, le roi s'était vu obligé de lui répondre qu'il n'avait rien de nouveau à lui dire. Ce fut cette fausse dépêche, la fameuse dépêche d'Ems, qui provoqua la déclaration de guerre de la part de la France. C'est ce que Bismarck et ses ministres attendaient avec impatience.

En outre, pour justifier sa conduite, et pour humilier Napoléon, Bismarck fit publier dans les journaux officieux allemands les négociations qui avaient eu lieu entre les gouvernements français et prussien, au sujet de la Belgique, à la suite de la question de la candidature de Hohenzollern au trône d'Espagne, négociations dont il semblait résulter que Napoléon, par suite du refus catégorique de l'Allemagne d'accueillir ses prétentions sur les provinces rhénanes, s'efforçait d'obtenir des compensations du côté de la Belgique. Bien que cette affirmation ne fût pas confirmée par ailleurs, une pareille déclaration émanant du chef du gouvernement allemand ne manqua pas d'exercer une grande influence sur l'opinion publique et de contribuer à aliéner les sympathies de l'Angleterre à la cause française dans le duel qui allait avoir lieu entre l'Allemagne et la France. Finalement, la guerre éclata et malheureusement, la supériorité de l'Allemagne en hommes et en matériel de guerre, jointe à l'incapacité des chefs de l'armée française et au manque d'entente entre ceux-ci et l'empereur, aboutirent à la défaite de

l'armée française à Sedan qui se traduisit pour la France par la perte de l'Alsace et de la Lorraine et le paiement d'une indemnité de cinq milliards de francs.

Nous tenons à rapporter ici deux faits historiques qui se sont produits lors du vote du traité de Francfort, aussi bien à l'Assemblée nationale française qu'au Reichstag allemand.

1° Au moment où les élections à l'assemblée nationale devaient avoir lieu pour approuver le traité de Francfort, la population de l'Alsace et de la Lorraine dont le sort allait être décidé nomma des députés ayant pour mission de protester contre toute cession de territoire. M. Keller, député du Haut-Rhin, apporta à l'Assemblée nationale l'éloquente déclaration des députés du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, de la Moselle, de la Meurthe et des Vosges. « Elle est, dit-il, l'expression de la volonté des populations, protestant qu'au temps où nous sommes, en pleine civilisation, il ne saurait être question de disposer des peuples sans leur assentiment ». Ce n'est pas tout. Au moment où l'Assemblée dut voter la douloureuse séparation, les élus des populations furent unanimes à réserver l'avenir et les députés du Haut-Rhin au nom de tous les députés de l'Alsace-Lorraine, lurent les suivantes protestations :

« Les représentants de l'Alsace et de la Lorraine « ont déposé avant toute négociation de paix sur le « bureau de l'Assemblée nationale une déclaration « affirmant de la manière la plus formelle, au nom de

« ces deux provinces, leur volonté et leur droit de rester « françaises. Nous déclarons encore une fois nul et « non avenu un pacte qui dispose de nous sans notre « consentement. La revendication de nos droits reste « à jamais ouverte. Malgré l'amertume de notre dou- « leur, la pensée suprême que nous trouvons au fond « de nos cœurs est une pensée d'inaltérable attachement « à la patrie dont nous sommes violemment arrachés. « Nous attendrons avec une confiance entière dans « l'avenir que la France régénérée reprenne le cours de « ses grandes destinées. Nos frères de l'Alsace et de « la Lorraine séparés en ce moment de la famille com- « mune, conserveront à la France absente de leurs « foyers une affection filiale jusqu'au jour où elle revien- « dra y reprendre sa place. »

Cependant, le crime s'est accompli. L'Alsace-Lorraine est rattachée de force à l'empire allemand. Elle va avoir à nommer ses députés au Reichstag du nouvel Empire. N'importe. Malgré que l'élection se fit sous l'oppression et la surveillance rigoureuse de ses nouveaux maîtres, tous les candidats élus en 1871 étaient protestataires. L'Alsace, avant comme après la guerre, ne veut pas être allemande. Les quinze députés protestataires déposent à la première séance de l'Assemblée la proposition suivante que développe M. Edouard Teutsch, député de Saverne :

« Plaise au Reichstag de décider que les populations « d'Alsace-Lorraine, incorporées sans leur consen-

« tement à l'Empire d'Allemagne, par le traité de « Francfort, seront appelées à se prononcer d'une « manière spéciale sur cette incorporation. »

Pour défendre cette proposition, il prononce un discours au nom de tous ses collègues dans les termes suivants :

« Les populations de l'Alsace-Lorraine dont nous « sommes les représentants au Reichstag nous ont confié « une mission spéciale et des plus graves que nous « avons à cœur de remplir sans retard. Elles nous ont « chargés de vous exprimer leur pensée sur leur chan- « gement de nationalité qui leur a été violemment « imposé à la suite de votre guerre contre la France. « Si dans des temps éloignés et relativement barbares, « le droit de conquête a pu quelquefois se transformer « en droit effectif ; si aujourd'hui encore, il réussit à se « faire absoudre, lorsqu'il s'exerce sur des peuples « ignorants et sauvages, rien de pareil ne peut être « opposé à l'Alsace-Lorraine. C'est à la fin du XIXe siè- « cle, d'un siècle de lumière et de progrès, que l'Alle- « magne nous conquiert ; et le peuple qu'elle réduit « en esclavage, car l'annexion faite sans notre con- « sentement, constitue pour nous un véritable escla- « vage moral, ce peuple est un des meilleurs de l'Eu- « rope, celui peut-être qui porte le plus haut le sentiment « du droit et de la justice.

« Arguerez-vous de la régularité du traité qui con- « sacre la cession en votre faveur de notre territoire

« et de ses habitants ? mais la raison, non moins que « les principes les plus vulgaires du droit, proclament « qu'un semblable traité ne peut être valable. Des « citoyens ayant une âme et une intelligence ne sont « pas une marchandise dont on puisse faire commerce ; « et il n'est pas permis dès lors d'en faire l'objet d'un « contrat. C'est l'épée sur la gorge que la France, sai- « gnante et épuisée, a signé notre abandon. Elle n'a « pas été libre ; elle s'est courbée sous la violence ; et « nos Codes nous enseignent que la violence est une « cause de nullité pour les conventions qui en sont « entachées. Pour donner à la cession de l'Alsace-Lor- « raine une apparence de légalité, le moins que vous « deviez faire, c'était de soumettre cette cession à la « ratification du peuple cédé. »

Un célèbre jurisconsulte, le professeur Bluntschli, de Heidelberg, dans son *Droit international codifié*, p. 285, enseigne ceci : « Pour qu'une cession de territoire soit « valable, il faut la reconnaissance par les personnes « habitant le territoire cédé et y jouissant de leurs « droits politiques. Cette reconnaissance ne peut jamais « être passée sous silence ou supprimée, car les popu- « lations ne sont pas une chose sans droit et sans « volonté, dont on transmet la propriété. »

Il est superflu d'ajouter que la proposition du député alsacien fut rejetée au milieu du tumulte et des rires ironiques de la nouvelle Assemblée impériale.

2° Les seuls députés allemands qui osèrent pro-

tester contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine à l'Empire, furent le groupe des socialistes à la tête desquels se trouvaient Jacobi, Bebel, et Liebknecht. Malheureusement, les protestataires furent non seulement insultés par la majorité du Reichstag, mais poursuivis par le gouvernement, pour crime de haute trahison envers la patrie et condamnés à la prison où ils furent conduits menottes aux mains. Quelque temps après leur sortie de prison, la pression de l'opinion publique ne tarda pas à les faire changer d'idée et ils approuvèrent publiquement la conduite du gouvernement, qui traitait les pays annexés comme des pays conquis par la force des baïonnettes, leur refusait les droits civils et politiques bien maigres des sujets allemands et les soumettait à toute espèce de persécutions et de vexations, les considérant comme des ennemis de l'Empire allemand. L'influence de la personnalité de Bismarck réussit à faire pénétrer au cœur des Allemands les plus raisonnables et les plus droits la mentalité prussienne, basée sur le droit de conquête et le culte de la force brutale, et à leur faire partager la soif de grandeur et de domination de tous les autres peuples dont la culture était d'après eux inférieure à la leur ; c'est ainsi que Bismarck, incarnation de l'âme prussienne, avait pour unique idéal de prussifier l'Allemagne, au lieu de s'efforcer de germaniser la Prusse, d'origine slave.

Les victoires de l'Allemagne en 1866 et en 1870 sur l'Autriche et sur la France ayant abouti à l'établisse-

ment de l'unité allemande contribua sans nul doute à rehausser la personnalité de Bismarck, qui en profita pour imposer sa volonté non seulement au peuple allemand mais aussi aux peuples voisins. Dans ce but, il mit en jeu tous les moyens possibles pour enrichir l'Allemagne, d'abord par des traités de commerce, ensuite par la création de nombreuses branches d'industrie, et notamment la métallurgie. Pour commencer, il imposa à la France par le traité de Francfort un traité de commerce contenant une clause qui accordait à l'Allemagne le bénéfice de la nation la plus favorisée ; ensuite il exerça son influence toute puissante sur les banquiers allemands pour qu'ils missent à la disposition des industriels les sommes nécessaires pour créer de nouvelles industries et pour développer celles existantes. En outre, il accorda des primes d'exportation pour certains produits dans le but de faciliter aux industriels allemands les moyens de pouvoir lutter avantageusement avec la concurrence de l'industrie étrangère. Cependant, les industriels allemands d'un commun accord, inauguraient l'ère de la camelote, en débitant à vil prix dans toutes les parties du monde des contrefaçons faites à la hâte et de mauvaise qualité et en cherchant à l'emporter sur leurs rivaux par l'apparence et le bon marché, au point que les Allemands dans leur avidité de s'enrichir hâtivement firent perdre complètement le sens de la beauté et de la bonté des choses, avec la circonstance aggravante qu'ils stimulaient l'amour du

luxe parmi les classes moyennes et pauvres par la mise en vente à vil prix des objets de luxe.

D'un autre côté, Bismarck conscient de l'instabilité de son œuvre d'annexion de l'Alsace-Lorraine à l'empire contre la volonté de ses habitants et de la France même, se vit obligé de se mettre en garde contre une guerre de revanche éventuelle en augmentant la puissance de son armée en hommes et en armements. L'Allemagne commença par réduire le service militaire à deux ans, puis augmenta sans trêve l'armée de première ligne, fit entraîner et encadrer les réserves des plus jeunes par les plus anciennes ; en un mot, elle transforma la nation en temps de paix en un vaste camp militaire pourvu d'arsenaux bien outillés, pouvant produire des armes et des munitions selon les besoins des circonstances. Il s'ensuivit que les autres peuples, par crainte d'une surprise, se virent obligés de suivre l'exemple de l'Allemagne en dépensant leurs épargnes dans l'augmentation de leurs forces militaires, pour être aptes à se défendre contre une invasion étrangère. Toutefois, l'Allemagne,plus que toute autre nation, portait tous ses efforts vers l'application des derniers progrès de la science au perfectionnement de son outillage de guerre et le maintien de sa réputation comme première puissance militaire de l'Europe.

On aurait pu croire que le succès obtenu par Bismarck, tant par ses exploits guerriers de 1866 et de 1870 que par sa politique étrangère qui rehaussa gran-

dement le prestige de l'Allemagne, lui donnerait droit à la gratitude de son souverain et que celui-ci le conserverait sa vie durant, comme conseiller de la Couronne ; et peut-être Guillaume I[er] eut-il agi de la sorte, mais l'avènement au trône de Guillaume II, homme vaniteux et présomptueux, qui se croyait élu de Dieu pour gouverner le peuple allemand, mit bientôt fin à la toute puissance de Bismarck, que son maître força à démissionner pour le remplacer par un chancelier plus souple et plus enclin à se soumettre à la volonté de son souverain.

Toutefois, le règne de l'ancien empereur Guillaume s'étant prolongé jusqu'en 1888, Bismarck resta assez longtemps maître de la situation. Il en profita pour fortifier le régime absolutiste, pour augmenter la force militaire et préméditer une nouvelle guerre contre la France. A cet effet il jeta les bases d'une alliance avec l'Autriche et l'Italie, mais comme il caressait le rêve d'établir l'hégémonie allemande sur les provinces balkaniques il fit un traité secret au sein de la triple alliance avec l'Autriche afin d'amener celle-ci à favoriser l'exécution de ses projets, sous prétexte d'établir une certaine hégémonie du peuple allemand sur les peuples de race slave. La Russie, avisée à temps de cette politique machiavélique de l'Allemagne, décida de se rapprocher plutôt de la France. Bismarck, voyant frustrés ses projets, tourna ses yeux vers l'Italie qu'il s'efforça de gagner à sa cause, mais celle-ci

refusa de s'engager dans un pacte hostile à la France.

Bismarck eut alors recours à une manœuvre aussi rusée que perfide. Il profita de l'arrivée au pouvoir en France de Jules Ferry pour nouer avec lui des rapports apparemment amicaux, puis un jour, désireux de lui fournir une preuve de sa bienveillance, il lui conseilla d'établir le protectorat français sur la Tunisie. De cette manière la France trouverait une compensation à la perte de l'Alsace-Lorraine. Jules Ferry, s'étant assuré du désintéressement de l'Allemagne, fit les arrangements politiques et militaires, réussissant même à s'assurer la bonne volonté du bey de Tunis, et très peu de temps après, les troupes françaises entrèrent à Tunis où elles établirent le protectorat.

Cet acte accompli par le Gouvernement français, provoqua comme de juste une grande irritation chez le gouvernement et le peuple italiens qui depuis longtemps avaient jeté leur dévolu sur la Tunisie où la colonie italienne était la plus nombreuse et, en conséquence, se sentaient blessés dans leur amour-propre en se voyant empêchés de réaliser leur projet favori. C'était là précisément ce que voulait Bismarck, indisposer l'Italie contre la France ; aussi ne tarda-t-il pas à entrer en pourparlers avec le gouvernement italien pour conclure une alliance à côté de l'Autriche contre la France. En effet, en 1887, fut conclue la Triple-Alliance entre ces trois puissances.

L'Italie ayant senti à plusieurs reprises qu'elle avait

fait fausse route en s'engageant comme alliée de l'Autriche contre son ancienne amie et protectrice, la France, essaya souvent de se détacher de cette union illégitime, mais elle en fut toujours empêchée par l'Allemagne qui la menaçait chaque fois d'une invasion de la part de l'Autriche. Toutefois, l'Italie eut le courage de profiter du dernier renouvellement de la triple alliance avec l'Allemagne pour insérer au traité une clause nouvelle d'après laquelle elle porterait aide à l'Allemagne seulement dans le cas où celle-ci serait attaquée par la France.

Depuis lors le gouvernement impérial profita de toutes les circonstances pour contrarier la politique extérieure de la France, surtout après que l'Italie eut conclut un accord avec la France et l'Angleterre relatif au maintien de l'équilibre dans la Méditerranée et que l'Angleterre se fut entendue avec la France pour trancher définitivement toutes les questions internationales qui les tenaient divisées, la France laissant toute liberté à l'Angleterre relativement à son protectorat sur l'Egypte, en échange de quoi, l'Angleterre reconnaissait à la France le droit de protectorat sur le Maroc. L'Allemagne profita de cette circonstance pour chercher querelle à la France. D'abord l'empereur fit connaître sa mauvaise humeur par son débarquement à Tanger où, dans un discours emphatique, il se prononça vis-à-vis des autorités marocaines contre le protectorat français. Puis après avoir semblé s'entendre avec

la France par la voie diplomatique, se contentant de réclamer l'égalité des droits en matière commerciale, il envoya en 1911 un bateau de guerre à Agadir pour exciter la population marocaine contre la France et protester ouvertement contre le protectorat français et *ipso facto* contre l'accord franco-anglais. L'empereur Guillaume ne se contenta pas de menacer la France avec ses alliances et ses armements extraordinaires, il déclara dans un de ses fameux discours que l'avenir de l'Allemagne était sur la mer, ce qui était évidemment une provocation vis-à-vis de l'Angleterre.

En effet, l'Empereur fit des efforts immenses pour que l'Allemagne ne fût pas seulement la première puissance militaire terrestre, mais aussi une puissance maritime de premier ordre. D'abord, il fit construire une grande escadre de bateaux cuirassés, de croiseurs cuirassés, de dreadnoughts, et d'autres navires de guerre, pourvus de canons de gros calibre au point que l'Allemagne en était parvenue à figurer, après l'Angleterre, comme la première nation maritime ; ensuite, il fit transformer le port de Kiel en un port militaire de premier ordre et construire en même temps un canal unissant la mer Baltique à la mer du Nord, ce qui lui donna l'avantage de pouvoir se servir de la même escadre simultanément dans les deux mers en cas de besoin. L'empereur d'Allemagne ne cessa pas un instant de faire voter des lois ayant pour but de renforcer l'armée en temps de paix et de rendre son matériel de guerre de plus en

plus formidable. Dans son délire de grandeur, il formait des projets de domination universelle. Toute sa préoccupation était de fonder un grand empire colonial, tant en Afrique qu'en Asie, pour chercher un débouché aux produits industriels allemands en échange des produits naturels des pays tropicaux nécessaires à l'essor de l'industrie nationale.

L'esprit d'industrialisation a pénétré à un tel point dans toutes les classes sociales de l'Allemagne que la science même n'a pu s'y soustraire ; la chimie, la physique ont été mises au service de l'industrie. On a créé de nombreuses fabriques de produits chimiques qui devaient servir non seulement aux besoins de la médecine mais aussi aux besoins de l'armée et de la marine. L'Allemagne s'est rendue bientôt maîtresse de la fabrication des couleurs dont elle a inondé l'Europe et l'Amérique. De même, elle a élargi le champ de l'électricité en fondant de nombreuses fabriques d'appareils électriques de toutes sortes qu'elle a exportés en de nombreux pays d'Europe, d'Asie et d'Amérique. Au fur et à mesure que son activité industrielle grandissait, elle cherchait fébrilement de nouveaux débouchés qui n'étaient pas faciles à trouver, car la plupart des belles colonies faisaient déjà partie du domaine colonial de l'Angleterre et de la France. Aussi, le gouvernement allemand ne poursuivait désormais qu'un but ; s'emparer des riches colonies françaises et notamment du Maroc et de l'Algérie. Mais l'empereur ne possédait

pas seulement la vertu de l'orgueil, il avait également celle de l'envie. C'est pourquoi il éprouvait une douleur profonde en constatant que la France, après avoir perdu deux provinces et payé en outre cinq milliards à l'Allemagne, avait réussi à se relever et fonder en peu de temps deux empires coloniaux immenses, en Asie et en Afrique, le premier se composant de la Cochinchine, l'Annam, le Tonkin et le Cambodge, le second de l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, le Soudan, le Sénégal, le Congo, Dahomey et Madagascar. Il arriva même un moment où le gouvernement allemand ne cherchait plus à dissimuler ces sentiments qui dominaient l'âme de toute la nation. C'est précisément à ce moment-là que l'Allemagne envoya un bateau de guerre à Agadir, menaçant la France d'une guerre, si elle ne lui faisait pas des concessions au Maroc, et voici comment l'ambassadeur d'Allemagne à Paris cherchait à justifier ces inavouables prétentions : « La population allemande, disait-il, ne cesse d'augmenter ; nous avons le même droit à la colonisation du Maroc que la France sans tenir compte de ce que la France a 1.500 kilomètres de frontière avec le Maroc du côté de l'Algérie. »

A mesure que l'Allemagne s'enrichissait par son industrie et son commerce croissants, elle entraînait la science dans son grand projet d'industrialisation. De nombreuses sociétés industrielles, surtout des fabriques de produits chimiques, d'appareils électriques et optiques, et de tout ce qui a rapport à la mécanique,

eurent recours aux hommes de science des Universités et des écoles techniques, dans le but de perfectionner leurs procédés, de créer de nouveaux produits et d'améliorer leur matériel technique. A cet effet elles engagèrent de nombreux membres du corps enseignant des écoles supérieures de l'Etat en les rétribuant selon leurs aptitudes et leur efficacité de production, leur assurant ainsi des traitements qui allaient de 15 à 25.000 marks, et parfois même au delà. La science industrialisée étant devenue lucrative, l'Allemagne ne tarda pas à briller dans tous les pays de l'Europe, et à figurer au premier rang du point de vue de son industrie, son commerce et sa science, et notamment de sa puissance militaire. Le gouvernement de son côté, ne négligeait pas une occasion de répandre comme article de foi aux quatre coins du globe la thèse de la supériorité de l'Allemagne sur tous les peuples de l'Europe, de l'Asie et de l'Amérique : *Deutschland über Alles*. Ce sentiment de supériorité s'est tellement ancré dans l'âme du peuple allemand qu'il est arrivé à acquérir la forme d'une monomanie. D'autre part il faut tenir compte de ce que l'industrialisme, poussé au plus haut degré, a fait surgir d'innombrables établissements d'industrie employant des centaines de mille ouvriers, lesquels se sont organisés à leur tour pour la défense de leurs intérêts et ont formé *le socialisme* basé sur la doctrine de Karl-Marx, c'est-à-dire sur l'antagonisme entre le capital et le travail, et par conséquent sur la guerre au capital et

la guerre de classes. Toutefois, les socialistes allemands ayant compris que leur situation économique s'était considérablement améliorée avec l'augmentation de la richesse nationale, et que celle-ci est protégée par la force militaire, n'ont jamais cessé de voter à la Chambre les crédits démandés par le gouvernement pour la guerre et la marine, tout en conservant leur *credo* socialiste.

De ce qui précède il résulte que l'Allemagne après ses victoires sur l'Autriche et sur la France, en 1866 et en 1870, loin de se contenter de la gloire d'avoir vaincu deux grandes puissances de l'Europe et d'en profiter pour améliorer les conditions morales et matérielles de l'Allemagne et introduire dans le régime du gouvernement des principes de liberté, d'égalité et de fraternité, a renforcé, au contraire, le régime absolutiste, militaire et politique, surtout dans le royaume de Prusse qui est récalcitrant à tout progrès dans l'ordre politique et dont le système électoral encore en vigueur favorise au plus haut degré les hobereaux, soit les seigneurs féodaux, aux dépens des classes moyennes et ouvrières. C'est d'autant plus étrange que le peuple allemand qui pendant plus de trente ans, n'a rêvé que de liberté individuelle et du gouvernement du peuple par le peuple, principes chantés par ses poètes et enseignés par ses philosophes, supporte avec orgueil le joug du gouvernement prussien en échange des avantages matériels que l'Empire lui assure. L'Allemand, même

individuellement, s'est tellement habitué au culte de la force brutale, qu'il trouve toute naturelle l'augmentation des frais militaires en prévision d'une guerre que la nation sera appelée un jour à faire aux peuples voisins, et qui contribuera censément à enrichir le pays et à améliorer les conditions matérielles de la vie des habitants allemands. C'est par suite de la prussification de l'Allemagne que s'est opérée la transformation radicale d'un peuple autrefois idéaliste et pacifique en un peuple guerrier hanté d'idées de conquête.

CHAPITRE XX

L'ALLIANCE DU TRONE ET DE L'AUTEL SOUS NAPOLÉON III A MIS ENTRE LES MAINS DES CONGRÉGATIONS L'INSTRUCTION PUBLIQUE EN FRANCE

I

Grâce à l'avènement de la République en 1848 et au gouvernement provisoire composé d'hommes de prestige, la liberté recommença bientôt à régner en France. En effet, les premiers actes de ce gouvernement furent l'abolition de la peine de mort pour crime politique et l'abolition de l'esclavage aux colonies. Bien qu'après l'élection de l'assemblée constituante le gouvernement provisoire fût remplacé par une commission de cinq membres chargée du pouvoir exécutif, cette commission était composée d'hommes compétents et énergiques ; aussi, lorsque le parti socialiste, qui aspirait à la rénovation de la société française et à la propagation de ses doctrines dans toute l'Europe, proclama à l'Hôtel de ville un gouvernement révolutionnaire et organisa une armée dans les ateliers

nationaux, elle désigna le général Cavaignac pour la combattre. La lutte entre l'armée nationale et l'armée révolutionnaire, fut âpre et meurtrière ; elle se prolongea pendant quatre jours (23 au 26 juin) dans les rues de Paris, et coûta la vie à sept généraux et à l'archevêque Mgr Affre. Mais l'armée révolutionnaire fut vaincue et dissoute et l'ordre fut rétabli. Aussitôt, l'Assemblée vota des lois pour réglementer les clubs et la presse, et proclama la Constitution en novembre 1848, instituant le suffrage universel direct et au scrutin de liste aussi bien pour les élections générales que pour l'élection du président de la République. Il arriva alors qu'un descendant de la dynastie de Napoléon profita de la disgrâce des Bourbons pour se présenter comme candidat à la Présidence de la République, et réussit à se faire élire. En effet, il fut élu grâce aux circonstances particulières que voici : la majorité du pays était animée de sentiments monarchistes et se trouvait encore sous le coup des luttes terribles qui avaient eu lieu dans les rues de Paris contre le parti extrémiste des républicains. Louis-Napoléon eut donc pour lui d'une part les voix des monarchistes et d'autre part celles du parti clérical qui escomptait la mise en pratique de ses principes réactionnaires.

Voici dans quels termes Louis-Napoléon s'exprima dans le discours qu'il prononça à l'Assemblée nationale pour remercier les représentants du peuple de son élection à la Présidence : « Ce n'est pas à mon mérite

personnel que je dois mon élection à la présidence, c'est au nom illustre que je porte, c'est lui qui a inspiré les électeurs. C'est la mémoire de l'Empereur Napoléon, la gloire de la France qui me protège. De mon côté je peux vous assurer que je représenterai, de même que lui, le symbole de l'ordre et la sûreté des intérêts de tous les citoyens. Je protégerai la propriété et le travail de même que la religion et l'instruction publique. Je m'occuperai surtout de rétablir le crédit et les finances de l'Etat. » En effet, l'acte par lequel il inaugura son règne fut la nomination d'un ministère composé d'hommes énergiques décidés à maintenir l'ordre à tout prix, et le choix du colonel Rebillot comme préfet de police et du général Changarnier comme commandant de la garnison de Paris, ainsi que du général Bugeaud comme chef de l'armée des Alpes. Tous les amis de l'ordre saluèrent avec satisfaction ces mesures préventives de tout désordre quelconque, ce qui n'empêcha pas les chefs du parti extrême des républicains de protester contre les actes du gouvernement dans les clubs et d'organiser des banquets où on mangeait pour 1 fr. 25.

Grâce à la vigilance du gouvernement et à la discipline sévère maintenue dans l'armée par le général Changarnier, Paris jouissait d'une tranquillité complète. Cependant l'Assemblée nationale vota des lois en faveur des classes ouvrières malgré la situation financière précaire du trésor et l'avis contraire du

ministre des Finances. D'autre part, Napoléon adressa une lettre de blâme au ministre de l'Intérieur parce qu'il lui avait laissé ignorer les pièces diplomatiques reçues et les documents des archives nationales relatifs à son affaire de Strasbourg et à celle de Boulogne, en ajoutant que de pareils faits ne s'étaient jamais produits sous le règne de Louis-Philippe et ne devraient pas se produire non plus sous la présidence de la République. La lettre du président eut pour conséquence la démission du ministre de l'Intérieur et de celui du Commerce et de l'Agriculture.

Le désaccord entre le gouvernement et l'assemblée nationale incita le parti extrême des républicains à attaquer le gouvernement dans les clubs d'une manière très violente, l'accusant de manquer à la Constitution, et préconisant même l'assassinat. Alors le gouvernement édicta des mesures énergiques, ordonna la fermeture des clubs, considérés comme le siège des complots contre l'ordre public et menaça de dissolution l'assemblée nationale. En même temps que le président donnait cinquante mille francs pour la construction de maisons ouvrières saines et à bon marché, la cour de cassation procédait à la désignation de sept juges destinés à constituer un tribunal de justice pour juger les députés insurgés. En présence des mesures d'ordre énergiques prises par le gouvernement, qui finit par mettre en prison plusieurs chefs révolutionnaires, la Chambre, consciente du danger qui la menaçait se rangea du

côté du gouvernement et tout rentra dans l'ordre, tout au moins apparemment, jusqu'à la fin de 1851, date à laquelle expirait le mandat présidentiel. C'est alors que la lutte entre le gouvernement et l'assemblée nationale devint le plus aiguë. Le président, en présence de l'opposition de la majorité de la Chambre réalisa le coup d'Etat du 2 décembre 1851, exécuté par Morny qui s'empara pendant la nuit du ministère de l'Intérieur et fit arrêter seize des représentants les plus proéminents de la Chambre. Les Parisiens en se réveillant lurent affiché sur les murs de Paris un décret qui prononçait la dissolution de l'Assemblée nationale, rétablissait le suffrage universel et convoquait le peuple dans les comices pour voter les bases d'une nouvelle Constitution. Le 4 décembre le parti républicain essaya d'engager la lutte dans Paris mais le peuple était indifférent et impuissant pour la résistance ; la répression dirigée par les généraux Saint-Arnaud et Magnan fut courte et sanglante. Le plébiscite qui eut lieu le 20 décembre donna à Napoléon la présidence pour dix ans par sept millions de suffrages.

Après avoir supprimé la constitution républicaine, Napoléon promulga le 14 janvier la nouvelle Constitution qui devint plus tard la Constitution impériale et se distinguait des constitutions antérieures par l'article qui déclarait l'Empereur seul responsable devant la nation. Les chambres législatives se réunirent le 29 mars 1852 et un *Senatus-Consulte* du 7 novembre rati-

fié par près de 8 millions de suffrages, remplaça la présidence décennale par l'empire héréditaire.

Pour consolider l'Empire, Napoléon rechercha l'appui de deux classes sociales, la classe ouvrière et les congrégations qui excercent leur influence sur les paysans et les masses populaires. Pour gagner la première il encouragea les entreprises pouvant lui procurer du travail et fonda des institutions de bienfaisance pour soulager la misère. Il institua également l'assistance judiciaire en faveur des indigents, fonda la Société du Prince impérial ayant pour but d'avancer aux ouvriers les sommes nécessaires pour l'acquisition d'outils et de matières premières. Il fonda enfin des asiles pour les ouvriers convalescents et multiplia les caisses d'épargne et les sociétés de secours mutuels.

Pour conquérir la seconde il mit en vigueur l'alliance du trône et de l'autel. Le premier avantage qu'il accorda à l'Eglise au détriment des droits de l'Etat, fut la loi qu'il fit voter sur l'enseignement, et qui fut appelée plus tard loi Falloux, selon laquelle l'enseignement tant primaire que secondaire était libre. Désormais tout français avait le droit d'ouvrir une école sans avoir besoin de solliciter la permission du gouvernement. Il est tout naturel que les Congrégations, à l'instigation desquelles la loi fut votée, en profitassent les premières pour fonder de nombreuses écoles tant pour garçons que pour filles. Ce furent surtout les Jésuites, lesquels réussirent à recruter leurs élèves dans les familles

appartenant à la haute bourgeoisie et à la noblesse, qui aspiraient en grande partie à voir leurs fils embrasser la carrière militaire. Ils obtinrent également le droit de fonder des Universités catholiques et de conférer des titres universitaires. Il est vrai que l'Empire, dans sa seconde période appelée libérale sous le ministre Duruy, fit bâtir des milliers d'écoles primaires et secondaires au point que le nombre d'écoliers avait atteint en France en 1868 à peu près le chiffre de cinq millions, mais les classes sociales supérieures n'envoyèrent pas moins leurs enfants aux écoles des Jésuites, car ceux-ci jouissaient de l'avantage d'être les confesseurs et les directeurs de conscience des familles nobles et riches et surtout des femmes et des enfants.

C'est ainsi que nous voyons après l'avènement de la troisième République, l'Assemblée nationale élue pour voter le traité de paix de Francfort avec l'Allemagne, être dans sa majorité monarchique au point qu'elle aurait proclamé le comte de Chambord roi de France si celui-ci ne s'était pas refusé à accepter le drapeau tricolore comme emblème national. Ce n'est qu'à défaut d'un prince répondant à son idéal que l'Assemblée, après la démission de Thiers, élut Mac-Mahon président de la République, dans l'espoir qu'il favoriserait dans un moment opportun l'établissement d'une monarchie. En effet, Mac-Mahon, bien que son honnêteté ne lui permît pas de trahir la République par un coup d'Etat brutal, ayant été élu Président par l'initiative

de la droite monarchique, crut de son devoir de gouverner d'après les principes monarchiques. Cependant l'Assemblée nationale, élue au moment de l'occupation de plusieurs départements par l'armée allemande, s'est grandement modifiée avec le temps à la suite des élections partielles au point de compter 360 républicains contre 170 monarchistes. Bien que le parti républicain fût divisé en trois groupes : centre gauche, gauche républicain et gauche radicale, ils étaient tous d'accord pour exiger un ministère républicain correspondant à la majorité. Mac-Mahon se résigna et nomma d'abord un ministère présidé par Dufour, politicien modéré, puis il nomma un autre plus avancé, présidé par Jules Simon. La Chambre, consciente de sa force, commença par exiger l'épuration, soit la révocation des fonctionnaires ouvertement hostiles à la République, ensuite elle condamna la candidature officielle, en invalidant systématiquement les députés élus à l'aide des fonctionnaires et du clergé. Elle rétablit la liberté de la presse et le droit de vendre les journaux en public. Elle rétablit la loi qui rendait aux conseils municipaux le droit d'élire leur maire. Le ministère présenta une loi instituant l'instruction primaire laïque et une autre loi retirant aux Universités catholiques le droit de faire passer les examens et de conférer des titres académiques. En même temps, la Chambre refusa le crédit demandé pour les aumôniers militaires.

Il arriva un moment où le parti catholique adressa

une pétition au président de la République lui demandant de soutenir le Pape contre le gouvernement de l'Italie dans ses revendications en vue d'obtenir le rétablissement du pouvoir temporel, mais la Chambre repoussa cette demande par un ordre du jour défavorable aux manifestations des Ultramontains. Mac-Mahon prit alors conseil de ses anciens ministres, les chefs du parti conservateur, qui l'engagèrent à se débarrasser de la Chambre républicaine avant les élections d'automne aux conseils généraux et d'arrondissement. En effet, Mac-Mahon renvoya sans motif le ministère Jules Simon (16 mai 1877) qu'il remplaça par un ministère conservateur monarchique (Broglie-Fourton), lequel ajourna la Chambre pendant un mois, puis la fit dissoudre par le Sénat.

Le Gouvernement présidé par Broglie employa cinq mois à préparer les élections. Il commença par changer le personnel administratif, le remplaçant par des fonctionnaires de combat. Il interdit les réunions publiques et la vente des journaux et suspendit les conseillers municipaux républicains, qu'il remplaça par des commissions municipales nommées par le Gouvernement. En même temps il présentait aux élections à la députation des candidats officiels recommandés par le Président de la République, pendant que le clergé prêchait ouvertement contre les candidats républicains.

D'un autre côté, les députés républicains, pour lutter efficacement contre la coalition des réactionnaires

monarchiques et cléricaux, se fondirent en un parti unique ayant un programme commun, protestant contre le pouvoir personnel du président Mac-Mahon. Gambetta se mit à la tête de ce mouvement national et lança des phrases devenues célèbres, telles que : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi. » « Quand le pays aura parlé il faudra se soumettre ou se démettre. » En effet, malgré les efforts suprêmes du gouvernement, qui commit toute espèce d'infractions aux lois et à la justice, les électeurs de 1877 envoyèrent au parlement une majorité républicaine au point que les 363 députés libéraux de l'ancienne Chambre revinrent élus à la nouvelle Chambre. En présence de ce formidable échec, le ministère Broglie se retira, mais le Président de la République essaya de nommer un ministère d'affaires pris en dehors de la Chambre. Alors celle-ci refusa d'entrer en rapport avec ce ministère. Mac-Mahon ayant compris que le Sénat serait d'autant moins disposé à voter une seconde dissolution de la Chambre nouvellement élue que le budget n'était pas encore voté, préféra se soumettre à la volonté du pays plutôt que de recourir à un nouveau coup de force. Il forma un Ministère centre gauche tout entier républicain, lequel restitua dans ses fonctions le personnel destitué par le Ministère Broglie et la Chambre invalida toutes les élections faites sous la pression de l'administration civile et du clergé. Enfin lors du renouvellement du tiers des sénateurs, le parti républicain gagna également une forte majorité au

Sénat. Mac-Mahon, en vue de la suprématie des républicains dans les deux Chambres et étant opposé à la nomination de commandants de corps d'armée républicains, demandée par le Ministère, donna sa démission de Président de la République et fut remplacé par un républicain radical Jules Grévy. Le Ministère centre gauche fut bientôt remplacé par un Ministère gauche radicale sous la présidence de Jules Ferry en 1881. Celui-ci, après avoir fait voter des lois libérales d'ordre politique et administratif, telles que le transfert des Chambres de Versailles à Paris, et l'institution de la fête nationale du 14 Juillet, prit des mesures pour combattre l'influence des congrégations sur la vie nationale ; celles-ci consistaient à retirer aux diocèses la personnalité civile et établir la sécularisation des cimetières, supprimer les aumôniers militaires, enlever aux Universités catholiques le titre d'université et la collation des grades ; de plus il fit voter la loi de l'instruction primaire et secondaire gratuite et obligatoire et l'obligation pour les maîtres d'être pourvus de titres académiques de capacité, accordés par une Université de l'Etat. En même temps il fonda à Saint-Cloud et à Fontenay près de Paris des écoles normales où les maîtres recevaient une instruction laïque et populaire qu'ils étaient chargés de faire pénétrer jusqu'aux villages les plus éloignés des centres de population. Il fit également bâtir des écoles d'enseignement secondaire pour les jeunes filles des classes

moyennes et une école normale à Sèvres, consacrée à la formation des maîtresses pour l'enseignement secondaire. L'année suivante (1882) la Chambre décida l'expulsion de l'ordre des Jésuites dans un délai de trois mois et obligea les autres congrégations à solliciter du gouvernement l'autorisation de rester sur le territoire français. La Chambre vota la loi du divorce, et la suppression des honneurs rendus aux évêques dans les cérémonies publiques ainsi que leur exclusion des conseils universitaires, en un mot la laïcisation et la neutralité des écoles de l'Etat. Grâce à l'avènement à la papauté de Léon XIII, homme prudent et conciliant en même temps que connaisseur des besoins de l'époque, il s'ensuivit graduellement un état d'apaisement des passions des partis exaltés des deux côtés, surtout après l'apparition de l'encyclique *Inter innumeras* adressée au clergé français, auquel le Pape donnait l'ordre formel d'abandonner ses prétentions de domination politique et de s'unir à la Démocratie, car disait-il : « Le pouvoir, de quelque caractère qu'il soit, provient de Dieu. »

On aurait pu croire un moment qu'après l'intervention du Pape, un esprit de conciliation et d'entente dominerait la Société et que la paix religieuse et sociale finirait par régner entre les partis politiques les plus opposés. Cependant, tel ne fut pas le cas. Léon XIII, loin de se proposer de libéraliser l'Eglise, professait sur les rapports de l'Eglise et de l'Etat exactement la même doctrine que Pie IX, et il exposa dans

ses manifestations doctrinales le même idéal sur la société chrétienne. Dans son Encyclique *Inscrutabili* (1878) il reproduisit les condamnations du Syllabus contre la société moderne, de même que la « liberté « effrénée d'enseigner et de publier tout ce qui est mal « contre les intérêts de l'Eglise. Il condamne également « l'Etat laïque, la souveraineté du peuple et l'instruc- « tion laïque. L'Encyclique sur la liberté humaine (1888) « dénonce cette école si répandue et si puissante, diri- « gée par des gens qui veulent être appelés libéraux, « les fauteurs du libéralisme, qui appliquent en poli- « tique les principes du *Naturalisme ;* elle condamne « les libertés modernes, *la liberté des cultes, la liberté* « *de penser, d'écrire et d'enseigner.* Comme Pie IX, « Léon XIII fit une guerre continuelle aux francs- « maçons. Il lança contre eux une encyclique spéciale, « *Humanum Genus 1884* et une lettre au peuple italien « (1892) où il recommande « *d'éviter toute liaison avec* « *des gens soupçonnés d'appartenir à la franc-maçon-* « *nerie, ou à des sociétés affiliées* »

Seulement dans la pratique Léon XIII poursuivit « une politique distincte de celle de Pie IX; au lieu de « lutter contre les gouvernements il tâcha de renouer « les relations interrompues par son antécesseur, avec « la Suisse, l'Empire Allemand et la Russie. Quant à « la France il évita de rompre avec elle, se contentant « d'approuver les protestations des évêques. Il essaya « même de créer un parti catholique politique pour

« travailler à supprimer les lois contraires aux droits « de l'Eglise. Il se proposa d'accepter la constitution « démocratique pour modifier la Législation (1). »

C'est alors que les Congrégations religieuses se voyant menacées dans leurs conditions d'existence en France et poussées en même temps par les bourgeois, anciens disciples des Jésuites et des Assomptionnistes, élevèrent la voix et prêchèrent ouvertement la guerre contre les Juifs et les Francs-maçons dans les journaux cléricaux tels que la *Croix* et *La libre parole*. Même Ferdinand Brunetière Directeur de la *Revue des deux Mondes* n'hésita pas à déclarer dans un article, devenu plus tard célèbre : « la science a fait banqueroute et il faudra revenir à la foi. » Certes il ne manqua pas parmi les défenseurs de la libre pensée d'hommes de prestige tel que le fameux chimiste Berthelot qui prouva l'inanité de la thèse de Brunetière, mais la lutte ne tarda pas à devenir très âpre grâce à une bien triste circonstance qui constitue une page bien noire dans l'histoire moderne de la France. C'est l'affaire Dreyfus, qui ne dura pas moins de douze ans (1894 à 1906) et fut provoquée par la flétrissure d'un homme honnête, bon patriote et travailleur scientifique, qui fut condamné par un conseil de guerre pour trahison à la patrie sans une preuve digne de ce nom. Ce fut une manœuvre d'inspiration jésuitique ayant pour but de chasser les

1. Ch. Seignobos, *L'Europe contemporaine*, p. 676-679, 6e édition.

officiers juifs de l'armée française. Il faut remarquer que bien que l'ordre des Jésuites fut expulsé de France depuis 1882 ses membres pouvaient circuler librement dans le pays, surtout ceux de nationalité française.

II

L'AFFAIRE DREYFUS

Considérant l'affaire Dreyfus comme une preuve éclatante de l'influence puissante des Jésuites sur la vie sociale des temps modernes, nous tenons à donner un aperçu historique des incidents ayant marqué l'évolution de cette affaire qui a non seulement causé le malheur d'une famille innocente des plus honorables mais qui a du même coup bouleversé la vie de la nation entière, la conduisant à deux doigts d'une guerre civile.

Nous commençons par constater que la cause initiale qui a permis d'organiser ce complot contre les officiers juifs de l'armée est l'espionnage en usage en Allemagne et adopté ensuite par le ministre de la Guerre français, avec cette différence qu'en Allemagne le système d'espionnage formait partie intégrante de sa politique internationale et avait pour but de connaître les forces offensives et défensives des pays voisins en cas d'une guerre éventuelle, tandis qu'en France il avait seulement pour but de connaître les secrets obtenus

par le service d'espionnage allemand. C'était le bureau des renseignements au ministère de la Guerre qui était chargé de ce service. Il avait à ses ordres une femme connue sous le nom de Mme Bastian, dont l'emploi consistait à recueillir les papiers déchirés et jetés ensuite dans un panier placé près de la cheminée du bureau de l'ambassadeur allemand et de les mettre tous dans un sac, qu'elle portait chaque semaine au bureau des renseignements où ils étaient examinés, réunis et recollés. Grâce à ce moyen on réussit d'abord à découvrir que l'attaché militaire allemand à l'Ambassade de Paris nommé Schwarzkoppen avait reçu en 1892 un document contenant des renseignements sur les fortifications de Nice. Par hasard, ce document contenait les mots : « la canaille de D... Plus tard on découvrit un autre papier représentant une lettre rédigée par Schwarzkoppen à Panizzardi, attaché militaire italien lui annonçant avoir trouvé une personne qui lui avait promis des documents provenant du ministère de la Guerre.

Pendant l'été de 1894 le bureau des renseignements eut connaissance d'une lettre anonyme connue plus tard sous le nom de *Bordereau* qui était adressée par un agent français au chef du bureau de l'ambassade allemande. Ce document était écrit sur papier pelure transparent, et déchiré en deux morceaux. D'après la version officielle la dite lettre était arrivée au bureau des renseignements français par la voie ordinaire, à savoir, par l'intermédiaire de Mme Bastian, mais plus

tard il fut avéré qu'elle avait été retirée intacte de la boîte aux lettres du colonel Schwarzkoppen dans la loge du concierge de l'ambassade et portée au bureau des renseignements par un nommé Brücker, intermédiaire entre Mme Bastian et le bureau des renseignements. Voici le texte de ce nouveau document :

« Bien que je ne sois pas informé par vous, si vous « désirez me voir, je vous adresse, Monsieur, quelques « renseignements intéressants : 1° une note sur le frein « hydraulique du 120 et la manière dont s'est conduite « cette pièce ; 2° une note sur les troupes de couver- « ture ; 3° une note sur la modification des formations « de l'artillerie ; 4° une note relative à Madagascar ; « 5° le projet de manuel du tir de l'artillerie de cam- « pagne. »

Le général Mercier, ministre de la Guerre, dès le moment où il prit connaissance de cette missive eut l'idée que l'auteur en était un officier appartenant à l'Etat-major. Cette idée qui était une simple impression personnelle, dépourvue de tout fondement sérieux, s'ancra aussitôt dans le cerveau de Mercier et de Boisdeffre, chef de l'Etat-major, au point de repousser la possibilité que le traître pût être un officier étranger à l'Etat-major, mais ayant des rapports avec des officiers d'artillerie amis, capables de le renseigner. En effet, parmi les informateurs du bureau des renseignements se trouvaient des espions occasionnels, des joueurs décavés, des femmes déclassées, qui dérobaient

des lettres, recueillaient des bruits de salon ou d'antichambre, d'alcôve ou de cuisine, que le service des renseignements crédule et souvent mystifié, payait très cher. C'est ainsi que dans ce groupe figurait un ancien attaché militaire d'Espagne, le marquis de Val Carlos, d'une belle situation mondaine, rastaquouère hautement apparenté, mais besogneux. Il réussissait souvent à recueillir des indications de ses anciens collègues du monde diplomatique, qu'il rapportait tantôt à un agent nommé Guénec, tantôt à Henry, sous-chef du bureau des renseignements, et on le payait assez cher. Le résultat du contact fréquent des officiers du bureau des renseignements avec des hommes habitués à des procédés louches et de basses mœurs policière fut qu'ils se familiarisaient avec les mensonges et les ruses, indignes de l'uniforme, au point qu'ils interprétaient souvent au rebours du bon sens les documents qui tombaient entre leurs mains, à la suite d'un manque d'esprit critique et d'une saine faculté d'appréciation des choses de la vie.

Cependant, déjà en 1892 le Général Miribel, chef d'Etat-Major, s'apercevait qu'il y avait une fissure quelque part et que des fuites se produisaient aux bureaux du ministère de la Guerre. Alors, il intensifia ses recherches et les mesures de surveillance et réussit à intercepter des pièces dont une d'elles, signée du pseudonyme Alexandrine, était ainsi conçue : « Ci-« joint douze plans directeurs de Nice que ce canaille

« de D... m'a remis pour vous. N'avez-vous pas l'inten-
« tion de reprendre des relations avec lui? Il prétend
« qu'il y eut un malentendu et qu'il ferait tout son
« possible pour vous satisfaire. Je lui ai répondu qu'il
« était fou et que je ne crois pas que vous prendrez des
« relations avec lui ». Le bureau des renseignements crut voir dans cette pièce une lettre de Schwarzkoppen adressée à Panizzardi attaché à l'ambassade d'Italie. Bien que cette lettre ne portât pas de date, le sous-chef du service, capitaine Cordier, prétendit l'avoir eue entre ses mains en 1892.

En tous cas il est certain que la personne à laquelle il était fait allusion par « ce canaille de D... » n'était pas un officier, car les officiers allemands n'auraient jamais repoussé avec un tel dédain les services d'un officier français. En effet, on a su plus tard que la personne ainsi congédiée était un fournisseur nommé Dubois, un alcoolique qui se faisait payer les plans directeurs 10 francs la pièce. Il est également avéré, d'après les déclarations faites devant le tribunal de Rennes, que l'agent Brücker, disgrâcié à la suite d'une dénonciation de sa maîtresse, nommée Millescamps, se plaignait de sa disgrâce et cherchait à rentrer en faveur par quelque exploit. Un jour, en entrant dans la loge du concierge de l'ambassade allemande il y trouva une lettre, qui venait d'arriver par la poste, dans le casier de Schwarzkoppen, alors en congé à Berlin. Il la prend, ouvre l'enveloppe et la lit. Ensuite il la porte à

Henry, qui ne tarda pas à y reconnaître l'écriture de son ami de vingt ans, son ancien camarade au bureau des renseignements et son créancier depuis 1876, le commandant Valsin Esterhazy qui était au service du colonel Schwarzkoppen. Il paraît, au dire de ce dernier, qu'au moment d'entrer à son service il lui déclara, qu'issu d'une illustre famille hongroise il ne s'était jamais considéré comme Français et il affirma en même temps qu'il se documentait au bureau même des renseignements. Henry, en lisant cette lettre était bien embarrassé, car s'il était complice de son ami, la découverte de cette lettre aurait ouvert un abîme sous ses pieds ; s'il ne l'était pas, elle lui aurait appris que son ami était un infâme. En tout cas son intérêt était de détruire la lettre qui compromettait sa situation ; mais étant donné que son contenu était connu de Brücker, qui espérait se faire bien payer son service il se décida à porter la lettre à Sandherr, son chef de bureau. Cependant, il crut bien faire en la déchirant d'abord en plusieurs morceaux et en la recollant ensuite pour faire croire qu'elle lui était arrivée par la voie ordinaire. (Version mensongère).

Sandherr, se rendant compte de la gravité de ce succès de l'espionnage allemand, en donna connaissance à Mercier, ministre de la Guerre. Celui-ci, très impressionné par cette découverte, jugea que le traître, appartenant forcément aux bureaux du ministère de la Guerre, le champ de l'enquête serait fort restreint. Il suffirait de

trouver chez l'un ou l'autre des employés de ce bureau une écriture similaire à celle du bordereau. Aussi, le général de Boisdeffre, chef de l'Etat Major, montra-t-il la pièce en question aux chefs de bureau et aux chefs de service, mais tous déclarèrent que l'écriture leur en était inconnue. Sandherr fit alors photographier le document par un agent compétent et en communiqua la reproduction aux chefs des différents bureaux, les invitant à en comparer l'écriture à celle des officiers placés sous leurs ordres, mais le résultat fut également négatif. Cependant, un malaise poignant se faisait sentir parmi les officiers des bureaux de la guerre, chacun craignant de se voir soupçonner de négligence. Personne n'eut l'idée que le traître pouvait bien être un officier en service actif ayant des relations amicales avec les officiers du ministère de la Guerre. Les colonels d'Aboville et Fabre poursuivant leurs investigations estimaient que le traître devait se trouver parmi les stagiaires à l'Etat major, qui passent successivement par tous les bureaux et prirent connaissance de la liste des officiers d'artillerie stagiaires à l'Etat major. Alors le colonel d'Aboville tomba en arrêt devant le nom du capitaine Dreyfus. Fabre se souvint que les notes de tous les stagiaires étaient excellentes sauf celles de Dreyfus dont on disait qu'il avait un caractère sournois, était très curieux et indiscret dans ses demandes et peu aimé de ses camarades. Cependant ce n'était pas l'opinion des autres chefs, car le colonel Germeny

dit de lui, « officier très intelligent, rédige très bien, a déjà des connaissances très étendues et est en mesure de traiter des questions avec des idées personnelles, veut et doit arriver », et le colonel de Sancey pour le premier semestre de 1894 dit de lui : « Officier très intelligent, saisissant vite les affaires, travaillant facilement, il est peut-être trop sûr de lui, sait très bien l'allemand et a utilisé consciencieusement son temps au deuxième bureau ». Néanmoins les colonels d'Aboville et Fabre étaient prévenus contre le caractère de Dreyfus, éprouvant une vive antipathie pour le juif.

Malheureusement, ces colonels avaient des auxiliaires puissants ; c'était d'abord le général Mercier, ministre de la Guerre justement préoccupé des conséquences que pouvait avoir la trahison d'un officier ainsi que de de l'effet qu'en produirait la nouvelle sur la Chambre, laquelle pourrait contester l'utilité des dépenses élevées du bureau des renseignements, si celui-ci était impuissant à découvrir le traître. Il fallait donc le découvrir à tout prix.

Puis, le général de Boisdeffre, chef d'Etat major, ancien élève de l'école des Jésuites qui avait coutume d'aller s'entretenir quotidiennement avec le père Du Lac, son confesseur et directeur de conscience, et qui était un antisémite par excellence.

Il ne lui manquait que l'écriture de Dreyfus pour voir si elle ressemblait à celle du bordereau. Les officiers chargés de la comparaison des spécimens de l'écri-

ture de Dreyfus avec celle du bordereau n'hésitèrent pas à y trouver une ressemblance et en rendirent compte au général Gonse, chef du bureau des renseignements, et au général de Boisdeffre, chef de l'Etat-major, mais le général Mercier demanda pour plus de sûreté l'avis d'un expert. L'expert désigné fut un nommé Gobert, de la Banque de France, lequel après un examen sérieux conclut pour la négative. En premier lieu, dit-il, l'écriture du bordereau est presque illisible, tandis que celle de l'officier incriminé est claire et très lisible. Hanoteaux, alors ministre des Affaires étrangères, consulté à cet égard, se prononça non seulement contre la poursuite, mais également contre l'enquête. Le général Saussier, Gouverneur de Paris et Généralissime était également opposé aux poursuites. Par contre, parmi les officiers du ministère de la Guerre le commandant Picquart fut le seul à estimer que le bordereau ne constituait pas une preuve suffisante pour accuser de trahison un officier considéré comme patriote et honnête. De plus, dit-il, la dissemblance de l'écriture lui ôte toute valeur. Malheureusement, les généraux Mercier, Gonse et Boisdeffre étaient tous des antisémites enragés, et ce dernier surtout subissait l'influence du Jésuite le père Du Lac, son confesseur. Ils décidèrent donc la poursuite d'un officier innocent pour la seule raison qu'il était juif, et qu'ils le jugeaient indigne de commander les fils de la haute bourgeoisie et de se trouver en possession des

secrets de l'Etat. Le général Mercier ayant eu besoin, pour raffermir sa situation au Ministère, de la découverte du traître, décida l'enquête plutôt pour couvrir les formes, car il était sûr d'imposer sa prétendue conviction aux officiers du conseil de guerre sous ses ordres.

En effet Dreyfus fut condamné sans preuves, car l'enquête effectuée plus tard par le tribunal supérieur de justice a prouvé à l'évidence qu'aucune des pièces constituant l'accusation ne se rapportait à Dreyfus. Il est incompréhensible que des officiers composant le conseil de guerre aient fait si bon marché de l'honneur militaire d'un de leurs camarades. Où est la solidarité militaire ? On dirait que celle-ci perd sa valeur lorsque l'accusé est Juif ? Est-il possible d'admettre que la France qui en 1789 a proclamé, la première, les droits de l'homme et qui sur tous ses monuments publics inscrit, comme un emblème national, la devise : Liberté, Egalité, Fraternité, ait changé un siècle après au point d'avoir subi la contagion de l'antisémitisme, cette maladie sociale propagée consciemment par les Jésuites dans les classes sociales supérieures ?

Il est incontestable que l'Assemblée constituante nommée pour approuver le traité de Francfort était dominée par un esprit monarchique et clérical ; car son vote d'édifier l'Eglise du Sacré-Cœur sur la colline de Montmartre n'avait d'autre but que de faire rayonner avec éclat sur toute la France le feu sacré de la théocratie.

Bien que ce rêve ne tardât pas à s'évanouir après l'échec du gouvernement du duc de Broglie sous la présidence de Mac-Mahon, la semence jetée dans le pays par l'Empire et les classes dirigeantes durant les premières années de la République a porté ses fruits, car qu'un grand nombre des hommes chargés de la haute direction de la politique et de l'armée ont été élèves des écoles des Jésuites, lesquels s'inquiétaient de voir le nombre toujours croissant d'élèves juifs qui entraient annuellement à l'école de Saint-Cyr et à l'école Polytechnique et sortaient ensuite comme officiers de l'armée, faisant ainsi concurrence à leurs élèves. Ils ont bien compris l'importance que cela aurait pour leur cause si le crime imputé à Dreyfus devenait une vérité légale par suite du jugement d'un conseil de guerre, car personne en France n'oserait admettre qu'un conseil de guerre français fût capable de condamner un officier sans des preuves positives de sa culpabilité.

Dreyfus eut beau protester publiquement de son innocence, seuls sa famille et quelques amis ajoutèrent foi à ses manifestations. Cependant les légistes et tous les hommes de bonne foi protestèrent contre son arrestation, tenue secrète pour sa famille et contre l'instruction judiciaire et le jugement rendu à huis clos sous prétexte de secrets d'Etat. Malgré la déclaration officielle du Comte de Munster, Ambassadeur d'Allemagne à Paris, affirmant que le nom de Dreyfus était

inconnu à l'Ambassade d'Allemagne et d'Italie, le malheureux Dreyfus fut condamné pour trahison et envoyé à l'Ile du Diable, où il resta incommuniqué pendant cinq ans, avec la circonstance aggravante qu'en 1896, à la suite d'un ordre du Ministre André Lebon au gouverneur de l'île, Dreyfus fut même empêché de communiquer avec la mer sous prétexte qu'il pourrait s'évader ou être enlevé par force grâce à un complot ourdi par sa famille et ses amis. On le transporta donc dans une nouvelle case divisée en deux par une solide grille en fer qui s'étendait sur toute la largeur. Des fenêtres grillées impossibles à atteindre laissaient passer la lumière et un peu d'air. Plus tard aux barreaux de fer fut ajouté un grillage en mailles serrées de fil de fer interceptant encore davantage l'air. Puis on établit à l'intérieur devant chaque fenêtre deux panneaux dont l'un était formé d'une plaque pleine en tôle et l'autre de barreaux de fer verticaux et transversaux, une palissade en bois à bouts pointus de deux mètres de hauteur, entourant la case. Cette nouvelle case sans vue sur la mer avait le double inconvénient de manquer d'air pendant la saison chaude, et d'être fort humide pendant la saison des grandes pluies, lorsque le sol en était recouvert d'une nappe d'eau de plusieurs centimètres. Il est clair que toutes ces machinations ont été imaginées et appliquées pour couvrir le crime du conseil de guerre en accélérant sans la moindre justification l'épuisement physique et moral de l'accusé.

Heureusement, le hasard s'est chargé de donner un démenti au jugement du conseil de guerre. Quelque temps après la condamnation de Dreyfus, le colonel Sandherr fut frappé de paralysie générale et fut remplacé comme chef du bureau des renseignements par le colonel Picquart. D'autre part, le commandant Henry, absorbé par une longue maladie de sa mère avait complètement négligé les affaires du bureau. C'était Picquart qui s'en occupait avec le plus grand intérêt. Le capitaine Lauth chargé de recevoir et d'examiner le sac des papiers recueillis par Mme Bastian fut frappé d'y trouver un petit-bleu (Carte télégramme), déchiré en cinquante fragments. Il le reconstitua, le colla et en prit connaissance, puis il le rapporta tout émotionné à son chef Picquart. En voici le contenu : « Au Com-
« mandant Esterhazy 21 rue de la Bienfaisance. J'at-
« tendais avant tout un rapport plus détaillé que celui
« que vous m'avez envoyé dernièrement sur le sujet en
« question. Par conséquent je vous prie de me le re-
« mettre par écrit, pour que je sois en mesure de juger
« si je dois continuer mes relations avec tel. » Signé C.

Picquart ne doutait pas que l'auteur du petit bleu fût le colonel Schwarzkoppen, car le bureau était en possession d'un autre document de lui, signé de la même initiale C. Lauth au moment de remettre le petit bleu à Picquart ne put s'empêcher d'exclamer : « Serait-il possible qu'il y eût encore un autre traître. Cela serait terrible ! » Picquart bien qu'il fût sous l'impression

qu'il n'y avait qu'un traître, ne jugea pas utile de faire connaître son opinion, à ce moment-là. Il jugea plus prudent d'étudier à nouveau ce problême, de prendre des renseignements sérieux sur le nommé Esterhazy et d'obtenir des spécimens de son écriture. Il réussit en effet à prendre connaissance de deux lettres adressées par ce dernier au chef du cabinet du ministère de la Guerre, et fut frappé à première vue de la ressemblance entre l'écriture du bordereau et de celle de ces lettres. Alors Picquart commença à voir plus clair dans cette affaire ; il comprit que si Esterhazy était l'auteur du bordereau, Dreyfus était complètement innocent ; mais il désirait connaître également les pièces qui formaient le dossier secret. Il s'adressa dans ce but à Gribelin chargé des archives du bureau des renseignements qui les lui remit de suite. Picquart en les parcourant fut surpris de voir que le contenu de ces pièces ne se rapportait nullement à Dreyfus. Le document auquel on avait attribué de l'importance, celui contenant les mots « *La canaille de D...* » ne pouvait se rapporter à un officier de l'armée, car l'espion en question se faisait payer dix francs la pièce livrée au bureau allemand ; en effet on apprit après qu'il s'agissait d'un fournisseur nommé Dubois. Quant aux renseignements sur la personne d'Esterhazy, Picquart s'était adressé à son ancien compagnon d'armes, le commandant Curé. Or, voici son témoignage. « Ferdinand Esterhazy est fils d'un ancien général de division qui s'est distingué

dans la guerre de Crimée. Devenu orphelin très jeune il quitta la France en 1865 et plus tard il s'est engagé dans la légion romaine au service du Pape. Grâce à l'influence d'un de ses oncles, il fut admis dans la légion étrangère et fit la guerre de 1870 d'abord comme lieutenant, ensuite comme capitaine. En 1876 il fut employé comme traducteur de l'allemand aux bureaux du ministère de la Guerre, mais il n'a jamais apparu dans son régiment à Beauvais. Pendant cinq ans il mena une vie d'amusements et de dissipation à Paris où il dépensa sa petite fortune. En 1885 il prit part à l'expédition de Tunis. En 1887 il rentra en France où il se maria ; mais n'ayant pas tardé à dépenser la dot de sa femme il finit par une séparation légale. Grâce à l'influence de ses parents en haut lieu il réussit à se faire nommer commandant du 74e régiment d'infanterie à Rouen. Là il profitait de sa proximité de Paris pour se donner au jeu et aux amusements. En même temps il empruntait de l'argent de tous côtés et ne cessait de se plaindre contre ses chefs et même contre l'armée française. En 1892 il fut l'objet d'accusation par le général Brault et en 1893 il entra au service d'espionnage du colonel Schwarzkoppen qui lui a accordé une pension de deux cents marks mensuels. »

Picquart mis au courant de la vie désordonnée d'Esterhazy et de ses visites fréquentes à l'ambassade d'Allemagne ne doutait plus qu'il avait affaire à un

traître. En même temps, l'attaché militaire français à Berlin nommé Foucault l'informa d'une conversation qu'il avait eue avec un espion français, nommé Richard Cuers, d'après lequel, l'Allemagne n'avait jamais employé Dreyfus ; le seul officier français au service de l'Allemagne était un commandant d'infanterie qui avait fourni plusieurs renseignements à l'ambassade d'Allemagne à Paris. Picquart fut également informé des visites fréquentes qu'Esterhazy faisait aux bureaux du ministère de la Guerre pour chercher des données sur des questions militaires concernant surtout l'artillerie et la mobilisation. Picquart croyant de son devoir de rendre compte à ses chefs de ses découvertes, se rendit chez le général Boisdeffre qui l'engagea à continuer ses investigations. En attendant, un député de la Chambre nommé Castelain annonça au ministre de la Guerre une interpellation à ce sujet. En même temps, le journal *l'Eclair* publiait un article dans lequel il révélait comme un fait nouveau que la condamnation de Dreyfus avait été prononcée à la suite de la communication aux juges d'un document secret qui contenait cette phrase : « Ce canaille de Dreyfus est devenu trop exigeant ». Alors, Picquart qui connaissait ce document et l'inexactitude de la copie reproduite dans le journal, demanda que le gouvernement se prononçât officiellement à ce sujet et fît connaître la vérité. Le gouvernement se refusa, et ce refus donna lieu au dialogue suivant entre Picquart et le général Gonse :

« G. — Que vous importe si le juif reste à l'île du diable ?

P. — Mais il est innocent.

G. — C'est une affaire close qui ne peut s'ouvrir de nouveau ; la réputation des généraux Mercier et Boisdeffre y est trop intéressée.

P. — Quelle sera notre situation si les Dreyfusistes découvrent le vrai coupable ?

G. — Ils ne le découvriront jamais si vous n'en parlez pas.

P. — Ce que vous dites, mon Général, serait abominable de ma part. Je ne sais pas encore quel chemin je vais prendre, mais en nul cas j'emporterai ce secret avec moi dans le tombeau (1). »

Depuis ce jour le ministre de la Guerre décida d'écarter Picquart du bureau des renseignements. Bien qu'on lui permît de continuer ses investigations il lui fut défendu de prendre des mesures actives contre Esterhazy. En même temps ce dernier fut avisé qu'il était surveillé et qu'il devait être sur ses gardes. Un mois après, soit le 6 novembre parut à Bruxelles un pamphlet écrit par Bernard Lazare qui confirmait la nouvelle du document secret communiqué aux juges avant la condamnation de Dreyfus mais opposait un démenti formel à l'affirmation que ce document portait le nom de Dreyfus, ajoutant que seule l'initiale D. y figurait. Ce pamphlet fut

1. Le procès Dreyfus devant le Conseil de guerre à Rennes. Paris, 1900.

distribué aux membres de la Chambre des députés. Quelques jours après le journal *Le Matin* publiait un fac-similé du bordereau attribué à Dreyfus, ce qui permit à tous les experts en écriture de tous les pays de juger par eux de la dissemblance de l'écriture du bordereau avec celle de Dreyfus et de la ressemblance absolue entre l'écriture du bordereau et celle d'Esterhazy.

L'Etat-major et le ministre de la Guerre, attribuant le réveil de la question Dreyfus à la découverte de Picquart et à ses investigations sur le vrai traître, décidèrent de l'éloigner de Paris et de l'envoyer d'abord à Marseille et ensuite à Tunis. En attendant, Picquart ajouta un codicile à son testament où il exposait avec tous les détails l'histoire de ses découvertes relatives à la culpabilité d'Esterhazy, codicile qui devait être remis en cas de mort au Président de la République. Quelque temps après son séjour à Tunis il demanda un congé pour se reposer de ses tracas et de son surmenage. Il en profita pour rentrer à Paris où il alla trouver un de ses anciens camarades et amis, un avocat consciencieux nommé Leblois, auquel il raconta qu'il avait découvert le traître et criminel Esterhazy en même temps que l'innocence de Dreyfus, mais sans lui parler d'aucun document secret. Bien qu'il l'autorisât à en donner connaissance en cas nécessaire au gouvernement, il lui défendit d'en parler au frère et à l'avocat de Dreyfus. Cependant quelques jours plus tard le hasard mit

Leblois en rapports avec un homme d'Etat qui sympathisait avec la cause de Dreyfus, Scheurer Kestner, d'origine alsacienne, vice-président du Sénat et un des membres les plus estimés du parti républicain, lequel rencontrant un jour Leblois à un dîner chez un ami commun, lui parla de l'affaire Dreyfus. Alors ce dernier se rendit chez lui, et lui raconta tout ce qu'il savait de l'affaire en lui montrant les lettres du général Gonse à Picquart. Le général Billot, ministre de la Guerre, ancien ami de Scheurer Kestner, inquiet des démarches que celui-ci se proposait de faire, le pria de se tenir tranquille sans mettre le public en éveil pendant une quinzaine de jours. Billot en profita pour comploter avec Gonse, Henry et Lauth, dans le but d'innocenter le criminel Esterhazy et de lui faire comprendre qu'il n'avait rien à craindre, car il se trouvait sous la protection de l'Etat-major, à condition qu'il se conformât strictement aux instructions qui lui seraient données.

Henry et Du Paty de Clam eurent des entretiens journaliers avec Esterhazy, lui dictant les arguments dont il devait se servir pour se défendre contre les accusations dont il fut l'objet par un conseil de guerre. Il arriva même que le général de Pellieux s'assit derrière les juges pour les inspirer. En effet, il fut déclaré innocent et acquitté. De Pellieux prétendit qu'il était tellement convaincu de la culpabilité de Dreyfus qu'il se refusait à examiner le bordereau, déclarant que l'affaire était une chose jugée et inappellable. D'un

autre côté Billot, ministre de la Guerre, proclama à la Chambre des députés, jurant sur sa conscience et sur son âme, que c'était Dreyfus qui était le traître. Cela n'empêcha pas la presse politique de se diviser en dreyfusards et antidreyfusards, les premiers attaquant et les derniers défendant la conduite du gouvernement. En somme, le nombre des défenseurs de la justice et de la cause du condamné gagnait du terrain de jour en jour. C'étaient des hommes de grande valeur morale et intellectuelle qui levaient la tête pour demander la révision du procès. Celui qui s'est distingué le plus par son courage civique et la dureté de son langage fut le célèbre romancier Emile Zola, par ses lettres à *la Jeunesse*, à *la France*, au *Sénat*, au *Jury* et au *Président de la République M. Félix Faure*. Cette dernière fut la plus sensationnelle. Nous allons en reproduire les dernières phrases que voici : « Monsieur le Président, « J'accuse le lieutenant-colonel du Paty de Clam d'avoir « été l'ouvrier diabolique de l'erreur judiciaire, un « inconscient, je veux le croire, et d'avoir ensuite défendu « son œuvre néfaste depuis trois ans par des machina- « tions les plus saugrenues et les plus coupables. J'accuse « le général *Mercier* de s'être rendu complice, tout au « moins par faiblesse d'esprit, d'une des plus grandes « iniquités du siècle. J'accuse le général Billot d'avoir « eu entre les mains les preuves certaines de l'inno- « cence de Dreyfus et de les avoir étouffées, de s'être « rendu coupable du crime de lèse-humanité et de lèse

« justice dans un but politique et pour sauver l'Etat-
« major compromis.

« J'accuse le général Boisdeffre et le général Gonse
« de s'être rendus complices du même crime, l'un sans
« doute par passion cléricale et l'autre peut-être par cet
« esprit de corps qui fait des bureaux de la guerre
« l'arche sainte inattaquable. J'accuse le général de
« Pellieux et le commandant Ravary d'avoir fait une
« enquête de la plus monstrueuse partialité dont nous
« avons dans le rapport du second, un impérissable
« monument de naïve audace.

« J'accuse les trois experts en écriture, les Sieurs
« Belhomme, Varinard et Gouard, d'avoir fait des rap-
« ports mensongers et frauduleux, à moins qu'un exa-
« men médical les déclare atteints d'une maladie de la
« vue et du jugement.

« J'accuse les bureaux de la guerre d'avoir mené dans
« la presse, particulièrement dans l'*Eclair* et dans
« l'*Echo de Paris*, une campagne abominable pour
« égarer l'opinion et couvrir leur faute. J'accuse enfin
« le premier conseil de guerre d'avoir violé le droit en
« condamnant un accusé sur une pièce restée secrète
« et j'accuse le second conseil de guerre d'avoir couvert
« cette illégalité, par ordre, en commettant à son tour
« le crime juridique d'acquitter sciemment un coupable
« (Esterzahy). »

Il est tout naturel que le gouvernement qui avait fait condamner sans preuve Dreyfus innocent et innocenter

Esterhazy, criminel reconnu, se décidât à faire juger Zola par un tribunal civil confiant dans l'autorité populaire des chefs de l'armée et dans l'autorité parlementaire qui venait de donner un vote de confiance au gouvernement. Mais Zola, animé de l'amour de la vérité et convaincu de la force irrésistible de la justice, adressa au Jury un discours éloquent et persuasif pour la défense de sa conduite, dont nous allons citer quelques phrases les plus émouvantes. « Votre très légitime « inquiétude est l'état déplorable dans lequel sont tom« bées les affaires. Partout la crise actuelle menace de « devenir un désastre, les recettes baissent, les tran« sactions deviennent de plus en plus difficiles, de sorte « que la pensée que je lis sur vos visages est, qu'en « voilà assez et qu'il faut en finir. Vous n'en êtes pas à « dire comme beaucoup : Que nous importe qu'un inno« cent soit à l'Ile du Diable. Est-ce que l'intérêt d'un « seul vaut la peine de troubler ainsi un grand pays ? « Alors si vous me condamnez il n'y aura que cela au « fond de votre verdict; le désir de calmer les vôtres, le « besoin que les affaires reprennent et la croyance que, « en me frappant vous arrêterez une campagne de reven« dication nuisible aux intérêts de la France. Eh bien, « messieurs, vous vous trompez absolument ; en me « frappant vous ne ferez que me faire grandir. Celui « qui souffre pour la vérité devient auguste et sacré. « Ne comprenez-vous pas que ce dont la nation meurt, « c'est de l'obscurité où l'on s'entête à la laisser. C'est

« de l'équivoque où elle agonise. Les fautes des gou-
« vernements s'entassent sur les fautes, un mensonge
« en nécessite un autre, de sorte que l'amas devient
« effroyable. Une erreur judiciaire a été commise et dès
« lors pour la cacher, il a fallu chaque jour commettre
« un nouvel attentat au bon sens et à l'équité. C'est la
« condamnation d'un innocent qui a entraîné l'acquitte-
« ment d'un coupable. On vous dit que nous sommes
« les auteurs du scandale, que ce sont les amants de la
« vérité et de la justice qui détraquent la nation.
« En vérité, c'est se moquer du monde. Est-ce que le
« général Billot n'est pas averti depuis dix-huit mois?
« Est-ce que le colonel Picquart n'a pas insisté pour
« qü'il prît la révision en main, s'il ne voulait pas
« laisser éclater l'orage et tout bouleverser ? Est-ce que
« M. Scheurer Kestener ne l'a pas supplié les larmes aux
« yeux de songer à la France, de lui éviter une pareille
« catastrophe ? Si le pays est dans la peine la faute en
« est au pouvoir, qui, désireux de couvrir les coupables
« et poussé par des intérêts politiques a tout refusé,
« espérant qu'il sera assez fort pour empêcher la lumière
« d'être faite. C'est lui qui est responsable du trouble
« éperdu où sont les consciencieux. »

« Le gouvernement qui n'ignore rien, qui est con-
« vaincu comme nous de l'innocence de Dreyfus, pourra
« sans risque trouver les témoins qui feront la lumière.
« Dreyfus est innocent, je le jure, j'y engage ma vie et
« mon honneur. Et par tout ce que j'ai conquis par mes

« œuvres qui ont aidé à l'expansion des lettres fran-
« çaises, je jure que Dreyfus est innocent. Que tout cela
« s'écroule, que mes œuvres périssent si Dreyfus n'est
« pas innocent. Tout semble être contre moi, les deux
« Chambres, le pouvoir civil, le pouvoir militaire, les
« journaux à grand tirage, l'opinion publique qu'ils ont
« empoisonnée. Je n'ai pour moi que l'idée, un idéal
« de vérité et de justice. Je suis bien tranquille, je
« vaincrai. »

En effet Zola ne s'était pas trompé ; il fut condamné au maximum de la peine pour diffamation, une année de prison et 3.000 francs de dommages et intérêts. La condamnation ne se limita pas à Zola ; il y eut un conseil d'enquête dirigée contre Picquart pour avoir mis au courant Leblois de documents secrets. Il fut condamné à la cessation du service militaire et à la radiation de son nom de la liste de l'armée. Picquart après avoir frappé en vain aux portes de la justice militaire se décida à recourir à un tribunal civil contre l'auteur anonyme des faux télégrammes et de la lettre fausse « Espérance » reçus par lui pendant son séjour à Tunis. D'un autre côté Christian Esterhazy porta plainte contre son cousin le commandant Esterhazy, lequel sous prétexte de placer une partie de leur patrimoine dans les affaires à l'aide des banquiers de Rothschild l'avait escroqué lui et sa mère d'une grande partie de leur fortune. Le même magistrat, nommé Bertulus, fut chargé de ces deux affaires. Etant donné que Christian avait été

l'agent intermédiaire entre le commandant Esterhazy et ses protecteurs, les officiers de l'Etat-Major, il donna connaissance au juge de certains détails compromettants à ce sujet. Mais en attendant, eurent lieu les nouvelles élections de députés et dans la nouvelle Chambre ne figurait aucun Dreyfusard ; ni Jaurès ni Reinach ne furent réélus. Cependant, dans la première session, le Ministère Méline fut mis en minorité et remplacé par un cabinet radical présidé par Brisson qui jusqu'alors s'était montré neutre entre les deux partis. Celui-ci dut choisir pour ministre de la Guerre Godefroy Cavaignac qui offrait de la garantie aux Nationalistes partisans des chefs de l'armée. En effet, dans le premier discours qu'il prononça à la Chambre il déclara que la culpabilité de Dreyfus était hors de discussion, s'appuyant sur les aveux de l'accusé, établis faussement dans le rapport du général Gonse et sur le dossier secret qu'il déposa sur le bureau de la Chambre, ce dossier se composant du document de 1894 où se trouvait la phrase : « ce canaille de D. » et de celui de 1896 découvert par Henry et dans lequel un attaché militaire étranger écrivait à un confrère : « D. m'a apporté plusieurs choses intéressantes » (document qu'on découvrit plus tard avoir été raturé et qui était d'ailleurs un faux.) Pour la première fois le fameux dossier secret devenait du domaine public. Le discours du ministre de la Guerre fit un tel effet sur la Chambre qu'elle vota à une grande majorité son affichage dans toutes les communes de France.

Chose singulière, Méline se trouva être parmi les abstentionnistes ; toutefois l'enthousiasme de la Chambre ne fut pas de longue durée car le lendemain Picquart adressa à Brisson une lettre par laquelle il s'offrait à prouver devant une juridiction compétente que le document de 1894 ne s'appliquait aucunement à Dreyfus et que celui de 1896 avait toute l'apparence d'un faux.

Cavaignac, en parlant à la Chambre de Picquart, le traita avec mépris pour avoir osé discuter un document qu'il n'avait jamais vu. En conséquence, il ordonna son emprisonnement à la Santé, mais le procès confié au magistrat Fabre prit bientôt une tournure favorable au prisonnier. En même temps, le magistrat Bertulus, malgré les menaces dont il fut l'objet, faisait mettre en prison le commandant Esterhazy et sa maîtresse, Marguerite Pays, sous l'inculpation de faux et usage de faux, les télégrammes dirigés à Picquart pendant son séjour à Tunis et signés *Speranza et Blanche* leur étant attribués. Bien que la Chambre de mises en accusation sur l'ordre du gouvernement déclarât l'acte d'accusation entaché d'insuffisance de preuves, le ministre de la Guerre convaincu du manque de discipline et de la mauvaise conduite privée d'Esterhazy le soumit à un conseil d'enquête militaire présidé par le général de Saint-Germain. Esterhazy se sentant aux abois, pour se venger du ministre de la Guerre, fit des révélations compromettantes tant pour lui-même que pour ses anciens protecteurs. Grâce à l'intervention en sa faveur

du général Zurlinden, Gouverneur militaire de Paris, il fut mis en liberté, le Ministre de la guerre se bornant à lui appliquer la seule punition possible, l'expulsion de l'armée. Toutefois Cavaignac, tenant compte de l'opinion d'un juge honorable sur les actes criminels d'Esterhazy, commença à avoir des soupçons sur l'authenticité de certains documents du dossier secret et des doutes sur la légalité des procédés employés par ses prédécesseurs ; aussi, pour apaiser sa conscience fit-il procéder à une révision et à une nouvelle classification des documents du dossier secret. Le capitaine Cuignet, chargé de cette opération, ayant procédé à l'examen des pièces à la lumière d'une lampe fut amené à constater une anomalie dans le document remis par Henry concernant la correspondance entre les deux attachés militaires. La couleur des lignes du milieu de la lettre était différente de celle des lignes du commencement et de la fin. Il fit part de sa découverte à son chef, le général Roger, et au ministre de la Guerre, qui constatèrent l'exactitude de ce fait. Cavaignac contrarié de cette découverte qui venait confirmer les soupçons de Picquart, garda l'affaire secrète pendant quinze jours, jusqu'au moment où Henry passa par Paris. Il ordonna alors à celui-ci de se rendre sans délai au ministère de la Guerre. En présence des généraux Gonse, Boisdeffre et Roger, Henry fut questionné par Cavaignac sur l'anomalie que présentait le document remis par lui comme authentique. Henry commença par

jurer qu'il était authentique, mais son explication étant loin d'être claire et convaincante, il ne fit que s'embrouiller et se contredire et finit par avouer qu'il avait complété une certaine partie de la lettre de sa propre main d'après des informations orales, mais contredit par l'évidence des faits il finit par avouer que ce document était son œuvre, qu'il avait été imaginé et forgé par lui, dans le but de donner plus d'autorité au bordereau, et il ajouta que ses chefs savaient très bien pourquoi et en faveur de qui il avait agi de la sorte. Ce disant, il lança un regard de détresse à Gonse et à Boisdeffre, qui en 1896 avaient accepté ce faux aveuglément. Henry se voyant abandonné par ses anciens chefs qui l'avaient poussé au crime, perdit courage et accepta sans murmurer son arrestation et son emprisonnement au mont Valérien. Le lendemain on apprenait la nouvelle de son suicide ; il s'était coupé la gorge avec un rasoir, emportant avec lui dans la tombe une grande partie du secret de l'affaire et de son rôle particulier dans la transmission et la confection des documents. En même temps Esterhazy prenait la fuite, d'abord à Bruxelles puis à Londres. Boisdeffre dont la situation était grandement compromise donna sa démission de chef d'Etat-Major. Cependant Cavaignac, malgré l'aveu et le suicide d'Henry et la confirmation des affirmations de Picquart, y eut la naïveté de déclarer qu'il était plus convaincu que jamais de la culpabilité de Dreyfus. Néanmoins, il présenta aussi sa

démission au chef du gouvernement. Il fut remplacé par Zurlinden, mais celui-ci ne tarda pas à quitter le Ministère, n'ayant pu se mettre d'accord avec Brisson au sujet de la révision du procès Dreyfus.

Sur ces entrefaites Mme Dreyfus demanda la révision du procès,invoquant deux faits nouveaux à l'appui de sa demande : d'une part les aveux d'Henry au sujet du document forgé par lui, d'autre part, l'avis des nouveaux experts en écritures appelés à examiner le bordereau, avis qui était opposé à celui émis en 1894. Le ministre de la Justice demanda alors au ministre de la Guerre de lui communiquer le dossier de Dreyfus. Zurlinden le lui envoya accompagné de son avis qui était défavorable à la révision, mais le conseil des ministres ayant décidé après une longue discussion de soumettre l'affaire à une commission juridique chargée d'adopter une résolution définitive, Zurlinden présenta sa démission et fut remplacé par le général Chanoine.

La commission s'étant prononcée en faveur de la révision, Brisson d'accord avec ses collègues chargea la Chambre criminelle de la Cour de cassation de prendre les mesures nécessaires à cet effet. Cependant le complot ourdi par le parti militaire et les nationalistes provoqua des troubles dans les rues de Paris et le cabinet Brisson fut obligé de donner sa démission ; il fut remplacé par un cabinet d'union républicaine présidé par Charles Dupuis avec Freycinet comme ministre de la Guerre.Poursuivant son enquête sur le fond,la Cour de

cassation décida d'étudier tous les documents du dossier et d'entendre toutes les personnes impliquées dans l'affaire, y compris Dreyfus et Esterhazy. A cet effet Dreyfus fut informé par le gouvernement que la révision de son procès avait commencé et invité à présenter ses moyens de défense ; quant à Esterhazy réfugié à Londres à cause de son procès avec son cousin Christian, il lui fut délivré un sauf-conduit. D'autre part étant donné que Picquart devait figurer comme premier témoin dans la révision du procès, le parti militaire présidé par Zurlinden, dans le but d'affaiblir la valeur de son témoignage demanda qu'il fut jugé d'abord par un tribunal militaire, étant accusé en premier lieu d'avoir forgé le petit bleu adressé à Esterhazy puis d'avoir montré des documents secrets à l'avocat Leblois ; mais un grand nombre d'intellectuels protestèrent énergiquement contre cette prétention et demandèrent que ce procès mal fondé fut ajourné jusqu'à ce que le résultat de l'enquête de la Cour de cassation eût jeté quelque lumière sur la part que Picquart avait prise dans cette affaire dès le début. Dupuis et Freycinet s'opposèrent à l'ajournement du procès de Picquart mais estimèrent plus logique et plus juste que ce fût à la Cour de cassation qu'incombât le soin de juger Picquart. En effet, celui-ci prévenu par son défenseur s'adressa à la Cour de cassation, l'invitant à se prononcer sur son cas, à la suite de quoi celle-ci ordonna que les dossiers lui fussent remis. Après les avoir exa-

minés la Chambre criminelle décida que c'était au tribunal civil et non pas au tribunal militaire auquel incombait de juger Picquart. C'est ainsi que Picquart fut transféré de la prison du Cherche-Midi à celle de la Santé.

En attendant, la Cour de cassation pour pouvoir mener à bien son enquête et juger l'affaire en connaissance de cause, considéra nécessaire de connaître le dossier secret retenu aux bureaux du ministère de la Guerre. Cette exigence se heurta à une grande opposition de la part de l'autorité militaire. Le gouvernement embarrassé porta la question devant la Chambre des Députés qui jugea indispensable que la Cour offrît de garanties nécessaires pour empêcher la vulgarisation des documents. Alors la Cour proposa que ce fût un officier du ministère de la Guerre qui apportât le dossier tous les jours à la Cour de cassation et le rapportât le soir au Ministère.

Malgré toutes les précautions prises par la Cour, la rumeur ne tarda pas à se répandre que la Cour s'était prononcée en faveur de la révision. Alors les anti-revisionnistes entreprirent une campagne violente contre la Cour même, prétendant qu'elle s'était vendue à l'or de la famille Dreyfus. En même temps le président de la Chambre civile de la Cour de cassation, Quesnay de Beaurepaire, présentait sa démission de juge et publiait dans l'*Echo de Paris* des lettres contre ses confrères. Alors le gouvernement décida qu'au lieu d'une seule

section telle que la Chambre criminelle, ce serait la Cour de cassation entière, toutes chambres réunies, qui serait chargée de se prononcer sur le fond de l'affaire. La Chambre des députés approuva cette mesure, qu'elle considérait comme une garantie hors de discussion, en votant presqu'à l'unanimité la loi appelée de *dessaisissement*, loi que le Sénat ne tarda pas à voter à son tour.

Sur ces entrefaites survint la mort de Félix Faure, Président de la République, qui fut remplacé par Emile Loubet, président du Sénat. Bien que celui-ci ne se fût jamais prononcé ouvertement ni en faveur ni contre Dreyfus, son élection fut assurée par les révisionnistes des deux Chambres, cependant que les anti-révisionnistes, c'est-à-dire les réactionnaires et les nationalistes se mettaient en devoir de conspirer contre la nouvelle situation. En attendant, la Cour de cassation toutes chambres réunies ayant examiné les dossiers secrets et entendu plusieurs témoins nouveaux avait envoyé son rapport à l'imprimerie pour être distribué parmi les conseillers. Alors, un grand quotidien, le *Figaro*, ayant réussi à s'en procurer une copie, il la publia intégralement, reproduisant quelques pages dans le numéro de chaque jour. L'effet de cette publication fut immense, car la lumière commençait à se faire enfin sur ce cas ténébreux, et le grand public avait pour la première fois connaissance de tous les facteurs qui avaient aveuglé les chefs de l'armée et

rendu sourds les dispensateurs de la justice à la voix de la vérité.

Le résultat immédiat de la divulgation des procédés d'investigation du tribunal suprême fut l'effondrement des prétendues preuves de la culpabilité de Dreyfus que le dossier secret était censé contenir. Les chefs de l'Etat-Major, Cavaignac, Roger et Cuignet qui s'efforçaient de prouver que le dossier secret ne pouvait se référer qu'à Dreyfus, furent obligés de reconnaître leur erreur lorsque les experts en écriture nommés par la Chambre criminelle de cassation furent unanimes à l'attribuer à Esterhazy et que Charavay, l'un des experts qui avait déclaré en 1894 que l'écriture du bordereau était de Dreyfus se rétracta lorsqu'on mit devant ses yeux la véritable écriture d'Esterhazy, dont deux lettres, reconnues authentiques par lui étaient écrites sur du papier pelure de même que le bordereau, tandis que toutes les recherches faites par une commission pour découvrir un tel papier chez Dreyfus étaient demeurées stériles. En résumé, la Cour de cassation, toutes chambres réunies, confirma le résultat de l'enquête de la Chambre criminelle et le président de la Chambre civile lut le rapport en public, déclarant que le bordereau était l'œuvre d'Esterhazy, et que par conséquent Dreyfus était innocent. Manau, le procureur général, de son côté, appuya ce fait par un autre fait nouveau, savoir, le faux d'Henry avoué par lui-même. Alors la Cour, après avoir entendu le brillant discours de Mᵉ Mornat, avocat

de la famille Dreyfus, se retira pour délibérer et revint avec un verdict d'annulation de la sentence du conseil de guerre de 1894.

Pour donner au tribunal militaire l'occasion de reconnaître son erreur judiciaire la Cour demanda que Dreyfus fût jugé à nouveau par un autre conseil de guerre à Rennes. Cet excès de délicatesse a fait beaucoup de tort à la cause sacrée de la justice ; d'abord c'était un manque de logique ; car à quoi bon un nouveau jugement s'il n'existait plus de motifs d'accusation contre Dreyfus ? les documents ayant servi de base à la condamnation avaient été reconnus en partie faux et en partie inapplicables à Dreyfus ; d'autre part un nouveau jugement après une enquête laborieuse favorable à l'accusé donnerait lieu à croire que les juges eux-mêmes avaient douté de l'intégrité de l'enquête. En effet, le temps ne tarda pas à donner raison au proverbe latin qui dit : *sub armis silent leges* (sous le règne des armes les lois se taisent). En attendant, le jugement de la Cour de cassation eut pour résultat immédiat qu'ordre fut donné au croiseur *Sfax* de se rendre à l'île du Diable pour ramener Dreyfus à Rennes ; et que d'autre part le ministère Dupuy-Freycinet donna sa démission et fut remplacé par un ministère présidé par Waldeck-Rousseau avec le général Gallifet comme ministre de la Guerre.

Le procès de Rennes eut lieu aussitôt après le retour de Dreyfus, le 7 août 1898. Le tribunal se composait

d'officiers d'artillerie sauf le président, le colonel Jouaust, qui appartenait au corps d'ingénieurs, tandis que l'avocat accusateur était un gendarme retiré qui avait commencé l'étude du droit à l'âge de soixante ans. En outre, le tribunal, qui n'avait d'autre mission que de trancher la question, de savoir si Dreyfus était l'auteur du bordereau, au lieu d'entendre exclusivement les personnes capables d'éclaircir cette question, entendit un nombre considérable d'individus incompétents qui, au lieu d'apporter des faits nouveaux ne firent qu'émettre des opinions ou des suppositions ou raconter des choses étrangères à la question. En même temps, un groupe de généraux dirigés par Mercier adressait des harangues au tribunal, et le président suggestionné par ces officiers supérieurs était très complaisant envers eux, tandis qu'il était très rude envers Dreyfus, avec la circonstance aggravante que le tribunal ne tenait aucun compte des faits établis par la Cour de cassation ni des aveux d'Esterhazy et d'Henry. — Il ne prit pas davantage en considération le témoignage favorable à Dreyfus de Casimir Périer et du commandant Freystaetter, un des juges de 1894, ni de l'opinion de Charavay un des experts de 1894 qui après avoir vu l'écriture d'Esterhazy se retracta et attribua à ce dernier l'écriture du bordereau. Il en résulta forcément que le tribunal, inspiré par les généraux complices, n'hésita pas à condamner de nouveau Dreyfus par cinq voix contre deux à dix années de prison, tout en admettant des circonstances

atténuantes et en recommandant Dreyfus à l'indulgence du gouvernement.

Le gouvernement, qui comptait sur l'acquittement, était d'autant plus perplexe sur la conduite à observer qu'il ne comprenait pas qu'il pût y avoir des circonstances atténuantes dans un cas de trahison envers la patrie; finalement, après une longue discussion, les membres du gouvernement se mirent d'accord pour décider de faire gracier Dreyfus et pour proposer aux Chambres une amnistie générale en faveur des personnes compromises dans les divers procès pour des faits connexes à l'affaire Dreyfus et l'extinction des actions pénales et civiles y relatives. Waldeck-Rousseau se rendit compte qu'après cette nouvelle faillite de la justice militaire il n'y avait plus aucun moyen efficace pour mettre un terme à la crise violente qui déchirait le pays depuis cinq ans, d'autant plus qu'il craignait que Gallifet ne quittât le ministère plutôt que de consentir à ce qu'il fût intenté un procès à l'ancien Etat-Major. Cependant les victimes du crime des officiers étaient plus que jamais assoiffées de justice. Ni Zola, ni Picquart ne voulaient accepter l'amnistie qui couvrirait simultanément le criminel et l'innocent. Quant à Dreyfus, bien que la grâce lui eût rendu la liberté du corps et de l'esprit, il se sentait légalement déshonoré, ayant été expulsé de l'armée ; il écrivit donc une lettre au Président de la République dans laquelle il protestait de son innocence en ajoutant qu'il ne ces-

serait pas d'employer tous ses efforts pour obtenir sa réhabilitation et sa réintégration dans l'armée.

C'est ainsi que Dreyfus et ses défenseurs firent de grands efforts pour découvrir un fait nouveau qui leur permit de rouvrir le procès. Quant à Waldeck-Rousseau, il estimait que la claire intelligence française, ayant été obscurcie par le déchaînement des passions, il ne suffirait pas d'un fait nouveau pour que l'affaire pût être utilement et définitivement jugée ; il faudrait en outre que la nouvelle révision s'engageât dans une atmosphère épurée, dans le calme et le silence. Or, c'est seulement avec le temps que le calme pourrait renaître et que s'éteindrait l'esprit de vengeance, surtout lorsque les coupables couverts par l'amnistie, n'auraient plus d'intérêt personnel à faire maintenir la condamnation d'un innocent. C'est alors seulement que la vérité et la justice pourraient sortir victorieuses en dépit de tous les obstacles mis en avant par le militarisme associé au cléricalisme. Il faut tenir présent à l'esprit, dit-il, que le cas de Dreyfus n'a pas seulement divisé la France en ancienne et nouvelle France, traditionnelle l'une et progressiste l'autre, mais il a divisé également le parti républicain, dont un grand nombre était loin d'être convaincu de l'innocence de Dreyfus, même après que celui-ci eût obtenu la grâce. L'amnistie s'était donc imposée au parti républicain contre le mouvement revisionniste pour favoriser l'œuvre de sa réconciliation, d'autant plus qu'il y a beaucoup de républicains mo-

dérés auxquels l'affaire a ouvert les yeux sur le changement profond qui s'était opéré dans l'esprit français depuis que la loi Falloux avait livré aux congrégations et surtout aux Jésuites l'éducation et l'enseignement d'une grande partie de la jeunesse. Ils se sont aperçus un peu tard du déséquilibre du cerveau de celle-ci et de sa mentalité, funeste aux idéals humanitaire et patriotique et hostile à la science et au libre examen, et du danger que courrait la France le jour où cette jeunesse serait appelée à des postes importants pour la surveillance et la direction des destinées de la nation. Nul ne saurait douter que l'affaire Dreyfus ne fût une manifestation émanant d'hommes politiques et des congrégations partisans de la contre-révolution. D'après M. Albert de Mun, chef du parti catholique à la Chambre des députés, « la France c'est le catholicisme, et la libre pensée propagée par les hommes de science est l'ennemi qui fait la ruine de la France. » C'est cette mentalité réactionnaire qui finit par prédominer aussi bien dans la haute bourgeoisie que dans l'armée et l'administration.

Waldeck-Rousseau, esprit libéral en même temps que pratique, déclara dans un de ses discours comme intolérable la coexistence de deux jeunesses représentant deux sociétés distinctes, l'une démocratique, héréditaire des principes de la Révolution de 1789, et l'autre rétrograde, imbue de l'esprit d'intolérance et de domination de la conscience collective des croyants. Il s'est

non seulement préoccupé du tort que font les congrégations au progrès de la libre pensée par leurs prédications offensantes, par la violence de leurs journaux et leurs perpétuelles incursions à main armée dans la politique, mais il souffrait également du tort qu'elles font à la religion même, au sentiment sacré de la patrie et à celui de la solidarité humaine. C'est pourquoi il se proposa de débarrasser l'Eglise des congrégations qui l'exploitent et la compromettent et de ramener celle-ci à la stricte observation du Concordat, qui était, selon lui, la condition première de la réforme libérale de l'Eglise et du rétablissement de la paix publique parmi les différentes classes du peuple français. Il considerait cette mesure comme nécessaire aussi bien dans l'intérêt de l'Etat laïque et de la société civile que dans l'intérêt de la religion elle-même, étant un moyen d'affranchir de la tyrannie des congrégations les prêtres qui se consacrent complètement à leur mission consolatrice.

C'est par son projet sur le contrat d'association qu'il fit rentrer dans le droit commun les congrégations, en les soumettant à la loi civile et aux mêmes obligations que les associations de laïques. Tant les associations laïques que les religieuses auxquelles la personnalité civile aura été refusée devront désormais se dissoudre et leurs biens seront liquidés. C'est ainsi qu'une perquisition chez les Assomptionnistes, au journal *La Croix*, amena la découverte d'un véritable trésor de guerre, près de deux millions de francs dans la cellule

du père Hippolyte. Quant aux Congrégations autorisées, il leur était simplement appliqué les dispositions de la loi Leygues sur la Scolarité en vertu desquelles, celui qui aspire à l'enseignement public doit faire un stage de trois ans dans les établissements d'Etat d'instruction secondaire. Non seulement Waldeck-Rousseau, mais tout son ministère, y compris le général Gallifet, jugea, d'accord avec lui, qu'il fallait combattre les progrès de l'esprit clérical, tant dans l'enseignement que dans l'armée. C'est ainsi que Gallifet édicta un décret fortement motivé qui enlevait au conseil supérieur de la guerre et aux commissions supérieures de classement la désignation des officiers généraux et la remettait entre les mains exclusives du ministre de la Guerre, chef de l'Armée et responsable de ses actes devant le Parlement. L'affaire eut donc pour résultat de mettre en éveil les républicains de bonne foi, les empêchant de se diviser et les ramenant à la défense des principes de la première révolution française, les droits de l'homme et la liberté de conscience. Après quatre mois de vacances, les Chambres se réunirent de nouveau. Alors la Droite et le Centre interpellèrent le gouvernement, l'attaquant durement pour avoir donné aux socialistes une participation au gouvernement, ce qui, selon eux, amènerait tôt ou tard un régime politique basé sur la haine des classes. Waldeck-Rousseau, dans sa défense, riposta que le gouvernement n'avait qu'un seul programme, celui de laïciser l'Etat et mener à bien la

vieille bataille républicaine contre le parti clérical et les congrégations. La grande majorité de la Chambre accueillit cette déclaration par des applaudissements prolongés.

Waldeck-Rousseau après le vote de confiance de la Chambre des députés porta son projet d'amnistie au Sénat. En attendant, Picquart avait adressé à Waldeck-Rousseau quelques jours auparavant une lettre conçue en termes très vifs pour demander avec insistance à comparaître devant un conseil de guerre : « J'ai hâte, disait-il, de démontrer que les actes d'accusation portés contre moi reposent sur la fraude et le mensonge. Je proteste contre l'amnistie de toutes mes forces. Amnistier un homme injustement accusé, c'est lui enlever la réparation morale à laquelle il a droit. » Brugère, le gouverneur de Paris de qui dépendait la convocation du conseil de guerre, opposa l'amnistie à la plainte de Picquart.

Le Sénat constitué en haute Cour pour l'affaire du complot siégea du 9 novembre jusqu'au 4 janvier pendant 47 audiences.

Sur les nombreux accusés seuls quatre furent condamnés, Déroulède et Buffet à dix ans de bannissement, Guérin à dix ans de détention et Marcel Habert à cinq ans de bannissement.

Malgré les mesures d'apaisement adoptées par le Gouvernement, le décret de Gallifet sur l'avancement des officiers généraux et son projet sur le rajeunissement

des cadres provoquèrent une grande effervescence parmi les officiers nobles qui travaillaient à la constitution d'une véritable caste militaire ouvertement hostile au régime républicain, au point que le fait d'être républicain était mal vu parmi les officiers appartenant à la noblesse. Le décret de Gallifet était au contraire considéré avec sympathie par les officiers bourgeois et juifs, car il leur rendait accessibles les grades élevés dans l'armée. Toutefois, dirigée par des officiers mal disciplinés, l'armée risquait de perdre son prestige aux yeux de la démocratie, consciente des devoirs des citoyens envers la Patrie, d'autant plus que ses chefs avaient commis des fautes et des crimes et que l'injustice répétée des conseils de guerre avait sérieusement ébranlé la confiance du pays dans les institututions militaire ; c'est ainsi que le militarisme a engendré l'antimilitarisme.

En attendant, Esterhazy, voyant que Clemenceau combattait l'amnistie préconisée par le Gouvernement, s'adressa à lui pour lui offrir sa collaboration. « Je n'ai qu'un idée dans la tête, lui écrit-il : me venger des lâches qui m'ont abandonné. Je suis en possession de quelques documents qui feront beaucoup de mal à ces misérables ». Clemenceau ne répondit pas, mais il publia la lettre et la soumit aux sénateurs membres de la commission de l'amnistie.

Esterhazy, se voyant repoussé par Clemenceau s'adressa à Waldeck-Rousseau lui disant : « Je suis

prêt à rentrer en France. Je me livrerai à vos tribunaux et je vais établir devant le monde entier l'infamie de ceux dont votre gouvernement veut assurer l'impunité. Waldeck-Rousseau, bien qu'il sût qu'Esterhazy jouait la comédie et qu'il se garderait bien de rentrer en France, chargea le consul général français à Londres de faire savoir à Esterhazy qu'il était autorisé à recueillir ses déclarations et à recevoir ses documents dans l'intérêt de la justice. En effet celui-ci se rendit chez le consul et fit sa déposition en quatre audiences, sans rien dire de plus que ce qu'il avait déclaré devant la Cour de cassation. Par conséquent il ne livra aucun fait nouveau ni aucune pièce nouvelle qui aurait pu servir à Dreyfus pour demander la révision de son procès. La session parlementaire du Sénat fut calme. Après avoir terminé la discussion du budget arriva celle de l'amnistie. La commission qui avait adopté le projet du gouvernement nomma rapporteur Guérin ancien ministre de la Justice sous le ministère Dupuy. Celui-ci ne se pressa pas trop pour faire son rapport. En attendant Gallifet venait de supprimer le service d'espionnage au bureau des renseignements pour le rattacher à la Sûreté Générale, le considérant dégradant pour des officiers de l'armée. Cependant un officier du bureau adressa un rapport au ministre faisant ressortir le danger que présenterait le transfert de ce service à la Sûreté, une administration qui n'a ni l'expérience ni la connaissance exacte des matières nécessaires à la police

des affaires militaires. Gallifet frappé par les arguments contenus dans ce rapport enleva au bureau des renseignements seulement les services de police et de contre-espionnage, lui laissant la recherche des documents et des renseignements. Cette nouvelle décision donna lieu d'abord à des froissements, puis à une guerre sourde entre le service des renseignements et celui de la sûreté. Cette guerre finit par prendre la forme d'une conspiration de la part du bureau des renseignements contre la Sûreté générale, sous prétexte que celle-ci se proposait de prendre la revanche sur l'armée qui avait condamné Dreyfus.

D'autre part Gallifet donna l'ordre formel de s'abstenir désormais de s'occuper de l'affaire. Cet ordre fut obéi, en ce sens que les officiers du bureau n'en parlaient plus au Ministre, mais ils travaillaient secrètement pour discréditer le service de la Sûreté, au point d'engager un Polonais, agent autrichien, nommé Pzyborowsky qu'ils chargèrent de se procurer un faux témoignage d'un Serbe, ancien officier *autrichien nommé Cernusky*, cité comme témoin au procès de Rennes, témoignage qu'ils payèrent 30.000 francs. Les machinations des officiers du bureau des renseignements contre le service de la Sûreté se prolongèrent jusqu'à ce que Galliffet, en ayant eu connaissance, donnât au bureau un coup de balai, renvoyant tous les officiers qui en faisaient partie rejoindre leur régiment en province. Puis il fit voter le projet d'amnistie par le Sénat

qui l'approuva malgré l'opposition très vigoureuse de la droite et du centre. En échange, l'opposition redoubla à la Chambre des députés contre Galliffet au point que celui-ci, exaspéré par la conduite de la Droite, et ayant beaucoup souffert aussi bien moralement que physiquement se démit de ses fonctions de ministre de la Guerre. Waldeck-Rousseau n'ayant pu le faire revenir sur sa décision le remplaça par le général André, ancien polytechnicien, très instruit et positiviste et bon polémiste qui improvisait ses discours ; il était républicain militant au point qu'il interdit de laisser pénétrer dans les casernes de sa division des journaux cléricaux et antisémites. Malheureusement les premiers actes du général André mécontentèrent le chef d'Etat-Major, général Delanne, qui pour protester de ce qu'il eût déplacé deux chefs de bureau et un chef de section à l'Etat-Major sans avoir pris son avis, présenta sa démission, de même que le généralissime Jamont, lequel fut remplacé par le général Brugère.

Le projet de loi sur l'amnistie voté par le Sénat retourna à la Chambre, mais la commission nommée pour son examen ne parvenait pas à se mettre d'accord. Sur onze commissaires dont elle se composait, six demandaient l'extension de l'amnistie aux condamnés de la haute Cour. Le gouvernement s'y opposa, préférant en ajourner le vote jusqu'à la rentrée des Chambres en automne de façon à faire voter en même temps plusieurs autres lois qui étaient à l'ordre du jour avant la

clôture de la session du premier semestre (10 juillet 1900). Le gouvernement ayant surtout en vue la pacification du pays pendant la durée de l'Exposition universelle, ne demandait qu'une trêve des partis pendant cette fête du travail que la France donnait au monde. En effet l'Exposition fut un grand succès pour la France laborieuse rendant hommage à la science et à l'art ainsi qu'aux œuvres entreprises pour le bien-être de l'humanité. D'autre part vingt mille maires adjoints ou délégués des municipalités prirent part le 22 septembre, anniversaire de la proclamation de la première République, à un banquet fraternel au jardin des Tuileries, sous la présidence du Président de la République. Il en résulta qu'à la réunion des Chambres au commencement de novembre le gouvernement de Waldeck-Rousseau remporta facilement la victoire, ayant pour lui l'opinion publique. En effet, la Chambre aborda la discussion du projet d'amnistie en décembre ; elle remplit quatre séances au cours desquelles tous les partis défendirent leur opinion avec ardeur. Waldeck-Rousseau fit des prodiges d'éloquence pour faire valoir la nécessité de l'amnistie. Le dernier de ses arguments ne manqua pas d'impressionner ses adversaires, aussi croyons-nous devoir le reproduire ici. « Je sais bien, dit-il, à quels sentiments certains d'entre vous ont obéi. La blessure faite par certains actes ou trop arbitraires ou trop inhumains, s'est ouverte et vous avez écouté seulement les inspirations de votre conscience. Je ne condamnerai

pas des mouvements que j'ai moi-même éprouvés. Mais il y a des heures où il faut se tourner vers l'avenir et regarder moins du côté où l'on doit voir les coupables que du côté d'un état de choses qui a fait les coupables. »

La séance dura plus de douze heures ; malgré l'opposition et l'obstruction faite par la Droite au moyen de nombreux amendements, l'ensemble de la loi fut adopté par 155 voix contre 2.

III

Ayant ainsi obtenu le vote de deux Chambres, Waldeck-Rousseau poursuivit tranquillement sa politique libérale et anticléricale malgré les nombreuses embûches des nationalistes et antisémites. De son côté, Dreyfus alla passer quelque temps en Suisse pour réparer sa santé ; cependant, sa famille s'occupait ardemment de découvrir un fait nouveau pour poursuivre la révision du jugement de Rennes, ce qui exigea plusieurs années, au cours desquelles se produisirent des événements assez sérieux qui troublèrent la tranquillité du pays. Ce fut d'abord la lutte entre le gouvernement et les congrégations auxquelles il était désormais interdit de donner l'enseignement à tous les degrés ; puis le voyage de Loubet à Rome où il rendit visite au roi d'Italie, sans aller au Vatican, ce qui fut considéré par celui-ci comme une offense au souverain Pontife, Pie X, lequel exprima son blâme dans une

circulaire adressée à tous les gouvernements catholiques, ce qui motiva le rappel de l'ambassadeur de France, la suppression de l'ambassade française au Vatican ainsi que la dénonciation du Concordat. D'autre part les chefs des nationalistes poussés par un esprit de violence accusèrent les congrégations de lâcheté et prêchèrent la grève générale des associations religieuses épargnées par la loi, leur demandant de se solidariser avec celles qui étaient frappées. Ils demandaient aussi aux congrégations hospitalières autorisées, de fermer leurs établissements, crèches, asiles et hospices et de jeter à la rue, mettant ainsi à la charge du gouvernement, leurs malades et leurs orphelins, pendant qu'elles prenaient le chemin de l'exil.

Au plus fort de cette lutte acharnée, Waldeck-Rousseau tomba gravement malade et se retira du gouvernement. Il fut remplacé par Combes dont l'action anticléricale fut encore plus accentuée, il fut *anticoncordataire.* Mais ayant été compromis dans une affaire de délation des officiers de l'armée qui s'étaient signalés comme cléricaux et anti-républicains, il se vit obligé de démissionner ainsi que le général André, ministre de la Guerre. Il fut remplacé par Rouvier, qui ne tarda pas à céder la place à un cabinet de réconciliation républicaine présidé par Sarrien dans lequel figurait Clemenceau comme ministre de l'Intérieur et Briand comme ministre de l'Instruction publique, ce dernier ayant rapporté et défendu avec beaucoup de talent le projet de

loi de Séparation de l'Eglise et de l'Etat. Quant à Clemenceau, il n'avait qu'une pensée, celle de voir la Cour de cassation toutes Chambres réunies casser l'arrêt du Conseil de guerre de Rennes sans renvoi devant un nouveau conseil de guerre, car autrement on assisterait à une réédition du procès de Rennes.

Pendant ce temps Dreyfus avait fait une demande de revision invoquant comme faits nouveaux, d'abord le faux témoignage au cours du procès de Rennes, de Cernusky, sujet serbe, ancien officier dans l'armée autrichienne, qui avait déposé contre Dreyfus. Il était avéré en effet que les officiers du bureau des renseignements avaient payé 30.000 francs ce témoignage qui avait été plus tard reconnu faux par la personne indiquée par Cernusky comme source de son témoignage ; puis ce fut le faux impérial constitué par l'original du fameux bordereau annoté de la main de l'Empereur d'Allemagne. Tous les journaux antidreyfusards signalaient l'existence de cette pièce au point que la première question que le Président du tribunal de Cassation adressa au général Mercier fut pour lui demander ce qu'il savait du bordereau sur papier fort dont le bordereau sur papier pelure ne serait que le décalque.

Mercier répondit : « Je n'ai jamais eu connaissance d'une telle pièce *officiellement* ». Sur la demande du Président s'il en avait eu connaissance autrement, il répondit : « C'est quelque temps avant le conseil de guerre de Rennes que Stoffel, ancien attaché militaire français

à Berlin, me pria de passer chez lui et me déclara alors qu'il ne s'agissait pas du bordereau annoté par l'Empereur, mais d'une lettre de l'Empereur d'Allemagne au Comte de Münster où il était question de « Cette canaille de D. » expression qui parut à Mercier invraisemblable de la part d'un souverain. Stoffel raconta qu'il avait vu la photographie de cette lettre entre les mains d'un de ses amis et en récita le texte allemand en le traduisant. Mercier ayant mis en doute l'authenticité de ce document, Stoffel lui dit qu'il en avait entretenu Münster et que l'Ambassadeur n'avait point démenti.

Mercier, qui d'après sa déclaration n'ajoutait pas foi à la légende d'une lettre de l'Empereur, eut grandement tort de ne pas en démentir l'existence dans les journaux qui en donnaient la nouvelle comme émanant de sa voix autorisée. Cependant, le procureur général près le tribunal de la Cour de cassation, M. Baudouin, et le défenseur de Dreyfus, Me Mornard, ainsi que le rapporteur, Me Moras, s'évertuèrent à en détruire la légende. Chacun d'eux se plaçant à son propre point de vue, analysa minutieusement, aussi bien les faits rapportés par les partisans et par les adversaires de Dreyfus que les hypothèses soutenues par eux, de même que les témoignages contradictoires des parties. Ils examinèrent les faits nouveaux et, ayant démontré que le conseil de guerre les avait ignorés, ils conclurent que la révision s'imposait d'elle-même. Puis ils analysèrent une à une toutes les charges successivement alléguées

contre Dreyfus, ainsi que le faux témoignage de Cernusky, la lettre ou note de l'empereur d'Allemagne et les élucubrations de Bertillon, et après avoir démontré leur inanité, ils conclurent à l'innocence de Dreyfus et à la culpabilité d'Esterhazy. Quant au général Mercier qu'avait déclaré à un banquet de la *Patrie française* : « lorsque le moment sera venu de parler, les paroles qui doivent être dites je les dirai, j'en prends l'engagement », il ne trouva rien à dire au moment critique, lorsque Baudouin par deux fois lui dit que : « sans l'amnistie, sa place serait au bagne. »

Ses partisans, qui avaient cru aveuglement en lui, en la parole d'un soldat auquel ils attribuaient les qualités d'un grand chef, mais auquel manquaient malheureusement l'honnêteté et l'amour de la vérité et de la justice, étaient consternés devant son silence et son manquement à la parole donnée. Beaucoup de bons catholiques virent avec angoisse qu'un vieux soldat, chef de l'armée et catholique, avait fait condamner sciemment un innocent et qu'à diverses reprises il s'était parjuré devant le Christ. La France trompée et abusée regardait avec dédain Mercier qui se taisait et se résignait à voir Dreyfus, le juif, le traître, réintégré dans l'armée par décision unanime de la Cour de cassation toutes Chambres réunies.

Parmi les défenseurs de Dreyfus le seul ayant touché du doigt la vraie cause du procès, était son avocat Me Mornard, qui déclara hautement : « L'accusation même

n'est pas la cause, elle n'est qu'un incident de la déviation de l'instruction judiciaire de la loi, à la suite de la perversion des esprits par l'antisémitisme qui avait rendu possibles tant de crimes et tant de folies ». C'est un virus qui fut employé comme arme nationale par Bismarck et l'empereur Guillaume Ier et importé ensuite en France par les Jésuites et qui avait pour but l'expulsion des officiers juifs de l'armée, avec cette particularité que la personne inoculée de ce virus, si honnête et intelligente fût-elle, était hors d'état de raisonner selon la logique et le bon sens dès qu'il s'agissait d'un juif chargé des intérêts de la patrie et de l'armée. Cependant si l'on réfléchit bien, il n'y a rien de plus absurde et de plus antichrétien que l'antisémitisme. Est-ce que Jésus-Christ et les Apôtres, saint Paul inclus, n'étaient pas des Juifs ? Est-ce que Jésus-Chrit n'avait pas eu pour mission de se sacrifier pour l'humanité en la rédimant par sa mort du péché héréditaire ? Est-ce que la morale chrétienne prêchée par Jésus-Christ dans le sermon de la montagne, n'impose pas aux chrétiens la fraternité des hommes et la tolérance mutuelle, même pour ceux qui se refusent à reconnaître le messianisme de Jésus ?

Conclusion

L'affaire Dreyfus bien qu'elle n'intéressât directement qu'un individu ou une famille, acquit en son temps une telle importance qu'elle bouleversa la France entière et ralluma les passions de race et de religion au point de menacer le pays d'une guerre civile, avec la circonstance aggravante que la cause qui la fit naître n'était pas basée sur un fait réel ; elle peut être plutôt considérée comme l'éclosion d'un fruit toxique qui aurait germé dans le cerveau déséquilibré d'un homme auquel on avait confié la défense militaire du pays : c'est pourquoi nous avons jugé utile de rendre compte du milieu dans lequel est née l'affaire et des circonstances qui favorisèrent son évolution. Ce n'est que de cette manière qu'on pourra expliquer certains faits obscurs de cette lamentable affaire.

Premièrement : Comment expliquer que plusieurs ministres de la Guerre qui se sont succédé aient affirmé, même sous serment, en plein parlement, leur conviction de la culpabilité de Dreyfus ? Ils ne pouvaient pas avoir ignoré qu'une partie des documents ayant servi de base à l'accusation de Dreyfus était fausse et que l'autre partie ne se rapportait pas à lui. De plus ils savaient bien que Dreyfus n'était pas un homme vulgaire. Il était riche et indépendant, intelligent et instruit, enthousiaste de son métier, en même temps qu'orgueil-

leux comme un homme qui a conscience de ses qualités et de ses mérites. Certes un homme doué de telles qualités n'est pas capable de s'abaisser au niveau d'un traître.

Secondement : Il est hors de doute que les chefs qui sont intervenus dans l'affaire étaient parfaitement au courant de la conduite et des mœurs dissolues du commandant Esterhazy et de ses visites fréquentes à l'Ambassade d'Allemagne à Paris ainsi que de son état besogneux et de sa vie de débauche. Comment expliquer alors que des généraux aient fait pression sur le Conseil de guerre pour innocenter un criminel dans le but de couvrir le chef d'Etat-Major et le ministre de la guerre qui avaient sciemment fait condamner un officier innocent ? Quel intérêt aurait poussé ces chefs d'armée à poursuivre l'enquête, l'emprisonnement et la condamnation, sans preuves suffisantes, d'un officier à la réclusion à vie à l'île du Diable, où il fut en outre soumis pendant cinq ans à des tortures inhumaines ?

Voici la réponse : le premier coupable est sans doute Mercier, homme dépourvu de sens moral et faible d'esprit qui fut poussé par Boisdeffre, chef d'Etat-Major, et par les commandants Henry et du Paty de Clam, antisémites enragés. D'autre part il redoutait que la Chambre, mise au courant de l'acte de trahison sans qu'on pût lui annoncer en même temps l'arrestation du traître, n'adressât un blâme à son administration qui dépensait de fortes sommes pour l'espionnage et ne

l'obligeât à se démettre de ses fonctions de ministre de la Guerre, fonctions auxquelles il s'était accroché avec acharnement. Les Jésuites exploitèrent l'affaire Dreyfus comme un témoignage accablant contre les officiers juifs qu'ils dénoncèrent comme des hommes sans patrie, capables de trahison envers leur pays natal, en sorte que Dreyfus devint le bouc émissaire du militarisme et du cléricalisme. De plus, les chefs civils du cléricalisme n'ont pas cessé de conspirer contre les officiers juifs, de connivence avec les jésuites français qui, après l'expulsion de leurs communautés, étaient restés en France comme particuliers. Ils savaient très bien que depuis la guerre l'armée était considérée par le peuple français comme l'arche sainte inviolable, comme l'emblême national d'une revanche éventuelle de la guerre malheureuse de 1870. C'est pourquoi il était inconcevable pour la majorité des Français qu'un conseil de guerre français fût capable de condamner un officier innocent pour un crime de trahison. Heureusement, une minorité d'hommes intègres, convaincus de l'innocence de Dreyfus, réussit à obtenir du Parlement l'autorisation de révision du procès par la Cour de cassation, qui démontra l'inanité des preuves sur lesquelles était basée l'accusation. On put alors se rendre compte de ce que les vrais coupables étaient les chefs de l'armée qui, en faisant sciemment condamner un innocent à l'instigation des Jésuites, trahirent la confiance que le peuple français avait placée en eux. Grâce

à cette minorité qui s'est transformée avec le temps en une grande majorité, l'opinion publique finit par être éclairée et par comprendre des choses qui semblaient inexplicables, d'autant plus que la révision se réalisa en pleine lumière et que le tribunal se prononça à l'unanimité pour l'innocence de Dreyfus et la culpabilité d'Esterhazy.

Toutefois, si l'affaire Dreyfus a bouleversé la conscience du peuple français pendant plusieurs années au point de menacer le pays d'une guerre civile, elle a eu par contre le mérite de faire triompher la vérité d'une manière éclatante, en faisant comprendre à tous les vrais croyants et aux patriotes sincères que ce furent les Jésuites qui corrompirent la conscience et le sens moral des chefs de l'armée et que la laïcité de l'école et l'enseignement gratuit et obligatoire dans les écoles de l'Etat était la condition essentielle de l'indépendance morale et intellectuelle de la France.

Du reste, la France qui fut la première des nations à proclamer les droits de l'homme et la liberté de conscience vers la fin du XVIIIe siècle et qui par un acte législatif accorda en 1871 la naturalisation d'emblée aux Israélites d'Algérie, n'offre pas un terrain favorable à la vie parasitaire de cette plante exotique, malsaine et antihumaine qu'est l'antisémitisme, véritable négation des droits de l'homme.

CHAPITRE XXI

INFLUENCE DE LA PHILOSOPHIE PESSIMISTE DE SCHOPENHAUER SUR LES CLASSES INTELLECTUELLES ALLEMANDES

Arthur Schopenhauer, né en 1788, publia en 1819 le premier volume de son ouvrage : *Le monde comme volonté et représentation mentale* (Die Welt als Wille und Vorstellung) dans lequel il exposait sa doctrine, d'après laquelle le monde n'est qu'une représentation mentale, un phénomène intellectuel, une illusion des sens et ne trouve son objet que dans le MOI qui est la volonté de vivre. D'après lui, il y a deux sortes de volonté, la volonté inconsciente qui est le noyau intime de notre nature, se manifestant par des actions qui tendent à la conservation de la vie individuelle et de celle de l'espèce et la volonté qui s'objective dans la conscience comme un vouloir-connaître, soit une volonté intelligente.

Cependant, bien que la volonté soit inconsciente, sans intention et sans but, elle tend par sa propre

nature à s'objectiver dans la conscience. Or, l'homme dans son vouloir incessant ne demeure jamais satisfait, car toute demande est un manque de satisfaction et la satisfaction même de ses désirs n'est qu'une illusion qui ne tarde pas à s'évanouir devant une nouvelle aspiration et avec la cessation complète de tout effort, arrive l'ennui. C'est ainsi que l'existence humaine oscille entre l'effort et l'ennui. D'autre part la misère de la vie étant en rapport étroit avec la nature de la volonté, s'accroît en raison directe de la conscience ou de l'intelligence ; il en résulte que plus l'homme est intelligent, plus profonde est sa souffrance. Par conséquent, la vie n'est qu'un vouloir constant, toujours souffrir et toujours lutter, puis mourir et ainsi de suite, « in sæcula sæculorum », jusqu'à ce que la croûte de notre planète s'effrite en tout petits morceaux. D'après Schopenhauer il faut chercher le salut dans le Nirvana et atteindre la liberté par la justice et la pitié universelle. Tuez enfin, non ce corps mortel, mais la volonté qui l'anime et le condamne à la douleur sans merci. Bien entendu, cette lutte sans merci ne se limite pas à l'homme, elle se trouve également chez tous les êtres organiques. Le mouvement incessant de la vie veut que tous les êtres se combattent entre eux pour conserver leur existence aux dépens de leurs semblables. Schopenhauer se demande à la fin, puisque l'affirmation de la volonté de vivre conduit à la misère, quel serait le moyen de s'y soustraire ? Il en indique deux, le

premier moyen consiste dans l'arrêt de la volonté par la connaissance du beau, soit dans les idées, soit dans l'art ; mais cette connaissance n'est accessible qu'aux personnes très douées et très instruites qui peuvent pénétrer les secrets de la nature et se rendre compte de l'essence des choses ou à ceux qui conçoivent l'art comme expression des beautés de la nature. Parmi les arts, c'est la Musique qui occupe le premier rang, car elle représente d'une manière directe tant l'image de la volonté, que les idées et le monde même ; c'est pourquoi son action est beaucoup plus puissante et plus pénétrante que celle des autres arts.

Quant au *second* moyen, il est plus simple et se trouve à la portée de tout le monde. C'est le sentiment de la pitié, l'altruisme, soit la part qu'on prend aux souffrances des autres, qui fait que la volonté inhérente à la conservation de la vie propre s'arrête pour se diriger vers son semblable aux dépens de son propre MOI. C'est-à-dire que la volonté devient négative, par suite du renoncement à ses désirs. Cette manière de raisonner nous semble être une forme de mysticisme du moyen âge représentant l'ascétisme et la chasteté qui renient l'espèce et tarissent la source du désir et de la passion.

En résumé, le système philosophique de Schopenhauer est une métaphysique dans laquelle les idées esthétiques occupent le premier rang, tandis que les besoins matériels de l'homme sont regardés avec

dédain. D'après lui l'évolution historique de l'humanité n'obéit pas aux lois stables du progrès, elle est plutôt l'œuvre du hasard et de la fatalité aveugle. Il n'y aurait pas non plus de progrès moral et de perfectibilité humaine, parce que tout progrès comme développement intellectuel renferme en lui une somme de souffrance.

Nous tenons à constater que le raisonnement pessimiste de Schopenhauer est la conséquence naturelle de son caractère bizarre et mélancolique qui le tenait éloigné de la société. La compagnie de sa mère elle-même lui devint antipathique et sa misanthropie le poussa à vivre dans l'isolement complet, en célibataire replié sur lui-même. Il en résulta qu'il était peu connu dans la société et que son ouvrage attira à peine l'attention de son vivant. Ce fut seulement quelque temps avant sa mort, en 1860, qu'il commença à se faire jour et à gagner quelque terrain dans les cercles littéraires ; mais c'est surtout après la guerre de 1870 qu'il devint à la mode et il continua à l'être, même longtemps après la réalisation de l'unité nationale et après que la prospérité du pays eût atteint un niveau jamais connu auparavant.

Ces quelques notices biographiques suffisent pour reconnaître que le système philosophique de Schopenhauer repose sur une conception fausse et morbide de la vie, inhérente à un déséquilibre héréditaire des facultés mentales ; car d'après le témoignage d'un

médecin de sa connaissance (1), il résulte que sa grand'-mère avait un fils idiot et qu'elle-même avait fini par une déchéance mentale ; son père, de tempérament sombre, était sujet à des accès violents de colère et sa mort fut occasionnée par une chute dans un canal qui fut attribuée à un suicide. Par conséquent, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'un cerveau malade engendrât des pensées morbides contraires aux conditions morales de l'existence humaine. Il est probable que le milieu social dans lequel s'était écoulée la plus grande partie de sa vie ait contribué à nourrir sa disposition morbide. Quant à son pessimisme il n'était au fond que l'expression naturelle de l'état d'âme du peuple allemand pendant la première moitié du XIX[e] siècle, car il est à peine un autre peuple en Europe qui ait été aussi maltraité et plus trompé par ses gouvernants et d'une manière aussi honteuse que le peuple allemand, qui après avoir lutté, combattu, et versé son sang en faveur de l'indépendance, a vu après le retour du régime absolutiste, les meilleurs et les plus distingués de ses fils surveillés et persécutés comme des criminels, emprisonnés, condamnés ou exilés. Ce qui est le plus étrange c'est que les doctrines de Schopenhauer aient trouvé bon accueil chez les intellectuels allemands quelques années après la victoire de l'Allemagne sur la France et après que celle-là eut réalisé son unité nationale et acquis une

1. *Arthur Schopenhauer vom medizinischen Standpunkt betrachtet*, par Carl von Seidlitz. Dorpat, 1872.

grande prospérité commerciale et industrielle, ce qui permet de supposer que la réalisation de l'unité nationale n'était pas suffisante à faire le bonheur du peuple allemand. Il y avait, en effet, certaines raisons pour que l'unité ne fût pas complète pendant les premières années de l'empire ; *premièrement*, les Etats protestants ayant associé la cause de l'Eglise à la cause nationale, occupaient une place prépondérante dans l'empire, tandis que les catholiques n'avaient pas pu se faire d'emblée à l'idée de rester soumis à la discipline et à l'obéissance d'un Etat protestant ; *deuxièmement*, la lutte entre les partisans de l'idéalisme néo-romantique et ceux du réalisme pur devint plus vive que jamais, les premiers cherchant à concilier les principes religieux du protestantisme traditionnel avec l'esprit scientifique moderne sur la base de l'évangile, tandis que les derniers prétendaient que la science à elle seule suffisait pour déchiffrer l'énigme du monde, résoudre les problèmes les plus ardus de la vie sociale, et non seulement conduire le pays à la conquête du bien-être naturel, mais aussi lui faire occuper une place prépondérante parmi les nations européennes. *Troisièmement* le militarisme prussien ayant étendu graduellement son influence sur tous les Etats confédérés, prussifiait les hommes valides au fur et à mesure qu'ils passaient par le service militaire ; c'est ainsi qu'il a réussi à prussifier en quelques années toute l'Allemagne, c'est-à-dire à lui inculquer le culte de la force brutale et la supériorité du droit de la force sur le droit

humain. *Quatrièmement*, l'industrialisme de même que le militarisme ont rehaussé aux yeux du peuple allemand le réalisme, le plaçant au-dessus de l'idéalisme par le fait qu'il contribuait à augmenter les sources de la richesse nationale ; ils ont également contribué à la misère des classes ouvrières par la nécessité de les agglomérer dans des espaces réduits et par le renchérissement de la vie, favorisant ainsi les vices populaires tels que l'alcoolisme et la prostitution.

Il est vrai que le gouvernement allemand, en vue du danger que couraient l'équilibre et la discipline sociales, a fait voter des lois pour améliorer le sort des classes ouvrières, mais en même temps il a renforcé sa puissance militaire en dépensant l'épargne du travail national en poudre et en canons. Grâce aussi au militarisme grandissant de jour en jour, la liberté civile, politique et religieuse reculait de plus en plus ; car la Prusse conservait encore en plein XIX[e] et même au XX[e] siècle un régime féodal d'après lequel le parti agraire était considéré comme le pilier le plus solide de la monarchie et le droit de suffrage électoral était réservé à une classe privilégiée d'électeurs. Il en était de même de l'enseignement supérieur, dont l'accès avait été interdit par le Sénat universitaire aux israélites qui ne pouvaient occuper le poste de professeur ordinaire salarié, appelé *Ordentlicher Professor*, même s'ils s'étaient distingués par leurs travaux scientifiques. C'est ainsi que Martin Philippson qui avait enseigné l'histoire avec succès à

l'Université de Bonn, ayant été proposé ensuite pour occuper la même chaire à l'Université de Berlin eut le malheur de voir sa candidature échouer par suite de l'opposition formelle de l'empereur Guillaume Ier, sous prétexte qu'il ne pouvait confier à un Israélite l'enseignement de l'histoire moderne à la première Université allemande, et notamment l'histoire de l'Allemagne. Il en était de même pour la Magistrature et pour l'armée, dont l'accès aux postes tant soit peu élevés était absolument fermé aux Israélites.

Cet état de choses explique pourquoi la réalisation de l'unité nationale sous l'hégémonie de la Prusse n'a pas pu satisfaire les aspirations de toutes les classes sociales d'Allemagne, ni empêcher les progrès du système philosophique de Schopenhauer dans les sphères intellectuelles ; au contraire il a plutôt contribué à lui faire gagner du terrain ; c'est même au point que ce système réussit à former école, surtout après la publication des aphorismes de Schopenhauer sur la sagesse de la vie, travail bien raisonné, et après que ses disciples Bahnsen, Taubert et Hartman eurent modifié certains points des doctrines du maître. Depuis lors, la philosophie pessimiste ne resta pas limitée au domaine de la pensée abstraite, elle envahit aussi le champ de la littérature et de l'art tant en Allemagne qu'en Italie. Dans la première, elle eut pour représentant *Nietzsche* qui par ses études classiques de l'art et de la poésie grecques est arrivé à les considérer comme refuge con-

tre le pessimisme. Dans la seconde ce fut le poète *Leopardi* qui exprima dans ses vers vibrants de vigueur la souffrance universelle des êtres humains pour réaliser leur aspiration et leur volonté. Quant à l'art ce fut *Richard Wagner* qui représenta l'incarnation vivante du pessimisme de Schopenhauer, dans lequel il trouva un miroir où se reflétait sa propre personnalité ainsi que l'évolution de ses dispositions morales.

Il y eut deux épisodes dans la vie de Wagner qui exercèrent une influence décisive sur sa carrière, sur sa mentalité et sur son œuvre. La première fut en 1849 lorsqu'entraîné dans le tourbillon des idées de liberté qui parcourait l'Allemagne, il s'est jeté dans la mêlée révolutionnaire à Dresde, se battant avec fureur sur les barricades. Après le retour de la réaction il fut obligé d'émigrer en Suisse. Dépourvu de moyens d'existence en même temps que découragé par l'avortement de la révolution et par la disparition de tout idéal élevé, aussi bien dans le domaine de la politique que dans celui de l'art, à la suite du retour au pouvoir de la réaction et du malaise profond qui régnait dans toutes les sphères sociales, Wagner embrassa avec enthousiasme le système philosophique de Schopenhauer, d'autant plus que celui-ci flattait son amour-propre d'artiste, par le fait d'encourager la musique comme l'objectivation la plus puissante de la volonté, et comme le meilleur moyen d'extérioriser ses aspirations vers la réalisation d'un idéal sublime par l'éclosion des senti-

ments altruistes de la pitié. En effet toutes les productions littéraires de Wagner respirent la souffrance et la pitié. C'est ainsi que nous voyons dans Tristan et Iseult la lutte entre l'élan de l'amour inlassable et la volonté de l'anéantir par la mort, cette nuit libératrice dans laquelle s'éteignent toutes les illusions douloureuses du jour. La seconde épisode fut la suivante (1). R. Wagner, banni de Saxe depuis les événements de 1849, incapable de poursuivre sa carrière de musicien poète et d'obtenir des succès au théâtre, vivait avec sa femme dans un asile tout près de Zurich que lui avait ménagé la libéralité d'Otto Wesendonk, son admirateur et son ami. Un beau matin R. Wagner quitta l'asile, s'enfuit à Genève et de là à Venise où il vécut seul sans sa femme qu'il savait malade et à la compagnie de laquelle il avait renoncé pour toujours. La raison de sa fuite était un irrésistible et impossible amour ; il aimait la femme de son ami Wesendonk et il en était aimé ; pourtant Mathilde Wesendonk entendait remplir ses obligations d'épouse et de mère. La séparation était inévitable mais l'éloignement ne fit point cesser l'amour. Une correspondance assez suivie continua entre les deux amants. Sur la nature intime de cette amitié on n'en sait rien. Il n'est pas moins certain qu'il s'agissait d'un amour illicite, dont sa femme fut la victime. De cet amour naquit *Tristan et*

1. *Revue latine*, 1906, fascicule octobre.

Iseult, le drame le plus passionnant de Richard Wagner, qu'il commença à Zurich et qu'il acheva à Venise. C'est Mathilde Wesendonk qui fut la muse inspiratrice de Wagner et la sœur spirituelle d'Iseult, la grande amoureuse, mais les véritables victimes du drame furent d'abord Mathilde Wesendonk, et ensuite la pauvre Minna, femme de Wagner, que celui-ci abandonna pour toujours.

Wagner dans *Parsifal* fait un pas en arrière en remplaçant l'anéantissement de la volonté de vivre et de souffrir par la délivrance de l'âme du désir au moyen de la résignation dans le sens chrétien, soit par la régénération de l'humanité pécheresse au moyen de la privation des jouissances mondaines, en d'autres termes, Wagner après avoir atteint les cimes les plus élevées de l'art sous l'inspiration de la philosophie pessimiste est tombé dans le mysticisme moyenâgeux, dans l'ascétisme, le nihilisme de la pensée humaine.

Bien que nous n'ayons pas l'intention de faire l'apologie de Wagner et de son œuvre comme musicien, le rôle qu'il a joué comme innovateur dans la musique du XIX[e] siècle nous oblige à dire quelques mots de l'art wagnérien comme production allemande. Wagner s'est distingué des artistes qui l'ont précédé, non seulement par l'originalité de sa méthode et par sa conception de la musique, mais aussi et surtout par sa faculté créatrice, car il réunissait toutes les qualités du véritable artiste, savoir : un sentiment profond de l'art

musical et une imagination poétique exubérante, conditions nécessaires pour pouvoir créer le drame musical. En outre, il acquit au cours de sa carrière universitaire des connaissances historiques et philosophiques suffisantes pour s'en servir comme guide dans ses compositions musicales. C'est ainsi qu'il n'eut jamais recours comme Rossini et Meyerbeer aux librettistes. C'est lui-même qui, ayant conçu le sujet de son drame lyrique en même temps que l'idée directrice de la musique, revêtit celle-ci de la forme d'un poème dont chaque mot et chaque syllabe concordent avec le son musical. Wagner a également brillé comme écrivain d'art. Dans un de ses nombreux travaux littéraires intitulé : *Opéra et Drame*, il s'essaie au maniement des idées générales et il y trace de main de maître les règles de l'Esthétique.

Il s'agit maintenant de savoir si la musique de Wagner est destinée à faire école et si les musiciens de l'avenir s'inspireront de ses chefs-d'œuvre. Il n'y a pas de doute qu'il ne manquera pas d'imitateurs, mais pour atteindre l'idéal réalisé par le maître il faudrait qu'ils réunissent les mêmes qualités que lui, qui en même temps que musicien était poète, penseur et créateur du drame. Autrement l'échec est certain. D'ailleurs, le génie n'a pas de successeur. Quant à la tendance de l'œuvre de Wagner et aux moyens choisis par lui pour la réaliser, ils laissent beaucoup de place à la critique, mais cela n'empêche pas que l'art wagnérien

occupera une place d'honneur dans l'histoire de la musique en général et de l'Allemagne en particulier.

Un autre adepte et admirateur du système philosophique de Schopenhauer fut *Frédéric Nietzsche.* Homme intelligent et passionné de bonne heure pour la musique, il était enthousiaste de l'art et de la poésie de l'ancienne Grèce, surtout de la poésie épique et de la tragédie, qui nous dépeint l'homme en lutte avec les forces de la nature et avec les Dieux de l'Olympe. Après une étude approfondie de l'art grec, Nietzsche est arrivé à distinguer deux espèces d'inspiration et de création esthétique, l'*Apollonien et le Dionysiaque*, la première étant représentée par la peinture, la sculpture et la poésie épique, la seconde par la poésie lyrique et la musique. C'est dans l'esprit dionysiaque que le spectacle de la douleur et de la souffrance de l'homme trouve sa plus haute expression et c'est de l'union d'Apollon et de Dionysos qu'est né le drame d'Eschyle et de Sophocle, dont le fond est l'émotion musicale et lyrique. C'est dans son travail sur la naissance de la tragédie que Nietzsche glorifie l'art de la Grèce antique et qu'il critique l'œuvre de notre civilisation moderne, arrivant à la conclusion, que la Nature est une activité aveugle, sans but, une puissance perpétuellement créatrice en même temps que destructrice de ses propres créations, et qui chez l'homme est devenue consciente d'elle-même et prend la forme d'un désir douloureux, toujours renou-

velé et toujours inassouvi ; mais Nietzsche a soin d'ajouter, que si l'existence du monde est moralement injustifiable et l'intelligence est impuissante à nous fournir les éléments du bonheur, l'homme a le pouvoir de créer en lui-même des images du monde, des visions, des rêves qui lui causent des joies artistiques, et le mettent dans un état d'extase, grâce auquel il peut s'élever au-dessus de ses propres souffrances et se réjouir du spectacle tragique que présente l'univers. Partant de ce point de vue, il regarde Wagner comme l'Eschyle moderne et comme une résurrection de la tragédie antique. Malheureusement, cette admiration ne dura guère que jusqu'au moment de la représentation de *Parsifal* où Wagner chante les victoires ineffables du mysticisme chrétien et du renoncement aux jouissances mondaines sur la volonté. Depuis lors, Nietzsche se mit à combattre sans ménagement la morale du découragement et du renoncement. Pour lui, la morale de la pitié n'est qu'une lâcheté doublée d'hypocrisie. Du même coup l'idéal de Nietzsche change de forme. Au lieu de combattre la volonté, il cherche à la fortifier et à la discipliner par une domination absolue sur elle-même, dans le but de perfectionner l'âme humaine ; car, dit-il le but de la vie humaine est de préparer l'avènement du Surhomme. L'âme du Surhomme sera à l'âme humaine ce que l'âme humaine est à l'âme animale. La vie en lui sera plus intense et plus riche, sa volonté sera plus forte et sa pensée plus puissante ; il jouira

davantage et il souffrira aussi davantage. Il saura que la vie n'a pas de but fixe, mais qu'elle est la volonté de domination de soi-même aussi bien que d'autrui. Il sera aussi dur pour autrui que pour lui-même, d'autant plus que sa tendance vers la domination est pour lui une force d'expansion et de développement qui constitue la vie et qui peut avoir pour condition tant la douleur que la joie, tant l'illusion que la connaissance de la vérité.

D'après ce qui précède on voit bien que le pessimisme de Nietzsche est diamétralement opposé à celui de Wagner et de Schopenhauer ; loin de rechercher l'anéantissement de la volonté, il s'efforce de la relever et la fortifier, non seulement pour la lutte et la souffrance, mais surtout pour la domination. « En rejetant les doc-« trines finalistes qui supposent la notion d'un but, « d'une fin poursuivie par la Nature et en abandonnant « l'idée d'une substance non créée, qui cherche dans l'uni-« vers un être immuable, Dieu, la raison, la morale « comme la seule réalité, Nietzsche prétend deshumani-« ser la nature et naturaliser l'homme en lui faisant « comprendre que son histoire est le drame de l'instinct « de domination et que la vie en général est une activité « créatrice qui cherche toujours à se dépasser elle-« même ; il ne rêve que de l'idéal d'une civilisation nou-« velle, supérieure à toutes les civilisations passées, « l'idéal du *Surhomme*. » Nous tenons à ajouter que Nietzsche était professeur de philosophie à l'Université de Bâle.

Ces quelques notions biographiques de Nietzsche suffisent pour comprendre qu'il était doué d'une grande intelligence en même temps que d'un esprit artistique et poétique, mais qu'il lui manquait l'équilibre entre ses facultés intellectuelles et morales, ayant souffert pendant sa jeunesse d'une grande exaltation de ses idées concernant la destinée humaine. Il est incontestable qu'un déséquilibre du système nerveux qui se manifeste déjà à l'âge adolescent et qui continue pendant l'âge viril est un vice constitutionnel, dû à une tare héréditaire. En effet, quelques membres de sa famille, du côté paternel, avaient présenté des troubles nerveux de différente nature. Il faut en outre tenir compte des vicissitudes de sa vie, des maladies graves qu'il a subies et d'un concours des circonstances qui l'ont obligé à émigrer, ainsi que de son isolement sur un sol étranger où il ne se gêna pas d'ailleurs pour critiquer durement la mentalité allemande et s'exprimer en termes pessimistes sur l'ordre social en Europe dont l'Allemagne était la cause. Alors son mécontentement intérieur, associé à la grande irritabilité de son système nerveux, ont amené chez lui une tendance aux insomnies et, par la suite, à un ébranlement complet de ses facultés mentales, aboutissant à la folie.

Quoiqu'il en soit, on est forcé de reconnaître que Nietzsche, malgré l'exagération de ses sentiments et de son raisonnement et malgré la fausseté de sa conception relative à la destinée humaine a laissé des traces visi-

bles dans le monde littéraire et a même exercé une influence considérable sur la mentalité de ses compatriotes. D'abord, ses travaux ont été traduits dans toutes les langues européennes et commentés par les philosophes de l'époque, puis après sa mort, les écrivains et les penseurs allemands, même ceux qui lui étaient hostiles pendant sa vie, ont reconnu que ses doctrines relatives au but de la volonté humaine devaient être dirigées vers la domination de soi-même en supprimant tout sentiment de pitié, afin de réaliser l'idéal du Surhomme, correspondant aux aspirations mêmes de la mentalité allemande, savoir, le culte de la force et la conscience de la supériorité du peuple allemand sur tous les autres peuples de l''Europe, en sorte que Nietzsche malgré ses boutades et ses critiques acerbes lancées dans ses moments de mauvaise humeur contre ses compatriotes, peut figurer avec raison à côté de Bernhardi et Treitschke, parmi les apôtres de la culture allemande.

CHAPITRE XXII

L'EMPEREUR GUILLAUME DOMINÉ PAR L'ESPRIT DE CONQUÊTE, SE PROPOSE DE DÉCLARER LA GUERRE A LA FRANCE POUR S'EMPARER DE SES RICHES COLONIES.

Nous avons vu dans les pages précédentes que le gouvernement impérial, après la cessation du kulturkampf et la pacification du pays au moyen de l'octroi de la liberté religieuse aux catholiques, fit des efforts immenses pour consolider l'unité nationale en améliorant les industries existantes et en en créant de nouvelles, en même temps qu'il favorisait le développement des communications terrestres et maritimes pour faciliter les transactions mercantiles avec les pays les plus éloignés. En effet, grâce à ces moyens, qui permirent au commerce et à l'industrie allemands de réaliser des progrès sans cesse croissants, la prospérité du pays s'accrut de jour en jour. De plus, le gouvernement impérial pour éviter la misère sociale des classes ouvrières obligées de vivre agglomérées dans des espaces confinés, fit voter d'abord des lois d'hygiène locale et sociale, ensuite des lois d'assurance contre la vieillesse, contre

la maladie et le chômage forcé, après quoi il se servit de ces mesures législatives et administratives pour faire comprendre au pays que sa prospérité avait tout à gagner avec la prépondérance de sa puissance militaire en Europe et que le militarisme et l'industrialisme devaient s'appuyer mutuellement et vivre en bonne compagnie comme deux frères jumeaux. En effet, tous les partis politiques d'un commun accord, approuvèrent les plans du gouvernement.

Il en résulta que la philosophie pessimiste n'ayant été que le reflet d'un état d'âme de la nation, état d'âme qui se serait traduit par une politique contraire aux intérêts nationaux, perdit du terrain avec l'amélioration des conditions économiques et morales du pays, les disciples les plus marquants de Schopenhauer, tels que Taubert et Hartmann, s'écartant de plus en plus des doctrines et principes de la philosophie pessimiste. Ce dernier surtout se refusant à reconnaître que la misère sociale fût une conséquence de la lutte incessante et des désirs inassouvis, admettait l'existence en l'homme de deux sortes de volonté, la *consciente et l'inconsciente*; la première, dit-il, a son siège dans le cerveau et la seconde dans le centre nerveux ganglionnaire,par conséquent il existe une antinomie ontologique entre les deux ; la consciente est capable de maladie et d'épuisement, tandis que l'inconsciente en est exempte, l'une a une durée et implique une mémoire, tandis que l'autre manque de durée. Toutefois, Hartmann admet

que les variétés de la volonté ne sont que des fonctions différentes d'une seule et même substance, autrement il ne pourrait pas exister une aussi merveilleuse harmonie dans l'organisme. Bien que le système philosophique de Hartmann ait trouvé au commencement un grand nombre d'adeptes et d'admirateurs, il ne résistait pas à un jugement critique sérieux ; d'abord, il renferme en lui une série de contradictions qui ressemblent beaucoup au travail de Pénélope, qui défaisait pendant la nuit le voile des illusions qu'elle avait tissé pendant le jour ; ensuite tout système philosophique qui contient le germe du pessimisme, est faux, étant contraire à la réalité de la vie, qui est une lutte perpétuelle pour la conquête de la vérité et du bien-être matériel et moral de l'individu et de l'espèce. De plus, la lutte n'est pas seulement un moyen, elle est en même temps un but de la vie, une activité créatrice qui contribue au perfectionnement de la collectivité humaine. Aussi, le succès de la philosophie de l'inconscient ne fut-il qu'éphémère. Le courant puissant de la science et la tendance pratique de la pensée moderne ont répudié la doctrine pessimiste de Schopenhauer, corrigée et amendée ensuite par Hartmann, lesquels avaient emprunté les éléments de leur dialectique en partie à la philosophie rationaliste de Kant et en partie à la doctrine de l'anéantissement de Buddha, associant à ce mélange hétérogène les suggestions de leur tempérament mélancolique et de leur caractère aigri. L'homme, être

social par excellence, pour pouvoir occuper dignement la place qui lui a été assignée par la nature, est obligé de travailler et de lutter pour l'amélioration de son existence morale et matérielle en même temps que celle de la collectivité, au milieu de laquelle il vit.

Malheureusement, le gouvernement impérial n'a pas bien compris sa mission ; il a bien réussi à rendre l'Allemagne prospère par l'industrie et le commerce et à améliorer les intérêts matériels, mais, par le fait même d'avoir cherché le point d'appui de la prospérité industrielle du pays dans le militarisme, il a complètement négligé ses intérêts moraux et a fait perdre à l'Allemagne tout idéal élevé ; car le militarisme signifie le culte de la force considérée comme supérieure au droit humain, et une nation sans idéal éthique est destinée à périr avec le temps. D'autre part, pour maintenir la prépondérance militaire de l'Allemagne, le gouvernement impérial fut obligé d'augmenter constamment ses armements terrestres et maritimes et d'imposer de nouvelles contributions au commerce et à l'industrie, car les autres nations européennes, suivant l'exemple d'Allemagne, avaient également augmenté leurs forces militaires. Pour pouvoir mettre en équilibre son budget sans cesse grandissant, le gouvernement impérial poussa les industriels à la surproduction et à la vente à bon marché en offrant des primes à l'exportation et en cherchant pour ses marchandises de nouveaux débouchés qui n'étaient pas faciles à trouver, car l'Alle-

magne manquait de colonies avancées en culture et capables de consommer ses produits industriels. Alors Guillaume II se servit de l'accord conclu entre la France et l'Angleterre selon lequel la France cédait à celle-ci tous ses droits acquis en Egypte, tandis que l'Angleterre lui cédait les droits qu'elle présumait avoir au Maroc, comme prétexte pour faire son fameux voyage à Tanger, où il protesta publiquement dans une harangue adressée aux notables de la ville et aux autorités contre le protectorat français, allant même jusqu'à promettre aide et assistance au sultan pour résister aux prétentions de la France. A la suite de cet incident les rapports entre les deux gouvernements devinrent assez tendus. Néanmoins le gouvernement français s'efforçait de négocier avec l'Allemagne pour arriver à conclure un arrangement raisonnable. L'empereur de son côté, tout en protestant de ses sentiments pacifistes, proposa de convoquer une conférence internationale à Algésiras, croyant pouvoir compter sur le bon vouloir des puissances qui avaient des intérêts au Maroc. La France y consentit, bien qu'à contre cœur. En attendant, le gouvernement impérial fit exercer une grande pression par ses diplomates accrédités auprès des gouvernements qui devaient être représentés à la Conférence pour les faire pencher en sa faveur. Mais à cette occasion-là l'Allemagne éprouva une bien cruelle déception, car presque tous les délégués, même celui de l'Italie, alliée de l'Allemagne reconnurent le

droit qu'avait la France de maintenir un régime d'équité au Maroc, pays voisin de l'Algérie. Alors le délégué de l'Autriche intervint pour interpréter de son mieux les prétentions de l'Allemagne, savoir : en premier lieu, le système de la porte ouverte avec égalité de droits d'entrée sur les produits importés de tous, puis, la reconnaissance à la France et à l'Espagne comme pays voisins du droit d'exercer la police et de maintenir l'ordre dans les ports marocains en assignant à chacun d'eux un rayon d'influence distinct, ce qui fut accepté par un accord unanime.

Cependant, écrit avec beaucoup de raison le baron Bayens, dernier ambassadeur de Belgique à Berlin, dans son ouvrage *l'Allemagne avant la guerre* (p. 222). « Que l'enfant mis au monde laborieusement par la « conférence d'Algésiras n'était pas né viable. Pour « imposer le respect de l'ordre et le goût de la civilisa- « tion aux tribus maures et kabyles d'une sauvagerie « invétérée, réprimer l'anarchie, établir une sécurité « inconnue, construire des ports et créer des voies fer- « rées et des routes, il fallait qu'une puissance militaire « telle que la France eût reçu le mandat d'agir seule à « son gré, sans rencontrer l'hostilité plus ou moins ou- « verte et toujours en éveil des consuls d'Allemagne, « et sans se butter aux intrigues des sujets et des pro- « tégés allemands. » De plus, l'Allemagne conspirait secrètement contre le Sultan Abdul Aziz et souleva contre lui les tribus dans la zone française, au point que

les troupes françaises furent forcées de disperser les insurgés à coups de canon. C'est également aux excitations des agents allemands qu'est dû le guet-apens de Casablanca ainsi que l'occupation de la Chaouia et les arrestations des déserteurs allemands de la légion étrangère qui faillit dégénérer en conflit.

Cependant malgré les intrigues et la conspiration secrète du gouvernement impérial les troupes françaises réussirent à rétablir l'ordre au Maroc et à y introduire les germes de la civilisation, le commerce commençant à y prospérer, de même que l'agriculture. Alors, le gouvernement impérial se rendit compte de la véritable situation et comprit qu'il était de son intérêt de s'accommoder de la prépondérance de l'influence française au Maroc et de s'appuyer sur elle pour assurer le développement de son commerce et de son industrie dans le pays. A cet effet M. Kiderlen-Waechter, ministre par intérim des Affaires étrangères, déclarait à M. Cambon, ambassadeur français à Berlin, le 9 février 1909, que le gouvernement impérial ne poursuivait au Maroc que des intérêts économiques et reconnaissait les intérêts politiques particuliers de la France, qui étaient intimement liés à la conservation de l'ordre et de la paix intérieure. En conséquence, il s'engageait à chercher avec le gouvernement de la République, l'établissement d'un accord ayant pour but de ne pas entraver les intérêts commerciaux et industriels allemands, et d'associer leurs nationaux dans les affaires du pays.

Malheureusement, cette proposition allemande d'un essai d'entente au Maroc ne devait pas aboutir. Une coopération franco-allemande franche et loyale était une simple chimère ; car d'un côté l'opinion publique en France de même que celle du parlement étaient en grande partie hostiles à toute association qui aurait paru une concession faite à la mauvaise foi du gouvernement allemand; d'un autre côté, la presse germanique n'avait pas désarmé, les journaux pangermanistes continuaient à dénoncer comme des infractions au traité d'Algésiras chaque progrès des troupes françaises au Maroc. Dans de telles conditions le gouvernement français hésitait à entamer des négociations, ayant pour but d'associer l'Allemagne à des entreprises économiques françaises au Maroc. De son côté le gouvernement impérial voyant d'un mauvais œil l'hésitation du gouvernement français, profitait de toutes les circonstances pour froisser l'opinion publique en France.

Cette politique de coups d'épingle et de polémiques de presse continua à maintenir le malaise général jusqu'au printemps de 1911, lorsque les tribus voisines de la capitale chérifienne, excitées par les intrigues allemandes menacèrent la sécurité des habitants européens à Fez ; alors la colonne du colonel Brulard reçut l'ordre de marcher sur Fez ; aussitôt arrivée, le général Gouraud, qui commandait les troupes de la capitale, attaqua avec vigueur l'armée ennemie qu'il dérouta complètement. Bien que les conversations diplomatiques enga-

gées à la suite de cet événement militaire eussent pris une tournure rassurante, l'empereur Guillaume crut devoir produire un nouveau coup de théâtre en envoyant un vaisseau de guerre, le « Panther », à Agadir, port marocain situé près de Mogador, considérant sans doute cette provocation comme le moyen le plus sûr d'obtenir un règlement définitif de la question marocaine au risque de troubler la paix européenne. L'Allemagne était bien disposée à reconnaître le protectorat français au Maroc, mais seulement en échange de compensations territoriales en Afrique. Aussi, le gouvernement impérial ne se gêna plus pour déclarer ouvertement les buts de sa politique mondiale. Celle-ci consistait *premièrement* à acquérir des colonies susceptibles d'absorber une partie de ses exportations industrielles ; mais étant donné que les colonies de cette nature étaient en possession de la France et de l'Angleterre, c'est aux dépens de la première qu'il chercha à réaliser ses nouvelles acquisitions ; *secondement* le gouvernement impérial prétendait que l'Allemagne, étant la première puissance militaire du monde, avait le droit de jouer dans la politique internationale un rôle plus en harmonie avec sa puissance matérielle ; aussi, désormais aucune affaire de politique étrangère ne saurait être réglée sans recevoir le consentement de l'Allemagne, aucun Etat ne pourrait acquérir des territoires ou des avantages économiques sans que l'Allemagne reçût sa part ou une compensation correspondante, en un mot, l'Allemagne déclara

ouvertement qu'elle aspirait à une domination universelle. Dans ce but, elle ne se contenta plus de sa puissance militaire terrestre, elle voulait également être maîtresse de la mer, et à cet effet, elle construisit une grande flotte de guerre sous prétexte de protéger ses colonies, mais son vrai but était de s'en servir pour des conquêtes coloniales.

C'est ainsi qu'elle se proposait, en soutenant la question d'Agadir, d'obtenir une compensation territoriale en Afrique en échange de son consentement au protectorat français sur le Maroc. La France n'étant plus tout à fait sûre de l'appui effectif de l'Angleterre en cas de guerre avec l'Allemagne préféra céder à celle-ci une partie de Congo en même temps qu'elle lui garantissait la liberté de commerce, l'égalité économique et la faculté de s'approvisionner au Maroc pour son industrie en minerai de fer sans que ces exportations fussent soumises à un droit de sortie. En échange, l'Allemagne s'est engagée à ne plus entraver l'action de la France auprès du sultan pour l'introduction des réformes administratives, judiciaires, économiques, financières et militaires au Maroc, et à accepter la suppression de la juridiction consulaire. Bien que la concession territoriale stipulée par la France en faveur de l'Allemagne en Afrique ne fût pas de grande étendue, elle présentait pour l'Allemagne l'avantage de lui procurer en deux endroits un assez large accès au Congo, ce à quoi elle aspirait depuis longtemps avec l'arrière-pensée de

s'approcher du Congo belge pour s'en approprier avec le temps.

Toutefois si le gouvernement impérial s'est donné pour satisfait de l'arrangement conclu avec la France, l'opinion publique allemande était loin de partager cette satisfaction ; elle s'était attendue à tout autre chose, ayant escompté un partage du Maroc entre la France et l'Allemagne. Après avoir rêvé de posséder une colonie riche en produits de toute espèce, elle s'est réveillée dans une région située dans le bassin du Congo au milieu de marécages, aux rives de ses affluents l'Oubangui et la Sangha. Le mécontentement était d'autant plus grand, que l'Allemagne de son côté avait cédé à la France quelque territoire dans la région du Tchad. L'opinion allemande s'est alors retournée avec amertume contre Kidderlen-Waechter, auteur responsable de cet échec diplomatique ; le dépit du peuple allemand après le coup de théâtre d'Agadir trouvant son expression non seulement dans toute la presse bourgeoise mais aussi à la tribune du Reichstag. Il en résulta que l'accord pacifique du conflit de 1911 eut pour résultat de fortifier le parti de la guerre en Allemagne. Le Pangermanisme levait la tête plus haut que jamais. La propagande du Flottenverein et du Wehrverein (association de la flotte et association de défense) devenait de plus en plus active. Même dans les sphères gouvernementales on s'était persuadé que ce ne serait pas par la voie diplomatique que pourrait être réglée

la question marocaine et qu'il faudrait forcément recourir aux armes pour obtenir une solution définitive du problème colonial africain, par l'incorporation de toute l'Afrique française à l'empire colonial allemand.

Les Allemands avaient tellement confiance dans leur supériorité militaire sur la France qu'ils ne doutaient pas un moment de leur succès foudroyant en cas de guerre. Dans ce but, le gouvernement impérial fit voter par le Reichstag en 1911 une nouvelle loi pour le renforcement de l'armée et l'augmentation des armements en temps de paix. Toutefois, les déclarations énergiques des Ministres anglais Asquith et Lloyd George en faveur de la France produisirent une profonde impression en Allemagne et calmèrent un peu l'impatience des pangermanistes, car l'Allemagne n'était pas préparée pour une guerre navale contre l'Angleterre, mais cela n'empêcha pas le gouvernement impérial de poursuivre avec plus de ténacité que jamais l'idée d'une guerre avec la France, qu'il comptait déclencher aussitôt qu'il se présenterait une circonstance favorable. Cette circonstance ne tarda pas longtemps à se présenter et ce fut l'alliance franco-russe qui la fournit. Il suffisait en effet de trouver un *casus belli* dans les rapports entre la Russie et l'Autriche, qui avaient toutes les deux des intérêts politiques et économiques dans les Etats balkaniques pour entrer en collision indirecte avec la France. Le gouvernement impérial commença, après la déposition d'Abdul Hamid, par affermir son influence

à Constantinople auprès du nouveau gouvernement, présidé par les chefs du Comité *Union et progrès*, auquel il promit aide et assistance contre les projets agressifs de la Russie. Cependant, l'industrie allemande se faisait octroyer des concessions importantes en Asie Mineure pendant que le gouvernement allemand envoyait à Constantinople un corps d'officiers pour réorganiser l'armée turque sur la base de la discipline prussienne. L'Italie de son côté, bien qu'alliée de l'Allemagne, voyait d'un mauvais œil l'influence grandissante de l'Allemagne en Turquie et l'extension de l'industrie et du trafic allemand dans les provinces turques d'Afrique ; aussi, avait-elle hâte de réaliser ses projets secrets sur Tripoli qui lui avait été réservé par la France en échange de l'appui qu'elle lui avait prêté à la conférence d'Algésiras.

L'expédition italienne en Lybie qui fut préparée en secret surprit le gouvernement impérial et la presse austro-allemande, qui publia des articles injurieux pour l'Italie. Cependant les opérations militaires traînaient en longueur sans obtenir de résultat décisif jusqu'au moment où l'Italie se décida à transporter le théâtre de la guerre sur la mer Egée et à prendre possession de Rhodes et des îles du Dodécanèse. Cette prise constituant une base navale excellente dans le bassin oriental de la Méditerranée excita la jalousie de la Grèce et donna lieu à la formation de la ligue balkanique, ce qui décida la Turquie à signer avec l'Italie la paix d'Ouchy,

à l'instigation de l'Allemagne, pour avoir les mains libres au cas d'une offensive de la part des Etats balkaniques. La ligue balkanique était patronnée secrètement par la diplomatie russe, mais l'Allemagne estimait que l'armée turque, ayant été réorganisée par les généraux allemands sur la base de la discipline prussienne, serait assez forte pour remporter sur les armées coalisées de la ligue balkanique une victoire éclatante, d'autant plus que les officiers allemands en retraite, collaborateurs des journaux de Berlin, établissaient avec des renseignements précis et des données statistiques à l'appui, la supériorité écrasante de l'armée ottomane. C'est ainsi que l'Allemagne se rallia provisoirement à la proposition du cabinet de Paris de ne point tolérer de changement au statut territorial des Balkans. Quelle ne fut pas la surprise de Berlin en recevant la nouvelle de la déroute complète que les Serbes avaient fait subir aux Turcs dans la bataille de Kirk Kilissé ! On était stupéfait de constater qu'une position fortifiée défendue par d'excellents soldats avait été emportée en quelques heures par une armée de paysans, mais on fut obligé de se rendre à l'évidence, lorsqu'on apprit la nouvelle de l'écrasement de la puissance ottomane après la victoire éclatante des Serbes à Koumanovo et l'entrée des Grecs à Salonique.

L'armée prussienne était d'autant plus mortifiée dans son orgueil que, d'après l'opinion prédominante dans les cercles militaires, la victoire des armées de la ligue

balkanique aurait été due à la supériorité du matériel de guerre français dont elle était pourvue et à la tactique française enseignée par les généraux français sur les canons Krupp de l'armée turque et sur la tactique allemande enseignée avec tant de soin par le Maréchal von der Goltz aux officiers ottomans. Aussi, les désastres des turcs produisirent un effet moral extraordinaire en Allemagne et il en résulta qu'à Berlin on commença à éprouver une indifférence dédaigneuse pour la Turquie à cause de sa faiblesse et à se tourner plutôt vers les forts avec l'intention de les désunir et de les affaiblir ensuite.

De son côté, l'Autriche qui, depuis que Bismarck lui avait tracé son rôle dans la Triple Alliance avec la devise : *Mouvement expansif vers l'Orient* (Der Drang nach Osten), caressait le projet d'obtenir un débouché sur l'archipel de la mer Egée par Salonique, éprouva une profonde déception lorsque ce beau pays tomba entre les mains de la Grèce. La diplomatie allemande eut beau prêcher le calme à son alliée, l'Autriche, désespérée de ce coup fatal qui réduisait à néant ses anciennes illusions, ne put se résigner à rester exclue de l'héritage du pauvre malade, la Turquie, tandis que l'Allemagne, qui avait engagé d'importants capitaux en Turquie d'Asie dans la construction de voies ferrées et dans l'irrigation des terrains de la vallée de Mésopotamie, considérait comme un bonheur pour la Turquie l'abandon de ses provinces européennes, deve-

nues plutôt une charge pour son trésor, et la poussait à s'appliquer en échange à l'exploitation de ses domaines d'Anatolie et de Syrie très riches en minerais et en toutes espèces de produits naturels.

La conférence des Ambassadeurs réunie à Londres sous la présidence de Lord Grey était aussi d'accord pour que l'on mît fin le plus tôt possible à la lutte balkanique. On aurait pu croire à la conclusion rapide d'une paix définitive, mais dans le courant de mars 1913 la situation s'assombrit de nouveau. L'Autriche, d'une part, était opposée à l'avance de l'hellénisme et du slavisme sur les bords de l'Adriatique ; d'autre part, l'Italie, bien que favorable aux Etats balkaniques, n'était pas non plus disposée à tolérer l'extension de la puissance maritime de la Grèce sur cette mer pas plus que l'occupation par la Serbie du port albanais de Valona, craignant de le voir devenir un foyer de propagande serbe parmi les éléments slaves de la Dalmatie et de l'Istrie. Finalement, une entente fut conclue entre les gouvernements de Vienne et de Rome pour créer un nouvel Etat en Albanie sous la tutelle de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie. Grâce aux efforts de la Conférence de Londres, les Etats balkaniques finirent par signer la paix avec la Turquie.

On croyait alors à l'avènement d'une ère de tranquillité, mais hélas! le gouvernement impérial profita de la campagne des Balkans pour exposer au Reichstag la nécessité de voter une nouvelle loi militaire selon

laquelle l'armée devait compter en temps de paix 815.000 hommes ; de même, les services de télégraphie et de téléphonie, d'aérostation, d'aviation et d'automobilisme devaient être perfectionnés et renforcés. La loi restait muette sur l'artillerie lourde et les obusiers de siège dont l'accroissement formidable de la puissance destructive était tenue secrète intentionnellement. Le Chancelier Von Bulow défendit ce projet en invoquant d'abord la menace du chauvinisme français et du panslavisme grandissant en Russie, puis la circonstance que les événements balkaniques ayant modifié l'équilibre des forces en Europe, l'Allemagne ne devait plus compter que sur elle-même dans une guerre qui pouvait lui être imposée. Le ministre de la Guerre allemand eut même le cynisme de soutenir devant le Parlement que la nouvelle loi ne constituait pas une menace pour les puissances voisines de l'Allemagne ; elle était au contraire une garantie de paix.

Cependant, l'Empereur Guillaume, tout en étant disposé à soutenir l'Autriche dans la question balkanique, avait des raisons militaires et aussi des raisons de famille pour retarder encore quelque temps une guerre dont les conséquences étaient difficiles à prévoir ; en effet, d'abord l'armée n'était pas encore préparée pour soutenir en même temps une guerre terrestre et une guerre navale ; ensuite l'Empereur voulait célébrer en paix dans sa capitale le 25e anniversaire de son règne en même temps que le mariage de sa fille avec

le duc de Cumberland auquel il avait invité ses cousins, les souverains de Russie et d'Angleterre. Peut-être avait-il l'arrière-pensée de profiter de cette circonstance pour tenter un rapprochement amical entre les trois Monarchies et isoler la France républicaine. En effet, le soir du Gala de l'Opéra, Guillaume II apparut rayonnant dans la loge impériale accompagné de l'Impératrice et de l'heureuse fiancée et entouré du tzar Nicolas, du roi George, de la reine Mary et du jeune héritier de la maison des Guelfes.

Toutefois, si l'Allemagne, ou plutôt l'Empereur, avait des raisons pour retarder la guerre, le gouvernement autrichien ne pouvait guère se résigner à subir plus longtemps l'humiliation infligée à son amour-propre et à supporter le voisinage d'une Serbie grandie en puissance et en prestige aux dépens de la monarchie austro-hongroise. Elle décida donc de gagner à sa cause la Bulgarie et la poussa à attaquer ses alliées de la veille en lui promettant de retenir la Roumanie dans l'inaction. Dans ce but, le ministre d'Autriche à Bucarest, le prince de Fürstenberg avait mis en jeu toute son influence auprès du gouvernement roumain jusqu'au point de le menacer d'une guerre, mais tous ses efforts échouèrent devant le fait accompli, la Roumanie s'étant liée par un traité avec la Serbie et la Grèce et le vieux roi Carol ayant eu le courage de se délier de son ancienne amitié pour l'Empereur d'Autriche pour n'envisager que les intérêts de son pays. En effet, il réussit

avec le concours de la Serbie et de la Grèce à mettre en déroute l'armée bulgare sans perdre une goutte de sang roumain et à faire signer à la Bulgarie le traité de Bucarest par lequel cette dernière cédait une partie de la Dobroudja à la Roumanie et des avantages territoriaux en Macédoine à la Serbie et à la Grèce, avec la circonstance aggravante que la Bulgarie ayant retiré la garnison d'Andrinople pour renforcer son armée contre ses anciens alliés, la Turquie en profita pour rentrer en possession sans coup férir de la seconde capitale de son empire d'Europe qu'elle ne lâcha plus. Il en résulta que le traité de Saint-James fut violé en faveur de la Turquie, grâce au refus de l'Allemagne de se joindre aux puissances de la Triple Entente pour obliger la Turquie à respecter le traité signé par elle. Le cabinet de Vienne prétendait même soumettre le traité de Bucarest à la révision des Puissances, mais le roi de Roumanie s'y opposa énergiquement. Sans doute s'était-il assuré secrètement l'appui de l'Allemagne qui tenait à ménager la Roumanie pour la retenir sous son influence, de même qu'elle sut conserver la reconnaissance de la Turquie par son refus de se joindre à la Triple Entente pour l'obliger à rendre Andrinople à la Bulgarie.

Le traité de paix entre la Bulgarie et les autres Etats balkaniques fut signé dans les premiers jours d'août 1913 à Bucarest et le 9 août, l'Autriche-Hongrie, pressée d'agir, décida d'écraser la Serbie en plein

triomphe et fit à ce sujet des ouvertures au Cabinet du Quirinal, selon la révélation faite par M. Giolitti au parlement italien. Le gouvernement italien se refusa à prêter l'oreille à ces suggestions.

Quant à l'Empereur Guillaume, bien qu'il ne fût pas aussi pressé d'agir que l'Autriche, l'idée d'une guerre prochaine avec la France s'était déjà fixée dans son cerveau au point qu'ayant reçu la visite du roi des Belges le 6 novembre 1913, à Postdam, il lui déclara (1) que « la guerre avec la France était à ses yeux inévi-« table et prochaine, en affirmant avec un cynisme « conscient que c'était la France qui la voulait et qu'elle « s'armait dans ce but, comme l'indiquait le vote de la « loi sur le service militaire de trois ans ». Guillaume II ne manquait pas d'ailleurs d'ajouter qu'il était assuré de la victoire. Le souverain belge essaya vainement de l'éclairer et d'éloigner de son esprit la fausse image qu'il se faisait d'une France belliqueuse d'après le langage d'une minorité infime de patriotes exaltés. Le baron Bayens, alors ministre de Belgique à la Cour de Berlin, raconte ensuite que dans l'entretien qu'il eut à cette occasion avec le général Moltke, celui-ci s'exprima dans les mêmes termes que son souverain.

En lisant ces déclarations cyniques de l'empereur et de son entourage sur un sujet aussi délicat et aussi compromettant, on ne peut s'empêcher de se demander quel était le but de ces confidences au roi Albert. La

1. *L'Allemagne avant la guerre*, par le baron Bayens, p. 24.

réponse n'est pas bien difficile à trouver. L'empereur voulait sans doute impressionner son hôte royal et le faire réfléchir sur les conséquences immédiates qu'aurait pour la Belgique une guerre entre l'Allemagne et la France, afin de le décider à se jeter dans les bras du plus fort ; mais ce qui semble encore plus cynique, c'est de vouloir rendre la France responsable de cette guerre, préméditée par l'Allemagne depuis plusieurs années, dans le but de s'agrandir aux dépens de la France et de la Belgique, sous prétexte du vote par les Chambres françaises de la loi du service militaire de trois ans alors que l'Allemagne avait fait voter des lois en 1911 et en 1913 ayant pour objet un renforcement considérable de ses armées terrestres et maritimes. Est-ce que la France n'avait pas également le droit de prendre des mesures de défense contre un voisin aussi mal intentionné ?

Quoi qu'il en soit, des documents allemands aussi bien officiels que privés témoignent avec une clarté éblouissante de la préméditation du gouvernement impérial qui était fermement décidé à profiter du premier incident pour déclarer la guerre à la France, et avait fait auparavant tous les préparatifs stratégiques nécessaires à cet effet. Cet incident ne tarda pas à se présenter à la suite de l'assassinat de l'archiduc Charles et de sa femme le 28 juin 1914 à Serajevo, capitale de la Bosnie. Le lendemain de ce triste drame, la presse berlinoise le commentait dans des termes très mena-

çants pour le royaume de Serbie et on s'attendait à une demande de satisfaction de la part du gouvernement autrichien à celui de Belgrade pour procéder à une enquête commune dans le but de vérifier si des sujets serbes se trouvaient impliqués dans le complot et dans l'exécution de l'attentat et prendre d'un commun accord les mesures nécessaires pour combattre les menées anarchistes dont l'archiduc et sa femme avaient été les victimes. A la grande surprise de tout le monde, le langage tenu par le comte de Berchtold au corps diplomatique à Vienne et par le comte Tisza au parlement hongrois reflétait un calme parfait, et tout permettait d'espérer que l'affaire trouverait un dénouement pacifique. Les choses se passèrent de même à la Wilhelmstrasse, au Ministère des Affaires étrangères à Berlin où M. Zimmermann s'exprima dans des termes très mesurés, disant que bien qu'il n'eût pas connaissance des résolutions du Cabinet de Vienne, il pensait qu'une démarche ne serait faite à Belgrade qu'après que le gouvernement d'Autriche aurait réuni des preuves de la participation de sujets serbes à la préparation du crime de Serajevo. Il se forma toutefois un nuage assez obscur à l'horizon, à la suite des paroles prononcées par Guillaume II qui se trouvait alors à Kiel au moment où il reçut la nouvelle du double assassinat. On l'entendit murmurer assez haut : *Tout l'effort de ma vie depuis vingt-cinq ans est à recommencer* et son sentiment prit encore une expression plus significative

dans son entrevue avec l'Ambassadeur d'Angleterre qui se trouvait également à Kiel avec l'escadre britannique revenant de la mer Baltique : *C'est un crime*, dit-il, *contre le Germanisme* (Dieses ist ein Verbrechen gegen das Deutschtum). Ces mots signifient indubitablement que l'Allemagne se solidarisait avec l'Autriche dans le châtiment du crime de Serajevo. Cependant quelques moments après, l'empereur avait repris son calme et ne parla plus de cette affaire. Il partit dans les premiers jours de juillet pour sa croisière accoutumée sur les côtes de Norvège et tous les Ambassadeurs accrédités à Berlin prirent leurs vacances habituelles. Mais l'Empereur pendant tout son séjour aux fiords norvégiens avait été mis au courant des projets machinés en secret par le Cabinet de Vienne. Les enquêtes entreprises par la diplomatie anglaise dont le *Times* rendit compte le 2 et le 3 août 1917 ont établi que le 5 juillet 1914 eut lieu à Potsdam une conférence entre les chefs militaires et civils allemands et autrichiens pour se mettre d'accord sur les termes de l'ultimatum qui devait être adressé au gouvernement serbe. En effet, plusieurs journaux allemands en avaient parlé quelques jours après l'envoi de ce document à Belgrade sans que le gouvernement de Berlin l'eût démenti. Le démenti officieux ne fut donné qu'après que le *Times* en eut publié la nouvelle. Quoi qu'il en soit, les événements ont bien prouvé que le Gouvernement impérial avait inspiré l'ultimatum dans sa forme brutale, ultima-

tum dont l'exécution incombait au Cabinet de Vienne. C'est le 23 juillet que la note comminatoire fut remise au gouvernement serbe par le baron Giesel, note dont le texte fut connu le lendemain de tous les gouvernements d'Europe. Elle ne laissait pas de doute sur la gravité des conséquences qu'elle pouvait entraîner, étant destinée à infliger à la Serbie une telle humiliation qu'elle aurait cessé d'exister comme Etat indépendant, tant au point de vue économique que politique, si elle avait accepté de s'y soumettre. La note imposait d'abord à la Serbie des agents autrichiens chargés de combattre les menées subversives en Serbie contre la sécurité et l'existence de la monarchie austro-hongroise et de rechercher les auteurs du complot de Serajevo ; ensuite elle ne donnait qu'un délai de quarante-huit heures pour la réponse et l'acceptation de toutes les conditions exposées dans la note sans qu'il lui fût permis de formuler une seule réserve. Le comte Berchtold était si décidé à pousser les choses à l'extrême avec rapidité qu'il en informa le gouvernement anglais le même jour, par la remise d'une copie de la note à lord Grey ministre des Affaires étrangères, en l'avertissant qu'il déclinerait toute médiation et toute négociation.

Il adressa les mêmes observations à M. Sazonoff ministre des Affaires étrangères de Russie. Celui-ci ayant fait remarquer que dans ce cas il considérait inutile le dossier que l'Autriche mettait à la disposition des puissances, l'ambassadeur d'Autriche répliqua que

le dossier n'était nullement destiné à être discuté, l'enquête menée par l'Autriche devant suffire aux puissances. En vue de la gravité de la situation, la Serbie demanda à la Russie d'intervenir en sa faveur ; la Russie donne d'abord des conseils de prudence à la Serbie et prévient ensuite l'Angleterre qu'elle rendrait la guerre européenne plus probable, si elle ne se solidarisait pas dès le début avec la France et la Russie. Elle demande en même temps à l'Autriche de prolonger le délai imposé à la Serbie. En effet la France et l'Angleterre, considérant que jamais un Etat n'avait adressé à un autre Etat indépendant un document aussi formidable que la note autrichienne, font entendre leurs voix en faveur d'une solution pacifique, en s'associant à la démarche russe pour la prorogation du délai, à laquelle se joint ensuite l'Italie. D'autre part l'Allemagne affirme qu'elle approuve de tout cœur l'esprit et la lettre de la note autrichienne, bien qu'elle n'en ait pas connu la teneur auparavant (ce qui était loin d'être exact).

Dès le 24 juillet, l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg donne à entendre à l'ambassadeur anglais que non seulement la France appuiera énergiquement la Russie dans ses négociations diplomatiques, mais qu'elle remplira toutes les obligations résultant de son alliance si la nécessité s'en faisait sentir. Une fois l'accord établi entre les puissances de l'Entente, celle-ci estime que le meilleur et le seul moyen de conjurer le danger d'un

conflit est l'intervention de l'Allemagne auprès de son allié. L'Allemagne refuse catégoriquement d'intervenir entre l'Autriche et la Serbie ; mais elle consent à le faire entre l'Autriche et la Russie, bien qu'elle ne croie pas que sa proposition soit bien accueillie. En effet, Berchtold refuse tout délai. En attendant la Serbie a répondu à la note autrichienne, cédant aux instances de la Triple Entente ; elle accepte presque toutes les exigences de l'Autriche, et ne fait des réserves que sur les stipulations des paragraphes 5 et 6 comme étant contraires à la Constitution Serbe. Elle s'engage pourtant à admettre la collaboration des agents autrichiens, n'étant pas contraire aux principes du droit constitutionnel et à la procédure criminelle serbe ainsi qu'aux bons rapports de voisinage. En dépit de ces concessions et malgré l'offre de la Serbie de soumettre le litige au tribunal de La Haye ou aux grandes puissances, le ministre d'Autriche estime la réponse insuffisante. Sans l'avoir même examinée il quitte Belgrade le même jour. En même temps l'Autriche, ayant conscience de la grande responsabilité qu'entraîne son refus à la note serbe, répond dans des termes incohérents et hypocrites aux puissances, justifiant son refus. Malgré l'intransigeance de l'Autriche, la Russie continue à négocier, elle demande d'abord à l'Italie d'exercer une pression sur l'Autriche son alliée, puis elle propose à l'Autriche d'entrer en pourparlers directs par l'intermédiaire de son Ambassadeur à Saint-Pétersbourg et demande à l'Alle-

magne d'appuyer cette proposition ou de se rallier à la proposition anglaise de médiation à quatre ; mais elle ne cache pas que si l'Autriche franchissait la frontière serbe, elle mobiliserait sur le front sud, mais d'aucune façon sur son front ouest. La France de son côté accepte la proposition anglaise de médiation à quatre ; mais elle juge nécessaire pour aboutir, que l'Allemagne exerce en même temps une action énergique, modératrice à Vienne. Le Gouvernement de Berlin en face de cette proposition unanime des quatre puissances déclare impossible de convoquer son allié devant un tribunal européen, elle préfère la continuation directe des négociations entre l'Autriche et la Russie. Toutefois l'Allemagne, par son ambassadeur à Londres, déclare (1) accepter en principe la médiation à quatre et transmet à Vienne à la fois la proposition anglaise de médiation et la proposition russe de pourparlers directs (2) ; en même temps dans un télégramme adressé par l'empereur Guillaume au Tzar de Russie il persiste à affirmer la légitimité des exigences autrichiennes et la nécessité de la localisation du conflit rendant la Serbie moralement responsable du meurtre de Serajevo.

Lord Grey répond alors qu'il estime que la réponse de la Serbie constitue une base raisonnable et satisfaisante pour une discussion entre les puissances. En

1. *Correspondance du gouvernement britannique relative à la crise européenne*, n° 46.

2. *Livre bleu*, n° 15.

même temps, Lord Grey déclare à l'Autriche que l'Angleterre a concentré sa flotte et est prête à toute éventualité (1).

L'Allemagne en voyant l'opposition de l'Angleterre tente d'entraîner la France dans une démarche commune de solidarité pacifique à Saint-Pétersbourg sans toutefois consentir à agir dans le même sens sur l'Autriche ; mais la France fidèle à son alliance se refuse à tomber dans ce piège. Le 28 juillet M. Cambon représentant de la France à Berlin propose au gouvernement impérial, pour arriver à une solution pacifique, que ce soit lui qui indique une formule acceptable servant de base à la proposition anglaise de médiation à quatre. En même temps le ministre serbe à Rome déclare que la Serbie est disposée à accepter intégralement les exigences de l'Autriche à la seule condition que des explications lui soient fournies sur la manière dont l'Autriche entend l'intervention de ses agents.

Tout semblait présager une solution pacifique lorsque le 28 juillet le Comte Berchtold déclare la guerre à la Serbie et décline toute négociation avec la Russie sur le texte de la réponse serbe, de même que la proposition anglaise de médiation à quatre. Devant cette attitude provocatrice de l'Autriche, la Russie demande à l'Angleterre de peser sur la cabinet de Vienne pour qu'il suspende son action militaire contre la Serbie et

1. *Correspondance du gouvernement britannique relative à la crise européenne*, n° 57.

le Tzar écrit à l'Empereur Guillaume, lui exprimant l'indignation que produit en Russie la guerre honteuse que l'Autriche a déclaré à la Serbie et le priant de faire son possible pour empêcher son allié d'aller trop loin ; en même temps il le prévient qu'il est décidé à mobiliser dans les provinces d'Odessa, Kiew, Moscou et Kazan. L'Autriche, aussi émue que contrariée par la décision de la Russie, fait savoir à Saint-Pétersbourg que sa mobilisation ne constitue pas une menace contre la Russie, étant seulement dirigée contre la Serbie, et que si la Russie ne suspend pas sa mobilisation, ce sera non seulement elle mais aussi l'Allemagne qui répondront par une mobilisation générale. En effet, dès le 29 juillet c'est l'Allemagne qui saisit les rênes et ne les lâche plus, tandis que l'Autriche passe à l'arrière-plan. Tout d'abord, l'Empereur Guillaume répond au tzar que l'invasion de la Serbie par l'Autriche n'est pas une guerre honteuse, car elle ne vise à aucune augmentation territoriale en Serbie et il promet de favoriser de toutes ses forces l'entente entre la Russie et l'Autriche. En même temps, M. Schœn, Ambassadeur d'Allemagne, à Paris déclare que le gouvernement allemand se propose d'amener l'Autriche à une conversation amicale où elle fera connaître le but et l'extension de ses opérations en Serbie et qu'elle espère obtenir des déclarations précises qui donneront satisfaction à la Russie (1).

1. *Livre Jaune*, n° 94.

De même M. von Jagow, ministre des Affaires Etrangères à Berlin, affirme à M. Cambon qu'il s'efforce de provoquer des conversations directes entre l'Autriche et la Russie et qu'il n'oppose pas une fin de non-recevoir à la suggestion française de confier le contrôle de l'exécution des promesses serbes non pas à une seule puissance mais à une commission internationale (1). Cependant, malgré ces manifestations pacifiques de la part de l'Allemagne, ce même jour, le 29 juillet à minuit est convoqué à Potsdam un conseil extraordinaire, sous la présidence de l'Empereur, auquel prirent part les autorités militaires et qui d'après les informations de M. Jules Cambon aurait décidé la mobilisation. En tout cas les décisions prises devaient être graves, puisque le chancelier fit appeler la même nuit l'ambassadeur anglais et offrit à l'Angleterre, en échange de sa neutralité, de garantir, en cas d'une guerre victorieuse, l'intégrité du territoire français, mais non des colonies françaises et le respect de la neutralité de la Hollande mais non celle de la Belgique (2).

C'est également le même jour (29 juillet) que l'Allemagne notifie à la Russie que si elle ne suspend pas ses préparatifs militaires, le gouvernement impérial ordonnera la mobilisation générale. Cette notification fut faite sur un ton tellement aigre que le gouvernement

1. *Livre Jaune*, n° 92.
2. *Livre Jaune*, n°s 85 et 105.

russe ordonna la nuit du 29 la mobilisation du 13e corps d'armée destiné à opérer contre l'Autriche.

Pendant que l'Allemagne se livre à ce jeu équivoque, l'Angleterre continue énergiquement son action pacifiste. Elle insiste auprès du gouvernement de Berlin sur la médiation à quatre et s'associe à la proposition de M. Cambon pour que l'Allemagne propose une solution. Elle considère que l'Autriche, occupant une partie du territoire serbe peut le conserver comme gage, jusqu'à obtenir satisfaction entière, en attendant que la médiation à quatre ait abouti. D'autre part Lord Grey avertit l'Ambassadeur d'Allemagne que son gouvernement ne doit pas se laisser abuser par le ton amical de l'Angleterre jusqu'au point de croire qu'elle se tiendrait à l'écart en cas de conflagration générale. Sans vouloir discuter aujourd'hui le droit de l'Autriche à humilier la Serbie il n'admet pas la prétention de l'Autriche de vouloir humilier aussi la Russie en faisant de la Serbie une sorte d'Etat vassal.

Le 30 juillet le gouvernement impérial demande à celui de Russie de démobiliser. Le tzar en réponse demande à l'empereur allemand de lui expliquer la différence entre le ton conciliant de sa dernière dépêche et le ton comminatoire du message adressé par son ministre des Affaires étrangères, en ajoutant : « Il serait juste de remettre le problème à la conférence de la Haye. » A une heure du matin l'empereur répond : « la Russie ayant mobilisé contre l'Autriche, ma mission

de médiateur est compromise. Dorénavant le poids de la responsabilité pèse sur le gouvernement russe ». Cependant, les fermes déclarations de Lord Grey ont fait réfléchir un peu le gouvernement allemand. C'est ainsi que M. Pourtales, Ambassadeur allemand à Saint-Péterbourg est revenu voir la même nuit M. Sazonoff pour lui demander à quelles conditions la Russie consentirait à suspendre ses armements et M. von Jagow téléphone aux Ambassadeurs de France et de Russie à 2 heures du matin que la nouvelle de la mobilisation allemande était fausse, et à l'Ambassadeur d'Angleterre il dit qu'il a fait demander à Vienne si l'Autriche accepterait une médiation sur la base de l'occupation de Belgrade jusqu'à ce que les puissances aient obtenu de la Serbie des concessions de nature à satisfaire les exigences de la monarchie dualiste. Le même jour (30 juillet) le tzar affirme à l'empereur que les décisions militaires de la Russie ont été prises à titre de défense contre les préparatifs de l'Autriche et si celle-ci se déclare prête à éliminer de son ultimatum les points qui portent atteinte aux droits souverains de la Serbie, la Russie s'engage à cesser les préparatifs militaires.

L'Autriche a également subi le contre-coup des déclarations anglaises. Sans rien abandonner de ses exigences primitives elles est néanmoins disposée à reprendre ses relations amicales avec la Russie. De son côté Lord Grey déclare que la paix de l'Europe ne

peut être maintenue que par une coopération sincère de l'Allemagne. Dans le cas où la crise actuelle viendrait à être conjurée, l'Angleterre prendrait l'initiative d'un arrangement auquel l'Allemagne pût souscrire et qui lui donnerait l'assurance qu'aucune politique agressive ou hostile ne serait poursuivie contre elle ou ses alliés par la France, la Russie et l'Angleterre, soit ensemble, soit séparément. Tout semblait donc devoir s'arranger, d'autant plus que l'Autriche, qui se montrait jusqu'alors intransigeante acceptait le 31 juillet la médiation des puissances sous la nouvelle forme proposée par Sir Edward Grey, lorsque brusquement la scène changea complètement par suite des déclarations du chancelier von Bethmann Holweg à l'Ambassadeur d'Angleterre à Berlin. « Les efforts de l'Allemagne » dit-il « ont été gravement entravés par la mobilisation russe » et le même jour l'empereur adressa un télégramme au tzar lui disant qu'ayant appris que la Russie faisait de sérieux préparatifs militaires il se voyait obligé d'ordonner la mobilisation générale. Le jour même à 7 heures du soir l'ambas-, sadeur d'Allemagne à Paris annonçait à M. Viviani alors président du Conseil que le gouvernement allemand avait décrété l'état de danger de guerre en raison de la mobilisation russe et ajoutait qu'il était chargé de demander à la France de lui faire savoir dans les dix-huit heures quelle serait son attitude en cas de conflit entre la Russie et l'Allemagne. A

minuit un ultimatum est remis à Saint-Pétersbourg avec un délai de douze heures. Alors Sir Edward Grey mis au courant de la gravité de la situation fait demander simultanément à l'Allemagne et à la France si elles respecteront la neutralité belge, la France répondit nettement par un engagement formel tandis que l'Allemagne refusa de rien promettre. Le 1er août l'Italie déclara que la guerre entreprise par l'Autriche ayant un caractère agressif, elle resterait neutre et la France répondit à la question de M. de Schoen qu'en cas d'un conflit entre l'Allemagne et la Russie elle s'inspirerait de ses intérêts et de ses engagements antérieurs et elle décréta la mobilisation générale. L'Allemagne de son côté mobilise dans la même journée, et à 7 heures du matin les troupes allemandes pénètrent dans le territoire luxembourgeois. A 6 h. 45 du soir M. de Schoen se présente chez M. Viviani et lui dit, que des avions français auraient survolé le territoire de l'Empire et jeté des bombes sur la ville de Nuremberg ce que l'Allemagne considère comme un *casus belli*, bien que M. Viviani lui eut assuré que les avions français n'avaient jamais croisé la frontière. D'ailleurs le général commandant de Nuremberg démentait plus tard ce fait avancé par M. de Schoen. Celui-ci ne s'est pas non plus gêné pour prétendre que les troupes françaises avaient passé la frontière et violé le territoire allemand, mais M. Viviani lui prouva également que son gouvernement était mal renseigné, car

l'armée avait reçu l'ordre de se retirer à une distance de 10 kilomètres de la frontière pour éviter une collision avec les troupes allemandes.

A l'heure même où l'Allemagne déclarait la guerre à la France, elle avertissait le gouvernement belge que s'il ne donnait pas libre passage aux troupes allemandes, la Belgique serait traitée en ennemie et lui donnait douze heures pour répondre. Le 3 août à 7 heures du matin la Belgique déclarait à l'Allemagne qu'elle ne pouvait sacrifier son honneur en trahissant ses devoirs de neutralité et faisait en même temps un suprême appel à l'intervention diplomatique du gouvernement britannique pour la sauvegarde de sa neutralité. Le 4 août à 10 heures du matin le gouvernement impérial déclarait à celui de Belgique que son armée allait se frayer un passage à travers la Belgique. En effet, le jour même ses troupes franchissaient le territoire belge à Gemmel ; l'Angleterre protesta alors énergiquement contre la violation d'un traité au bas duquel la Prusse avait apposé sa signature et demanda avec fermeté le respect de la neutralité belge, en donnant douze heures à l'Allemagne pour accorder satisfaction.

Le chancelier, dans un état d'agitation extrême, dit à Sir Edward Goschen Ambassadeur anglais à Berlin que l'Angleterre allait prendre une responsabilité terrible. Pour un simple mot, pour un chiffon de papier elle allait déclarer la guerre à une nation amie, appa-

rentée à elle, dont le seul désir était d'être son amie. A 6 heures du soir, l'Angleterre déclarait la guerre à l'Allemagne et le 5 août l'Ambassadeur anglais quittait Berlin. Le même jour l'Autriche déclarait la guerre à la Russie ; mais elle ménageait encore la France et l'Angleterre. Ce n'est que le 10 août que le gouvernement français ayant appris qu'un corps d'armée autrichien avait été envoyé en Allemagne, donna l'ordre à l'Ambassadeur Français à Vienne de demander ses passeports et que l'Ambassadeur d'Autriche à Paris demanda les siens. Le 12 août le gouvernement anglais fit à son tour retirer son Ambassadeur de Vienne et le 15 août le Japon rompit à son tour ses rapports diplomatiques avec l'Allemagne et l'Autriche.

CHAPITRE XXIII

DES PROCEDÉS INCORRECTS DU GOUVERNEMENT IMPÉRIAL INSPIRÉS PAR LES MAITRES DE L'UNIVERSITÉ ET ENCOURAGÉS PAR L'EMPEREUR POUR RENDRE LA GUERRE AVEC LA FRANCE POPULAIRE EN ALLEMAGNE

Avant d'entrer en matière nous tenons à constater que de même que Rome, parmi les peuples de l'antiquité, avait inauguré le culte de la force et le droit de conquête, c'est la Prusse parmi les peuples de l'époque moderne, qui s'est agrandie graduellement par la force et la ruse aux dépens de ses voisins, étant devenue, d'un petit peuple qu'elle représentait à ses débuts, une grande puissance européenne. Nous allons nous occuper maintenant des moyens dont elle s'est servie pour réaliser ses ambitions de conquête.. Nous avons vu dans un des chapitres précédents, que lorsque les chevaliers teutoniques avaient choisi pour leurs grands maîtres les Margraves de Brandebourg, ceux-ci n'avaient d'autre pensée que d'agrandir leur territoire aux dépens de leurs voisins. Pour réaliser leur but ils créèrent

une armée nombreuse et bien organisée pour pouvoir en disposer en faveur de celui des belligérants qui leur offrirait le plus d'avantages, car l'Autriche, la France, l'Angleterre, la Suède et la Pologne se trouvaient presque toujours en guerre au cours des XVII[e] et XVIII[e] siècles.

Quant à Frédéric III de Brandebourg, il ne se contenta plus d'une augmentation de territoire, il ambitionna une couronne qu'il obtint, en effet, pour les services rendus à l'empereur Charles VI dans une guerre contre la France, s'étant fait couronner roi de Prusse en l'année 1700. Ses successeurs ne firent que suivre l'exemple du premier roi Frédéric I[er] au point que Frédéric II, oubliant la dette de gratitude que son aïeul avait contractée envers Charles VI du chef de son élévation au trône de Prusse, chercha querelle à sa fille Marie-Thérèse pour satisfaire son désir de s'emparer de la Silésie. Non content d'avoir réalisé un acte de brigandage contre la fille de son ancien protecteur, il tâcha de corrompre les bons sentiments de sa victime en la faisant participer à l'assassinat de la Pologne, de connivence avec la Russie.

La mentalité prussienne n'a pas changé depuis ; elle a toujours conservé le culte de la force, et dans ce but, elle a entretenu toujours une armée nationale bien disciplinée. Même après que Napoléon I[er] eût réduit son territoire de moitié et lui défendit d'avoir une armée de plus de 35.000 hommes, elle trouva moyen de réorga-

niser l'armée sur une autre base, ayant pris le parti de faire passer dans l'armée des recrues qui se renouvelaient tous les trois mois. De plus, elle organisa la landwehr d'après le principe que tous les habitants du pays, de dix-huit à trente ans, devaient être prêts à le défendre et ceux qui étaient licenciés constituaient une réserve prête à partir en temps de guerre, pour la défense de la patrie, de manière que la Prusse ne cessait pas d'être militatariste. Ce n'est qu'après la chute de l'Empire napoléonien, lorsque la Prusse rentra en possession de ses terres perdues qu'elle se tint sur la défensive, soumise aux ordres du Prince de Metternich qui, depuis le Congrès de Vienne, assuma la direction du régime absolutiste en Europe jusqu'en 1848.

Cependant, la Prusse, tant par sa mentalité innée que par son histoire politique, est devenue le champion de l'absolutisme militaire et politique. Il s'ensuivit que la France, défenseur du régime de liberté et la Prusse défenseur du régime absolutiste, formèrent depuis la fin du XVIIIe siècle deux Etats antagonistes. Bien qu'à la suite du mouvement révolutionnaire en 1848, la Prusse se soit vue forcée d'introduire chez elle un régime libéral et d'envoyer des députés au parlement fédéral, élus par le suffrage universel, elle s'est efforcée, de connivence avec l'Autriche, de saper la base morale et matérielle du Parlement fédéral. D'un autre côté, bien que la Prusse eût l'air d'agir d'accord avec l'Autriche en tout ce qui avait rapport aux intérêts de la Confédé-

ration, elle nourrissait la pensée secrète de remplacer un jour l'Autriche à la tête de la Confédération. Elle hésitait seulement devant la supériorité de la puissance militaire de l'Autriche, liée alors d'amitié avec la Russie. Heureusement pour elle, deux circonstances imprévues se présentèrent alors, qui favorisèrent la réalisation de son projet ambitieux ; d'abord, la guerre de Crimée en 1855, engagée entre la France et l'Angleterre, contre la Russie, ensuite la guerre d'Italie contre l'Autriche. Quant à la première, la Russie, qui comptait sur l'aide de l'Autriche, croyant qu'elle s'acquitterait d'une dette de gratitude envers elle pour l'avoir sauvée d'une déroute dans la guerre d'Indépendance de la Hongrie, éprouva une amère déception lorsqu'elle vit une armée autrichienne d'observation à ses frontières. Quant à la seconde, l'Autriche, à la suite de la guerre malheureuse qu'elle mena en 1859 contre la France et l'Italie, avait perdu la Lombardie, ce qui fit diminuer considérablement son prestige de puissance militaire de premier ordre aux yeux de la Prusse. Alors, Bismarck, voyant écarté tout danger du côté de la Russie, se rendit à Biarritz pour gagner également la bienveillance de Napoléon III, et, sans perdre de temps, il profita de ce moment favorable pour conclure une alliance avec l'Italie contre l'Autriche. En effet, il arriva ce qui était à prévoir. L'Autriche fut vaincue par la Prusse dans la bataille de Sadova, grâce à la supériorité numérique et à la supériorité d'organisation de

l'armée prussienne. La première condition que Bismarck inséra au traité de paix fut la retraite définitive de l'Autriche de la confédération germanique. Alors la Prusse, se voyant maîtresse absolue des destinées de l'Allemagne, eut pour première pensée de lui inculquer la mentalité prussienne, à savoir, le culte de la force brutale, le mépris du droit humain, et l'extension graduelle de sa domination aussi bien dans l'ordre militaire que dans l'ordre économique aux dépens des pays voisins d'abord et des pays les plus éloignés ensuite. Pour mieux réussir dans cette entreprise elle s'est efforcée de rendre florissants son commerce et son industrie, et à mesure que l'Allemagne est devenue plus riche et plus prospère le gouvernement prussien s'est empressé d'augmenter ses écoles techniques et d'agrandir ses établissements d'instruction supérieure pour les utiliser ensuite au bénéfice de l'industrie. C'est ainsi que les usines chimiques, mécaniques et électriques ont employé pour le perfectionnement de leurs produits les hommes les plus compétents des Universités et des écoles techniques tant comme mécaniciens, que comme chimistes et opticiens. Les chimistes avaient pour mission de découvrir non seulement des produits chimiques utiles aux industries mais aussi des médicaments qu'ils mettaient ensuite à la disposition des médecins, pour les faire essayer d'abord sur les animaux et ensuite sur les malades des hôpitaux. Les opticiens se sont efforcés de découvrir des lentilles perfectionnées

pour l'usage du microscope et du télescope, étant payés selon leurs mérites personnels et selon l'utilité qu'ils rapportaient. Il y en avait qui gagnaient de 15 à 20 mille marks par an sans compter les appointements fixes qu'ils recevaient de la part du gouvernement pour l'enseignement officiel dans leurs chaires universitaires. Il est clair que ces intellectuels trouvaient de leur intérêt de chanter les louanges du gouvernement prussien, qui grâce à sa puissance militaire maintenait le prestige de l'Allemagne au dehors et aussi, grâce à ses efforts en vue d'augmenter et d'améliorer les établissements d'instruction technique, procurait le bien-être matériel aux travailleurs intellectuels et à ceux de la classe ouvrière. Les maîtres aux Universités et aux écoles supérieures de leur côté se sont également efforcés de faire naître dans l'esprit de leurs élèves l'idée de la supériorité de l'Allemagne sur tous les autres pays d'Europe, aussi bien dans les sciences, que dans les arts techniques, de même dans son évolution économique que dans l'organisation du commerce et de l'industrie. C'est grâce à sa supériorité que l'Allemagne est appelée aux plus hautes destinées et à occuper la place qu'elle mérite parmi les nations européennes.

Il est certain que sous l'influence des progrès vertigineux realisés par l'Allemagne dans l'ordre économique, l'esprit de la population allemande s'est portée vers le gain et les entreprises lucratives.

Toutes les classes sociales se sont lancées dans une

industrialisation à outrance, au point d'industrialiser la science elle-même qui n'était plus cultivée par amour de la science mais plutôt dans un but de lucre. C'est précisément cet esprit d'industrialisme qui a eu pour conséquence, non seulement l'enrichissement du pays, mais aussi le développement d'un sentiment d'orgueil extraordinaire, car à mesure que l'Allemagne s'enrichissait, son ambition augmentait et ses historiens et écrivains suggestionnés par ce succès proclamaient que le peuple allemand était le seul peuple au monde possédant une culture complète (das einzige voll Kultur-Volk). C'est précisément à cause de sa supériorité que l'Allemagne a le droit de se croire le peuple élu de Dieu, destiné à marquer la direction de l'humanité et à devenir la race maîtresse dans le monde devant laquelle toutes les autres races doivent s'incliner. L'orgueil et l'ambition du peuple allemand ont surtout grandi depuis l'avènement au trône de Guillaume II, lequel ayant été élevé dans un milieu piétiste crut toujours agir sous l'inspiration divine. On a vu notamment dans les dernières années de son règne qu'il avait pris l'habitude dans ses allocutions aux hommes politiques ou aux officiers de l'armée d'invoquer le nom de Dieu en disant : « *Nous vaincrons car Dieu est avec nous.* »

L'historien Treitschke, défenseur ardent du pangermanisme disait : « Lorsque la guerre est devenue néces-
« saire, il faut laisser de côté les lieux communs sur la
« responsabilité de l'agresseur. Il faut la faire en met-

« tant toutes les chances de son côté. — Il y a vocation « divine partout où se présente une occasion favorable « d'attaquer un voisin et d'étendre ses propres fron- « tières. — L'issue des événements est un jugement de « Dieu. — Pour les Allemands être le plus fort voilà « l'essentiel. C'est par la force que l'Allemagne doit « imposer son hégémonie. » Les Allemands considéraient la science comme un instrument de la force et l'outillage dont ils se servaient pour les industries étaient éminemment scientifique. Sèlon eux, la science n'a pas de tâche plus élevée à remplir que de se mettre au service du germanisme représentant une force telle qu'elle puisse en imposer au monde ; ce n'est pas seulement un droit pour les Allemands, c'est un devoir pour eux ; ils sont appelés à créer une ère nouvelle dans l'histoire de l'humanité. Selon Lasson, entre les Etats il n'y a qu'une sorte de droit, *le Droit du plus fort*. Un Etat ne peut commettre de crime. Remplir ses engagements n'est pas pour un Etat une question de droit, mais une question d'intérêt. Et les professeurs de droit acceptaient ses idées. « Nous devons, écrivait « R. von Ihering, nous incliner avec un sentiment de « venération devant la force victorieuse, produit mys- « tique des forces et des lois morales qui dominent les « éclats les plus sauvages de la guerre. La puissance « du vainqueur, voilà ce qui détermine le droit. »

Inspiré par ces conceptions dépourvues de sens moral et religieux, et même de sentiment humain, *Rodolphe*

Eucken, professeur de phylosophie à Iéna, osa dire dans la conférence qu'il a faite à Francfort sur l'importance de la race allemande au point de vue historique : c'est nous qui sommes véritablement l'âme de l'humanité (*Wir sind die eigentliche Seele der Menschheit*).

D'un autre côté, il est curieux de voir l'esprit de soumission dans les manifestations de la vie publique et privée de l'Allemand lorsqu'il se rencontre en face d'une autorité nationale. Là, il montre le goût inné de subordination hiérarchique et d'humble soumission, étant capable de supporter même les insultes d'un supérieur, sans murmurer, tellement l'esprit d'obéissance lui est suggestionné au nom de la discipline sociale. En effet, Bebel a déclaré un jour au Reichstag que l'Allemand a une âme de valet. Déjà Kant, en notant leur passion de méthode, faisait observer qu'on pouvait les classer suivant une échelle de privilèges hiérarchiques. On peut dire que l'Allemand est resté féodal d'esprit au sein de la société moderne. Nul peuple ne s'est courbé plus docilement que lui devant la force.

La Prusse, pour donner une sanction à son régime absolutiste, eut recours aux savants de grand prestige auxquels il demanda de faire appuyer par la science la conduite de ses gouvernants. Il n'a jamais manqué d'hommes pour se prêter de bon gré à satisfaire le désir du gouvernement. L'homme le plus célèbre de l'Université de Berlin qui se soit mis complètement au service de l'Etat prussien fut le philosophe Hegel, lequel établit

par sa dialectique confuse et arbitraire la théorie de l'Etat Providence absorbant les droits de l'individu, théorie inconciliable avec les principes des droits de l'homme proclamés par la Révolution française et avec ceux de la morale chrétienne. Cependant, le gouvernement prussien fit sienne la doctrine de Hegel selon laquelle l'Etat est appelé à protéger en temps de paix, et plus encore en temps de guerre, l'individu qui n'a pas les moyens de se défendre ni contre la misère et la violence au dedans ni contre l'invasion étrangère. Il n'y a de liberté que dans l'Etat qui est l'expression la plus élevée de la liberté et de la volonté. C'est lui seul qui est susceptible de réaliser l'idéal naturel, l'individu n'étant que l'instrument et pour cela, il doit une obéissance aveugle à l'Etat qui est la Providence.

Une fois que la Prusse est arrivée à se considérer maîtresse de l'Allemagne à la suite de ses victoires rapides et décisives sur l'Autriche et la France, ses hommes d'Etat se sont efforcés d'imposer non seulement les principes hégéliens aux Etats confédérés, mais aussi la mentalité héréditaire prussienne, selon laquelle c'est la force qui crée le droit. En effet, le peuple allemand n'a pas tardé à s'assimiler la mentalité prussienne, d'autant plus que le système du gouvernement prussien lui a assuré la prépondérance de son commerce et de son industrie sur les marchés du monde entier et lui à valu un prestige universel au point de vue de sa puissance militaire ; ainsi l'idée de la supériorité allemande

— *Deutschland über Alles* — a-t-elle fini par pénétrer dans l'âme du peuple allemand et à être admise comme un article de foi nationale. C'est à ce titre que l'Allemagne s'est crue appelée par la Providence à exercer la domination universelle, c'est-à-dire à élargir ses frontières terrestres et à dominer sur les mers Atlantique et Méditerranée ; et pour atteindre ce but elle ne pensait qu'à s'emparer de la Belgique, de la Hollande et des ports de mer français, tel que Calais et Dunkerque. Elle ne reculait pas même devant la pensée de se créer un grand empire colonial, aux dépens de la France, de la Belgique et de la Hollande d'abord et aux dépens de l'Angleterre ensuite. Elle n'attendait qu'une occasion favorable pour se lancer dans une guerre qui lui donnerait une victoire rapide sur la France et son alliée la Russie, occasion qui se présente lors de l'assassinat du prince héritier d'Autriche.

Du reste tous ceux qui ont suivi l'évolution du militarisme en Allemagne ont pu se convaincre que Guillaume II travaillait ardemment depuis longtemps pour préparer la guerre contre la France et la Russie. C'est sous l'influence de sa propagande active que se sont formées plusieurs associations militaires et civiles qui s'appuyaient mutuellement :

1° *Le Wehrverein* qui était une ligue avec de puissantes ramifications dans tout le territoire allemand ayant pour but non seulement la défense légitime de l'armée, mais aussi tous ses désirata quant à l'armement;

la composition des troupes et les services techniques;

2o *Les Kriegsvereine* qui étaient des sociétés de guerre ayant pour mission de fortifier l'esprit des guerriers et de contrecarrer les tendances pacifistes qui dominaient parmi les classes industrielles et commerciales.

Il y avait en outre un grand nombre d'associations civiles qui avaient également pour but de préparer l'Allemagne à une guerre inévitable, avec la circonstance aggravante qu'elles étaient toutes nourries d'une littérature politico-militaire émanant d'écrivains militaires et d'historiens chargés de l'enseignement de l'histoire d'Allemagne aux Universités. Tous prêchaient ouvertement une guerre à outrance comme le seul moyen de perfectionner l'œuvre de Bismarck en donnant à l'Allemagne la première place parmi les nations européennes. Parmi les écrivains militaires figure au premier rang le général de cavalerie en retraite Frédéric de Bernhardi dont le livre : *L'Allemagne et la prochaine guerre* fit grande sensation à cause de ses doctrines particulières relatives à la guerre. Il déclarait d'abord que la guerre future devait être conduite sans pitié et le plus cruellement possible contre l'ennemi. Ses doctrines ont pénétré dans toutes les classes sociales et sont devenues le bréviaire des patriotes allemands. Ses sophismes ont empoisonné le cœur et le cerveau de la génération contemporaine. Tout Allemand avait conscience que la guerre constituait le facteur essentiel pour la grandeur et la puissance natio-

nales et que les efforts en faveur de la prolongation de la paix devaient forcément exercer une influence pernicieuse sur l'avenir de l'Allemagne ; car celle-ci aurait pour conséquence la mollesse et la dégénération du peuple allemand. D'après Bernhardi, la vie dans la nature est inhérente à la nécessité de la lutte pour l'amélioration des conditions d'existence des êtres organiques. Il n'hésite pas même à avancer que les nations petites et faibles n'ont pas le droit de vivre indépendamment et doivent être soumises à la domination des plus fortes.

Cependant, il ne faut pas croire que le Général Bernhardi ait été l'inventeur de l'idée que le peuple allemand a pour mission de gouverner le monde. On trouve la même idée exposée déjà au commencement du XIXe siècle par un des philosophes les plus célèbres d'Allemagne, J. Gottlieb Fichte, après la bataille d'Iéna dans un discours prononcé à l'Université de Berlin et adressé à la nation allemande. Il disait : « C'est vous « qui parmi les nations modernes avez reçu spéciale- « ment en dépôt les germes de la perfection humaine et « à qui a été confié le premier rôle de son développe- « ment. Si vous succombez l'humanité succombera avec « vous sans espoir d'une rénovation future. C'est dans « ce sens qu'il faut diriger l'éducation de la na- « tion allemande, qu'elle acquière conscience d'elle- « même, à savoir, de son essence germaine pure afin « qu'elle puisse la répandre un jour à l'extérieur et

« la faire régner dans le monde ». Puis il ajoute : « L'Allemagne est non seulement la nation élue « par la Providence ; mais elle est l'unique élue. »

Le Général Bernhardi ne fait que développer cette idée au point de vue militaire, indiquant la manière la plus sûre de la réaliser. Cependant la Prusse, après la bataille d'Iena et même après la chute de l'empire napoléonien, n'était pas indépendante et ne se sentait pas assez forte pour suivre et exécuter le conseil de Fichte, car elle était soumise à l'hégémonie de l'Autriche, dirigée par Metternich. C'était l'Autriche qui était à la tête de la Confédération germanique et représentait les aspirations de l'Allemagne, tandis que la Prusse se contentait de maintenir dans son royaume le régime absolutiste, étant incapable de réaliser un idéal supérieur, mais les paroles de Fichte restaient latentes au fond de son âme ambitieuse prêtes à ressusciter au moment opportun. En attendant, elle se servit du prestige de Hégel comme maître de la pensée allemande pour sanctionner les principes de l'Etat-Providence et du droit de la force ainsi que du droit de l'Etat sur l'individu. C'est lui qui avait donné la sanction légale à ces principes.

Après lui, ce fut Bismarck le hobereau gigantesque et génial qui, fidèle à son origine, ne voulut fonder l'unité nationale que par l'épée et le feu. C'est grâce à son intervention que le roi de Prusse devint Empereur d'Allemagne en chassant l'Autriche de la Confédéra-

tion. C'est alors que la Prusse, maîtresse de sa destinée, décida de propager la doctrine de Fichte et d'imposer à l'Allemagne la mentalité prussienne, en lui communiquant l'élan vers la conquête et l'esprit de convoitise, puis l'amour effréné de l'industrialisme qui devait le conduire à la richesse. C'est avec l'élévation de l'Allemagne au premier rang comme puissance militaire et industrielle qu'apparut une phalange d'écrivains qui non seulement firent l'apothéose de Bismarck, mais le considérèrent comme le prototype des grands hommes dont les principes et opinions doivent être suivis scrupuleusement comme un article de foi religieuse. Parmi ces écrivains figure en première ligne Treitschke, professeur d'histoire, d'abord à l'Université de Heidelberg puis à celle de Berlin, qui sut enflammer la jeunesse par ses leçons d'histoire allemande du XIX[e] siècle au cours desquelles il montra un patriotisme ardent et un germanisme des plus exagérés, ayant exalté la force et l'énergie comme créatrice du droit divin et humain. Il avançait dans ses exagérations la thèse que le devoir d'un Etat fort était de faire la guerre aux Etats voisins plus faibles, sans nécessité même d'une déclaration préalable, au cas où ils se refuseraient à se soumettre de bon gré aux exigences dictées par ses intérêts qu'il considère sacrés comme émanant de la puissance de Dieu.

Il n'y a pas de doute que les historiens allemands ont joué un grand rôle dans la formation de l'unité ger-

manique par le simple fait qu'ils ont fait l'apothéose du militarisme et établi ouvertement le culte de la force. Ils ont commencé par créer une opinion publique au moyen de leurs leçons suggestionnantes et ont fini par l'ajuster au gré et au bon plaisir du gouvernement de la Prusse, avec la circonstance aggravante qu'ils ont mêlé des concepts faux aux détails des faits historiques mal interprétés, ayant fait ainsi un tableau défiguré d'un passé brillant, par l'apothéose de l'absolutisme militaire et politique, ennemi de toute liberté individuelle et morale. Treitschke fait même intervenir Darwin à l'appui de ses théories sur l'absolutisme, décrivant l'histoire de l'Allemagne comme une vaste lutte pour la vie. Il prétend que le rôle historique de la Prusse a commencé le jour où elle s'est incorporé les Etats allemands l'un après l'autre. « Dieu dit-il ne parle plus aux princes « par la bouche des prophètes ou par des songes, mais « il y a une vocation divine partout où se présente une « occasion favorable d'attaquer un voisin et d'étendre « ses propres frontières à ses dépens. L'issue des évé- « nements est un jugement de Dieu (1). » Fouillée qualifie avec raison comme la plus cynique, cette manière de vouloir ériger le droit de conquête en droit divin. Les historiens allemands doués d'un esprit mystique comme de bons Luthériens, s'efforcèrent d'interpréter la Bible en faveur de leurs intérêts nationaux en attri-

1. Treitschke, *Zehn jahre deutscher Kampf*, p. 30.

buant leurs exploits militaires aux inspirations d'une volonté divine et en divinisant la force brutale de même que les hommes qui lui servaient d'instrument. On est allé jusqu'à dire que la Belgique par sa résistance aux desseins de l'Allemagne avait fait preuve de perfidie et d'impiété parce qu'elle n'avait pas su discerner la volonté divine. « Abandonner la Belgique se-« rait une faute impardonnable. L'occupation de la Bel-« gique est le symbole de ses victoires (1). « Le Kaiser lui-même a pris l'habitude d'invoquer à chaque moment son Dieu qui lui a confié la mission de sauver l'humanité. Il déclare que le peuple allemand sera le bloc de granit sur lequel Notre Seigneur Dieu pourra élever et achever la civilisation du monde. Il réalisera la parole du poète : « Le monde un jour devra son salut à l'empire allemand. » Le kaiser dit également : « Le bon Dieu « ne se serait pas donné tant de peine pour faire la « grandeur de la Patrie allemande s'il ne lui réservait « pas une grande destinée. Nous sommes le sel de la « terre, Dieu nous a appelés à civiliser le monde. »

Cet exemple de l'infatuation allemande du Kaiser fut suivie par des milliers de pasteurs qui l'ont enseignée comme parole d'Evangile à des milliers de leurs ouailles ; car le Kaiser comme chef des églises protestantes de la Prusse avait pris son rôle au sérieux, prêchant souvent au temple ; un jour il eut même la franchise de

2. *Kreutz Zeitung*, 4 et 5 janvier 1917.

manifester en public ses idées de grandeur en disant : *Le peuple allemand est le peuple élu de Dieu. Son esprit est incarné en moi en qualité d'empereur d'Allemagne. Je suis le glaive et le représentant de Dieu sur la terre. J'ai donc l'obligation d'exécuter les décrets de Dieu sous peine de manquer à mon devoir et je mériterais d'être châtié comme l'a été le peuple juif pour ne pas avoir compris sa mission divine.*

Il n'y a rien d'étonnant à ce que l'Empereur d'Allemagne élevé dans un milieu mystique et suggestionné par la théorie des intellectuels allemands que l'Allemagne était le peuple élu de Dieu pour régénérer le monde, se soit réellement persuadé qu'il était l'instrument de Dieu, mais ce qui est moins compréhensible c'est que la majorité du peuple allemand ait partagé son opinion au point de se croire *invincible*, ce qui prouve bien que le peuple allemand est entaché d'une disposition d'esprit mystique, enclin à la croyance au surnaturel surtout lorsqu'elle flatte son amour-propre.

CHAPITRE XXIV

DES PROCEDÉS IMMORAUX DE L'EMPEREUR GUILLAUME POUR FONDER UN EMPIRE COLONIAL ALLEMAND

Si on examine de près la politique extérieure poursuivie par l'Empereur Guillaume depuis son avènement au trône jusqu'au moment de sa déclaration de guerre à la France en 1914, on est frappé par sa première affirmation. « L'avenir de l'Allemagne est sur la mer », qui renferme en elle son rêve de posséder un empire colonial. Déjà Bismarck, après avoir fondé l'unité nationale, avait poursuivi l'idée de transformer l'Allemagne d'abord, en une grande puissance militaire, ensuite en une grande puissance industrielle et commerciale pour arriver ainsi à établir son influence prépondérante sur tous les autres Etats Européens en matière politique et économique ; mais Guillaume caressait le rêve de voir son pays devenir une puissance mondiale au moyen de la fondation d'un empire colonial. Dans ce but il décida de créer une grande marine marchande en même temps qu'une puissante marine de guerre et grâce à

l'accroissement progressif de l'industrie allemande il réussit à rendre son projet populaire tant dans le monde industriel que parmi les classes intellectuelles. A cet effet, il se produisit en Allemagne une agitation pangermaniste dirigée par les professeurs des Universités et des hautes écoles techniques, qui finit par constituer une ligue pangermaniste, ayant pour but de stimuler l'opinion publique au moyen d'articles dans les journaux littéraires et de brochures exaltant l'idéal d'une grande Allemagne (Der Kampf ums Deutschthum).

Le gouvernement de son côté favorisait la ligue pangermaniste de plusieurs manières : *Premièrement* par l'aide qu'il prêtait au développement du commerce avec tous les pays du monde entier au moyen de subventions aux exportateurs et des primes à certaines marchandises pour faciliter leur concurrence avec les produits nationaux étrangers ; *Deuxièmement* par l'intervention directe de ses agents consulaires ; *Troisièmement* par la fondation de colonies en Asie et en Afrique avec mission de canaliser vers ces pays l'émigration allemande qui se rendait jusqu'alors en Amérique, et qui dorénavant serait chargée d'exploiter les produits naturels de ces nouveaux pays en faveur de l'industrie nationale allemande. Il arriva toutefois qu'après un certain temps, les industriels allemands ne se contentaient plus de posséder des colonies qui leur fournissaient les matières premières nécessaires à leur indus-

trie, ils aspiraient à l'acquisition de colonies riches et de culture déjà avancée, pouvant servir de débouchés à leurs produits industriels. Malheureusement les colonies de ce genre avaient été déjà accaparées par les Anglais, les Français, les Hollandais, les Portugais, etc. Alors l'Empereur se demanda de quoi servait à l'Allemagne d'être la première puissance militaire du monde, si elle n'avait pas, de même que les autres peuples, le droit de posséder des colonies riches ; si elle ne jouait pas un rôle politique correspondant à ses forces matérielles et si sa voix n'était pas écoutée ni sollicitée dans les questions internationales ; et il prétendait que dorénavant aucun Etat ne pût acquérir des territoires ou une influence ou un avantage économique quelconque sans que l'Allemagne reçût sa part ou une compensation équivalente. Toutefois l'Empereur hésita longtemps avant de donner une expression tangible à ses aspirations, de peur d'entrer en collision avec les puissances qui se trouvaient en possession de colonies riches et productives.

Cependant la monarchie prussienne conformément à sa conception héréditaire de l'Etat, admettait comme un dogme indiscutable que la force crée le droit et que ce droit impose à l'Etat le devoir de le faire valoir lorsqu'il se trouve en face d'un autre Etat plus faible. C'est ainsi que le gouvernement impérial tâcha de profiter des embarras momentanés de certaines nations pour en tirer quelques avantages. La première occa-

sion se présenta en 1885 lorsque l'Espagne se trouvait sous le poids déprimant d'une invasion cholérique très grave. Le gouvernement de Berlin ayant été informé par son agent consulaire aux Philippines que les îles Carolines étaient complètement dépourvues de colons et n'avaient pas de garnison espagnole, expédia un bateau de guerre, l'*Iltis*, avec des troupes pour en prendre possession. Cependant, le gouverneur de Manille, prévenu par son gouvernement des intentions allemandes, avait devancé de quelques jours l'expédition allemande en envoyant à Jappe, l'île principale des Carolines, un navire avec quelques hommes pour y arborer le drapeau espagnol, mais cet acte de prévoyance de la part du gouvernement d'Espagne n'empêcha pas le Commandant de l'*Iltis* de débarquer avec les troupes allemandes et de planter le drapeau allemand en face de celui d'Espagne. Le chef de l'expédition espagnole eut beau protester, le commandant de l'*Iltis* conformément aux ordres reçus, le menaça d'employer la force s'il ne se retirait pas de l'île avec ses compatriotes. En effet, faute d'hommes et de moyens de défense contre les forces allemandes supérieures, le chef de l'expédition espagnole se rembarqua et retourna à Manille. La nouvelle de ce triste événement arriva à Madrid le 20 août et l'effet produit dans les sphères officielles de même que dans l'opinion publique fut une profonde indignation contre une grande nation qui en pleine paix abusait de sa puissanee sans provocation quel-

conque, pour s'emparer par la force du bien d'autrui. Le 24 août il y eut à Madrid une manifestation populaire imposante qui dégénéra en une émeute du bas peuple contre l'ambassade allemande. Le lendemain toute la presse espagnole s'exprimait avec unanimité dans des termes violents contre l'attentat aux droits de l'Espagne, commis avec préméditation par l'Allemagne. La protestation énergique du gouvernement espagnol fut repoussée par Bismarck dans une note adressée au gouvernement espagnol le 12 septembre disant que les îles Carolines n'avaient jamais eu de garnison ni de colons espagnols qui pourraient justifier le droit de propriété. Toutefois Bismarck ne tarda pas à comprendre que la valeur de ces îles ne compensait pas la mise en jeu des intérêts allemands engagés en Espagne et il proposa le 15 octobre la médiation du Pape comme arbitre, qui fut acceptée par le gouvernement d'Espagne. Ce fut le 18 novembre que le Pape donna communication du jugement, reconnaissant les droits séculaires d'Espagne sur les Carolines, mais en même temps il offrait certains privilèges à l'Allemagne pour l'exploitation de ces îles. Malheureusement quelques années plus tard, en 1898, un événement très douloureux survint, la guerre entre l'Espagne et les Etats-Unis, qui se termina par une déroute complète de l'armée et de la marine espagnoles, ayant eu pour conséquence la perte de Cuba, de Puerto Rico, et des Philippines. Alors le gouvernement d'Espagne jugea inutile

et même très coûteuse la conservation des Carolines et décida de les vendre à l'Allemagne.

Un peu plus tard se présenta une autre occasion à l'Empereur Guillaume de réaliser son rêve colonial. Ce fut le soulèvement des Boxers contre le gouvernement de Chine, qui avait mis en danger la vie de tous les européens habitant l'Empire céleste. Le manque de sécurité était tel que tous les Ambassadeurs à Pékin, conscients de la gravité de la situation, demandèrent à leurs gouvernements respectifs l'envoi d'une expédition militaire, aux ports chinois, ce qui n'était pas difficile, étant donné que la France, l'Angleterre et les Etats-Unis pouvaient disposer de troupes à proximité de la Chine, c'est-à-dire au Tonkin, à Hong-Kong et aux Philippines. En effet, une expédition commune de ces trois nations ne tarda pas à débarquer à Tien-Tsin des troupes qui furent obligées de livrer des combats très sanglants pour s'emparer du port et de la forteresse. En attendant, l'Ambassadeur d'Allemagne tomba victime d'une agression des insurgés à Pékin. Alors l'Allemagne d'accord avec les autres puissances européennes organisa une grande expédition pour protéger la vie et les intérêts de leurs sujets en Chine. Comme l'Allemagne considérait qu'elle avait le devoir, non seulement de protéger ses sujets mais aussi de venger le crime commis contre son représentant, elle envoya une expédition plus nombreuse que les autres puissances sous les ordres du général Waldersee qui

devait commander en chef les armées combinées. De plus l'Empereur avait nourri la pensée secrète d'un partage de la Chine entre les puissances européennes. C'est ainsi qu'il adressa à cette occasion au corps expéditionnaire une harangue qui restera célèbre : « *Que tous ceux, disait-il, qui tomberont dans vos mains soient à votre merci. Vous ne ferez pas de prisonniers. Vous allez gagner un renom pareil à celui des Huns sous Attila. Que l'herbe ne pousse plus sur le sol que vous allez fouler.* » Cependant son rêve ne tarda pas à s'évanouir, car Waldersee se heurta à une résistance vigoureuse des insurgés chinois, et peut-être aurait-il subi un grave échec, sans l'intervention des troupes anglaises commandées par l'amiral Seymour qui accoururent à son secours. Voyant alors la difficulté ou plutôt l'impossibilité de réaliser ses projets, il se contenta de prendre possession du port de Kiao-Tchéou et d'obtenir du gouvernement chinois la concession d'une station navale et d'un riche territoire minier avec faculté d'y ériger des défenses formidables. Il arriva toutefois que les Japonais profitèrent de la guerre entre l'Allemagne et l'Angleterre, leur allié d'hier, pour déclarer la guerre à l'Allemagne et s'emparer après une courte lutte de son domaine colonial en Chine, qui avait coûté des centaines de millions à l'empire allemand.

Après avoir terminé la guerre avec la Chine, l'Empereur Guillaume songea à étendre son influence à l'Afrique australe, profitant de la circonstance du sou-

lèvement des Boers contre l'invasion anglaise du Transvaal et envoya à cette occasion son fameux télégramme au président Krüger, l'encourageant à la résistance. L'effet déplorable que cette démarche impériale produisit en Angleterre et dans toute la presse européenne, trouva bientôt un écho dans les sphères politiques allemandes et fit changer subitement l'opinion de l'Empereur, lui faisant comprendre la grande faute commise par l'envoi de son télégramme, au point qu'il fit parvenir au gouvernement anglais un plan de campagne contre les Boers établi par son Etat-major, ce qui certainement n'a pas beaucoup contribué à réhausser son prestige auprès de ses amis pas plus que de ses ennemis.

Ceci toutefois n'entama nullement l'esprit d'entreprise de l'Empereur, car quelque temps après, le gouvernement de Berlin décida de faire sentir son influence dans l'Amérique du Sud en envoyant une escadre au Venezuela pour réclamer le paiement des sommes dues aux créanciers allemands ; mais là encore il échoua devant l'opposition des Etats-Unis qui invoquèrent la doctrine de Monroë. Après avoir vu la route barrée sur les continents d'Amérique et d'Afrique par l'Angleterre et les Etats-Unis, l'Empereur tourna ses regards vers le Maroc dans l'espoir d'y trouver un débouché pour le commerce et l'industrie allemands. Alors il dut forcément entrer en collision avec les intérêts de la France. C'est précisément ce que cherchait l'Empereur ; faire la guerre à la France, la vaincre et

s'emparer ensuite de ses belles colonies en Afrique, c'était son rêve doré! Dans ce but il mit en jeu des procédés peu honorables comme nous avons vu dans les pages précédentes, d'abord son débarquement brusque à Tanger en 1905 et l'exaltation de sa colère contre le protectorat français dans sa fameuse harangue aux autorités chérifiennes qui venaient le complimenter, ensuite les intrigues nouées par son gouvernement auprès des puissances européennes, pour les convoquer à la conférence d'Algésiras en 1906, finalement l'envoi en pleine paix d'un bateau de guerre à Agadir en 1911, pour ameuter les Marocains du Sud contre la France. Là aussi tous ses efforts sont restés stériles, ayant plutôt contribué à consolider le protectorat français au Maroc.

L'Empereur, de même que le peuple allemand, blessés dans leur amour-propre, dissimulaient d'abord leur échec diplomatique et le gouvernement manifestait même son désir d'entretenir de bons rapports avec la France avec l'arrière-pensée de les exploiter en proposant d'organiser des sociétés franco-allemandes ayant pour but de fonder en commun des établissements industriels au Maroc, s'engageant en échange à ne pas entraver l'expansion française dans le nord de l'Afrique; mais là aussi il éprouva un échec ; car les industriels français ne firent pas bon accueil aux propositions allemandes. Alors le gouvernement impérial décida de recourir à la force des armes. Il demanda d'abord à la

Chambre en 1913 de voter une loi pour le renforcement de l'armée, loi qui fut votée à l'unanimité, même par le parti socialiste, ensuite le chancelier engagea des pourparlers avec le gouvernement anglais pour améliorer les rapports anglo-allemands. A cette occasion Lord Grey déclara au Parlement que l'Angleterre ne s'opposerait pas à l'extension de la colonisation allemande en Afrique, car le Portugal et la Belgique n'étaient pas en état de coloniser leurs domaines africains, le premier à cause de sa situation financière et de ses discordes intestines et la seconde parce qu'elle ne voulait pas débourser les sommes nécessaires pour mettre en valeur le Congo. Il considérait que l'Allemagne par ses capitaux et par son esprit d'entreprise et son aptitude colonisatrice était la seule capable d'exploiter les richesses du pays et d'y introduire les éléments de la civilisation, bien entendu avec la coopération des Belges et des Portugais dans cette entreprise commune.

En effet, l'hiver suivant, en 1914, le gouvernement impérial engagea avec le cabinet de Londres des négociations pour l'attribution des sphères d'influence britannique et allemande dans les colonies portugaises de l'Afrique. En même temps, sans attendre que ces négociations eussent abouti, un Comité allemand s'est constitué à Hambourg en vue de l'exploitation des richesses agricole et minière d'Angola et des grandes banques allemandes cherchaient à s'assurer la haute main sur le chemin de fer de Lobito-Bay, allant de la côte por-

tugaise au Katanga belge. Alors Lord Grey ne tarda pas à se pénétrer des projets envahissants du gouvernement impérial aux dépens du Portugal et de la Belgique. Ce qui avait surtout frappé son attention, c'est que pendant la guerre contre les Etats balkaniques, qui coïncidait avec les négociations anglo-allemandes en 1913 et 1914,les forces militaires allemandes avaient considérablement augmenté et le gouvernement impérial révélait des intentions belliqueuses et des projets guerriers. En conséquence il refusa de donner suite aux avances du gouvernement allemand relatives aux colonies portugaises. En attendant,le cabinet de Vienne, en vue de la stérilité de ses efforts pour reviser le traité de Bukarest par une conférence internationale, décida de chercher querelle à la Serbie. Dans ce but il tâcha de gagner l'Italie en faveur de ses projets ; mais Giolitti, alors président du conseil des ministres italien, refusa de s'associer à l'Autriche pour attenter à l'indépendance de la Serbie, pour la simple raison que son traité d'alliance avec l'Autriche avait plutôt un caractère défensif et ne l'obligeait pas à une guerre offensive. Dès ce moment le fossé creusé entre l'Italie et les deux Etats germaniques ne fit que s'élargir jusqu'au point que lorsque l'invasion de la Serbie en 1914 par l'armée austro-hongroise fut décidée par un accord secret conclu le 5 juillet dans la conférence de Potsdam entre les Cabinets de Berlin et de Vienne, elle fut réalisée à l'insu et contre la volonté du cabinet de Rome qui

ne cessa de protester et de demander une compensation au gouvernement d'Autriche conformément aux documents publiés dans le livre vert italien, d'après lesquels Rome et Vienne étaient tenues par le pacte d'Alliance de s'entendre d'avance au sujet de toute modification du *statu quo* des Balkans.

L'Italie insista sur le manque d'exécution du traité à son égard, allèguant en même temps le caractère défensif de la Triplice pour rester en dehors d'une lutte dans laquelle ses alliés jouaient le rôle d'agresseurs. De plus tous les documents officiels publiés par les gouvernements français, anglais et russe démontrent d'une manière incontestable que la guerre de l'Autriche contre la Serbie était décidée d'un commun accord entre l'Empereur d'Allemagne et celui d'Autriche déjà en 1913 ; car cette dernière ambitionnait le port de Salonique et prétendait subjuguer la Serbie et l'entraîner dans son orbite tandis que l'Allemagne désirait la guerre avec la France, alliée de la Russie, et se proposait d'invoquer comme *casus belli* l'intervention de celle-ci en faveur de la Serbie. Mais la meilleure preuve de la complicité du gouvernement allemand dans le complot ourdi par l'Autriche contre la Serbie est fournie par le témoignage éclatant d'un homme d'Etat belge et ministre plénipotentiaire de Belgique auprès du gouvernement de Berlin, le Baron Bayens, dans son beau livre : « *L'Allemagne avant la guerre* » (1), où il écrit :

1. Baron Bayens, *L'Allemagne avant la guerre*, page 24. Bruxelles-Paris, 1915.

« Au lendemain d'Agadir, la guerre avec la France « avait pris dans l'esprit de Guillaume II l'aspect « d'une nécessité inéluctable. Le 5 et le 6 novem- « bre 1913 le roi des Belges fut son hôte à Potsdam en « revenant de Lunebourg où il avait fait une visite de « courtoisie au régiment des dragons dont il était le « chef honoraire. Pendant son séjour à Potsdam l'em- « pereur en profita pour lui faire comprendre que la « guerre entre la France et l'Allemagne était à ses « yeux inévitable et prochaine. »

Le général Moltke de son côté pendant une conversation qu'il eut avec lui après le dîner officiel, se prononça dans le même sens, insistant en même temps sur la certitude d'une victoire complète. L'idée d'une guerre contre la France avait d'ailleurs jeté de profondes racines dans l'esprit et le sentiment national allemand, depuis l'accord conclu entre la France et l'Angleterre au sujet de l'établissement du protectorat français au Maroc, et l'échec subi par l'Allemagne à la suite de l'affaire d'Agadir n'était que la dernière goutte qui fit déborder sa fureur; des faits innombrables sont là pour démontrer que les classes intellectuelles de l'Allemagne, d'accord avec le gouvernement, ont surchauffé l'imagination ardente de la jeunesse en répandant dans son sein les germes de la haine contre la nation voisine. C'étaient les professeurs de l'Université et même ceux de l'enseignement secondaire, tels que Ranke, Momsen, Sybel, Treitschke, Lamprecht, et Delbrück qui,

sous l'impulsion de l'école historique prussienne apprirent à leurs élèves à haïr les peuples qu'ils considéraient comme des ennemis ou des rivaux de l'Allemagne. C'est surtout par la façon dont ces maîtres ont enseigné l'histoire qu'ils ont corrompu les sentiments du peuple allemand. Ils commençaient par décrire l'empire allemand moderne comme l'aboutissement de l'évolution historique d'une puissance née au moyen âge sous Charlemagne, reconstituée ensuite sous la dynastie des Othons et arrivée à son apogée sous les Hohenstaufens qui tenaient sous leur domination presque un tiers de l'ancien empire romain. D'après eux, cette Allemagne du passé était appelée à revivre sous une nouvelle forme dans l'avenir sous l'égide des Hohenzollern, qui étaient désignés pour continuer l'œuvre de Charlemagne et des premiers César électifs. C'est la Prusse qui réunissait les éléments nécessaires pour reconstituer dans toute sa vigueur l'unité nationale, elle avait par conséquent la mission de revendiquer les régions séparées de l'Allemagne depuis des siècles.

L'apôtre le plus acharné de ces doctrines était Henri Treitschke qui, pendant vingt ans, enseigna avec éclat l'histoire moderne à l'Université de Berlin. C'est lui qui, par son éloquence et son érudition, a passionné son auditoire, composé de représentants de toutes les classes sociales. Grâce à l'influence qu'il a exercée sur les sphères intellectuelles, il leur a inculqué l'idée que la Prusse était la gloire de l'Allemagne et qu'il était

réservé à la dynastie des Hohenzollern la mission providentielle de créer une grande Allemagne et d'en faire la première puissance du monde. Il s'est distingué des autres historiens allemands par sa haine profonde de l'Angleterre qui, dit-il, est arrivée à posséder la cinquième partie du globe terrestre sans avoir donné la preuve de sa puissance militaire. On peut dire que Treitschke était le véritable inspirateur de la politique mondiale de Guillaume II et le fondateur du Pangermanisme. Ensuite venaient ses élèves qui, encouragés par son succès, suivirent son exemple, non seulement dans le domaine de l'histoire mais aussi dans celui de la Géographie. Il circule en Allemagne une Géographie scolaire à l'usage des écoles de l'enseignement secondaire, qui est arrivée à sa 232e édition, où on peut lire les lignes suivantes. « Les Allemands sont le peuple le « plus civilisé de l'Europe et tout ce qu'il y a de véri- « table civilisation ailleurs y compris la France est dû « au sang allemand, car la cinquième partie de la popu- « lation française est de race germanique. »

Malheureusement, aujourd'hui c'est toute l'Allemagne qui a endossé la camisole de force prussienne, laquelle a supprimé toute initiative individuelle et étouffé dans le germe l'amour de la liberté. Il en résulta que l'habitude de rendre culte à la force brutale et au féodalisme en vigueur en Prusse a fait perdre au peuple allemand le sens moral lorsqu'il s'agit de choisir les moyens pour atteindre un but politique ou militaire

favorable aux intérêts de l'Etat ; mais ce qui frappe le plus l'attention d'un esprit impartial et droit, c'est de voir un écrivain anglais, nommé Houston Chamberlain, se faire l'apôtre du Pangermanisme dans son livre intitulé : *Les Fondations du XIX[e] siècle*, où il défend la thèse : *Les Teutons sont le sel de la terre et destinés à régénérer tous les peuples de l'Europe.* Quoiqu'il en soit, il est incontestable que la mission que les intellectuels allemands se sont donnée de propager la mentalité prussienne, d'abord à travers l'Allemagne, ensuite à travers l'Europe, est la négation des droits de l'homme et des droits des gens et la preuve de leur manque complet de sens moral.

Toutefois, bien qu'on ne puisse pas nier l'influence que les maîtres de l'enseignement ont exercée sur la jeunesse et le monde intellectuel allemands par la glorification de l'Etat prussien, chargé de la mission providentielle de la création d'une grande Allemagne, il n'est pas moins certain que c'était le gouvernement impérial sous l'impulsion de l'Empereur lui-même, qui avait encouragé ce mouvement politique dans le but de faire sanctionner par le Parlement et par le peuple les projets secrets du parti militariste et du parti agrarien prussien et de préparer ainsi l'opinion publique pour un conflit international éventuel ; car le gouvernement impérial a été le vrai créateur du parti pangermaniste, en nourrissant l'ambition des gloires nationales et de la grandeur future de l'Allemagne et en inculquant aux masses

populaires l'idée de la supériorité de l'Allemagne (Deutschland über Alles) sur tous les autres peuples, en sorte que les savants professeurs aux Universités et les écrivains étaient plutôt les auxiliaires et les complices de la politique mondiale de l'Empereur, et la ligue pangermaniste, le Wehrverein et le Flottenverein n'étaient que l'œuvre du militarisme prussien.

Le gouvernement impérial, pour justifier ses projets criminels d'expansion allemande aux dépens de ses voisins n'a plus hésité à recourir à cette thèse hypocrite, savoir, que l'accroissement progressif de la population de l'empire exigeait un agrandissement du territoire trop restreint où étouffaient les habitants, et qu'il fallait à l'Allemagne de nouveaux territoires et de nouvelles ressources pour épancher cette vitalité exubérante. Pour lui, c'était la conséquence naturelle d'une loi biologique, la nécessité de vivre et la lutte pour l'existence qui pousse l'homme à la recherche d'un milieu plus favorable à ses conditions vitales. De là dérive la conception d'un empire doté de riches colonies, mais comme il n'y avait plus de place sur le sol africain, le gouvernement impérial songea à s'emparer des belles colonies de la France et de la Belgique à la suite d'une guerre continentale se terminant par la défaite de la France. Pour s'assurer tous les éléments de succès, le gouvernement ne recula devant aucun moyen quelque illicite qu'il fût. C'est ainsi qu'il organisa en pleine paix un système d'espionnage dans tous

les pays d'Europe ayant son bureau central à Berlin, dans le but d'être renseigné d'avance sur les avantages et les faiblesses de l'ennemi en cas de guerre. Pour en tirer tout le profit possible il n'employait pas, selon l'usage, des espions professionnels, qui pouvaient attirer l'attention des gouvernements respectifs ; il chargea de ce service ses propres agents consulaires dans les différents pays, lesquels se mirent en rapports avec leurs compatriotes, expatriés pour gagner leur vie sur un sol étranger, les uns comme employés dans les bureaux et les autres comme domestiques, gouvernantes ou institutrices. On a vu dans cette guerre des officiers qui avaient servi auparavant en France comme de simples domestiques chez des militaires haut placés. Les agents diplomatiques allemands n'ont pas hésité à se servir pour leur espionnage d'anciens compatriotes, qui après une longue résidence en France ou en Belgique s'y étaient naturalisés et connaissaient bien la fortune et les ressources des commerçants et des industriels au service desquels ils étaient placés et dont ils avaient la confiance. Ces anciens émigrés ne se faisaient aucun scrupule de commettre un acte de trahison envers leur pays adoptif, auquel ils avaient juré fidélité et aux lois duquel ils avaient juré d'obéir. Le gouvernement impérial avait si bien prémédité la conséquence pratique de ce genre d'espionnage en temps de paix, que pour apaiser la conscience de ceux qui s'en rendaient complices, il fit voter le 22 juillet 1913 une loi, appelée ensuite la loi

Delbrück, suivant laquelle il était permis aux Allemands de prendre des lettres de naturalisation fictive dont l'intéressé n'avait pas à se préoccuper du moment que dans son for intérieur il entendait rester Allemand et qu'il avait obtenu de l'autorité compétente de son pays d'origine, l'autorisation écrite de conserver sa nationalité sur l'avis conforme du Consul d'Allemagne (art. 25). Enfin la nationalité d'empire pouvait désormais être conférée aux anciens Allemands ainsi qu'à leurs descendants, même s'ils n'étaient pas établis sur territoire allemand (Art. 33 n° 2).

Cette loi si singulière, qui n'existe dans aucun autre pays, prouve bien que le gouvernement impérial se proposait de permettre à l'aigle impérial de faire éclore tous les œufs qu'il avait déposés dans des nids étrangers et d'arborer le drapeau du germanisme en France, en Angleterre et aux Etats-Unis d'Amérique à l'insu de leurs gouvernements respectifs. Tout esprit impartial et tous ceux qui connaissent les Codes civil et criminel en vigueur chez les peuples civilisés seront d'accord pour qualifier de dépourvue de sens moral, cette politique du gouvernement impérial qui consistait à organiser un système d'espionnage dans un pays ami, en temps de paix, et à chercher ses auxiliaires parmi ses sujets, les obligeant à commettre des actes de trahison envers le pays qui leur avait accordé l'hospitalité et les moyens d'existence. Mais ce qui est plus grave encore, c'est la complicité du Reichstag en votant une

loi permettant aux sujets allemands de jouir du bénéfice des droits des sujets français en même temps qu'il les invitait à commettre un acte de trahison envers leur nouvelle patrie, acquise en vertu d'un serment et de la promesse de se soumettre à ses lois, justifiant ainsi le parjure par la fameuse maxime des jésuites connue sous le nom *de la restriction mentale.* Ceci est une preuve éloquente que le gouvernement impérial avait réussi par divers procédés à faire pénétrer dans l'esprit et le cœur allemands la mentalité prussienne et à corrompre le sens moral des classes sociales les plus élevées, et même des législateurs, lesquels au nom d'un patriotisme mal entendu eurent le courage de voter aussi la loi de l'expropriation forcée des agriculteurs polonais dans le but de germaniser la Pologne.

On voit bien que c'est le culte de la force et l'esprit de domination et de germanisation des peuples voisins qui ont dirigé toutes les activités nationales de l'Allemagne, grâce au militarisme qui a été la force créatrice de l'Etat prussien depuis son origine jusqu'à nos jours. Bien entendu, le militarisme prussien ne consiste pas seulement dans une armée nombreuse et bien diciplinée, il représente en outre la première catégorie de la hiérarchie sociale et la prédominance de l'élément militaire sur l'élément civil. Nous en avons eu la preuve évidente dans l'incident de Saverne de 1913 lorsque les pouvoirs militaires foulèrent aux pieds les pouvoirs civils. Cet incident donna lieu à une contestation de

l'autorité municipale contre l'insulte proférée par un officier contre les consorits alsaciens, ce qui non seulement porta un coup mortel à la politique de conciliation du gouvernement impérial envers le peuple alsacien, mais constitua la défaite décisive du gouvernement civil par la toute puissance de l'absolutisme militaire en vigueur dans toute l'Allemagne. En effet, la question ayant été portée par les députés alsaciens devant le Reichstag, celui-ci après avoir donné un vote de blâme aux autorités militaires, fut obligé de laisser tomber l'affaire sans qu'un acte de justice eut sanctionné le vote de la chambre. Au contraire, le colonel du régiment, dont faisait partie l'officier accusé, fut félicité ultérieurement par un télégramme envoyé par le prince impérial qui cherchait à profiter de toutes les circonstances pour se rendre populaire dans l'armée, même au risque de contrarier son père. Aussi, celui-ci, mécontent de l'intempérance de plume et de langage de son fils, l'envoya en pénitence à l'extrémité du royaume sous prétexte de le mettre au courant du métier de colonel.

Toutefois, la conduite du Kronprinz n'était pas de nature à mériter le blâme sévère de son père, car ce genre d'incartade était une habitude traditionnelle chez les héritiers du trône des Hohenzollern. Frédéric II se rendit très célèbre comme prince royal par ses démêlés avec son père, Frédéric-Guillaume. Il en fut de même de l'empereur Guillaume Ier. Etant encore successeur présomptif de son frère Frédéric-Guillaume IV, il soutenait

pendant le règne de son frère une petite cour princière, foyer de critique et d'opposition en face de la cour royale. Guillaume II lui-même n'a-t-il pas intrigué avec l'aide de Bismarck durant la maladie fatale de son père l'empereur Frédéric, lui causant un grand nombre d'ennuis et de chagrins par son impatience à prendre les rênes du gouvernement ? A peine arrivé au pouvoir il fit sentir le poids de sa personnalité, au point de renvoyer son premier ministre Bismarck, fondateur de l'unité allemande et d'affirmer le militarisme en étendant son réseau à travers l'Allemagne. Celui-ci avait son foyer rayonnant au quartier militaire de l'empereur, d'où il allongeait ses tentacules vers les maîtres de l'enseignement et les classes intellectuelles ; puis il gagnait les classes industrielles en plaçant sous sa protection aussi bien les patrons que les ouvriers, leur faisant entrevoir le gain résultant pour eux du bénéfice d'une expansion coloniale.

Après avoir atteint son but il ne se contenta plus d'avoir prussifié l'Allemagne, il aspirait à prussifier toute l'Europe, avec la circonstance aggravante que l'empereur eut beau s'intituler chef de la confédération allemande, cette confédération ne ressemblait en rien à aucune des confédérations connues, telle que celles des Etats-Unis, de la Suisse, des républiques américaines du Sud, ou celles de l'Australie, qui sont toutes des associations libres basées sur un accord mutuel avec des droits égaux ; bien que chaque Etat jouisse d'une

autonomie administrative, ils sont liés entre eux par un contrat social, tandis que les Etats confédérés allemands formaient une union hiérarchisée selon le nombre d'habitants, selon la force productive de chacun et selon les droits plus ou moins entamés en faveur d'un autre Etat, en tête desquels se trouvait la Prusse avec ses droits souverains intégraux ; et au-dessous des Etats vraiment allemands se trouvaient les Etats annexés qui se refusaient à être germanisés, tels que la Pologne, le Schleswig et l'Alsace-Lorraine ; ensuite la confédération germanique loin d'être libre, était gouvernée par un empereur autocrate représentant l'Etatisme de droit divin. Bien que la Chambre fût élue par suffrage universel elle pouvait être dissoute deux ou trois fois de suite si elle se refusait à voter les crédits demandés par le gouvernement ; de plus, les partis politiques du parlement étaient répartis de telle façon que les libéraux ne pouvaient réunir une majorité que s'ils s'associaient aux socialistes, ce qui était contraire à leur principe monarchique. En échange, les conservateurs représentant les orthodoxes protestants, aussi réactionnaires que les catholiques du centre, formaient à eux deux le parti conservateur, tandis que les députés libéraux sortant des centres industriels et commerçants, étaient également des gouvernementaux à cause de la protection que le gouvernement accordait à leurs intérêts. C'étaient les socialistes qui, représentant les intérêts populaires, constituaient à eux seuls le parti le plus

nombreux du Parlement après le parti conservateur, appelé le Centre. Cependant les socialistès eux ausssi, non seulement étaient pénétrés du sentiment de l'unité nationale, mais ils étaient protégés également par le gouvernement qui avait fait voter en leur faveur des lois sociales, améliorant le sort des classes ouvrières telles que les lois d'assurance contre la maladie et la vieillesse ; par conséquent ils n'ont pas offert de résistance aux projets du gouvernement lorsqu'il a demandé au parlement de nouveaux crédits pour l'accroissement de l'armée et des armements. Toute la Chambre était animée de la même pensée et de la même volonté de faire la guerre à la France dans la conviction d'une victoire sûre et rapide et de l'acquisition de nouvelles colonies riches, car suggestionnée par un orgueil effréné et par la conviction de sa supériorité sur tous les autres peuples d'Europe, l'Allemagne s'était attribué le droit d'étendre ses frontières aux dépens des peuples voisins.

Le gouvernement impérial ne s'était pas limité à recourir à de pareils procédés pour préparer l'opinion publique en Allemagne à l'idée d'une guerre plus ou moins prochaine contre la France, il avait suivi la même méthode peu scrupuleuse et hypocrite pour préparer cette guerre de connivence avec l'Autriche déjà en 1913 lorsque celle-ci devait être chargée de procéder à une invasion préalable de la Serbie, mais ce projet avait échoué devant le refus de l'Italie de s'y associer, par la

raison que le but et le caractère de la Triple Allianee étaient purement défensifs. Cependant l'occasion qui devait fournir un prétexte à l'Autriche pour justifier l'invasion de la Serbie ne tarda pas longtemps à se présenter ; ce fut l'assassinst du prince héritier de la couronne d'Autriche et de sa femme à Sarajevo. Alors le gouvernement autrichien rendit la Serbie responsable du crime et lui envoya un ultimatum conçu dans les termes les plus âpres. Les efforts extraordinaires de l'Entente et la bonne volonté de la Serbie échouèrent devant l'intransigeance de l'Allemagne, avec la circonstance particulière qu'au commencement, le gouvernement allemand se contentait d'approuver la conduite de l'Autriche sans proférer aucune menace, prétendant simplement qu'aucune puissance n'avait le droit de s'immiscer dans ce procès où l'honneur de l'Autriche était engagé, mais au moment où l'Autriche se montrait disposée à accepter la proposition anglaise d'une conférence internationale, l'Allemagne se montra irréductible, brusqua l'affaire en déclarant la guerre à la France et à la Russie, avec la circonstance aggravante que lorsque l'ambassadeur anglais à Berlin déclarait au chancelier allemand que dans le cas où l'armée allemande envahirait la Belgique, l'Angleterre défendrait la neutralité belge par les armes, le chancelier se mit dans une agitation extrême et dit à son interlocuteur que la Grande-Bretagne prendrait une responsabilité terrible. Pour le simple mot de neutralité et pour un chiffon de papier

elle allait déclarer la guerre à une nation apparentée dont le seul désir était de rester son amie. En effet, le gouvernement anglais donna à l'Allemagne douze heures de temps pour réfléchir et pour empêcher la violation du territoire belge. Le gouvernement impérial répondit que la sécurité de l'Empire rendait absolument nécessaire la marche des troupes impériales à travers la Belgique. En même temps elle menaçait la Belgique de la traiter en ennemie si elle ne donnait pas libre passage aux troupes allemandes.

CHAPITRE XXV

PROCÉDÉS CRIMINELS DES CHEFS MILITAIRES ALLEMANDS POUR RENDRE LA GUERRE CRUELLE

Après l'exposition sommaire des faits qui ont précédé et déterminé la guerre mondiale nous allons rendre compte des procédés criminels employés par les chefs de l'armée allemande pour rendre la guerre cruelle au possible.

Nous avons vu dans le chapitre précédent que le peuple allemand, convaincu de la supériorité de l'Allemagne sur les autres pays de l'Europe et de l'invincibilité de son armée, salua avec enthousiasme la déclaration de guerre à la France et à la Russie et approuva entièrement la violation de la neutralité de la Belgique. D'un autre côté, les chefs militaires, confiant aveuglément dans l'infaillibilité des chefs de l'Etat-Major, exécutaient scrupuleusement sans discuter les ordres donnés par ces derniers et employaient les procédés immoraux dont la diplomatie allemande s'est servie pendant une série d'années avec une persévérance inlassable pour préparer et déclarer la guerre mondiale. Les sol-

dats sur l'ordre de leurs chefs ont commis toute espèce d'atrocités, tous genres de crimes contre les villes et leurs habitants inoffensifs. Des villes et des villages ont été bombardés sans qu'une force armée les défendît. Les édifices consacrés au culte, aux arts et aux sciences n'ont pas été épargnés. Les cathédrales surtout ont été systématiquement l'objet de leur sauvagerie. Des ballons et des avions ont laissé tomber des projectiles sur des villes ouvertes et des villages non défendus, en opposition aux conventions internationales. Finalement, dans toutes les villes où ont passé les Allemands ils ont pris des otages dans la population civile, auxquels ils ont fait subir des traitements indignes, sans considération pour leur âge et leurs mérites personnels. Voici, d'ailleurs, les conclusions des rapports de la commission officielle belge :

« On peut dire que jamais une guerre entre nations « civilisées n'a eu le caractère sauvage et féroce de « celle qui est maintenant portée sur notre sol par un « adversaire implacable ; le pillage, le viol, l'incendie « et le meurtre sont de pratique courante chez nos enne- « mis, et les faits qui nous ont été journellement révé- « lés, en même temps qu'ils constituent de véritables « crimes de droit commun, punis par les codes de tous « les pays civilisés avec les peines les plus sévères et « les plus infamantes, accusent dans la mentalité alle- « mande depuis 1870 une étonnante régression.

« Les attentats contre les femmes et les jeunes filles

« ont été d'une fréquence inouïe. Nous en avons établi « un grand nombre qui ne représente qu'une quantité « infime auprès de ceux que nous aurions pu relever. « Dans la plupart des endroits où nous avons fait notre « enquête nous avons pu nous rendre compte que l'ar- « mée allemande professe d'une façon constante le « mépris le plus complet de la vie humaine, que ses « soldats et même ses chefs ne se font pas faute d'ache- « ver les blessés ; qu'ils tuent sans pitié les habitants « inoffensifs des territoires qu'ils envahissent et qu'ils « n'épargnent dans leur rage homicide ni les femmes, « ni les vieillards, ni les enfants. Les fusillades de « Lunéville, de Gerbervillers, de Nomény et de Senlis « en sont des exemples terrifiants. L'esprit se refuse à « croire que toutes les tueries aient eu lieu sans raison. « Il est vrai que les Allemands, pour justifier leurs « crimes ont toujours donné le même prétexte préten- « dant que les civils ont commencé par tirer sur eux. « Cette allégation est mensongère. Nous en avons « maintes fois recueilli les preuves. »

Il en était de même en France où les Allemands ne se contentaient pas de piller, de voler et de violer les femmes et les jeunes filles à la vue de leurs parents : ils ont eu recours aux procédés les plus révoltants dans le but d'intimider la population. Dans beaucoup de villes des départements du Nord, des citoyens de tout âge, ont été arrachés à leurs foyers et emmenés en captivité ; beaucoup en sont morts ou étaient tués en route.

Plusieurs enquêtes établies en France sur les procédés divers de destruction des villes et des campagnes employés par les Allemands ont constaté qu'en plus du meurtre, l'incendie a été un des procédés usuels mis en pratique par eux, soit comme élément de dévastation systématique, soit comme moyen d'intimidation. L'armée allemande, suivant l'enquête, pour pourvoir à l'incendie, possédait un véritable matériel, comprenant des torches, des grenades, des fusées, des pompes à pétrole, des baguettes de matière fusante, enfin, des sachets contenant des pastilles composées d'une poudre comprimée, très inflammable. La fureur incendiaire s'affirma principalement contre les Eglises et les monuments présentant une valeur artistique ou historique. En ce qui concerne le vol, les enquêteurs constatent avec des preuves incontestables que partout où une troupe ennemie a passé, elle s'est livrée en présence de ses chefs et souvent même avec leur participation à un pillage méthodiquement organisé. Les caves ont été vidées jusqu'à la dernière bouteille, des coffre-forts ont été éventrés, des sommes considérables ont été dérobées ou extorquées ; une grande quantité de bijoux et d'argenterie ainsi que des tableaux, des meubles, des objets d'art, du linge, des bicyclettes, des robes de femmes, des machines à coudre jusqu'aux jouets d'enfants, après avoir été enlevés, ont été placés sur des voitures pour être dirigés vers la frontière.

Après avoir épuisé le vocabulaire des crimes et des

attentats contre les personnes et leurs propriétés ils ont fini par imaginer quelques autres crimes de lèse-majesté contre la personnalité humaine ; d'abord c'étaient des déportations de familles ou partie de familles dans d'autres départements occupés par les Allemands pour les employer à des travaux agricoles. C'est ainsi que sur l'ordre du général Von Graevenitz et avec le concours du régiment d'infanterie n° 64 envoyé par le grand quartier général allemand, ont été arrachés à leurs foyers à Roubaix, Tourcoing et Lille, 25.000 Français, jeunes filles de seize à vingt ans, jeunes femmes et hommes jusqu'à cinquante-cinq ans sans distinction de condition sociale, ayant été séparés sans pitié de leurs familles et forcés à des travaux agricoles dans les départements de l'Aisne et des Ardennes.

Pour rendre un compte aussi exact que possible des procédés barbares, inconnus dans l'histoire moderne, employés par les hauts représentants de la culture allemande, nous ne pouvons mieux faire que de reproduire une affiche des autorités allemandes, ainsi que les protestations douloureuses du maire et de l'évêque de Lille, de même que les protestations du gouvernement français et la réponse hypocrite du gouvernement de Berlin.

Proclamation du commandeur allemand de Lille affichée à Lille pendant la semaine sainte 1916

L'attitude de l'Angleterre rend de plus en plus difficile le ravitaillement de la population. Pour éviter la misère, l'autorité allemande a demandé récemment des volontaires pour aller travailler à la campagne. Cet offre n'a pas eu le succès attendu. En conséquence les habitants seront évacués par ordre et transportés à la campagne. Les évacués seront envoyés à l'intérieur du territoire occupé de la France, loin du front où ils travailleront dans l'agriculture et nullement dans les travaux militaires. Chaque évacué pourra emporter avec lui 30 kilos de bagage (ustensiles de ménage, vêtements, etc.) que l'on fera bien de préparer dès maintenant. J'ordonne donc : Personne ne pourra jusqu'à un nouvel ordre changer de domicile. Personne non plus ne pourra s'absenter de son domicile légal déclaré, de 9 heures du soir à 6 heures du matin à moins qu'il soit en possession d'un permis en règle. Comme il s'agit d'une mesure irrévocable, il est de l'intérêt de la population même de rester calme et obéissante.

Signé : Le Commandant

Avis postérieur

Tous les habitants de la maison à l'exception des enfants au-dessous de quatorze ans et de leur mère ainsi qu'à l'exception des vieillards doivent se préparer

pour être transportés dans une heure et demie. Un officier décidera définitivement quelles personnes seront conduites dans les camps de réunion. Dans ce but tous les habitants de la maison doivent se réunir devant leur habitation ; en cas de mauvais temps il est permis de rester dans le couloir. La porte de la maison restera ouverte. Toute réclamation sera inutile. Aucun habitant de la maison, même ceux qui ne seront pas transportés, ne pourra pas quitter la maison avant 8 heures du matin. Chaque personne aura droit à 30 kilogrammes de bagages. S'il y avait un excédent de poids, tous les bagages de cette personne seront refusés sans égards. Les colis devront être faits séparément pour chaque personne et munis d'une adresse lisiblement écrite et solidement fixée. L'adresse devra porter le nom, le prénom et le numéro de la carte d'identité. Il est tout à fait nécessaire de se munir dans son propre intérêt d'ustensiles pour boire et manger, ainsi que d'une couverture de laine, de bonnes chaussures et du linge. Chaque personne devra porter sur elle sa carte d'identité. Quiconque essaiera de se soustraire au transport sera impitoyablement puni.

Signé : ETAPPEN KOMMANDANTUR

Protestation du Maire de Lille

Monsieur le Gouverneur,

Retenu chez moi par la convalescence, j'apprends avec une invincible émotion une nouvelle que je veux encore me refuser à croire. L'on me dit que l'autorité allemande aurait l'intention d'évacuer sur une partie du territoire occupé une notable partie de notre population. Après les déclarations officielles que vous avez affichées sur les murs que la guerre n'était pas faite aux civils, que les droits, les biens et la liberté de la population leur seraient garantis à la seule condition qu'elle se maintienne dans le calme, je n'aurais jamais pu croire qu'une pareille mesure pût être mise en usage. S'il devait en être ainsi, je me permettrais comme premier magistrat de notre cité d'adresser la plus énergique protestation contre ce que je considérerais comme un violation absolue du droit des gens universellement reconnu.

Détruire et briser les familles, arracher par milliers de leurs foyers des citoyens paisibles, les forcer à abandonner leurs biens sans protection, serait un acte de nature à soulever la réprobation générale.

Nos soldats comme les vôtres font vaillamment leur devoir, mais toutes les conventions internationales s'accordent à laisser la population civile en dehors de cet effroyable conflit.

Je veux donc espérer, Excellence, que pareille éventualité ne se produira pas.

Signé : Delasalle, maire de Lille,

Protestation de Mgr Charost, évêque de Lille adressée à M. le général Van Grævenitz

Monsieur le Général,

Il est de mon devoir de vous signaler qu'un état d'esprit frémissant se manifeste dans la population. Les enlèvements nombreux de femmes et de jeunes filles, des transferts d'hommes et de jeunes gens, d'enfants mêmes, sont effectuées dans la région de Tourcoing et Roubaix, sans procédure ni cause judiciaire. Les malheureux ont été dirigés sur des localités inconnues. Des mesures aussi extrêmes, et sur une plus grande échelle sont projetées pour Lille. Vous ne serez point étonné, Monsieur le Général que j'intervienne auprès de vous au nom de la mission religieuse qui m'a été confiée. Elle m'implique la charge de défendre respectueusement mais fortement, le droit international que le droit de guerre ne peut jamais enfreindre et la moralité éternelle que rien ne peut suspendre. Elle me fait un devoir de protéger les faibles et les désarmés qui sont ma famille à moi et dont les charges et les douleurs sont les miennes.

Vous êtes père, vous savez qu'il n'est pas de droit

plus respectable et plus sain dans l'ordre humain que celui de la famille. Pour tout chrétien, l'inviolabilité de Dieu qui l'a instituée est en elle. Les officiers allemands qui logent depuis longtemps dans nos habitations savent combien l'esprit de famille tient à nos fibres les plus intimes dans la région du Nord et fait chez nous la douceur de la vie. Aussi, disloquer la famille en arrachant des adolescents, des jeunes filles à leurs foyers, ce n'est plus la guerre ; c'est pour nous la torture, et la pire des tortures, la torture morale indéfinie. L'infraction du droit familial se doublerait d'une infraction aux exigences les plus délicates de la moralité. Celle-ci est exposée à des dangers dont la vue seule révolte tout homme honnête du fait de la promiscuité qui accompagne fatalement des enlèvements en masse, mêlant des sexes, ou tout au moins des personnes de valeur morale très inégale. Des jeunes filles d'une vie irréprochable, n'ayant commis d'autres délits que celui d'aller chercher du pain ou quelques pommes de terre pour nourrir une nombreuse famille, ayant au surplus purgé la peine légère que leur a valu cette contravention ont été enlevées. Leurs mères qui avaient veillé de si près sur elles et qui n'avaient que cette unique joie de les garder près d'elles dans l'absence du père et des grands fils, partis ou tués à la guerre, sont seules maintenant. Elles portent ici et là leur désespoir et leur angoisse. Je dis ce que j'ai vu et entendu. Je sais que vous êtes étranger à ces rigueurs.

Vous êtes naturellement porté à l'équité ; c'est pourquoi je prends la confiance de m'adresser à vous ; je vous prie de bien vouloir faire remettre d'urgence au haut commandement militaire allemand, cette lettre d'un évêque dont il se représentera facilement la tristesse profonde. Nous avons beaucoup souffert depuis vingt mois, mais aucun coup ne sera comparable à celui-ci ; il serait de plus aussi immérité que cruel et produirait dans toute la France une impression ineffaçable. J'ai foi en la conscience humaine et je garde l'espoir que les jeunes gens et les jeunes filles appartenant à des honnêtes familles et redemandés par elles, leur seront rendus et que le sentiment de la justice et de l'honneur prévaudra sur toute considération inférieure.

Signé : Alexis Armand, évêque de Lille.

Malheureusement, ni la protestation du maire, ni celle de l'Evêque de Lille n'ont exercé une influence quelconque sur les cœurs endurcis et pétrifiés des autorités allemandes. Voici la copie d'une lettre adressée par une dame de Lille à une dame de Passy-Paris datée du 1er mai 1916 (1) rendant compte de la scène des déportations à Lille.

« Cette semaine a été terrible pour notre malheureuse
« ville, 1.200 à 1.500 personnes ont été enlevées toutes

1. Les Allemands à Lille et dans le nord de la France, publié par le ministère des Affaires étrangères, page 25, annexe 14.

« les nuits avec accompagnement de bayonnettes, mitrail-
« leuses aux coins des rues et musique militaire, prin-
« cipalement des jeunes filles et des jeunes femmes de
« toutes catégories, aussi des hommes de quinze à cin-
« quante ans partant pêle-mêle dans des wagons à
« bestiaux, garnis de banquettes de bois pour des
« destinations et des emplois inconnus ; soi-disant
« pour labourer la terre. Tu penses le désespoir et
« l'angoisse des parents. Nous apprenons cet après-
« midi que l'horrible besogne est terminée et notre
« quartier a été épargné. J'étais venue la première fois
« depuis deux ans coucher chez moi pour sauver ma
« bonne. Ce ne sont que les mères ayant comme moi
« des enfants au-dessous de quatorze ans et les vieil-
« lards qui sont restés. Au milieu de tout cela la mai-
« rie a brûlé tout entière en une nuit. Les partants
« ont du reste montré un courage vraiment français.
« Ils ont refoulé leurs larmes et les trains ont quitté la
« gare au chant de la *Marseillaise*. »

Parmi les documents publiés par le gouvernement français basés sur les déclarations sous serment des personnes de la région occupée par des Allemands, il y en a quelques-uns qui méritent bien d'être cités. Voici l'annexe n° 40 qui dit : « A leur arrivée dans une
« ville ou village, les Allemands ont arrêté tous les
« hommes valides du village, le maire, les conseillers
« municipaux et les personnes notables du pays et les

« ont enfermés dans une maison du village ; ils sont « restés ainsi en prison pendant cinq mois environ et ne « sortaient que pour travailler sur les routes sous la « garde et la surveillance des soldats allemands. Un « fermier n'a pas voulu travailler, ils l'ont déshabillé et « envoyé presque nu dans les champs sous les balles et « les obus, les yeux bandés ; il avait en outre les mains « attachées ; il a pu rejoindre sa ferme malgré les yeux « bandés, connaissant bien les chemins. Malgré les « supplications de la famille, le malheureux est restée « un jour sous les obus et les balles. Ensuite on l'a « amené comme otage en Allemagne et à l'heure actuelle « il est en mauvaise santé par suite des nombreuses « privations. De plus il a été volé et pillé et sa maison « ravagée complètement. »

Les habitants des villes et villages occupés par les Allemands tant en France qu'en Belgique ont été l'objet de mauvais traitements de toute espèce, les plus cruels et les plus avilissants qu'on puisse imaginer, et tous sans aucun autre motif que de rendre la vie des non combattants le plus dure possible, dans le but de décourager la population et de la porter à demander la paix.

On les a obligés à travailler la terre, à balayer les rues, à enterrer les hommes morts et les cadavres des animaux sans être ni payés ni nourris. Ils n'avaient pas non plus le droit de toucher à la récolte de leurs propres terres sans la permission ou l'ordre du Com-

mandant de la place. Généralement les Autorités allemandes avaient enlevé toutes les récoltes pour les envoyer en Allemagne, n'ayant laissé aux propriétaires que les pommes de terre, qui constituaient la base de leur nourriture.

Souvent les Autorités allemandes ont obligé les prisonniers de guerre, de même que les civils, à creuser les tranchées pour leurs troupes et à coucher pendant des nuits sur place, sur la terre, sans autre abri qu'une simple couverture pour se protéger contre le froid. En outre, ils étaient mal nourris et quand le travail ne marchait pas assez vite à leur gré, les officiers frappaient les pauvres Français à coup de cravache. Il arrivait souvent que les troupes allemandes étaient surprises par le feu meurtrier des obus Français, alors les Allemands se cachaient derrière les Français et tiraient en même temps par-dessus leurs épaules. Il en résulta des morts parmi les uns et les autres. Les Allemands utilisèrent souvent comme boucliers, les civils, tant femmes qu'enfants, pour empêcher les Français de tirer sur eux, avec la circonstance aggravante que lorsque le gouvernement français protestait par la voie diplomatique contre cette violation manifeste et flagrante du droit des gens et de la convention du tribunal de La Haye, le gouvernement allemand répondait avec son impudence habituelle que l'informateur des autorités françaises avait fait sous serment des déclarations fausses.

Il est incontestable que parmi les nombreux crimes commis contre la personnalité humaine par les Allemands durant cette terrible guerre déchaînée par le gouvernement sous l'inspiration de l'Empereur et son quartier militaire, le plus grand et le plus atroce est la déportation en esclavage des familles les plus honorables, séparant les jeunes filles de leurs mères et les obligeant à travailler contre leur patrie, les nourrissant mal, leur infligeant les punitions les plus dégradantes et les logeant pêle-mêle dans des conditions antihumaines qui feraient rougir les zoulous de l'Afrique. Toutefois, il est difficile de comprendre comment l'Allemagne chrétienne dont l'empereur a été élevé dans un milieu piétiste et de plus se dit être le porte-voix de Dieu, puisse manquer aussi grossièrement aux préceptes de l'Evangile en traitant avec un tel dédain la personnalité humaine, et en foulant aux pieds les droits sacrés de l'humanité ; C'est une conduite sans précédent dans les annales de l'histoire d'aucun peuple depuis l'avènement du christianisme. Il n'y a pas de doute que ce furent les chefs du militarisme allemand qui imposèrent au gouvernement cette tactique sauvage de guerre, car longtemps avant que l'Allemagne ne soit entrée en guerre ils avaient déjà préconisé dans les revues militaires et dans les brochures populaires, l'emploi en temps de guerre des procédés les plus cruels contre l'ennemi comme le moyen le plus sûr d'intimider la population et de la disposer à la conclusion d'une

paix favorable aux intérêts de l'agresseur. Ce sont également les chefs du militarisme prussien qui ont agi par l'intermédiaire des officiers allemands au service de l'armée turque dans la guerre contre l'Arménie pour amener leurs commandants à employer les mêmes procédés barbares. En effet, des milliers de jeunes gens arméniens furent arrachés à leurs familles et déportés, et ceux qui sont restés ont été privé des moyens d'existence sous prétexte qu'ils complotaient contre la domination turque. Talaat et Enver Pacha ordonnèrent l'emploi des moyens les plus cruels pour l'extermination de la race arménienne.

Il est vrai que les Turcs, par leur origine, par leur croyance religieuse et par leur histoire sont passés maîtres en matière d'intolérance et de persécution et n'avaient pas besoin de maître étranger pour leur enseigner la pratique des cruautés contre leur adversaire, d'autant plus que la Turquie avait déjà appelé à des époques antérieures l'attention de l'Europe à la suite des massacres organisés par son gouvernement en Arménie et à Constantinople sous prétexte qu'une conspiration avait été ourdie par les Arméniens contre la domination turque ; mais il ne faut pas oublier que la Turquie, étant devenue dans cette guerre l'alliée et la protégée de l'Allemagne, aurait certainement hésité à recourir à des procédés condamnés par la conscience universelle, si l'Allemagne avait observé une conduite conforme aux droits des gens, aux droits de l'homme

et aux principes d'une nation vraiment chrétienne. Au lieu de cela, elle n'a eu qu'à suivre l'exemple donné par le gouvernement allemand tant en Belgique qu'en France, où non seulement il a fait expolier les habitants des régions envahies des produits de leurs terres et de leur avoir, mais les a en outre obligés à travailler aux tranchées et aux choses de la guerre contre leurs compatriotes.

Pour mieux juger des atrocités commises par les Turcs envers les pauvres Arméniens pacifiques, nous allons invoquer le témoignage d'un Allemand, le Dr Sturmer, correspondant de la *Gazette de Cologne* à Constantinople, qui a lancé un terrible réquisitoire contre son pays dans un livre publié en Suisse intitulé *Zwei Kriegsjahre in Konstantinopel* (Deux années de guerre à Constantinople).

L'auteur déclare dans la préface du livre que c'est pour soulager sa conscience et pour rendre justice à la vérité et à la civilisation qu'il s'est décidé à publier son livre. Il commence par constater qu'au début il était entièrement imprégné des sentiments turcophiles, et s'est proposé d'examiner sans parti pris les assertions et les arguments du gouvernement ottoman destinés à justifier sa conduite; mais au fur et à mesure qu'il a vu les choses de près et examiné la question consciencieusement, après connaissance personnelle des arméniens accusés, il a adressé un rapport confidentiel à son journal sur la question arménienne. Ce rapport,

dit-il, a passé ensuite par les mains du Secrétaire d'Etat M. Zimmermann, lequel a adressé à ce sujet une lettre confidentielle à la Rédaction de la *Gazette de Cologne*. Par la suite, le rapport de M. Sturmer est allé sommeiller dans les Archives du grand journal allemand et le gouvernement du kaiser parfaitement informé sur les atrocités turques, et averti par un honnête journaliste allemand, demeura dans son attitude de spectateur impassible. L'auteur se demande ensuite quelles sont les raisons qui auraient déterminé le gouvernement turc à commettre ces sanglants forfaits : là-dessus il répond : « Je dis que cette extension des mesures bar-
« bares sur les populations arméniennes fut l'acte de
« fanatisme de race le plus infâme, le plus cynique, le
« plus criminel que l'histoire ait enregistré et que cet
« acte fut commis avec le lâche consentement du gouver-
« nement allemand, à la fois, lâcheté, manque de cons-
« cience et imbécillité à courte vue (Feigheit, Gewis-
« senlosigkeit, kurzsichtige Dummheit) M. Sturmer
« renonce à exposer la longue série de faits écœurants
« qui sont venus à sa connaissance, son but est plutôt
« de dénoncer la méthode, les idées politiques qui en
« font la base et la responsabilité allemande dans cet
« horrible mélange d'atrocités, de massacres, de viols,
« d'incorporation dans les harems de toutes les créa-
« tures un peu jolies. Que d'enfants ont été abandon-
« nés et jetés à la mer, que de familles de notables
« ont été expulsées, attaquées et pillées ensuite en

« route. Que de cynisme brutal dans ces procédés !

« Toute apparence d'un droit pour le gouvernement « turc qui a voulu faire passer ces mesures comme une « évacuation » dans l'intérêt militaire de la zone de « guerre, rendue nécessaire pour éviter des troubles, « s'écroule honteusement et j'espère qu'il n'y a pas un « seul Allemand bien informé des faits qui ne soit plein « de dégoût pour le gouvernement turc en voyant cette « boucherie, commise de sang-froid sur toute la popu- « lation des vastes contrées. »

Bien que nous tenions à applaudirà l'amour de la vérité et au sentiment profondément moral qui ont animé M. Sturmer, nous sommes loin de partager son avis lorsqu'il dit que *tout Allemand bien informé des faits et des procédés turcs n'hésitera pas à regarder avec dégoût la conduite des turcs envers les Arméniens,* car le gouvernement impérial de même que les officiers qui commandaient l'armée allemande en Belgique et en France se sont bien rendus coupables des mêmes crimes commis par les Turcs contre les Arméniens, avec la différence qu'ils se sont servis de méthodes plus raffinées. Quant à leurs intellectuels, de même que leur presse, loin de les désavouer, ils les ont approuvés et justifiés sous prétexte que c'était une triste nécessité de la guerre. Il suffit d'ailleurs, pour se convaincre du manque de sens moral des officiers allemands, de même que de ceux de Turquie, de lire la brochure de M. Mirman, préfet de Meurthe-et-Moselle intitulée *Leurs crimes*, publiée sous

le patronage de 24 maires de villes françaises éprouvées par la guerre. C'est une collection des faits officiellement certifiés, de tous les genres de crimes dont les Allemands se sont rendus coupables, au nom d'une soi-disant méthode scientifique de mener la guerre : vols, incendies, assassinats, violences à l'égard des femmes, des vieillards et des enfants, achèvement des blessés, martyre des prisonniers civils, etc.

CHAPITRE XXVI

LA GUERRE SOUS-MARINE CONTRE LES BATEAUX NEUTRES PROVOQUE L'INDIGNATION DE L'OPINION PUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS CONTRE L'ALLEMAGNE

Après avoir rendu compte des crimes de toutes sortes commis par les savants barbares teutoniques sur le sol belge et français pendant l'horrible guerre déchaînée par le gouvernement impérial, nous allons appeler l'attention sur un nouveau crime imaginé par lui et dirigé en même temps contre les belligérants et contre les neutres, que nous considérons comme l'acte le plus atroce imaginé par les chefs de la marine de guerre allemande. C'est la guerre sous-marine qui a causé de nombreuses victimes parmi les personnes pacifiques des pays neutres.

Pour faire mieux comprendre la portée de cet acte de piraterie scientifique nous allons en donner une description depuis son origine et pendant son évolution au cours de trois années de guerre. Ce fut le 4 février 1915, que l'amirauté allemande lança une proclamation déclarant que les eaux de la Grande-Bretagne et de l'Irlande,

y compris la Manche, constituaient une zone de guerre; que tout navire marchand trouvé dans ces eaux serait détruit, bien qu'il ne fût pas toujours possible de sauver les équipages et les passagers ; que les navires neutres seraient exposés au même danger à cause de l'usage illicite du pavillon neutre qu'en avait fait le gouvernement britannique. Le gouvernement des Etats-Unis, considérait ce document comme tellement grave qu'il crut de son devoir d'appeler l'attention du gouvernement impérial sur la situation critique qui pourrait résulter pour les relations des Etats-Unis avec l'Allemagne si un de leurs bateaux marchands était détruit ou un citoyen américain était tué sur un navire marchand neutre. Le gouvernement de Washington voulait bien reconnaître le droit qu'avait en haute mer un belligérant à l'égard d'un navire neutre de l'arrêter et le visiter, pour voir s'il ne contenait pas d'articles de contrebande ; mais décider d'attaquer et de détruire tout navire pénétrant dans une zone déterminée en haute mer, sans prendre d'abord le soin de déterminer la qualité du bateau et le caractère de contrebande de sa cargaison, constituerait un acte tellement imprévu et sans précédent dans des guerres navales, que le gouvernement des Etats-Unis se refusait à croire que le gouvernement allemand eût l'intention de commettre un tel acte. La supposition qu'un navire ennemi pût faire indûment usage du pavillon neutre ne constituait pas une présomption suffisante pour permettre de soup-

çonner indistinctement tous les navires neutres traversant la zone en question. Le gouvernement des Etats-Unis insistait sur le fait qu'il n'avait jamais permis ni accepté aucune mesure qui aurait pu être adoptée par l'un des belligérants dans le but de restreindre le commerce des neutres ; par conséquent il se considérait libre dans le cas actuel de prendre avec une conscience nette et d'après les principes acceptés, la position indiquée dans cette note, à savoir : Si les commandants des navires de guerre allemand agissaient d'après la présomption de l'amirauté et détruisaient en haute mer des navires américains ou causaient la mort de citoyens américains, il serait difficile pour le gouvernement des Etats-Unis de considérer cet acte autrement que comme un acte de violation des droits des neutres, qu'il serait en vérité difficile de concilier avec les relations amicales qui subsistaient à l'époque entre les deux gouvernements. Si une situation aussi déplorable se produisait, le gouvernement impérial pouvait comprendre facilement que le gouvernement des Etats-Unis serait contraint de tenir le gouvernement allemand strictement et entièrement responsable des actes des autorités navales et de prendre toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder l'existence et les biens des sujets américains, et pour assurer aux citoyens américains la jouissance des droits reconnus sur la haute mer. Le gouvernement des Etats-Unis insistait pour que le gouvernement impérial se pénétrât de ces consi-

dérations. Il le faisait avec le sincère désir qu'aucun malentendu ne pût en aucune circonstance se produire de nature à troubler les rapports des deux gouvernements et il exprimait l'espoir que le gouvernement impérial pourrait et voudrait donner l'assurance que les citoyens américains et leurs navires ne seraient pas molestés par les forces navales allemandes, autrement que par l'arrêt et la visite, même si ces navires traversaient la zone maritime délimitée dans la proclamation de l'Amirauté allemande.

Le Gouvernement impérial allemand justifiait la guerre sous-marine déclarant qu'elle était une arme de défense contre le blocus de l'Angleterre qui empêchait le ravitaillement de la population civile allemande, laquelle était menacée de succomber par la famine. Alors le gouvernement des Etats-Unis fit à la Grande-Bretagne et à l'Allemagne des propositions, suggérant une base pour un accord concernant les vivres destinés à la population civile et aussi concernant les attaques des vapeurs marchands par les sous-marins. Ces propositions comprenaient une clause relative au contrôle des vivres destinés à la population civile, par les Sociétés et consuls américains. A la suite de cet accord l'Allemagne renoncerait à torpiller les navires de commerce et limiterait la pose des mines flottantes aux nécessités de la défense des côtes. La Grande Bretagne ferait de même.

Malheureusement les propositions américaines n'eu-

rent la chance d'être agréées par aucun des belligérants. L'Allemagne qui avait une grande confiance dans le succès de la guerre sous-marine opposait des arguments peu solides à la proposition américaine, prétendant qu'en agissant ainsi elle remplissait un devoir sacré pour la défense de ses sujets ; l'Angleterre de son côté basait ses prétentions sur une logique inexorable et sur des faits indiscutables. D'abord, disait Lord Grey, aucune puissance ne peut renoncer aux droits de visite et de perquisition des navires qui sont apparemment des vaisseaux marchands inoffensifs mais qui peuvent servir aussi à poser et à porter des mines et qui peuvent être équipés pour lancer des torpilles. En ce qui concerne les cargaisons de vivres, Sir Edward Grey dit qu'aucune puissance n'a soutenu plus énergiquement que la Grande-Bretagne, le principe que les belligérants doivent s'abstenir d'arrêter les vivres destinés à la population civile ; mais en 1885 quand ce sujet fut discuté par les gouvernements anglais et français, Bismarck dont l'opinion fut sollicitée par la Chambre de commerce de Kiel, répondit en ces termes : « La mesure dont il s'agit a pour but le raccourcissement de la guerre en augmentant les difficultés de l'ennemi et est également une mesure justifiée en temps de guerre, si elle est appliquée impartialement contre les vaisseaux neutres. »

Le gouvernement anglais ajoutait que Sir Edward Grey avait des motifs pour savoir que le gouvernement

allemand maintenait encore cette même opinion. Toutefois le gouvernement britannique était disposé à faire des efforts pour éviter de causer un détriment ou des pertes aux neutres ; mais le gouvernement allemand dans sa déclaration manifestait son intention de faire couler des navires marchands avec leur cargaison sans vérifier la nationalité ni la nature de la marchandise, et sans prendre aucune mesure pour assurer le sauvetage des équipages composés de non-combattants ou leur fournir les moyens de se sauver. Cette déclaration obligeait le gouvernement anglais à examiner les mesures à prendre afin de protéger les intérêts de sa navigation. Il n'était pas possible qu'un des belligérants s'écartât des règlements et des usages précédents et que l'autre fût obligé de s'y soumettre.

Toute la presse américaine fut unanime à applaudir la conduite du président Wilson, qui loin de se décourager, continua à poursuivre son action diplomatique conciliatrice auprès du gouvernement impérial, lequel tout en promettant d'atténuer sa campagne sous-marine et de ménager le mieux possible les bateaux américains ne cessait de torpiller les navires marchands des neutres et même les navires hôpitaux, avec la circonstance aggravante que sur les bateaux torpillés tels que la *Lusitania* et l'*Ancona* se trouvaient des sujets américains. Cependant, les Germains habitant l'Amérique et en grande partie naturalisés organisèrent une campagne contre la réélection du président Wilson, de

même que contre la marine marchande, l'industrie et la haute finance américaines, accusant le gouvernement de favoriser les intérêts des puissances de l'Entente. Le gouvernement de son côté apporta des preuves irréfutables du fait que quinze bâtiments marchands avaient été arrêtés en Amérique pour approvisionner les croiseurs allemands au large et le grand jury concluait à la mise en accusation de la Compagnie Hamburg-América pour déclaration frauduleuse du chargement et de la destination des bateaux, dans le but de ravitailler les corsaires allemands, surtout le *Carlsruhe*. De plus, le ton agressif de la presse teutonne ne fit qu'exciter l'indignation des Etats-Unis contre l'Allemagne et son ambassadeur : c'était la *Gazette de Cologne*, journal inspiré par le gouvernement impérial, qui dépassait les bornes de l'impolitesse. Elle demandait aux Etats-Unis le prix qu'ils exigeaient de l'Allemagne pour cesser d'envoyer du matériel de guerre aux alliés. « Prends de l'argent, ma chère Amérique, s'écriait le journal officieux, nous te le donnerons avec plaisir, tu pourras aller prier tranquillement pour la paix. » Certes, cette jactance germanique fait rire toute personne sensée et prouve bien la psychologie morbide de l'Allemagne qui regarde tous les autres peuples avec un air de supériorité. En même temps l'activité déplorable que déployait le comte Bernstorff, ambassadeur allemand à Washington, pour agir sur l'opinion américaine et contrecarrer la politique du gouvernement, provoqua toute la presse

au point qu'elle demanda avec unanimité au gouvernement de lui remettre ses passeports..

Toutefois, le gouvernement de Washington conservait son calme et sa dignité de langage et déclarait que « les Etats-Unis n'abandonneraient leurs droits de neutres à aucun belligérant et que leurs bateaux continueraient à traverser la zone de guerre tracée par le gouvernement impérial » tandis que le grand organe libéral allemand prononçait une condamnation sans appel de la notion américaine des droits et des devoirs de la neutralité, considérant désormais impossible l'intervention des Etats-Unis comme médiateurs pour la paix future. Les Allemands ne pardonnèrent pas à l'Amérique l'échec de leur propagande, ni que les yankees ne se soient pas laissé tromper ni corrompre. Ceux-ci toujours jaloux de leur liberté et de l'indépendance de leur pays, s'indignaient de la presse allemande et refusaient aux Allemands, habitués à piller et à massacrer pour s'emparer des territoires étrangers, le droit de mettre en doute leur loyauté et la sincérité de leurs sentiments envers les belligérants, d'autant plus qu'ils avaient une base juridique solide à l'appui de leur thèse dans les dispositions de la seconde conférence de La Haye contresignées par l'Allemagne, les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne qui établissent que : « Une puissance neutre n'est pas tenue d'empêcher l'exportation ou le transit pour le compte de l'un des belligérants, des armes, des munitions et en général de

tout ce qui peut être utile à une armée ou à une flotte » (art. 7 de la Convention de La Haye, 18 octobre 1907).

Si l'Allemagne élevait donc des objections, c'est parce qu'elle se trouvait en désavantage par le fait que l'Angleterre barrait les routes de la mer à tout convoi d'armes ou de munitions à destination des deux empires alliés et même les objets alimentaires. L'Allemagne ne pouvait exiger des Etats-Unis la renonciation de leurs droits, consignés dans un traité signé par le gouvernement impérial, en faveur de l'Allemagne. Alors celle-ci, voyant ses plans frustrés, eut eu recours à un procédé encore plus avilissant, c'était l'espionnage organisé par ses agents consulaires et diplomatiques dans le territoire américain. Il en résulta que, grâce à la surveillance des autorités américaines, le consul allemand et son secrétaire à Seattle, situé dans la baie d'Oregon sur le littoral du Pacifique furent accusés de tentative de concussion sur un employé de la compagnie de construction des bassins d'échouage, auquel ils offrirent de l'argent s'il voulait leur fournir des renseignements qui seraient venus étayer certaines accusations de M. Bernstorff, ambassadeur d'Allemagne, d'après lequel, cette compagnie aurait livré des sous-marins au gouvernement britannique. Il est bien connu que les employés et les fonctionnaires diplomatiques jouissent de l'immunité sauf dans le cas d'inculpation criminelle. L'ambassadeur eut beau protester, le consul et son secrétaire

durent fournir mille dollars chacun comme caution de leur liberté provisoire.

D'autres représentants de l'Ambassade allemande furent également condamnés à dix mois de prison sous l'inculpation de s'être pourvus de faux passeports.

Après l'affaire des faux passeports on découvrit à New-York une association allemande de contrebande de guerre et une organisation d'espionnage. Enfin le gouvernement de Washington obtint les preuves d'un vaste complot qui avait pour but de permettre aux navires allemands de s'échapper des ports américains où ils étaient internés.

Cet aveuglement d'une nation sans scrupules a dû forcément contribuer à aliéner aux Allemands les sympathies dont ils avaient joui autrefois, lorsqu'ils s'étaient consacrés avec énergie aux travaux de paix.

Le gouvernement de Washington, soutenu vigoureusement par l'opinion publique, renouvela avec plus d'insistance les démarches auprès du gouvernement de Berlin au sujet des torpillages effectués par les sous-marins allemands, et notamment celui de la *Lusitania* qui avait entraîné la mort de plusieurs sujets américains, mais à la note pressante du Président Wilson exigeant un désaveu des torpillages des bateaux neutres et la promesse de la part de l'Allemagne de cesser définitivement la guerre sous marine, le chancelier impérial opposa un réquisitoire contre les victimes de sa piraterie. Elle accusait même la compagnie britan-

nique à laquelle appartenait la *Lusitania* d'avoir embarqué en toute connaissance de cause, des citoyens américains pour que leur vie même servît de protection aux transports de munitions. Quant au torpillage du *Falaba* où un Américain avait perdu la vie, l'Allemagne en rejetait la faute sur le capitaine du bateau qui avait cherché à s'échapper.

La presse américaine qualifiait la note allemande d'évasive, hypocrite et ergoteuse en même temps que blessante, s'efforçant de lier la question sous-marine à celle du blocus des Alliés, et refusant de répondre nettement aux points posés catégoriquement par le Président Wilson. Finalement, exaspérée de la conduite et de la méthode suivies par la diplomatie de Berlin, elle demanda une réponse énergique de la part de Wilson et la cessation d'une polémique tracassière et inutile. Malheureusement, l'orgueil du peuple allemand le rendait incapable de comprendre la mentalité des autres nations et leur respect du droit et de la liberté; aussi, la diplomatie allemande, loin de suivre le chemin droit, préféra marcher dans les sentiers tortueux dans l'espoir d'y entraîner le gouvernement américain.

Toutefois, dans une entrevue du président Wilson avec l'ambassadeur allemand, celui-ci déclara que le gouvernement impérial était disposé à cesser la guerre sous-marine en échange de la suspension du blocus des Alliés; mais le président Wilson se refusa à faire une concession quelconque à ce sujet et insista plus que

jamais sur la cessation immédiate des attaques sous-marines et sur le maintien de l'obligation de la visite préalablement à toute mesure de rigueur et sur l'immunité qui devait être accordée aux passagers se trouvant à bord des bateaux ainsi qu'à l'équipage. Le cabinet de Washington envisageait à cette occasion les conséquences d'une rupture diplomatique. En effet, la note américaine envoyée en réponse à celle du cabinet de Berlin exigeait une déclaration formelle, garantissant la sécurité des voyageurs sur les bateaux marchands neutres, plus une indemnisation pour les dommages déjà causés et prévoyait en cas de refus la rupture des relations diplomatiques avec l'Allemagne.

Devant la fermeté du gouvernement américain, l'assurance du cabinet de Berlin se trouva ébranlée. Ce qui l'a déconcertait surtout, c'était la démission de Bryan, ministre des affaires étrangères dans le cabinet de Washington, dont l'esprit pacifiste l'avait poussé à suggérer le renvoi de l'affaire devant une commission arbitrale et l'interdiction aux citoyens américains jusqu'à nouvel ordre de voyager sur les bateaux belligérants ou ayant des munitions à bord, ce qui impliquait une reconnaissance tacite des attaques sous-marines contre les bateaux de commerce neutres, sans avertissement et sans respect de la vie humaine. A cette étrange prétention de Bryan, ancien compétiteur de Wilson à la présidence, tous les membres du Cabinet, de même que le Chef de l'Etat, opposèrent un refus catégorique ; le

chef du département des affaires étrangères fut remplacé par M. Lansing, qui signa la nouvelle note, laquelle confirmait les conclusions de la note adressée à Berlin le lendemain de la destruction de la *Lusitania*, déclarant en même temps que celle-ci n'avait ni canons ni munitions à bord ; la note insistait sur l'obligation pour les navires de guerre de se conformer aux stipulations internationales imposées à l'effet de reconnaître les bâtiments de commerce et de vérifier leur cargaison avant de rien entreprendre contre eux. Ensuite la note déclarait que les Etats-Unis étaient dans l'impossibilité d'admettre que la proclamation de la zone de guerre navale pût à un degré quelconque diminuer les droits des citoyens américains qui se trouvaient à bord des bâtiments marchands appartenant à une nation belligérante. La note concluait en demandant à Berlin d'adopter les mesures nécessaires pour que ces droits fussent respectés, et de donner des assurances que de telles mesures allaient être prises, si l'Allemagne ne voulait pas perdre le bénéfice des bons offices des Etats-Unis pour amener une entente avec l'Angleterre.

Le gouvernement de Berlin demanda le temps nécessaire pour réfléchir avant de donner une réponse définitive. En attendant, les sous-marins continuaient leurs pratiques abominables, les bâtiments de commerce neutres étaient torpillés sans avertissement, et sans que les équipages pussent échapper à la mort, avec la seule différence que les pirates n'attaquaient pas les

bateaux américains. Cependant le président Wilson ne demandait pas seulement l'assurance que la vie de ses nationaux serait sauvegardée ; il parlait avec énergie au nom des principes « qu'un gouvernement ne peut pas se croire autorisé à abandonner », et refusait d'admettre que la vie des non combattants pût être mise en danger par suite de la capture ou destruction d'un bateau neutre n'offrant aucune résistance.

La chancellerie allemande parlait de tout dans ses notes sauf des principes qui constituaient la base du litige. En même temps elle usait de manœuvres souterraines pour corrompre l'opinion publique. Toutefois, l'opinion américaine était inaccessible aussi bien aux menaces qu'aux tentatives de corruption. Les germains américains méconnaissaient les devoirs que leur imposaient l'hospitalité et la liberté dont ils jouissaient en Amérique et suggestionnés par les agents diplomatiques allemands commettaient sans cesse des attentats à la propriété et à la vie de leurs bienfaiteurs, les uns par des tentatives incendiaires contre les maisons américaines fabriquant des munitions, d'autres en provoquant des grèves parmi les ouvriers métallurgistes, d'autres en confectionnant de faux passeports, en organisant l'espionnage et en installant des stations de télégraphie sans fil pour renseigner les sous-marins. Enfin il s'est trouvé un allemand qui pénétra dans la résidence d'été de M. Pierpont Morgan, chef de la grande banque américaine et le blessa grièvement

à coups de revolver, parce qu'il centralisait aux Etats-Unis le règlement financier des commandes françaises et qu'il venait de former un groupe de banquiers pour souscrire à l'emprunt anglais.

L'Allemagne a prouvé pendant cette guerre qu'elle a déchaînée, qu'elle ne connaît pas d'autres lois que celles qu'elle proclame ni d'autres droits que ceux qui sont basés sur la force. Malheureusement pour elle, la psychologie de sa diplomatie était tellement dépourvue de bon sens, qu'elle choisit le jour où les Etats-Unis fêtaient leur indépendance pour remettre la réponse à la fameuse note de Wilson du 11 juin, avec la circonstance aggravante que cette réponse, au lieu d'offrir au gouvernement américain une satisfaction morale, affirmait impudemment que l'Allemagne ne pouvait rien changer à ses procédés dans la guerre sous-marine et avait l'audace de rejeter la responsabilité de ses propres crimes sur les puissances qui cherchaient à affamer le peuple allemand, en accusant ses ennemis de violer les règles du droit international. Elle allait jusqu'à justifier la destruction de *la Lusitania*, en rappelant que des récompenses avaient été promises aux navires marchands britanniques ou autres qui attaqueraient les sous-marins allemands. Si le commandant d'un sous-marin avait permis à l'équipage et aux passagers de se sauver dans les canots avant de lancer la torpille il se serait exposé au risque de voir détruire son propre navire. Voilà un argument qui n'est pas seu-

lement absurde, mais aussi odieux. La réponse de la chancellerie allemande commettait encore une autre maladresse entachée de mensonge, en insinuant que *la Lusitania* coula très rapidement parce qu'elle avait à bord de grandes quantités de matières explosives. La note terminait par une offre de la part du cabinet de Berlin qui ne laissait pas d'être blessante, consistant dans la permission de laisser passer les navires transportant des passagers américains qui auraient un signe distinctif, dont la traversée lui serait signalée en temps voulu et pour lesquels les Etats-Unis donneraient une garantie qu'ils n'avaient pas à bord de contrebande de guerre.

Il n'est pas vraisemblable que le gouvernement impérial ait pu admettre de bonne foi que Wilson se prêterait à un tel arrangement, qui est non seulement contraire aux principes du droit international et au traité international de la Haye signé par l'Allemagne, mais qui portait aussi atteinte à la dignité et à la souveraineté des Etats-Unis. Une telle proposition ne pouvait émaner que d'un cerveau prussien. Le gouvernement impérial ne se contentait pas de montrer son sentiment de supériorité au cabinet de Washington, mais il employait en même temps un procédé de chantage pour amener l'Amérique, sous menace de représailles de la part de ses sous-marins, à cesser le commerce des armes avec les alliés. Ce procédé permit au gouvernement de Berlin de tromper son peuple en affirmant que l'Allemagne faisait une guerre défensive, étant victime de l'agression

de ceux qu'elle avait attaqués sans la moindre provocation, après avoir préparé la guerre pendant quarante-quatre ans.

La presse américaine commenta avec âpreté les raisonnements tortueux et hypocrites de la chancellerie allemande. C'est surtout le fait que celle-ci, loin de désavouer le commandant du sous-marin qui avait torpillé *la Lusitania*, l'approuvait et le justifiait par des raisons dépourvues de fondement qui a mal impressionné l'opinion publique aux Etats-Unis, laquelle estimait à sa valeur le mépris cynique du droit humain dont faisaient preuve les Allemands en osant soutenir que la piraterie sous-marine officiellement notifiée le 4 février 1916 était une mesure de représailles contre le blocus du commerce allemand, défini par les Alliés dans leur communication du mois de mars.

La réplique du président Wilson ne se fit pas longtemps attendre ; elle est datée du 25 juillet ; elle commence par affirmer de nouveau avec une précision mathématique les principes immuables qu'il avait exposés dans sa première protestation, d'après lesquels les règles de guerre sur mer définies par les conventions internationales doivent être observées par les belligérants. Tout manquement à ces règlements est illégal, d'autant plus que l'Allemagne elle-même les a reconnu en apposant sa signature sur un traité international. La note se terminait par cette phrase : *Que toute nouvelle atteinte aux droits des neutres, pour peu qu'elle affecte*

des citoyens américains sera considéré par le gouvernement des Etats-Unis comme un acte délibérément inamical. Et pour accentuer la signification de cet avertissement, le président Wilson demanda aux chefs du département de la guerre et de la marine de lui faire un rapport au sujet de la défense nationale. Toutefois dans sa réplique à la note allemande, tout en accentuant la fermeté avec laquelle il insistait sur le respect des principes, le président Wilson ne renonçait pas à convaincre l'Allemagne de la nécessité de modifier les pratiques de ses sous-marins ; il rappelait l'amitié longue et ininterrompue entre le peuple et le gouvernement américains d'une part et le peuple et le gouvernement allemands d'autre part et faisait valoir aussi le rôle éventuel de médiateur qu'il pourrait remplir entre les belligérants.

Le gouvernement impérial dont la psychologie était obscurcie par son orgueil démesuré, interpréta faussement les intentions et la bonne volonté de Wilson, les considérant comme un manque de décision de sa part dû à la gravité de la situation. Il en profita pour prolonger la conversation et poursuivre ces négociations sans issue, au cours desquelles l'Allemagne continuait à éluder la nécessité de respecter les droits des neutres en cherchant à les impressionner de plus en plus. En attendant, les journaux germanophiles des Etat-Unis autour desquels s'étaient ralliés les cotonniers à la suite de la déclaration de l'Angleterre que désormais elle con-

sidérerait le coton comme contrebande de guerre, avaient organisé des meetings et se montraient très agressifs envers le cabinet de Washington en le sommant de faire respecter la liberté des mers et le commerce des neutres, mais les menées des germanophiles américains, loin d'intimider le gouvernement ne fit qu'accentuer davantage l'hostilité à l'égard de l'Allemagne de l'opinion publique américaine.

Sur ces entrefaites, on apprit qu'un navire américain venait d'être torpillé sur les côtes d'Irlande par un sous-marin allemand, ce qui fut considéré par la presse américaine comme un défi lancé à l'Amérique. Le *New York Herald* le qualifiait *d'impudente menace prussienne* et envisageait sans répugnance l'éventualité d'une guerre avec l'Allemagne. Dans cette atmosphère surchauffée se poursuivait une conversation calme et courtoise entre Washington et Londres au sujet de l'application du blocus naval prescrit par l'ordre en conseil du mois de mars antérieur. Les saisies des navires neutres et leur long séjour dans les ports anglais pour la visite ou l'achat des cargaisons, la lenteur de la procédure des tribunaux de prises avaient fait l'objet de la part des Etats-Unis d'observations d'ordre juridique, et aussi de contestations sur la légalité des mesures employées. Le gouvernement anglais en réponse à ces questions adressa un mémoire aux Etats-Unis pour démontrer que les ordres en conseil, malgré certaines innovations, n'étaient pas contraires aux principes du droit des gens

et citait des décisions de la cour de prises américaines pendant la guerre de Sécession qui justifiaient la thèse de l'amirauté anglaise.

La discussion sur le règlement d'intérêts matériels entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis constituait un genre de litige d'un ordre tout différent de celui qui était l'objet d'une discussion entre l'Amérique et l'Allemagne ; pour le premier, le terrain d'entente était facile à trouver, car il ne s'agissait que de compenser ou d'éviter des pertes matérielles, tandis que pour le second il s'agissait de renoncer à un procédé criminel consistant dans l'assassinat en masse d'êtres humains inoffensifs. En effet, l'accord entre le cabinet de Londres et celui de Washington ne tarda pas à se faire à la suite du consentement de l'Angleterre de dédommager les intéressés par voie d'arbitrage. Quant à la classification du coton comme contrebande de guerre, la France et l'Angleterre trouvèrent un sérieux appui en faveur de leur point de vue en invoquant un précédent que les Etats-Unis ne pouvaient pas désavouer, et que voici : pendant la guerre de Sécession, les Etats du Nord déclarèrent le coton contrebande de guerre. Depuis lors, un secrétaire d'Etat de l'Union a proclamé que tous les objets servant à la fabrication des munitions devaient être incrits sur la liste de la contrebande de guerre.

Par contre, l'acte de piraterie commis contre *l'Arabic*, bateau qui n'avait aucun matériel de guerre dans ses soutes, avait révolté la conscience de tous les Améri-

cains, même les plus pacifistes ; car ils se sont convaincus de la fausseté des sentiments allemands et de l'hypocrisie de leurs raisonnements pour justifier leur conduite barbare et inhumaine. Ce sont les mêmes raisonnements et les mêmes arguments dont ils se sont servis pour justifier le sac de Louvain, qu'ils ont incendié ensuite sous prétexte de se protéger contre les attaques d'une population désarmée.

L'acte de piraterie contre *l'Arabic* était une réponse éclatante du gouvernement allemand à la dernière réclamation énergique de Wilson relative à la cessation définitive du torpillage des bateaux neutres et à la reconnaissance de l'assassinat des passagers de *la Lusitania* de même qu'à la garantie à fournir contre la répétition de crimes semblables. Depuis lors, l'opinion publique en Amérique manifestait une indignation croissante contre les procédés immoraux et hypocrites du gouvernement et du peuple allemands. En même temps, le Président Wilson gagnait en estime de jour en jour dans l'opinion du pays et du monde entier pour sa conduite exemplaire dans la défense des droits humains et de ceux de son pays en particulier. De plus, les dernières révélations sur les complots allemands accrurent encore les sentiments hostiles du peuple américain vis-à vis des Allemands résidant aux Etats-Unis et surtout du comte Bernstorff, soupconné d'être l'âme directrice des complots germains. Tout le monde sentait qu'une violation continue des règles les plus élémen-

taires de l'hospitalité par des représentants diplomatiques allemands constituait une gêne intolérable pour les citoyens de la grande République américaine, et le mécontentement a commencé à l'emporter sur leur amour de la paix, d'autant plus que la rupture diplomatique et même la guerre avec l'Allemagne ne pouvait affecter sérieusement la situation économique ni l'activité industrielle du pays.

En vue de la situation critique créée par les agissements des agents diplomatiques contre les intérêts matériels et moraux des Etats-Unis, le gouvernement impérial, de peur d'une rupture de relations entre l'Allemagne et l'Amérique, chargea le comte Bernstorff d'informer le cabinet de Washington que satisfaction serait donnée aux Etats-Unis pour le torpillage de l'*Arabic*, et qu'une réponse suivrait au sujet de l'affaire de la *Lusitania*. En effet, le 1er septembre, le comte Bernstorff annonça officiellement à M. Lansing, que l'Allemagne n'attaquerait plus les paquebots sans avertissement préalable. Cette concession apparente ne répondait nullement à la thèse soutenue à plusieurs reprises par le président Wilson, car, bien qu'elle eût l'air de renoncer aux assassinats en masse des passagers à bord des bateaux neutres, elle n'engageait pas le gouvernement impérial à respecter les autres lois internationales sur mer. Cependant, celui-ci croyait que moyennant cette petite concession, il arriverait à amener les Etats-Unis à tolérer ces violations et à obtenir même

ses bons offices auprès du gouvernement anglais pour amener une atténuation du blocus maritime. En effet, la presse germanophile de New-York avait initié une campagne dans ce sens, s'avançant jusqu'au point de demander l'interdiction de la fourniture aux alliés de matériel de guerre américain. Là aussi la mentalité allemande fit fausse route. Le président Wilson refusa nettement de se prêter à un pareil marché, et il en exposa les raisons dans la réponse catégorique qu'il adressa à l'Autriche-Hongrie. Les Allemands habitant l'Amérique, poussés par leurs agents diplomatiques, se vengèrent alors en mobilisant un groupe d'anarchistes qui organisèrent une série d'attaques pour la destruction des fabriques de munitions américaines. Le gouvernement de Washington, outré d'une pareille conduite, loin de se laisser intimider, déclara à nouveau que la renonciation de l'Allemagne à des pratiques criminelles ne constituait pas un droit à l'indulgence pour d'autres manquements à la loi internationale et encore moins à une récompense. Il ne voyait dans une concession aussi minime de la part du gouvernement allemand aucune raison d'exercer une pression sur les Alliés, afin de les amener à renoncer au bénéfice de leur maîtrise de la mer que la flotte allemande n'était pas à même de leur disputer.

Le gouvernement impérial, après l'échec éclatant de ses démarches diplomatiques auprès du gouvernement de Washington et en raison de l'effet déplorable de ses

machinations ténébreuses sur l'opinion générale du peuple américain, changea de tactique. Il essaya de faire intervenir le Pape en faveur de l'arrangement du conflit germano-américain. Ce dernier adressa un message au président Wilson par l'entremise du cardinal Gibbons, qui, en le remettant, analysa la situation de tous les belligérants et les terribles conséquences pouvant en résulter au point de vue humanitaire. Cependant, M. Wilson fit comprendre à son interlocuteur l'inutilité de son intervention dans un pareil moment, car il s'agissait d'assurer le triomphe de la cause du droit et de la liberté des peuples, ce qui ne pourrait être atteint que par le triomphe des armes. Toute intervention au nom du sentiment religieux ou moral avant que l'heure opportune n'eût sonné, devait nécessairement échouer.

Dans la situation embarrassante où il se trouvait, le gouvernement impérial n'osait ni avancer ni reculer dans ses concessions relatives à ses méthodes brutales dans la guerre sous-marine; car dans le ministère allemand il y avait deux courants d'opinion opposés; le chancelier von Bethmann Hollweg était d'avis qu'étant donné, d'une part, que l'Allemagne, malgré les crimes les plus odieux commis par ses sous-marins, n'était point parvenue à terroriser l'Angleterre ni à disputer efficacement la maîtrise de la mer aux Alliés, et que ces procédés lui avaient valu la perte des sympathies dont elle jouissait chez les neutres, et, d'autre part,

en raison du sacrifice sans profit d'un matériel considérable de sous-marins, sans parler de la déchéance qu'une pareille attitude ferait subir à l'Allemagne en tant que nation civilisée, il vaudrait mieux renoncer à ces procédés ; tandis que l'amiral Van Tirpiz, qui était le créateur de cette déplorable méthode de piraterie sur mer maintenait son opinion de continuer les mêmes procédés, et si cela était possible, avec plus d'intensité encore.

L'empereur, qui hésitait devant une rupture éventuelle avec les Etats-Unis, se décida à accepter la retraite de l'amiral motivée par des raisons de santé. Malheureusement, le temps ne tarda pas à démentir l'assurance formelle donnée par le gouvernement impérial à celui de Washington de ne plus torpiller un navire neutre sans avertissement préalable. A l'heure même où le comte Bernstorff s'efforçait de se concilier le bon vouloir du président Wilson, un sous-marin allemand torpillait (le 4 septembre) le transatlantique *Hesperian*, allant de Liverpool à Montréal, ayant à bord 314 passagers et 250 hommes d'équipage ; le torpillage eut lieu sans avertissement préalable, ce qui constituait non seulement un nouveau sacrilège contre l'humanité, mais aussi une violation flagrante des promesses faites par l'ambassadeur d'Allemagne à Washington au nom de son gouvernement ; cela prouve une fois de plus que pour les Allemands la parole donnée n'a pas plus de valeur qu'un traité signé, qui est,

comme chacun sait, l'équivalent d'un chiffon de papier. Seuls les peuples de bonne foi respectent la sainteté de la parole donnée qu'ils considèrent comme le symbole de la dignité de la personnalité humaine.

Il y a un proverbe qui dit qu'un malheur n'arrive jamais seul. Ce proverbe vint se confirmer dans le cas qui nous occupe. L'Autriche-Hongrie, fidèle second de l'Allemagne, s'efforça d'adopter les méthodes et les procédés de son allié et maître. Malheureusement, elle manquait encore d'expérience et de savoir-faire. Ses diplomates se firent surprendre dans leurs manœuvres douteuses avec une naïveté déconcertante. Le cas du Dr Dumba, ambassadeur d'Autriche à Washington est tout à fait caractéristique à ce point de vue. Le Dr Dumba avait confié à un journaliste américain une lettre pour être remise au baron Burian ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie dans laquelle il proposait une série de mesures ayant pour but de provoquer l'arrêt du travail dans les fabriques de munitions et de matériel de guerre aux Etats-Unis. Cette lettre fut saisie par les Autorités anglaises et communiquées par elles au gouvernement de Washington, avec la circonstance aggravante que l'attaché militaire allemand était également compromis dans cette affaire. Comme il était à prévoir, l'ingérence d'un ambassadeur représentant d'un gouvernement étranger, dans les affaires intérieures des Etats-Unis dans le but de troubler la marche régu lière de la vie nationale produisit un effet déplorable

dans l'opinion publique, d'autant plus que le Dr Dumba ne pouvant nier le fait dont il était accusé, eut l'impudence de prétendre qu'il avait le droit de pousser à la grève les ouvriers austro-hongrois travaillant l'acier dans les usines des Etats-Unis, parce que le travail profitant aux Alliés, il constituait de la part de ces ouvriers un crime contre leur patrie. Cette thèse, également défendue par les Germano-Américains est complètement fausse ; car les ouvriers étrangers établis dans un pays quelconque sont obligés de se soumettre aux lois du pays où ils vivent et qui en échange leur assure la protection de leur personne et de leurs biens. Quoiqu'un Ambassadeur ou représentant d'une puissance étrangère ait la charge de la protection officielle de ses nationaux, cette protection est limitée, lorsqu'elle entre en collision avec les intérêts politiques et économiques du pays où l'étranger réside, car cette ingérence serait une atteinte flagrante à la souveraineté du pays. Si l'ouvrier accepte spontanément de travailler dans la fabrique de munitions, l'ambassadeur n'a pas le droit de lui donner des ordres ou d'imposer sa volonté à un individu de sa nationalité dans un pays étranger sans l'autorisation du gouvernement de ce pays.

A la suite de cet incident, le président Wilson donna des instructions à l'ambassadeur des Etats-Unis à Vienne pour signifier au gouvernement autrichien que le rappel de son représentant à Washington s'imposait. En même temps il rendit responsable le gouvernement

d'Autriche de la conduite incorrecte de son représentant à Washington et exigea de lui des explications ou des excuses. En plus du rappel de l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie le président Wilson signifia au gouvernement autrichien que la longanimité américaine avait des bornes. Cet avertissement s'adressait autant à Berlin qu'à Vienne comme nous allons voir plus tard. Quoi qu'il en fût, l'incident austro-américain eut pour effet de rendre encore plus critique la situation de l'ambassade allemande à Washington, car les explications fournies par l'Allemagne au sujet du torpillage de l'*Arabic* et de l'*Hesperian* déçurent complètement cette partie de l'opinion américaine qui s'était montrée disposée à admettre la sincérité de la récente promesse allemande. D'abord, le refus de l'Allemagne de payer des indemnités, même dans le cas où le commandant du sous-marin se serait trompé sur l'intention qu'il prêtait à l'*Arabic* de l'attaquer de même que son refus de soumettre cette question spéciale au tribunal de la Haye, sous prétexte qu'elle ne reconnaissait pas sa compétence sur la question de savoir si la guerre sous-marine allemande était autorisée ou non par le droit des gens, indignèrent les esprits américains les plus pacifistes ; ensuite, l'Allemagne dans sa promesse que les sous-marins ne couleraient plus les paquebots sans avertissement préalable et sans que la sécurité les non-combattants eût été assurée, à la condition que les dits paquebots ne cherchassent ni à résister ni à s'échapper, choqua le bon sens et la bonne foi des Amé-

ricains, par le fait d'établir une distinction entre les paquebots transportant des passagers et les navires de commerce transportant seulement des marchandises, étant donné que les règles et la pratique du droit international ignorent toute distinction de ce genre, ayant seulement en vue la vie des non-combattants. De plus ils se demandaient quelle garantie offrait l'Allemagne pour l'accomplissement de son engagement de ne couler un paquebot qu'après avoir assuré la sécurité des passagers, puisque les sous-marins n'avaient pas de place comme les croiseurs pour prendre à leur bord des passagers ce qui dénote bien le manque de sincérité de la promesse du gouvernement impérial et son arrière-pensée vis-à-vis des Etats-Unis.

Aussi, la tension diplomatique entre le gouvernement de Berlin et celui de Washington grandissait de jour en jour, ayant fini par rendre très difficile la situation personnelle du comte Bernstorff à Washington surtout depuis que l'on établit que l'attaché militaire allemand, le capitaine Von Papen avait été étroitement mêlé à l'incident Dumba, les procédés allemands à l'égard du gouvernement américain apparaissant de ce fait aussi incorrects que cèux de l'Autriche-Hongrie. Ce qui exaspéra encore davantage l'opinion publique à Washington ce fut la rumeur d'une déclaration de Bernstorff d'après laquelle, au cas où il devrait quitter Washington, les sous-marins allemands couleraient indistinctement tous les paquebots neutres sans aver-

tissement. Sur ces entrefaites le comte Bernstorff eut une entrevue avec M. Lansing au cours de laquelle la question de la bonne foi allemande fut nettement posée. Le secrétaire d'Etat américain établit d'une façon indiscutable que les témoignages des officiers survivants de l'*Arabic* démentaient formellement les allégations allemandes destinées à justifier la destruction du paquebot sans avertissement. Ou bien, dit-il, il y eut un manque de loyauté de la part du gouvernement allemand, ou bien le commandant du sous-marin qui torpilla l'*Arabic* a trompé son propre gouvernement. Le comte Bernstorff fortement impressionné par cette déclaration énergique du secrétaire d'Etat américain promit de transmettre à son gouvernement les déclarations de M. Lansing, ce qui obligeait à laisser les choses en suspens jusqu'à l'arrivée de la réponse du gouvernement allemand, mais en aucun cas le président Wilson ne permettrait désormais au gouvernement allemand de tergiverser. Il serait forcé de déclarer formellement, s'il était disposé à renoncer définitivement à ses procédés de piraterie sur mer ou s'il s'obstinait à persévérer dans ses pratiques criminelles. En attendant, le gouvernement de Vienne rappelait son Ambassadeur le Dr Dumba de Washington. Il va de soi qu'il perdit son poste d'Ambassadeur, non pas parce qu'il agissait contre les instructions de son gouvernement, mais plutôt pour avoir manqué d'habileté en ne dissimulant pas mieux son jeu. En même

temps l'attaché militaire allemand Van Papen, trop compromis dans l'affaire Dumba, puisque sa complicité fut démontrée par l'autorité anglaise à Falmouth par la saisie du courrier de l'Ambassade autrichienne à Washington, partit pour le Mexique.

Il semble que la diplomatie austro-allemande, s'efforçât à ce moment-là de contenter l'opinion américaine ; d'abord elle n'avait pas tout à fait perdu l'espoir de la rallier à la campagne organisée contre l'Angleterre au sujet du blocus naval ; ensuite elle voulait tenter un dernier effort pour empêcher l'emprunt anglo-français, contre lequel elle avait mobilisé toute la presse germanophile. Néanmoins, cette fois-ci encore la psychologi-allemande échoua piteusement ; l'emprunt franco-anglais eut un grand succès, le public en ayant souscrit en peu de jours le montant de deux milliards et demi, et le cabinet de Washington était loin de changer sa conduite relative au blocus des Alliés, car le sentiment public des Etats-Unis s'était nettement prononcé en faveur de la cause des Alliés. La brutalité de la propagande allemande contribua même à faire mieux comprendre aux Américains, d'un côté la mentalité prussienne basée sur le culte de la force et de l'autre côté la défense des principes de justice et de liberté par les puissances de l'Entente.

Bien que le président Wilson, de même que le peuple américain, aimassent à conserver la paix pour la simple raison que l'état de l'organisation militaire du pays ne

s'adaptait pas bien aux exigences de cette guerre mondiale, ils avaient conscience de leur puissance économique et financière de même que de l'importance de leur puissance navale. De plus, ils se rendirent bien compte, que l'entreprise allemande pour la domination universelle était inconciliable en cas de réussite avec le maintien de l'indépendance américaine, en sorte que les sophismes allemands furent impuissants à lutter contre le bon sens des Américains, et leur sentiment de justice et de l'amour du droit humain. Toutefois, le gouvernement de Berlin après avoir pris connaissance de la dernière note de M. Lansing demandant une explication claire et nette sur la conduite du commandant du sous-marin qui avait torpillé l'*Arabic*, chargea le comte Bernstorff de remettre au gouvernement de Washington une nouvelle note justificative, laquelle loin de satisfaire M. Lansing le mécontenta fortement au point qu'il s'est refusé à lui reconnaître une valeur quelconque ; car elle ne répondait pas à la demande de désaveu des actes de piraterie formulée par les Etats-Unis dans leur dernière note, d'autant plus que le gouvernement de Washington avait acquis la conviction que la concession apparente de l'Allemagne de ne pas torpiller les paquebots neutres n'obéissait pas au désir de l'amirauté allemande de se conformer dorénavant aux règles du droit des gens et aux lois les plus élémentaires de l'humanité. Il avait aussi une connaissance parfaite des pertes considérables que les

Alliés avaient infligées aux flotilles de sous-marins teutons et savait que le bilan de la guerre sous-marine ne se soldait pas en faveur de l'Allemagne vers la fin de 1915.

Devant l'attitude ferme du président Wilson et de Lansing à maintenir leurs raisons juridiques relatives au torpillage de l'*Arabic*, la Chancellerie allemande était acculée à céder ou à rompre et elle préféra céder. Elle désavoua complètement le torpillage de l'*Arabic* et donna l'assurance qu'un acte semblable ne se renouvellerait plus. Toutefois, le cabinet de Washington ne se faisait pas trop d'illusions sur la promesse allemande, qui ne valait qu'autant que le gouvernement la considérait compatible avec les intérêts de l'Etat. En effet, le gouvernement impérial avait mis à profit cette accalmie pour mener une campagne active aux Etats-Unis en faveur de la cessation ou la modification du blocus naval britannique décrété par l'ordre en conseil du 15 mars 1915, mais cette nouvelle campagne, non seulement s'était heurtée à une opinion hostile à l'Allemagne, mais elle perdit toute sa raison d'être à la suite de la découverte par le gouvernement d'un nouveau complot qui se tramait, ayant pour but de compromettre la neutralité des Etats-Unis. La police de New-York mit la main sur un officier allemand décoré de la croix de fer, qui avait été chargé d'organiser des attentats contre les navires transportant du matériel de guerre et contre les usines de munitions. Des machines infernales furent trouvées en sa possession. D'autres arrestations furent opérées,

et de l'aveu même des inculpés, ainsi que des pièces et documents saisis, il résulta que l'on se trouvait en présence d'une véritable conspiration dirigée par l'Allemagne. D'autre part le gouvernement américain, poursuivant une enquête sur l'évasion méthodiquement organisée d'un certain nombre d'officiers de marine allemands internés aux Etats-Unis, découvrit la présence dans les Antilles d'une flotille de petits navires suspects destinés à entreprendre des opérations de flibusterie avec la complicité de partisans mexicains. A la suite de cette découverte le public américain déjà excité, ressentit vivement la nouvelle offense qu'il venait de subir. Les crimes des agents allemands sur le territoire même de l'Union finirent par dissiper les derniers doutes sur les conséquences qu'aurait pour l'indépendance américaine la victoire allemande en Europe et l'hégémonie prussienne triomphante. En effet, déjà au commencement de novembre 1915 le président Wilson malgré ses sentiments pacifiques avait jugé le moment opportun pour déclarer ouvertement la nécessité pour l'Amérique d'augmenter ses moyens de défense. La grande République américaine, dit-il, n'a aucune intention de conquête et ne songe plus qu'à exercer une mission de paix dans le monde. Mais pour pratiquer cette mission en toute indépendance elle a besoin d'assurer d'abord sa propre sécurité, car la piraterie sous-marine, le torpillage de *la Lusitania*, la propagande allemande et les crimes allemands commis constamment aux Etats-Unis

ont démontré que les intentions pacifiques du gouvernement de Berlin sont illusoires. Wilson avait de plus la conviction que les Allemands qui avaient adopté la nationalité américaine n'oseraient pas agir contre les intérêts de la nation qui les avait accueillis, si elle pouvait disposer de forces militaires suffisantes pour opposer une barrière à leur ambition criminelle, et que d'autre part le gouvernement allemand se garderait bien de se livrer à une propagande par ses agents diplomatiques aux Etats-Unis, propagande qui ne reculait pas devant l'emploi de moyens criminels, si elle savait que le gouvernement américain pouvait disposer d'une armée disciplinée et d'une marine de guerre suffisante pour combattre les forces allemandes. En s'appuyant sur cette conviction intime, le président Wilson proclama la nécessité de mettre le pays en état de défendre ses droits matériels et moraux. Le temps ne tarda pas à donner raison au jugement et à la prévoyance du président Wilson et à justifier les mesures qu'il venait de prendre, car après que la Chancellerie allemande eut donné l'assurance à M. Lansing que les sous-marins ne couleraient plus les paquebots neutres, le paquebot italien *Ancona* fut détruit par un sous-marin teuton qui arbora tour à tour le pavillon autrichien et allemand, avec la circonstance aggravante, que l'*Ancona* avait à son bord une vingtaine de citoyens américains.

Dès ce moment l'opinion publique aux Etats-Unis

était fixée ; tout le monde avait le sentiment net que le gouvernement allemand s'était joué du peuple américain et nul ne doutait plus que la concession allemande n'obéit plutôt aux mesures efficaces prises par la Grande-Bretagne et la France contre les pirates teutons dans la mer du Nord, à la suite desquelles, les Allemands jugèrent opportun de déplacer leur champ d'action et de le transporter sur un terrain un peu négligé, la Méditerranée. Là, ils profitèrent, d'une part, de la situation géographique de l'Espagne et des îles Baléares pour en utiliser les côtes, et y trouvèrent des auxilliaires précieux parmi les contrebandiers de la région. D'autre part ils reçurent un sérieux appui de la part des Germains habitant les ports de mer et du parti germanophile espagnol, représenté par le monde clérical et une grande partie de l'aristocratie, de même que par un grand nombre d'officiers de l'armée, admirateurs de l'esprit de discipline et de la force militaire allemande.

Voici encore un autre fait qui corrobore que le gouvernement impérial, en promettant au gouvernement américain de ne plus torpiller les paquebots neutres n'avait pas été guidé par un sentiment humanitaire. Le torpillage de l'Ancona coïncidait avec un nouveau complot allemand aux Etats-Unis ayant pour but la destruction du canal Welland reliant le lac Ontario au lac Erié afin d'interrompre le vaste trafic par eau entre les deux grands lacs et l'Atlantique. L'organisateur de ce projet criminel était un nommé Kœnig, chef de

police de la compagnie de navigation allemande Hamburg-Amérìca line. Il fut arrêté ainsi que son secrétaire et un germain-américain qui se trouvait mêlé à toutes les entreprises allemandes aux Etat-Unis.

Une surveillance sévère de trois mois permit de réunir contre eux des preuves accablantes qu'il existait une nouvelle organisation d'espionnage et d'attentats. C'est surtout contre la fabrication et le transport du matériel de guerre pour les alliés que ce complot avait été organisé. Presqu'en même temps on apprit la nouvelle que deux banquiers americains établis à Goiritza avaient été fusillés par les Autrichiens comme espions. Cette série de faits criminels contre des sujets américains avait tellement indigné le sentiment d'indépendance et de fierté de la nation des Etats-Unis qu'une grande partie de la presse de New-York réclamait la remise d'un Ultimatum au cabinet de Vienne, parce que la patience du peuple américain était épuisée. Le président Wilson en vue de la répétition des provocations intentionnelles du gouvernement d'Autriche adressa une note très énergique au cabinet de Vienne demandant que le torpillage de l'Ancona fût déclaré illégal et injustifiable ; que l'officier qui avait perpétré ce crime fût puni et qu'une réparation fût accordée aux citoyens américains victimes de l'assassinat des non combattants sans défense. En outre, il exigeait le rappel immédiat des attachés militaire et naval. En même temps, dans le message que M. Wilson lut au

Congrès, il prononçait un violent réquisitoire contre les américains nés sur un autre sol qui, infidèles à leurs serments et ne se souvenant que de leur patrie d'origine, avaient formé des complots pour détruire les propriétés des vrais américains et qui ne se faisaient pas de scrupules pour trahir leur patrie adoptive en servant d'instruments aux intrigues étrangères. « Au nom de l'honneur du pays et du respect qui lui est dû », M. Wilson demandait au Congrès des armes pour pouvoir éliminer de la nation des éléments qui l'empoisonnaient et la discréditaient. Cette sévérité de langage fut non seulement approuvée par l'unanimité du Congrès, mais un grand nombre des journaux américains réclamèrent la remise des passeports à Bernstorff, le véritable chef de cette organisation criminelle sur un sol étranger.

On aurait pu croire qu'une réclamation aussi énergique de la part du cabinet de Washington auprès du gouvernement de Vienne produirait sur celui-ci un effet décisif ; loin de là. Agissant de concert avec son alliée la Prusse, il adopta même un ton assez impertinent, faisant remarquer d'abord au gouvernement fédéral qu'il n'était pas d'usage diplomatique d'invoquer des pièces adressées à des tiers et qui n'avaient pas été communiquées officiellement. Ensuite, tout en déclarant les réclamations du cabinet de Washington injustifiées, il soulevait une série de remarques d'ordre juridique destinées à donner lieu à des controverses et à éterniser le débat. Le président Wilson en réponse à cette note

tendancieuse adressa au cabinet de Vienne un Ultimatum très laconique ne laissant à l'Autriche-Hongrie que le choix entre l'acceptation complète de ses réclamations ou la rupture définitive. Le cabinet de Vienne, après huit jours de réflexion, donna satisfaction aux Etats-Unis sur tous les points.

Le torpillage de l'*Ancona* fut désavoué, le capitaine du sous-marin fut puni pour ne pas avoir obéi à l'esprit des instructions qu'il avait reçues, et une indemnité aux victimes de ce naufrage fut accordée. Cependant, le gouvernement autrichien ne donnait aucune garantie pour l'avenir. En effet, quelques jours après, un nouveau crime de même nature était commis par un sous-marin allemand contre un bateau de commerce anglais, le *Persia* qui ajoutait à la liste des assassinats austro-allemands 250 nouvelles victimes, parmi lesquelles se trouvaient trois Américains, dont le Consul des Etats-Unis à Aden. La destruction du *Persia* sans avertissement préalable mit le comble à l'indignation de l'opinion générale aux Etats-Unis et contribua à faire pencher encore davantage le gouvernement et le peuple américain du côté des alliés. La réclamation énergique faite par M. Wilson au gouvernement allemand eut cette fois-ci un résultat plus favorable ; l'Allemagne promit aux Etats-Unis de ne pas torpiller des navires de commerce dans la Méditerranée sans avertissement préalable. Le comte Bernstorff annonça également que l'Allemagne payerait une indemnité aux victimes de la

Lusitania, mais elle se réservait la question de la culpabilité au sujet de son torpillage. Grâce à cette satisfaction apparente accordée aux réclamations américaines, les cas du *Persia* et du *Hespérian* purent être considérés comme restant en dehors de toute discussion diplomatique par suite du désaveu des capitaines des sous-marins par les gouvernements austro-allemands. Les sous-marins ne s'étant pas montrés à la surface après le torpillage, l'auteur du crime restait inconnu, ce qui prouve bien que la concession de la part des gouvernements austro-allemands n'était qu'apparente, car il suffirait désormais aux sous-marins de garder l'anonymat, pour se mettre à l'abri d'une accusation.

En résumé, l'Autriche et l'Allemagne ne se sentaient pas de force à braver l'opinion américaine et comme d'autre part le gouvernement de Washington ne se sentait pas préparé pour une guerre mondiale, il s'est déclaré satisfait, devant l'opinion publique, du succès moral remporté. Toutefois, le chancelier von Bethmann Hollweg tâcha de profiter de l'hésitation du président Wilson à s'engager dans une guerre européenne pour faire demander par le comte Bernstorff au cabinet de Washington qu'il insistât auprès du gouvernement anglais, afin d'obtenir une atténuation du blocus en échange des concessions sérieuses faites par les gouvernements austro-allemands de ne plus torpiller les paquebots ni les navires de commerce sans avertisse-

ment préalable. Cette persistance du gouvernement allemand à vouloir peser sur la volonté raisonnée et le sentiment du devoir du président Wilson prouve bien que la mentalité allemande habituée à commettre tous les jours des attentats criminels contre les droits de l'humanité sans éprouver le moindre remords, était incapable de comprendre que l'Amérique, si elle cédait devant les insinuations allemandes, sortirait forcément de la neutralité suivant le traité international de la Haye, étant donné le consentement de l'Angleterre d'indemniser les neutres pour les dommages que leur causait le blocus. D'ailleurs, le public américain était depuis longtemps fixé sur le manque de sens moral de l'Allemagne et se refusait à mettre sur un pied d'égalité absolue les deux groupes des belligérants, dont les uns défendaient les droits de l'humanité et les autres le droit de la force brutale, méconnaissant absolument les droits des nations et ceux de l'humanité. Bien plus, le public américain fut amené à se prononcer d'une façon nettement hostile contre les procédés anti-humains et cruels des austro-allemands dans leur méthode de faire la guerre, mais ce qui l'exaspérait le plus contre les Germains c'est leur système d'espionnage et leurs complots contre les intérêts nationaux de l'Amérique, car même après l'apaisement des querelles diplomatiques on a trouvé des preuves évidentes dans les documents saisis au capitaine Von Papen qui, étant attaché militaire à Washington avait reçu des sommes impor-

tantes pour compte du bureau d'informations du ministre de la Guerre allemand, lequel avait versé en outre des montants considérables à l'espion allemand Kupferle qui s'était suicidé en prison, et à un individu nommé Horn accusé d'avoir fait sauter le pont sur le Maine, avec la circonstance que c'était le comte Bernstorff qui remettait personnellement ces sommes à l'attaché militaire.

Le président Wilson, très scrupuleux dans l'accomplissement de sa mission comme premier magistrat de la grande République américaine et profondément conscient de ses devoirs pour sauvegarder les droits de l'humanité désirait connaître le véritable état des deux groupes de belligérants, et l'aide que l'Amérique pourrait leur prêter pour mettre fin au conflit.

Dans ce but il envoya en Europe le colonel House, son intime, qui était très compétent dans les questions qu'il désirait étudier et il le chargea d'exposer verbalement aux ambassadeurs américains ses vues sur les divers problèmes soulevés par la guerre, particulièrement ceux qui touchent à la guerre sous-marine et au blocus. Le peuple américain se rendit bien compte de la portée de la démarche de son Président en envoyant en Europe un homme de sa pleine confiance et une des personnes les plus compétentes pour se renseigner sur les lieux mêmes de la vraie situation des belligérants et de la disposition des neutres par rapport à la guerre sous-marine et au blocus et approuva hautement cette

mesure de prévoyance d'un chef d'Etat qui croyait de son devoir d'épuiser d'abord toutes les ressources possibles de nature à amener un dénouement pacifique avant de lancer la nation dont la destinée lui avait été confiée, dans la plus formidable guerre qu'ait enregistrée l'histoire. En effet, le président Wilson après avoir été renseigné par son ami le colonel House sur l'état d'esprit des alliés et sur la disposition des neutres, ne tarda pas à se persuader que les concessions que le comte Bernstorff lui faisait au nom de l'Allemagne n'étaient qu'un piège que l'Allemagne tendait à la bonne foi des Etats-Unis dans l'unique but de pousser le gouvernement de Washington à agir auprès du cabinet anglais contre le blocus. Il fut surtout frappé de ne pas trouver dans la proposition allemande reçue après dix mois de discussions et de notes, un seul mot relatif au désaveu des méthodes inhumaines et vigoureusement reclamées par lui. En échange, il y trouva un effort de dialectique basée sur une idée fausse, ayant pour but d'assimiler le fait du blocus, où il ne s'agissait que d'intérêts pécuniaires à l'acte du torpillage de *la Lusitania* qui a causé la mort à des centaines d'individus ; de plus la note allemande proposant de racheter le crime de nombreux assassinats par une indemnité pécuniaire produisit un effet déplorable sur l'esprit de Wilson. Les journaux de New-York se sont scandalisés de la mentalité allemande, qui s'efforçait de faire admettre par le peuple américain le principe que les

dollars eussent une valeur équivalente à la vie des Américains décédés par suite des procédés barbares des Germains. Cette même indignation partagée par Wilson, inspira le discours qu'il prononça peu après, au banquet de l'Association des chemins de fer, pour donner un nouvel avertissement à ceux qui se montraient incapables de comprendre que les Américains préfèreront toujours à la paix le maintien intégral des principes sur lesquels repose leur vie politique. De son côté l'Angleterre décida de renforcer le blocus, ce qui provoqua en Allemagne un sentiment d'angoisse et la crainte d'une famine prochaine. En vue de cette menace, les Germano-Américains firent un dernier effort ; ils organisèrent une nouvelle croisade, pacifique cette fois, parmi leurs partisans, en adressant au Sénat de Washington une requête qui réunit un million de signatures d'hommes et de femmes pour demander au nom des principes humanitaires, que l'exportation des munitions fût interdite. Les arguments qu'ils produisaient en faveur de leur thèse avaient été déjà réfutées dans la note adressée au mois de juillet au gouvernement d'Autriche par le président Wilson, et le ministre Lansing n'eut pas de difficulté à persuader la majorité du Sénat, en répétant les mêmes mots de M. Wilson, de ce que l'interdiction par les Etats-Unis de l'exportation des armes équivaudrait dans les conditions actuelles de la guerre à une rupture de neutralité, d'autant plus que dans les notes échangées pendant dix mois entre

les gouvernements de Washington et de Berlin les considérations humanitaires invoquées par le président Wilson pour éviter le torpillage des bateaux neutres sans avertissement préalable, n'avaient pas été écoutées par le gouvernement allemand, qui s'était refuse à désavouer le torpillage de *la Lusitania* impérieusement réclamé par le gouvernement de Washington comme étant contraire au droit international.

En effet, le Sénat approuva a une grande majorité la conduite du gouvernement qui défendait avec dignité les droits des Etats-Unis en même temps que ceux de l'humanité. Le président Wilson, encouragé par le vote du Sénat et par l'appui de l'opinion publique crut nécessaire de donner une valeur réelle à ses principes et dans ce but il fit une tournée dans les divers centres de population où il prononça des discours pour montrer la nécessité d'un accroissement des forces navales et militaires des Etats-Unis, insistant sur le danger de l'extension de la conflagration européenne. « Vous m'avez chargé, dit-il de maintenir la paix, mais aussi de sauvegarder l'honneur du pays ; toutefois le moment pourrait venir où il serait impossible de concilier cette double tâche. Wilson s'adressa également aux électeurs leur demandant d'agir sur le congrès pour qu'il consentit les sacrifices nécessaires à la défense du pays. Ensuite il s'adressa aux centres de population de l'Ouest où dominait l'influence des Germano-Américains et leur rappela leurs devoirs envers leur patrie d'adoption.

L'opinion générale du pays, bien qu'émue de cet appel au peuple américain de la part du président, connu pour ses sentiments pacifistes, vit dans ses manifestations belliqueuses un avertissement courageux et loyal d'un patriote sincère ayant conscience de sa responsabilité dans des moments graves et difficiles. D'un autre côté, la presse américaine interpréta cet appel comme le prélude d'une démarche décisive que ferait le président, après sa rentrée à Washington, pour exiger du cabinet de Berlin un désaveu formel du torpillage de *la Lusitania* ; en même temps elle discutait l'éventualité d'une rupture et ses conséquences. De leur côté, les principaux journaux allemands déclaraient sans détour que les exigences du président Wilson étaient inacceptables ; c'est ainsi que la polémique entre les journaux de ces deux pays finit par s'envenimer au point que les journaux de New-York firent entendre que le comte Bernstorff était devenu indésirable et que l'opinion publique se prononça ouvertement en faveur des puissances de l'Entente. En échange, cette polémique des journaux devenue, tous les jours plus âpre, poussa la chancellerie impériale à intervenir en faveur de sa presse en adressant une nouvelle communication au gouvernement de Washington où elle déclarait ne pouvoir reconnaître l'illégalité de ses méthodes de guerre sous-marine ; elle estimait que la dignité et l'honneur des Etats-Unis devaient se considérer comme satisfaits par des excuses et des réparations matérielles. Quant aux

questions de principe soulevées par le président Wilson elles étaient d'après elle d'ordre purement académique et leur discussion devrait être ajournée, d'un commun accord, jusqu'à la fin de la guerre.

Il est vraiment inconcevable qu'une nation chrétienne civilisée puisse admettre que les violations du droit des gens, et les massacres en masse sur mer par les sous-marins soient des questions d'ordre purement académique. Cela prouve bien que pour l'Allemagne, le droit de la force est supérieur à tous les autres droits et que même les non combattants neutres sont obligés de subir le droit du plus fort. Il y avait donc un abîme entre les mentalités des deux pays, le président Wilson, défenseur fervent des droits de l'homme exigeant le respect de la vie des non combattants tandis que le militarisme allemand se refusait à reconnaître la maîtrise de la mer par les Alliés et se vengeait sur les neutres pour intimider les uns et les autres. Après avoir épuisé les ressources de sa diplomatie tortueuse pour justifier ses crimes contre l'humanité, celui-ci persistait dans le droit qu'il tirait de sa supériorité militaire. Au fond, l'Allemagne était conséquente avec elle-même ; ses motifs de guerre ayant été fondés sur la violence et la convoitise, elle ne saurait condamner ou désavouer ses officiers qui avaient agi en vertu des ordres du gouvernement, sans démoraliser son armée. Cependant elle redoutait la rupture avec l'Amérique qui pouvait entraîner pour elle un désastre financier et économique ;

c'est pourquoi elle tâcha de louvoyer entre deux écueils. Après quelque hésitation, la chancellerie allemande se mit à la recherche d'une formule lui permettant de faire une concession transactionnelle, sans toutefois s'engager dans un désaveu du principe justifiant la guerre sous-marine. Les casuistes allemands n'ont pas tardé à trouver la formule désirée, elle consistait à affirmer que le sous-marin n'avait pas causé intentionnellement la mort des Américains se trouvant à bord de *la Lusitania* : le torpillage était simplement un acte de représailles qui ne devait pas s'exercer au détriment des neutres.

Bien que cette déclaration ne satisfît pas complètement le président Wilson, le gouvernement américain, n'étant pas encore prêt pour la guerre, continua à échanger quelques notes avec le cabinet de Berlin et le litige était sur le point de se terminer pacifiquement lorsque survint tout à coup une nouvelle complication du côté de l'Autriche, à l'occasion du torpillage du *Prétrolit*, qui avait des américains à bord. M. Lansing envoya de suite une note à Vienne exigeant des excuses, la punition du capitaine et une indemnité pour les avaries causées à ce bateau et à deux autres navires américains, victimes des violences des pirates. D'autre part, le gouvernement allemand adressait une note au gouvernement américain et aux Etats neutres annonçant la résolution de l'Amirauté impériale de traiter comme des belligérants les navires de commerce armés pour

quelque cause que ce fût. Comme les Allemands avaient maintenu en son temps, malgré les preuves du contraire, que *la Lusitania* était armée, les promesses faites ultérieurement au président Wilson devenaient aussi illusoires que tous les autres engagements antérieurs. Il est donc logique de penser que les alliés firent à cette nouvelle note allemande de même qu'aux autres, l'accueil qu'elle méritait, et qu'ils poursuivirent l'armement des navires de commerce, celui-ci étant le seul moyen de les défendre contre les sous-marins et contre les actes de piraterie allemande. Toutefois le président Wilson fit demander aux Alliés s'ils voudraient renoncer au droit d'armer des navires de commerce, en échange d'une pratique plus humanitaire de la guerre navale des impériaux. Mais les alliés déclinèrent cette proposition ayant des raisons solides pour ne pas se fier aux promesses mensongères des germains et doutant de l'efficacité d'un arrangement quelconque avec un ennemi aussi perfide ; ils craignaient d'autre part qu'une telle concession de leur part ne servît à leur ennemi de base juridique pour commettre de nouveaux attentats criminels.

A la suite du refus des alliés de se prêter à une telle manœuvre, les germains menacèrent de nouveau de torpiller sans avertissement préalable les bateaux marchands. Ce nouveau procédé de chantage produisit chez certains membres du cabinet de Washington une telle indignation que M. R. Garrison, ministre de la Guerre

et son sous-secrétaire donnèrent leur démission, se basant sur le manque d'énergie du gouvernement en face des procédés antihumains et offensants pour la dignité de la nation américaine mis en pratique par le gouvernement impérial. Ils préconisaient d'autre part une organisation de l'armée sur le modèle européen, tandis que Wilson était pour le maintien du système des milices. Cependant, l'opinion de la grande majorité du peuple américain avait pris ouvertement position en faveur des alliés et approuvé hautement la protestation des ambassadeurs de l'Entente contre la prétention du memorandum allemand. C'est ainsi que le président Wilson et son ministre des Affaires étrangères M. Lansing, d'accord avec le Sénat et l'opinion publique, protestèrent contre la décision annoncée dans le memorandum de la chancellerie impériale de couler les navires marchands portant des armes, tandis que les journaux officieux allemands déclarèrent que la décision du gouvernement allemand était irrévocable, au point de préférer la rupture plutôt que de céder. Comme réponse à la décision du gouvernement allemand, le cabinet de Washington obligea l'*Appam*, un bateau corsaire allemand à quitter les eaux américaines, malgré les efforts du comte Bernstorff. Le président Wilson repoussa énergiquement la thèse allemande, qui prétendait soumettre ses compatriotes à l'obligation de ne s'embarquer sur aucun navire soupçonné d'être armé ; au contraire, dit-il, le fait de la neutralité

donne aux Américains le droit de s'embarquer sur le navire de leur choix et dc considérer toute atteinte contre les bateaux neutres comme un acte de piraterie.

Voilà un autre cas où la psychologie allemande a été faussée par l'orgueil national et obscurcie à l'ombre de la mentalité prussienne, ayant été convaincue qu'elle réussirait par des procédés brutaux à intimider le président Wilson, qui avait essayé d'éviter par des moyens raisonnables une guerre éventuelle avec l'Allemagne. Malheureusement, le résultat de cette manœuvre fut l'inverse de ce qu'elle avait espéré. Le cabinet de Washington, loin d'intervenir auprès des Alliés en faveur des vues allemandes prit une résolution très sérieuse. Il convoqua les chefs des différents partis politiques pour demander leur concours. En présence du revirement qui venait de se produire dans l'esprit du chef d'Etat américain, la presse teutonne se demandait s'il était de l'intérêt de l'Allemagne de pousser à la rupture. Il y eut une divergence d'opinions parmi les politiciens : les conservateurs s'efforçaient de démontrer que la question primordiale pour l'Angleterre était son ravitaillement et que la guerre entre l'Allemagne et l'Amérique déchaînerait la guerre sous-marine à outrance ce qui ferait courir le risque à l'Angleterre d'être bloquée à son tour, tandis que la prolongation des négociations entre l'Allemagne et l'Amérique faisait gagner à l'Angleterre un temps précieux facilitant son ravitaillement ; par conséquent l'Allemagne avait plutôt à

gagner qu'à perdre avec la rupture diplomatique avec l'Amérique. En échange, le parti libéral, tout en admettant la justesse du raisonnement des conservateurs préférait une attitude conciliante, pour amener les Etats-Unis à demander des concessions à la Grande-Bretagne relativement au blocus, car il craignait que la guerre avec l'Amérique ne procurât à l'Angleterre les ressources de toutes sortes dont disposait la Grande République américaine. Le gouvernement allemand, fidèle à la mentalité prussienne ne cessait pas de mettre en jeu toutes les intrigues imaginables pour travailler même les membres du congrès américain; en effet, il se trouva au Sénat et à la Chambre des députés un démocrate et un républicain pour appuyer la manœuvre allemande en faveur du désarmement des navires de commerce. Alors, le président Wilson prit une attitude ferme vis-à-vis des intrigues allemandes en affirmant de nouveau sa volonté de défendre du même coup les intérêts supérieurs de l'humanité et les droits imprescriptibles des Américains, que les Etats-Unis ne pouvaient sacrifier sans perdre dans le monde leur situation de nation indépendante, M. Wilson, bien que pacifiste, contestait à toute nation le droit de modifier ou d'ignorer pendant la guerre les principes qui avaient été établis d'un commun accord pour atténuer les horreurs de celle-ci. Le droit des navires du commerce de s'armer pour leur défense avait été reconnu par des traités internationaux.

Laisser porter atteinte aux principes, ce serait ouvrir

« la porte aux humiliations, et tout l'édifice des con-
« ventions internationales s'écoulerait pièce par par
« pièce. Les Etats-Unis n'admettent pas, dit-il, qu'un
« Américain puisse payer de sa vie l'exercice de son
« droit de s'embarquer sur le paquebot de son choix,
« armé ou non, et leur patience et leur longanimité ne
« résisteront plus à l'épreuve d'une réédition d'un tor-
« pillage de la *Lusitania.* » En effet, le Congrès de Washington approuva sans réserve à une grande majorité l'avertissement catégorique de M. Wilson qui s'adressait à la fois aux Allemands et aux Américains qui s'étaient faits l'instrument de la politique et de l'intimidation allemandes. Ce fut son dernier appel à la bonne foi des puissances centrales, en leur disant qu'il y avait des limites à la tolérance qu'une puissance qui se respecte ne peut pas laisser dépasser sans abdication. Le gouvernement allemand, voyant le refus définitif de Wilson à son memorandum, notifia au cabinet de Washington qu'il ne tarderait pas à mettre en exécution le torpillage sans avertissement des bâteaux marchands des neutres ; car c'était la seule arme efficace dont l'Allemagne disposait contre le blocus des Alliés.

On voit bien que la conduite du gouvernement allemand correspondait à sa théorie, que la terreur est la loi de la guerre ; c'est ainsi qu'il appliquait dans la guerre navale la même méthode que dans la guerre terrestre. C'est le *furor germanicus* dont l'âme alle-

mande est imbue, qui l'a fait détruire les cathédrales, les bibliothèques et les musées artistiques, de même que leurs ancêtres les Visigoths, au moment d'envahir l'Espagne, avaient détruit tous les monuments gréco-romains. C'est aujourd'hui la culture germaine intensifiée qui renferme en elle l'instinct héréditaire de destruction et le besoin insatiable de rapine comme un élément de guerre.

Le comte Bernstorff, loin de se laisser décourager par le vote du Congrès, tâcha d'impressionner l'opinion publique en publiant dans un journal de Washington la note allemande remise à M. Lansing, en y ajoutant que l'Allemagne se proposait d'appliquer dans un délai de vingt-quatre heures les menaces du memorandum. En effet, le sénateur Core déposa une motion disant : Que les Etats-Unis se désintéresseraient des Américains qui prendraient place au bord des navires de commerce armés. Alors le président Wilson, pour déjouer les intrigues allemandes, déclara que si le Sénat acceptait une telle motion qu'il considérait comme une atteinte à la souveraineté nationale il démissionnerait et en appellerait au jugement du pays, car les principes qu'il défendait ne lui paraissaient pas susceptibles de transaction. De plus, dans une harangue véhémente il condamnait les membres du Congrès qui avaient consenti à faire le jeu de l'Allemagne et il dénonça également les pseudo-américains qui versaient du poison et de la trahison dans les artères mêmes de

la vie nationale. Bien qu'il se manifestât une divergence de critérium parmi les membres du Sénat, sur 82 sénateurs il n'y en eut que 14 qui votèrent la motion Core alors que 68 votants approuvèrent la noble attitude du président. Alors la lutte resta engagée entre les Etats-Unis et l'Allemagne, car aucun des deux n'était disposé à céder.

Toutefois, la chancellerie de Berlin eut beau menacer et avoir l'air de ne pas redouter la rupture avec les Etats-Unis le vote du Sénat détruisit sa dernière illusion, d'autant plus qu'il fut suivi d'une réunion de 4.000 personnes au Carnegie Hall qui proclama le droit des Alliés et demanda une coopération effective et directe de l'Amérique en leur faveur. En même temps, la majorité de la presse se prononça dans le même sens en rappelant les atrocités commises par l'armée allemande en Belgique et dans le nord de la France, dans les régions occupées par elle, de même que les attentats commis par les agents allemands sur le sol de l'Union ainsi que les conspirations et les intrigues ourdies par eux au Mexique et dans l'Amérique centrale pour entraîner les Etats-Unis dans des conflits et paralyser ainsi leur liberté d'action. Tous ces procédés barbares et cyniques racontés par les journaux et la bonne propagande des Alliés déchaînèrent un courant d'indignation contre les austro-allemands. Le président Wilson poussé par le mouvement intense de l'opinion publique demanda au Congrès de voter

d'urgence les crédits nécessaires pour renforcer l'armée de la marine de guerre, de plus il fit une tournée de conférences à travers l'Amérique pour faire comprendre à ses compatriotes la nécessité de mettre les Etats de l'Union en état de défense et d'imposer à l'Allemagne le respect de ses droits et de son indépendance politique.

Le patriotisme américain répondit à l'appel de son président, dontle bon sens et l'honnêteté furent reconnus par tout le monde. Le pays finit par se rendre compte du péril qui le menaçait ; les dons par millions affluèrent de tous les côtés avec une inlassable générosité. Les chefs des partis politiques, non seulement approuvèrent la conduite de Wilson, mais ils le stimulèrent et l'exhortèrent à rompre avec les défenseurs de la force brutale contre les droits humains. Un ancien président de l'Université de Haward M. Elliot déclara dans le *New-York Times* que le moyen le plus sûr pour les Américains de se protéger contre la barbarie allemande était de s'allier avec la France et l'Angleterre, de manière que l'opinion générale aux Etats-Unis devint de jour en jour plus hostile à l'Allemagne et plus favorable aux alliés qui défendaient les droits des peuples contre l'absolutisme germanique. Cependant, l'Allemagne persistait dans sa méthode de guerre sous-marine et se rendit coupable d'un nouveau torpillage, celui du paquebot *Sussex* causant plus de cent victimes parmi lesquelles se trouvaient quelques Amé-

ricains. Puis, ce fut au tour du navire hollandais *la Tubantia*, après quoi toute une série de navires de commerce norvégiens subit le même sort. L'Allemagne avait pris le parti de ne plus s'émouvoir, convaincue par l'expérience que la crainte qu'elle inspirait était plus forte que la colère qu'elle suscitait.

Avec une fureur de bête fauve traquée, le gouvernement germanique se vengeait aveuglement de l'Angleterre et de sa propre impuissance contre l'armée française à Verdun. Les compatriotes de M. Wilson se demandaient quelle attitude prendrait leur président dans cette circonstance où l'honneur national était engagé. Wilson se trouvant à la veille du renouvellement de son mandat, qu'il sollicitait, fit tout son possible pour connaître la volonté de ses compatriotes et les courants de l'opinion générale du pays avant de prendre une décision engageant les intérêts matériels et moraux de la république américaine.

Le peuple allemand, convaincu que les sous-marins constituaient l'arme la plus efficace pour vaincre l'Angleterre, défendit dans la presse la thèse du gouvernement, tandis que celui-ci pour esquiver toute la responsabilité ordonna aux sous-marins de rester invisibles après chaque torpillage pour pouvoir insinuer ensuite que c'étaient des mines posées par les alliés qui avaient été la cause des explosions ; mais ces fourberies n'eurent d'autre effet sur l'opinion américaine que de la révolter davantage. Il en fut de même en Hollande où

les manœuvres teutones finirent par exciter la colère et la méfiance de l'opinion publique ; ce qui n'empêcha pas toutefois le gouvernement de Berlin de persévérer dans la guerre sous-marine en l'intensifiant, croyant fermement réussir par là à affaiblir la marine marchande des pays commerçants et le ravitaillement de l'Angleterre. Cependant, la réponse de Wilson aux allégations du gouvernement de Berlin mit celui-ci au pied du mur ; les chefs d'accusation contre la piraterie teutone étaient au nombre de 65. Le cas du *Sussex* constituait un des griefs principaux, ayant été aggravé par les dénégations du capitaine du sous-marin, qui se heurtaient aux preuves convaincantes réunies par les officiers de la commission d'enquête américaine, mais ce qui fournit une démonstration éclatante de la mauvaise foi germanique, ce fut le dernier attentat qui coûta la vie à deux Américains, savoir la destruction de l'*Imeerlyon* à coups de canon par un sous-marin allemand, le lendemain même du jour où le chancelier télégraphiait à Washington qu'après une minutieuse enquête il était certain que la marine impériale n'était pour rien dans le torpillage du *Sussex*. M. Wilson jugea au-dessous de sa dignité de relever les mensonges cyniques et hypocrites de Berlin et dédaigna de discuter les garanties du gouvernement allemand relatives au torpillage du *Sussex*. Il se contenta de « déclarer au Con-
« grès de Washington que le gouvernement américain
« avait le devoir de prendre une position nette avec la

« plus grande solennité et avec la plus grande fermeté « et qu'à moins que l'Allemagne n'annonçât sans délai « qu'elle abandonnait ses méthodes de guerre sous-« marine actuelles, contre les navires transportant des « passagers ou des marchandises, les Etats-Unis n'au-« raient d'autre choix que la rupture des relations diplo-« matiques ».

On voit bien, que le président Wilson, ayant perdu toute illusion sur la sincérité de l'Allemagne, lui adressait indirectement la sommation de choisir entre la soumission aux droits internationaux ou la rupture. Cette sommation était d'autant plus grave qu'elle était appuyée par le Congrès américain et par un message de 500 intellectuels d'Amérique aux nations alliées, pour protester contre la guerre allemande et ses méthodes, en invoquant la sainteté des traités, les droits des petites nations et la question de savoir si le militarisme l'emporterait sur la civilisation.

En effet, la publication de la note américaine par l'agence Wolff contraria profondément l'opinion allemande et mit le gouvernement allemand dans un embarras très grand par suite du démenti infligé aux explications de la chancellerie relativement au torpillage du *Sussex*. En même temps, des mesures préventives furent prises par le cabinet de Washington pour le cas de rupture ; les stations télégraphiques sans fil et les docks furent protégés contre les attaques éventuelles allemandes, et des banquiers américains commencèrent

à refuser les chèques sur les banques allemandes.

Ce conflit se compliqua, en outre, de la controverse provoquée par Bernstorff qui réclamait contre la saisie des papiers de Von Igel par les agents du gouvernement de Washington, ces documents ayant révélé une série de complots ourdis par les employés du gouvernement allemand. Surtout l'insistance de la diplomatie allemande à revendiquer ces derniers comme ayant été pris dans une dépendance de l'ambassade impériale donnait à ses projets un caractère de gravité toute particulière. Il est tout naturel qu'une violation tellement cynique de toutes les lois internationales diminuât les chances d'une solution pacifique d'un litige, où l'amour-propre et la dignité de la diplomatie allemande se trouvaient fortement engagés. Cependant, le gouvernement de Berlin, bien qu'il considérât la rupture avec les Etats-Unis comme une complication assez grave, ne semblait pas disposé à abandonner la guerre sous-marine que l'amirauté jugeait comme la seule arme que l'Allemagne pût opposer au blocus des Alliés. Il commença par gagner du temps en retardant sa réponse à la demande du gouvernement de Washington qui réclamait la renonciation immédiate à la piraterie sous-marine. En attendant, les journaux d'Europe et d'Amérique à la solde de l'Allemagne en profitaient pour troubler l'opinion américaine, et les milieux officiels berlinois déployaient de leur côté une activité fiévreuse pour chercher un terrain d'entente, espérant ainsi faire

prendre patience aux Etats-Unis ; mais la lente élaboration de la réponse allemande éveilla les soupçons des Américains, déjà convaincus de ce qu'on ne pouvait rien attendre de la loyauté et de la sincérité d'un peuple qui bravait systématiquement toutes les lois morales et les conventions internationales. De son côté la chancellerie impériale, en vue de la décision du gouvernement de Washington et de l'appui de l'opinion du peuple américain, se demandait s'il ne vaudrait pas mieux se résigner pour le moment à céder aux Etats-Unis et elle conseilla à l'Empereur de ne pas brandir son épée étincelante quelque peu ébréchée par deux mois d'impuissants combats devant Verdun. On commença d'abord par préparer la presse, lui recommandant de masquer une humiliation, qui équivalait à un aveu de défaite. La presse ne manqua pas de faire ressortir les inconvénients d'une rupture avec une puissance dont les forces navales rendraient plus efficace encore le blocus des alliés et qui, en séquestrant les biens des germains américains, rendrait impossible leur concours ultérieur. Cependant, la concession du gouvernement allemand, loin d'être franche et sincère, renfermait le germe du mensonge et de la mauvaise foi. C'est une reculade forcée et honteuse que la chancellerie allemande voulait couvrir par une de ses arguties diplomatiques habituelles. Elle était bien disposée, dit-elle, à renoncer à la guerre sous-marine, mais elle prétendait que le président Wilson, en échange de son

triomphe diplomatique, acceptât la mission de demander aux Alliés au nom des neutres de faire de leur côté des concessions dans l'application du blocus, sachant que M. Wilson s'était toujours refusé à confondre la guerre sous-marine, qui avait détruit des milliers d'existences de sujets non belligérants, avec les visites de navires et les saisies de marchandises donnant lieu à une indemnité fixée par les cours de prises et n'entraînant aucune perte de vie humaine. D'ailleurs, c'était un droit de belligérant, qui fut reconnu par les Etats-Unis eux-mêmes, lors de la guerre de Sécession entre le Nord et le Sud de l'Amérique. Le gouvernement de Washington, connaissant parfaitement la méthode allemande, comprit de suite que le ton de la note allemande avait plutôt pour but de sauvegarder la dignité germanique en face de son peuple que de donner pleine satisfaction à la demande des Etats-Unis, le seul fait de reproduire une proposition déjà repoussée avec indignation par le président Wilson, lui ayant paru une impertinence audacieuse.

Dans sa psychologie erronée la chancellerie allemande avait espéré par sa nouvelle note, provoquer une nouvelle réponse de Washington, en répondant à laquelle, elle arracherait une autre note, prolongeant ainsi la discussion, mais le président Wilson coupa court à ce chantage par sa réponse immédiate. Le chancelier allemand disait dans sa note. « Nos instructions aux sous-marins ont toujours été correctes. Néanmoins nous

allons les changer, mais c'est à la condition que vous obteniez de l'Angleterre la levée du blocus. » M. Wilson répondit ceci : « Je prends acte de votre engagement de changer votre politique sous-marine, mais je « néglige et je repousse votre tentative pour subordonner le respect de la vie des neutres par les sous-marins à une modification de la politique anglaise. « L'Allemagne a assassiné des femmes et des enfants « et elle est sommée de renoncer à l'assassinat. Le gouvernement américain considère la note allemande « comme un engagement scrupuleux que la politique « sous-marine sera modifiée. » Si le blocus gêne les Allemands ils peuvent faire sortir leur flotte et tenter de reconquérir la maîtrise de la mer. Quant aux prétentions allemandes que le blocus est la cause de la mort de beaucoup de femmes et d'enfants, il leur rappelle les ordres données en 1871 par Moltke, pendant le siège de Paris pour affamer dans Paris les femmes et les enfants.

Il n'y a pas de doute que la réponse tranchante de Wilson fut ressentie comme un coup droit, direct et brutal porté à l'arrogance de la chancellerie allemande ; aussi l'espoir allemand d'interdire à l'Amérique d'affirmer son droit national, confondu avec le droit humain, s'évanouit-il devant la fermeté du gouvernement de Wilson, en même temps que la vertu de la loi Delbruck, qui admet qu'un allemand peut avoir deux patries et trahir celle qu'il a choisie pour servir celle qu'il a

quittée. La réponse de Wilson n'était pas seulement un triomphe diplomatique, elle proclamait en même temps que le manque de sens moral de l'Allemagne constituait une barrière infranchissable entre elle et les peuples civilisés. L'essentiel était que la chancellerie de Berlin acceptât sans condition la réponse du président Wilson, qui n'admettait pas de restrictions à l'engagement de cesser les massacres sur mer. Cet engagement ne pouvait être subordonné à la conduite d'un autre gouvernement. Il insistait également sur ce que la responsabilité en matière de torpillage était absolue et non pas relative.

L'invincible Germanie s'inclina humblement devant l'autorité morale et matérielle du président Wilson. C'était sans doute un aveu d'impuissance dû à la peur de voir entrer en lice un ennemi nouveau, puissant en ressources d'hommes, d'argent, de matériel de guerre et en produits alimentaires, mais le gouvernement impérial avait une arrière-pensée en faisant une pareille concession au gouvernement de Washington, il espérait que Wilson, touché de la soumission allemande à ses injonctions, se prêterait volontairement à servir d'intermédiaire pour la conclusion d'une paix avant qu'il ne fût trop tard. Mais à cet égard la psychologie germaine n'eut pas lieu non plus de se vanter de clairvoyance, car Wilson, de même que l'opinion courante en Amérique, se sont bien rendu compte qu'avec une nation qui professe le culte de la force, une paix qui ne serait

pas imposée par une déroute décisive ferait beaucoup plus de tort à la civilisation et à l'humanité qu'une guerre prolongée, quelque nombreux que fussent les victimes et les sacrifices.

Cependant, après son triomphe moral sur l'arrogance de la Chancellerie impériale, Wilson eut l'air de vouloir s'arrêter dans sa lutte contre les procédés cyniques et immoraux de l'Allemagne, car il se complaisait à faire l'éloge de la mentalité américaine et des résultats obtenus jusqu'au point de déclarer dans un interview que la guerre était arrivée à une impasse, bien que sous ce rapport, il se trouvât en face de son illustre prédécesseur Roosevelt,qui réprouvait au nom des principes mêmes de la morale la politique hésitante et indécise du gouvernement. Il semblait que Wilson, se trouvant à la veille de sa réélection se proposât de faire de son zèle pour la paix de l'Europe une plateforme électorale et qu'il cachât intentionnellement sa vraie pensée sur la manière d'affronter la solution du problème de la paix pour ne pas se compromettre vis-à-vis de ses électeurs avant de connaître définitivement l'opinion du pays ; mais il arrive souvent que les circonstances imprévues s'imposent à notre jugement et dirigent même notre volonté ; c'est ainsi qu'un nouveau fait se produisit qui vint démontrer la mauvaise foi du gouvernement impérial et le peu de sérieux de ses engagements solennels.

Un bateau italien *le Novara* parti de New-York à

destination de Gênes venait d'être coulé par un sous-marin allemand dans la Méditerranée sans avertissement préalable, ce qui constituait une infraction aux engagements formels pris par le gouvernement de Berlin il y avait à peine trois semaines. Toutefois le bateau italien n'ayant pas eu de citoyens américains à bord, le gouvernement ne s'était pas pressé de protester contre le nouvel attentat, mais il profita de ce qu'un bateau américain le *Petrolit* avait été détruit par un sous-marin autrichien pour faire une réclamation très énergique demandant des excuses et la punition du commandant du sous-marin et une indemnité pour les matelots blessés par les pirates.

Cette note, par son ton vigoureux avait pour but de mettre également l'Allemagne en garde contre la tentation de revenir à ses anciennes méthodes au moment où von Tirpitz et les chefs pangermanistes réclamaient dans leur presse le retour à la guerre sous-marine sous prétexte que le cabinet de Washington n'avait pas obtenu de l'Angleterre de changement dans l'application du blocus. Cependant le gouvernement impérial pour pouvoir mettre à exécution son projet favori de renouveler ses procédés de torpillage complotait avec les Germano-Américains, les incitant à se mettre d'accord avec les chefs révolutionnaires du Mexique, tant Carranza que Villa, pour s'unir dans une hostilité commune contre les Etats-Unis. Bien que Carranza se refusât à prendre part à cette combinaison, Villa poussé par les Germano-

Américains qui lui fournissaient armes et munitions se disposait à pénétrer sur le territoire de l'Union, mais grâce aux mesures énergiques prises par le gouvernement de Washington, les projets germaniques échouèrent complètement.

En attendant, les Allemands continuaient leurs exploits sous-marins dans la Méditerranée ; le paquebot italien nommé *Letimbro* venait d'être coulé par un sous-marin allemand arborant les couleurs austro-hongroises avec la circonstance aggravante que les embarcations de sauvetage avaient été canonnées étant pleines de passagers. Le gouvernement de Washington demanda de suite à son représentant en Italie des renseignements précis relatifs au torpillage du *Letimbro* pour réclamer de nouveau contre les massacres et les méthodes de guerre germaniques sous peine de rupture des relations diplomatiques. Les Etats-Unis finirent par comprendre le péril que courrait non seulement l'Europe, mais aussi l'Amérique si la mentalité allemande arrivait à s'imposer par ses procédés barbares et inhumains ; toute liberté serait anéantie et tous les droits humains seraient exposés à être foulés aux pieds. Ils crurent devoir tenir compte de l'éventualité où le militarisme allemand parviendrait à survivre à cette guerre, arrivant ainsi à la conclusion que c'était seulement dans un programme d'armements formidables qu'on pourrait trouver le moyen d'en triompher. Dans ce but le Congrès de Washington vota à l'unanimité les

crédits demandés par son gouvernement, tant pour l'armée de terre que pour la marine, s'élevant à 3 milliards et demi de francs.

Quant au peuple américain, après avoir vu les teutons à l'œuvre en Belgique, en France, en Serbie et en Arménie il finit par comprendre de quoi serait capable cette nation en cas de victoire et le risque que courrait l'Amérique si la puissance de proie n'était pas mise totalement hors d'état de nuire. Les armements américains avaient également cet avantage, que l'Allemagne n'avait plus à espérer une médiation américaine en sa faveur ni la possibilité de reprendre dans un avenir plus ou moins lointain son œuvre envahissante. L'Amérique apprit à ses dépens que l'avenir de l'humanité était en jeu et qu'elle avait le devoir de prendre à temps des mesures préventives en coopération avec les Alliés.

L'amirauté allemande de son côté, réclamait énergiquement la reprise de la guerre sous-marine avec plus d'intensité qu'auparavant et la destruction implacable de tous les navires faisant le commerce avec les Alliés. Comme réponse à cette provocation la presse américaine menaça l'Allemagne d'une rupture définitive des relations diplomatiques et lui donna à entendre que la conférence économique de Paris avait préparé un plan de guerre commerciale destinée à constituer la suite de la guerre par les armes ; les marchés et les ports français, anglais, italiens et américains lui seraient fermés,

tout au moins partiellement. La presse américaine conseillait au gouvernement impérial plus de modestie et de respect des traités internationaux et de ses promesses envers le gouvernement de Washington. Cependant, l'amirauté allemande persistait dans l'exécution de ses projets de destruction ; elle croyait pouvoir mettre à profit les luttes des partis politiques aux Etats-Unis à la suite de la campagne présidentielle, mais c'était plutôt une illusion, car cette campagne n'a fait qu'exciter davantage le sentiment patriotique des américains sans distinction de partis et contribua plutôt à fortifier la position de Wilson. En voici la preuve : Charles W. Elliot président de l'Université de Harward avait publié dans son journal de New-York un article où il disait. « Les visées des quatre Alliés de l'Entente « sont conformes à l'idéal de liberté, de justice et de fra- « ternité, cher à tout véritable américain ; tandis que « celles de l'Allemagne et ses Alliés poursuivent toutes « des buts diamétralement opposés. Si les torpillages « reprennent, l'opinion américaine s'imposera par les « armes mêmes au plus fort de la lutte politique. » En effet, une déclaration de M. Wilson venait d'affirmer que les Etats-Unis exigeraient l'observance complète des promesses faites par l'Allemagne après l'enquête, qui devait établir les faits de façon à ne laisser subsister à leur sujet ni erreur ni doute. Le concurrent de Wilson lui-même, M. Hughes,s'est empressé de déclarer que, si lui était élevé à la présidence, la vie et le

commerce des Américains seraient assurés. Par conséquent l'Allemagne n'aurait rien à gagner avec le changement de Président, et le réveil de la guerre sous-marine aurait pour conséquence une rupture des relations diplomatiques entre elle et les Etats-Unis. Néanmoins, la Chancellerie impériale, bien qu'elle hésitât à couler les bateaux de commerce et les paquebots dans l'Atlantique, pour ne pas s'exposer à une collision avec les Etats-Unis, persista dans la pratique du torpillage des bateaux neutres, dans la mer du Nord, dans la Baltique et dans la Méditerranée faisant payer un lourd tribut aux armateurs norvégiens, danois, suédois et hollandais de même qu'aux espagnols, dont les gouvernements impuissants à se défendre, se contentaient d'une protestation plus ou moins énergique.

On aurait cru que les provocations insolentes des Teutons donneraient lieu à une intervention de la part du président Wilson, qui avait déclaré dans ses notes qu'il défendait non seulement les droits de ses compatriotes mais aussi ceux de l'humanité. Le silence du président était d'autant plus surprenant que de tout le continent américain affluaient les preuves de sympathie les plus expressives pour les Alliés de l'Entente et des protestations indignées contre les atrocités germaniques. C'est ainsi que les banquiers Schwab et Rockefeller organisèrent une souscription gigantesque qui produisit 650 millions de francs, destinée aux orphelins français de la guerre. D'un autre côté, l'ancien

président de la République du Brésil, le maréchal de Fonseca et le ministre des Affaires étrangères, Ruy Barbosa se firent les interprètes les plus enthousiastes de la cause des alliés, de l'Entente. La chancellerie, craignant alors qu'elle ne pourrait poursuivre la guerre sous-marine dans l'Atlantique sans s'exposer à un conflit avec les Etats-Unis, commença à chercher querelle à la Norvège parce que celle-ci avait défendu aux sous-marins l'accès des eaux norvégiennes dont les fiords constituaient pour eux un précieux abri leur permettant de guetter les transports à destination des ports de la Mer Blanche. C'est ce qui explique la brutale provocation de l'Allemagne qui torpillait les bateaux marchands norvégiens et les surveillait jusqu'à l'entrée du fiord de Christiania, car seule la guerre avec la Norvège pourrait assurer aux pirates du Kaiser une base navale sur les côtes découpées du petit royaume. De plus elle transformerait en zone de guerre les seuls passages maritimes qui mettaient les bateaux suédois en communication avec la mer du Nord.

Le Danemark de son côté se rendit compte de tous les périls que comportait sa situation géographique, Le danger commun fit resserrer les liens de solidarité qui unissaient les trois royaumes du nord. De plus, leur sentiment de dignité se révoltait devant le mépris avec lequel l'Allemagne regardait tous les Etats faibles, ne ménageant leur neutralité qu'autant qu'elle ne gênait pas les projets envahissants du Gouvernement de Ber-

lin. Heureusement, les Alliés avaient décidé, pour prévenir le danger qui menaçait les côtes norvégiennes, d'apporter à la Norvège tout leur concours dans cette crise. Aussi l'entente entre les Etats scandinaves et le secours offert par les alliés fit reculer l'Allemagne dans ses prétentions contre la Norvège. En échange, l'influence des pangermanistes s'accentua davantage sur les conseils du gouvernement allemand, et la guerre sous-marine battit de nouveau son plein, un bâtiment anglais *La Marina*, ayant une trentaine d'Américains à bord, ayant été coulé sans avertissement par un sous-marin allemand. Les Allemands avaient profité intentionnellement de la semaine où devait avoir lieu l'élection présidentielle pour impressionner l'opinion publique par un nouveau torpillage et de nouveaux massacres dans l'Atlantlique ; mais Wilson déclara que même s'il n'était pas élu il agirait avec toutes ses forces pendant les mois qu'il resterait à la tête du gouvernement de la République pour adopter une politique très rigoureuse et s'il était réellu il mettrait fin définitivement à une pareille situation. Heureusement, Wilson fut réélu et toute la presse de New-York, même la *Tribune* qui était le plus ferme soutien de Hugues, déclara que Wilson était l'homme le plus populaire de la nation, plus fort que son parti même, l'homme avec lequel il fallait compter, à cause de son empire sur l'imagination populaire et de l'adhésion du pays à tous ses actes. Wilson avait pris la précaution de repousser au cours de

la campagne électorale l'appui des Germano-Américains, les considérant comme les représentants d'une volonté étrangère, conformément aux principes qu'il avait toujours défendus, condamnant les procédés des Allemands comme contraires aux droits de l'homme, tout en maintenant son pays en dehors du conflit au nom de la neutralité, qui lui donnait le droit de permettre à ses compatriotes l'exportation des armes et des munitions aux pays belligérants. S'il n'était pas plus énergique pour traduire en faits ses menaces de rupture, c'était parce qu'il ne se croyait pas tout à fait sûr de l'approbation de la majorité du peuple américain. Ce n'est qu'après sa réélection à la présidence qu'il s'était assuré de posséder la confiance complète de la majorité de ses concitoyens dans sa sagesse et sa probité. En conséquence il agira en conformité de la mission qui lui a été nouvellement confiée pour défendre les droits et les intérêts de l'humanité, en même temps que ceux de son pays.

C'est ainsi que le premier acte par lequel Wilson inaugura sa réélection fut de notifier au cabinet de Berlin que les déportations belges avaient produit un effet désastreux sur l'opinion générale des Etats-Unis et sur celle de tous les pays neutres, rappelant à la Chancellerie impériale qu'elle avait affirmé, au mois de juin dernier à l'occasion des protestations du cabinet de Washington contre les déportations de Lille, de Roubaix et de Tourcoing, qu'elle ne recourrait plus à des

mesures semblables. Le gouvernement de Washington estimait que le moment était venu de protester contre de nouvelles violations des conventions internationales qu'il avait contresignées.

La Hollande suivit l'exemple des Etats-Unis. Son gouvernement rappela à son tour à l'Allemagne les principes codifiés dans des actes solennels signés dans sa capitale par toutes les puissances européennes. La conscience des neutres s'est enhardie pour protester officiellement à Berlin contre ces attentats monstrueux à la liberté des peuples. La révolte des consciences contre la barbarie germanique s'accentua partout ; mais l'Allemagne loin d'en tenir compte continua à poursuivre les déportations en Belgique, joignant ainsi l'hypocrisie à la criminalité et à la brutalité. On commença par priver la Belgique de tous ses moyens industriels, on saisit toutes ses machines de même que ses outils, puis on s'empara des métaux et objets métalliques, rendant ainsi inutilisables les machines dégarnies. En même temps on mit la main sur les stocks de laine, de coton, de lin, de cuir, de caoutchouc, de graisses, d'essence, d'huile et de benzine.

Les industries, étant dans l'impossibilité de travailler, furent obligées de fermer leurs portes et de réduire au chômage plus de huit cent mille ouvriers, lesquels, selon le journal *Le Bund* (journal officiel de Berne) furent obligés de travailler d'abord dans les arsenaux et dans les chemins de fer militaires ; comme un grand

nombre de ces ouvriers se sont refusés à travailler, on les déporta en masse en Allemagne où le travail leur fut imposé par la force. La protestation des neutres contre cet acte barbare et inhumain trouva un écho dans tous les pays civilisés, surtout aux Etats-Unis, dont le gouvernement accusait l'Allemagne de cruauté et de barbarie ainsi que de mépris des principes de pratique internationale acceptés par tous les pays civilisés ; mais pour l'Allemagne, selon la déclaration du chancelier impérial au parlement allemand la nécessité ne connaît pas de loi ni de traité, ni de parole donnée. La Hollande de son côté reprochait à l'Allemagne d'avoir maltraité les réfugiés belges aux Pays-Bas qui étaient rentrés dans leur pays sur l'assurance donnée par le gouvernement allemand qu'ils ne seraient pas molestés s'ils retournaient chez eux. De même, les enquêtes du gouvernement suisse aboutissant à une protestation contre le rétablissement de l'esclavage antique produisirent une impression analogue. Malheureusement, toutes ces plaintes légitimes élevées au nom de l'humanité étaient accueillies avec dédain par la Chancellerie impériale. On annonçait même que 50 mille Belges allaient augmenter le nombre des travailleurs en Allemagne, et pendant ce temps-là l'amiral Von Capelle confirmait à Kiel que l'amirauté avait résolu d'intensifier la guerre sous-marine, de poursuivre la destruction de tous les bateaux marchands faisant le commerce avec les Alliés et que dans ce but elle avait

construit des unités sous-marines plus grandes et mieux armées.

En face de cette politique tortueuse et mensongère du gouvernement impérial, le président Wilson changea de tactique le 20 décembre 1916. Il envoya une note aux puissances belligérantes, « leur demandant de faire « connaître leur but de guerre et leurs conditions de « paix. Une telle démarche devait permettre, s'il était « possible, de mettre fin à la guerre, mais il avait eu « soin d'ajouter, qu'en posant cette question il n'offrait « pas la paix ni même une médiation. Il désirait sim- « plement porter la lumière sur un problème assez « obscur. M. Bethmann-Hollweg, dit-il, parle de la « paix à peu près de la même façon que les premiers « ministres de l'Entente ; il veut comme eux assurer les « droits des petits peuples ; donc la paix doit être pos- « sible. De plus, dit-il, le gouvernement et le peuple « des Etats-Unis sont intéressés d'une manière aussi « vive et aussi directe que les gouvernements actuel- « lement en guerre, pour assurer la paix future du « monde, ils sont prêts et même impatients de coo- « pérer à l'accomplissement de ces fins avec toute l'in- « fluence et les ressources dont ils disposent ».

Puis le conseil fédéral suisse publia une déclaration faisant savoir qu'il s'associait à l'initiative du président des Etats-Unis. Il est tout naturel que le président Wilson et le conseil fédéral suisse aient saisi l'occasion de la déclaration de Bethmann-Hollweg en

faveur de la paix et du respect des petits peuples, pour faire leurs premières démarches dans la voie de la paix européenne. De prime abord il est incompréhensible comment un penseur et un juriste aussi distingué que M. Wilson, après avoir été dupé plusieurs fois par la mauvaise foi et le manque de sens moral de la chancellerie allemande qui a toujours manqué à ses promesses, ait pu faire crédit à la déclaration de Bethmann-Hollweg qui considère les traités internationaux comme des chiffons de papier et la nécessité comme supérieure à toutes les lois et à tous les droits humains, d'autant plus que la conduite de l'Allemagne en Belgique et en France donnait un démenti complet à la parole pacifiste du chancelier allemand. Mais les événements n'ont pas tardé à prouver que la note de Wilson n'avait d'autre but que de démasquer la fausseté de la diplomatie allemande et de démontrer le manque de cohésion de la politique contradictoire des empires centraux.

En effet, l'agitation et le désarroi produits par la note de Wilson dans la presse austro-allemande en est la preuve ; les uns la considéraient comme un piège et les autres comme un effort fécond en faveur de la paix. Toutefois les uns et les autres paraissaient d'accord en ce qu'il ne fallait pas répondre à la question posée et que l'Allemagne devait garder pour elle les secrets de ses buts de guerre, ce qui équivalait à dire que l'Allemagne ne voulait pas faire connaître ses buts de guerre,

parce qu'elle se condamnerait en les portant à la connaissance du public. Cependant, la chancellerie allemande répondit au président Wilson ; mais sa réponse se bornait à répéter la proposition de Bethmann-Hollweg qui invitait les alliés à une conférence dans une capitale neutre pour causer sur les conditions de la paix sans faire aucune indication sur la base à établir comme point de départ, et elle n'apportait aucune lumière ni sur les buts de la guerre de l'Allemagne ni sur ses idées relatives à l'organisation de l'Europe. C'est ainsi que la réponse allemande était plutôt d'un caractère négatif, car elle semblait ignorer la note américaine.

En échange, la réponse des puissances de l'Entente portait sur tous les points soulevés dans la note du président Wilson. Elle commençait par constater que c'était l'Allemagne qui avait voulu la guerre. Elle l'avait préparée, préméditée et provoquée. C'est elle qui avait envahi la Belgique sans la moindre provocation, alors qu'elle prétendait rejeter sur les alliés la responsabilité de la guerre et se proclamait victorieuse. Par cette double atteinte à la vérité elle frappait de stérilité toute tentative de négociation. D'un autre côté, au lieu de répondre nettement à la demande de M. Wilson sur ses buts de guerre, elle prétendait engager avec les puissances de l'Entente des négociations, tandis que ceux-ci à l'envers de l'Allemagne déclaraient ouvertement dans leur réponse à la note de M. Wilson

leurs buts de guerre dans les termes suivants : « Pour « l'avenir, les ruines causées par l'invasion allemande « en Belgique et en France, les attentats innombrables « commis par l'Allemagne et ses alliés contre les alliés « de l'Entente et les neutres exigent des sanctions, des « réparations et des garanties. Mettre l'Allemagne hors « d'état de recommencer, donner à la paix européenne une « base soustraite au militarisme prussien. » Le dernier paragraphe de la réponse de l'Entente était consacré à la Belgique. « Ce n'est pas sur la parole de l'Allemagne « que la paix, rompue par elle, peut être fondée. Qu'il « s'agisse des Belges invoquant un accord solennel « garantissant leur neutralité ou des autres pays reven- « diquant leurs droits naturels à l'indépendance, les « garanties de l'Avenir ne peuvent être confiées à l'arbi- « traire de ceux qui ont renié leur engagement, violé « les contrats internationaux et méconnu les principes « qui sont les fondements de la civilisation.

Le président Wilson, après avoir lu attentivement les réponses à sa note des deux groupes de belligérants et après avoir bien médité sur la signification de la réponse claire et précise de l'Entente relative à ses buts de guerre et sur le silence gardé à ce sujet dans sa réponse par la chancellerie allemande, se rendit bien compte de la fourberie et de la mauvaise foi de Bethmann-Hollweg lorsqu'il avait parlé de la paix future. Cependant, le président Wilson, animé de sentiments humanitaires, ne voulut pas encore renoncer à

son idéal, de trouver un terrain d'entente pour mettre fin à la guerre. Dans ce but il eut recours à un procédé nouveau pour tâcher d'amener l'Allemagne à parler. Il adressa un message au Sénat, non pas pour lui exposer les conditions de paix, mais pour lui faire part de ses vues destinées à rendre impossible le retour d'une semblable catastrophe. Dans des termes d'une rare élévation d'esprit il développa la charte pacifique de l'humanité de demain pour garantir la paix et la justice dans le monde, qu'il désirait faire approuver par l'adhésion formelle et solennelle du peuple américain à une ligue des nations pour la paix qui garantirait les intérêts de l'humanité, de même que ceux des nations engagées dans la guerre ; car une convention d'une paix coopérative qui ne comprendrait pas les peuples du nouveau monde, ne saurait suffire à assurer l'avenir contre une nouvelle guerre.

« La paix ne peut être durable sans qu'une force « soit créée qui garantisse la permanence des accords « entre les belligérants d'aujourd'hui, une force supé- « rieure à celle de toute nation engagée actuellement « dans la guerre et de toute alliance formée jusqu'à « présent. De plus il faudra qu'elle soit basée sur le « principe d'égalité des droits de toutes les nations, « sans impliquer une différence entre grande et petite, « forte et faible ; car l'humanité aspire maintenant à « une libre existence et ne recherche pas l'équilibre pro- « portionnel d'après la puissance matérielle de cha-

« cune ». Finalement M. Wilson établit une condition indispensable pour la stabilité de la paix, c'est la reconnaissance, de la part des gouvernants, du principe que les gouvernements reçoivent leur pouvoir du consentement des peuples gouvernés et qu'il n'existe aucun droit de transférer les peuples de potentat à potentat comme s'il s'agissait d'une propriété acquise. Wilson, dans son désir ardent d'arriver à une paix durable entre toutes les nations civilisées, proposait que les diverses nations adoptassent d'un commun accord comme la doctrine du monde, la doctrine de Monroë, d'après laquelle aucune nation n'a le droit de chercher à imposer sa politique à une autre, chaque pays étant libre de choisir sa manière propre de vivre et de s'acheminer vers son épanouissement.

* * *

Si on lit attentivement le message de Wilson adressé au Sénat dont nous venons de donner un aperçu, on ne peut s'empêcher de se demander quel but a poursuivi le président par son message en faveur de la conclusion de la paix, car aucune des nations belligérantes n'aurait été disposée à l'accepter ; on ne saurait en effet concevoir que l'Allemagne qui avait violé sciemment le traité garantissant la neutralité de la Belgique, qui avait commis des attentats innombrables contre les droits de l'homme et les droits des peuples ainsi

que contre la vie et l'honneur de la famille de la population civile des pays occupés, souscrivit de bon gré à la conclusion d'une paix dans les conditions exposées par Wilson, alors qu'elle se croyait victorieuse. Quant aux nations de l'Entente, elles auraient bien été disposées à s'associer au programme de Wilson, mais elles exigeaient avant tout la réparation des pertes matérielles éprouvées, ainsi que des sanctions pour les crimes commis et des garanties pour l'avenir.

M. Wilson par son message dirigé au Sénat, qui l'approuva à l'unanimité, s'est proposé : *premièrement* d'obtenir la condamnation de la politique des empires centraux par les plus hauts représentants du peuple américain ; *deuxièmement* il songeait à utiliser au moment opportun les principes de haute valeur morale sanctionnés par le Sénat, comme piédestal pour entrer en scène sur le grand théâtre de la guerre ; *troisièmement* il tenait à faire connaître aux belligérants, comme chef d'un grand Etat moderne qu'une paix en Europe ne pourrait jamais être durable sans le concours et le consentement des peuples du nouveau monde. Quoi qu'il en soit, le message du président Wilson produisit beaucoup de mauvaise humeur dans le camp des puissances centrales; mais ce qui les a le plus irritées c'est de voir que Wilson s'est déclaré satisfait de la réponse des Alliés, alors qu'il ne mentionnait pas même les offres de paix allemandes. Il n'y a pas de doute que Wilson, connaissant par expérience le manque de sincérité de la

Chancellerie impériale, comprît bien l'impossibilité où elle se trouvait d'opposer ses propres conditions de paix à celles énoncées sans hésitation par les Alliés de l'Entente. Les journaux allemands reprochaient même à Wilson sa partialité envers les alliés et rappelaient les jugements sévères rendus contre les consuls et vice-consuls allemands à San Francisco, reconnus coupables d'avoir comploté avec leurs compatriotes pour amener la destruction d'usines de munitions et d'avoir commis des attentats non moins criminels contre les personnes. Du reste, le contraste entre la mentalité allemande et celle du peuple américain était tellement grand qu'une entente entre les deux peuples était impossible, l'un considérant la force comme créatrice du droit et l'autre considérant le droit supérieur à la force. Il est donc tout naturel que les gouvernements austro-allemands se soient refusés à reconnaître les principes établis dans le message du président Wilson au Sénat, d'après lesquels les peuples soumis à la domination de l'Autriche et de la Prusse auraient la liberté de s'y soustraire et de choisir un gouvernement à leur gré et que la Pologne, de même que la Bohême et la Croatie, auraient le droit de se libérer des serres de l'aigle prussien et de l'aigle autrichien. Il en résulta que la chancellerie allemande, ayant vu frustré son espoir d'obtenir une paix pendant son occupation de la Belgique et du Nord-est de la France, décida la continuation de la guerre sous-marine à outrance, croyant qu'en l'organisant sur une échelle

plus vaste, avec un plus grand nombre d'unités, elle aurait plus de chances de succès. Et pour frapper davantage l'opinion anglaise elle ne ménageait pas même les navires-hôpitaux ; elle comptait beaucoup, comme toujours, sur l'effet de l'intimidation poussée au plus haut degré. En effet, la chancellerie impériale donna avis aux neutres de son projet de renouveler la guerre sous-marine d'une manière plus intense qu'auparavant mais elle permettrait de faire naviguer leurs bateaux de passagers à jour fixe, d'après un itinéraire strictement déterminé, avec les signes apparents de leur soumission et sous la garantie de leur gouvernement respectif, que toutes ces conditions seraient rigoureusement observées. Le fait que l'Empereur, Hindenburg et le chancelier se sont ralliés à cette politique fit croire à la presse allemande modérée et aux gens les plus timorés du pays que le haut commandement avait bien prévu et pesé toutes les éventualités et qu'il disposait de moyens efficaces pour tenir tête à un assaut général si l'Amérique se rangeait à côté de ses ennemis.

CHAPITRE XXVII

L'ENTRÉE DES ÉTATS-UNIS EN GUERRE CONTRE L'ALLEMAGNE EN 1917 APRÈS L'ECHEC DE QUINZE MOIS DE NÉGOCIATIONS DIPLOMATIQUES

Aussitôt que la décision du gouvernement impérial fut connue à Washington, le ministre des Affaires étrangères informa le gouvernement de Berlin que pour chaque bateau américain qui serait détruit par un sous-marin, un des navires allemands internés serait saisi. En même temps, les autorités maritimes de New-York et des autres ports où les bateaux allemands étaient internés, firent inspecter ces derniers et installer à leur bord des détachements de police, chargés de les surveiller. Le même jour, à savoir, le 4 février 1917, le président Wilson s'est présenté au Sénat afin d'annoncer lui-même à la haute Assemblée la rupture diplomatique avec l'Allemagne et d'exposer les motifs de cette détermination, ayant ajouté : « Au cas où le gouvernement « ment impérial persisterait malgré la rupture diplo- « matique à mettre à exécution ses projets de guerre

« sous-marine je prendrai la liberté de revenir devant le « congrès pour demander qu'on me donne l'autorisation « d'employer les moyens nécessaires pour protéger nos « marins et nos concitoyens au cours de leurs voyages « légitimes et pacifiques en haute mer. Notre but n'est « autre que défendre les droits incontestables de nos « concitoyens, leur droit à la liberté, à la justice et à la « tranquillité de l'existence. Que Dieu veuille que des « actes d'injustice voulus de la part du gouvernement « allemand ne viennent pas nous obliger à les défendre « par les armes ». En même temps, le conseiller légal de la Présidence se rendit à l'Ambassade allemande et remit leurs passeports au comte Bernstorff et à tout le personnel de l'Ambassade, cependant que M. Gérard, ambassadeur des Etats-Unis à Berlin, et M. Penfield, ambassadeur des Etats-Unis à Vienne recevaient leur ordre de rappel. Aussitôt que la nouvelle de la rupture avec l'Allemagne fut connue du Congrès, un amendement fut introduit à la loi de finances proposant l'émission de 500 millions de dollars des bons du trésor sans intérêt, pour permettre de compléter la préparation militaire et navale. De plus, les croiseurs allemands *Kronprinz Wilhelm* et *Prinz Eitel Friedrich* internés dans les ports américains furent saisis et leurs équipages internés dans les casernes.

Il est incontestable que la décision du gouvernement de Washington appuyée par l'unanimité des votes du Congrès produisit un effet foudroyant sur les divers par-

tis politiques allemands. D'abord, le côté moral, qui équivalait à un verdict, condamnant la politique et les procédés diplomatiques et militaires allemands et affirmant en même temps les droits des neutres à rester à l'abri de la force brutale des belligérants, puis, les avantages matériels que l'intervention directe des Etats-Unis dans le conflit européen devait procurer aux Alliés. En effet, *premièrement*, le fait de la rupture diplomatique contribuerait à rendre plus efficace et plus intense le blocus des Alliés contre l'Allemagne. *Deuxièmement*, la collaboration des bateaux de commerce américains armés avec ceux des alliés constituerait une arme de défense plus active contre les sous-marins. *Troisièmement*, les nombreuses ressources des Etats-Unis, tant en produits alimentaires qu'industriels, tant en matériel de guerre qu'en hommes spécialisés dans les moyens de transport et les connaissances techniques ayant rapport avec la guerre, seraient dorénavant mises avec plus de profusion à la disposition des alliés. *Quatrièmement*, il était à prévoir que la rupture des relations diplomatiques serait le premier pas vers une déclaration de guerre. *Cinquièmement*, l'appel du président Wilson aux nations neutres de l'Amérique du Sud pour les amener à suivre son exemple faisait prévoir que des négociations avec l'Allemagne n'aboutiraient pas au triomphe du droit sur la force si elles n'étaient précédées d'une défaite décisive de celle-ci. Nous tenons à ajouter que ce qui a rendu la rupture diplomatique des Etats-Unis avec

l'Allemagne particulièrement significative et humiliante pour l'orgueil germanique, c'était l'unanimité de l'opinion du peuple américain, les chefs des divers partis politiques du congrès, qui autrefois avaient témoigné une grande sympathie à l'Allemagne, ayant été d'accord pour reconnaître que le président Wilson, obligé de protéger les vies et les biens des Américains a n'importe quel prix,ne pouvait pas agir différemment.

Le Cincinnati Volksblatt, le seul journal de langue allemande aux Etats-Unis, loin de désapprouver la décision du président Wilson, disait que si la guerre éclatait, l'Amérique forte de son droit ferait une guerre de défense. C'était à l'Allemagne à éviter la guerre en renonçant à ses massacres sur mer. En attendant, deux navires américains avaient pris la mer à destination de Bordeaux et annonçaient qu'ils n'avaient à bord ni armes ni munitions ni contrebande de guerre ; qu'ils n'arboraient pas les couleurs que l'Allemagne voulait imposer comme une livrée aux navires qui voudraient se soustraire au torpillage, mais qu'ils porteraient la marque de leur nationalité par les trois lettres U. S. A. peintes sur leurs flancs. L'Allemagne, en échange,continua à annoncer qu'elle ne ferait aucune distinction dans les zones interdites entre les vaisseaux des neutres et ceux de ses ennemis. Cependant, malgré ses bravades, la chancellerie allemande désirant retarder autant que possible la guerre avec les Etats-Unis, donna l'ordre à ses sous-marins d'éviter de rencontrer

des bateaux américains. Nous tenons à mentionner que parmi les peuples neutres qui répondirent à l'appel de Wilson se trouvèrent les Etats Scandinaves, avec cette différence que la Suède n'appréciait pas de la même manière la décision de Wilson que le Danemark et la Norvège. La Suède reprochait au gouvernement de Washington son refus de tenir compte de ses protestations contre les restrictions du blocus des alliés et qualifiait la proposition américaine d'expédient contraire aux principes qui ont guidé jusqu'à présent la politique royale. La Norvège et le Danemark n'ont pas jugé opportun de se solidariser avec le cabinet de Stockholm. Néanmoins, l'union scandinave n'a pas tardé à se reformer et à se mettre d'accord pour réunir un certain nombre de faits et d'arguments qui condamnaient la méthode de destruction des navires neutres que l'Allemagne prétendait substituer au droit de capture. Les trois Etats réclamaient dans leur note collective à l'Allemagne l'application des règlements consacrés par les conventions et les usages. La chancellerie impériale, déconcertée d'abord par la rupture américaine, crut pouvoir renouer les relations par l'intermédiaire du ministre de Suisse à Washington, mais la réponse dédaigneuse qu'elle essuya fit échouer la manœuvre. L'Allemagne se voyant réduite à ses propres forces, jugea nécessaire la continuation de la guerre sous-marine pour entretenir la confiance du peuple allemand dans la victoire prochaine et la conclusion d'une paix

avantageuse, en sorte que le cabinet de Berlin se trouvait entraîné par ses propres rodomontades à une guerre sous-marine à outrance et que les Etats-Unis de leur côté étaient de plus en plus décidés à défendre les principes qu'ils invoquèrent jadis pour la défense de la vie et des intérêts américains. Il en résulta que les alliés renforcèrent le blocus avec l'aide de l'Amérique. En même temps ils prirent contre les sous-marins des mesures efficaces dont les unes avaient pour but de diminuer leur action destructrice et les autres d'en couler un nombre aussi élevé que possible. La première nation ayant suivi l'exemple des Etats-Unis fut le Brésil, le plus puissant des Etats de l'Amérique du Sud. Il commença par une protestation énergique contre la guerre sous-marine et finit par la rupture des relations diplomatiques.

En vue de la persistance de l'Allemagne dans la poursuite des torpillages des navires neutres sans avertissements préalable, le président Wilson se présenta de nouveau au Sénat, ainsi qu'il l'en avait avisé le 4 février 1917 dans son message, et lui demanda les pouvoirs nécessaires pour faire usage de la force armée afin de protéger la vie et les biens des citoyens américains. Le commerce devait pouvoir reprendre son cours normal et ne pas être soumis au bon vouloir de l'Allemagne. Les navires marchands seraient armés avec des canons que leur fournirait le gouvernement.

La marine de guerre américaine pourrait être appe-

lée à protéger les bateaux, les marins et les passagers américains dans leurs voyages pacifiques et légitimes en haute mer. Dans son nouveau message, le Président Wilson témoignait une fois de plus de son vif désir d'éviter la guerre le plus longtemps possible... mais il n'abandonnerait pas les droits les plus essentiels des citoyens américains dont la défense lui incombait. Il était évident que les mesures de protection demandées par lui à la haute assemblée étaient une nouvelle étape sur le chemin conduisant à la guerre avec l'Allemagne ; mais c'était aussi un avertissement à celle-ci que si elle n'en profitait pas pour renoncer sincèrement à ses procédés criminels, elle assumerait une responsabilité très grave pour son avenir. En effet, le ministre de la Marine du Cabinet de Washington publia une note avisant que désormais seraient canonnés par les bateaux de commerce tous les sous-marins allemands dès l'apparition de leur périscope en surface. En même temps, soit le 11 mars, une réunion de hautes personnalités politiques de tous les partis tenue à Washington décida d'appuyer le chef de l'Etat avec toutes les mesures commandées par les intérêts américains et l'honneur du drapeau.

Les journaux allemands se rendant compte de ce que l'armement des navires de commerce signifiait la guerre à bref délai, insinuaient que la responsabilité de cette guerre incombait aux Etats-Unis de même qu'en 1914 elle incomba à la Belgique pour s'être refusée au pas-

sage des troupes allemandes. Une fois de plus, la psychologie allemande était aveuglée par l'orgueil national ; le sentiment de sa supériorité vis-à-vis des autres peuples avait obscurci en Allemagne le sens de la réalité au point de l'entraîner vers l'abîme et l'amener à une déroute définitive après trente-deux mois de guerre et l'épuisement de ses ressources en hommes et en argent. L'Allemagne a été également courte de vue, quant à sa confiance dans l'influence de ses compatriotes habitant l'Amérique, dont les uns appartenaient à la haute finance et les autres étaient des hommes de lettres, quelques-uns, même, professeurs à l'université. Elle regardait, enfin, avec dédain la puissance militaire des Etats-Unis à cause de leur manque de préparation pour une guerre européenne.

La décision du gouvernement américain de défendre les droits des Etats-Unis par les armes ne tarda pas à avoir sa répercussion sur la Chine dont le gouvernement, à l'exemple de l'Amérique, rompit les relations diplomatiques avec l'Allemagne et procéda à la saisie de tous les navires allemands mouillés dans les ports de Shangaï, qui étaient au nombre de soixante environ.

Les Anglais, de leur côté, dans leur expédition militaire en Mésopotamie se sont emparés de Bagdad, ville importante de Turquie d'Asie, centre du commerce avec la Perse, l'Inde, l'Arabie et la Turquie et indirectement avec l'Europe, de manière que le rêve doré de l'Allemagne de centraliser en sa faveur le commerce

de l'Asie au moyen du chemin de fer de Bagdad à Constantinople et la route fluviale du Danube et du Rhin, s'est évanoui, car l'Angleterre ne sera jamais disposée à accorder son retour à la Turquie. Ce qui a surtout aggravé la situation de l'Allemagne, c'est la coïncidence de ce fait avec la rupture diplomatique entre la Chine et l'Allemagne, qui infligea un coup sensible aux projets ambitieux de la chancellerie impériale. Néanmoins celle-ci, aveuglée par l'orgueil et poussée par Tirpitz et les chefs pangermanistes, n'a pas hésité à déclarer la guerre sous-marine à outrance comme une nécessité absolue pour le maintien de l'existence nationale. C'est ainsi qu'au courant du mois de mars, après la rupture diplomatique entre l'Allemagne et les Etats-Unis, trois navires marchands américains ont été coulés, leurs passagers ayant perdu la vie. Alors le président Wilson s'est empressé de convoquer le Congrès pour le 2 avril, en session extraordinaire pour lui faire une communication relative à une grave question politique et internationale. En même temps le gouvernement de Washington prenait toutes les mesures indispensables pour répondre efficacement à toute nouvelle provocation allemande. Cette provocation ne tarda pas à se produire : un vapeur américain, le *Healdton*, se rendant de Philadelphie à Rotterdam, fut torpillé sans avertissement par un sous-marin, qui ne s'est pas occupé du sort de l'équipage réfugié dans les canots ; sept citoyens américains périrent dans cet attentat. Cette

agression préméditée de l'Allemagne était la dernière goutte d'eau qui fit déborder le verre, la guerre étant devenue inévitable même aux yeux des plus pacifistes d'Amérique. En effet, le secrétaire d'Etat américain fit connaître à la commission des affaires extérieures du Sénat les mesures qu'il préparait en vue de la participation des Etats-Unis à la guerre contre l'Allemagne : *premièrement*, la coopération militaire sur terre suivant la méthode de l'Angleterre, *deuxièmement*, la coopération militaire sur mer en mettant la flotte au service de la marine marchande et *troisièmement*, la participation du frêt américain aux transports interalliés. Wilson demanda en même temps au Congrès de Washington le 2 avril de déclarer que l'état de guerre existait entre les Etats-Unis et l'Allemagne et de voter les lois qui assuraient la coopération de l'Union avec les gouvernements de l'Entente. « Notre coopération, dit-il, com-
« prendra la mobilisation de toutes les ressources
« matérielles, l'équipement complet de la flotte, surtout
« dans le but de combattre les sous-marins ; l'addition
« immédiate d'un demi million d'hommes à notre armée
« actuelle. Quant au but de cette guerre, nous nous
« proposons de défendre les principes de la paix et de
« justice du monde contre une puissance égoïste et
« autocratique ». En même temps le président Wilson déplorait cette guerre, « causée par les dirigeants de
« la politique allemande dans un intérêt dynastique
« sans que les peuples germains et autrichiens soient

« consultés. Un concert solide pour une paix sincère « et durable ne peut être maintenu que par des nations « démocratiques et libres. »

Le message de Wilson au Congrès fut approuvé à l'unanimité et en quittant le palais du congrès il fut acclamé frénétiquement par la foule. Nous tenons à mettre en relief une des phrases dont Wilson s'est servi pour qualifier la portée et l'intensité de cette guerre. « Pour la soutenir nous emploierons la force « entière de la nation, nous sacrifierons notre vie, notre « fortune, tout ce que nous possédons, à un tel devoir, « avec la fierté de savoir qu'enfin le jour est arrivé où « l'Amérique peut donner son sang pour les principes « dont elle est née, ainsi que pour le bonheur et la paix « dont elle a pu jouir dans le passé. »

*
* *

Si on réfléchit un peu sur la conformité presque unanime du peuple américain de coopérer avec les alliés dans la guerre contre l'Allemagne et de s'imposer volontairement des sacrifices énormes pour la défense de la liberté, de la justice et des droits de l'humanité, on ne peut pas s'empêcher de se poser cette question : comment expliquer qu'un peuple qui possède d'immenses ressources en matières premières et de nombreux établissements industriels, où les trusts prospèrent, ayant accumulé des richesses colossales pendant les derniers

vingt-cinq ans et où tout le monde travaille ardemment pour augmenter son bien-être matériel; un peuple qui compte en plus dans son milieu plusieurs millions d'émigrés allemands dont les intérêts sont intimement liés aux intérêts nationaux, tant par leur puissance financière et industrielle que par leurs travaux intellectuels, ait accepté à une grande majorité avec enthousiasme le projet de guerre contre l'Allemagne, une guerre qui impliquait non seulement de grands sacrifices en hommes et en argent, mais qui imposait également un renchérissement de la vie et un arrêt du développement de la vie nationale à la suite du service militaire obligatoire qui forçait des millions de jeunes gens et des hommes robustes, autrefois consacrés au travail, à prendre les armes dans une guerre européenne? Il est vrai que le peuple américain est travailleur et entreprenant par habitude et par éducation, qu'il aime la paix et est opposé à la guerre qui trouble la vie nationale; mais il est également attaché par atavisme à la liberté et à la pratique de la justice, car grâce à son origine il s'est formé d'hommes libres et indépendants qui sont venus de tous les côtés de l'Europe, particulièrement de l'Angleterre et de la Hollande, deux pays qui se distinguent par leur amour de la liberté, pour fonder une nouvelle nationalité et un régime de liberté sur le sol américain. C'est ainsi qu'il a lutté et versé son sang pour son indépendance nationale de même que pour l'émancipation des esclaves noirs, ce qui

prouve que le peuple américain n'est pas aussi matérialiste et utilitaire qu'on croit généralement ; il est également capable de défendre un des plus grands idéals de l'humanité, *la liberté et la justice*. Pour nous en convaincre il suffit d'invoquer l'œuvre immortelle de Wilson. Celui-ci qui connaît mieux son pays que tout autre, au point de s'identifier avec lui, a déployé une patience inlassable, au cours de quinze mois de négociations avec l'Allemagne, pour défendre les principes de la justice et les droits de l'homme contre les procédés criminels germaniques, lui ayant adressé des menaces répétées d'une rupture diplomatique pour exercer une pression sur le cabinet de Berlin, afin de le faire désister de ses attentats contre la vie des neutres non combattants. Ce n'est qu'après s'être convaincu de la stérilité de ses efforts pour amener la chancellerie impériale à respecter les traités et les droits humains qu'il s'est présenté devant le Sénat et le Congrès pour leur rendre compte de la gravité de la situation et exposer son opinion sur le devoir qu'avaient les Etats-Unis de rompre leurs relations avec une nation qui avait violé non seulement les droits des citoyens américains mais aussi ceux de l'humanité, et au cas où le gouvernement allemand persisterait dans ses massacres sur mer, de coopérer avec les alliés dans la guerre contre l'Allemagne.

C'est précisément la révolte de la conscience du peuple américain contre la mentalité antihumaine du

militarisme prussien qui a poussé Wilson et le Congrès à adhérer à la cause des alliés. On ne saurait douter que la coopération des Etats-Unis avec les nations démocratiques de l'Europe dans cette guerre mondiale ne constitue le fait historique le plus mémorable de l'époque moderne, car elle prouve d'une manière éclatante que la lutte engagée entre les peuples de l'Entente et les puissances centrales de l'Europe représente la lutte de l'esprit de liberté et du sentiment de la dignité de la personnalité humaine des temps modernes contre l'esprit de conquête et de domination des gouvernements représentant l'absolutisme politique et militaire du moyen âge. Jamais un spectacle plus beau ne s'est offert aux yeux de l'humanité ; jamais la loi du progrès de la raison et du sentiment humain ne s'est affirmée avec plus d'éclat qu'au moment où les chambres des représentants du peuple américain ont voté à une énorme majorité le message du président Wilson se déclarant solidaires de la cause des peuples démocratiques de l'Europe pour la défense des droits et de la liberté des peuples.

Le Brésil, l'Argentine, le Pérou, le Guatémala et l'île de Cuba ont été très impressionnés par le vote du Congrès de Washington approuvant à une majorité écrasante le message de Wilson. Presque tout le nouveau monde était pénétré d'un même sentiment de solidarité humaine et se préparait à combattre l'esprit de domination du militarisme prussien. La conscience universelle pro-

testa contre les procédés criminels des nations de proie. Personne ne doutait que l'entrée des Etats-Unis comme élément actif dans la guerre européenne était appelée à devenir un facteur décisif en faveur du triomphe de la cause des Alliés, car les ressources matérielles de ce pays sont immenses pour ne pas dire inépuisables. Comme pays agricole, commercial et industriel, l'Amérique ne disposait pas d'une armée assez puissante et assez nombreuse pour envoyer de suite en Europe les centaines de mille hommes nécessaires, mais cela n'était qu'une question de temps ; l'Angleterre s'est trouvée dans une situation analogue au commencement de la guerre en 1914, et elle finit par devenir supérieure à l'Allemagne tant par le nombre que par la qualité de ses effectifs de guerre, de même que par ses armements. En attendant, l'Amérique s'est engagée à envoyer en France et en Angleterre ses matières premières : du charbon, de l'acier, des produits usinés, des machines et de la main-d'œuvre et surtout, des vivres. Dans ce but le président Wilson adressa aux fermiers américains un pressant appel. Il s'adressa également aux mineurs, aux fabricants de munitions, aux compagnies de chemins de fer, aux armateurs et aux négociants, leur rappelant que le pays comptait sur leurs bons services. Il insista surtout sur l'importance des constructions navales et la création d'une flotte en bois de 3 millions de tonnes qui devrait servir pour le transport des vivres et du matériel de guerre.

Le gouvernement français crut bien faire en profitant des dispositions bienveillantes du peuple américain à l'égard de la France pour envoyer une mission française de grande envergure aux Etats-Unis dans le but de rendre de plus en plus populaire l'alliance entre les deux grandes républiques. C'est le général Joffre, le vainqueur de la Marne, et M. Viviani, ancien président du conseil,qui furent choisis pour représenter la France. Leur arrivée à Washington donna lieu aux manifestations les plus émouvantes de la part du peuple américain. Cette mission non seulement rappela un passé glorieux, la fondation de l'unité nationale américaine, mais elle affirma aussi la solidarité des aspirations et des sentiments communs aux deux républiques, qui s'étaient donné pour mission de défendre les droits de l'homme et la liberté des peuples. Le gouvernement de Washington de son côté, tint à souligner l'importance qu'il attachait à l'envoi de cette mission. Toutes les corporations politiques et administratives des grands centres de population lui témoignèrent leur admiration pour les sacrifices consentis par la France en faveur de la liberté du monde. C'est précisément ce sentiment de solidarité humaine qui a créé entre les deux nations un lien puissant et sacré.

La question essentielle qui se posait désormais aux chambres américaines était : comment réaliser la formation d'une armée d'un demi million d'hommes bien organisée et pourvue d'un corps suffisant d'officiers aptes à

combattre en France à côté des alliés ? On a proposé deux méthodes qui ont été mises à discussion, celle du volontariat et celle du service obligatoire. La majorité du Sénat s'était prononcée en faveur du service obligatoire, conformément au projet du gouvernement. Ensuite la chambre des députés après une discussion approfondie repoussa le principe du volontariat et vota également à une grande majorité le service obligatoire. Il faut reconnaître que la volonté inébranlable du président Wilson, qui s'inspira de l'exemple de la Grande Bretagne, ainsi que la présence de la mission alliée contribuèrent à faire triompher le principe du service obligatoire. En tous cas, ce vote spontané imposé par la force des circonstances à une nation qui avait toujours joui des bienfaits de la paix, restera la phase la plus brillante de l'histoire des Etats-Unis et constituera la page la plus glorieuse de l'histoire de l'humanité ; car toutes les grandes guerres qui ont eu lieu dans les siècles passés ont eu toujours pour origine et pour but des intérêts matériels et l'ambition démesurée de domination des souverains sur les peuples plus faibles qui n'ont jamais trouvé d'auxiliaires désintéressés venant à leur secours, tandis que dans cette guerre, qui à la suite de la coopération des Etats-Unis est devenue mondiale, ce n'étaient pas les intérêts matériels, ni l'esprit de domination qui ont poussé l'Amérique à prendre une résolution aussi grave que celle de s'imposer des sacrifices en vies humaines et en

perte d'argent et de charger la nation de milliers de mutilés, de veuves et d'orphelins. C'est au nom d'une cause sainte, pour la défense des droits de l'humanité que l'Amérique du Nord, nation pacifique par excellence, s'est décidée à prendre les armes.

CHAPITRE XXVIII

LA DÉFECTION DE LA RUSSIE A LA SUITE DE SA DÉSORGANISATION SOCIALE ET MILITAIRE DUE A L'INFLUENCE PERNICIEUSE DE L'ALLEMAGNE SUR LA COUR ET LES HOMMES D'ÉTAT RUSSES

Nous tenons à attirer l'attention sur le fait que la décision du gouvernement de Washington d'entrer en guerre avec l'Allemagne a coïncidé avec la chute de l'empire autocratique russe et son remplacement par un gouvernement provisoire libéral, ce qui prouve bien que tant que la Russie se trouvait sous la domination absolutiste des Romanoff le gouvernement des Etats-Unis avait hésité à prendre part dans une guerre européenne à côté de la Russie, car il se demandait avec raison ; de quel droit le gouvernement russe invoque-t-il la liberté des peuples alors qu'il ne fait qu'opprimer sans cesse tous les peuples sous sa domination et que le ministère nommé par le Tsar n'est que l'expression d'un gouvernement personnel, la Douma elle-même n'étant que l'ombre d'une représentation populaire,

n'ayant le pouvoir ni le droit d'imposer sa volonté au ministère ?

Malheureusement, le régime libéral qui remplaça le régime autocratique des Romanoff ne tarda pas à succomber à la suite d'un mouvement populaire dirigé par les chefs du parti extrême socialiste appelé les *soviets*, composé d'ouvriers et de soldats appuyés par le gouvernement de Berlin, qui par ses agents à l'étranger s'est mis en rapport avec les anciens révolutionnaires russes émigrés en Suisse, leur offrant toutes les facilités pour rentrer en Russie par la voie de Stockholm, pour y propager leurs doctrines parmi les classes ouvrières et les paysans. Le peuple russe, condamné depuis des siècles au silence, écoutait avec complaisance les discours de ces pacifistes à outrance qui préconisaient la fin immédiate de la guerre et la réconciliation des armées belligérantes. L'Etat-major allemand, de son côté, envoyait dans les lignes russes des émissaires qui sous prétexte de fraterniser avec le peuple russe examinaient l'organisation de la défense et l'emplacement des mitrailleuses. En effet, les machinations et l'espionnage allemands n'ont pas cessé d'exercer une influence pernicieuse sur l'armée russe, d'autant plus qu'ils étaient secondés par le comité des ouvriers et des soldats imbus d'idées chimériques et avides d'une paix prochaine qui ramènerait le bonheur au peuple russe. Au commencement, le gouvernement provisoire sut s'imposer à cette minorité turbulente, qui voulait tout boule-

verser, mais à la longue le comité exécutif des ouvriers et des soldats, appelé *le soviet*, gagna assez de terrain pour engager la lutte ouverte contre le parti révolutionnaire modéré, à la tête duquel se trouvait Kerenski, ancien député de la Douma, grand orateur, pénétré des idéals démocratiques en même temps que défenseur de l'ordre et de la liberté. A ses débuts, il avait groupé dans son ministère des hommes de valeur et dévoués aux intérêts de la Russie et à la cause des Alliés. Malheureusement, malgré son talent et son éloquence il manqua de l'énergie nécessaire pour imposer sa volonté au parti extrémiste du Soviet, qui exigeait la suppression de la peine de mort dans l'armée, ce qui contribua à relâcher la discipline, d'autant plus que les agents allemands avaient travaillé dans le même sens, au point que les soldats ne reconnaissaient plus l'autorité de leurs officiers, qu'ils menaçaient de mort et dont un grand nombre tombèrent, en effet, victimes de leur devoir.

Le général Broussiloff lui-même qui s'était distingué comme commandant supérieur de l'armée par ses victoires éclatantes sur l'armée allemande dut finalement subir une déroute, à cause de la retraite volontaire de plusieurs régiments qui se refusèrent à se battre contre les Allemands. Un autre général de grand prestige, Korniloff, ayant compris le danger de la dissolution de l'armée à la suite du manque d'énergie du gouvernement de Kerenski, décida de marcher à la tête de son armée sur Saint-Pétersbourg, mais fut obligé de

se rendre avec un grand nombre de ses officiers, ayant été accusé de haute trahison envers la patrie. Kerenski s'apercevant un peu trop tard de la gravité de la situation, se décida à convoquer la constituante pour établir un gouvernement légal mais il s'est heurté à une vive opposition du comité des Soviets, qui eut pour conséquence une rupture complète entre les deux partis. Kerensky appuyé par son ministère eut recours à la force des armes et engagea un combat très sérieux avec une partie de l'armée du Nord qui restait fidèle au gouvernement, contre les dissidents. Malheureusement plusieurs régiments de la garnison de Saint-Pétersbourg sur lesquels il comptait, l'ayant trahi, passèrent à l'adversaire, et Kerensky se vit obligé de prendre la fuite.

Dès lors, les chefs du parti extrême appelé les Maximalistes, Lénine et Trotsky se sont emparés du pouvoir et sont devenus les maîtres absolus de la situation. Grâce aux subsides et à l'appui matériel que l'Allemagne leur a fourni, leur premier acte de gouvernement fut un acte de trahison envers les alliés de la Russie, consistant dans la conclusion d'une armistice séparée avec l'Allemagne. Celle-ci en profita pour engager des négociations de paix qui traînèrent en longueur et finirent par être rompues à la suite des exigences de Trotsky qui demandait l'évacuation par les Allemands des territoires russes occupés par eux. Le gouvernement de Berlin voyant l'impossibilité de se mettre d'accord

avec le gouvernement de Saint-Pétersbourg engagea des négociations avec le gouvernement d'Ukraine dans le but de se procurer du blé dans le Sud de la Russie. Mais le gouvernement central de Saint-Pétersbourg n'ayant pas reconnu l'indépendance de la république d'Ukraine protesta contre le traité de paix séparé d'une ancienne province de la Russie et envoya des troupes lesquelles, après un combat très sanglant avec l'armée de la Rada, réussirent à la mettre en déroute et à s'emparer de Kief, la capitale. En même temps Trotsky adressa un manifeste au pays dans lequel il déclara que l'état de guerre avait cessé entre la Russie et les empires centraux et qu'il avait décidé de démobiliser l'armée. C'était plutôt une satisfaction donnée à l'Allemagne pour l'aide prêtée à la réalisation de ses projets. Quant à l'Allemagne, bien que son gouvernement eût compris qu'un traité quelconque conclu avec un gouvernement révolutionnaire, non reconnu par un parlement national ni par une puissance étrangère, manquait de valeur légale, elle en profita pour envoyer ses troupes qui occupaient la Russie au secours de l'armée engagée en France et en Belgique. Maintenant on peut se poser la question : comment se fait-il que dans un empire aussi vaste dont la superficie en Europe seulement est de 5.500.000 kilomètres carrés, et qui possédait en outre la Sibérie, le Turkestan occidental et la Transcaucasie, avec une population de 170 millions d'habitants il n'ait pas surgi des hommes capables et

animés d'un sentiment patriotique assez puissant pour réagir contre les éléments turbulents et exaltés, qui s'étaient proposé de bouleverser l'ordre social et de saper la base de l'unité nationale ? Pour répondre à cette question d'une manière satisfaisante il faudra nous rendre compte d'abord de la situation politique, économique et sociale du peuple russe avant la guerre, puis du caractère de sa dernière révolution et établir ensuite les rapports entre son passé et son présent. Nous nous proposons de consacrer à cette étude les pages suivantes.

II

Il est tout naturel que la déclaration des gouvernements de l'Entente que la guerre contre l'Allemagne avait pour but la défense des droits de l'homme et de celui des peuples à disposer eux-mêmes de leur sort, ait été bien accueillie par le peuple russe qui avait pris les armes pour la défense de la liberté du peuple serbe. Cependant, deux siècles de despotisme politique avaient rendu le peuple russe incapable d'apprécier la valeur morale de la liberté. Il est clair que tout le monde aime à être libre, mais chez un peuple maintenu dans l'abrutissement, les classes aisées aspirent à la liberté pour pouvoir mieux jouir de la vie et les classes ouvrières aspirent à améliorer leur situation matérielle, à gagner davantage tout en travaillant moins et sans y être contraintes, c'est-à-dire

qu'elles ne connaissent que les avantages matériels, mais non la valeur éthique de la liberté. De plus, la situation économique et sociale de la Russie sous l'Empire était tellement compliquée qu'elle ne peut être jugée d'après les données que nous avons de l'évolution des autres peuples d'Europe, car la Russie, tant par ses conditions géographiques et l'immense étendue de son territoire que par l'origine ethnique distincte des habitants des nombreuses provinces constituant l'ancien empire russe, représentait une nation plutôt asiatique qu'européenne. En effet, ce n'est que depuis le règne de Pierre le Grand que la Russie est devenue une puissance européenne, ayant à la suite de la paix du Nystadt, qui mit fin à une guerre victorieuse contre la Suède, acquis la Livonie, l'Esthonie, l'Ingrie et une partie de la Carélie, ainsi que toutes les îles situées près des côtes de ces pays. Pour donner plus de cohérence et d'union à ses sujets, d'origine, de langue et de religion distincte, Pierre le Grand tâcha d'introduire en Russie la culture et les coutumes européennes. Il fonda d'abord dans toutes les grandes villes, des écoles où l'on enseignait l'arithmétique et des connaissances techniques, plus tard il fonda à Saint-Pétersbourg une école nautique et une école de commerce dont les maîtres étaient la plupart des étrangers. Il créa également des manufactures où on enseignait des travaux pratiques aux ouvriers, le soir, après leurs heures de travail. Il prit aussi des mesures pour changer ou sup-

primer les usages orientaux dans la plupart des villes russes, tels que les vêtements flottants, la longue barbe et l'habitude d'enfermer les femmes et de ne les laisser sortir que voilées. A cet effet, il ordonna à ses sujets de se raser, de s'habiller à l'européenne, de supprimer les voiles de leurs femmes. Il demanda aux nobles de conduire leurs femmes aux assemblées où l'on prenait des rafraîchissements et où l'on dansait les danses allemandes. Malheureusement, les femmes russes, ignorantes et timides, se tenaient immobiles, sans mot dire et les hommes ne faisaient que fumer et boire. Pour forcer les nobles à devenir européens, Pierre abandonna Moscou, la vieille capitale russe et en créa une nouvelle à Saint-Pétersbourg, sur la frontière de l'Europe, à demi-peuplée d'étrangers. En effet, bientôt la noblesse russe s'habitua aux usages européens, au point qu'elle a cessé d'être russe, et il arriva qu'au milieu du XVIIIe siècle les gens de bonne famille avaient fini par ne parler que français ou allemand. Pierre était tellement suggestionné par les connaissances et la culture européennes qu'il s'est efforcé d'acquérir des connaissances de tous les métiers possibles. Il se faisait successivement charpentier, soldat, matelot et graveur. Ce qu'il admirait le plus, c'étaient les connaissances techniques, de façon que les étrangers qu'il fit venir en Russie, ce n'étaient ni des savants ni des artistes, mais des ingénieurs et des hommes de métier. C'est ainsi qu'il fonda dans toutes les grandes villes russes,

une école de comptabilité et à Saint-Pétersbourg une académie de marine et finalement une académie des sciences. Les ouvrages qu'il fit traduire furent ceux de géographie et d'économie politique.

Il créa également une armée selon le modèle européen, revêtue d'un uniforme et armée à l'européenne. Il créa une administration et une police calquées sur celles qui étaient en usage en Allemagne. La plupart de ces fonctions portaient même des noms allemands. Pour organiser l'administration, il supprima l'ancienne hiérarchie, abolit le titre de bojar et créa à sa place le tableau d'avancement. Toutes les fonctions civiles furent assimilées à un grade dans l'armée. Il y avait 14 degrés, dont chacun correspondait à un grade. Le chancelier, dans le service civil, étant le plus haut degré, jouissait du rang de feldmaréchal dans l'armée et le registrateur de collège occupait le dernier degré. On avançait d'un degré à l'autre dans le service civil comme dans l'armée. La société russe ressemblait à un régiment où chacun était rangé selon son grade. L'ensemble des hommes pourvus d'un grade s'appelait Tchine. Tout fonctionnaire était noble parce qu'il était au service du Tzar, et tout noble devait occuper une fonction. Quand on voulait honorer un marchand enrichi, un savant, un écrivain ou un médecin, on lui donnait un titre de fonction, tels que conseiller de commerce, conseiller de gouvernement, conseiller de la cour ou conseiller intime, de même qu'en Allemagne

sous l'Empire, Commerzienrath, Regierungsrath, Hofrath, Geheimrath, qui est l'équivalent du titre d'Excellence. Malheureusement, les fonctionnaires dans l'administration russe ayant été toujours mal payés, étaient accessibles à la concussion. On raconte qu'un jour, le Tzar ayant dicté à un procureur général le texte d'une loi punissant la concussion de la peine de mort, le procureur lui fit observer : Votre Majesté veut-elle donc rester toute seule dans l'Etat? De nos jours même, le gouvernement a bien réussi à diminuer la vénalité, mais non à la supprimer. Toutefois, le peuple russe regardait toujours le Tzar comme une institution sacrée comme un père, que la religion ordonne d'aimer et de craindre ; il s'est habitué à obéir au tzar avec amour et crainte comme à un père et à un représentant de Dieu. C'est ainsi que le droit russe n'est basé sur aucun principe ou coutume, il n'est qu'un recueil des Ukases des Tzars.

Les successeurs de Pierre le Grand n'ont fait que suivre son exemple; ils maintenaient sous toutes les formes l'autocratie et favorisaient en même temps les institutions européennes : une capitale européenne (Saint-Pétersbourg), une diplomatie européenne, une armée organisée à l'allemande, un gouvernement central avec des conseils et des bureaux à l'européenne. Des tribunaux avec une procédure à l'européenne, une organisation de police à l'exemple de l'Allemagne et des impôts et des monopoles calqués sur ceux des Etats

européens. Même l'Eglise orthodoxe, la seule institution nationale, était soumise à un collège ecclésiastique, *le Saint Synode* et à un fonctionnaire laïque, le procureur supérieur du Saint Synode, qui proposait les nominations des prélats et les mesures ecclésiastiques. Les Tzars qui ont succédé à Pierre le Grand, jusqu'à nos jours, ont conservé le même régime autocratique et se sont opposés à toute concession de liberté politique, telles que la liberté de presse, de réunion ou d'association; ils refusaient tout contrôle sur les actes des fonctionnaires et toute garantie contre les abus du pouvoir.

La liberté de conscience était limitée à la religion d'Etat, bien que tous les cultes aient été protégés par une autorisation des Tzars ; tous étaient libres de pratiquer leur religion, mais aucun sujet orthodoxe ne pouvait sortir de l'église officielle, étant soumis à des peines très sévères. Le seul tzar qui ait manifesté un esprit plus libéral que ses prédécesseurs fut Alexandre I[er]. Bien qu'il tînt à maintenir l'autocratie dans ses Etats asiatiques, il voulait passer pour un souverain libéral dans ses Etats européens, tels que la Finlande et le royaume de Pologne. Il convient de rappeler que la Finlande, lorsqu'elle passa de la domination suédoise à celle de la Russie, avait conservé pendant de longues années sa Diète formée des quatre Etats, suivant le système suédois. Elle gardait son autonomie complète, ses lois, ses tribunaux, sa monnaie, ses postes et ses

douanes. Le gouvernement civil restait confié d'une part au Sénat, divisé en deux sections, les finances et la justice, et d'autre part aux fonctionnaires indigènes et aux municipalités, c'est-à-dire à la noblesse et à la bourgeoisie suédoise ; le suédois était resté la langue de l'administration, tandis que le peuple des campagnes descendant de l'ancienne population finnoise conservait la langue et les coutumes finnoises. De même, elle conservait comme toutes les provinces baltiques la religion luthérienne.

Quant au royaume de Pologne, créé en 1815 de l'ancien duché de Varsovie, grâce à l'amitié personnelle du tzar Alexandre I[er] pour le prince Czartoriski, il conserva son autonomie, le tzar lui ayant promis de faire de ce royaume un Etat indépendant, uni à la Russie par un lien de protectorat. Il lui accorda la conservation de ses anciennes institutions, son église catholique avec ses dominations et ses privilèges, ses écoles de langue polonaise, sa monnaie, ses postes et ses douanes, son administration nationale et même son armée ; les seuls étrangers étaient le vice-roi et le commissaire impérial. Bien que la liberté constitutionnelle accordée à la Pologne fût très imparfaite, à cette époque où l'Absolutisme régnait en Europe, aucun autre peuple de l'Europe centrale n'avait autant de liberté politique que la Pologne. Néanmoins ce régime hybride finit par devenir impopulaire en Pologne ; il froissait le sentiment libéral des descendants de l'an-

cien royaume de Pologne qui ne se contentaient pas d'une Pologne réduite au grand duché de Varsovie ; ils réclamaient au moins les anciennes provinces de Lithuanie que le Tzar avait laissées en dehors. En outre, les libéraux accusaient de leur côté le gouvernement de violer la Charte de 1815, en destituant les juges inamovibles, en faisant arrêter les membres de la Diète, en soumettant les livres à la censure, en fermant les écoles primaires. La Diète essaya d'avertir le Tzar de l'état anormal de leur situation. Celui-ci repondit que ses sujets devaient avoir une confiance illimitée dans ses principes de moralité chrétienne et si la Pologne ne se montrait pas satisfaite du régime dont elle était gratifiée, elle serait menacée dans son existence. Ce refus ne fit qu'irriter davantage le patriotisme polonais et donna lieu à la formation de sociétés secrètes et à un mouvement révolutionnaire. Ce qui vint encore empirer la situation de la Pologne en 1825, ce fut la mort d'Alexandre et son remplacement par son frère cadet Nicolas Ier, esprit rétrograde et ennemi du libéralisme européen. Son avènement au trône ne mécontenta pas seulement les libéraux polonais, mais aussi les libéraux russes qui, de connivence avec plusieurs officiers de l'armée, se soulevèrent au cri de : Vive Constantin et la Constitution ; mais ce soulèvement fut bientôt maîtrisé et eut pour conséquence une répression féroce, et la mise en vigueur d'un régime absolutiste tant en Russie qu'en Pologne. Ce nouveau régime provoqua la

résistance de tous les Polonais qui, hallucinés par le succès de la Révolution française en 1830, se préparèrent pour la lutte et engagèrent une guerre avec la Russie. L'armée polonaise résista au commencement vigoureusement en cinq batailles ; mais l'armée russe, ayant été renforcée, remporta finalement la victoire sur ce petit peuple, et Varsovie bombardée et assiégée fut forcée de capituler.

Par la suite, la Pologne resta sous la dictature militaire. Le tzar lui enleva son indépendance par un Oukase ainsi conçu : « La Pologne fera désormais partie de l'empire russe, formant avec elle une seule nation ». En effet, depuis lors la Pologne était régie par un gouverneur russe et des fonctionnaires russes. L'université de Varsovie fut supprimée et une grande partie des établissements d'instruction de langue polonaise furent fermés. Nicolas Ier, non seulement se distingua comme ennemi du régime libéral, mais il avait également en horreur toutes les institutions européennes. « Orthodoxe convaincu, dit M. Seignobos, Nicolas considéra comme un devoir religieux d'écarter de la Sainte Russie les idées hérétiques de l'Occident. » Il s'est dévoué à l'œuvre de reconstituer la vieille Russie orthodoxe. On persécutait les catholiques en Pologne, on fermait les églises et les couvents sous des prétextes légaux et on tâchait de russifier les anciennes provinces polonaises. Heureusement, sous son règne la Russie fut vaincue en 1855 dans la guerre de Crimée)

par les Occidentaux, que Nicolas avait tant méprisés. Désespéré de cette déroute, il mourut de chagrin dans la même année et son régime s'écroula avec lui, car son successeur Alexandre II, en face de l'opinion publique qui surgit à la suite de cette malheureuse guerre, et se manifesta par la voie de la presse, annonça l'intention d'introduire des réformes. En effet, il commença par rappeler une partie des proscrits en Sibérie, il atténua les rigueurs de la censure et permit à ses sujets de voyager et de séjourner à l'étranger ; il prépara aussi l'émancipation des serfs, mais l'acte le plus important de son règne fut la réforme de la propriété agraire consistant dans le rachat par les paysans aux seigneurs, de leurs maisons avec des jardins et une étendue de terre suffisante pour vivre. L'Etat avança les quatre cinquièmes de la somme aux paysans sous forme des bons d'indemnité payés aux nobles, et que les paysans devaient rembourser à l'Etat au moyen d'une annuité de 6 % pendant quarante-neuf ans. Alexandre eut aussi le mérite d'introduire des réformes dans l'administration et dans l'ordre judiciaire en les séparant l'un de l'autre. L'enseignement fut réorganisé à l'européenne. L'armée fut réformée sur le modèle prussien avec le service militaire obligatoire.

Après l'introduction des réformes libérales en Russie, les Polonais attendaient également un changement de régime dans leur pays et le retour à leur indépendance d'autrefois, mais Alexandre II s'est refusé à oc-

troyer l'autonomie à la Pologne. Il disait aux députés de la noblesse : « Point de rêveries. Soyez unis à la Russie et abandonnez vos rêves d'indépendance. » Alors les manifestations patriotiques redoublèrent et la société agronomique envoya au Tzar une adresse pour réclamer des institutions émanées de l'esprit national, de ses traditions, et de son histoire. Les électeurs des assemblées provinciales de leur côté se refusèrent à voter, réclamant une représentation élue, avec libre discussion. Alexandre nomma alors vice-roi le grand-duc Constantin, ami des libéraux, qui adressa une proclamation au peuple polonais énumérant les réformes à opérer. En réponse à cette proclamation, une réunion de la noblesse déclara ne pouvoir soutenir le gouvernement que s'il était national et ajouta que toutes les provinces de l'ancienne patrie polonaise, étaient unies par une législation libérale. De son côté la noblesse de Podolie et de Lithuanie vota des adresses pour demander la réunion de ces provinces à la Pologne. En raison de l'intransigeance des provinces de l'ancien royaume de Pologne, Alexandre dicta des mesures draconiennes contre tous ceux qui se rendaient suspects d'une aspiration nationale. C'était surtout la jeunesse des grandes villes qui fut surveillée et devint un objet de persécution de la part de la police qui se trouvait sous les ordres du gouvernement militaire de Varsovie. Les jeunes gens désignés furent arrêtés pendant la nuit et enfermés dans la citadelle ; mais la plupart

prévenus à temps s'étaient enfuis dans les bois et livraient de petits combats, apparaissant et disparaissant brusquement. Le comité révolutionnaire central de Varsovie demeuré secret, imprimait et affichait des proclamations, donnait des ordres et levait des contributions, se comportant comme un gouvernement normal, et les Polonais lui obéissaient sans que la police russe parvînt à le découvrir. D'autres comités analogues s'étaient formés en Lithuanie, en Volhinie, en Podolie et en Ukraine. Le gouvernement secret de Varsovie finit par publier des journaux, donner des ordres officiels marqués d'un sceau, défendre de payer les impôts aux Russes, d'accepter l'amnistie partielle, de visiter les théâtres et de chanter dans les églises. Il ordonna de prendre le deuil. Il établit un emprunt forcé et une contribution, et tout le monde lui obéit.

Trois fois les gouvernements européens firent des démarches collectives en faveur de la Pologne, mais le gouvernement russe se refusa à en tenir compte. Les Polonais se voyant abandonnés à leurs propres forces ne purent résister indéfiniment aux armées russes et finirent par succomber devant la supériorité de l'ennemi. Alors la répression prit un caractère féroce de vengeance ; Mourawiev nommé gouverneur général de Varsovie écrasa systématiquement l'Aristocratie polonaise ; il distribua les biens des nobles insurgés aux paysans et créa des corps d'armée de paysans qu'il envoya à la poursuite des insurgés, leur promettant

une prime par prisonnier. Tous les insurgés pris en armes furent exécutés dans les vingt-quatre heures et il était interdit aux familles de porter le deuil. Ordre fut donnée aux propriétaires de rester dans leurs domaines et ils furent rendus responsables de tout acte insurrectionnel sur leur terre. Une fois le soulèvement écrasé, Mourawiev déclara la langue russe obligatoire dans toutes les branches de l'administration. Il interdit la langue polonaise dans les établissements d'instruction publique et même dans la vie privée. Les patriotes polonais suspects de sympathie pour l'insurrection furent déportés en Sibérie. Une commission investie de pouvoirs absolus fut chargée de réorganiser la Pologne comme un pays russe, la divisant en dix gouvernements et quatre-vingt-huit districts. La langue russe fut déclarée seule officielle de l'enseignement à l'université de Varsovie, de même que dans les collèges secondaires et dans les écoles primaires, ainsi que dans tous les actes de l'administration, dans ceux de la justice et dans les affaires de l'église. Le concordat avec le pape fut aboli et l'administration de l'Eglise catholique fut remise au collège ecclésiastique de Saint-Pétersbourg.

Pour détruire le pouvoir des nobles dans les campagnes, le gouvernement russe décida une réforme agraire radicale. Les paysans des domaines de la couronne, du clergé et des nobles furent déclarés propriétaires de leurs maisons, leur bétail et leurs terres dont

ils n'étaient que des tenanciers et l'Etat indemnisa les anciens propriétaires par une annuité de 5 0/0 pendant quarante-neuf ans. C'est ainsi que la Pologne est restée sous le régime d'un état de siège, administrée sous contrôle par les généraux et fonctionnaires russes. Ce régime autocratique donna lieu à beaucoup d'abus et exerça une influence déplorable sur les dispositions libérales mises en vigueur par Alexandre II en Russie. Les fonctionnaires chargés de l'exécution des règlements en faveur de l'émancipation des Serfs se sont entendus avec les patrons pour retarder les opérations du rachat et pour fixer les chiffres de l'indemnité de rachat d'une manière préjudiciable aux paysans.

Le régime d'absolutisme à outrance inauguré par Nicolas Ier et continué par Alexandre II provoqua un mouvement révolutionnaire sur le territoire russe même, au point qu'un comité central secret publia une proclamation contre la famille impériale en même temps que plusieurs incendies éclataient à Saint-Pétersbourg. Alors le gouvernement fit fermer les cercles libéraux, suspendre un grand nombre de journaux et mettre en prison quelques écrivains démocrates. Les procès politiques se multiplièrent et les accusés furent jugés secrètement par un commission spéciale, sans la moindre garantie pour l'accusé, au point que les familles ignoraient même le sort de l'accusé et l'endroit où il était interné. L'enseignement fut mis sous la direction d'un ministre absolutiste qui bouleversa

les études secondaires et universitaires et nomma des inspecteurs pour surveiller les étudiants suspects de pensées libérales.

Il en résulta que le nombre des mécontents augmentait de jour en jour dans toutes les classes sociales ; conscients de leur impuissance pour réagir contre un régime aussi sauvage qui méprisait les droits et les sentiments humains, ils eurent recours à des moyens extrêmes , les uns émigrèrent en des pays plus libres et plus civilisés où ils se mettaient en rapports avec les socialistes et pour une grande partie adoptaient leurs doctrines et les autres qui étaient restés chez eux se consacrèrent à la propagande des idées révolutionnaires en Russie même, dans le but de détruire le régime absolutiste et les personnes qui le représentaient, opposant à la terreur gouvernementale la terreur révolutionnaire ; c'est ainsi qu'une société secrète s'est formée à Saint-Pétersbourg, dirigée par un comité occulte, qui décidait et préparait des attentats contre les autorités supérieures surtout contre les espions de police. Le chef de la police politique secrète fut poignardé en plein jour et plusieurs autres subirent le même sort. Les terroristes décidèrent alors de tuer le Tzar. En effet il y eut quatre attentats contre lui, un coup de feu, une mine sur la voie de chemin de fer où devait passer le train impérial ; une explosion de dynamite dans le palais d'hiver, enfin le dernier fut une bombe jetée contre la voiture du Tzar en mars 1881 qui

lui causa la mort. Le comité terroriste exécutif fit alors savoir que la sentence de mort contre le Tzar avait déjà été prononcée le 9 septembre 1879 et menaça en même temps son successeur Alexandre III s'il ne donnait pas à la Russie une constitution libérale.

Alexandre, loin de se laisser intimider, persévéra dans le même régime absolutiste, car tant par son éducation que par son entourage il était ennemi déclaré des idées libérales et comme orthodoxe nationaliste et absolutiste il s'était entouré de conseillers réactionnaires au plus haut degré tels que Karkoff, chef du parti nationaliste, Pobiédonotzeff, le procureur du Saint Synode et le général Ignatieff. Dans un manifeste qu'il adressa à la nation, il proclama sa foi dans la force et la vérité du pouvoir autocratique et déclara qu'il était décidé à le défendre contre toute attaque, de même que son aïeul Nicolas.

Alors les terroristes redoublèrent leurs attentats contre les autorités, mais la plupart manquèrent leur but. La police surveillait avec plus de rigueur qu'auparavant les sociétés secrètes et les assemblées locales, de même que les établissements d'instruction publique, la presse et les livres ainsi que les journaux étrangers. Dans les Universités, les professeurs suspects de libéralisme furent destitués ou déplacés, de manière que l'opposition ne pouvait plus se manifester sous aucune forme légale, ce qui n'a pas empêché les journaux étrangers d'être renseignés par des agents diploma-

tiques accrédités en Russie sur la découverte des complots, d'imprimeries secrètes et des proclamations lancées par les révolutionnaires. L'intransigeance du gouvernement sous le règne d'Alexandre III s'étendait également au domaine religieux; les fonctionnaires exerçaient toute sorte de pression sur les paysans luthériens des pays baltiques et les paysans catholiques des pays polonais, dans le but de les convertir à l'orthodoxie. Le parti orthodoxe devenu tout puissant tâcha d'entraîner le tzar dans la lutte contre les langues et les religions étrangères. En 1885 ordre fut donné aux trois gouvernements baltiques de rédiger leur correspondance en langue russe. Les conseils municipaux des villes de Riga et Reval refusèrent d'obtempérer. En même temps commençait la lutte contre la religion luthérienne. A la protestation du clergé luthérien, Pobiedinotzeff répondit : « Le premier devoir de la Russie est de protéger la foi orthodoxe. La Russie ne peut pas permettre aux autres religions de tenter ses fils orthodoxes. » Ordre fut donné de n'employer que le russe dans tous les actes publics de même que dans le domaine judiciaire et administratifs ainsi que dans l'enséignement. L'université de Dorpat, centre de la vie intellectuelle des provinces baltiques, fut russifiée. Le grand duché de Finlande fut le dernier pays atteint par la russification. Toutefois la Diète de 1891 réclama énergiquement contre cette politique et le Tzar laissa à la Finlande son autonomie. Son successeur Nicolas II

à son avènement au trône en 1894 déclara plusieurs fois vouloir continuer la politique de son père et maintenir l'autocratie. En effet, rien ne changea sous son gouvernement, au contraire, il prit toutes les mesures pour supprimer l'autonomie de Finlande et la russifier sous tous les rapports. Malgré l'alliance franco-russe et l'entente cordiale avec l'Angleterre, Nicolas II resta autocrate, de même que son père, croyant que ses ordres étaient suffisants pour mettre la Russie à l'abri de la contagion mentale des idées de la civilisation européenne ; mais malgré son orgueil et sa toute puissance il resta esclave des circonstances. C'est ainsi que le cours du rouble ayant subi une forte dépréciation, la Russie eut besoin d'or pour améliorer son change ; elle se vit alors obligée de faire des emprunts en France, qui en échange exigea l'établissement d'industries en Russie, et étant donné que l'ouvrier russe manquait d'instruction et de connaissances techniques, les industriels français se virent forcés de faire venir de France un certain nombre d'ouvriers pour instruire les ouvriers russes. C'est précisément par le contact prolongé entre les ouvriers français et russes que les idées de liberté et de fraternité entre les hommes se sont introduites et propagées en Russie. En effet, la révolution russe survenue après la guerre désastreuse contre le Japon, était l'œuvre des intellectuels et des ouvriers russes. Bien que la révolution ait été vaincue, le mouvement des idées libérales n'a pas cessé d'avan-

cer à travers les régions les plus éloignées de la Russie grâce à la multiplication des chemins de fer et des communications fluviales. Ce mouvement s'est accentué encore davantage après que le gouvernement de Saint-Pétersbourg se fut engagé à faire la guerre à l'Allemagne et à l'Autriche à côté de la France et de l'Angleterre au nom de la liberté des peuples, au point que le Tzar Nicolas II, qui autrefois avait refusé de donner l'autonomie politique à la Pologne et même l'autonomie administrative à la municipalité de Varsovie, crut faire un acte politique important en faveur de la cause des alliés en déclarant officiellement qu'il allait rétablir dans toute son intégrité l'ancien royaume de Pologne après la fin de la guerre.

De ce qui précède il résulte :

Premièrement. — Que tous les Tzars depuis Pierre le Grand jusqu'à Nicolas II ont maintenu le principe de l'autocratie dans toute sa vigueur, se considérant maîtres absolus de la vie et des biens de leurs sujets, et leur refusaient tout droit à la liberté politique et civile ;

Secondement. — Qu'après avoir conquis par la force brutale les provinces baltiques et participé à l'assassinat de la Pologne par la Prusse et l'Autriche, les tzars ont profité de toutes les circonstances pour supprimer l'autonomie de ces pays et les russifier, en portant atteinte aux conditions de leur existence nationale, à savoir : la langue et la religion, un héritage sacré

transmis d'une génération à l'autre à travers les siècles ;

Troisièmement. — La guerre mondiale qui pendant quatre ans porta le deuil dans de nombreuses familles et bouleversa les conditions d'existence des grands centres de population devint une cause de mécontentement général avec la circonstance aggravante que l'idée de la patrie n'avait pas de force morale bien profonde dans un pays où les habitants étaient privés des droits civils et politiques et étaient de plus entachés d'ignorance et de superstition. Toutefois, tant que le gouvernement provisoire était dirigé par des personnes sérieuses et dignes de confiance, le pays conservait l'espoir dans une prochaine victoire qui ramènerait l'état normal et la prospérité de la nation ; mais tout changea après le remplacement du gouvernement modéré par les chefs du parti socialiste extrême qui entraîna la désorganisation de l'armée, la rupture de l'équilibre entre les forces conservatrices russes et l'anarchie des sphères intellectuelles du pays, avec la circonstance aggravante que l'anarchie avait gagnée l'armée et la marine grâce à la propagande allemande et à la déclaration du gouvernement que seule la paix pourrait sauver la patrie. Alors les classes laborieuses ayant eu soif de paix et de tranquillité se sont laissé entraîner, malgré le peu de confiance que leur inspiraient les hommes du gouvernement. C'est surtout le manque de sécurité qui rendait hésitant l'esprit des classes aisées de la société. La confiscation des banques officielles et des particuliers avaient mis en

danger le fruit du travail acquis pendant de nombreuses années de labeur. En absence d'une armée nationale protégeant les intérêts du commerce et de l'industrie, la situation devint insoutenable. Les chefs mêmes du gouvernement finirent par s'en rendre compte au point qu'après avoir démobilisé l'armée régulière au nom de la nécessité de la paix, ils l'appelèrent de nouveau au secours, pour se défendre contre les exigences du gouvernement allemand lors de la signature de la paix. En même temps que l'anarchie gagnait des territoires russes, les Allemands faisaient une propagande active contre la Russie dans les provinces baltiques surtout en Finlande. Du reste, cette dernière s'est trouvée depuis longtemps déjà avant la guerre, sous l'influence intellectuelle et économique de l'Allemagne au point que la majorité des thèses soutenues à l'Université d'Helsingfors étaient écrites en langue allemande et les chefs du mouvement révolutionnaire finlandais demandaient ouvertement l'appui matériel et moral de l'Allemagne.

Il y a encore un autre fait historique hors conteste qui démontre que la famille impériale russe même, depuis Pierre le Grand jusqu'au dernier Tzar Nicolas, n'a pas cessé de subir l'influence allemande. Le premier, en déplaçant la capitale de l'empire de Moscou à Saint-Pétersbourg avait pour but d'introduire en Russie les habitudes et les costumes européens, c'est-à-dire, allemands, car la proximité de l'Allemagne favorisait

les rapports entre les deux pays plus qu'avec les autres pays éloignés. En effet, les langues courantes dans les provinces baltiques ont toujours été les langues allemande et suédoise. Quant aux successeurs de Pierre le Grand, Pierre II fut le dernier Romanoff; avec lui s'était éteinte la ligne mâle des Romanoff, car Pierre III, fils d'Anne (fille aînée de Pierre le Grand), n'était autre que le fils du duc régnant d'Holstein Gottorfs, mari d'Anne, et la femme de Pierre III était Sophie d'Anhalt-Zerbst, laquelle après s'être convertie à la religion grecque reçut le nom de Catherine qui fut connue après sous le nom de Catherine II, par conséquent tant Pierre III que Catherine II étaient issus de pères allemands et élevés également en Allemagne. Ce fut également Catherine qui comme amie et admiratrice de Frédéric le Grand fut sa complice avec Marie-Thérèse, impératrice d'Autriche, dans le premier partage de la Pologne. Son fils et successeur Paul Ier était marié avec une princesse Wurtenbergeoise et eut pour successeur Alexandre Ier, lequel étant mort sans laisser d'héritier, eut pour successeur son frère Nicolas Ier, qui était marié avec la sœur de Frédéric Guillaume IV roi de Prusse et leur fils Alexandre II assassiné en 1881 eut pour successeur son fils Alexandre III dont le fils Nicolas II avait épousé une princesse allemande de Hesse. En résumé, depuis Pierre III jusqu'au dernier Tzar Nicolas II tous les Tzars ont été issus de pères allemands ou mariés avec des princesses allemandes. Par conséquent il n'y

a rien d'étonnant à ce que les Tzars de Russie tant par leur éducation que par leur origine et leur union avec des princesses allemandes aient subi l'influence allemande, c'est-à-dire la mentalité prusienne, le culte de a force brutale, d'autant plus que l'absolutisme militaire et politique a été le principe fondamental commun aux deux gouvernements et que les hauts emplois de la cour étaient remplis en grande partie par l'aristocratie d'origine allemande, au point que Nicolas II malgré son alliance avec la France n'a pas pu se soustraire à l'influence allemande. Voici d'ailleurs un fait qui le confirme. C'est un document diplomatique découvert récemment et publié par le gouvernement provisoire russe. « Le Tzar Nicolas II après la malheureuse guerre contre le Japon demanda une entrevue à Guillaume II à Bjorkoe pour entendre son opinion sur les décisions à prendre relatives à la paix. Dans cette entrevue un traité secret d'alliance fut conclu entre les deux empereurs, qui d'après eux, loin d'être contraire à l'alliance franco-russe devait avoir pour but d'entraîner la France dans la même alliance dirigée contre l'Angleterre, ce qui n'a pas empêché l'empereur Guillaume d'adresser le 29 septembre 1905 un télégramme au Tzar conçu dans les termes suivants : « Le fonctionnement du « traité que nous avons convenu à Bjorkoe n'est pas « contraire à l'alliance franco-russe ; les obligations de « la Russie avec la France ne te lient d'ailleurs que « dans la mesure où cette puissance mérite la bienveil-

« lance par son attitude. Or ton allié t'a manifestement « abandonné pendant toute la guerre contre le Japon, « pendant que moi je t'ai aidé de toutes les manières « dans la mesure où le respect de neutralité le permet- « tait, ce qui fait que la Russie *est mon obligée.* Pour « ce qui est de la France les imprudences de Delcassé « ont montré au monde que bien qu'alliée à la Russie la « France n'a pas moins conclu un arrangement avec « l'Angleterre au moment où cette puissance était sur « le point de tomber sur l'Allemagne à l'improviste en « pleine paix. C'est là une chose qui ne doit pouvoir « se reproduire et contre la répétition de laquelle je suis « en droit d'attendre que tu me garantisses. Je recon- « nais avec toi qu'il faudra du temps, du travail et de la « patience pour décider la France à se joindre à nous, « mais les gens raisonnables sauront dans l'avenir se « faire entendre et écouter. Notre affaire marocaine est « réglée à mon entière satisfaction de sorte que le ter- « rain est préparé pour une meilleure entente entre la « France et nous. Notre traité offre une excellente base « pour l'édification de cette entente. Quant à nous deux, « nous avons joint nos mains, nous avons signé devant « Dieu qui a entendu notre serment. Ce qui est signé « est signé. Dieu est notre témoin. »

Il est très intéressant de constater les termes dont l'Empereur Guillaume s'est servi pour qualifier un traité signé, le considérant comme sacré, lorsque cela convient à ses intérêts, tandis qu'il le regarde comme

un chiffon de papier, lorsqu'il est contraire à ses projets criminels, comme ce fut le cas pour l'invasion de la Belgique par l'armée allemande malgré la signature du Roi de Prusse apposée au bas d'un traité international garantissant sa neutralité.

Quoi qu'il en soit, il en résulte que le gouvernement allemand a toujours exercé une influence, soit par ses rapports diplomatiques, soit par l'intervention directe de l'empereur sur la politique intérieure et extérieure de la Russie, même au moment où la Triple Entente était à son apogée. Elle s'est exercée même pendant la dernière guerre sur les ministres chargés de la direction de la politique russe dans le but de neutraliser l'effet des grandes victoires obtenues par le Grand duc Nicolas sur l'armée austro-allemande et de désorganiser les services administratifs de l'intendance militaire, afin d'entraver le ravitaillement et l'arrivée au front des munitions. C'est ainsi qu'on s'explique les moyens que le gouvernement allemand avait mis en jeu pour affaiblir l'armée russe et pour organiser un service d'espionnage efficace, tant à la cour impériale russe que parmi les hauts employés civils et militaires. De plus, le gouvernement allemand avait organisé une propagande active des doctrines socialistes parmi les soldats et les ouvriers au moyen des agents révolutionnaires russes dont les chefs, payés par l'Allemagne, furent par la suite placés à la tête du gouvernement provisoire qui s'est donné pour mission de démobiliser l'armée

régulière et de la remplacer par une espèce de garde civile, appelée la garde rouge, qui ne défendait que ses propres intérêts aux dépens des classes bourgeoises et laborieuses, dépourvues de moyens de défense.

CHAPITRE XXIX

LA PRUSSIFICATION DE L'ALLEMAGNE, LA GRANDE ŒUVRE DE BISMARCK, FUT COMPLÉTÉE PAR LES INTELLECTUELS ET LES PANGERMANISTES SOUS L'INFLUENCE DE L'EMPEREUR GUILLAUME II

Une fois la paix rétablie à l'intérieur, Bismarck n'eut qu'une seule pensée, la prussification de l'Allemagne. Pour réaliser ce but, il eut recours à deux moyens :

1o Augmenter les forces défensives de l'Allemagne en renforçant l'armée et en améliorant les moyens de défense de l'empire.

2° Augmenter les ressources et la richesse du pays en créant un grand nombre d'industries et en favorisant le commerce et l'exportation de ses produits. Dans ce but, le gouvernement impérial se mit d'accord avec les banquiers allemands pour les amener à avancer les fonds nécessaires à la création de la grande industrie nationale, basée sur le principe de la surproduction et la vente à bon marché, grâce aux traités de commerce favorables à l'exportation, conclus avec plusieurs pays

de divers continents, et aux primes accordées par l'Etat aux exportateurs.

En effet, Bismarck réussit par ces moyens à élargir les sphères de l'activité nationale et à accroître la prospérité de l'Allemagne, au point que le sentiment de l'unité nationale finit par s'imposer de lui-même sans avoir besoin désormais de l'appui de l'Eglise protestante ; au contraire, le gouvernement impérial à la suite de l'accord conclu avec le centre se vit obligé d'observer une neutralité sévère entre les protestants et les catholiques et de diriger plutôt ses efforts vers l'amélioration des intérêts matériels du pays tout entier, sans distinction de religion, en augmentant les ressources de la prospérité nationale à l'intérieur et en agrandissant sa puissance militaire et son influence à l'extérieur. D'ailleurs, l'Etat, de plus en plus conscient de la force morale de l'Unité nationale créée par lui et de la prépondérance de sa puissance militaire, se désintéressait chaque jour davantage des destinées de l'Eglise et du maintien de la doctrine orthodoxe, d'autant plus que la bourgeoisie même, satisfaite des progrès de sa prospérité, bien qu'elle associât par tradition et par convenance la religion aux grands actes de la vie, avait beaucoup perdu de sa foi vivante basée sur la révélation. Quant à la classe ouvrière, fortement travaillée par le socialisme, elle montrait plutôt de l'indifférence, considérant souvent le pasteur comme auxiliaire de la police et soupçonnant l'Eglise même de

travailler pour la solidité du trône. Néanmoins, après que la classe bourgeoise, de même que la classe ouvrière, eurent passé par le service militaire, l'esprit de discipline laissait sur elles des traces tellement profondes qu'elles obéissaient toujours aveuglément à la voix de l'autorité, même civile. Quant à la classe intellectuelle, elle avait depuis longtemps renié sa foi dans l'authenticité de la Bible et de l'Evangile, d'abord sous l'influence de la campagne vigoureuse des théologiens célèbres, David Strauss et Ferdinand Ch. Baur, qui avaient démontré par des travaux scientifiques le caractère purement humain de l'ancien et du nouveau testament, ensuite, elle avait subi l'influence de la propagande de la philosophie naturaliste de l'école de Feuerbach et de la lutte engagée entre les savants naturalistes de grand prestige, représentés par Moleschott, Charles Vogt, L. Büchner et les défenseurs de la doctrine vitaliste aux Universités de Berlin et de Munich, tels que Dubois Raymond et Justus Liebig, puisque les discussions acharnées dans les congrès scientifiques avaient trouvé un écho parmi les classes intellectuelles, particulièrement au milieu de la jeunesse qui était enthousiaste du grand essor qu'avaient pris les doctrines évolutionnistes de Darwin.

D'autre part, à l'ombre du militarisme et de l'industrialisme, l'Etatisme prussien avait pénétré complètement dans la mentalité du peuple allemand, au point qu'aucune classe sociale n'avait pu se soustraire à son

influence. La classe intellectuelle même, après avoir subi le charme de l'*industrialisation* de la science, finit par sacrifier son ancien idéal de liberté et son amour désintéressé de la science à un nouvel idéal matérialiste, au culte du gain et du bien-être économique et social ; car le gouvernement impérial avait fondé de nombreuses écoles techniques pourvues d'ateliers et de laboratoires où les maîtres universitaires les plus compétents de l'Allemagne venaient enseigner les sciences physico-chimiques, puis étaient appelés à diriger des usines privées de produits chimiques, de machines, d'électricité et d'optique qui les rétribuaient largement selon leurs mérites personnels et selon l'importance des services rendus à l'entreprise industrielle. Il est tout naturel que les maîtres qui avaient réussi par ce moyen à améliorer leur position économique et sociale aient exalté l'Etatisme prussien et proclamé la supériorité du peuple allemand sur ceux du monde entier, d'autant plus que les Universités et les écoles techniques ont été visitées par des savants et des étudiants étrangers, qui au retour dans leur pays les ont prises comme des modèles à imiter, reconnaissant ainsi la supériorité de l'Allemagne sur les autres pays.

Les professeurs d'histoire aux Universités allemandes surent profiter de cet état de choses pour flatter l'amour-propre national en répandant dans leurs écrits et dans leurs leçons l'idée que les Allemands étaient le peuple élu, ayant pour mission de convertir le monde

à la culture allemande, avec la circonstance aggravante qu'en même temps qu'ils voyaient leur pays à travers un verre grossissant, ils regardaient les autres nations avec dédain et dénigraient leur culture nationale. Treitschke ne pouvait jamais parler des Russes sans les traiter de singes. Quant aux Anglais, il en disait qu'ils sont bassement utilitaires, étroits et égoïstes. C'est de cette manière qu'il semait dans le cœur de la jeunesse allemande la haine contre les autres nations européennes. Un autre intellectuel allemand connu comme professeur de chimie à Leipzig, M. W. Ostwald ne se gênait pas pour se prononcer sur le droit de l'Allemagne d'organiser l'Europe sur le modèle allemand. Nous autres Allemands, dit-il, nous avons découvert le facteur essentiel de l'organisation, à l'image d'un « mécanisme agencé selon la dernière perfection ; « chaque branche de l'administration est dirigée par « des chefs intelligents et aidée par une discipline « rigoureuse des subordonnés, tandis que les autres « peuples vivent encore sous le régime de l'individua- « lisme ». Voilà le concept d'un grand peuple qui se croit appelé à dominer le monde par le système de la discipline militaire et le culte de la force brutale, méconnaissant les droits de l'homme et la liberté civile et politique des citoyens. C'est l'apothéose de l'Etatisme sanctionné par Hegel et mis en pratique par la Prusse chez le peuple allemand que les intellectuels allemands voudraient généraliser parmi les autres peuples de

l'Europe. Ils oublient une chose : Que les peuples qui ont goûté les fruits de l'arbre de la liberté et qui se sont habitués à les digérer, ont leur âme autrement trempée que le peuple allemand qui n'a jamais connu la liberté ni la valeur des droits de l'homme, ayant toujours vécu sous la férule de l'Absolutisme militaire et politique. Quoi qu'il en soit, il est indiscutable que la croyance dans la supériorité militaire de l'Allemagne sur les armées des alliés était tellement généralisée parmi toutes les classes sociales allemandes, que même les socialistes dissidents n'osaient pas manifester leur doute dans la victoire de l'armée sous peine de se rendre impopulaires. L'expérience de cinq années de guerre a suffisamment prouvé que l'orgueil national s'est tellement exalté avant et pendant la guerre que les pangermanistes associés à l'Etat-major général sont devenus les maîtres absolus de la situation. C'est précisément cet état d'âme de frénésie nationale qui a permis la prolongation de la guerre jusqu'à l'épuisement complet, tant physique que moral, de la nation allemande.

***

De ce qui précède il résulte que le peuple allemand, depuis que le gouvernement impérial lui a imposé la mentalité prussienne, a perdu son ancien idéal religieux et libéral qu'il a chéri pendant de longues années et est devenu complètement réaliste et matérialiste.

Toute son activité avait pour but unique la satisfaction de l'amour du gain et du bien-être matériel. Le seul idéal caractérisant le peuple allemand après la guerre de 1870, c'est l'Etatisme, à savoir, un Etat fort, capable de lui procurer des richesses aux dépens des Etats voisins et d'imposer sa volonté par la force brutale aux peuples qui refuseraient de se soumettre à son influence.

Cette nouvelle mentalité du peuple allemand infusée par le militarisme prussien a été alimentée ensuite par un certain nombre de professeurs aux Universités, qui ont enseigné l'histoire de l'Allemagne du point de vue d'un patriotisme exalté et aveugle, faisant croire à la jeunesse que l'Allemagne actuelle était l'aboutissement d'un mouvement évolutionniste qui avait commencé avec Charlemagne, s'était affaibli après sa mort, s'était ensuite reconstitué sous la dynastie othonienne et était arrivée à son apogée sous les Hohenstaufen, puis ayant dominé en Europe pendant trois siècles, il s'était affaibli de nouveau sous l'empire hétérogène des Habsbourgs. Mais l'œuvre de Charlemagne venait de renaître sous une nouvelle dynastie, celle des Hohenzollern, prédestinée à fonder l'unité nationale sous l'égide de la Prusse.

Le représentant le plus saillant de cette époque est Henri de Treitschke, d'origine slave, qui enseignait avec éclat l'histoire moderne à l'Université de Berlin. C'est par son éloquence entraînante qu'il passionnait son auditoire, surtout la jeunesse facile à émouvoir. Admirateur de la grandeur de la Prusse et de Bismarck,

il exalta la mission providentielle de la dynastie des Hohenzollern à laquelle nulle autre dynastie ne saurait être comparée. Il prévoyait que sous son égide l'Allemagne était appelée à devenir la première puissance du monde. Mais vu l'impossibilité d'arriver à la domination universelle sans guerre, Treitschke considérait la guerre comme la source des sentiments héroïques et la victoire comme l'effet d'un jugement divin. L'exemple de Treitschke fut suivi par d'autres historiens et écrivains de renom, tels que Mommsen, Sybel, Lamprecht et Delbruck qui s'évertuaient à montrer la supériorité du peuple allemand sur tous les autres peuples de l'Europe. Nous aurons l'occasion de revenir à ce sujet dans un des chapitres suivants où nous allons prouver l'inanité d'une telle assertion. Pour le moment nous tenons à constater la connivence des chefs de l'intellectualisme de l'Allemagne avec ceux du militarisme pour flatter l'amour-propre de leurs compatriotes et stimuler l'orgueil national, qui a été la vraie cause de la guerre et sera celle de la future déchéance du peuple allemand.

CHAPITRE XXX

INFLUENCE DE LA PRUSSIFICATION DE L'ALLEMAGNE SUR SA CULTURE INTELLECTUELLE

Après avoir étudié l'influence pernicieuse de l'Etatisme prussien sur l'évolution religieuse et morale du peuple allemand nous allons nous occuper de l'influence qu'a exercée la mentalité prussienne sur la culture intellectuelle de l'Allemagne dans la seconde moitié du XIXe siècle. Dans ce but, nous allons comparer l'état d'esprit des intellectuels allemands avant la victoire de la Prusse sur l'Autriche et la France, et celui de leurs successeurs après la réalisation de l'unité nationale sous l'égide de la Prusse.

Nous tenons d'abord à rappeler le fait qu'avant l'avènement de l'empire allemand sous l'hégémonie de la Prusse, les savants allemands avaient cultivé la science pour l'amour de la science sans se préoccuper des intérêts matériels. L'Allemagne s'est surtout distinguée par ses mathématiciens et ses astronomes dont quelques-uns furent très célèbres, tels Jacobi, Kummer et

Gauss. A ce dernier on doit la méthode pour calculer la révolution des planètes, l'invention du magnétomètre et de l'héliomètre, instruments destinés à rendre visibles les stations les plus éloignées au moyen de la lumière solaire. On lui doit également des travaux remarquables sur la Géodésie et sur la physique du globe terrestre. Laplace le considérait comme le plus grand mathématicien de l'Europe. Un autre mathématicien allemand, plus moderne, est Weierstrass, fondateur de l'Ecole des analyses à Berlin. Après lui, c'est Riemann qui représente l'école moderne de Géométrie non Euclidienne à Gœttingue, avec la différence que les anciens mathématiciens s'étaient consacrés à l'étude de la mathématique pure, abstraite, sans application pratique. On dirait que, grâce à leur esprit mystique, ils avaient plus de disposition pour l'astronomie et la métaphysique que pour la physique, science essentiellement pratique puisqu'elle a contribué, dans une large mesure, à la satisfaction des besoins matériels de la vie. Leibnitz, Kant, Gauss et Olbers en sont des exemples éloquents. Le célèbre mathématicien Kummer n'hésite pas à le proclamer ouvertement comme un mérite particulier du désintéressement de la science allemande de l'époque. La seule branche pure des mathématiques, dit-il, non souillée par le contact des applications est l'arithmétique ; le calcul sans but, le travail pour le travail, sans réalité apparente, est, d'après lui, un énorme facteur du progrès de l'esprit

humain. Mais tout a changé depuis que l'industrialisme est devenu l'idée directrice de toute l'activité nationale de l'Allemagne. Alors, la science même s'est industrialisée et n'a servi que d'instrument pour augmenter les ressources de la richesse nationale et pour subvenir aux frais de l'armée et de la marine de guerre.

Il en est résulté que les classes intellectuelles ont cultivé la science au bénéfice de l'industrialisme et du militarisme dans un but exclusivement utilitaire. Les uns travaillaient pour acquérir la célébrité populaire qui les conduisait à la fortune et les autres cherchaient à acquérir d'abord la fortune, pour arriver ensuite aux honneurs. En effet, l'industrialisme ne tarda pas à s'emparer de la science pour la mettre à son service en l'industrialisant à son tour. On commença par monter des fabriques de produits chimiques dont les unes étaient consacrées aux matières pharmaceutiques, destinées à être employées à titre d'essai, d'abord sur les animaux pour constater leurs effets physiologiques et ensuite sur les malades des hôpitaux pour constater leurs effets thérapeutiques. Alors on eut recours à une méthode de réclames pompeuses, s'appuyant sur les témoignages des médecins des hôpitaux, tant dans les journaux de médecine que dans les journaux littéraires et politiques. Une autre partie des produits chimiques avait un caractère purement industriel. Nous allons citer un exemple assez éloquent, ce sont les matières

colorantes, que les Allemands ont su monopoliser pendant un grand nombre d'années et qui leur ont permis de s'enrichir aux dépens d'autres peuples d'Europe, grâce à leur esprit d'organisation industrielle associé à leurs capacités techniques et aux connaissances chimiques des hommes chargés de la direction de leurs usines. Voici *l'histoire de l'évolution industrielle des matières colorantes en Allemagne :*

Autrefois les matières colorantes étaient tirées en majorité du règne végétal et parfois du règne animal. C'étaient le bois de campêche, le fustel, le quercitron, la garance, le cachou, l'indigo et la cochenille. En 1845, on commença à employer chez Guinon, à Lyon, un produit de goudron, l'acide picrique pour teindre la soie en jaune. Ce n'est qu'en 1856 que Collas fabriqua, pour les besoins de la parfumerie, de la *Nitrobenzine* extraite du goudron de houille, qu'il transforma ensuite en *aniline*. Dans la même année, un chimiste anglais nommé Perkin en dériva par oxydation un colorant violet. Alors les savants et les industriels français se mirent à la tête des recherches sur les matières colorantes dérivées de l'aniline. Vergin fabriqua la *Fuchsine* à la teinturerie Renard et Franc de Lyon. En 1861, Girard et de Laire découvrirent par la réaction de la fuchsine sur l'aniline les premières matières colorantes bleues qu'on appelait les bleus de Lyon. En 1862, Cherpin lançait le vert solide à *l'aldéhyde*, en 1866, Lauth découvrait successivement le violet de

Paris, le vert de méthyle et le bleu de diphénylamine et Coupier fabriquait en 1867 le bleu qui porte son nom. Tant à Paris qu'à Lyon, une dizaine de maisons s'occupèrent à lancer sur le marché les nouveaux produits colorants. Mais étant donné qu'à la suite de la guerre de 1870 les grands industriels mulhousiens, très experts dans l'art tinctorial, passèrent à l'Allemagne, l'industrie française en subit un coup fatal. Par contre, les industriels allemands se sont organisés et ont construit des écoles techniques qui étaient complétées par les laboratoires des Universités d'où sortirent deux chimistes de valeur, Graebe et Liebermann, qui ont découvert *l'Alizarine*, c'est-à-dire la matière colorante de la garance dont la culture occupait en France vingt mille hectares. Quelques années suffirent pour ruiner l'industrie de la garance française qui rapportait à l'Etat un bénéfice annuel de 60 millions de francs. En échange, l'Allemagne vendait pour 20 millions d'alizarine et le gouvernement français lui-même en achetait pour teindre en rouge les pantalons des soldats. Il en fut de même pour l'indigo, provenant de l'Inde anglaise, qui en produisait pour une valeur de 60 à 80 millions de francs, lorsque Bayer découvrit une préparation synthétique de ce produit. Les Anglais se défendirent contre cette concurrence pendant plusieurs années avec quelque succès ; mais les chimistes allemands, associés aux industriels, sacrifièrent seize ans d'études et dépensèrent en essais 25 millions de francs afin d'améliorer

leurs procédés, ayant fini par réussir, au point que la culture de l'indigo ne laissait plus aucun bénéfice aux Anglais et fut abandonnée par eux définitivement, cependant que les Allemands écoulaient annuellement pour 70 millions de francs d'indigo artificiel dans tous les pays du monde.

Néanmoins les chimistes français, loin de s'intimider persévéraient dans leurs études et firent des découvertes merveilleuses. Croissant et Bretonnière préparèrent en 1873 le *cachou de Laval* et Rosensthiel découvrit la *Nitro-alizarine*. Roussin prépare en 1876 les *couleurs azoïques* et Prud'homme le *bleu d'alizarine* en 1877. De même Lauth découvre en 1893 la *chrysoïdine*, les *orangés* et le *bleu de méthylène*. Malheureusement tous leurs efforts sur le terrain scientifique devenaient stériles au moment de les porter sur le terrain industriel ; car d'un côté les Allemands achetaient les brevets de l'invention française et d'un autre côté ils les exploitaient dès qu'ils tombaient dans le domaine public. Les chimistes industriels allemands avaient sur les chimistes français, l'avantage d'avoir compris, à la suite d'une longue expérience, qu'une découverte faite au laboratoire de recherches a besoin, pour être utilisée dans le commerce, de minutieux essais pratiques avant d'être lancée à la publicité. C'est ainsi que chaque colorant nouveau découvert au laboratoire de recherches était ensuite envoyé au laboratoire d'applications pratiques, lequel après y avoir

apporté, si besoin était, quelques modifications, le renvoyait au premier laboratoire pour y être examiné de nouveau et perfectionné. Pour se rendre bien compte des moyens dont disposait l'industrie des matières colorantes en Allemagne, il suffit d'attirer l'attention du lecteur sur les données suivantes : *La Badische Anilin und Soda Fabrik* de Ludwigshafen dispose d'un capital de 430 millions de marks et occupe 10.000 ouvriers, 500 employés et 350 chimistes. Une autre fabrique appelée *La Hoechster Farbwerke, ci-devant Meister Lucius und Brüning de Hoechst-sur-Mein* travaille avec un capital aussi élevé et occupe 7.000 ouvriers, 500 employés et 300 chimistes. *L'Aktien Gesellschaft für Anilin Fabrication à Berlin,* au capital de Mk. 141.000.000, la fabrique *Bayer et Cie à Elberfeld*, au capital de Mk. 430.000.000 et la fabrique de couleurs de *Casella et Cie à Mainkur* près de Francfort-sur-Mein ne leur cèdent guère en importance.

Il y a encore en Allemagne une dizaine d'usines de matières colorantes de premier rang qui se servent pour la production, non seulement des dérivés du goudron de houille, mais encore des acides qui aident à transformer les carbures extraits du goudron, tels que les acides nitrique, sulfurique, chlorhydrique, acétique, etc. Tous ces établissements, bien qu'indépendants dans leur administration et dans leurs bénéfices, se sont solidarisés quant aux prix et à la concurrence avec les industries étrangères, grâce à quoi leur expor-

tation a suivi une progression fantastique ; c'est ainsi qu'elles ont vendu pour une valeur de 60 millions de francs en 1875, pour 125 millions en 1895, pour 200 millions en 1905 et 335 millions en 1913. Quant à leur manière de lutter avantageusement avec la concurrence des pays étrangers, voici un fait qui peut servir d'exemple : Un chimiste français nommé Chapin ayant découvert un procédé économique pour préparer l'alizarine ; une maison française monta une installation couteuse en 1893 pour réaliser cette fabrication. Aussitôt, le trust allemand baissa le prix et vendit à perte jusqu'à ce que le concurrent fût obligé de suspendre la fabrication ; le trust rétablit alors ses anciens prix. Toutefois, il existait encore en France un certain nombre de fabriques de matières colorantes avant la dernière guerre, mais la plupart n'étaient que de simples succursales des sociétés allemandes. Quant aux découvertes françaises protégées par des brevets, les sociétés allemandes achetèrent ces derniers pour les exploiter en Allemagne et surent profiter, à cet effet, de la législation française pour se mettre à l'abri des lois. C'est ainsi que pour détourner la loi sur les brevets, qui interdit l'importation en France des produits brevetés, par le possesseur étranger du brevet français, elles ont satisfait à cette nécessité de deux manières, soit en accordant des licences à des sujets français, soit en fondant en France des usines qui n'étaient que leurs succursales. Par ce moyen elles

échappaient au tarif douanier. Elles avaient d'ailleurs trouvé encore un autre moyen de passer à travers les mailles de ce tarif. Au lieu d'importer les matières premières ou les matières colorantes finies, elles importaient les produits intermédiaires, qu'une simple manipulation pouvait transformer rapidement et à peu de frais en couleurs terminées. De cette manière au lieu de payer un franc par kilo, elles ne payaient que quinze centimes.

D'après ce qui précède il résulte :

1° Que grâce au concours de plusieurs circonstances, l'industrialisme a fini par dominer et subjuguer l'esprit de toutes les classes sociales allemandes au point que toutes se sont unies dans un même but pour vaincre les obstacles matériels et intellectuels qui les empêchaient de réaliser leur projet d'avenir. C'est ainsi que les banquiers ont contribué avec leurs ressources pécuniaires, les industriels avec leurs connaissances professionnelles, et les savants avec leurs connaissances techniques à la réussite de leur entreprise commune. Grâce à leur patience et persévérance ils ont réussi à réaliser leur rêve et à faire figurer l'Allemagne au premier rang parmi les nations industrielles de l'Europe ;

2° Que le gouvernement impérial a recherché dans l'industrialisme la source nourricière où puiser tous les éléments de sa force pour le maintien du militarisme à son plus haut degré comme une institution nationale ;

3° Que le gouvernement impérial pour donner plus de vigueur à l'industrie nationale s'est efforcé de lui associer la science à l'aide des savants qui cultivaient les sciences techniques, en sorte que, d'un côté, il a donné à l'industrie un caractère scientifique pour la rendre plus prospère, et de l'autre côté, il a industrialisé la science au point que la jeunesse n'a plus cultivé la science pour l'amour de la science, mais plutôt comme un moyen pour arriver à la fortune et aux honneurs. Même ceux qui au commencement de leurs études avaient un vrai culte de la science, après avoir vu leurs maîtres se jeter avec enthousiasme dans les bras de la Prusse et chanter les louanges de la grande Allemagne appelée par la Providence à répandre la culture allemande parmi les peuples du monde entier, ils n'ont fait que suivre leur exemple en dirigeant leurs efforts vers la réalisation de l'idéal, savoir, la glorification de l'Etat tout puissant, ayant pour mission d'étendre l'influence de l'Allemagne au dehors et de l'agrandir au dedans aux dépens des peuples voisins, qu'ils considéraient inférieurs au peuple allemand, tant matériellement qu'intellectuellement.

Il en résulta, qu'au fur et à mesure que cette mentalité s'est généralisée parmi les classes intellectuelles, le matérialisme s'est emparé du cœur et de l'esprit de l'Allemagne entière, au point que les efforts des hommes de science ont été portés vers les connaissances techniques utiles au développement de la richesse col-

lective et individuelle de l'Allemagne, et qu'on a cultivé de préférence la mécanique, l'électricité, l'optique, la chaleur, la chimie et les mathématiques appliquées à la physique. On a également cultivé les sciences médicales, surtout la thérapeutique, à cause des bénéfices qu'elle rapportait à l'industrie, bon nombre de chimistes s'étant consacrés à l'invention de médicaments nouveaux et les ingénieurs mécaniciens à la fabrication d'appareils médicaux. Il n'y a pas de branche scientifique qui n'ait pas été industrialisée.

C'est aussi dans ce même but que le gouvernement impérial a consacré des sommes considérables à l'installation d'instituts somptueux et de nombreux laboratoires de chimie et de physique, en plus des écoles techniques supérieures dans les grands centres de population.

D'autre part, toutes les industries qui gravitaient autour des Universités et des Ecoles techniques supérieures ont pris un énorme développement. Les instruments d'optique, l'outillage physique, la chimie de laboratoire ainsi que la chimie d'usine formaient une partie considérable de l'industrie générale. Tout cet échaffaudage des centres d'industrie publique constituait une réclame vivante pour attirer les étudiants étrangers aux universités germaniques et faire engager les professeurs allemands par les universités étrangères de langue germanique telles que la Hollande, la Suisse allemande et les pays scandinaves, où les uni-

versités sont organisées sur le modèle allemand. De même, dans les pays latins tels que l'Italie et la Roumanie, une grande partie de la jeunesse intellectuelle est allée se former en Allemagne, à tel point qu'au début du xxe siècle, l'Allemagne semblait être la métropole scientifique de l'Europe. Cependant comme nous le verrons ci-après, l'Allemagne est bien loin de réunir les conditions voulues pour occuper dans la science le premier rang parmi les nations d'Europe.

4° Qu'avec l'établissement définitif du militarisme prussien en Allemagne et la pénétration de l'industrialisme dans toutes les branches de la culture intellectuelle allemande, la recherche scientifique désintéressée a fini par se corrompre au contact des intérêts matériels, au point que les hommes éminents qui figuraient à la tête du mouvement scientifique, tels que Virchow, Pettenkofer, Liebig, Helmholz et Leyden, n'ont pas eu de successeurs dignes d'eux. Ces derniers étaient des érudits et des travailleurs mais ils n'ont fait que copier, ou tout au plus, perfectionner pour les exploiter ensuite, les inventions et les découvertes des savants étrangers, car il leur a manqué la faculté créatrice et l'amour de la vérité. C'est ainsi que nous voyons Rudolphe Koch bactériologue éminent, utiliser la découverte de Pasteur, et en perfectionner la partie technique qui l'a amené à la découverte du bacille de la tuberculose et de celui du choléra, mais les doctrines qu'il prétendait en déduire, telles que la guérison de la tuberculose

par l'inoculation de la tuberculine et « la dualité de la tuberculose », étaient fausses et n'ont eu qu'une existence éphémère. On peut en dire autant de la doctrine hydrique du choléra et de la fièvre typhoïde. Quant à la sérothérapie de la diphtérie, découverte par Behring collaborateur de Koch, elle n'est autre chose que l'application de la doctrine de l'atténuation du virus découverte par Pasteur. C'est ainsi qu'elle fut simultanément communiquée, en 1904 au Congrès d'hygiène de Budapest par Behring et Lerroux chef du laboratoire de Pasteur, et que le prix décerné par l'Académie des sciences de Paris à cette découverte fut partagé entre les deux.

Il y a encore un autre fait qui vient corroborer notre thèse relative à l'infériorité intellectuelle de l'Allemagne par suite de sa prussification. Le voici : pendant les derniers vingt ans du XIXe siècle et dans le courant du siècle actuel ont surgi en Europe et en Amérique des hommes doués d'une intuition supérieure, ayant fait l'objet de l'admiration du monde intellectuel de tous les pays par leurs découvertes merveilleuses, qui ont révolutionné la science et ébloui les penseurs les plus distingués, par la vive lumière avec laquelle elles ont éclairé les problèmes les plus obscurs et les plus compliqués de la vie collective et industrielle. Tels sont la *Téléphonie, la Gramophonie, la Télégraphie sans fil, la Navigation sous-marine, l'Automobilisme, le Radium, l'Aviation, la conservation biologique des organes et des tissus en dehors de l'organisme animal et*

l'Anaphylaxie. Chose singulière. Aucune de ces découvertes n'a pris naissance dans un cerveau allemand. Ce sont les cerveaux d'Edison, Branly, Marconi, Zédé et Laubeuf, Wright, Peugeot, Curie, Carrel et Richet qui ont enfanté ces miraculeuses découvertes, lesquelles ont modifié les conditions d'existence de la société moderne. Parmi ces hommes d'élite figurent deux Américains, un Italien, sept Français, et aucun Allemand. Du reste c'est un fait connu que la France est la patrie des idées directrices de l'humanité.

Descartes fut l'initiateur du mouvement philosophique en Europe, bien qu'il eût pour prédécesseur Bacon et pour successeur Locke. Le plus grand penseur allemand Leibnitz fut disciple de Descartes et Kant s'est inspiré des doctrines de Condillac. Il en fut de même pour les progrès des sciences naturelles au commencement du XIXe siècle. L'anatomie comparée fut fondée par Cuvier, l'Anatomie générale par Bichat, la Philosophie zoologique par Geoffroy Saint-Hilaire et Lamarck. Tous les quatre sont français. Quant à l'Allemagne, le nombre de ses naturalistes ayant contribué au progrès des sciences biologiques a été très limité au début du XIXe siècle. En dehors de Blumenbach, Ehrenberg, Humboldt, Oken et Burdach, il n'y eut que des savants de second ordre. Ce n'est que vers 1830 que surgirent des hommes de grande valeur, tels que Koeliker, fondateur de l'Anatomie générale et de l'Histologie microscopique. Jean Müller, initiateur de la physiologie

expérimentale comparée et son élève Dubois Raymond initiateur de l'électricité animale chez les poissons et la grenouille, Schleiden et Schwann, fondateurs en Allemagne de la théorie cellulaire. Cependant, il ne faut pas oublier que l'idée maîtresse de la théorie cellulaire, qui considère la cellule comme représentant la première phase de l'évolution morphologique des tissus et des organes, était déjà formulée dix ans avant, par deux biologues français, Dutrochet et Turpin. D'ailleurs, s'il est vrai que les progrès des sciences biologiques comptaient des représentants éminents dans tous les pays d'Europe au cours du XIXe siècle, on ne saurait contester à la France le privilège d'avoir donné naissance aux vrais créateurs des méthodes expérimentales, qui ont amené à la découverte des grands principes et des nouvelles lois qui régissent la vie animale, tels que Magendie, Flourens, Claude Bernard, Brown-Sequart et Pasteur. Quant à Darwin, bien qu'il fût Anglais, il représente la continuation de l'œuvre de Lamarck en la perfectionnant et en y ajoutant un facteur nouveau dans l'évolution des espèces animales qui est *la sélection*. On a beau prétendre la supériorité germanique, il est incontestable que la France a été la première nation qui ait proclamé les droits de l'homme vers la fin du XVIIIe siècle et qu'elle a continué pendant XIXe siècle à révolutionner la science et à renouveler souvent les concepts scientifiques en cours dans les sphères intellectuelles de l'Eu-

rope, par ses hommes de génie à l'esprit inventif aussi bien qu'intuitif depuis Lavoisier jusqu'à Pasteur et depuis Pasteur jusqu'à Curie, qui ont réussi à déchirer le voile qui couvrait les secrets de la nature. En échange, les Allemands soumis au régime de l'Etatisme prussien et élevés dans la discipline militaire ont perdu le sentiment du droit de l'homme à la liberté et à l'égalité, ne connaissant d'autre idéal que le culte de la force et la supériorité de la puissance militaire de l'Allemagne. Les savants allemands, de leur côté, suggestionnés par l'enseignement de leurs professeurs de l'université sur la supériorité intellectuelle de l'Allemagne, se sont habitués à voir sous un verre grossissant tout ce qui était allemand et à regarder avec un certain dédain tout ce qui provenait de l'étranger. Leur orgueil national les a tellement aveuglés qu'ils faisaient mine de méconnaître la grande œuvre de Pasteur et s'efforçaient, même, de la rapetisser en la mettant au niveau de celle de Rudolph Koch.

Pour qu'on puisse se rendre compte du manque de fondement de cette prétention, qui révèle un manque total de sens moral, nous allons tracer en quelques lignes l'œuvre de Pasteur et celle de Koch et on ne tardera pas à constater qu'il y a un abîme entre les deux.

Pasteur, comme chimiste, commença par s'attaquer à la doctrine catalytique de Liebig, selon laquelle le ferment est une substance albuminoïde altérée et douée

d'une force spéciale, appelée catalytique, qui lui permet d'agir sans perdre de sa substance et de son activité, en mettant en branle les matières fermentescibles et en les transformant en des produits nouveaux. Pasteur démontra d'abord, par de nombreuses expériences, que la fermentation est un acte purement vital, dû à un microorganisme qui vit et se reproduit aux dépens de la matière azotée avec l'aide de l'air. En poursuivant ses recherches il finit par détruire également une autre doctrine admise jusqu'alors par tous les naturalistes, sans conteste, celle de la *Génération spontanée*. En poussant encore plus loin ses recherches expérimentales il trouva que les maladies infectieuses constituent simplement un procès de fermentation engendré par des microbes nocifs suspendus dans l'air qui s'introduisent furtivement dans l'organisme. C'est ainsi que Pasteur a mis à néant du même coup la théorie de la *génération spontanée* et celle de la maladie spontanée et les a remplacées par une conception plus élevée et solidement assise sur la base de l'expérimentation, *la Panspermie*, à savoir, la dissémination dans l'air, dans la terre, dans l'eau et à la surface des objets d'une multitude des germes invisibles et présents en qualité variable suivant les lieux et les saisons, qui sont prêts à l'action et s'y mettent au moment où il se présente pour eux des conditions favorables à la vie parasitaire.

Toutefois, il faut reconnaître que Rayer et Davaine

furent les premiers qui trouvèrent en 1851 en examinant au microscope le sang d'un mouton charbonneux, des globules déformés et entre leurs amas, des bâtonnets cylindriques rigides et longs de 10 à 12 millimètres. Davaine les dénomma *Bacteridies*, sans définir leur nature. Ce n'est qu'après que Pasteur eut démontré en 1861 que les fermentations lactiques et butyriques étaient dues à des vibrions, que Davaine trouva une grande ressemblance entre ceux-ci et les bacteridies présentes dans le sang des moutons morts de charbon et conclut à l'identité anatomique de ces deux corps et à l'identité de leurs fonctions biologiques, à savoir, qu'une goutte de sang charbonneux est capable par son inoculation aux animaux de faire entrer en fermentation leur sang, de même qu'une goutte contenant le vibrion lactique suffit pour produire la fermentation de grandes quantités de lait. Mais c'est à Pasteur que revient le mérite d'avoir su séparer les bactéridies de tout ce qui leur est étranger dans le sang, les isoler et en faire des cultures successives dans un ballon de bouillon stérilisé et de trouver qu'une seule goutte de la cinquantième dilution ou culture, inoculée à un mouton, lui donnait le charbon de même que la goutte du sang primitif. Il fut ainsi le premier à prouver expérimentalement que le charbon est une maladie de fermentation du sang produite par un bacille qui se multiplie à l'infini dans ce milieu. Dès ce moment là les fondements de l'édifice de la Bactériologie furent jetés. En effet, peu de temps après, Pasteur

découvrit le bacille du choléra des poules, celui de la Pébrine ou maladie des vers à soie et du typhus péripneumonique du porc.

Quant à l'œuvre de Koch, celui-ci commença à se faire connaître par sa découverte des bacilles du choléra asiatique et de la tuberculose et leur isolement au milieu d'un liquide ou d'un tissu organique. Ensuite il réussit à établir des méthodes à lui pour fixer les microbes et les colorer au moyen de produits d'aniline, facilitant ainsi leur isolement. De même on lui doit un procédé de culture des bacilles sur des milieux solides au lieu des liquides mis en usage par Pasteur. Le plus grand mérite de Koch consistait dans ses procédés techniques et dans le perfectionnement des méthodes bactériologiques, avec la circonstance que lorsqu'il voulut les appliquer au domaine de la médecine pratique en imitant Pasteur, il fit fausse route et subit un douloureux désappointement. Son bluff avec la tuberculine comme remède contre la tuberculose et sa doctrine de la dualité de la tuberculose humaine et bovine, lui fit perdre de son prestige, même parmi ses élèves et ses anciens collaborateurs.

D'après les quelques données que nous venons de fournir sur l'œuvre de Pasteur et de Koch on est forcé de considérer Pasteur comme le fondateur de la bactériologie et Koch, Eberth, Obermeier, Loeffler et Behring, qui ont découvert les bacilles de la tuberculose, du choléra, de la fièvre typhoïde, de la fièvre recurrente et de

la diphtérie, comme des ouvriers plus ou moins habiles qui ont apporté chacun de nouvelles pierres à l'édifice dont Pasteur a posé les fondations ; car sans Pasteur, les bactériologues qui l'ont suivi auraient été certainement privés des éléments nécessaires à leurs découvertes; il leur aurait manqué surtout la notion de l'origine parasitaire des maladies infectieuses. Dans le même cas que Koch, se trouvait Lister, chirurgien anglais qui, s'inspirant des doctrines de Pasteur, s'est rendu compte de l'analogie qui existe entre la maladie infectieuse spontanée et les complications qui surgissent après une opération chirurgicale à la suite d'une auto-intoxication de l'organisme par les microbes suspendus dans l'air des espaces confinés ou adhérant aux effets malpropres de l'entourage des malades et pour prévenir des complications graves, il imagina un procédé antiseptique ayant pour but de mettre la plaie à l'abri d'une auto-inoculation, procédé qui a rendu depuis lors des services immenses à l'humanité souffrante. Certes, Lister a rendu à la science et à l'humanité des services aussi éminents, sinon plus éminents que Koch avec sa découverte des bacilles du choléra et de la tuberculose; cependant les Anglais se sont bien gardés de placer l'œuvre de Lister au-dessus de celle de Pasteur. Malheureusement, l'orgueil et la jalousie sont de mauvais conseillers et ne feront que contribuer à agrandir le fossé qui sépare aujourd'hui l'Allemagne des pays civilisés du monde entier.

C'est d'autant plus regrettable, que les savants français rendent pleine justice aux efforts des universités allemandes pour posséder un outillage scientifique plus perfectionné que les établissements d'enseignement supérieur français, ainsi qu'un nombre plus grand de travailleurs, afin d'obtenir une utilisation méthodique des matériaux fournis par ces travailleurs sous la direction de maîtres érudits.

C'est précisément le mérite propre des Allemands de se grouper autour d'un maître savant et d'accumuler sous sa direction à la suite de patientes recherches, de nombreux faits acquis à la science. M. Henneguy, professeur au collège de France dans un travail publié sous le titre : *L'Allemagne et les sciences biologiques* s'expriment au sujet de l'effort de l'Allemagne pour le progrès de la science, dans les termes suivants : « Si « l'on compare le nombre des laboratoires, des tra- « vailleurs et des publications des Allemands à celui « des mêmes éléments des autres pays, on constate « que la production scientifique germanique est au « moins égale à celle de toutes les autres nations réu- « nies. » Alors il se demande : « Quelle est la valeur de « cette production ? » Et voici la réponse : « Si l'on prend « au hasard un de leurs innombrables mémoires, on « trouve presque toujours au début un historique « très étendu du sujet, dans lequel sont réunis les tra- « vaux antérieurs allemands et où bien souvent sont « passés sous silence les travaux des savants étran-

« gers, surtout ceux des Français. S'ils sont mention-
« nés, la citation se borne à quelques lignes ; puis vient
« une description minutieuse d'une foule de détails peu
« importants ; les faits nouveaux saillants se trouvent
« noyés au milieu d'un verbiage dépourvu de toute clarté.
« Si l'auteur aborde des questions théoriques, l'obscu-
« rité de son style devient telle, que la plupart du temps
« un esprit latin n'y peut plus rien comprendre. Si l'on
« a la patience de lire le mémoire jusqu'au bout, on
« s'aperçoit que son contenu peut se réduire à quelques
« pages. La longueur immodérée des mémoires d'outre-
« Rhin tient d'abord à la lourdeur de l'esprit germanique,
« ensuite au génie de la langue dont les longues périodes
« alourdies par un grand nombre de phrases incidentes,
« manquent de clarté et de logique.. »

Tous ceux qui connaissent à fond la langue et la littérature allemandes sont d'accord pour reconnaître que la plupart des écrivains allemands manquent de clarté dans leur manière d'exprimer leurs pensées et que souvent leurs pensées sont enveloppées dans des phrases qui, au lieu de les éclairer, les obscurcissent davantage. Généralement ils montrent dans leurs dialectique un esprit analytique, ayant pour but de prouver leur thèse par voie d'exclusion. Mais cette méthode de déduction ne réussit pas toujours dans des questions scientifiques où l'expérience et l'observation exactes des faits seules peuvent prouver la vérité et amener la conviction chez des personnes hésitantes. Il nous est arrivé

souvent de préférer la lecture d'un livre allemand dans sa traduction française plutôt que de la lire dans la langue originale. Cela ne nous empêche pas de reconnaître qu'il y a des auteurs allemands qui ont brillé par la clarté et la simplicité dans la manière d'exprimer leurs pensées. Il nous suffit de citer quelqu'uns de nos anciens maîtres tels que Hirtel, Rokitansky, Pettenkofer, Virchow, Valentin et Schiff dont les écrits traduisent fidèlement la clarté de leurs pensées. En échange nous voyons un des penseurs les plus réputés de l'Allemagne qui a été jugé digne du prix Nobel, M. Rudolph Euken, professeur de Philosophie à l'Université d'Iéna, qui non seulement manque de clarté dans la manière d'exposer ses idées, mais qui pour défendre sa thèse emploie une méthode qui manque de solidité, car les arguments qu'il emploie pour convaincre le lecteur sont mal articulés, de manière qu'au lieu de s'appuyer mutuellement ils ont plutôt l'air de se contredire. Toutefois M. Euken n'est pas embarrassé pour concilier la thèse et l'antithèse et arriver ainsi à une conclusion conforme au but visé par lui.

Pour rendre plus claire notre pensée, nous allons mettre devant les yeux du lecteur un extrait d'un chapitre de son petit livre intitulé : *Le sens de la valeur de la vie* traduit en français, où l'auteur s'efforce de démontrer la nécessité pour notre époque d'une vie nouvelle, basée sur le perfectionnement du moi dans le sens spirituel pour pouvoir diriger notre

activité vers le progrès de l'humanité. Dans ce but il s'efforce pendant plusieurs chapitres de démontrer que l'orientation de l'homme vers un idéal supérieur du bonheur de la vie doit avoir pour base une vie spirituelle, une autonomie intérieure de la vie, indépendante des besoins matériels de la nature, ce qui suppose un combat constant de l'esprit contre la tendance de la nature vers l'amour du bien-être personnel. Mais l'acquisition d'un tel degré de spiritualisme au nom du devoir, ne peut être que l'œuvre de la religion telle qu'elle s'était opérée au moyen âge dans l'organisation de l'Eglise. Cependant, M. Euken comprend bien qu'il soit impossible à l'homme dans l'état actuel de notre civilisation, de se renfermer dans le champ étroit d'une vie spirituelle sans s'isoler du monde extérieur et de la réalité de la vie et sans que se rapetisse et se pétrifie la vie même. D'ailleurs, un tel combat de l'esprit pour l'exaltation de la valeur de la vie ne saurait se limiter aux individus ; il devra s'étendre aux peuples d'aspirations et de tendances différentes, qui sont poussés souvent dans leur activité par des intérêts économiques. Dans de pareilles conditions la vie spirituelle ne peut apparaître que comme un simple ornement. En effet, M. Euken comprend bien combien est modeste dans notre époque le rôle de la vie spirituelle dans l'existence humaine, comparé à la bruyante agitation que comportent les intérêts matériels et égoïstes. Cependant, Euken insiste sur le fait

que les temps modernes en donnant au moi pensant une conscience fière de sa propre valeur, imposent à l'homme l'obligation de rétablir par sa propre force son indépendance des intérêts matériels de la collectivité et de réagir par son intelligence contre la réalité de la vie extérieure en lui imposant l'idée de la supériorité de la force de l'esprit sur la matière. Le fait seul que le problème de la morale se soit élevé dans l'humanité et l'ait tenue en son pouvoir, exigeant le renoncement à tous les buts égoïstes, lorsqu'ils viennent en collision avec les intérêts moraux de la collectivité, prouve que la vie spirituelle est supérieure et s'impose comme guide de notre conduite. M. Euken a soin d'ajouter que « quelque lent que soit le développement d'un tel mouvement dans l'humanité, et quelque rude que soit l'opposition qu'il rencontre, il s'est développé et se maintient malgré toute opposition parce qu'il porte en lui une force impulsive qui le pousse au développement de la vie humaine ». M. Euken invoque encore un autre fait à l'appui de sa thèse, à savoir :

Le développement de la vie intérieure de l'homme se poursuit par des mouvements divers et par des voies divergentes et produit souvent des contrastes frappants. C'est ainsi que nous voyons sans cesse en conflit l'art et la morale, la religion et la science. C'est précisément dans les contrastes des choses que la vie cherche son unité pour l'accomplissement de son œuvre créatrice, mais cette unité ne peut se vérifier qu'à la suite

d'une longue lutte à travers le temps. C'est ainsi que l'hellénisme au sommet de son développement créa une synthèse de vie artistique qu'il a imposée à toutes les activités nationales, mais l'expérience a démontré que cette synthèse, malgré toutes les belles œuvres qu'elle a accomplies n'épuisait pas l'étendue et la profondeur de la vie, pas plus que la synthèse éthico-religieuse du judaïsme surgie dans l'école d'Alexandrie et celle du christianisme, qui a jeté une plus grande lueur sur la réalité de la vie. Enfin cette synthèse elle-même fut combattue par la synthèse dynamique des temps modernes, grâce à l'accroissement de la force par le développement technique et de la culture intellectuelle, qui tend à s'affermir de plus en plus alors que l'influence prédominante de l'esprit sur la matière pousse plutôt à l'expansion de la spiritualité de la vie. Bien que ce mouvement ait l'apparence du flux et reflux irrégulier des synthèses, il finira par entrer dans la période de sédimentation où la force potentielle demeure en pleine activité, rappelant l'humanité à elle-même et imposant à la vie la nécessité de concilier les buts d'ensemble avec les buts isolés.

Euken arrive à la conclusion, que les époques diverses d'action créatrice et les époques critiques ne forment que de différents aspects d'un mouvement d'ensemble qui apparaît désormais comme un mouvement intérieur de la vie de l'esprit elle-même, qui doit chercher dans le domaine de l'homme son plein contenu,

lequel se développera graduellement jusqu'à constituer une réalité et une puissance positive tendant à acquérir l'unité de la vie spirituelle et autonome, indépendante de toute influence du monde extérieur.

Finalement, après tant d'efforts pour persuader le lecteur de la nécessité pour l'homme de fonder une culture nouvelle de l'esprit, de caractère universel et autonome, pour donner une vraie valeur à la vie, M. Euken présente de nouveau une série de réflexions et de doutes sérieux qui s'opposent à la spiritualisation de la nature et de la vie humaine, et il ne voit d'autre moyen d'y arriver que par l'orientation de la vie vers l'union du concept de *l'amour divin et de l'amour de l'homme.* Ce n'est que par l'union du moi élargi sur la base d'une vie divine avec l'Univers que peut se fonder une nouvelle vie et acquérir un développement vigoureux. Bien entendu, Euken, tout en préconisant l'intervention de l'autorité divine dans l'orientation d'une nouvelle vie spirituelle ne pensait pas au spiritualisme de la religion chrétienne mais à l'établissement d'un rapport direct de l'homme avec la divinité. Il est clair que dans la sphère de toute religiosité existent des symboles derrière lesquels apparaissent les principes d'une vie spirituelle, qui se manifestent dans un incessant jaillissement de sentiments vers un idéal supérieur. Quoi qu'il en soit, Euken considère que la religion demeure une forte puissance qui, dans la collision avec d'autres forces, demeure la plus forte, et

qui comme sanctuaire de la vie se manifeste non par des agissements bruyants, mais par une présence d'esprit calme ayant son siège dans le plus profond de l'âme. Vouloir transmuer la religion c'est vouloir l'anéantir.

L'aperçu que nous venons de donner de la brochure de M. Euken relative au sens de la valeur de la vie, démontre clairement que l'auteur s'est proposé de prouver, d'abord la nécessité d'une vie spirituelle collective pour donner une valeur réelle à la vie humaine ; ensuite le devoir des gouvernements de diriger l'évolution de la société moderne vers le perfectionnement de la nature à l'aide de l'union du concept de l'homme avec celui de l'amour de Dieu.

Nous n'hésiterons pas un seul instant à rendre pleine justice aux efforts de M. Euken pour répandre de idées altruistes, tant par son enseignement que par ses travaux littéraires. Nous partageons même avec lui son enthousiasme pour l'idéal d'une vie spirituelle de l'humanité dans un avenir plus ou moins prochain. Mais nous tenons à constater, à notre grand regret, que ni sa méthode d'argumentation ni sa manière d'exposer ses doctrines au grand public ne sont assez claires ni assez tranchantes pour porter la conviction chez les esprits hésitants et encore moins chez ses compatriotes pangermanistes élevés au sein de l'industrialisme et nourris d'idées naturalistes. On dirait que M. Euken lui-même n'était pas tout à fait convaincu

des doctrines qu'il prétendait imposer à ses compatriotes. En effet, le temps s'est chargé de donner un démenti complet à la sincérité des sentiments altruistes et des doctrines spiritualistes défendus avec ardeur par M. Euken au moment où celui-ci se solidarisa avec les quatre-vingt-douze intellectuels allemands, représentants de la science, des lettres et de l'art allemands en signant le fameux manifeste des *Kulturkrieger* ayant eu pour but d'approuver la guerre déclarée par l'Allemagne et de justifier les procédés criminels du gouvernement impérial, qui comportent le mépris des traités signés par lui, le mépris de la vie des non-combattants, le mépris de la propriété privée, et le mépris des droits de l'homme, avec la circonstance aggravante que les célèbres représentants de la science et de l'art ont osé affirmer, au mépris de la vérité et de la réalité des faits que l'Allemagne n'était pas responsable de la guerre, que ses généraux n'avaient pas commis d'actes criminels en Belgique et que l'Empereur Guillaume était toujours pacifiste. Il faut avoir perdu le sens moral et religieux pour vouloir défendre publiquement les crimes et les attentats aux droits les plus sacrés de la civilisation par des mensonges et des thèses hypocrites et fausses et pour avouer sans rougir que sans le militarisme, la science, l'industrie et la culture allemandes n'auraient jamais acquis le niveau si élevé d'aujourd'hui et auraient été plutôt anéanties depuis longtemps.

On ne saurait douter que l'heure ne tardera pas à

sonner où la réalité fera ouvrir les yeux aux savants et aux intellectuels allemands aveuglés par l'orgueil et la passion politique ; et la vérité se fera jour à la lueur des villes pacifiques incendiées. Alors des milliers d'hommes animés de l'amour du prochain et de l'amour de Dieu lanceront l'anathème contre le militarisme allemand et l'étatisme prussien coupables de la violation, à chaque heure du jour, des droits sacrés de l'humanité sans la moindre utilité d'ordre militaire, obéissant simplement à l'instinct sauvage de destruction, à l'exemple de leurs ancêtres les Vandales et les Visigoths qui ont ravagé l'Espagne et détruit tous les monuments, legs de la culture gréco-romaine,

---

CHAPITRE XXXI

LA CULTURE ALLEMANDE

Il nous reste encore à traiter une question qui a été choisie comme sujet de discussion et d'interprétation par deux savants français, dans un travail intitulé : *Les Allemands et la Science*, dû à la plume de MM. Gabriel Petit et Maurice Leudet. C'est la *culture allemande et la Science allemande* dont les savants allemands parlent souvent avec un certain orgueil, ayant la prétention de les imposer aux nations du monde entier. Nous nous proposons d'élucider cette question un peu obscure, car les Allemands, bien qu'ils en parlent souvent, se gardent bien d'en donner une définition. Est-ce qu'ils confondent le mot *culture* avec celui de *civilisation* ? Dans ce cas nous estimons que l'Allemagne est la plus arriérée parmi les nations de l'Europe car une nation, qui ne respecte pas les traités signés, qui viole les droits de l'homme et les droits des gens, qui pratique le système des déportations en masse, qui prend des otages parmi la population non combattante, les traitant comme s'ils

étaient des prisonniers de guerre ; qui détruit les arbres et les forêts pour le simple plaisir de faire du tort à l'ennemi sans le moindre avantage pour des buts militaires ; qui bombarde les villes ouvertes et sans défense, qui tue les femmes et les enfants, incendie les cathédrales et détruit les monuments artistiques : une telle nation n'a pas le droit d'occuper une place parmi les nations civilisées.

Ou faut-il entendre par le mot *culture*, une instruction plus grande des masses populaires ? Sous ce rapport il est incontestable qu'en Allemagne les écoles sont plus nombreuses et l'instruction élémentaire est plus répandue parmi les classes ouvrières que dans aucun autre pays d'Europe, elle a en outre des écoles techniques pourvues de laboratoires et dirigées par des maîtres compétents où les ouvriers apprennent les travaux propres aux usines et aux ateliers industriels. Malheureusement, l'expérience a démontré que la culture intellectuelle, par elle-même, ne donne pas la supériorité à un peuple si elle ne profite pas en même temps aux sentiments moraux de la collectivité, faute de quoi celle-ci se composerait de barbares savants mais non pas d'hommes supérieurs par leur altruisme. C'est précisément le cas de l'Allemagne dont le gouvernement avant la guerre de 1914 ne poursuivait qu'un seul but, la prospérité nationale aux dépens de ses voisins, et l'accroissement de sa puissance militaire et du prestige de l'Etat tout puissant qui favorise l'esprit de caste,

surtout celle des Junkers prussiens qui fournissait le plus grand nombre d'officiers à l'armée et contribuait puissamment au maintien de la discipline sociale et de l'obéissance aveugle aux ordres des supérieurs hiérarchiques, transformant ainsi l'organisme social en une machine automate qui agit sans sentir et sans penser. Cependant, il faut reconnaître que cela constitue une force qui organise et qui met en mouvement un grand nombre de bras et de cerveaux dans le but de fortifier l'Etat et de créer la prospérité nationale, grâce au concours des classes intellectuelles et ouvrières. En effet, l'Allemagne est arrivé en peu d'années à l'apogée de sa prospérité nationale, mais il faut aussi voir le revers de la médaille qui est beaucoup moins brillant.

D'abord, c'est cette même prospérité et la conscience de leur supériorité militaire qui ont tourné la tête aux Allemands en leur faisant croire qu'ils étaient le peuple élu de Dieu qui leur avait donné la mission de dominer le monde et de lui imposer sa culture. Cette mégalomanie leur a fait également perdre le sens moral, l'amour du prochain, et l'amour de la justice, ce qui est un signe infaillible de la décadence d'un peuple. Ensuite, l'Allemagne avait beau être prospère et forte, elle était une nation soumise à une autocratie féodale et exploitée par des principes étatistes, étant privée de la liberté de jugement et de parole. Le Kaiser était une sorte de phonographe impérial qui prononçait des discours sur tous les sujets possibles et celui qui eût osé

critiquer ses actes et ses paroles se serait exposé à être poursuivi pour crime de lèse-majesté et à être condamné à un emprisonnement plus ou moins long. Non seulement il y avait des lois en Allemagne qui protégeaient la souveraineté divine du Kaiser, mais il y en avait une qui protégeait le fonctionnaire le plus humble (Beamten Beleidigung). Une réplique trop vive à un employé menait aussitôt l'imprudent devant le juge pour outrage à un fonctionnaire de l'Etat. La presse était sujette à la censure et était privée de la libre critique, et la plupart des journaux vivaient des fonds secrets alloués par le gouvernement et obéissaient à ses inspirations. Le parlement, bien qu'élu au suffrage universel ne pouvait se soustraire à la volonté toute puissante de l'empereur, car d'après la Constitution de l'empire, c'est lui qui nommait les ministres, lesquels n'étaient pas responsables devant le parlement mais uniquement devant l'Empereur. Bien que la chambre jouissait du privilège de voter le budget de la guerre et de la marine, elle s'exposait à être dissoute par ordre impérial si elle refusait son vote. Quant aux journaux étrangers ils n'étaient lus que par les ambassadeurs et agents étrangers et rarement par les intellectuels allemands. D'autre part, le gouvernement prenait toutes ses précautions pour que la critique étrangère ne s'infiltrât à l'intérieur du pays. 97 0/0 des journaux allemands recevaient les nouvelles de l'étranger par l'agence Wolff qui n'était qu'une annexe du minis-

tère des Affaires étrangères. Tous ces faits prouvent que l'Allemagne a fini par endosser la camisole de force prussienne que Bismarck avec son cynisme définissait comme une chemise de flanelle qui gratte et démange, mais qui fait du bien à celui qui la porte. Quant aux intellectuels qui enseignaient aux Universités, ils n'étaient que les humbles serviteurs de l'Etat, et Lord Acton les appelait avec raison : *la garnison intellectuelle de l'Allemagne,* car loin de défendre les idées spirituelles de la société ils s'appliquaient plutôt à défendre les intérêts matériels de l'Etat. Ils ont pour la plupart employé leur talent à prostituer la science en faisant de grands efforts pour l'industrialiser et à propager des doctrines déletères au point de vue de la morale et de la religion. En voici quelques spécimens :

« La guerre est sainte ; elle est d'institution divine » (Von Moltke).

« Plus impitoyable et plus cruelle est la guerre, plus « elle est humaine, parce qu'elle aboutit plus vite à une « paix satisfaisante » (Erzberger, chef du centre catholique au Reichstag).

« Tous les traités sont conclus avec une restriction mentale » *Rebus sic stantibus* (von Treitschke. La législation internationale).

« La philosophie, la Religion et la Morale sont des signes de décadence » (Nietzsche).

Karl Lamprecht, l'historiographe de Guillaume II a

écrit : « Qui donc oserait nier qu'il existe un Dieu germanique, qui se manifeste au dehors comme un Dieu fort et jaloux. »

Qui ne connaît pas, enfin, la fameuse doctrine de Bismarck :

« La force crée le Droit. »

Tout esprit impartial comprendra qu'il n'y a rien de plus absurde, de plus cynique, de plus antihumain et de plus opposé au bon sens, à la raison et à la morale que ces maximes de l'élite des intellectuels allemands.

Cependant ces fameuses sentences émanent de la bouche et de la plume des hommes les plus illustres de l'Allemagne. Nous pourrions encore citer des centaines de phrases pareilles prononcées par des hommes d'Etat et des professeurs célèbres allemands, mais nous jugeons que celles que nous venons de reproduire suffisent pour édifier le lecteur sur la mentalité des penseurs et écrivains allemands, car elles sont l'expression fidèle de la culture germanique imposée par le gouvernement impérial et les pangermanistes. Maintenant la question se pose : quel aurait été le sort de l'Europe si l'Allemagne avait été vainqueur de la guerre qu'elle a préméditée et déchaînée ? Il est certain que l'absolutisme militaire et politique aurait dominé dans tous les pays d'Europe et la supériorité de l'Allemagne sous l'hégémonie de la Prusse aurait imposé la culture germanique et le culte de la force à tous les Etats du continent européen. La Belgique et une partie de la France auraient été trans-

formées en provinces allemandes. Heureusement cette guerre, symbolisant la lutte entre l'absolutisme politico-militaire et les droits de l'homme, le triomphe de la liberté et de la justice humaine sur la barbarie savante de la Germanie n'était pas douteux pour nous. Ce sont les principes de la révolution française, combattus par les trois empires européens pendant le XIXe siècle qui ont vaincu la culture allemande et réduit à néant l'étatisme prussien, grâce à l'intervention des Etats-Unis, sous l'impulsion vigoureuse du président Wilson, qui a donné à cette guerre sanglante et cruelle le caractère d'une guerre sainte entre les principes sacrés de l'humanité et l'absolutisme politico-militaire de l'Allemagne prussifiée.

CHAPITRE XXXII

MANQUE D'HARMONIE ENTRE LA CULTURE INTELLECTUELLE ET LA CULTURE MORALE DU PEUPLE ALLEMAND

Nous nous proposons d'étudier dans ce chapitre un fait d'ordre psychologique, intimement lié à l'évolution mentale et morale du peuple allemand sous l'hégémonie de la Prusse, c'est la conduite des quatre-vingt-treize savants considérés comme l'élite de la science, des lettres et de l'art allemands, qui ont lancé un manifeste aux intellectuels de tous les pays du monde, dans lequel ils justifient la guerre contre la France et la Russie de même que l'invasion de la Belgique malgré le traité international signé par la Prusse garantissant la neutralité de ce petit pays et nient en même temps les atrocités de toute sorte commises par l'armée allemande contre les habitants non combattants de ce pays.

On se demande avec raison : 1° Comment explique-t-on que quatre-vingt-treize personnes représentant l'élite de la science, des lettres et de l'art allemands aient

donné publiquement une preuve éclatante de leur manque de sentiment moral et de l'amour de la vérité ? 2e Etant donné que parmi ces quatre-vingt-treize hommes notables figuraient des professeurs de théologie protestante et catholique aux Universités, plus quelques savants célèbres, tels que Brentano, Euken et Wund qui se sont signalés dans leur enseignement par leurs opinions tranchantes en faveur des idées de justice et de la spiritualité de l'humanité, le premier s'étant prononcé ouvertement contre le militarisme prussien et l'influence néfaste des Junkers dans la politique impériale, les considérant comme un fléau funeste pour l'avenir de l'Allemagne et les deux derniers s'étant fait remarquer dans leur enseignement de philosophie à l'université comme des apôtres du spiritualisme dans la synthèse de la vie sociale et historique des peuples, comment explique-t-on que des hommes d'élite occupant une situation sociale élevée fassent si bon marché de leurs convictions et de leur passé honorable, et passent avec armes et bagages au camp de l'ennemi de la justice et des droits de l'humanité ?

Pour donner une explication plausible d'un fait apparemment paradoxal, nous jugeons nécessaire de remonter le cours de l'histoire et de rappeler les efforts de la Prusse pour acquérir l'hégémonie de l'Allemagne et imposer sa volonté et sa mentalité à tous les Etats de la confédération germanique. Le fait primordial sur lequel nous tenons à insister est que tous les rois de

Prusse, depuis Frédéric Ier jusqu'à Guillaume II n'avaient qu'une seule pensée, celle de disposer d'une armée permanente, forte et bien disciplinée et de profiter de toutes les circonstances favorables pour la mettre au service d'une nation en guerre avec un pays voisin dans le but d'agrandir leur territoire aux dépens de leurs voisins militairement plus faibles. C'est ainsi que Frédéric II, après avoir réussi à faire de la Prusse l'Etat le plus fort des états confédérés de l'Allemagne, fit sentir à ceux-ci son influence à la première occasion propice. Celle-ci se présenta au moment du réveil de l'esprit libéral en Allemagne vers les derniers trente ans du XVIIIe siècle, à la suite d'un concours de plusieurs circonstances : d'abord, le progrès des connaissances historiques de l'antiquité, la sympathie des penseurs allemands pour la philosophie Spinoziste, ensuite les travaux démolissants des Encyclopédistes français. Alors un flot d'irréligion avait envahi les sphères intellectuelles allemandes, au point que tant les professeurs aux Universités que les théologiens érudits déclarèrent la guerre au mysticisme, au piétisme et à l'intolérance et se prononcèrent en faveur d'un culte de religion naturelle et de l'indépendance du jugement et de la parole. A ce moment-là, le gouvernement prussien, voyant menacés les fondements de son régime politique, intervint auprès des pasteurs protestants libéraux ainsi qu'auprès des professeurs de l'université, leur faisant voir le danger que courrait l'ordre social, si le senti-

ment religieux venaient à s'affaiblir parmi les masses populaires, et insistant sur la nécessité d'établir une discipline sociale sous la surveillance de l'Etat, qui imposerait à tous ses fonctionnaires occupant une chaire, soit comme prédicateurs, soit comme professeurs, l'obligation de se conformer en matière religieuse aux principes reconnus par l'Etat. Frédéric II, bien que, lui-même, sceptique et anticlérical, soutenait le principe que la religion est nécessaire au peuple et indispensable au maintien de l'ordre social.

Frédéric Guillaume II dans son fameux édit de juillet 1783 soutenait le même principe utilitaire en matière de religion. Selon lui, la paix de Westphalie ayant imposé aux princes l'obligation de défendre la religion protestante, il s'ensuivait que la religion était une *affaire d'Etat* et que le roi de Prusse comme chef d'Etat était aussi chef de la religion. Kant lui-même (1) réprouve sévèrement les énergumènes qui menaçaient l'ordre établi. Il insiste sur l'utilité du dogme de la Révélation au bénéfice de l'ordre et de la tranquillité sociale. De même que Kant, ses successeurs, Fichte et Schelling, ont non seulement défendu le principe de la raison pratique de Kant en déclarant que l'ordre social parfait était la dernière expression de la culture, ils ont même reconnu l'Etat comme éducateur du genre humain, et déclaré que c'est à l'Allemagne qu'incombe cette mission édu-

1. Kant, *Der Streit der Fakultaeten*, 1798, Berlin.

catrice. L'Etatisme prussien subit un temps d'arrêt dans son développement à la suite de la Révolution française et de la déroute de la Prusse dans la bataille d'Iéna, mais il reprit son essor après la chute de l'Empire et la victoire de Blücher à Waterloo. Dès lors, l'Etatisme s'est revêtu du manteau du germanisme qui arrivait à son apogée grâce au prestige de l'enseignement de Hegel qui lui donnait un sens nouveau et un caractère divin ; l'Etat, qui était jusqu'alors un symbole d'une discipline sociale, devint Etat-providence, représenté par le souverain. Hegel conçoit l'Etat prussien comme la réalité de l'idée morale, et pour lui, sa force, basée sur l'organisation et la discipline représente la preuve positive d'une création divine. D'après l'historien Treitschke, Hegel a démontré scientifiquement l'énergie de l'idée allemande c'est-à-dire sa culture, qui est appelée à dominer tout le monde ; c'est une idée absurde et qui dépasse les bornes de toute intelligence de vouloir germaniser l'évolution de la raison humaine et de la morale chrétienne. En effet, après la mort de Hegel, les intellectuels allemands s'étaient divisés en deux camps, les libéraux et les orthodoxes, les uns aspirant à l'unification nationale sur la base de la liberté politique et sociale et les autres, sur la base de la force et de l'absolutisme militaire. La lutte qui s'est engagée entre les deux partis fut bien âpre et le chemin que le parti libéral dut parcourir était hérissé de difficultés tellement grandes

qu'il finit par succomber aux mains des hoberaux prussiens, à la tête desquels se trouvait Bismarck, lequel réussit à réaliser l'idéal de l'unité nationale par le feu et le fer en faveur de la Prusse et aux dépens de l'Autriche. Grâce à ce triomphe l'Etatisme prussien s'est raffermi de plus en plus et a abouti au pangermanisme sous l'égide de la Prusse. Dès ce moment là le Pangermanisme est devenu l'idée directrice de toutes les activités nationales et individuelles ; il a créé d'abord l'industrialisme, qui à son tour a engendré le socialisme d'Etat ; car les lois de protection de la classe ouvrière votée par le Reichstag ne sont pas dues à l'initiative parlementaire mais bien à celle du gouvernement au nom de l'hygiène publique. Les pangermanistes ont de plus profité de l'esprit d'association et d'organisation propre au peuple allemand pour former des sociétés de gymnastique et de sport, de musique,de bienfaisance, de politique, de commerce maritime et terrestre, leur donnant un sens et un intérêt germaniques. Ensuite, ils ont exercé une influence marquée sur les maîtres de l'enseignement public pour les déterminer à agir sur l'esprit de la jeunesse dans le sens pangermaniste en exaltant les mœurs et les procédés du peuple allemand et en dépréciant la culture des autres peuples. En même temps ils ont exigé des maîtres de l'enseignement secondaire et supérieur de maintenir à l'école une discipline sévère et un esprit d'obéissance aveugle. C'est une excellente manière de former des suggestionnés et

des esclaves mais pas des hommes libres, ayant une volonté propre. Il en résulta que l'individualité est morte-née en Allemagne, où tout est réglementé, où tout est sujet au jugement et à la convenance de l'association, à laquelle l'individu s'est affilié et où tout est hiérarchisé. Même dans les réunions expansives entre amis et compagnons il y en a toujours un qui commande et qui dirige d'un geste, d'un cri ou d'un battement de mains, avec la circonstance particulière que dans toutes les associations, les chefs jouissent d'une grande autorité, du respect et de la soumission de tous les affiliés de sorte que la discipline forme le nœud vital de l'organisation sociale du peuple allemand. Elle commence son œuvre à l'école primaire, continue ensuite à l'école secondaire, se renforce aux écoles techniques supérieures et à l'université, grâce à l'autorité et au prestige des maîtres et arrive à son apogée à l'époque fatale du service militaire obligatoire. La conséquence en est que l'Allemand à de rares exceptions près est privé d'initiative propre, ayant besoin d'une autorité qui le commande. Etant habitué depuis son enfance à l'obéissance il s'y soumet volontairement sans murmurer, en attendant le moment de pouvoir commander à son tour ; alors il prend sa revanche sur ceux qui lui doivent l'obéissance. C'est ainsi que l'on peut expliquer comment les 93 savants qui figuraient à la tête du mouvement intellectuel et artistique de l'Allemagne se sont crus obligés de faire table rase de leurs

opinions et convictions particulières lorsqu'il s'agissait de l'intérêt de l'Etat représentant la nation, sous peine d'être accusés de crime de haute trahison contre l'Etat qui, les considérant comme des fonctionnaires, se croit avoir le droit de les obliger à obéir à la consigne et aux ordres du gouvernement. De plus chacun des 93 intellectuels se trouvait affilié à une association pangermaniste ou littéraire et comme tel il était obligé de partager l'opinion de l'association à laquelle il appartenait.

Maintenant, il sera permis de se demander si tel est le cas de savants qui pensent et qui raisonnent, quelle doit être la situation des classes ouvrières qui n'ont souvent ni le temps ni les moyens de s'occuper d'autres choses que de leurs intérêts matériels, d'autant plus que le gouvernement a fait voter des lois d'assurances contre la maladie et la vieillesse, contre les accidents du travail ainsi que pour l'amélioration hygiénique du logement et de l'alimentation des ouvriers. Leurs représentants au parlement se seraient bien gardés de faire de l'opposition au gouvernement, lorsqu'il demandait une augmentation du budget de l'armée, car ils savaient bien que ce n'étaient pas les ouvriers mais les patrons qui supportaient les nouvelles charges budgétaires. Comme les patrons se composent de riches bourgeois représentants du commerce et de l'industrie, ils ont toujours été les défenseurs ardents de la politique d'expansion et de l'agrandissement de l'Allemagne aux dépens de

ses voisins. C'est pourquoi le gouvernement impérial n'a jamais rencontré dans le Reichstag un parti ni des voix éparses d'opposition à ses projets de guerre et d'invasion de la Belgique et de la France, projets prémédités depuis longtemps, avec la circonstance aggravante que pour sauver sa responsabilité le gouvernement impérial eut l'hypocrisie de jouer le rôle de victime, prétendant que la guerre lui fut imposée, et qu'elle était pour l'Allemagne une guerre défensive.

Toutefois, les documents officiels austro-allemands et les révélations faites par les journaux officieux allemands tels que la *Deutsche Politik* et la *Gazette de Francfort* prouvent que la guerre de l'Autriche avec la Serbie a été décidée longtemps avant l'attentat de Serajevo et et que la campagne de presse austro-allemande de juillet 1914 contre la Serbie pour crier vengeance, n'a été qu'une mise en scène destinée à cacher la préméditation de la guerre. Ce fut le 5 juillet 1914 que l'ambassadeur d'Autriche déjeuna chez Guillaume II sans témoins et qu'après le déjeuner il lui remit une lettre autographe de François Joseph accompagnée d'un memorandum rédigé à Vienne, avant l'assassinat des Archiducs, par les conseillers de la Couronne, Comte Berchtold, Sturgkh Tisza et le maréchal Conrad de Hoetzendorff et qui avait pour but, selon la déclaration de M. Bauer, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de l'Autriche républicaine, d'exposer aux deux Empereurs la nécessité de la guerre avec la Serbie pour l'éliminer de l'union des

Etats balkaniques et assurer ainsi la domination dans les pays d'Orient des empires germaniques. L'Empereur Guillaume consulta d'abord son chancelier Bethmann-Hollweg, ensuite il répondit à François-Joseph dans les termes suivants : « Ton excellent Ambassadeur pour « lequel j'ai une sincère estime, t'aura transmis mon « assurance, que même dans les heures graves tu nous « trouveras fidèlement à vos côtés, moi et mon empire, « en plein accord avec notre amitié et avec nos devoirs « d'alliés. Te renouveler ici cette assurance c'est pour « moi un joyeux devoir. Je reconnais la nécessité de « libérer de cette lourde pression (la Serbie) les fron- « tières méridionales de tes Etats ».

En plus des révélations faites dernièrement par la presse officieuse allemande, le mémoire du prince Lichnowsky, ancien ambassadeur allemand à Londres, démontre d'une manière claire et nette que l'Angleterre loin de vouloir la guerre était pacifiste jusqu'au dernier moment, au point de désirer une entente avec l'Allemagne sur la base *d'armements limités*. D'ailleurs le gouvernement impérial lui-même eut le triste courage de déclarer en plein parlement par la bouche du chancelier que l'invasion de la Belgique, dont la neutralité avait été garantie par les puissances européennes, l'Allemagne y comprise, *était un attentat contre le droit des gens, mais que nécessité ne connaît pas de loi* ; en d'autres termes, que les lois et les droits ainsi que les traités signés disparaissent devant la nécessité de mettre à

exécution un projet criminel imposé par l'état-major, avec la circonstance aggravante, que pas une voix ne s'est élevée au sein du Reichstag pour protester contre une telle félonie et un pareil acte d'immoralité. Qu'y-a-t-il donc d'étonnant, dans ces conditions à ce que les savants allemands aient perdu l'amour de la vérité et l'indépendance du jugement, après que l'âme du peuple allemand avait été contaminée par le concept hégélien de l'Etat-providence et de la discipline militaire prussienne ? C'est ainsi que l'on s'explique que des crimes de toute sorte, tels que des assassinats de vieillards, d'enfants et de prêtres innocents, des viols de jeunes filles en face de leur mère, la déportation de jeunes gens en masse et la séparation des jeunes filles d'avec leurs parents aient été commis sur l'ordre des généraux, sans que le gouvernement impérial soit intervenu pour les empêcher ou pour les punir, malgré les protestations des gouvernements alliés ; mais ce qui est encore plus étonnant c'est le silence gardé par le Vatican qui, bien que détenant le pouvoir spirituel sur tous les sujets catholiques, s'est abstenu de condamner, au nom de la religion, les crimes commis en Belgique par l'armée allemande, malgré les témoignages bien dignes du vénérable Cardinal Mercier.

CHAPITRE XXXIII

LA SUPÉRIORITÉ DE LA SCIENCE ALLEMANDE EST UN DES FAUX CONCEPTS DES SAVANTS ALLEMANDS ACQUIS PAR LA PRUSSIFICATION DE L'ALLEMAGNE

Les savants germains modernes se complaisaient à proclamer la supériorité de la science allemande sur celle des autres pays de l'Europe. Nous allons prouver que c'est une idée des plus fausses, propre à la mentalité allemande. En premier lieu, il n'existe pas de science allemande ni anglaise ni française. La science est un patrimoine commun à l'humanité auquel chaque nations petite ou grande contribue selon ses forces et ses moyens. Il n'y a que des savants allemands, anglais et français qui ont des concepts différents et emploient des procédés distincts dans leurs recherches scientifiques, tandis que, selon la conception allemande la science, l'art et la philosophie, de même que tout produit industriel, doit porter un cachet national et doit avoir pour but de produire quelque bénéfice ou prestige à l'Etat. C'est dans ce sens que Giesbrecht prétend que la science

ne doit pas être cosmopolite, elle doit être allemande, et les savants germains s'efforcent de germaniser la science, de même que les pangermanistes aspirent à annexer et à germaniser les peuples voisins. C'est ainsi que dans leurs rapports scientifiques annuels, ils ne citent que les noms de leurs compatriotes, qui souvent n'ont fait que copier ou travestir les découvertes des savants étrangers. Leur mépris de la vérité ne recule devant aucun moyen pour discréditer les mérites des inventeurs étrangers les plus réputés. Tout homme de bonne foi doit rougir de honte devant les déclarations du fameux chimiste allemand de Leipzig W. Ostwald, l'inventeur des pastilles incendiaires, qui n'a pas hésité à conclure que Lavoisier n'a été que le pâle imitateur, le copiste, tout au plus le continuateur de son compatriote Stahl, qui, selon lui, est l'un des solides piliers, le vrai fondateur de la chimie moderne. Tous ceux qui connaissent un peu l'histoire de la chimie savent très bien que Stahl, médecin iâtro-chimiste de la fin du XVIIIe siècle avait une singulière théorie du feu et de la flamme, qui résulterait d'après lui de la perte du corps qui brûle, d'un principe qu'il appela le *phlogistique* ou esprit de feu. Lorsqu'on lui objectait que les corps qui brûlent gagnent du poids au lieu d'en perdre, Stahl répondait que le phlogistique a un poids négatif. Or Lavoisier, qui un siècle après démontra que le corps qui brûle augmente de poids parce qu'il s'unit à un des éléments de l'air, l'oxygène, a constaté

un fait démontré par lui, tandis que Stahl n'a fait qu'imaginer une théorie fausse. Cet exemple suffira pour démontrer la mauvaise foi des savants allemands modernes et leur mépris de la vérité, lorsque leur vanité nationale est en jeu. Armand Gautier, qui s'occupe précisément de ce sujet (1) s'exprime là-dessus avec quelque dureté, dans les termes suivants : « Depuis les « Vandales et les Huns, la science allemande a fait d'im- « menses progrès, mais l'esprit allemand, la morale alle- « mande et l'âme allemande sont restés les mêmes qu'aux « temps de Tacite et d'Arminius : Gœthe même dans « une lettre adressée à son ami Eckermann écrit : *Il fau-* « *dra quelques siècles encore pour que nos compatriotes* « *soient pénétrés d'assez d'âme et d'une culture élevée* « *telle qu'on puisse dire d'eux, que le temps est depuis* « *longtemps passé où ils étaient des Barbares*, ce qui est un témoignage éloquent en faveur de notre thèse, maintes fois exprimée dans ce travail, que la culture intellectuelle et la culture du sentiment moral et religieux obéissent à des causes diverses et distinctes et ne sont pas toujours en corrélation ; car on voit souvent des hommes doués d'une intelligence supérieure mais qui sont privés du sens moral, tel est le cas pour Bacon et Napoléon Ier. Il en est de même pour certains peuples, parmi lesquels se trouve l'Allemagne. Celle-ci a certainement contribué dans une large mesure aux pro-

1. *Les Allemands et la science*, p. 177.

grès de la raison humaine, mais elle n'a à aucune époque de l'histoire contribué au perfectionnement du sentiment humain. Quant aux services qu'elle a rendus au progrès de la science, quelque grands qu'ils soient, ils ne lui donnent certainement pas le droit à la préséance.

Pour s'en convaincre il suffit de comparer l'histoire de son évolution intellectuelle à travers les siècles avec celle des autres nations européennes. Le premier fait qu'enregistre l'histoire est la disparition de la culture romaine en Europe à la suite de l'invasion de l'Italie, de l'Espagne et du Midi de la France par les Barbares du Nord qui n'étaient autres que les Goths et les Vandales, des tribus sauvages de race teutonne. Au VIIIe siècle lorsque l'Espagne est devenue un foyer rayonnant de lumière sous la domination des Arabes, qui avaient recueilli la semence de la culture grecque disséminée en Perse et en Asie-Mineure et l'avaient déposé sur le sol d'Espagne, l'Allemagne était encore couverte des ténèbres de l'ignorance sous le règne de Charlemagne, dans les siècles suivants, sous le régime du féodalisme ; même au XIVe siècle lorsque l'Italie avait déjà brillé par ses grands écrivains tels que Dante, Pétrarque et Boccace, l'Allemagne était encore pauvre en écrivains et savants. Il en fut de même au XVe siècle, époque de la Renaissance des lettres et des beaux-arts. C'est également l'Italie, qui fut le refuge des savants et des artistes grecs émigrés de Constantinople, imbus de l'ancienne culture gréco-romaine. C'est aussi en Italie

que surgirent les premiers grands artistes, aussi bien peintres que sculpteurs. Ce n'est que plus tard que la Renaissance s'est étendue au midi de la France et en Espagne, pour arriver en dernier lieu aux Pays-Bas et en Allemagne. Si nous nous arrêtons un moment au XVIe siècle, nous voyons qu'il y eut alors un réveil simultané de l'esprit humain dans tous les pays d'Europe. Partout ont surgi des hommes de génie qui se sont efforcés de démolir l'édifice vermoulu de la Scolastique et d'en ériger un autre plus beau en honneur de la science et de la pensée humaine sur des bases bien solides, à savoir : la méthode expérimentale et l'observation des phénomènes de la nature. Ces hommes supérieurs ont paru dans toutes les branches du savoir humain, François Bacon, René Descartes, Baruch Spinoza, Pascal et Leibnitz en Philosophie et en Mathématique, Rabelais, Shakespeare, Cervantes et Camoens dans les lettres, Galilée, Torricelli et Harvey en Physique et Physiologie. Chacun de ces grands penseurs ont donné une nouvelle direction à l'esprit humain et ont jeté les fondements bien cimentés de la science et de la philosophie modernes. Mais, chose singulière ! Parmi ces grands maîtres de la pensée figurent trois Anglais, trois Français, deux Italiens, deux Espagnols, un Portugais et un Allemand qui est Leibnitz, un disciple de Descartes. Bien qu'il brillât comme mathématicien, il était suggestionné par le milieu aristocratique dans lequel il vivait et il ne tarda pas à tomber dans le mysticisme

ayant voulu concilier la tradition religieuse et la science basée sur la raison pure avec la méthode expérimentale, au moyen d'une de ses hypothèses favorites, *celle de l'harmonie préétablie*. Aussi, son système philosophique, manquant de vitalité propre, finit nécessairement par succomber après la mort de son auteur. Toutefois pour rendre justice à la vérité, nous allons citer encore deux noms allemands qui sont devenus illustres, au courant du XVIe siècle, ce sont Gutenberg et Keppler, le premier connu comme inventeur de l'imprimerie et du système des lettres mobiles et le second devenu célèbre par ses découvertes astronomiques, ayant eu pour maître l'astronome danois Tycho-Brahé. Un autre astronome allemand également célèbre est Frédéric-Guillaume Bessel qui mesura le premier la distance d'une étoile à la terre. Mais il faut aussi tenir compte du fait que les Allemands ont toujours eu une prédilection pour les sciences mathématiques pures et astronomiques, de même qu'ils ont montré une grande disposition naturelle pour les méthodes techniques. Toutefois les sciences astronomiques vers la fin du XVIIe et pendant le XVIIIe siècle ont plutôt brillé en Angleterre et en France qu'en Allemagne. Sans parler de Newton, qui doit être mis hors concours, il faut citer en première ligne l'anglais Bradley qui découvrit l'aberration des étoiles et la nutation de l'axe terrestre, ensuite William Herschell qui découvrit la translation du système solaire vers la constellation d'Hercule et

la planète Uranus et Hughes également anglais, qui mesura le premier la vitesse des étoiles par rapport à la terre. Il convient aussi de rappeler le danois Roemer qui découvrit et mesura la vitesse de la lumière.

Quant aux sciences naturelles, il faut reconnaître le fait que c'est la gloire de la Révolution française d'avoir vu surgir dans son milieu des naturalistes de grand génie tels que Lavoisier, Cuvier, Geoffroy Saint-Hilaire, Lamarck, Bichat, Jussieu et Alphonse de Candolle tandis que l'Allemagne en dehors de Humboldt, Blumenbach et Ehrenberg n'a pas donné naissance à des naturalistes de premier rang pendant les premiers vingt ans du XIX[e] siècle et en voici la raison : d'un côté la guerre malheureuse de la Prusse contre la France avait déprimé les esprits et découragé les classes intellectuelles au point qu'Alexandre Humboldt, le savant le plus en vogue en Allemagne, s'est cru obligé après la bataille d'Iéna de se mettre à la tête de l'élite des savants allemands pour faire un appel au roi au nom de la patrie en détresse lui faisant comprendre la nécessité de réorganiser les forces intellectuelles du pays ; c'est alors que le roi, impressionné par cet appel, chargea Humboldt de fonder une Université allemande à Berlin et de réorganiser l'Académie des Sciences sur une nouvelle base. D'un autre côté, les représentants du romantisme profitèrent de la situation malheureuse du pays pour exhorter leurs compatriotes à retourner au régime de la piété et de l'autorité, et il s'est alors

engagée une lutte entre les hommes de science et les défenseurs du piétisme, qui a contribué à ralentir les idées du progrès initié par Humboldt. Cette lutte est devenue encore plus âpre à la suite de la victoire de la coalition européenne sur l'armée française. Alors le Romantisme s'est imposé avec plus de force qu'avant à la mentalité allemande et le régime féodal et absolutiste reprit son essor dans tous les Etats du Nord de l'Allemagne, surtout en Prusse, dont le gouvernement chercha son appui dans le système philosophique de Hegel, d'après lequel *l'Etat est l'incarnation du droit suprême de tous ses membres, la substance même de ses individus et la réalisation de l'idée morale.* Le Romantisme est arrivé à dominer même dans les sphères intellectuelles, parmi les hommes de l'Université, lesquels, suggestionnés par les doctrines Browniennes alors en vogue, cherchaient à expliquer les lois biologiques par la *force vitale*, indépendante des forces physico-chimiques, au lieu de poursuivre la connaissance de la vérité par la méthode inductive et l'observation des faits. Grâce à un concours de circonstances, au milieu de cette athmosphère troublée par la passion et l'ambition des hommes politiques et religieux, parut la haute personnalité d'Alexandre d'Humboldt, lequel, doué d'un esprit élevé, passionné pour le progrès de la science et poussé par l'amour des connaissances objectives de la nature, se rendit à Paris en 1797 où il se lia d'étroite amitié avec Laplace, Arago, Cuvier et Gay

Lussac auxquels il témoigna une estime profonde et, après avoir acquis, au cours de deux années d'étude, les connaissances nécessaires, s'embarqua avec son ami Bonpland en 1799, pour l'Amérique. Là il se consacra à explorer plusieurs régions de l'Amérique du Sud et du Nord, naviguant en canot sur l'Orénoque et l'Amazone, approchant des cratères des volcans éteints et montant le Chimborazo jusqu'à 6.072 mètres. Après avoir visité et exploré le Mexique et l'île de Cuba il retourna en Europe en 1804 et fixa sa résidence à Paris où il se consacra entièrement au classement des observations recueillies pendant son séjour en Amérique et à la publication de son ouvrage intitulé *Voyage aux régions équinoxiales du nouveau continent*.

Après cela il retourna en Allemagne, où il appliqua ses efforts à pousser les jeunes naturalistes allemands vers l'étude des sciences naturelles. Parmi ses protégés se trouvait le jeune Justus Liebig dont les hautes qualités avaient frappé son attention. Il lui conseilla de se rendre à Paris pour se mettre au courant des progrès de la Chimie et il le recommanda chaudement à l'attention de Thénard et de son ancien ami Gay Lussac. Celui-ci mit non seulement son laboratoire chimique à la disposition de Liebig, mais il l'initia en même temps à ses méthodes expérimentales. Après s'être mis au courant des nouvelles méthodes et des grands progrès réalisés par les chimistes français, Liebig retourna en Allemagne en 1826 et fut nommé pro-

fesseur de Chimie à l'université de Giessen, où ses cours ne tardèrent pas à attirer l'attention, d'abord par leur caractère scientifique, ensuite par leur finalité pratique au point que la salle de conférences devint trop petite pour le nombre de personnes qui accouraient pour l'entendre de toutes les parties de l'Allemagne. Bientôt les travaux de Liebig excitèrent l'admiration de tous les hommes de science tant par l'originalité de son enseignement que par leurs points de vue tout nouveaux sur la vie animale et végétale en rapport avec les lois de la chimie. Nous tenons à ajouter, que l'exposé de ces détails sur la vie et l'œuvre de Humboldt et de Liebig a pour but de prouver *premièrement*, que la Chimie moderne qui commença avec Lavoisier vers la fin du XVIIIe siècle a été plutôt une création française, *secondement*, que les savants allemands qui ont figuré au premier rang pendant la première moitié du XIXe siècle se sont formés à Paris au foyer de la science française et ont puisé leurs connaissances physico-chimiques, de même que leurs méthodes expérimentales d'investigation aux sources françaises, bien qu'après leur retour en Allemagne ils aient donné à leurs travaux un cachet d'originalité et une empreinte de leur génie créateur au point de créer de nouveaux champs de culture, et de découvrir de nouvelles lois de la nature.

Il en fut de même pour les sciences biologiques. C'est également en France que vers la fin du XVIIIe et dans

la première moitié du XIXe siècles surgit une pléiade d'hommes de génie qui brillèrent dans les sciences naturelles. C'est ainsi que nous voyons Cuvier créer l'Anatomie comparée et la Paléontologie, ensuite Geoffroy Saint Hilaire et Lamarck créer la Philosophie zoologique, Bichat, l'Anatomie générale des tissus, et les frères Jussieu établir une méthode de classification naturelle de la Botanique. Ensuite parut Magendie, l'initiateur de la vivisection comme la méthode la plus sure pour arriver à la connaissance des lois de la vie et dont les merveilleuses découvertes des principes régulateurs du système nerveux, lui ont valu le privilège d'être considéré comme le fondateur de la Physiologie moderne. Ses méthodes de recherches furent employées plus tard avec le même succès par d'autres physiologistes français contemporains, tels que Flourens et Longet. Mais celui qui l'a surpassé par son génie créateur est son élève Claude Bernard qui a fécondé toutes les branches de la physiologie par de mémorables découvertes et par des méthodes d'investigation très ingénieuses, ayant exercé une influence profonde sur nos connaissances des fonctions organiques de l'homme à l'état de santé et à l'état de maladie, ainsi que sur la guérison de certaines maladies dont l'origine pathogénique était inconnue jusqu'alors, telle que le diabète.

Si nous jetons maintenant un regard sur l'état des sciences biologiques en Allemagne vers le commencement du XIXe siècle nous voyons que c'est seulement en

1810, lorsque le suédois Rudolphi fut appelé à occuper la chaire d'Anatomie et de Physiologie à l'Université de Berlin, qu'on commença à y cultiver le champ de la physiologie. Ce fut lui qui se fit connaître le premier par ses travaux remarquables sur plusieurs sujets de biologie et par son *Manuel de physiologie* paru en 1821-1828. Cependant, ce fut seulement son élève, Jean Müller, qui lui succéda en 1831 dans la chaire à l'université de Berlin qui donna un grand essor à l'étude et au progrès de la physiologie en Allemagne, car, très familiarisé depuis de longues années avec les sciences naturelles et exactes et doué en même temps d'un esprit d'investigation très profond, il sut profiter des travaux de Magendie et de son école pour donner par son enseignement, une direction nouvelle à l'étude de la biologie humaine et animale. En effet, son *Traité de physiologie comparée*, où il s'efforce d'élucider les problèmes les plus ardus de la biologie l'a rendu célèbre, non seulement en Allemagne mais aussi parmi tous les naturalistes des autres pays de l'Europe. Grâce à son enseignement fécond il réussit à devenir chef d'école pour la physiologie, de même que Liebig le fut pour la chimie. De cette école sont sortis les naturalistes et les médecins les plus illustres de l'Allemagne, tels que Schwann, d'origine belge, auteur de la théorie cellulaire, Helmholz et Robert Mayer fondateurs de la doctrine de la conservation de l'énergie et de l'équivalence mécanique de la chaleur, Rudolph Virchow, le réformateur de la méde-

cine en Allemagne, qui substitua à l'ancienne méthode spéculative, la méthode expérimentale scientifique dominante en sciences naturelles, utilisant comme auxiliaires, l'anatomie pathologique, l'examen microscopique des tissus malades et l'analyse physico-chimique des liquides maladies organiques, dans le but de diagnostiquer les propres à chaque organe du corps humain.

Quant à Helmholz, il a le grand mérite d'avoir enrichi la physiologie d'un nouveau chapitre sur les sens tels que l'optique et l'acoustique, ayant découvert qu'une excitation des nerfs des sens se propage avec une vitesse de courte durée et est mentale. En effet il réussit un peu plus tard à construire l'ophtalmoscope, instrument destiné à éclairer le champ de la rétine et à mesurer en même temps la durée de l'excitation du nerf optique. En étudiant la faculté d'accomodation pour des objets placés à différentes distances, il inventa l'ophtalmomètre. Il fit également des recherches sur les sensations acoustiques, étant arrivé à fonder une nouvelle théorie sur les sons combinés, au moyen de laquelle il a éclairé quelques points obscurs des éléments de la musique. Helmholz dans ses travaux sur la physique est arrivé également à la notion de l'équivalence mécanique de la chaleur dont la priorité revient à Robert Mayer qu'il a reconnue lui-même dans son rapport à la société de Physique en 1847; car Robert Mayer fit déjà connaître en 1842 sa découverte sous le nom de la loi de la conservation de l'Energie, d'après laquelle

celle-ci ne faisait que changer de forme, de manière que la chaleur, la lumière, l'électricité et la combinaison chimiques ne sont que des modes ou des facteurs distincts de l'énergie. Le mérite d'Helmholz de même que celui de Joule, mécanicien anglais, consiste plutôt en ce qu'ils ont démontré expérimentalement l'équivalence mécanique de la chaleur. Helmholz surtout ne voyait dans la transformation de l'énergie que des variations du mouvement des atomes. En résumé, Helmholz, par son génie observateur et son esprit profond d'inventeur a rendu d'immenses services aussi bien à la physique qu'à la Physiologie.

Un contemporain de Helmholz qui a acquis une grande célébrité à cause des services qu'il a rendus à l'hygiène et à la salubrité publique est Max Pettenkofer, fondateur de l'hygiène expérimentale. Né en 1818 et mort en 1901, il cultiva d'abord avec succès les sciences physico-chimiques, ensuite, il se consacra entièrement à l'étude de la chimie biologique et son application à l'hygiène en fixant son attention particulière, de même qu'Hippocrate, sur les rapports intimes entre l'homme et le milieu ambiant, tels que l'air, l'eau et le sol. Ses premières investigations furent dirigées vers l'air vicié des maisons, particulièrement des habitations destinées à abriter un grand nombre d'individus et, faisant de nombreuses analyses de l'air des espaces confinés, il est arrivé à la conclusion que la quantité d'acide carbonique dans l'air donne la mesure de sa plus ou moins

grande impureté et que la différence de température entre l'air de l'intérieur de nos maisons et celle de la rue facilite un courant constant souterrain entre les deux milieux à cause de leur densité différente, produisant un mélange homogène des gaz, entre l'air de la rue et celui de nos maisons. Il ajoute qu'une ventilation si intense soit-elle, n'est efficace que pour purifier l'air vicié par la respiration des personnes qui habitent la pièce, mais elle est inefficace au cas où l'air vicié provient d'un foyer méphitique déterminé. Il a démontré également que pour purifier l'athmosphère viciée d'un espace habité, il faut que la ventilation fournisse une quantité d'air libre et pur, d'au moins 60 mètres par heure et par habitant et, s'il s'agit d'uu hôpital ou d'une caserne, il faudrait pouvoir disposer d'un tiers de la masse d'air à renouveler. Pettenkofer appelle également l'attention sur les appareils de caléfaction basés sur le principe économique, qui vicient l'air plutôt qu'ils ne le ventilent. En échange, il considère une bonne cheminée comme le meilleur ventilateur, bien qu'elle ait l'inconvénient de perdre une grande partie de son calorique. Pettenkofer a été le premier à constater l'importance de la porosité des matériaux de construction des maisons au point de vue de la santé, en démontrant la nécessité que les murs soient poreux pour faciliter la pénétration de l'air de la rue, tandis que les fondements doivent être imperméables pour empêcher la pénétration de l'humidité du sol dans les murs au

moyen de la capillarité, considérant que les courants d'air ne sont nuisibles au corps humain que lorsqu'ils atteignent 40 centimètres par seconde, chiffre que n'atteint jamais le courant d'air à travers les parois. Partant de ce point de vue, Pettenkofer a dirigé ses recherches sur la porosité du sol et sa saturation par des matières organiques en décomposition, et son influence sur la genèse et la propagation de la fièvre typhoïde et du choléra, et après de nombreuses observations et de multiples expériences il est arrivé à former sa théorie tellurique de la pathogénie de ces maladies, d'après laquelle le sol poreux est un terrain de culture favorable aux germes infectieux, par la raison que ses pores reçoivent de l'air, de la matière organique et l'eau météorique et souterraine, qui forment un ensemble d'éléments favorables à la vie parasitaire. Il attribue en même temps une influence considérable à l'oscillation de la couche d'eau souterraine, appelée *Grundwasser*, sur la prolifération des germes pathogènes ; car à mesure que cette couche baisse, les pores se remplissent d'air nécessaire à la vie des germes aërobes. Pour résumer les conditions indispensables à la genèse d'une épidémie cholérique ou typhique, il admet trois facteurs ; 1° La présence d'un germe spécifique ; 2° une disposition individuelle favorable à sa prolifération ; 3° une disposition loco-temporelle favorable à son développement. Pour ce qui est du premier facteur, il est admis sans conteste.

Quant aux deux autres ils sont basés sur un fait d'expérience bien connu. Il y a des individus qui jouissent d'une immunité complète à l'égard de ces deux maladies, ayant vécu souvent au milieu des foyers intenses de choléra ou de fièvre typhoïde sans avoir ressenti le moindre malaise. On rencontre également des localités qui sont restées indemnes de ces maladies malgré leurs communications journalières avec des endroits épidémiés, et les germes importés du dehors étant restés stériles. Il y en a encore d'autres localités qui présentent une disposition favorable au développement d'une épidémie cholérique ou typhique seulement dans certains mois de l'année. Pettenkofer a donné une démonstration pratique de sa doctrine tellurique, ayant assaini le sol de la ville de Munich et du même coup supprimé la fièvre typhoïde, qui régnait avant dans cette ville à l'état endémique et se présentait fréquemment à l'état épidémique grave ; la mortalité générale de 36 0/00 qu'elle était avant, fut réduite à 18 0/00. C'est une démonstration bien éloquente. Il en fut de même pour le choléra ; les épidémies qui se présentaient à la suite des pandémies qui envahissaient la Bavière ont été extrêmement bénignes à Munich, après l'assainissement du sol.

Un condisciple de Helmholz qui a joué le plus grand rôle parmi les savants allemands modernes, est Rodolph Virchow ; car par ses travaux médicaux et anthropologigues il a contribué plus qu'aucun autre médecin aux

progrès des sciences médicales pendant la seconde moitié du XIXe siècle. Né en 1821 il commença ses études médicales sous la direction de J. Muller. Après les avoir terminées, il se consacra avec ardeur dès l'an 1847 à l'étude de l'anatomie pathologique, dont il devint assez vite un maître incontesté et fut nommé professeur clinique à l'hôpital de la Charité à Berlin, où il fonda un musée d'anatomie pathologique qui réunissait plus de 23.000 pièces préparées par lui-même et ses élèves. Il fonda ensuite les *Archives d'Anatomie et de Physiologie pathologiques* qui continuent encore aujourd'hui.

Le travail le plus important de Virchow est sans doute « la pathologie cellulaire » où il établit comme un fait fondamental qu'*il existe une entité pathologique indépendante. C'est la cellule à l'état de maladie.* En dépit de la variété des processus vitaux dans les différents organes, la vie, qu'il s'agisse des groupes des cellules d'un organe ou d'un tissu sain ou malade, est toujours une et la même ; elle ne dépend que de l'action uniforme et semblable d'une cellule indépendante. Si le concept de Virchow sur la vie présentait le cachet de l'originalité, sa manière de concevoir la maladie n'était pas moins originale ; il la considère comme une altération nutritive ou fonctionnelle de la cellule. Une telle conception toute nouvelle de la maladie amena une révolution dans les idées générales sur la médecine et la thérapeutique en particulier. Mais Virchow

ne se contenta pas de changer le concept général de la maladie, il tâcha d'éclairer certains procédés morbides par de nouveaux concepts sur l'inflammation, sur la thrombose, sur l'embolie et sur la leucémie. Plus tard Virchow publia d'autres travaux très importants par ses vues originales sur la pathologie des humeurs, sur la fièvre puerpérale, la fièvre typhoïde et sur les épidémies en général. En même temps il fit des études sur l'anthropologie des races humaines et sur les particularités craniennes dans les races humaines inférieures. Il n'y a pas de branche dans la pathologie qu'il n'ait pas abordée et à laquelle il n'ait pas donné son cachet particulier. Avec raison Virchow a été considéré comme le savant le plus ingénieux et le plus érudit de l'Allemagne du XIXe siècle. Nous tenons à constater, 1° que tant Helmholz que Virchow et Pettenkofer sont nés les deux premiers en 1821 et le dernier en 1818 et n'ont déployé leur activité que dans la seconde moitié du XIXe siècle ; 2° que chacun de ces trois savants a brillé par son originalité, par son esprit novateur et par ses concepts nouveaux dans la branche de la science qu'il a cultivée, et qu'il a tracé de nouvelles voies à la recherche de la vérité, ayant ainsi contribué, chacun à sa manière, au progrès de la science et à l'amélioration des conditions de vie de l'humanité. Toutefois, il faut reconnaître que malgré leurs immenses mérites et malgré l'influence qu'ils ont exercée sur le monde contemporain ils n'ont pas laissé de successeurs,

car après leur mort, ils n'ont pas eu de remplaçants, les hommes nouveaux qui ont figuré à la tête de la science en Allemagne après la guerre de 1870 contre la France n'ont rien créé ; tous leurs efforts n'ont abouti qu'à fonder des écoles techniques et des laborotoires de produits chimiques et mécaniques et à multiplier les établissements d'instruction pour améliorer les produits de leur industrie et donner plus d'essor au commerce, tout en augmentant le bien-être de la population. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette question au cours de ce travail ; il nous suffit pour le moment d'infirmer la légende de la supériorité scientifique allemande ; en effet depuis que la Prusse a inculqué la mentalité prussienne à l'Allemagne, la science étant devenue une branche ou plutôt un auxilliaire de l'industrie et s'étant industrialisée elle-même, n'était plus cultivée d'une manière désintéressée, comme il arrivait à l'époque où figuraient à la tête du mouvement scientifique des hommes supérieurs, tels que Liebig, J. Muller et Pettenkofer qui par leurs travaux originaux et par leurs découvertes merveilleuses ont créé des branches nouvelles de la science, grâce à la circonstance qu'alors la Prusse ne jouissait pas encore d'un prestige suffisant pour imposer sa mentalité et sa culture au peuple allemand ; grâce aussi à la circonstance que cette époque-là (1832 à 1870) représentait une des phases d'évolution de l'humanité qui s'est caractérisée par l'apparition simultanée d'hommes supérieurs dans tous les pays de

l'Europe. De même que le XVIIe et le XVIIIe siècles ont produit de grands philosophes, Descartes en France, Spinoza en Hollande, Leibnitz en Allemagne et Locke en Angleterre, le XIXe siècle ce fut le tour de la science. C'est au cours de ce siècle que surgirent dans les divers pays d'Europe des investigateurs dans le domaine des sciences naturelles qui, par leurs méthodes et leurs découvertes, ont élargi les champs scientifiques existants et en ont créé de nouvelles branches et l'Allemagne de même que la France et l'Angleterre ont produit des hommes qui cultivaient les sciences avec amour et enthousiasme, leurs travaux ayant été également fertiles en découvertes et dans l'acquisition de nouvelles connaissances des lois de la nature. C'est seulement après que l'Allemage s'est prussifiée et que ses hommes de science se sont mis au service de l'industrie, que l'amour du gain et du lucre s'est développé aux dépens de l'amour désintéressé de la science et que les travaux de ses savants ont perdu en valeur morale par suite du manque d'habitude de rechercher la vérité pour elle-même.

Il y eut encore une différence bien caractéristique entre l'évolution intellectuelle de la France et celle de l'Allemagne au cours du XIXe siècle. Chez la première, la conscience humaine s'est réveillée à la suite de la proclamation des droits de l'homme par l'Assemblée constituante et la raison humaine, devenue consciente de sa valeur intellectuelle et morale, s'efforça d'étudier les lois

de la nature et de scruter ses secrets. Bien que l'Empire ait rétabli l'absolutisme politique, les savants ont conservé l'esprit de liberté dans leurs investigations scientifiques ; même après la restauration et le retour du régime réactionnaire ils n'ont pas cessé de cultiver les sciences physico-chimiques et les sciences naturelles, au point qu'Alexandre d'Humboldt est venu à Paris où il resta huit ans, de 1821 à 1828, c'est-à-dire pendant l'apogée de la réaction, pour cultiver l'amitié des savants français, et s'assimiler leur culture, c'est-à-dire à l'époque où régnait en France au plus haut degré, l'absolutisme politique et religieux.

Quant aux deux crises révolutionnaires, celles de juillet 1830 et de février 1848, elles ont été l'affirmation des principes des droits de l'homme proclamés par la première révolution qui ont ensuite rayonné sur les autres pays de l'Europe, tandis que l'Allemagne a toujours résisté aux doctrines de la révolution française. D'abord, la Prusse, se considérant comme le champion de l'Etatisme, a fait les plus grands efforts pour combattre les idées de liberté provenant de la France. Ensuite, les savants allemands eux-mêmes, bien qu'animés personnellement d'un esprit libéral, n'osaient pas inculquer au public la doctrine des droits de l'homme de peur de troubler l'ordre social, préférant se rendre complices de l'Etat au nom du maintien de la discipline sociale, de manière que la Société allemande de la première moitié du XIXe siècle s'est divisée en

trois catégories : en Réactionnaires ou Orthodoxes, en Libéraux et en Intellectuels ; les premiers s'étant inspirés de l'école du Romantisme avaient pour idéal le mysticisme du moyen âge et toutes leurs actions tant dans la vie publique que privée portaient le cachet du piétisme chrétien, ne reconnaissant aucune valeur éthique aux recherches dans le domaine du beau et du bien. Quant aux Libéraux, ils avaient pour idéal la réalisation des libertés politiques. Et enfin, les Intellectuels n'avaient d'autre idéal que le culte des sciences et la recherche de la vérité par l'effort de l'intelligence. Mais les trois partis étaient animés d'un esprit pacifique, et envisageaient la réalisation de leur idéal comme conséquence d'une évolution lente, provoquée par l'effort de la propagande et la persévérance de leur foi dans l'avenir.

Ce fut la révolution française de février 1848 qui, après avoir renversé la Monarchie de Louis Philippe, eut sa répercussion dans tous les pays d'Europe et provoqua en mars un mouvement révolutionnaire à Berlin qui obligea le roi à remplacer son gouvernement réactionnaire par un ministère libéral. Alors il surgit un idéal nouveau commun à tous les partis politiques, celui de l'unité nationale de l'Allemagne, que l'on croyait facilement réalisable au moyen de la convocation d'un parlement national à Francfort-sur-le-Mein qui voterait unanimement en faveur de l'unification de tous les Etats confédérés dans un empire allemand. Malheu-

reusement ce beau rêve ne tarda pas à s'évanouir, grâce aux intrigues du parti réactionnaire, protégé par le roi de Prusse, qui refusa d'accepter la couronne de l'empire ainsi qu'une constitution libérale des mains d'une chambre démocratique.

Cependant cet idéal de l'unité nationale était partagé par le roi même, mais ne se réalisa que sous son successeur Guillaume I qui, de connivence avec son premier ministre Bismarck, le mit à exécution après une guerre contre l'Autriche, laquelle, ayant été vaincue, fut expulsée de la confédération germanique et remplacée par la Prusse. Après la victoire de l'Armée prussienne sur celle d'Autriche à Sadowa et la création de la confédération du Nord suivie de la formation du Zollverein sous l'égide de la Prusse, Bismarck devint l'objet de l'admiration de ses anciens adversaires politiques et la réalisation de l'idéal de l'unification de l'Allemagne sous l'hégémonie de la Prusse fit oublier au parti libéral ses rancunes contre la Prusse, de même que ses aspirations vers un régime politique libéral. Ceci prouve d'une manière indiscutable que les Allemands n'ont jamais eu l'âme du martyr de la liberté et que la liberté n'était pour eux qu'un signe décoratif de l'homme moderne au lieu de la considérer comme l'air oxygéné indispensable à la vie morale de l'homme. Toutefois, nous sommes loin de regarder aveé indifférence l'idéal d'Unité nationale, mais nous considérons le sentiment de la patrie comme un principe moral, seulement lors-

qu'il est intimement lié au sentiment de la dignité de la personnalité humaine qui renferme le principe de la liberté civile et politique, indépendant de caste, de race et de croyance religieuse,

De plus, il faut encore tenir compte d'un facteur qui a fait perdre toute valeur éthique au fait de l'unité nationale allemande établie par la Prusse, facteur que voici : Bismark a commis la grande faute de prussifier l'Allemagne au lieu de germaniser la Prusse, ayant introduit dans l'esprit allemand, tant collectif qu'individuel, d'abord le culte de la force, ensuite une discipline militaire dans toutes les branches de l'administration civile, de même que dans les écoles primaires, secondaires et universitaires. Toutefois, il faut reconnaître que c'est grâce à l'unification nationale que la Prusse réussit à vaincre la France, qui avait déclaré la guerre à l'Allemagne sans motif plausible, et sans la poursuite d'aucun idéal ni national ni humanitaire. Napoléon et son gouvernement ont été poussés à la guerre plutôt par amour-propre blessé à la suite de l'échec qu'avait subi sa diplomatie, dupée par Bismarck.

Il est complètement faux de croire que c'est le maître d'école qui a vaincu à Sadowa et à Sedan. C'est la force brutale supérieure de l'Allemagne, basée sur un idéal national, qui a remporté la victoire sur deux nations dont l'une avait pour unique raison de son existence les guerres de rapine historiques et la violation

permanente des droits des peuples soumis à sa domination et dont l'autre avait souffert pendant dix-huit ans du régime réactionnaire absolutiste et de la corruption des mœurs sous le second empire, qui est né dans le mensonge et à l'ombre d'un acte criminel, le coup d'Etat sanctionné par la formule hypocrite : *l'Empire est sorti de la légalité pour rentrer dans le droit.* D'autre part, il ne faut pas oublier que l'idéal de l'unification nationale de l'Allemagne a manqué de sincérité et de vérité ; car en même temps que les Allemands ont lutté pour leur unité et pour l'indépendance nationale, ils ont foulé aux pieds les droits à l'indépendance d'autres peuples non germaniques en incorporant dans l'empire des provinces polonaises, danoises et françaises dont les populations n'ont pas cessé de protester énergiquement contre la germanisation forcée. Heureusement, les peuples qui ont l'amour profond d'une vie nationale, ne meurent jamais. La Prusse eut beau dépenser plus de 500 millions de marks pour faire acheter par des colons allemands les terres polonaises et faire voter ensuite par le Reichsrath une loi d'expropriation forcée des propriétaires polonais ; elle eut beau supprimer par la violence l'usage de la langue maternelle dans les écoles des pays conquis, elle n'a pas pu empêcher la Justice immanente de choisir son heure pour rendre son arrêt, car toute injustice renferme en elle le germe du châtiment et tôt ou tard l'heure arrive où le coupable expie son crime ou son péché. En effet, nous voyons

aujourd'hui que la résistance passive des peuples conquis par la force des armes et leur foi inflexible dans la cause sacrée de la patrie ont survécu pendant plusieurs générations à la violence de leurs oppresseurs, ayant fini par les vaincre ; car la restitution de l'Alsace-Lorraine à la France ainsi que le rétablissement de l'indépendance de l'ancien royaume de Pologne, de même que l'indépendance de la nation tchéco-slovaque et celle des Yougo-Slaves est aujourd'hui un fait accompli. Tout cela tend à prouver que la conséquence de la dernière guerre sera l'anéantissement de l'œuvre de la Prusse durant deux siècles.

Pour accomplir cette besogne, il serait nécessaire de soustraire dorénavant l'Allemagne à son influence; car si l'on pense que les écrivains allemands ont rendu un véritable culte pendant plus d'un demi-siècle aux défenseurs ardents de la littérature classique et élevé dans leur idéalisme le sentiment national, au point que l'anniversaire de naissance de Schiller fut célébré en 1859 comme une fête nationale et que le prix de la popularité fut accordé au grand poète qui avait chanté la liberté associée à l'unité nationale et que ces mêmes écrivains ont fini par briser leur ancienne idole, au nom du réalisme brutal qui a fondé l'unité nationale par la force des armes aux dépens de la liberté, regardant avec un certain dédain ceux qui avaient rêvé de réaliser l'unité nationale par la voie pacifique de l'évolution, on est forcé de reconnaître l'influence néfaste de la prussifica-

tion de l'Allemagne qui a fait perdre l'idéal de la liberté au peuple allemand, en échange des avantages matériels que lui a procurés l'Industrialisme.

Un autre fait très significatif rapporté par Bohl (1) mérite d'être consigné. D'après cet auteur : « La guerre de 1870, bien que représentant la plus grande prouesse militaire de l'Allemagne au XIXe siècle, n'a pas eu pour conséquence la prospérité de l'art ni la fécondité des œuvres littéraires, au point qu'il ne s'est pas trouvé un poète de mérite dans toute l'Allemagne qui ait chanté les gloires nationales ni un écrivain qui ait consacré à un des grands chefs militaires ou civils une page qui puisse être comparée avec les chants patriotiques vibrants d'amour de la liberté répandus en Allemagne au moment de la guerre d'indépendance contre l'invasion napoléonienne. On se contenta de faire revivre d'anciennes poésies dont les auteurs étaient morts depuis trente ans. *Die Wacht am Rhein et Deutschland über Alles* pour faire vibrer un peu les fibres nationales de la nouvelle Allemagne. Ce qui prouve que ce sont plutôt les calamités publiques ou les catastrophes nationales qui ont trouvé un écho dans le cœur des bons patriotes, les poussant à épancher au dehors les sentiments patriotiques, tandis que les triomphes facilement obtenus sans de grands sacrifices et les succès acquis rapidement sans grands efforts, bien qu'ils

1. Hans Bohl, *Geschichte der deutschen Dichtung*, p. 287-288.

satisfissent l'amour-propre national n'inspiraient pas le sentiment de l'accomplissement d'un devoir national, la Prusse n'ayant pas cessé de violer les droits sacrés des peuples non germaniques.

* * *

De ce qui précède il résulte :

1° Que ce n'est que dans le deuxième quart du XIXe siècle qu'ont surgi en Allemagne des hommes doués d'un génie créateur qui ont fait progresser la chimie, la physiologie et la médecine.

2° Que tant Humboldt que Liebig et même Jean Muller ont commencé par puiser aux sources françaises, s'inspirant des travaux, des méthodes et des concepts des grands maîtres français de la science, et grâce à leur propre talent, à leur intelligence et à leur intuition, ils ont fini par perfectionner les méthodes de recherches scientifiques qui les ont amenés à faire de mémorables découvertes, étant devenus aussi des créateurs de nouvelles branches scientifiques et des fondateurs d'écoles d'où sont sortis des hommes de génie, qui ont élargi le champ de la science fécondé par eux, de manière qu'il n'est que juste de reconnaître les services éminents rendus au progrès de la science par des savants allemands au courant du XIXe siècle.

Cependant, ces mérites si grands soient-ils, ne leur donnent pas le droit de parler d'une science allemande

ni d'une supériorité scientifique par rapport aux autres peuples d'Europe. Quand même on voudrait restreindre ce terme aux mérites des savants qui ont cultivé avec succès les différentes branches de la science, la balance ne pencherait pas certainement en faveur de l'Allemagne, si on les compare à ceux de la France et de l'Angleterre, car les œuvres de Claude Bernard, de Dumas, de Pasteur, de Berthelot, de Darwin, de Ramsay, de Maxwell, de Faraday et de lord Kelwin (Thomson), de Sainte-Claire Deville, de Wurtz, de Becquerel et d'Henri Poincaré, sont au-dessus de tout ce que les savants allemands ont créé au courant du XIX[e] siècle. En corroboration de notre thèse, il nous suffit de rappeler le fait que depuis 1871, lorsque le militarisme prussien eut pénétré dans la conscience allemande et que la mentalité prussienne se fut emparée des intellectuels allemands, l'Allemagne a cessé de participer au progrès des sciences et des arts dans la même mesure qu'avant. Elle a uniquement brillé dans les sciences mathématiques et physico-chimiques et ce, dans la mesure où ces sciences ont un rapport avec l'industrie et le commerce ; car tous ses efforts ont été dirigés vers l'industralisation, et en industrialisant la science elle n'a fait que la prostituer par la raison qu'elle l'a dépouillé de son caractère éthique, le culte et l'amour désintéressé de la science étant un hommage rendu à la personnalité humaine. Il en résulta que ceux qui, par leur génie créateur, ont élevé le niveau scientifique de

l'Allemagne, tels que Liebig, Jean Muller, Helmholtz, Virchow et Pettenkofer, n'ont pas laissé de successeurs, ce qui explique que parmi les auteurs des nombreuses découvertes scientifiques réalisées pendant les derniers quarante ans telles que le phonographe, la téléphonie, la radio-télégraphie, la divisibilité de la lumière électrique, le radium, l'automobilisme, la navigation sous-marine, l'aviation, l'anaphylaxie et la vie autonome du cœur et d'autres organes en dehors de l'organisme animal dans un milieu spécial, etc. etc., il ne figure pas un nom allemand. Cela est d'autant plus frappant que chacune de ces découvertes a révolutionné l'ordre de l'économie sociale et troublé la conscience de nombreux savants ayant réduit à néant nos concepts dogmatiques relatifs à la limite de l'intelligence humaine et à la faculté de l'esprit de s'élever au-dessus des obstacles les plus grands pour pénétrer les secrets les plus profonds de la nature. Cependant il n'y a rien d'étrange à ce que, parmi les nombreux savants allemands qui, dans des buts industriels ont cultivé la mécanique, l'électricité et l'optique, il se soit trouvé quelqu'un qui ait été amené par hasard à découvrir quelque nouveau fait ou phénomène au cours de ses recherches pratiques. C'est ainsi que Rœntgen professeur de physique à l'université de Würtzburg, au moment de faire des expériences pour chercher la direction des rayons cathodiques après leur sortie du tube de Crookes, eut la chance de découvrir que ces rayons avaient une force

de pénétration telle qu'ils rendaient lumineux un écran florescent et traversaient les corps opaques tel que le bois et les tissus mous du corps humain qui deviennent transparents.

Sans vouloir contester la valeur de la découverte de Rœntgen qui a rendu des services importants à la médecine et surtout à la chirurgie, nous nous permettrons d'observer que cette découverte n'était pas due à une recherche intentionnelle, c'était plutôt un phénomène inattendu qui s'est présenté à l'attention du physicien lequel s'est borné à le constater. Toute autre était la découverte de Becquerel consistant dans l'émission de rayons par les sels d'uranium qui impressionnent uue plaque photographique sans l'intervention de la lumière solaire ou électrique. Le mérite de Becquerel consiste précisément en ce qu'il a cherché et trouvé une substance naturelle, qui sans recevoir une impulsion ou une énergie du dehors, était capable par elle-même d'émettre des radiations insensibles, semblables aux rayons X. La découverte de Becquerel est d'autant plus importante qu'elle a servi de point de départ à la découverte du radium et des substances radioactives par les époux Curie.

Nous croyons que les quelques faits que nous venons de citer et les réflexions qui les accompagnent suffiront à convaincre tout esprit impartial de ce que la prétention des savants allemands relative à la supériorité de la science allemande sur celle des autres pays est dépour-

vue de tout fondement et n'est que l'effet d'un amour-propre exalté et d'une tendance morbide à la mégalomanie. Toutefois nous reconnaissons que l'Allemagne prussifiée, ayant introduit la discipline militaire, de même que l'esprit d'organisation dans les centres d'enseignement a réussi à organiser le travail scientifique en munissant d'un bon outillage les usines de travail mécanique et intellectuel et en perfectionnant les installations de ses laboratoires sous la direction de chefs inspirés de la mentalité prussienne, mais ce travail accumulé dans les laboratoires et le perfectionnement de la main-d'œuvre ne pourront jamais servir que d'instrument pour les esprits investigateurs, et les meilleures méthodes d'organisation ne pourront être utilisées par les savants, si érudits soient-ils, s'ils ne sont pas doués par la nature d'un génie créateur ; or, il est bien avéré que la faculté de créer et d'inventer est une des qualités le moins répandues parmi les Allemands ; car elle est la résultante de deux autres facultés ; *l'intuition et le bon sens*, dont l'une donne la connaissance claire et immédiate de quelques vérités par le simple regard de l'esprit, indépendamment de toute démonstration, et l'autre consiste dans la capacité de corriger et de féconder la connaissance acquise par l'intuition, au moyen de la raison droite et réfléchie. Ce sont précisément les facultés que les savants allemands ont omis de cultiver ; par conséquent elles sont restées à l'état d'ébauche et en voici la raison : Les penseurs allemands les plus

célèbres depuis Leibnitz jusqu'à Weierstrass et Armandus Schwartz ont montré une prédilection pour l'étude des sciences mathématiques, soit pures soit appliquées et pour faire la démonstration des connaissances acquises, ils ont adopté la méthode déductive comme la plus sûre pour découvrir la vérité, ayant fini par assujettir leur raisonnement aux règles du calcul et aux lois du syllogisme, même pour les questions métaphysiques, au point qu'il sont passés maîtres dans l'art de découvrir la moindre faute là où leurs prédécesseurs croyaient avoir fait une déduction irréprochable. M. Duhem, professeur de Physiologie à l'Université de Bordeaux (1), qui a consacré plusieurs leçons à la critique de la science allemande, qualifie l'aptitude des savants allemands pour la méthode déductive comme la marque de l'intelligence germanique, qui imprime à leurs investigations scientifiques un cachet national. En échange, il trouve que les Allemands, aussi habiles qu'ils soient pour enchaîner de longs et rigoureux raisonnements, sont insuffisamment pourvus d'intuition et de finesse d'esprit pour résoudre les problèmes psychologiques ou sociaux. Chaque fois qu'il sera amené à trancher une question délicate, l'Allemand préférera se servir de la méthode déductive dont il est complètement maître, plutôt que de la méthode intuitive qu'il manie avec difficulté, d'autant plus qu'il est trop confiant dans la pre-

1. Pierre Duhem, *la Science allemandé*. Paris, 1915, p. 108-109.

mière et méfiant à l'égard de la seconde. D'ailleurs, il existe une loi d'évolution, d'après laquelle un organe n'acquiert un développement exceptionnel qu'aux dépens d'un autre organe voisin exerçant des fonctions similaires. C'est en vertu de cette loi qu'un développement intensif d'une faculté du cerveau, siège des facultés intellectuelles, sera compensé par la faiblesse proportionnelle d'une autre faculté similaire. En effet, l'expérience journalière nous apprend que les personnes douées de bon sens et du sens intérieur de l'intuition comprendront rapidement le mécanisme d'un procédé quelque peu compliqué ou le fonctionnement d'une machine compliquée, mais qu'ils éprouveront de la difficulté à se plier à une discipline rigoureuse tandis que ceux qui par habitude observent une discipline rigoureuse et suivent les règles de la méthode déductive pèchent fréquemment par le manque de bon sens et d'esprit intuitif. Souvent il arrive que le raisonnement bannit chez eux la raison. Nous tenons à rappeler un fait prouvant de façon incontestable que ce n'est ni l'érudition ni la richesse des matériaux, ni la magnificence des laboratoires, ni la discipline d'une méthode rigoureuse qui développe l'esprit d'invention ou qui aide à réaliser de grandes découvertes. C'est dans un modeste laboratoire de physiologie au collège de France, que nous avons eu occasion de fréquenter en 1858, qu'ont été effectués les travaux immortels de Magendie, de Claude Bernard et de Brown-Séquard, ce qui prouve bien que ce ne sont pas

les laboratoires somptueux, pourvus d'instruments et de matériel scientifique perfectionnés qui ont produit les chefs-d'œuvre de la pensée humaine. Ce sont les hommes doués par la nature d'esprit intuitif, de bon sens et de coup d'œil, incapables de se soumettre à une discipline externe ni aux règles d'une méthode sévère, qui ont créé la science moderne, et pénétré les secrets de la matière ; ce sont eux qui ont inventé les procédés mécaniques les plus ingénieux et ont réalisé des découvertes qui ont transformé complètement les conditions de la vie moderne, ayant en outre infligé le démenti le plus formel à cette affirmation officielle des savants allemands que les connaissances humaines ne pourraient jamais dépasser certaines limites ; telle était l'opinion de Dubois Raymond condensée dans son fameux *Ignorabimus* et exprimée par lui dans une conférence qu'il fit à l'Université de Berlin. Il est incontestable quela méthode déductive peut également conduire à la certitude dans un grand nombre de cas, mais seulement à condition que les prémisses soient exactes. Malheureusement, il est arrivé très souvent que les penseurs allemands prenaient pour point de départ une prémisse qui n'était qu'un produit de leur imagination, suggestionnée par l'amour-propre ou l'orgueil national. En voici un exemple. Les écrivains et historiens allemands les plus accrédités et l'empereur en tête proclamaient dans leurs conférences et dans leurs discours, la supériorité du peuple allemand sur ceux du monde

entier, et comme démonstration de leur thèse ils invoquaient le fait que jamais un peuple quelconque n'était arrivé à occuper le premier rang parmi les nations européennes, comme celui d'Allemagne, qui avait conquis une place prédominante non seulement comme puissance militaire, mais également dans le domaine de l'industrie et du commerce, de même que dans celui de la science. Or, une telle supériorité ne pouvait être attribuée, selon eux, qu'à l'intervention divine qui avait chargé l'Allemagne de la mission d'éduquer les autres peuples d'Europe. C'est par la guerre qu'elle imposerait sa volonté aux peuples qui refuseraient de se soumettre à l'Allemagne comme peuple élu de Dieu.

Qu'y a-t-il de plus absurde, de plus irrationnel et de plus immoral qu'une prétention pareille ? Cependant, c'est seulement la prémisse qui en est fausse, le reste étant la conséquence naturelle de la méthode déductive. On est forcé de reconnaître que dans la psychologie du gouvernement et du peuple allemand il y a une lacune qui fausse le raisonnement ; c'est un esprit mystique qui accompagne leurs concepts philosophiques, politiques, scientifiques et sociologiques.

CHAPITRE XXXIV

LE MYSTICISME EST UNE TARE NATIONALE PROPRE AUX PENSEURS LES PLUS CÉLÈBRES DE L'ALLEMAGNE

Si nous remontons le cours de l'histoire et fixons notre attention sur l'œuvre des grands philosophes allemands, nous trouvons qu'ils ont péché tous par la même faute que les historiens de leur race. Flottant entre le rationalisme idéaliste et l'enseignement de l'expérience, soit entre la méthode déductive et le bon sens, les uns se sont lancés dans le mysticisme et les autres dans le scepticisme. Prenons d'abord Leibnitz : celui-ci commença par se distinguer comme innovateur dans les mathématiques, ayant inventé le calcul différentiel et réussi pendant son séjour à Paris à se mettre en rapport avec les mathématiciens les plus célèbres de l'époque, ce qui lui valut d'être élu membre de l'Académie des Sciences de Paris et de la Société royale de Londres.

Plus tard, attiré par la lecture du discours de la méthode de Descartes et par l'enseignement public de

celui-ci il s'est consacré à l'étude de la philosophie sous la direction de Descartes. Il aurait été logique de sa part de chercher à devenir le continuateur du système philosophique du maître. Mais, loin de là, il commence par remplacer le système mécanique de Descartes par un dynanisme métaphysique, appelé la doctrine *des monades*. Ensuite, doué d'un esprit mystique et jouissant d'une position sociale privilégiée, au point qu'il avait reçu un titre de noblesse et une pension de l'empereur Charles IV, il devint éclectique, tâchant de concilier les systèmes les plus opposés et discutant avec Bossuet sur les conditions de l'union des protestants de la confession d'Augsbourg à l'église catholique. De même, il s'efforça de concilier la tradition religieuse et la philosophie rationaliste au moyen d'une de ses hypothèses favorites, *l'harmonie préétablie* tout en reconnaissant leur origine et leur nature distinctes, ce qui ne peut être que le rêve d'un utopiste et d'un homme dépourvu de bon sens.

En résumé, Leibnitz, habitué comme mathématicien à l'usage de la méthode déductive, de peur de se compromettre par des conclusions forcées en faveur du rationalisme de Descartes, voulait recourir au bon sens et choisit le système éclectique finissant par tomber dans le mysticisme.

Nous allons maintenant analyser les procédés d'un autre philosophe allemand, un des penseurs les plus célèbres d'Allemagne, Emmanuel Kant, mais avant

d'entrer en matière nous tenons à rappeler que Kant, bien qu'il soit né à Kœnigsberg était fils d'un Ecossais, sellier de métier, qui s'était établi dans cette ville pour y exercer sa profession. Il s'est consacré de bonne heure à l'étude des mathématiques et est arrivé à être répétiteur à l'Université de Kœnigsberg, mais à cause de son caractère peu communicatif il ne se maria pas et ses rapports avec ses confrères n'étaient pas très intimes, aussi, est-ce seulement à l'âge de quarante-trois ans qu'il fut nommé professeur de logique et de métaphysique à l'université de sa ville natale ; il inaugura son cours par une critique sévère de toutes les connaissances humaines, et au lieu de se servir dans son enseignement de la méthode géométrique de Descartes et de Spinoza il s'est plutôt inspiré des idées philosophiques de Locke qui plaçait la source de nos connaissances dans la sensation, considérant l'exercice des sens comme condition du développement intellectuel. Pour donner à ses investigations un point d'appui scientifique, il eut recours aux lois de la mécanique céleste, car, frappé par la loi de la gravitation découverte par Newton il ne tarda pas à s'apercevoir que les lois de la mécanique céleste étaient également les lois de la pensée. En effet, après une longue méditation, il publia en 1781 son remarquable ouvrage *la Critique de la raison pure,* qui est une apologie de la philosophie fondée sur la science. Dans ce travail, Kant établit deux catégories de connaissances, celles qui sont inhé-

rentes à la raison humaine et n'ont pas besoin de démonstration, qu'il appela des *idées à priori*, telles que l'espace, le temps, la substance, etc., et celles qui sont acquises par l'expérience, qu'il nomma des *idées à posteriori*, mais il ajoute que nos connaissances ont une limite, car nous ne connaissons que les qualités ou les manifestations des objets mais pas la nature des objets mêmes ; il appelle les premières les *phénomènes* et les secondes les *noumènes*. Quant à ceux-ci nous n'avons aucune certitude de leur existence, de manière que Dieu, l'âme et l'univers sont pour nous des noumènes, n'ayant aucune certitude objective. Les doctrines de Kant, malgré leur originalité ne pénétrèrent dans le domaine des sphères intellectuelles qu'en 1787, car son livre, écrit en latin dans un style un peu original et dans des termes qui lui étaient particuliers n'était pas de lecture facile et ses idées n'étaient pas bien comprises. Mais en 1787, après que quelques lecteurs patients eurent fait connaissance avec ces doctrines et les eurent soumises à une étude critique dans des revues littéraires, des polémiques et des controverses s'engagèrent à leur sujet et devinrent de plus en plus âpres, au point que Kant se vit obligé de se défendre contre un puissant accusateur, le Roi de Prusse Frédéric Guillaume II, qui dans un rescrit lui reprocha de mesuser de sa philosophie pour défigurer et rabaisser maint dogme capital et fondamental des saintes écritures et du Christianisme. Il le rappelait à

son devoir d'éducateur de la jeunesse. Kant, bien qu'il répondît avec dignité, affirmant que son livre n'avait nullement porté préjudice à la religion publique du pays, car il était pour le public une chose incompréhensible, promit au Roi, en très fidèle sujet de Sa Majesté, que désormais, afin de parer au moindre soupçon, il s'abstiendrait de tout exposé public concernant la religion. En même temps, impressionné par l'effet moral produit par son livre, il décida d'en atténuer l'effet par la publication d'un autre livre intitulé *la Critique de la raison pratique*. Dans ce travail, Kant s'efforce d'établir d'abord, que la réalité objective de l'idée de la liberté ne peut être prouvée que par la loi morale de notre existence ; ensuite, que l'existence de Dieu est nécessaire comme condition suprême de l'accomplissement de notre destination morale ; finalement, à la suite de quelques syllogismes, Kant arrive à la conclusion qu'il n'y a que la loi morale, basée sur la raison pratique, qui nous impose le sentiment du devoir, appelé par lui *l'impératif catégorique*.

* * *

Ces quelques notices biographiques sur la vie et l'œuvre de Kant suffiront à prouver que tant que son activité intellectuelle se borna à l'enseignement et que ses doctrines ne sortirent pas du cercle étroit de ses élèves à l'université, il conserva sa liberté entière d'expression et se servit de la méthode intuitive et du bon

sens qu'il appelait le sens commun ou le sens intime, dans son livre sur la *Critique de la raison pure*, mais tout a changé chez lui dès que son livre pénétra dans le domaine public et qu'il entra en collision avec le milieu social dominé par les défenseurs du Romantisme et les piétistes du parti aristocratique. Alors, la lutte contre les classes dirigeantes lui fut imposée, et comme il était habitué à une vie austère et tranquille sans esprit de lutte et d'ambition, il préféra se soumettre à la volonté de son roi et à l'opinion du milieu dominant. Et pour atténuer l'effet déplorable produit par son livre *sur la critique de la raison pure* il se mit à écrire un autre livre intitulé *la Critique de la raison pratique* dans le but d'établir l'existence de deux raisons dans la vie humaine, l'une attachée à la conscience individuelle et l'autre attachée à la conscience collective. Pour se mettre à l'abri de tout reproche de la part des deux partis contraires, il s'efforça de les concilier au moyen d'un raisonnement d'ordre métaphysique, plutôt que scientifique, se servant pour cela de la méthode déductive et d'une dialectique empruntée au mysticisme de la scolastique.

D'après ce qui précède, on voit bien que l'influence impérieuse du gouvernement prussien sur la mentalité des penseurs allemands s'est fait déjà sentir vers la fin du XVIIIe siècle, au point que tous les philosophes successeurs de Kant aux Universités allemandes ont subi l'influence du gouvernement prussien qui considé-

rait l'Etat Providence comme un idéal supérieur auquel devaient être soumis les intérêts individuels, tant moraux qu'intellectuels. Aujourd'hui même, nous voyons encore comment l'Allemagne prussifiée a subordonné les principes moraux et religieux à ses tendances politiques, en les interprétant par ses méthodes sophistiques dans un sens patriotique renfermant le germe de l'égoïsme criminel, pour le faire sanctionner ensuite par ses philosophes ou par ses professeurs de droit de l'Etat. Heureusement, il arrive que lorsque les hommes qui se trouvent à la tête du mouvement intellectuel n'agissent pas selon la vérité et la logique, les faits conservent une logique inexorable ; c'est ainsi que le livre de Kant sur la critique de la raison pure a beaucoup contribué à ébranler les consciences hésitantes des intellectuels allemands, et ses élèves les plus célèbres tels que Fichte et Schelling, loin de continuer l'œuvre du maître, l'ont modifiée radicalement, au point de représenter des systèmes philosophiques nouveaux, *l'idéalisme transcendental de Fichte* et *l'identité absolue du monde idéal et du monde de la nature* de Schelling. Cependant tous deux ont échoué, d'abord à la suite de leur intransigeance en matière de religion, ensuite à cause de leur confusion mystique du Moi humain et de Moi absolu, en opposition au bon sens et à la méthode intuitive, qui cherchent la simplicité des idées et des choses et la compréhension facile des principes et des doctrines.

Nous arrivons maintenant à la philosophie de Hegel qui représente un mélange d'idéalisme et de réalisme, de spinozisme pur au point de vue théorique et d'absolutisme d'Etat au point de vue pratique, basé sur un certain nombre de thèses et d'antithèses qui, au fond, ne sont que des abstractions de l'esprit et un jeu de dialectique subtile sans base solide, ayant l'apparence de se contredire pour mettre ensuite en harmonie les contradictions entre l'Etre et le non Etre, et faisant, avec raison, soupçonner une intention calculée de l'auteur de vouloir contenter les deux points opposés, car d'un côté il fait l'apothéose de l'Etat prussien Providence tout puissant, le seul capable de réaliser l'idéal national et d'un autre côté il reconnaît la liberté comme l'essence de l'esprit humain et l'histoire universelle comme l'évolution de la conscience humaine et du concept de la liberté.

Il est tout naturel que l'effort intellectuel de Hegel pour amalgamer des principes diamétralement opposés ait échoué piteusement, d'autant plus qu'il se heurtait à la logique et au bon sens. En effet, après sa mort en 1831, son école s'était divisée en deux branches, dont l'une représentait le parti orthodoxe réactionnaire et l'autre le parti radical révolutionnaire. Il est clair que le parti orthodoxe, comme défenseur des intérêts de l'Eglise et de l'Etat, reçut l'appui du gouvernement tandis que le parti libéral était réduit à ses propres forces. Toutefois, celui-ci dirigé par Feuerbach,

chef de l'école de philosophie naturaliste, réussit, à la suite d'une propagande très active, à secouer de fond en comble le système philosophique de Hegel. Cependant, il n'a exercé aucune influence sur le concept de l'Etat Providence établi par Hegel en faveur de l'Etat prussien, appelé d'après lui à réaliser l'idéal de l'unité nationale ; c'est d'autant plus étrange que le concept de Hegel de l'Etatisme prussien ne repose sur aucun raisonnement scientifique positif ; il n'est que l'expression d'une idée mystique donnant une sanction divine à l'absolutisme prussien ; car, considérer l'Etat comme la réalité de l'idée morale est la divinisation d'une volonté organisatrice de discipline sociale, ce qui n'est qu'une conception purement mystique, avec la circonstance aggravante que l'Etatisme prussien s'est transformé après l'expulsion de l'Autriche de la confédération germanique en Germanisme par droit divin avec ses dogmes, ses symboles et ses apôtres. Parmi les dogmes figurent en première ligne : *L'Allemagne est le peuple élu de Dieu ayant la mission d'éduquer les autres peuples d'Europe en leur imposant sa culture et sa domination.* Comme symbole, *l'Etat représente la force et le droit et un ordre social parfait, ayant pour auxiliaire une religion d'Etat comme instrument de discipline sociale.* Quant aux Apôtres de la *culture allemande*, ce sont les philosophes, les historiens et les professeurs aux Universités qui se sont chargés de répandre, d'abord parmi la jeunesse, ensuite parmi les

différentes classes sociales, l'idée de la supériorité de l'Allemagne et sa mission sacrée d'imposer sa mentalité aux peuples voisins par la force des armes et de les faire entrer dans l'orbite de l'empire germanique, de manière qu'au fur et à mesure que la croyance dans la supériorité de l'Allemagne gagnait du terrain parmi les masses populaires, le Germanisme continuait à grandir et à s'élargir en Pangermanisme qui prétendait avoir le droit d'englober dans le domaine de l'empire, non seulement les pays limitrophes, mais aussi ceux qui pouvaient offrir quelque utilité à la patrie allemande.

II

Nous venons de voir que les penseurs allemands les plus distingués ont souvent sacrifié leur indépendance et leur amour de la vérité aux exigences du gouvernement, les uns par convenance les autres par nécessité ou par peur d'une lutte stérile, et que pour concilier leurs opinions avec celles des classes dirigeantes, ils ont eu recours à une dialectique métaphysique et à la méthode déductive, ayant pour base des prémisses sujettes à discussion, qui donnaient lieu à des conclusions fausses, de nature mystique. Mais il paraît que leur esprit d'organisation les a amenés à méthodiser et à systématiser à l'extrême, même leurs investigations scientifiques, sacrifiant souvent la raison à un raison-

nement calculé pour démontrer les doctrines et les soi-disant découvertes qui ne reposaient pas sur un fait positif. M. Gley, professeur de Biologie au collège de France, dans un travail publié dernièrement sous le titre *Science et Savants* (1) se prononce à ce sujet dans les termes suivants : « Les savants allemands, chez qui « prédomine l'esprit déductif, manquent de sens cri- « tique et font alors des systématisations ; de plus, les « tendances métaphysiques sont très fortes chez eux, « comme chez tous les penseurs de leurs pays. N'est-il « pas curieux de remarquer à ce propos le peu d'in- « fluence qu'a exercé en Allemagne la doctrine positi- « viste ? Jamais elle n'y a pénétré la pensée philo- « sophique ni la science aussi profondément qu'en « Angleterre et en France. Ne serait-ce pas parce que « la métaphysique y exerce toujours un réel empire « non seulement sur les sciences morales et sociales, « mais aussi sur les sciences de la nature ? On a souvent « donné des preuves, le défaut d'esprit critique leur a « fait établir trop facilement des lois naturelles basées « sur des relations insuffisamment étudiées et sans que « les expériences de contrôle nécessaires aient été « effectuées ; et le besoin de systématiser augmente « encore cette facilité à accepter comme démontré ce « qui ne l'est pas. Quant à la tendance métaphysique, « c'est elle qui a conduit tant de penseurs allemands à

1. E. Gley, *Les Allemands et la Science*, p. 190. Paris, Félix Alcan.

« des théories ambitieuses, non moins qu'aventurées. »

M. Gley pour corroborer son jugement cite plusieurs exemples empruntés aux sciences biologiques dont nous reproduirons le plus saillants, qui démontrent le caractère métaphysique des doctrines des naturalistes allemands. « Le célèbre bactériologiste et chimio-thé- « rapeutiste, Ehrlich, pour expliquer l'action des anti- « toxines sur les toxines, à imaginé des substances « hypothétiques qu'il a baptisées de noms mystiques « sans leur donner une valeur réelle. C'est ainsi qu'il a « créé un groupe de *Haptophores*, par lesquels les « toxines se fixeraient sur les cellules, ensuite un autre « groupe des *ambocepteurs* et des groupes *zymophores*, « auxquels il a donné le nom des chaînes latérales, « mais sans leur donner une réalité chimique. En effet, « il n'a pas fallu longtemps pour que la toxine ima- « ginée par Ehrlich à côté de la toxine diphtérique « pour rendre compte de certaines propriétés de celle-ci « fût démontrée inexistante par les expériences du « bactériologiste danois Madsen.

« Un autre exemple plus caractéristique offrent les tra- « vaux d'Ernest Hæckel relatifs au transformisme. Ce « naturaliste, dans son enthousiasme pour la doctrine « évolutionniste de Darwin, en a défiguré son sens au « point qu'à ses yeux le transformisme n'a de valeur « qu'en tant qu'il est un élément essentiel et nécessaire « de la théorie universelle de l'évolution appelée par « lui *le Monisme*, selon laquelle existe dans la nature

« de l'Univers un grand processus évolutif, un continu « et éternel qui rattache les uns aux autres tous les « phénomènes de la nature sans exception, depuis le « mouvement des corps célestes jusqu'à la chute d'une « pierre, depuis la croissance des plantes jusqu'à la « conscience de l'homme. Et pour qu'il n'y ait aucun « hiatus dans cette vaste construction, Haeckel consi- « dère comme certaine la génération spontanée des « Monères primitives, à partir desquelles se construisent « progressivement tous les êtres vivants. De même il « attribue une vie psychique indépendante à toutes les « cellules organiques, qui n'est autre chose que la con- « ception de l'âme cellulaire ou de la psychologie cel- « lulaire ; car d'après lui, il faut que chez les êtres uni- « cellulaires, amibes ou infusoires, on retrouve les « linéaments de toutes les propriétés que révèle l'étude « des êtres supérieurs, l'homme compris ».

Il est vraiment inconcevable qu'un penseur et naturaliste comme Haeckel ait pu accorder les mêmes attributs psychiques et biologiques aux protistes dépourvus des cellules nerveuses qu'aux animaux supérieurs en possession d'un système nerveux, ce qui prouve bien que c'est une disposition atavique au mysticisme, qui représente un phénomène sociologique caractéristique de la mentalité allemande, quelle que soit la position sociale ou le degré d'instruction de l'individu. Toutes leurs conceptions scientifiques, politiques et sociologiques portent le cachet d'un mysticisme national, fruit

d'un absolutisme séculaire associé à l'idée de l'unité nationale. Ce n'est que de cette manière que l'on s'explique comment des hommes qui figurent à la tête du mouvement intellectuel ont pu concevoir et répandre dans tous les coins de l'Allemagne l'idée que le peuple allemand est élu de Dieu et chargé de la mission éducatrice de l'humanité et que cette idée ait trouvé un accueil enthousiaste, tant parmi les classes intellectuelles que parmi les masses populaires, qui l'admettent sans discussion comme un article de foi. C'est sans doute une tare de race qui s'est transmise successivement d'une génération à l'autre comme une marque indélébile, demeurée cachée dans les replis des circonvolutions cérébrales de la majorité du peuple allemand. En effet, les efforts de l'Allemagne prussifiée pendant ces derniers quarante ans ont été dirigés vérs un seul but, celui de réaliser l'idéal d'une *grande Allemagne* aux dépens des pays voisins, au mépris des droits de l'homme et des traités sacrés signés par elle ; car la croyance profonde dans la supériorité matérielle et intellectuelle du peuple allemand et dans la mission sacrée qui lui avait été dévolue de soumettre les autres peuples à la culture allemande a fait taire la conscience des devoirs et des droits de l'homme et le sentiment du respect dû à la personnalité humaine. D'autre part cette aberration mentale collective qui faisait croire au peuple allemand qu'il était l'élu de Dieu, chargé de la mission de gouverner le monde, a eu pour conséquence natu-

relle de l'amener à regarder avec dédain les autres peuples, comme lui étant inférieurs. Leurs savants, partant du même principe, cherchaient ensuite un appui à leur thèse dans la théorie de la sélection naturelle de Darwin, selon laquelle les peuples inférieurs doivent fatalement succomber dans la lutte avec un peuple supérieur et ce, le plus rapidement possible, avant que les vices et les tares dont ils souffrent n'arrivent à contaminer la race supérieure.

Pour atteindre ce but ils préconisaient la guerre contre la France comme une nécessité absolue pour l'avenir national. En effet, la propagande que les intellectuels faisaient dans les conférences publiques et dans les revues littéraires, n'ont pas tardé à trouver de nombreux adeptes, surtout dans le parti pangermaniste, qui de son côté s'est efforcé de constituer diverses associations. Le Gewahrverein (société de défense nationale) comptait dans son milieu un grand nombre d'officiers qui se rendaient en France en qualité de voyageurs de commerce, d'employés de bureau ou d'ingénieurs des ponts et chaussées choisissant de préférence les départements du Nord et de l'Est où ils pratiquaient l'espionnage pour le compte du gouvernement allemand. Il est vraiment incompréhensible qu'un gouvernement qui dirige les destinées d'une nation civilisée puisse encourager un acte aussi indélicat que celui de l'espionnage en temps de paix dans un pays ami, ce qui est non seulement un abus de confiance mais équi-

vaut à un coup de poignard dans le dos d'un homme avec lequel on a des rapports amicaux, avec la circonstance aggravante que le gouvernement confiait cette vile mission aux officiers de l'armée, qui devaient s'efforcer d'entrer comme employés de bureau, et de gagner d'abord la confiance des patrons français afin de mieux trahir ensuite les intérêts qu'ils avaient été chargés de défendre.

On se demandera avec raison, s'il n'existe pas dans la législation allemande une loi qui punit l'abus de confiance, la rupture d'un contrat, la violation de domicile avec effraction, ainsi que le vol et l'assassinat de ceux qui s'opposent à la perpétration de ces crimes et délits ? Personne ne saurait douter que le Code pénal allemand contienne des lois qui punissent sévèrement tous genres de délits et de crimes ainsi que tout attentat à la personne et à la propriété. Comment explique-t-on alors qu'un Etat civilisé puisse se permettre de violer pour son compte des lois internationales considérées par lui comme sacrées, lorsqu'il s'agit des intérêts individuels de ses nationaux ?

Pour expliquer ce fait apparemment paradoxal, il nous faut rappeler le concept de l'Etatisme prussien établi par Hegel et adopté ensuite par le gouvernement impérial comme un dogme fondamental de la politique allemande. La doctrine de Hegel définit l'Etat comme le symbole d'une discipline sociale représentant la réalité de l'idée morale. Par conséquent toutes les asso-

ciations politiques et religieuses sont soumises aux intérêts de l'Etat-Providence. Il en est de même pour l'individu, qui n'a d'autre finalité que de mettre ses forces morales, intellectuelles et matérielles au service de l'Etat souverain, pour rehausser son prestige et sa puissance, quand même ses efforts ne pourraient se réaliser que par des actes condamnables ; car d'après Treitschke, l'Etat est le souverain absolu et il est l'absolu parce qu'il est la Force, et comme tel il ne connaît ni frein, ni obstacle. Il n'agit que par la raison d'Etat, il crée le droit par la force. Non seulement il viole, tue et ment impunément en vertu de la force comme institution divine, mais il invoque le nom de Dieu pour justifier ses crimes en proclamant qu'il agit comme un instrument de Dieu, étant chargé de punir les nations qui s'opposent à l'accomplissement des décrets divins.

Tant les historiens que les généraux allemands, qui agissent par la propagande comme des apôtres du Pangermanisme, envisageaient la guerre comme une nécessité absolue à l'existence des peuples forts, tandis qu'ils estimaient qu'une paix prolongée prédispose à la mollesse et à la dégénérescence. D'autre part, le gouvernement impérial sous Guillaume Ier aussi bien que sous Guillaume II ne poursuivait qu'une seule pensée, la restauration de l'empire de Charlemagne sous l'égide de la Prusse. Comptant sur la force militaire et sur l'esprit d'organisation de leur peuple, les deux empe-

reurs espéraient pouvoir germaniser l'Europe entière et lui imposer leur hégémonie. Il suffit de rappeler à cet effet le discours prononcé par l'empereur d'Allemagne le 4 octobre 1909 à l'occasion de la pose de la première pierre du musée romain de Saalburg. A cet acte solennel, Guillaume II avec un marteau d'argent dans la main frappa trois coups sur la pierre et prononça à chaque coup les mots suivants :

« 1° Je consacre cette première pierre au souvenir de « la grandeur de Rome ;

« 2° Je consacre cette première pierre à la jeunesse « allemande, aux générations prochaines qui appren- « dront dans ce nouveau musée ce qu'est un empire « universel ;

« 3° Je consacre cette pierre à l'avenir de notre « patrie allemande que je voudrais voir dans les temps « futurs aussi puissante et aussi fortement unie que « l'empire romain universel, par l'action commune des « princes et des peuples, afin que chacun puisse se « dire : « Je suis citoyen allemand » comme jadis le « Romain se disait *Civis Romanus sum.* »

D'autre part, Guillaume II fit graver dans un ancien campement romain restauré par son ordre : *Trajano imperator Romanorum. Wilhelmus II imperator Germanorum.* Ces faits à eux seuls suffisent à démontrer que Guillaume II était dominé depuis de longues années par une idée obsédante, la *folie des grandeurs*. Malheureusement il n'était pas seul à en souffrir, c'était le

peuple allemand tout entier qui en avait subi la contagion mentale, grâce à ses philosophes, à ses historiens et à ses chefs militaires qui, véritables apôtres du pangermanisme, avaient fait pénétrer dans les diverses classes de la société la conviction que la guerre était une nécessité imposée par Dieu et par la nature, suivant la loi de la concurrence et de la lutte pour l'existence ; que le faible n'a pas droit à la vie indépendante et doit tomber dans l'orbite du plus fort. Voilà les concepts monstrueux de la culture allemande qui a déclaré d'une manière cynique la guerre aux droits sacrés de l'humanité, proclamant ouvertement que la force crée le droit et que l'Allemagne, étant chargée par Dieu de gouverner le monde, ne pouvait pas se soustraire à cette mission, sans manquer à son devoir.

* * *

D'après ce qui précède on voit bien que la tendance au mysticisme est tellement enracinée dans la conscience nationale allemande, que même à l'époque actuelle où le réalisme le plus grossier et le matérialisme le plus vulgaire dominent les esprits les plus éclairés de la société allemande, les professeurs aux Universités s'efforcèrent de parer les desseins criminels du gouvernement impérial des attributs de la sainteté, en déclarant le peuple allemand le peuple élu de Dieu, agissant sous l'inspiration divine. C'est ainsi qu'autre-

fois c'étaient le romantisme, le rationalisme, et l'amour de la liberté dont se sont inspirés les philosophes, les poètes et les écrivains allemands, pour revêtir leurs idéals d'une forme mystique nationale, tandis qu'aujourd'hui sous l'influence de la prussification, c'est le culte de la force qui a poussé les philosophes et les historiens allemands à diviniser la guerre et à déclarer le peuple allemand supérieur à tous les autres peuples, et chargé de la mission de répandre la culture allemande dans tous les pays du monde. Partant de cette thèse purement imaginaire, inspirée par l'orgueil national, le chancelier allemand osa déclarer en plein parlement que la nécessité ne connaissait pas de loi et que l'intérêt de l'Etat avait obligé le gouvernement à violer le traité international garantissant la neutralité et l'indépendance de la Belgique et à la traiter même comme ennemie si elle osait s'opposer par la force au passage des troupes allemandes à travers son territoire.

CHAPITRE XXXV

L'ÉCROULEMENT DE LA RUSSIE AUTOCRATIQUE ET SON REMPLACEMENT A COTÉS DES ALLIÉS PAR LES ÉTATS-UNIS AU COURS DE LA GUERRE MONDIALE, DOIT ÊTRE CONSIDÉRÉ COMME UN ÉVÉNEMENT PROVIDENTIEL QUI A SAUVÉ L'HUMANITÉ DE LA BANQUEROUTE DES DROITS DE L'HOMME ET DU DROIT DES PETITS PEUPLES A L'INDÉPENDANCE

Si l'on remonte l'histoire jusqu'à l'époque de la fondation des premières sociétés qui ont puisé leurs moyens d'existence dans la culture du sol, le premier phénomène qui se présente à notre vue est l'arrivée d'un moment où, à la suite de la multiplication du nombre des habitants et de l'accroissement de leurs besoins, le sol n'a plus suffi à les nourrir et les a obligés à émigrer vers une contrée voisine pour chercher un sol nouveau à défricher. Mais il arrivait souvent que le sol qu'ils ambitionnaient était occupé par des tribus étrangères. Alors une lutte s'engageait entre les deux et la tribu la plus avancée en culture et la mieux

douée triomphait de sa rivale, de manière que peu à peu la lutte pour l'existence s'est transformée en une lutte de conquête de territoires offrant des conditions plus favorables à la satisfaction des besoins matériels de la vie. En effet, dès le début de l'âge historique de l'humanité, de grandes agglomérations humaines occupant les hauts plateaux de l'Iran, en Asie, ont émigré vers les vallées fertiles de la Mésopotamie, ayant formé avec le temps les royaumes puissants d'Assyrie et de Chaldée. Plus tard, ce furent les mêmes peuplades de l'Asie Mineure, qui, poussées par le même besoin, se dirigèrent vers les bords du Nil pour occuper les vallées fertiles de la Basse-Egypte. Toutes ces peuplades de l'Asie sont arrivées à s'aggrandir par la conquête de territoires nouveaux aux dépens des indigènes, soit en les chassant soit en les soumettant comme colons à leur domination. Les mêmes procédés ont été suivis plus tard par les peuples de race différente, qui ont envahi l'Europe. C'est l'esprit de conquête qui avait animé les Celtes et les Ibères lors de leur invasion du midi de la France et de l'Espagne. Ce fut également l'esprit de conquête qui poussa les Egyptiens sous le règne de Thoutmosis à envahir la Syrie et la Grèce et détermina plus tard les Doriens, une des tribus de la famille aryenne de l'Asie centrale, à s'emparer de la partie septentrionale de la Péninsule balkanique. Les Grecs eux-mêmes, après avoir formé leur unité nationale sous le nom d'Hellènes et augmenté

leur population, s'étant trouvés à l'étroit dans leur territoire montagneux et entrecoupé par des bras de mer et des murailles de rochers, se sont décidés à envoyer des colonies sur les côtes de l'Asie Mineure et sur celles de la Méditerranée, colonies qui fondèrent partout des villes nouvelles et y implantèrent leur langue, leur culture, leur art, leur mentalité et leur religion. Toutefois, les Grecs, de même que les Phéniciens n'eurent pas recours aux armes pour fonder et consolider leurs conquêtes. Au contraire, ils engagèrent des rapports commerciaux pacifiques avec les indigènes, afin d'échanger les produits de leurs pays respectifs. C'est par la supériorité de leur culture qu'ils gagnèrent la bonne volonté des gens des pays nouveaux et établirent l'harmonie entre leurs aspirations réciproques.

Le seul peuple de l'antiquité qui ait brillé dans l'histoire, non seulement par l'esprit de conquête imposé par la nécessité de son existence collective, mais aussi par l'ambition démesurée de domination universelle, c'est le peuple latin, qui sut étendre progressivement son territoire aux dépens de ses voisins et finit par conquérir d'abord toute l'Italie, toute l'Espagne, toute la France, une partie de l'Angleterre et de l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Grèce, la Macédoine et les îles Balkaniques avec Constantinople. Ensuite il domina en Egypte, en Syrie, et dans une grande partie de l'Afrique, car à cette époque-là, aucun de ces pays ne disposait d'une armée aussi nombreuse et bien

commandée et disciplinée que le peuple romain. Le fait est que Rome depuis son origine jusqu'à sa fin est parmi les peuples de l'antiquité le premier et le seul, qui ait érigé en principe le droit de conquête pour élargir ses frontières aux dépens de ses voisins. Ses gouvernants ne se sont pas contentés de s'approprier par la force de vastes territoires étrangers ; ils considéraient les habitants des pays conquis comme étant également leur propriété et en conséquence, s'arrogèrent le droit de disposer de leurs personnes et de leurs biens. Basés sur ce principe ils se rendirent maîtres de toute l'Europe et d'une grande partie de l'Afrique et de l'Asie. Malheureusement, ce régime de militarisme effréné stimula l'ambition de quelques généraux et amena la guerre civile, l'anarchie militaire et la corruption des mœurs, pour aboutir à la dissolution de l'empire romain même, par suite de l'invasion des barbares du Nord, qui n'étaient autres que les ancêtres des germains actuels d'origine asiatique, qui, bien que gouvernés par des rois, conservaient leur indépendance individuelle et ne vivaient que de la guerre, comme des hordes incultes, ne pensant qu'à détruire l'œuvre des Romains, leurs monuments et leurs musées d'art, à brûler les villes et à dévaster les campagnes. Cet état de choses se prolongea jusqu'au VIIe siècle, lorsque le roi des Francs, Pépin le Bref, fut consacré par l'Eglise et ses sujets se convertirent au catholicisme.

Le plus puissant des rois barbares fut Charlemagne ;

il avait réussi à dominer la France, l'Allemagne et le Nord de l'Italie et à fonder un grand empire, ayant pour symbole la ville de Rome, organisée sur le modèle de l'empire romain, en mettant en vigueur le droit de conquête et la valeur matérielle de la force brutale. C'est ainsi que pour subjuguer la Saxe, rebelle à ses injonctions, il fit passer un jour 4.500 Saxons au fil de l'épée, pour amener les survivants à se convertir au catholicisme, au lieu de recourir à la persuasion. Charlemagne, aveuglé par la convoitise, commit encore des fautes plus graves : d'abord, comme roi de France il employa son talent et son activité à fonder un grand empire avec de nombreux éléments germains hétérogènes, tels que les Bavarois, les Francs, les Saxons et les Thuringeois qui se faisaient auparavant la guerre entre eux, et à les transformer en une nation compacte renfermant le germe d'un future empire allemand. Ensuite, en cherchant l'appui du Pape dans le but de consolider l'unité de l'empire, il créa un pouvoir rival, le pouvoir temporel du pape, en même temps qu'il fortifiait son pouvoir spirituel ; car depuis lors l'Eglise a aspiré à la domination de la conscience de tous les catholiques. En effet, peu de temps après, Grégoire VII poussa son pouvoir spirituel jusqu'au point d'infliger des humiliations sans précédent à l'empereur Henri IV d'Allemagne qui fut obligé d'attendre trois jours en habit de pénitent et pieds nus, en hiver, avant d'être reçu en audience par lui. Bien que l'œuvre de Charle-

magne n'ait pas survécu à son auteur et que l'Allemagne soit entrée bientôt après dans la période du féodalisme, qui affaiblit considérablement le pouvoir des empereurs, il y en eut parmi ceux-ci quelques-uns, tels qu'Otto le Grand et Frédéric I[er] de Barberousse, qui eurent assez d'énergie pour imposer les droits impériaux à l'Italie et au Vatican même, et l'expérience des derniers temps vient de prouver que le rêve de Guillaume II était de ressusciter l'ancien empire de Charlemagne avec l'empereur d'Allemagne à la tête de ce grand empire avec la circonstance que ce rêve était alimenté par l'Etat-major allemand de connivence avec les pangermanistes.

Nous tenons encore à relever un fait plus grave, à savoir, que parmi les actes de convoitise commis pendant le XVIII[e] siècle par les monarques conquérants, un des plus monstrueux est l'assassinat de la nationalité polonaise et le partage de son territoire entre la Prusse, l'Autriche et la Russie avec la circonstance aggravante que les pays libéraux d'aujourd'hui, tels que la France et l'Angleterre, ne protestèrent pas à l'époque contre un acte aussi monstrueux. On dirait même que par leur silence ils semblaient sanctionner le droit de la force ; car leurs gouvernants avaient également recours au droit de conquête lorsqu'ils acquéraient de riches colonies en Afrique et en Asie aux dépens de l'indépendance des nationalités existantes. Toutefois il faut reconnaître qu'il y a une grande différence entre la

manière d'agir de la France et de l'Angleterre et la manière d'expolier les droits de la Pologne par les puissances centrales ; les premières ont bien employé la force pour la conquête, mais aussi pour propager les semences de la civilisation et les lois de justice parmi les peuples incultes et opprimés par leurs gouvernements despotiques.

C'est ainsi que l'Angleterre après avoir fait la guerre pour des motifs peu plausibles au Transvaal a fondé après la victoire, la confédération autonome des Etats africains du Sud dont le Transvaal forme partie, en y introduisant tous les éléments de la civilisation européenne. De même la France a étendu le protectorat français sur la Tunisie et le Maroc, en introduisant dans ces deux pays les principes de liberté et de justice, en y fondant de nombreuses écoles élémentaires, en répandant l'instruction dans toutes les classes sociales, en améliorant et augmentant les voies de communication et en y développant les ressources de la richesse nationale en même temps qu'elle a mis les indigènes à l'abri de la convoitise des autorités nationales. Une conduite analogue a été observée par les Etats-Unis à l'égard des îles de Cuba, Porto-Rico et les Philippines. Après les avoir soustraites à la domination espagnole, ils ont commencé par assainir les pays, en supprimant les marais et la stagnation des eaux pluviales dans les dépressions du sol et dans les terrains alluviaux ; de cette manière ils ont réussi à

faire disparaître la fièvre jaune et d'autres maladies endémiques. En même temps ils ont fait canaliser les grands centres de population et les ont pourvus de bonne eau potable ayant fini par déclarer l'autonomie des îles qui se trouvaient autrefois sous la domination espagnole, et qui souffraient de tous les inconvénients matériels et moraux d'une administration vicieuse et de la corruption politique de l'Espagne.

En échange, la Russie, l'Autriche et l'Allemagne prussifiée ont représenté pendant tout le XIXe siècle et le commencement du XXe l'incarnation du principe du droit de la force brutale avec la circonstance aggravante que ce fut le Reichstag qui vota à une grande majorité l'expropriation forcée des terres polonaises en faveur des propriétaires allemands dans le but de germaniser la Pologne. Le gouvernement impérial a poussé sa manie de germaniser les pays slaves si loin que les autorités allemandes en Pologne ont défendu aux enfants de prier dans leur langue maternelle et ont rendu les parents responsables de toute contravention. L'Allemagne, suggestionnée par le militarisme prussien, non seulement proclama dans tous ses actes politiques le droit de la force, mais elle le réclama comme un privilège pour elle seule, en vertu de sa supériorité sur les autres peuples. Elle s'est alliée avec d'autres gouvernements également autocratiques, tels que l'Autriche-Hongrie et la Turquie, pour mieux s'assurer le triomphe dans la guerre qu'elle déchaîna contre la

France, de manière que cette guerre mondiale représentait plutôt une guerre de principes entre la tradition et le progrès, entre la force et le droit, entre le crime et la justice, entre la souveraineté des petits peuples et la convoitise effrénée du gouvernement allemand. Par conséquent elle ne pouvait pas rester limitée à la France et à l'Allemagne ; elle devait forcément entraîner d'autres nations, qui ne pouvaient voir avec indifference qu'une nation se permît d'abuser de la force pour léser les droits des petits peuples et violer les intérêts sacrés reconnus par des traités internationaux, comme la neutralité de la Belgique, ce qui détermina l'intervention de l'Angleterre, de même que le torpillage des bateaux neutres et l'assassinat prémédité des passagers pacifiques poussa les Etats-Unis à adhérer à la cause de l'Entente pour protéger les droits lésés de l'humanité. Toutefois pour que l'intervention des Etats-Unis dans un conflit entre le droit et la force trouvât sa justification aux yeux du peuple américain il a fallu que la Russie du tzar représentant de l'absolutisme et de l'oppression des peuples sous sa domination, fût éliminée du sein des défenseurs de la liberté et de la justice, d'autant plus qu'une conspiration des classes réactionnaires de l'empire russe en faveur de l'Allemagne avait réussi à paralyser l'aide efficace de la Russie à la cause de l'Entente. En effet, les mesures arbitraires prises par le Tzar et inspirées par les intrigues de la cour de connivence avec la Tzarine même,

provoquèrent une révolution parmi les ouvriers et les soldats qui mit fin au régime autocratique en Russie.

Malheureusement, le gouvernement de Berlin ayant compris que l'Allemagne était incapable de vaincre la Russie par la force des armes eut recours à des procédés de corruption, ayant acheté les chefs les plus exaltés du socialisme russe, émigrés en Suisse, et facilité leur rentrée en Russie. Ceux-ci, pourvus des moyens nécessaires, propagèrent les doctrines socialistes et communistes parmi les paysans, les ouvriers et les soldats du front et finirent par s'imposer par la force aux modérés du parti socialiste, au point que les idées d'indépendance et d'émancipation du joug aristocratique s'étendirent rapidement aux provinces les plus éloignées, du nord au sud, et de l'occident à l'extrême-orient de la Sibérie et de l'Oural. Toutes les provinces de l'empire s'étant alors déclarées autonomes et indépendantes de la métropole, le manque d'union et de cohésion entre elles permit au gouvernement impérial allemand de signer un traité de paix avec le gouvernement révolutionnaire russe. Bien que ce traité manquât de légalité, le gouvernement impérial en profita pour se procurer des moyens de subsistancè dans le midi de la Russie, en même temps que les matières premières dont il avait besoin pour les armements. Cependant, les chefs militaires allemands, habitués à des procédés violents et cyniques, en usèrent aussi envers les Ukrainiens, mais ceux-ci y répondirent par une résistance tenace de la

part des paysans et par la haine de la bourgeoisie.

En attendant, les alliés de l'Entente avaient organisé plusieurs corps d'armée dans le Nord et dans l'Est de la Russie pour aider le peuple russe à se réorganiser et à rétablir son unité nationale sous un régime libéral et sous la forme confédérative. D'un autre côté, le Japon, formant partie de l'Alliance franco-anglaise adhéra à cette combinaison en même temps que les Etats-Unis, dont les premiers efforts furent dirigés vers la formation d'une armée tchéco-slovaque recrutée parmi les anciens prisonniers autrichiens faits par les Russes dans la campagne en Galicie et Bukovine et envoyés en Sibérie. Cette armée était destinée à combattre les bolcheviks commandés par des officiers allemands ; elle formait le noyau d'une grande armée russe sous le commandement de l'amiral Kotchalk qui devait marcher sur Pétersbourg et Moscou. Malheureusement, il leur manquait des armements et des munitions pour avancer en territoire russe. C'étaient les Etats-Unis qui se sont chargés de les leur fournir. Du côté du sud de la Russie ce fut le général Denikine, qui ayant constitué, lui aussi, une armée russe avec les Cosaques du Don réussit à infliger plusieurs déroutes à l'armée rouge bolchevik, cependant qu'au nord, du côté d'Arkhangel, c'étaient les Anglais et les Américains qui débarquèrent un corps d'armée pour organiser une autre armée russe dans la Mourmanie.

On aurait pu croire qu'après que ces trois armées

seraient bien organisées et pourvues d'armes et de munitions elles réussiraient à vaincre les armées bolcheviks, à s'emparer de Saint-Pétersbourg et de Moscou et à fonder en Russie un régime de liberté et de justice en conciliant les intérêts matériels et moraux des travailleurs de ce grand pays et en satisfaisant les aspirations de toutes les classes sociales, en harmonie avec les principes des droits de l'homme, proclamés par la Révolution française en 1789, ce qui aurait dû être le vrai et l'unique but de la suppression du régime autocratique en Russie. Cependant, les chefs du gouvernement bolcheviste ayant adopté des mesures qui favorisaient les intellectuels, surtout les techniciens et s'étant emparés des biens et des valeurs des sociétés industrielles sans faire de distinction entre les nationaux et les étrangers, ils réussirent à organiser une armée assez forte et bien disciplinée, commandée par des anciens généraux russes, dépourvus de moyens d'existence. Grâce à cette armée, ils finirent par vaincre les armées russes crées et entretenues par les partisans de l'ordre avec le concours des Etats-Unis et de l'Angleterre. En même temps le système communiste, adopté comme régime de gouvernement, leur fournissait les moyens de satisfaire les différentes classes sociales et de donner du travail aux classes ouvrières de même qu'aux paysans agriculteurs Le succès de l'armée bolchevik fut tel que le Général Kotchalk tomba prisonnier et fut condamné à mort. Grâce

à l'intervention du gouvernement anglais, le Général Denikine put se retirer hors du territoire russe.

Maintenant la question se pose : quel aurait été le résultat de cette guerre monstrueuse si la Russie n'avait pas fait défection à la cause des alliés, si le tzar de Russie avait eu le courage de se soustraire à l'influence pernicieuse de l'Allemagne et si ses généraux avaient été avertis à temps du danger de la propagande allemande dans l'armée et avaient réussi à maintenir une discipline militaire sévère ? Pour répondre à cette question conformément à la réalité des faits historiques nous considérons nécessaire de rappeler le rôle qu'a joué le gouvernement russe pendant la seconde moitié du XIXe siècle dans l'évolution de l'esprit d'indépendance nationale des Etats balkaniques.

Le Tzar Nicolas Ier a commencé par s'associer à la France et à l'Angleterre dans la bataille de Navarin pour délivrer la Grèce du joug de la Turquie. Cependant, les puissances occidentales n'ont pas tardé à comprendre que le but de la Russie n'était pas l'indépendance des Etats Balkaniques, mais plutôt le désir d'expulser les Turcs de Constantinople et d'occuper les Dardanelles, qui lui donneraient libre accès à la Méditerranée et une communication directe entre celle-ci et la Mer Noire. Alors, elles se sont associées en 1854 à la Turquie contre la Russie en faisant la guerre de Cri-

mée qui aboutit à la fermeture définitive des Dardanelles à tous les navires de guerre et à la neutralisation de la Mer Noire suivant le traité de paix de Paris de 1856. Bien que la Russie profitât de la guerre de 1870 entre la France et l'Allemagne pour faire reviser en sa faveur ce traité par une conférence internationale à Londres, la Turquie demeura sous le protectorat des puissances européennes cependant que le sort des principautés danubiennes était définitivement réglé par une commission européenne. Alors, le gouvernement russe voyant ses projets sur Constantinople contrariés par l'Angleterre et la France, dirigea son esprit de conquête vers l'Asie et l'Extrême-Orient. Elle commença par étendre ses possessions au Caucase et en Perse, sur la mer Caspienne, au Turkestan et en Sibérie, sur les rives de l'Amour et sur la côte de la Mandchourie, sans abandonner pour cela ses vues sur Constantinople, au point qu'elle profita de la défaite de la France en 1871 et de la diminution de son prestige en Turquie pour proposer à l'Angleterre de partager l'héritage de l'homme malade qu'était la Turquie, mais le parti conservateur anglais, alors au pouvoir, maintint fermement sa politique de protection de la Turquie.

Cependant le Tzar comptait beaucoup sur son alliée l'Allemagne et poussait le parti slave national de la Russie à manifester ouvertement en faveur des peuples slaves balkaniques et fournissait à ces derniers les

moyens nécessaires pour se soulever contre la domination turque. C'est ainsi qu'il s'est formé une société libératrice slave dirigée par un comité qui se tenait en rapports avec les agents consulaires russes dans les Etats balkaniques. En effet, quelque temps après, les Bulgares de même que les Orthodoxes serbes d'Herzegovine s'insurgèrent, exigeant des réformes que la Porte refusa et en 1876 la Serbie, aidée par la Russie, déclara la guerre à la Turquie. Alors, l'Angleterre pour éviter la guerre, accepta une conférence des ambassadeurs des puissances européennes à Constantinople, qui décida de rédiger un projet de réformes, mais le gouvernement turc l'ayant repoussé, il s'ensuivit la guerre entre la Russie et la Turquie de 1877. L'armée russe ne tarda pas à traverser les Balkans, à forcer les défilés et à battre l'armée turque en s'emparant d'Adrinople. Alors, la Turquie sans armée et sans ressources demanda la paix à la Russie, qui lui imposa des conditions assez dures par le traité de San Stefano d'après lequel la Turquie reconnaissait l'indépendance et l'agrandissement de la Roumanie et de la Serbie, du Monténégro, de la Bulgarie et l'autonomie de la Bosnie. Le gouvernement anglais, inquiet du succès de la Russie et de son prestige dans l'Orient, protesta contre le traité de San Stefano et menaça d'envoyer une escadre à Constantinople. Alors Bismarck proposa la révision du traité et la convocation d'un congrès international à Berlin. La Russie, épuisée par cette longue

guerre, se résigna à soumettre le traité à ce congrès. Bismarck, qui le présidait, en profita pour favoriser l'Autriche aux dépens de la Russie, à laquelle il en voulait pour l'avoir empêché de déclarer la guerre à la France en 1875. C'est ainsi qu'il obtint par un vote unanime du congrès, d'abord l'occupation militaire et administrative de la Bosnie et de l'Herzegovine par l'Autriche, ensuite la division de la Bulgarie en 3 tronçons, la Bulgarie du nord indépendante, la Roumélie orientale restant province autonome sous une administration mixte et la Macédoine qui devait être restituée à la Turquie.

Toutefois, toutes ces mesures demeurèrent stériles, devant la décision des peuples balkaniques de secouer la souveraineté de la Turquie et de conquérir leur indépendance complète. La Russie de son côté fit de grands efforts pour maintenir son influence en Bulgarie et en Serbie par l'aide matérielle qu'elle prêta à la conspiration des Bulgares en Macédoine, invoquant le principe ethnique du Panslavisme, dont elle prétendait être le représentant en fait et en droit légitime, bien qu'au fond elle ne cherchât qu'à affaiblir la Turquie et à aplanir le chemin qui devait la conduire à la conquête de Constantinople, réalisant ainsi la communication entre la mer Noire et la Méditerranée.

D'autre part, l'Autriche aspirait à la domination de la Serbie et de la Bulgarie qui devaient lui fournir une double voie pour l'écoulement de ses produits par Salo-

nique, port situé sur la mer Egée, et par Varna, port situé sur la Mer Noire où débouche le Danube. Cependant, tant la Serbie que la Bulgarie, qui pendant le temps qu'elles organisaient leur vie autonome acceptaient de bon gré l'intervention de la Russie, finirent par être jalouses de leur indépendance, et s'efforcèrent de se soustraire tant à l'influence directe de la Russie qu'à celle de l'Autriche, au point de conclure un traité d'alliance entre elles et la Grèce pour déclarer la guerre à la Turquie.

Il est incontestable que si la Russie avait joui d'un régime démocratique, les Etats balkaniques auraient consenti volontiers à se mettre sous la protection d'un Etat puissant slave, pratiquant comme eux la religion orthodoxe ; mais étant donnée l'autocratie du Tzarisme, ils comprirent que la Russie, dominée par l'esprit de conquête, se servait d'eux plutôt comme d'un instrument contre la Turquie et l'Autriche, au lieu de leur garantir un régime de liberté et d'indépendance. Ils craignaient même de tomber eux-mêmes sous le joug de l'absolutisme russe, le jour où la Russie s'emparerait de Constantinople, ainsi qu'il en était de l'Allemagne, qui s'était jetée dans les bras du militarisme prussien après que l'unité nationale eût été réalisée par la force des armes de la Prusse, sacrifiant ainsi au Pangermanisme son ancien idéal de liberté et de régime démocratique. En effet, l'histoire nous enseigne que tous les Empires qui avaient ébloui le monde par leurs immenses

conquêtes ont été ennemis de la liberté, de la justice et de l'indépendance des petits peuples. Mais supposons pour un moment que le Tzar de Russie, au lieu d'être victime de l'espionnage et des intrigues de la diplomatie allemande à la cour impériale, et de la complicité de l'aristocratie russe d'origine allemande, de connivence avec l'impératrice même, eût choisi son ministère parmi des personnes compétentes et éprouvées comme de vrais patriotes et se fût décidé à mettre en mouvement toutes des ressources du pays dans la guerre contre l'Allemagne ; il est certain que l'armée russe, bien commandée qu'elle était, et pourvue du matériel de guerre nécessaire aurait vaincu, en 1916, l'armée autrichienne et celle de l'Allemagne. Dans ce cas, l'armée française, après ses triomphes devant Verdun et ceux de l'armée anglaise sur la Somme, auraient sans doute réussi à chasser les Allemands de France et de Belgique, d'autant plus facilement que l'armée italienne se trouvait alors sur le chemin de Trieste, au moment où l'armée russe aurait pu marcher sur Budapest. Alors, une débâcle de l'armée autrichienne aurait facilité le mouvement des Russes sur Berlin par la voie de Bohême sans y trouver de grande résistance, et la guerre aurait été terminée avant la fin de 1916 par une déroute écrasante de l'armée austro-allemande.

Il n'y a pas de doute que la réalisation d'un tel événement aurait été saluée avec enthousiasme par tous les amis de la justice et de la liberté. Mais le résul-

tat de la guerre, malgré le triomphe des alliés, aurait été nul au point de vue du sentiment des droits de l'homme et des petits peuples, car le mérite de la victoire aurait été dû en grande partie aux armées de la Russie autocratique et le régime absolutiste et arbitraire aurait continué à régner en Russie, en Autriche et en Allemagne comme avant la guerre, au préjudice des droits de l'homme et du respect de la personnalité humaine, quand même l'intégrité nationale de la Pologne aurait été rétablie comme royaume sous un prince russe et les Tchéco-slovaques, de même que les Yougo-slaves, auraient acquis leur indépendance, formant un Etat unique avec la Serbie. Cette union des peuples slaves aurait été forcée de chercher son centre de gravité dans le protectorat de la Russie, grande puissance slave, d'autant plus que celle-ci s'était lancée dans cette grande guerre contre l'Autriche pour sauver la Serbie, mais l'hégémonie de la Russie autocratique à la tête du panslavisme se serait réalisée au préjudice du principe de la liberté constitutionnelle des petits Etats, ce qui n'aurait pas fait avancer les droits de l'homme et les droits des petits peuples à se gouverner eux-mêmes. Au contraire, avec la victoire de l'armée russe sous l'autocratie du Tzar, le droit de la force et de la conquête serait resté debout avec toutes ses conséquences. De plus, le Tzar victorieux n'aurait jamais admis un régime républicain ni en Autriche ni en Allemagne. Pour que cette guerre monstrueuse, qui a coûté plusieurs millions de

vies humaines et autant de mutilés, eût pour résultat un progrès réel dans l'évolution du sentiment de la solidarité humaine et la reconnaissance officielle du droit des petits peuples à se gouverner selon leurs aspirations, il a fallu une intervention active d'un peuple libre et puissant tel que les Etats-Unis, en même temps que la disparition de la scène de l'autocratie russe ; car la Russie despotique, comme alliée des puissances de l'Entente, aurait empêché Wilson de convaincre le peuple américain de ce que le but de la guerre contre l'Allemagne était la défense des droits de l'humanité et les droits des petits peuples afin d'empêcher leur conquête par les grandes puissances, étant donné que le Tzar de Russie opprimait tous les peuples se trouvant sous sa domination. En échange, les Etats-Unis, appelés à remplacer la Russie à côté des alliés de l'Entente, représentaient non seulement une force matérielle supérieure à celle de la Russie par ses immenses ressources en hommes, en matériel de guerre et en argent ; ils représentaient également une force morale d'une portée incalculable pour le triomphe définitif du droit humain sur la force brutale que représentait l'Allemagne, alliée de l'Autriche et de la Turquie ; car, par le fait que son intervention a fait pencher la balance en faveur d'une victoire décisive de la cause de la France et de la Belgique, sa voix dans la conférence de la paix était plus écoutée et acceptée avec bienveillance, d'autant plus que les sacrifices énormes en hommes et en pertes maté-

rielles faits par eux en faveur de la cause des Alliés avaient été spontanés et désintéressés.

Bien que la guerre sous-marine, qui mit en jeu les intérêts des Etats-Unis, ait été la cause déterminante de leur intervention, une rupture des relations diplomatiques et une guerre maritime contre les sous-marins aurait suffi pour donner satisfaction à l'amour-propre national. Mais Wilson jugea plus digne pour l'honneur de sa nation de punir l'orgueil national allemand en contribuant à mettre fin à la guerre dans laquelle l'Allemagne ne cessait pas de violer à chaque moment les droits sacrés de l'humanité. Toutefois Wilson s'est rendu bien compte de la difficulté de faire comprendre à ses concitoyens, la nécessité de recourir à des mesures aussi extrêmes pour atteindre son but. Parmi ces mesures figurait en première ligne le service militaire obligatoire que le parlement anglais venait de voter à une grande majorité, grâce à la peur du danger national qu'aurait fait courir à l'Angleterre la victoire de l'Allemagne. En effet, Wilson avait hésité longtemps à prendre une pareille décision, d'autant plus qu'il se trouvait à la veille de la période d'élection présidentielle, ce qui l'obligeait d'être réservé, car il considérait sa réelection comme une condition indispensable pour l'exécution de ses projets. Il profita de cette situation provisoire pour protester énergiquement contre les procédés criminels de l'Etat-major allemand qui persistait dans le torpillage des bâteaux américains, occa-

sionnant des pertes matérielles et entraînant la mort de citoyens américains, ce qui ne manqua pas d'exciter l'opinion publique et de provoquer des protestations unanimes de la presse, favorisant ainsi la réélection de Wilson. En effet, Wilson fut réélu, et redoubla de suite ses protestations, menaçant l'Allemagne d'interrompre les rapports diplomatiques. Néanmoins celle-ci se refusa à se soumettre à l'exigence des Etats-Unis. Alors Wilson convoqua le Congrès et lui exposa la gravité de la situation. « La dignité des Etats-Unis, dit-il, lui impose le devoir de protéger la vie et les biens de ses concitoyens, ainsi que la mise en pratique de mesures sévères contre l'Allemagne. » Le congrès vota à l'unanimité la proposition du président. On ne saurait douter que le vote de confiance absolue dans la politique du Président, accordé par le Congrès, prouve bien que les Etats-Unis, loin d'être une nation matérialiste, sont animés d'idées spiritualistes et humanitaires, pleines d'abnégation, lorsqu'il s'agit de la défense de la justice, de la liberté et des droits de l'homme ; car ils n'ont pas hésité à accepter le service militaire obligatoire pour les hommes de vingt à quarante ans, sans murmurer, et la jeunesse appartenant aux familles les plus riches et les plus distinguées considérait comme un honneur de servir dans l'armée appelée à combattre pour les droits de l'homme et des petits peuples. De plus, le président Wilson dans un de ses nombreux discours prononcés au Congrès et dans des réunions publiques, rappela l'his-

toire de l'indépendance nationale des Etats-Unis, et la part active qu'avait prise la France dans leur guerre d'indépendance contre l'Angleterre, ayant envoyé à leur secours une armée et des généraux compétents qu'elle pourvut de ressources pécuniaires. C'était au tour de l'Amérique de s'acquitter de cette dette d'honneur envers la France, qui se trouvait engagée dans la guerre la plus formidable qu'enregistre l'histoire et en danger de perdre son existence nationale. En effet, les Etats-Unis se sont acquittés honorablement de leur dette sacrée en envoyant en France une armée d'un million et demi d'hommes bien organisée, bien équipée et pourvue d'un abondant matériel de guerre, ainsi que d'ingénieurs en grand nombre pour construire des chemins de fer et élargir les ports de mer français, en outre, des quantités énormes d'approvisionnements ; et finalement ils ont prêté plusieurs milliards de francs à l'Etat français à un intérêt modique. En résumé, c'est Wilson qui a formulé le but de cette guerre mondiale, qui était de supprimer le droit de conquête et qui a dicté le programme des conditions d'une paix durable, devant satisfaire les justes aspirations des peuples qui avaient été jusqu'alors victimes de l'ambition des empires autocratiques, prévenant ainsi les causes de guerre pour l'avenir. C'est Wilson qui a dicté aux monarques et aux peuples de l'Europe les tables de la nouvelle loi qui doit régir désormais les destinées de l'humanité, loi basée sur les principes de la liberté et de justice.

On ne saurait douter que la terminaison de cette guerre, sanctionnée par un traité international de paix, aura pour conséquence immédiate l'écroulement de l'édifice vermoulu de la vieille Europe, construit avec des éléments de force, appelés « droit de conquête », et que, sur ses ruines, s'élèvera un nouvel édifice, fondé sur les droits de l'homme et des petits peuples, où l'on respirera un air saturé de justice et de liberté et où il n'y aura plus de place pour des souverains despotiques et des gouvernements arbitraires.

Il est vrai qu'un changement aussi radical du régime de gouvernement des peuples et des hommes, exige d'une part la conscience du devoir de l'individu envers la collectivité et d'autre part un changement de la mentalité des peuples eux-mêmes, ainsi qu'un changement de la manière de sentir et de penser des hommes en général, ce qui n'est pas l'œuvre d'un jour. Il faudra d'abord que l'Etat, aidé par l'initiative des corporations municipales et départementales, prenne la direction d'un vaste réseau d'écoles élémentaires et supérieures, où l'on donnera à la nouvelle génération une instruction et une éducation appropriées aux aspirations nouvelles de la société, où on fera comprendre aux jeunes intelligences que les droits de l'homme exigent dans l'intérêt de l'ordre social des devoirs de l'homme envers l'Etat et envers la société au milieu de laquelle il vit, et que l'égoïsme individuel doit céder la place à l'altruïsme en faveur du faible et du malheureux. En-

suite pour que la société des nations puisse constituer une ligue ayant le droit d'imposer à chaque nation la conduite à suivre envers son voisin, il faudrait une égalité des droits pour toutes les nations et en cas de difficultés dans la solution des questions imprévues, la constitution d'un tribunal international composé d'hommes d'une compétence et d'une intégrité à toute épreuve.

C'est le XIX[e] siècle qui a posé et résolu l'égalité des droits de l'homme et ce sera le XX[e] siècle qui aura l'honneur d'avoir posé et résolu le problème de l'égalité des droits de tous les peuples sans distinction de grandeur ou de race. Grâce aux Etats-Unis d'Amérique, qui ont assumé le rôle de fonder une ligue des nations pour assurer le droit des peuples à se gouverner eux-mêmes sans l'ingérence d'une puissance étrangère, le jour arrivera où la ligue de toutes les nations civilisées, par la voix d'un tribunal international d'autorité reconnue, sera appelée à trancher les questions en litige entre les nations et à leur imposer son jugement par la voie pacifique sans recourir à la force des armes.

CHAPITRE XXXVI

LES PROCÉDÉS EMPLOYÉS PAR L'ALLEMAGNE RÉPUBLICAINE POUR FAIRE LA PAIX ONT ÉTÉ LES MÊMES QUE CEUX EMPLOYÉS PAR L'ALLEMAGNE MONARCHIQUE POUR FAIRE LA GUERRE, LES UNS COMME LES AUTRES ÉTANT IMPRÉGNÉS DE LA MÊME MENTALITÉ.

Après la capitulation de la Turquie, de la Bulgarie et de l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne n'a pas pu résister à l'offensive incessante du maréchal Foch, généralissime des armées de l'Entente, qui durant trois mois et demi ne cessa pas un jour de combattre et de livrer des batailles victorieuses, contraignant l'armée allemande à une retraite générale. C'est ainsi que le gouvernement impérial adressa un télégramme au président Wilson le 6 novembre 1918 pour lui demander d'obtenir des alliés la suspension des hostilités et la conclusion d'une paix aux conditions indiquées par lui au congrès américain le 8 janvier 1918. Le président Wilson informa le gouvernement allemand que le maréchal Foch avait reçu pleins pouvoirs pour recevoir les représentants

accrédités du gouvernement allemand et leur communiquer les conditions de l'armistice. Alors une délégation allemande se présenta aux avant-postes français par la route de Chimay-Fournies, la Capelle-Guise. Des ordres avaient été déjà donnés pour les recevoir et les conduire au lieu fixé pour la rencontre. Les plénipotentiaires allemands se composaient de dix personnes sous la présidence du secrétaire d'Etat Erzberger. Ils furent conduits en automobile dans un château voisin de la forêt de Compiègne, ou ils passèrent la nuit, et le lendemain matin ils furent reçus au quartier général par le maréchal Foch, ayant à ses côtés son chef d'Etat major le général Weygand et l'amiral anglais Sir Rosselyn Wemyss. Après la vérification des pouvoirs de la délégation allemande, le maréchal Foch donna lecture des conditions de l'armistice établies par la conférence des alliés à Versailles, et remit une copie du document à M. Erzberger. Un délai de soixante-douze heures fut fixé au gouvernement allemand pour répondre. Un courrier partit de suite pour Spa, siège du quartier général allemand portant les conditions de l'armistice et le commandement supérieur allemand fut informé par un radio-télégramme du départ de ce courrier. Le maréchal Foch rédigea ensuite un compte rendu assez bref de l'entrevue, qu'il adressa au Cabinet militaire du président du Conseil pour être remis à M. Clemenceau ministre de la Guerre, qui était en conférence avec M. Pichon ministre des affaires étrangères. Celui-ci le

communiqua aussitôt à Lord Derby ambassadeur d'Angleterre.

Cet événement, aussitôt connu en Allemagne, eut pour conséquence immédiate la chute des dynasties germaniques. Ce fut d'abord à Munich où le peuple déposa non seulement le roi Louis III, mais supprima aussi la dynastie des Wittelsbach qui remontait jusqu'au xe siècle. A Berlin ce furent d'abord les socialistes, qui exigèrent l'abdication de l'empereur et du Kronprinz ainsi que la démission du prince Max de Bade, chancelier de l'empire. Guillaume II, bien qu'à contre-cœur finit par signer l'abdication en présence du maréchal Hindenburg, et du prince impérial, puis il s'enfuit en Hollande. Il en fut de même des souverains de Würtenberg qui prirent la fuite.

Voici un extrait des conditions de l'armistice :

1° Evacuation immédiate de la Belgique, de la France et de l'Alsace-Lorraine dans un délai de quatorze jours. Les troupes qui se trouveront dans ces territoires après ce délai seront internées comme prisonniers de guerre.

2° La remise de 5.000 canons, tout d'abord ceux de gros calibre, 30.000 mitrailleuses, 3.000 lance-mines et 2.000 avions.

3° Evacuation de la rive gauche du Rhin. Mayence, Coblence et Cologne seront occupées dans un rayon de 30 kilomètres par l'armée des Alliés.

4° Constitution d'une zone neutre sur la rive droite du Rhin d'une profondeur de 30 à 40 kilomètres.

5° Rien ne doit être enlevé de la rive gauche du Rhin. Les fabriques et les chemins de fer doivent rester intacts.

6° La remise de 5.000 locomotives, 150.000 wagons, 10.000 camions automobiles.

7° Entretien par l'Allemagne des troupes ennemies d'occupation.

8° En Orient toutes les troupes doivent être retirées, derrière la frontière du 1er août 1914.

9° Renonciation aux traités de Brest-Litovsk et de Bucarest.

10° Capitulation sans condition en Afrique Orientale.

11° Restitution de l'avoir de la Banque d'Etat belge et de l'or roumain et russe.

12° Remise des prisonniers de guerre sans réciprocité.

13° Remise de 100 sous-marins, 8 croiseurs légers et 6 Dreadnoughts. Les autres bâtiments seront désarmés et surveillés par les alliés dans les ports neutres ou alliés.

14° Le passage libre est garanti à travers le Cattegat. Enlèvement des champs de mines, occupation de tous les forts et batteries qui pourraient gêner le libre passage.

15° Le blocus continuera à subsister. Les bâtiments allemands pourront encore être pris.

16° Toutes les limitations de navigation des neutres édictées par l'Allemagne sont annulées.

Nous tenons à ajouter que quelque temps après la

conclusion de l'Armistice, un député interpellait dans le Reichstag le chef de la délégation allemande, M. Erzberger, critiquant durement sa souscription aux conditions extrêmement graves de l'armistice, sans avoir entendu l'opinion des experts techniques. Alors M. Erzberger répliqua : « Non seulement dit-il, j'ai consulté « à cet effet des experts compétents, mais c'est à « M. Hindenburg lui-même que je me suis adressé et « c'est lui qui m'a ordonné de souscrire aux conditions « les plus dures, pourvu que l'on empêchât l'invasion de « l'Allemagne par l'ennemi, d'autant plus qu'une grande « partie de l'armée refusait de se battre contre un enne- « mi plus nombreux, mieux nourri et mieux outillé et « la retraite forcée obligerait le reste de l'armée, plus « d'un million d'hommes à se rendre avec toute la grosse « artillerie. Du reste la population civile de l'Allemagne « affamée et soumise à toute espèce de privations in- « cline vers la paix et presque tous les Etats alle- « mands se trouvent en pleine révolution obligeant « leurs rois et leurs princes à abdiquer ; tant la Prusse « et la Saxe, que Würtenberg et Bade se sont déclarés « en république, de même que l'Empire d'Autriche-Hon- « grie qui a cessé d'exister, au point que la Hongrie, « l'Autriche, les Tchéco-Slovaques, les Jougo-slaves et « la Pologne ont tous proclamé leur indépendance natio- « nale. »

Cependant, les Allemands, malgré leur déroute, continuaient en dépit de l'armistice à piller et à détruire

les propriétés privées, des villes et des villages tant en Belgique qu'en France, surtout dans cette dernière, ils n'hésitaient pas à brûler les champs, à dévaster les forêts, à inonder les mines et à emporter les machines nécessaires à l'industrie, à couper les ponts et à rendre les routes impraticables. Quelques jours après la conclusion de l'armistice la commission allemande réclama un adoucissement des conditions trop dures de l'armistice, autrement le peuple allemand, surtout les femmes et les enfants seraient victimes de la famine et de l'anarchie sociale ; mais le maréchal Foch, considérant la question au point de vue militaire, refusa net les prétentions allemandes, lesquelles d'après lui étaient dépourvues de base sérieuse. Alors, le Gouvernement de Berlin protesta contre la dureté des conditions de l'armistice, sans vouloir se rappeler les conditions de paix imposées par lui dans le traité de Bucarest à la Roumanie et celles imposées à la Russie dans le traité de Brest-Litowsk. De plus, le gouvernement de la République allemande composé de socialistes et de social-démocrates, loin de mettre en accusation les hommes de l'empire pour leurs actes criminels et de faire la lumière sur le passé pour limiter la responsabilité du peuple allemand, s'est servi des mêmes hommes de la monarchie pour diriger les affaires de l'Etat.

Ce n'est qu'en Bavière qu'il se trouva à la tête du gouvernement, homme de convictions Kurt Eisner, lequel persuadé que la sincérité était le seul moyen de favori-

ser la nouvelle situation, publia les rapports que le comte Lerchenfeld, représentant de la Bavière à Berlin envoyait à son gouvernement à l'approche du conflit. Dans un de ses rapports il rend compte du fait suivant: Le comte Hoyos, chef de cabinet du comte Berchtold en Autriche, s'était rendu à Berlin avec une lettre autographe de l'Empereur François-Joseph, lui conférant pouvoirs si étendus qu'il fut autorisé à entamer avec la Belgique des pourpalers pour son entrée dans la Triplice; ensuite, il établit que le gouvernement allemand avait connu dès le début les intentions de l'Autriche-Hongrie et qu'il avait été renseigné d'avance sur le contenu de l'Ultimatum destiné à la Serbie, ce qui n'a pas empêché le chancelier Bethmann Hollweg de déclarer dans le livre blanc : « Nous n'avons pris aucune part aux préliminaires. » Ce fut également Jagow, ministre des Affaires étrangères du gouvernement allemand qui déclara le 21 juillet 1914 à M. Cambon, Ambassadeur français à Berlin qu'il ignorait absolument le contenu de l'Ultimatum envoyé à la Serbie par le gouvernement d'Autriche. Les documents publiés ensuite ont démontré que non seulement le gouvernement de Berlin avait connu et approuvé les intentions du gouvernement de Vienne, mais qu'il l'avait même trouvé trop hésitant et l'avait poussé si vivement à la guerre qu'on en était presque gêné à Vienne. Le comte Lerchenfeld atteste en même temps que l'Allemagne était résolue à violer la neutralité belge, coûte que coûte; car l'Etat-Major

estimait qu'une guerre offensive contre la France ne pouvait pas se faire par un autre chemin. C'est ainsi que Guillaume II envoyait un télégramme le 10 août au président Wilson, disant : « La neutralité belge devait « être violée par l'Allemagne pour des raisons straté- « giques, de plus, on a reçu des nouvelles que la France « se préparait déjà à entrer en Belgique. » Quel mensonge dans la bouche d'un chef d'Etat couronné! Il est donc tout naturel, que l'Etat allemand qui avait prémédité pendant des années la guerre contre la France, qui l'avait rendue populaire par des mensonges et des thèses fausses et qui l'a déchaîné à tête reposée soit responsable de ses conséquences. En effet les chefs des gouvernements de l'Entente ont déclaré au président Wilson, lorsqu'il a demandé aux belligérants leurs buts de guerre, que la guerre n'était pour eux qu'une guerre de défense, et n'avait d'autre but que d'empêcher une nouvelle guerre par les mesures suivantes : *Désarmement de l'Allemagne, obtenir des réparations des dommages causés dans les territoires occupés et appliquer des sanctions aux chefs militaires et civils coupables des crimes et des attentats contre la personnalité humaine*, tels que la piraterie sous-marine, les mauvais traitements infligés aux prisonniers, la destruction systématique des villes ouvertes sans défense, le ravage des campagnes, le pillage des populations, le vol méthodique des usines et la déportation des jeunes gens, hommes et femmes. En attendant, les différents partis

qui appuyaient le gouvernement allemand étaient d'accord sur la nécessité de convoquer une Assemblée constituante. Cependant le gouvernement bavarois présidé par Kurt Eisner s'était opposé à la continuation au pouvoir des socialistes, qui selon son avis, n'avaient pas les capacités nécessaires pour diriger le mouvement national dans le sens d'une vraie confédération, telle que celles de la Suisse et des Etats-Unis, demandant surtout le renvoi de Solf et Erzberger, anciens chefs impérialistes, qu'il considérait comme un obstacle à la conclusion de la paix.

La conduite du gouvernement bavarois ne tarda pas à exercer une répercussion sur les partis hostiles du gouvernement de Berlin. Le parti communiste appelé *Spartacus* joint au parti extrémiste de Liebknecht se soulevèrent contre le parti socialiste majoritaire au pouvoir, et réussirent à la suite de sérieux combats à occuper trois quartiers de la banlieue de Berlin, mais finalement, grâce à une entente entre le gouvernement et la commission des soldats et ouvriers qu'Ebert réussit à établir, moyennant l'engagement de convoquer une Assemblée constituante après la démobilisation de l'armée revenue du front, le gouvernement parvint à devenir maître de la situation. Les troupes revenues du front occupèrent la ville de Berlin et Hindenburg leur adressa un manifeste, les exhortant à défendre le nouveau gouvernement contre le bolchévisme ; « car l'armée « a pour mission d'épargner à la patrie la misère et

« l'anarchie qu'engendre le bolchévisme, jusqu'au mo-
« ment où l'Assemblée constituante ira se prononcer
« sur le sort et la forme de gouvernement du peuple
« allemand ». Au commencement, les régiments sous les ordres de Hindenburg suffirent pour maintenir le prestige du gouvernement Ebert-Haase, mais à la suite du soulèvement d'une division navale, les mutinés réussirent à bloquer dans la chancellerie la moitié des membres du gouvernement et une partie des troupes passa du côté des émeutiers. Alors la situation d'Ebert devint très précaire, ayant été attaqué à la fois par les partisans de l'ordre et ceux du désordre à cause de son manque d'énergie dû au désacccord entre les membres du Directoire socialiste, majoritaires et minoritaires, car tandis que les uns estimaient nécessaire l'intervention des troupes disciplinées, rassemblées à Potsdam et dans les environs, les autres étaient opposées à l'emploi de la force et même à la convocation de la Constituante. En effet, la rupture ne tarda pas à se produire. Les commissaires Haase, Dittmann et Barth donnèrent leur démission et furent remplacés par des membres socialistes majoritaires tels que Noske, Wiessel et Loebe. Ebert et Scheidemann restèrent, l'un comme Président de la République et l'autre comme Président du Conseil des Ministres.

Le nouveau Gouvernement fut ensuite confirmé par le conseil central des soldats et ouvriers. D'autre part, il obtint le concours de la bourgeoisie, impressionnée par

la menace des minoritaires associés au parti communiste, présidé par Liebknecht, de sorte qu'Ebert et ses collègues trouvèrent des facilités pour mettre à exécution leur projet de maintenir l'ordre social s'appuyant sur l'armée. Cependant, les bolchévistes reprirent l'offensive et le préfet de police de Berlin nommé Eichhorn fraternisa avec l'émeute contre son gouvernement. Il paraît, d'ailleurs, que ce même préfet formait partie déjà, sous le règne de Guillaume II, du bureau de propagande bolchéviste que l'Ambassadeur de Lenine avait organisé à Berlin, et mettait tant de zèle à sa besogne qu'on lui versait des appointements de 1.700 marks par mois ; c'est ainsi que la révolution éclata à Berlin avec le concours financier de Lenine. Eichhorn s'improvisa préfet de police, évinçant le titulaire choisi par le gouvernement. Il s'arrogea le pouvoir de réquisitionner des armes neuves dans les fabriques mêmes. Bien que le gouvernement eût résolu de le révoquer, il resta préfet de police grâce à l'appel commun des Spartaciens et des socialistes indépendants, qui protestèrent contre la destitution du préfet Eichhorn et exhortèrent la foule à marcher sur la chancellerie et à condamner à mort Ebert et Scheidemann.

Sur l'invitation de Liebknecht, le cortège se dirigea vers la préfecture de police où Eichhorn encadré de Liebknecht et de Lédebour parut au balcon et déclara qu'il resterait à son poste tant que le peuple le désirerait. Les majoritaires de leur côté firent appel à

la résistance en exhortant les citoyens, les ouvriers et les soldats à protester contre les actes de terrorisme des Spartaciens par l'arrêt du travail et par leur rassemblement immédiat sous les ordres des chefs du gouvernement pour la défense de l'ordre social. Toutefois, ce n'est qu'après des combats sanglants pendant plusieurs jours, ayant causé plusieurs milliers de morts et de blessés que la situation s'améliora sensiblement en faveur du gouvernement. L'arrivée d'Hindenburg avec de nouvelles troupes bien armées et bien disciplinées à Potsdam, fit pencher la balance en faveur du socialisme officiel. Les troupes du gouvernement réussirent à réoccuper les casernes et à arrêter plusieurs chefs spartaciens et les auxiliaires bolchévistes russes. Ils réussirent également à couper les communications télégraphiques entre les différents points de la ville occupés par les insurgés. En résumé : le gouvernement redevint maître de la ville centrale et administrative ainsi que de la circulation des chemins de fer. En même temps les Spartaciens abandonnèrent les bâtiments publics, tels que l'imprimerie impériale, les dépôts de vivres et de munitions, les magasins du Tempelhof et de l'Intendance militaire, contenant des approvisionnements considérables. Les révolutionnaires après leur échec se dispersèrent. Liebknecht disparut et l'agitateur bolchéviste Radeck fut arrêté. Le gouvernement en profita pour convoquer le 19 novembre les élections à l'Assemblée constituante.

Toutefois, malgré le succès des troupes gouvernementales à Berlin, les Spartaciens continuèrent encore à dominer dans les autres Etats de la Confédération et à piller et à commettre des actes de violence, surtout dans les provinces rhénanes. Cependant, la capture de Liebknecht et de Rosa Luxembourg ébranla sérieusement la confiance du parti révolutionnaire dans leurs chefs. Malheureusement tant Liebknecht que Rosa Luxembourg tombèrent victimes de la fureur des soldats chargés de leur garde, bien que le conseil des soldats et des ouvriers n'eût pas manqué de protester énergiquement contre ces actes de violence qui ne faisaient que discréditer la justice allemande. Toutefois, les élections à l'Assemblée nationale eurent lieu dans un calme relatif dans tous les Etats de la Confédération allemande et le résultat en fut favorable au Gouvernement, les socialistes majoritaires figurant en tête avec une grande majorité. Alors, le Gouvernement décida de choisir la ville de Weimar comme siège de l'Assemblée nationale, bien que le Gouvernement continuât à rester à Berlin, centre de l'administration publique.

La première séance de l'Assemblée eut lieu le 6 février 1920 sous de bons auspices, grâce aux mesures préventives du gouvernement, qui avait décidé de former un bloc avec les démocrates et certains éléments du centre, au point qu'ils comptaient environ trois cent cinquante voix dans la Chambre. Bien que cela n'empêchât pas les partis adverses d'organiser des émeutes

dans les capitales des Etats confédérés telles que Leipzig, Brême, Hambourg et Kœnigsberg, son succès à l'Assemblée nationale valut au gouvernement la réélection d'Ebert comme président de l'Etat allemand ; elle fut inaugurée par une allocution du président de l'Assemblée dans laquelle il constatait la capacité du président d'Empire de tenir d'une main ferme le gouvernail du vaisseau de l'Etat. Grâce à lui, l'Allemagne n'avait pas suivi le sort de la révolution russe et le nouveau ministère se composait d'hommes des différents partis avec Scheidemann comme président du conseil, le comte Brockdorff Rantzau comme ministre des Affaires étrangères et Reuss comme ministre de l'Intérieur. Toutefois le parti populaire ne cessait pas d'attaquer Erzberger qu'il accusait d'avoir signé la convention navale malgré la protestation énergique des personnes compétentes et d'avoir livré le charbon à l'ennemi aux dépens des consommateurs allemands. Erzberger n'eut pas de difficulté à se défendre contre des attaques aussi peu fondées. Il commença par déclarer qu'au moment de se charger de la présidence de la commission de l'armistice, il reçut un radio du commandement suprême allemand demandant des adoucissements sur neuf points, mais contenant à la suite la phrase suivante : *Si vous ne réusissez pas à obtenir d'adoucissement sur ces points, il faudra signer quand même* ». Il ajouta en outre que sur les questions économiques et navales, de longues discussions eurent lieu avec des

experts techniques des différentes branches, mais qu'il s'était opposé au maintien de M. Hugo Stinnes comme expert, parce qu'il était trop connu comme ayant pris une grande part dans l'exploitation de la Belgique et avoir été un des principaux auteurs des déportations des ouvriers belg s sans travail, avec la circonstance aggravante, que l'union des industriels allemands de l'acier déclara que si *son* représentant n'était pas parmi les experts allemands, elle n'enverrait pas de remplaçant.

Le parti catholique du centre, loin de se décourager, accentua encore son opposition au point que le jeune comte d'Arco-Valley, lieutenant de l'ancien corps de la garde tira deux coups de revolver sur Kurt Eisner, président de la République de Bavière, qui expira immédiatement. Quant au meurtrier il fut blessé mortellement par un matelot et le ministre Auer, au moment de faire l'éloge funèbre de son collègue et adversaire politique, fut lui aussi, grièvement blessé par des coups de feu partis d'une tribune. Tout cela prouve l'exaspération du parti clérical et aristocratique contre l'influence d'un honnête homme inspiré par l'amour de la justice et de la vérité, bien qu'exagéré dans son idéal, et ayant eu le courage de dénoncer les crimes commis par les militaires pendant la guerre ainsi que la responsabilité de l'Allemagne dans le déchaînement de la guerre mondiale.

A la suite de l'assassinat de Kurt Eisner la révolu-

tion s'aggrava à Munich et s'étendit à plusieurs villes de la Bavière de même que du Wurtenberg et de Bade ; partout c'étaient les Spartaciens qui dirigeaient le mouvement révolutionnaire. Il y eut même une répercussion à Berlin, où des émeutes spartakistes éclatèrent et les communications par voie ferrée furent interrompues entre Weimar et Berlin, car on craignait un coup d'Etat préparé par les monarchistes et les officiers démobilisés. En même temps, des grèves se déclarèrent dans les mines de l'Allemagne centrale, les ouvriers occupant les voies ferrées et la poste afin de hâter la victoire du communisme en Allemagne. C'est à Munich que la situation était le plus grave, car les Spartakistes trouvèrent là un appui sérieux de la part du conseil des ouvriers et soldats qui se proposait de proclamer la république des Soviets. Il était d'ailleurs encouragé par le conseil des ouvriers et soldats de Berlin.

Il faut encore ajouter que des centaines d'agitateurs étrangers parcouraient l'Allemagne, voyageant dans des trains spéciaux ou dans des automobiles blindées, exhortant la population à une grève générale. D'autre part, le gouvernement d'empire lança un appel à la classe ouvrière dont voici les termes principaux : « L'anarchie économique et politique menace de détruire « l'empire. Les terroristes veulent supprimer à tout « prix l'Assemblée nationale, issue du peuple, librement « élue qui est décidée à assurer au peuple le droit de « disposer de lui-même, à l'intérieur comme à l'exté-

« rieur. D'un côté le blocus ronge nos moelles, et d'un « autre côté, les grèves nous rapprochent de l'abîme. « Des milliers d'Allemands meurent de sous-alimenta- « tion et de manque de travail. C'est le travail seul qui « peut nous sauver. »

En raison de la déclaration de grève générale, qui reçut l'appui des conseils des soldats et ouvriers de Berlin, le gouvernement déclara l'état de siège et remit le pouvoir exécutif entre les mains du ministre de la Défense nationale. Il lança en même temps une proclamation à la population de Berlin, l'invitant à s'abstenir de tout acte délictueux et lui rappelant que les délinquants seraient jugés militairement et que toute personne rencontrée dans les rues après 6 heures du soir serait fusillée. En même temps, plusieurs divisions de la nouvelle armée arrivèrent à Berlin et occupèrent certains édifices publics tels que la Reichsbank, le Reichstag et les bureaux de la poste, des télégraphes et des téléphones. Il en résulta que dans les rencontres des troupes du gouvernement avec les grévistes et les émeutiers, elles restèrent maîtresses de la situation et que la répression énergique des troubles de la rue sous la direction de Noske, finit par rétablir la tranquillité, de même à Berlin que dans les autres capitales de l'Allemagne centrale. Alors, le gouvernement de Weimar, dans une entrevue qu'il eut avec les délégués des ouvriers de Berlin leur accorda certains avantages d'ordre économique, mais se réservant tous les droits dans les ques-

tions d'ordre politique. Il s'engagea également à présenter à l'Assemblée nationale un projet de législation unique pour le travail.

Grâce aux mesures énergiques du gouvernement et à l'esprit démocratique qui l'animait, l'ordre politique et économique finit par régner en Allemagne, bien que dans certaines villes de province les Spartaciens ne fussent pas encore complètement désarmés. Au fur et à mesure que la tranquillité se rétablissait dans le pays, l'attention publique s'orientait davantage vers les problèmes extérieurs. Tout le monde comprit la nécessité de faire signer dans le plus bref délai les préliminaires de paix. Malheureusement pour l'Allemagne, le nombre des Etats alliés et associés était trop grand et chacun avait une conception différente des garanties qu'on devait exiger de l'Allemagne pour l'observance des conditions de paix et des moyens de contrainte à appliquer pour obtenir l'exécution des articles du traité, bien que tous fussent d'accord sur le désarmement de l'Allemagne et sur son ravitaillement par les alliés. D'ailleurs les alliés avaient pleinement conscience de ce que toutes les mesures de précaution n'offraient pas de garanties suffisantes pour assurer la paix de l'avenir ; ils entrevoyaient le jour où l'Allemagne deviendrait de nouveau un Etat militaire fortement centralisé, et ils se rendaient parfaitement compte qu'elle ferait alors tout son possible pour se soustraire à l'accomplissement du traité de paix signé par elle, d'autant plus que,

n'ayant jamais connu la liberté, elle n'était pas mûre pour le self-gouvernement, ayant toujours été dominée par l'atavisme qui la rendait victime du principe autoritaire et de l'Etatisme prussien. Toutefois, le Conseil suprême de guerre adopta le 17 mars 1919 les conclusions du rapport présenté par le maréchal Foch sur les mesurss militaires aériennes et navales propres à assurer le désarmement de l'Allemagne selon lequel l'armée permanente allemande serait limitée à 100.000 hommes recrutés par engagement volontaire de douze ans. Etaient également limités les armements et la production des usines de guerre tandis que la flotte aérienne militaire était supprimée. Quant au contrôle interallié des armements, le Conseil suprême décida qu'il ne cesserait qu'après l'exécution par l'Allemagne des conditions de paix, lorsque le contrôle serait exercé par la Ligue des Nations. En ce qui concernait le ravitaillement de l'Allemagne la conférence de la paix accorda la permission d'exporter mensuellement des pays neutres voisins 300.000 tonnes de céréales et 70.000 tonnes de graisse de viande de porc, d'huile végétale, de lait condensé, etc. Quant au paiement, elle pourrait le faire de trois manières différentes : (a) par l'exportation de marchandises ou la vente de cargaisons allemandes se trouvant à l'époque dans des ports neutres, (b) par des crédits chez les pays neutres, (c) par la vente de titres ou de propriétés à l'étranger, (d) par la location de navires. Le premier emploi des navires allemands livrés,

serait le transport du frêt allemand jusqu'à concurrence du montant indiqué ci-dessus pendant la période allant jusqu'au 1er septembre.

II

Le Conseil suprême des alliés convaincu de la nécessité de terminer sans délai l'élaboration du traité de paix avec l'Allemagne, décida de faire un grand effort pour se mettre d'accord sur les conditions de paix qui devaient être soumises à l'Allemagne dans les premiers jours de mai 1919. Malheureusement, on se heurta à une grande résistance de la part de l'Allemagne contre les décisions de la conférence des alliés au sujet de la concession du port de Dantzig à la Pologne et de l'annexion du territoire allemand aux pays voisins. Des proclamations et affiches faisant appel aux volontaires et aux citoyens couvraient les murs de Berlin et protestaient contre les propositions des alliés. De même, les chefs du gouvernement allemand tels qu'Ebert et le comte Bernstorff chargés des études pour les négociations de paix déclarèrent ouvertement qu'ils n'acceptaient comme base du traité de paix que le programme proposé par Wilson dans lequel il n'était nullement question d'indemnité de guerre ni de concession de territoire allemand, mais uniquement de la réparation des dommages causés par l'armée allemande en Belgique et en France

que le gouvernement était disposé à payer. En même temps, le conseil des industriels allemands adressa au président du ministère de l'empire un manifeste protestant contre la suppression politique et économique pour un certain nombre d'années de la rive gauche du Rhin au moyen d'une frontière douanière. Erzberger, notamment se distingua par ses discours excitant le peuple allemand à demander l'évacuation des régions occupées.

La longueur des pourparlers entre Paris et Berlin relatifs au désarmement, aux réparations et à l'occupation de la rive gauche du Rhin contribua à raviver le sentiment national et l'orgueil allemand dans les masses populaires pangermanistes ; aussi, dans les rues de Berlin se multiplièrent les manifestations en faveur d'une paix de justice et contre une paix de violence qui amènerait la haine et l'esprit de vengeance. Il faut convenir que ces proclamations faites au nom du droit et de la justice sonnaient mal dans la bouche des anciens apôtres de la force contre le droit et de ceux qui avaient applaudi au parlement le chancelier qui justifiait l'acte de l'invasion de la Belgique malgré le traité international de neutralité par la sentence populaire « Not kennt kein Gebot » (Nécessité ne connaît pas de loi). Bien qu'au début de la révolution le sentiment populaire eût accusé les chefs militaires et le gouvernement allemand d'avoir trompé le peuple pendant quatre années de guerre, plus tard les hommes de la

révolution manquèrent de consacrer la culpabilité du gouvernement impérial et des chefs militaires et civils en préparant et déclarant la guerre. Encore au moment de préparer la paix, les chefs eurent l'impudence de prétendre que la guerre fut imposée à l'Allemagne par les alliés.

Les pangermanistes, confondus un instant par la déroute de l'Allemagne, ne tardèrent pas à lever de nouveau la voix, ayant l'air de revendiquer des avantages comme s'ils étaient vainqueurs, prétendant que ce n'était pas l'armée qui avait perdu la guerre, que ce fut le blocus et la famine qui les avait obligés à capituler ; par conséquent ils croyaient avoir le droit d'être traités en égaux. D'autre part, le parti révolutionnaire, appuyé par le conseil central des soldats et ouvriers, accentua son opposition contre le gouvernement régulier et contre l'Assemblée nationale de Weimar, au point que la république des Soviets fut proclamée à Munich, que la diète provinciale fut dissoute et que le gouvernement régulier se vit obligé de quitter la ville, de sorte que les relations entre la Bavière et l'empire entrèrent dans une nouvelle phase ; car la première, à cause de sa forme nouvelle de gouvernement ne fut pas admise au Conseil des Etats confédérés. A Berlin même, la grève générale fut proclamée comme protestation en faveur du conseil des soldats et ouvriers et contre le gouvernement régulier. En vue de cette anarchie sociale, l'Assemblée nationale de Weimar vota à une grande majorité :

« Que le peuple allemand victime des souffrances d'une population affamée, repousssait une paix de violence et n'accepterait qu'une paix d'entente et de reconstitution. »

On comprendra facilement la situation embarrassée de la Conférence de la paix en face d'une Allemagne faible et divisée, incapable de prendre un engagement au nom de la Nation et d'en garantir l'exécution. Heureusement, le gouvernement révolutionnaire de Munich fut renversé par les troupes du gouvernement légal qui réussirent à rétablir l'ordre et un état de normalité en Bavière. Les Ministres des affaires étrangères des cinq grandes puissances après avoir élaboré la rédaction du traité de paix convoquèrent les délégués des gouvernements des pays en guerre avec l'Allemagne tels que le Brésil, la Serbie, la Roumanie, la Grèce, la Belgique, etc., en tout 18 puissances, dans le but de faire voter un ordre du jour consistant dans une invitation à l'Allemagne à envoyer des délégués à Versailles pour prendre connaissance du traité de paix proposé par les alliés. Le gouvernement de Berlin, conformément à l'invitation des alliés, envoya des délégués avec pleins pouvoirs à Versailles leur donnant les instructions suivantes : ne pas opposer un refus absolu ; renouveler l'acceptation des principes du président Wilson ; se montrer disposé à aller aussi loin que possible dans la voie des concessions. Quant aux Alliés, d'accord avec l'opinion publique, ils soutinrent fermement leurs prin-

cipes, les considérant justes et nécessaires pour l'établissement d'une paix définitive.

Cependant, au moment où les négociations furent entamées entre les alliés et les délégués allemands, Hindenburg adressa une lettre au président Ebert, l'informant que le moment lui paraissait indiqué pour prendre sa retraite, étant donné son âge avancé et les impressions pénibles que lui causerait la continuation dans ses fonctions. En effet, sa démission fut acceptée par le président Ebert.

C'est le 7 mai 1919 qu'eut lieu la remise du traité de paix aux plénipotentiaires à Versailles. Cette même ville où un demi-siècle auparavant Bismarck avait dicté les conditions de paix à la France représentée par Thiers et exigé l'annexion de l'Alsace et la Lorraine plus une indemnité de guerre de cinq milliards. La cérémonie de la remise du traité de paix commença par un discours de Clemenceau, président de la Conférence de la paix et se termina par un discours du Comte Brockdorff-Rantzau président de la délégation allemande. Le traité de paix était représenté par un volume in-quarto de 412 pages portant le titre *Conditions de Paix* en français et en anglais. Il consacrait les principes pour lesquels les Alliés avaient combattu et énumérait les réparations exigées de l'Allemagne pour le passé, ainsi que les sécurités pour l'avenir. Parmi les nombreuses stipulations du traité figurait le retour de l'Alsace et de la Lorraine à la France, l'occupation

du bassin de la Sarre pour quinze ans, lorsque la population serait appelée à un plébiscite devant décider de leur nationalité, mais les mines de houille resteraient en tout cas propriété française. Ensuite venait la restitution de tous les objets et valeurs pris par l'ennemi pendant l'occupation du territoire appartenant, soit à l'Etat soit à des particuliers, tels qu'animaux, outils et machines, objets d'art et bijouterie, etc. Tous droits et propriétés françaises en Allemagne seraient également restituées ainsi que les drapeaux français pris par l'ennemi en 1870-71. Quant aux réparations matérielles, tous les dommages causés aux civils seraient réparés intégralement. Le coût des pensions et allocations seraient remboursés. Les dépenses d'occupation seraient à la charge de l'Allemagne. D'ores et déjà il était stipulé que l'Allemagne devrait payer une provision de 20 milliards de marks or avant le 1er mai 1921, sur lesquels seraient prélevés les frais d'occupation et de ravitaillement de l'Allemagne sous certaines conditions. Elle remettrait en outre un acompte de 100 milliards de bons en marks or dont la partie du paiement ci-dessus constituerait le premier versement. La France recevrait également sa part du produit de la liquidation des intérêts allemands en Russie, Chine, Autriche-Hongrie, Turquie et Bulgarie. Pour assurer le règlement des diverses créances, un privilège de premier rang était établi sur tous les biens et ressources de l'empire et des Etats allemands.

Parmi les *sécurités pour l'avenir* figuraient les clauses relatives au désarmement de l'Allemagne sous forme de limitation de son armée et de sa marine, ainsi que de ses armements aussi bien en munitions de guerre, qu'en fortifications sur le Rhin et en fabriques d'armes et de munitions.

Quant aux *sanctions*, le traité de paix exigeait le jugement devant un tribunal de guerre de tous les chefs civils et militaires allemands, qui s'étaient rendus coupables d'actes criminels, tantôt en donnant l'ordre ou la permission de voler et de piller les populations occupées et d'incendier les villes ou villages sans défense, tantôt en faisant détruire les champs, dépouiller et détruire les usines, tantôt en faisant dévaster les forêts et les routes et inonder les mines, tantôt en faisant déporter les jeunes gens hommes et femmes pour les faire travailler aux champs, tantôt en ordonnant des crimes contre la personnalité humaine.

Bien que le traité de paix rédigé par les alliés impressionnât péniblement aussi bien le gouvernement allemand que l'assemblée nationale, M. Brockdorff-Rantzau profita du délai de quinze jours pour entamer des négociations destinées à obtenir une atténuation des conditions les plus dures et d'établir une entente avec les adversaires sur certains points du traité. A cet effet, il commença par adresser au président de la conférence de la paix une protestation d'ordre général contre les conditions de paix, conçue dans les termes suivants :

« Le projet du traité contient des exigeances qui ne sont « supportables pour aucun peuple. En outre, de nom- « breuses clauses sont selon l'avis de nos experts, inexé- « cutables. La délégation allemande de la paix produira « ses explications en détail et fera parvenir aux gouver- « nements de l'Entente ses observations et ses maté- « riaux. Tous les cercles politiques sont pleins d'indigna- « tion et se groupent autour du gouvernement. Ce sont « surtout les frontières de la Pologne qui alimentent « leur fureur ; l'abandon des territoires polonais est « ressenti par eux avec une humiliation mêlée de rage. « Le fait que la Prusse orientale sera séparée du reste « de l'Allemagne, leur paraît incompatible avec l'hon- « neur national. »

Les chefs de tous les partis politiques allemands étaient opposés aux conditions du traité de paix, les considérant contraires aux principes du droit et de la justice. En échange, les partis extrêmes en France, même le chef des socialistes Pierre Renaudel approuvaient le traité de paix et trouvaient juste la mainmise de la France sur le bassin houiller de la Sarre comme dédommagement de la destruction des mines du Nord et du Pas-de-Calais. Ils ajoutaient que le désarmement de l'Allemagne ne serait effectif que si un contrôle rigoureux était exercé dans toutes les usines allemandes fabriquant des engins de guerre.

Tout esprit impartial se demandera avec raison quel droit avait le gouvernement allemand et les chefs des

partis politiques de l'Assemblée nationale d'invoquer pour la défense nationale les principes du droit et de la justice après avoir violé le traité de neutralité de la Belgique signé par la Prusse et commis à toutes les heures de la journée des crimes contre la personnalité humaine, tant en Belgique que dans le nord de la France, En effet M. Maximilien Harden, Directeur du journal *Die Zukunft* et adversaire de la politique absolutiste du gouvernement impérial, tout en trouvant les conditions de paix imposées par les alliés un peu dures pour l'Allemagne appauvrie et peu profitables pour les alliés admettait que si l'Allemagne avait été victorieuse, les conditions de paix auraient été plus terribles, surtout pour la France, avec la circonstance aggravante, que même après la déroute formidable de l'Allemagne l'esprit allemand n'avait pas changé. Malgré l'établissement d'une forme républicaine de gouvernement, c'étaient les mêmes hommes de l'empire qui dirigaient le gouvernement et c'était la même mentalité qui animait les chefs des partis politiques, de sorte qu'aucun effort sérieux n'avait été tenté pour persuader les alliés du triste sort du peuple allemand, victime des procédés criminels de l'empire envers la Belgique et la France; par conséquent il était de leur intérêt, pour réaliser une paix solide avec les alliés, de s'entendre avec eux sincèrement et de renoncer à toute protestation. Ils devraient s'efforcer de persuader les puissances alliées qu'une Allemagne ruinée, sans charbon et sans matières pre-

mières, ne pourrait jamais dédommager les pertes éprouvées par les alliés. Enfin le gouvernement allemand, en même temps qu'il protestait énergiquement contre le traité de paix imposé par les alliés, fit des contre-propositions selon lesquelles l'Allemagne admettait les 14 points de Wilson comme base de l'accord à établir. En même temps, elle déclarait être disposée à abandonner en faveur de la France les produits des mines de houilles du bassin de la Sarre, mais elle refusait de renoncer aux droits territoriaux de cette région en faveur de la France. Elle se montrait également disposée à se charger des réparations des dommages causés par son armée sur le territoire français, à condition qu'elle reçut les secours nécessaires pour rétablir sa vie économique.

Concernant les questions territoriales, l'Allemagne renonçait à ses droits de souveraineté sur l'Alsace et la Lorraine, mais demandait un plébiscite. Elle cédait également à la Pologne la plupart de la Posnanie et la capitale. Elle était aussi prête à reconnaître les ports libres de Danzig, Kœnigsberg et Memel par une charte, réglementant la navigation sur la Vistule. Elle était également prête a soumettre toutes ses colonies à l'administration en commun de la Ligue des Nations si elle était reconnue co-mandataire de celle-ci. L'Allemagne offrait le paiement de 100 milliards de mark en or dont 20 milliards jusqu'en mai 1926; les 80 milliards restants en rentes annuelles. Elle ferait aussi

des efforts pour la reconstruction des territoires et des villes et villages détruits en Belgique et en France. Elle fournirait jusqu'à 20 millions de tonnes de charbon annuellement pendant les cinq premières années et 8 millions les cinq années suivantes. Elle fournirait également d'importantes quantités de benzol, de goudron, de houille, ainsi que des matières colorantes et des produits pharmaceutiques. M. Brockdorff-Rantzau fit encore d'autres propositions moins importantes, mais en même temps il déclarait que c'était la limite de ses concessions, l'Allemagne ne pouvant s'abaisser à accepter des conditions qu'elle ne pourrait exécuter faute de moyens et de capacité de travail.

Voici la réponse des alliés au contre-projet allemand sur les trois questions principales : *les réparations*, *l'admission de l'Allemagne dans la Société des nations* et *la fixation des frontières germano-polonaises*.

Quant aux réparations les alliés refuseront toute modification, ils reconnaissaient au gouvernement allemand seulement la faculté de proposer des modes de se libérer de sa dette. Quant à la somme totale de la dette, elle ne pourrait être fixée qu'après la connaissance exacte des dommages causés aux civils des territoires occupés. Au sujet des frontières polonaises, les chefs des gouvernements alliés se sont prononcés en faveur d'un plébiscite en Haute Silésie sous certaines garanties précises. Quant à l'admission de l'Allemagne

dans la société des Nations, elle ne serait admise qu'après la signature du traité, mais elle ne participerait d'abord qu'aux travaux généraux de l'assemblée et non aux travaux du conseil exécutif. Un délai de huit jours au maximum fut donné au gouvernement allemand pour accepter ou refuser la signature. En cas de refus l'armistice serait dénoncé de fait et des mesures militaires seraient mises à exécution. Nous tenons à donner un extrait concis de certains paragraphes de la lettre de Clemenceau, président de la conférence, adressée à Brockdorff Rantzau chef de la délégation allemande, qui accompagnait la réponse des alliés aux contre-propositions allemandes :

« Les puissances alliées et associées sont convain-
« cues que la paix qu'elles ont proposée est fondamen-
« tale, une paix de justice et de droit conformément aux
« principes admis au moment de l'armistice selon les
« quatorze points établis par le président Wilson. La
« justice est la seule base possible pour le réglement
« des comptes de cette terrible guerre ; mais il faut
« que ce soit la justice pour tous ; il faut que ce soit
« la justice pour les morts, pour les blessés, pour les
« orphelins, pour tous ceux qui sont en deuil, afin que
« l'Europe soit affranchie du despotisme prussien. Il
« faut que la justice soit rendue aux peuples qui chan-
« cellent aujourd'hui sous un fardeau de dettes de
« guerre. Il faut que la justice soit rendue aux millions
« d'êtres humains dont la sauvagerie allemande a pillé

« et détruit les foyers, la terre, les vaisseaux et les
« biens. La réparation des torts que l'Allemagne a
« causés aux habitants des territoires occupés est
« essentiellement une œuvre de justice. L'Allemagne a
« ruiné les industries, les mines et les usines des pays
« qui l'avoisinent, elle les a détruits avec le dessein
« délibéré et calculé de permettre à sa propre industrie
« de se saisir des marchés de ces pays avant que la
« leur ait pu se relever de la dévastation infligée par
« elle. Il n'est que juste que la restitution s'opère. Si
« l'Allemagne trouve les épreuves trop dures, c'est elle-
« même qui se les est infligées et c'est elle qui doit en
« souffrir les conséquences et non les peuples qui ont
« été leurs victimes. Le mémoire allemand prétend que
« les Alliés doivent tenir compte de la révolution alle-
« mande et que le peuple allemand n'est pas respon-
« sable de la politique de ses gouvernements puisqu'il
« les a renversés du pouvoir. Le gouvernement alle-
« mand ne doit pas oublier que ce changement de
« régime n'est arrivé qu'après que les armées alle-
« mandes ont été battues en campagne, au point que
« tout espoir de gagner la guerre se fût évanoui, tandis
« que pendant la durée de la guerre et même avant,
« tant le gouvernement que le peuple allemands ont été
« enthousiastes de la guerre dans la conviction de la
« gagner et d'imposer à la France la cession de ses
« colonies africaines et des ports de mer sur l'Atlan-
« tique ; par conséquent le peuple allemand n'a pas le

« droit de se soustraire aux conséquences des actes « criminels commis pendant la guerre et doit se rappeler « que ses députés ont voté les crédits de guerre et toutes « les classes sociales ont souscrit aux emprunts de « guerre et ont obéi à tous les ordres de leur gouver- « nement, si sauvages que fussent ces ordres. Il n'y a « pas de doute que si la politique du gouvernement « avait réussi, le peuple allemand l'aurait acclamé avec « autant d'enthousiasme qu'il a applaudi à la déclara- « tion de guerre. »

En résumé, la lettre de Clemenceau s'efforce de démontrer que l'Allemagne est responsable, non seulement pour avoir prémédité, préparé et déchaîné la guerre la plus terrible qu'enregistre l'histoire, mais aussi pour s'être servi de procédés criminels pour conduire la guerre contre des peuples pacifiques sans aucune nécessité d'ordre militaire. En raison de la persistance de la commission de la conférence de la paix à maintenir intégralement les conditions de paix, le Ministère Scheidemann remit sa démission au président Ebert qui l'accepta et remplaça celui-ci par M. Gustave Bauer, également Social démocrate; le premier acte de son gouvernement fut de demander une prolongation du délai pour la signature de la paix.

Après une discussion qui dura six jours, l'Assemblée nationale de Weimar finit par voter l'acceptation des conditions de paix imposées par les Alliés dans les

termes suivants : « Le gouvernement de la République « allemande consterné par la dernière communication « des gouvernements alliés, décidés à arracher à l'Al- « magne par la force l'acceptation des conditions de « paix, le peuple allemand, après les souffrances « effroyables de ces dernières années n'a aucun moyen « de se défendre et cède à la force supérieure mais sans « renoncer pour cela à sa manière de concevoir l'injus- « tice inouie des conditions de paix. Le gouvernement « de la République allemande déclare donc qu'il est prêt « à accepter et à signer les conditions de paix imposées « par les gouvernements alliés et associés. » En réponse à la communication du gouvernement allemand, le président de la conférence fit savoir au chef de la délégation allemande que les gouvernements des alliés n'admettaient qu'une acceptation des conditions de paix sans aucune réserve. Cet avis fut enfin accepté par le gouvernement allemand.

Toutefois, à peine l'Allemagne venait-elle de voter le traité de Versailles qu'elle se rendit coupable de deux actes de violation du même traité, l'un consistant à faire brûler par la cavalerie de la garde impériale aux pieds de la statue de Frédéric II les drapeaux de la guerre française de 1870 qu'un article formel du traité l'obligeait à remettre entre les mains du gouvernement français, le second consistant en ce que l'amiral von Reuter donna ordre de faire couler par ses marins les navires allemands internés dans le port anglais

de Scapa-Flow en vertu du traité de Versailles.

En même temps *la Gazette de Frankfort*, dans un article paru au moment d'entamer les négociations concernant les réparations se demandait comment l'Allemagne pourrait s'y prendre pour démontrer que le traité était impossible à exécuter? Après mûre réflexion elle concluait que la meilleure manière était de travailler sans relâche et prouver que malgré leurs grands efforts les Allemands étaient incapables de tenir leurs engagements et qu'il était nécessaire d'envisager une révision prochaine du traité.

En effet, la signature par l'Allemagne du traité de paix ne réussit nullement à calmer les esprits qui continuaient à s'agiter à la suite de la révolution; les socialistes, d'un côté, se proposaient d'établir une société nouvelle basée sur des principes humanitaires et des doctrines internationales et les réactionnaires, de l'autre côté, se proposaient de faire machine arrière pour rétablir l'ancien régime gouvernemental. Cependant, le président Ebert et son gouvernement, conscients du danger de la prolongation de cette lutte entre les partis extrêmes, firent de grands efforts pour amener une concentration des forces dirigées vers l'unité nationale basée sur la liberté morale, intellectuelle et politique. Malheureusement, le peuple allemand n'ayant jamais connu la liberté, ni la bourgeoisie, ni les classes ouvrières, ni les intellectuels ne parvenaient pas à se pénétrer de la valeur éthique de la liberté,

et ignoraient même les devoirs et les droits du citoyen, ayant toujours été des sujets fidèles des princes, au point que Frédéric le Grand disait vers la fin de son règne : « Je suis las de régner sur des esclaves » et Bebel déclarait en plein parlement : « Les Allemands ont une âme de laquais. » C'est ainsi que la révolution allemande, à l'envers de la révolution française de 1789 n'est pas venue de l'intérieur mais bien de l'extérieur, n'ayant été qu'une révolte militaire et ouvrière à tendance économique, tandis que la révolution française avait été préparée pendant la plus grande partie partie du XVIIIe siècle par les encyclopédistes au moyen d'une propagande active par le roman et le théâtre, agissant ainsi sur la raison et les sentiments de toutes les classes sociales et rehausssant la dignité de la personnalité humaine et l'importance d'un idéal humanitaire dans la vie sociale. Quant aux intérêts matériels, ils les considéraient comme chose secondaire, comme une conséquence forcée de la mise en pratique des principes de la liberté et de la justice sociale.

Il est à craindre que la révolution allemande ne succombe dans sa lutte contre la réaction active des monarchistes, de connivence avec les chefs militaristes et les magnats industriels, qui protestent ouvertement contre le traité de Versailles, le qualifiant d'inexécutable sur de nombreux points importants. Il suffit pour s'en convaincre de se rappeler le fait suivant : le traité de

Versailles fut ratifié par l'Assemblée nationale le 10 juin 1919. Le 16 juin, les puissances alliées et associées accordèrent à l'Allemagne toutes les facilités nécessaires pour lui permettre de se former une idée d'ensemble sur les dévastations et les dommages causés dans les territoires occupés en France et en Belgique et de présenter des propositions dans un délai de quatre mois à dater de la signature du traité pour le règlement de l'exécution du traité. Malheureusement, l'Allemagne ne présenta aucune proposition dans le délai prescrit. Au contraire, au moment où expirait le délai, le coup d'Etat de Kapp et Luttewitz se produisit à Berlin. Bien qu'il ait échoué, cet événement prouve néanmoins l'audace que reprenait en Allemagne le parti de la revanche. Grâce au soulèvement des ouvriers de la Ruhr contre la Reichswehr, qui pactisait avec les hommes du coup d'Etat et grâce aussi à l'intervention des troupes françaises qui occupaient Frankfort, et chassèrent les troupes du Reich des zones neutres, le coup d'Etat échoua piteusement.

Après cela, le Conseil suprême se réunit à San Remo et publia la déclaration suivante : « Les alliés sont unanimes à déclarer qu'ils ne sauraient tolérer la continuation des infractions au traité de Versailles, qui demeure la base des relations entre l'Allemagne et les alliés et qu'ils sont résolus à prendre toutes les mesures préventives, à savoir, l'occupation d'une nouvelle partie du territoire allemand. » Ensuite, le Con-

seil suprême invita les chefs du gouvernement allemand à une conférence à Spa où ils devaient présenter des explications et des propositions précises relatives aux réparations et au désarmement. Mais le gouvernement allemand n'apporta aucune proposition sérieuse pour le paiement des réparations.

La crise des réparations et celle du désarmement s'éternisa alors jusqu'au moment où les alliés comprirent la nécessité de se mettre d'accord sur les moyens à employer pour forcer l'Allemagne à exécuter le traité de Versailles. Ce fut le 20 janvier 1921 que les ministres des Affaires étrangères des alliés tinrent un conseil à Londres et décidèrent d'agir au lieu de perdre le temps en discussions diplomatiques stériles, et à cet effet de procéder à l'occupation d'une nouvelle partie du territoire allemand au cas où le gouvernement allemand n'aurait pas pris les mesures nécessaires pour l'accomplissement du traité de Versailles et en premier lieu pour le paiement avant le 1er mai suivant des 12 milliards restant dus sur les 20 milliards engagés. La communication de cet accord au gouvernement de Berlin resta sans réponse directe, car au lieu d'adresser celle-ci aux alliés et au Conseil suprême interallié, il l'envoya au gouvernement des Etats-Unis, le priant d'intervenir en assumant le rôle d'arbitre et en formulant de nouvelles propositions devant servir de base pour la révision du traité. Le gouvernement allemand avait tellement confiance dans

la bienveillance du gouvernement de Washington qu'il commit la maladresse d'accuser dans la même note le gouvernement français de visées impérialistes tendant à amener l'anéantissement de l'Allemagne. Mais le gouvernement de Washington après avoir examiné les propositions allemandes les trouva trop obscures et enveloppées dans des phrases ambiguës et répondit qu'elles ne lui semblaient pas susceptibles de servir de base à une discussion avec les alliés. MM. Briand et Lloyd George furent du même avis. Ils trouvaient, indépendamment du fait que l'Allemagne n'avait pas rempli ses obligations relatives aux réparations, une preuve flagrante de sa mauvaise foi dans son refus de désarmer ses forces secrètes et dans ses atermoiements dans la poursuite des auteurs des crimes commis pendant la guerre. Ils considéraient nécessaire en conséquence d'adopter de nouvelles mesures coercitives.

L'opinion anglaise qui était disposée au commencement à croire jusqu'à preuve du contraire aux bonnes intentions et aux honnêtes desseins des Allemands reconnut enfin que cette confiance n'était pas méritée. C'est ainsi que Lloyd George le déclara à la Chambre des communes. Le gouvernement allemand, ne désespérant pas encore de la bienveillance à son égard du gouvernement américain, fit un effort pour présenter de nouvelles propositions à ce dernier, propositions un peu plus amples quant aux réparations pécuniaires.

En échange, elles contenaient des conditions inacceptables pour les alliés au sujet de la Haute-Silésie et de certains territoires allemands. Le gouvernement de Washington se rendit bientôt compte que les nouvelles propositions allemandes étaient insuffisantes et remplies de subtilités perfides et par conséquent inacceptables, et finit par se prononcer ouvertement en faveur de la politique justifiée des alliés, au point de consentir à participer à l'occupation du nouveau territoire allemand au cas où le gouvernement de Berlin manquerait d'accomplir les clauses du traité de Versailles avant le 12 mai. En vue de l'opposition franche des Etats-Unis aux prétentions allemandes, le gouvernement des alliés décida d'envoyer au gouvernement de Berlin un ultimatum, le menaçant d'occuper le bassin de la Ruhr.

Alors le Ministère Fehrenbach présenta sa démission au président Ebert, qui l'accepta, bien qu'il hésitât quelque temps dans le choix d'un remplaçant voulant assumer la responsabilité de trancher ce problème politique et national. Ce n'est qu'après bien des tâtonnements qu'il nomma chancelier M. Wirth, ancien ministre des Finances dans le cabinet Fehrenbach-Simons, et appartenant au Centre comme son prédécesseur. Celui-ci réussit après des négociations laborieuses à former son ministère, composé de socialistes majoritaires, d'hommes du centre et de démocrates. D'un commun accord le ministère décida de convoquer le parlement et de lui demander nettement d'accepter

ou de refuser l'ultimatum par un oui ou un nom, considérant toute discussion inutile. Le vote eut lieu par appel nominal, 220 votes se prononçaient pour l'acceptation et 172 contre. Le parti qui accentua le plus sa résistance fut le parti populiste dirigé par les gros industriels, dont le chef était M. Stinnes. Malheureusement, ce n'était pas un sentiment patriotique élevé qui les poussait à voter contre l'acceptation, mais plutôt un vil égoïsme ; car c'étaient les industriels qui auraient à supporter le lourd fardeau des réparations exigées par les alliés et ils préféraient entraîner le pays entier vers l'abîme, en sacrifiant la production, le travail et le bien-être des patrons et des ouvriers. Cependant M. Wirth fit déclarer par ses représentants à Paris et à Londres qu'il s'engageait formellement à faire tout son possible pour remplir toutes les clauses du traité de paix de Versailles, selon le désir des Alliés.

C'est précisément au moment où M. Wirth président du Conseil des ministres de l'Empire allemand promettait aux alliés d'exécuter le traité de Versailles intégralement que le gouvernement allemand conclut un traité de paix avec la Chine et déposa un projet de loi devant le Reichstag accompagné de la note suivante : « Le gouvernement chinois désireux de s'assurer tous « les droits qui découlent du traité de Versailles avait « d'abord demandé à l'Allemagne de reconnaître l'en- « semble de ce traité. Le gouvernement allemand ne « peut pas réitérer une reconnaissance générale de ce

« traité, car une pareille démarche serait équivalente « à l'acceptation librement consentie de ce traité de sa « part, ce qui porterait préjudice à la révision ulté- « rieure de ce traité. Toutefois le gouvernement alle- « mand n'élevera pas d'objection contre le fait que le « traité contient des articles qui paraissent avoir un « intérêt pour la Chine, soit dans leur rédaction « actuelle soit, en cas de révision, sous leur forme « modifiée. »

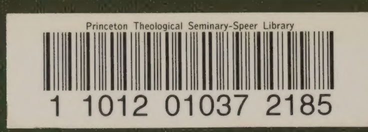
Cette note prouve de la manière la plus indiscutable que le gouvernement allemand ne se croyait pas légalement lié par le traité de Versailles, ne se considérant que provisoirement soumis à une contrainte par la force des circonstances, à laquelle il se réservait de mettre fin au moment opportun en obtenant la révision du traité.

Le gouvernement de Berlin paraît oublier que son consentement à la signature du traité de Versailles était la conséquence naturelle de la perte de la guerre. Les chefs militaires et civils, de même que le parlement avaient pleinement conscience d'être vaincus, au point qu'ils ne faisaient que constater dans leurs discours officiels l'effondrement militaire de leur pays, et considéraient impossible la continuation de la guerre de crainte de disloquer le Reich, jugeant que la signature de la paix était le moindre de deux maux. Le gouvernement allemand devrait comprendre que ce furent l'armement à outrance et le manque de respect des

traités signés par lui qui l'ont amené à signer le traité de Versailles et que l'Allemagne pour se relever a besoin de respecter ses engagements et de contribuer par sa conduite au maintien de l'ordre nouveau en Europe, tandis qu'en cherchant à s'insurger, elle s'expose à une chute plus rapide et plus profonde. Mais il paraît que la mentalité prussienne inculquée à l'Allemagne la rend aveugle à la lumière et sourde à la voix de la raison. C'est ainsi que les magistrats de Leipzig cherchent à éluder les condamnations des coupables, que les autorités bavaroises cherchent à éviter le désarmement et que Helfferich, et avec lui les pangermanistes, s'apprêtent à esquiver les réparations. Ces faits prouvent bien que l'esprit de 1914 continue encore à souffler sur l'Allemagne et que le mépris des traités anime ses gouvernants aujourd'hui comme alors. Par conséquent ce n'est que l'union des Alliés, associés aux Etats-Unis, qui réussira à rétablir la paix définitive sur la base de la justice et du droit des peuples, grands ou petits, à l'indépendance nationale.

TABLE DES CHAPITRES

Impr. Jouve et Cie, 15, rue Racine, Paris. — 5029-21


Princeton Theological Seminary-Speer Library
1 1012 01037 2185